

# REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX



TOME LXXXIX  
ANNÉE 1998

Revue publiée par la Société Archéologique de Bordeaux  
avec le concours de la Municipalité de Bordeaux,  
du Conseil général de la Gironde  
et de la Direction régionale des Affaires culturelles d'Aquitaine



802

*Revue archéologique de Bordeaux*

*Tome LXXXIX*

*Année 1998*

*Revue publiée avec le concours de la Municipalité de Bordeaux  
du Conseil général de la Gironde  
et de la Direction régionale des Affaires culturelles, Service régional de l'Archéologie*

*Société Archéologique de Bordeaux  
1 place Bardineau  
33000 Bordeaux*

*Société fondée en 1873  
reconnue d'utilité publique  
par décret du 11 mars 1915*





Conformément à la tradition, la Société Archéologique de Bordeaux ne prend sous sa responsabilité ni les opinions émises ni les analyses développées par les auteurs.

Elle interdit toute reproduction totale ou partielle de documents sans son autorisation écrite.

### ***Photographie de couverture :***

*Bordeaux, fort Louis.*

*Sculpture en haut-relief ornant une porte,  
attribuable aux années 1530.*

*Musée d'Aquitaine, inv. 11881.*

*Cliché Jean-Michel Arnaud, Musée d'Aquitaine.  
Tous droits réservés.*

## ***L'archéologie girondine en 1998***

### **Bilan et orientation de la recherche archéologique**

En Aquitaine, l'actualité en archéologie préhistorique est, comme elle le sera sans doute pendant quelques années, largement tributaire des découvertes liées aux travaux d'archéologie préventive de l'autoroute A89 entre Bordeaux et Clermont-Ferrand. Ce grand chantier progresse le long de la vallée de l'Isle et sort du Libournais en Gironde pour entrer résolument en Dordogne, terre de Préhistoire s'il en fut ! Au-delà de la réalisation de sondages sur le futur tracé, dans le territoire de la Dordogne et de la Gironde, sont à signaler plusieurs opérations remarquables.

### **Préhistoire**

En Dordogne, à Saint-Martial d'Artenset, une fouille d'évaluation a été décidée dans une zone assez étendue livrant en stratigraphie plusieurs niveaux archéologiques associés à une séquence sablo-argileuse fine marquée par plusieurs horizons pédologiques caractéristiques. Les résultats de l'évaluation ont confirmé la bonne conservation et l'intérêt du niveau moustérien le plus récent qui s'étend sur plusieurs milliers de mètres carrés. L'association dans l'échantillon prélevé, sur les 50 m<sup>2</sup> fouillés, de plusieurs conceptions distinctes du débitage : Levallois, discoïde et peut être présence de débitage laminaire et de façonnage bifacial est remarquable. La mise en place d'une fouille extensive de ce gisement de plein air bien conservé, suffisamment riche et présentant une telle

coexistence de schémas de production lithique, s'avère nécessaire. Plusieurs concentrations très localisées de vestiges de débitage ont donné lieu à des remontages qui supporteront le plus clair de la problématique retenue pour ce site.

A Périgueux, à l'emplacement d'un futur immeuble de la société des H.L.M. de la ville, un horizon du Paléolithique supérieur a été identifié dans un excellent état de conservation au sein de dépôts versants sablo-argileux au chemin du Puyrousseau. Proche du gisement périgordien des Jambes aucun vestige paléolithique n'avait été récemment mis en évidence dans ce secteur où un abri sous-roche ayant livré du Paléolithique supérieur et d'hypothétiques oeuvres d'art avait été anciennement signalé en 1905 par Féaux. L'outillage sur débitage laminaire est assez abondant et mériterait une plus ample reconnaissance sur la base d'un échantillon plus étendu. Les conditions de réalisation d'une fouille préventive sont actuellement toujours étudiées.

En Gironde, à Gours dans les gravières de la Bouage, une opération d'évaluation, suite à des prospections et des sondages positifs ayant mis en évidence une occupation néolithique, s'est avérée improductive pour cette période mais a permis de repérer des niveaux du Paléolithique supérieur médiocrement conservés. Aucune suite n'a été donnée à cette opération infructueuse.



A Saint-Denis de Pile, une évaluation dans une occupation du Paléolithique moyen située sur l'assiette du tracé s'est soldée par la découverte d'un dense horizon archéologique moustérien. Une fouille préventive a permis l'exploitation d'environ 500 m<sup>2</sup> de niveaux d'occupation caractérisés par d'abondants vestiges lithiques caractéristiques d'un Moustérien à débitage discoïde. Plus de 17 000 objets ont été enregistrés et plusieurs larges concentrations de vestiges sont apparues.

Des travaux préventifs sur la R.N. à Marsas ont mis au jour un abondant mobilier lithique attribuable au Paléolithique supérieur.

Dans les Landes, à Brocas-les-Forges, des travaux forestiers avaient livré des indices d'industrie lithique d'attribution délicate au lieu-dit Cabannes. Une fouille de sauvetage d'environ 70 m<sup>2</sup> a montré l'existence d'un horizon archéologique dense situé entre 60 et 80 cm de profondeur dans les sables. Une abondante industrie lithique (n : 25 000) a été récoltée. L'outillage composé de 1 200 objets se caractérise par deux tiers de raclettes, 20 % de burins puis des grattoirs. L'attribution de cet ensemble au Badegoulien/Magdalénien ancien semble s'imposer. Le débitage paraît majoritairement relever d'une production d'éclats ; les lames sont plus rares.

Ce site est le premier gisement paléolithique reconnu dans le secteur de la Haute-Lande. La période chrono-culturelle mise en évidence doit être rattachée aux ensembles identiques bien connus plus au Nord en Gironde et dans la vallée de l'Isle. L'étude de l'origine des matières premières lithiques, du fait de la présence de matériau d'origines éloignées, y constituera un outil d'analyse des relations spatiales qui ont pu exister au Paléolithique supérieur entre le territoire Périgord-Quercy-Gironde et l'espace chalosse-Pyrénées au Sud.

Dans les Pyrénées-Atlantiques, à Arancou, une fouille programmée a enfin pu voir le jour dans la petite grotte de Bourouilla dont l'aménagement et la protection ont été définitivement achevés par la municipalité. Cette première reconnaissance du site et de son contexte environnemental immédiat préparait en fait l'intervention dans les années à venir dans le remplissage de la cavité qui a livré une belle série d'art mobilier et d'industrie en matières osseuses du Magdalénien.

A Iholdy dans la grotte d'Unikoté, l'extension des fouilles vers le secteur d'entrée de la cavité met progressivement au jour une occupation humaine dont l'association avec un repaire d'hyènes mérite une attention particulière. La présence d'industrie lithique (débitage, outils) dans ce type de contexte n'est certes pas exceptionnelle mais ici la présence d'aires de combustion probablement structurées et d'éléments d'art mobilier (os cochés) associés pourraient correspondre à un habitat d'une certaine durée.

A Isturitz, l'opération d'évaluation du contenu archéologique du remplissage résiduel encore présent dans les différents secteurs du site d'Isturitz-Oxocelhaya est arrivée à son terme et un nouveau projet franco-espagnol doit lui succéder en 1999. Dans le même temps, une réflexion pluridisciplinaire sur l'aménagement didactique et touristique des parties accessibles au public, doit permettre au propriétaire de procéder à une nouvelle présentation des salles et de leur contenu archéologique mais aussi de l'art pariétal de ce vaste complexe karstique.

## Protohistoire

Le renouveau des études sur l'Âge du Bronze en 1998 est dû essentiellement à la découverte fortuite, par Madame J. Roussot-Laroque et son équipe, du site de Lapartens à Vendays-Montalivet en Médoc.

A l'occasion de travaux de recalibrage d'un ruisseau en bord de marais, des éléments de bois ont été mis au jour. L'élargissement de la fouille a permis de mettre en évidence les restes d'une construction à empilage datée du Bronze moyen et probablement une araire quasiment intacte. Ce chantier qui devrait faire l'objet d'une deuxième campagne en 1999 et d'une série d'analyses dendrochronologiques sera sans nul doute une pièce importante à verser au dossier du Bronze médocain.

Parallèlement, à l'autre bout de la côte, F. Marembert, étudiant en thèse à Toulouse sur l'Âge du Bronze dans les Pyrénées, effectuait un sondage dans la grotte du Phare de Biarritz et dans la grotte de Castets en vallée d'Ossau. Ces deux sites livraient des niveaux d'occupation très importants du Bronze final. La grotte de Biarritz fera l'objet d'une fouille programmée en 1999.

Citons enfin la découverte «fortuite» sur les plages d'Hourtin et de Montalivet, de deux dépôts ; une de haches en bronze, l'autre d'un bronzier (fragments d'épées, lingots, etc.) faisant l'objet d'une étude par J. Roussot-Larroque dans le cadre d'une prospection inventaire du littoral.

Pour l'Âge du Fer, les nouveautés sont plus rares et se résument à la mise en place d'une prospection thématique sur l'occupation des vallées des Gaves pyrénéens et la découverte de cercles protohistoriques sur le tracé, ou à proximité de l'autoroute A89, dans la région de Gours en Gironde. C'est sur l'emplacement d'une future carrière que trois structures circulaires ont été dégagées et sondées livrant un matériel abondant. Malheureusement, le pétitionnaire ne souhaitant pas assurer la prise en charge financière de l'opération, le site est pour l'instant gelé.

## Antiquité

Le monde rural antique fait quant à lui l'objet d'un renouveau des études depuis plusieurs années. En Pyrénées-atlantiques, l'université de Pau, autour de F. Réchin et R. Plana, reprend progressivement le dossier de la villa de Lalouquette fouillée dans les années soixante. Une étude systématique de son territoire a été initiée en 1998 qui a permis la localisation de plusieurs gisements contemporains de la villa, mais aussi de replacer le site dans son environnement historique.

C'est sur l'ensemble du grand Sud-Ouest que C. Balmelle poursuit son réexamen des établissements antiques dans le but d'identifier les structures viticoles. Avec la collaboration notamment de J.-P. Brun et de L. Maurin, ils ont ainsi établi avec certitude la présence de pressoirs, bassins viticoles et chais de stockage en Aquitaine, l'exemple le plus flagrant étant les empreintes de pressoirs en bois découverts par Ph. Jacques lors de la reprise des fouilles de la villa de Moncrabeau en Lot-et-Garonne.

Ce dernier fouilleur a d'ailleurs eu l'occasion aussi de procéder en 1998 à un nouveau sauvetage sur l'établissement antique de Castelculier. Outre les restes de l'entrée très dégradée de la pars urbana, il a pu mettre en évidence dans une maison bâtie sur le site au XIX<sup>e</sup> siècle, les restes d'une tour médiévale (XIV ou XV<sup>e</sup> siècle) englobée dans les maçonneries récentes.

Deux superbes têtes en marbre de la fin du III<sup>e</sup> siècle et les restes brisés d'un sarcophage décoré de même époque ont aussi été découverts à l'occasion de la réalisation d'une adduction d'eau à proximité du mur d'enceinte de la villa. Il semble que ces éléments avaient été rassemblés peut-être dans le but d'être utilisés par la suite pour faire de la chaux.

Ces travaux sur ces grands domaines ne doivent pas faire oublier toutefois une opération menée par une équipe de bénévoles sur un petit habitat antique aux confins du Périgord et du Limousin. Il s'agit d'une maison de quelques pièces dont l'existence montre bien la complexité du tissu rural antique en Aquitaine.

Si Dax, Périgueux, Agen et Lescar ont fait l'objet d'opérations de fouilles très ponctuelles en 1998, nous ne retiendrons dans ce bilan que les opérations bordelaises qui nous paraissent les plus significatives et les plus porteuses d'espoir au niveau scientifique.

Dans le cadre du futur tramway de Bordeaux, la communauté urbaine a souhaité que le service régional de l'archéologie réalise une série de diagnostics sur les emplacements de projets de parc souterrain de stationnement. Les secteurs choisis furent : le cours du Chapeau rouge et dans son prolongement la place Jean Jaurès, le quai des Salinières, la place A. Meunier et la place de la Bourse. Toutes ces zones ont livré des restes d'architectures importants (fort Louis, XVI-XVIII<sup>e</sup> siècles, place A. Meunier, avec des murs de plus de sept mètres de haut, rempart médiéval place de la Bourse) ou des stratigraphies importantes comme cours du Chapeau rouge avec, au contact avec la place Jean-Jaurès, des éléments de bois pouvant appartenir à un ancien aménagement de berges antiques. Les risques de découvertes d'épaves romaines ou médiévales sont de plus extrêmement importants puisque le quai des Salinières, la place de la Bourse et la place Jean-Jaurès se trouvent sur l'emplacement d'anciens ports ou à proximité immédiate. Les choix politiques définitifs qui seront réalisés pour l'implantation des parcs de stationnement ne manqueront donc pas d'entraîner de nouvelles et importantes fouilles sur Bordeaux dans les cinq ans qui viennent.

Enfin, signalons deux découvertes importantes : l'exploration sur l'emplacement des anciens garages Citram d'une partie d'une nécropole du VII-IX<sup>e</sup> siècles, peut-être à mettre en relation avec l'ancienne



église Saint-Germain attestée dans ce secteur de Bordeaux par Charles Higounet mais jamais située ; la localisation précise et le repérage d'une portion importante d'un des aqueducs alimentant Burdigala sur la commune de Villenave-d'Ornon, juste à côté de l'actuelle rocade autoroutière, près du Pont de la Maye.

Moyen Age

Les travaux portant sur le Moyen Age se sont surtout concentrés sur une meilleure connaissance des maisons fortes ou des sites castraux régionaux.

Ainsi le château d'Espelette (XIV-XVe siècles) a fait l'objet d'une nouvelle campagne de sondages visant à mieux connaître l'enceinte et son système de tours. A Berson en Gironde, l'université de Bordeaux a piloté un projet de reconstitution en 3D de la maison forte du Boisset accompagné d'une étude historique et d'une prospection du terrain avoisinant. A Ispoure et Saint-Jean-Pied-de-Port (Prison des Evêques) dans les Pyrénées-Atlantiques, des séries de sondages et des études d'archéologie du bâti ont permis d'identifier des bâtiments précoces. L'exploration des archives de Navarre à Pampelune a fourni d'intéressants compléments historiques dont on espère la publication dans des délais brefs.

Deux opérations programmées ont vu le jour en 1998 : une sur l'habitat castral de Saint-Félix de Foncaude, château de Pommiers, pilotée par S. Faravel et une autre sur l'habitat aristocratique des vallées béarnaises dirigée par A. Berdoy. Après les travaux de Y. Laborie sur les sites castraux d'Auberoche (Dordogne) et Labrit (Landes) et de S. Faravel sur Saint-Germain d'Esteuil (Gironde) et Lauzun (Lot-et-Garonne), ces deux programmes devraient redynamiser la recherche fondamentale en archéologie médiévale en Aquitaine malheureusement très délaissée.

Deux opérations de sauvetage sont venues apporter un peu de nouveauté. Il s'agit des fouilles menées sur le site des Gillets à Creysse (Dordogne) par P. Fouéré à l'occasion de la création d'un nouveau pont sur la Dordogne et à Pellegrue en Gironde, surveillance de l'aménagement d'un gros bourg rural réalisée par J.-L. Piat et N. Gangloff.

Dans le premier cas, c'est un habitat rural en terre, de la deuxième moitié du XIIIe siècle, détruit accidentellement par un incendie, qui a été mis en évi-

dence. Vaisselier, mais aussi organisation interne de la maison, sacs de graines, outils en fer fournissent un instantané de la vie quotidienne des paysans bergéracois au XIIIe siècle. Tout autour de la cellule de vie, le décapage des terrains a livré un nombre important de silos et une série de fours en bordure de fleuve dont la fonction reste encore mal définie.

A Pellegrue, les aménagements de place et de rue (assainissement) prévus par la municipalité ont été suivis systématiquement grâce à une excellente collaboration entre l'architecte du projet, l'architecte des bâtiments de France, la mairie, le service régional de l'archéologie et la société Hades. L'histoire de ce bourg castral, connu grâce à la thèse de S. Faravel, a été entièrement revue. Un bâtiment antique, une vaste nécropole mérovingienne avec peut-être un bâtiment paléochrétien et les restes de l'ancien château ont été localisés précisément, montrant une ancienneté de l'occupation humaine de cette communauté beaucoup plus importante que l'on ne l'avait cru.

Pour conclure, notons que c'est cent quarante-sept opérations qui se sont déroulées en 1998. Elles ont été le fait de chercheurs tant professionnels que bénévoles. Il est d'ailleurs intéressant de donner ci-après le tableau de l'origine des responsables qui montrent bien toute la diversité et la richesse de l'archéologie régionale. Il serait regrettable que celle-ci disparaisse. Il est à souhaiter qu'un soutien actif sera apporté à l'ensemble de cette communauté scientifique qui oeuvre pour une meilleure connaissance de notre histoire régionale.

Dany Barraud,  
Jean-Michel Geneste  
Janvier 1999

ORIGINE DU RESPONSABLE	FOUILLE PROGRAMME	PROSPECTIONS REBES	SONDAGES DIAGNOSTICS	SURVEILLANCES
AFAN	0	7	18	10
Bénévoles	3	11	8	9
CNRS	3	8	0	1
Col. Territ.	0	0	4	0
HIDES	0	2	6	5
Musée	3	2	0	0
SDA (CNRS/SPR)	3	2	16	3
Université (Enst/étud)	1	11	6	1

Liste des programmes et des abréviations

Nouvelle programmation

Du Paléolithique au Mésolithique

- 1 : Gisements paléontologiques avec ou sans indices de présence humaine.
- 2 : Les premières occupations paléolithiques (contemporaines ou antérieures au stade isotopique 9 : > 300 000 ans.
- 3 : Les peuplements néandertaliens I.s (stades isotopiques 8 à 4 : 300 000 à 40 000 ans ; Paléolithique moyen I.s.).
- 4 : Derniers néandertaliens et premiers Homo sapiens sapiens (Châtelperronien, Aurignacien ancien).
- 5 : Développement des cultures aurignaciennes et gravettiennes.
- 6 : Solutréen, Badegoulien et prémices du Magdalénien (cultures contemporaines du maximum de froid du dernier Glaciaire).
- 7 : Magdalénien, Epigravettien.
- 8 : La fin du Paléolithique.
- 9 : L'art paléolithique et épipaléolithique (art pariétal, rupestre, mobilier, sculpture, modelage, parure...).
- 10 : Le Mésolithique.

Le Néolithique

- 11 : Apparition du Néolithique et Néolithique ancien.
- 12 : Le Néolithique : habitats, sépultures, productions, échanges.
- 13 : Processus de l'évolution du Néolithique à l'Age du Bronze.

La Protohistoire (de la fin du IIIe millénaire au 1er s. av. n. è.)

- 14 : Approches spatiales, interactions homme/milieu.
- 15 : Les formes de l'habitat.

Chronologie

- BAS : Bas Empire
- BMA : Bas Moyen Age
- BRA : Age du Bronze ancien
- BRF : Age du Bronze final
- BRM : Age du Bronze moyen
- BRO : Age du Bronze
- CHA : Chalcolithique

- 16 : Le monde des morts, nécropoles et cultes associés.
- 17 : Sanctuaires, rites publics et domestiques.
- 18 : Approfondissement des chronologies (absolues et relatives).

Périodes historiques

- 19 : Le fait urbain.
- 20 : Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaines, médiévales et modernes.
- 21 : Architecture monumentale gallo-romaine.
- 22 : Lieux de culte et pratiques rituelles gallo-romains.
- 23 : Etablissements religieux et nécropoles depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions.
- 24 : Naissance, évolution et fonctions du château médiéval.

Histoire des techniques

- 25 : Histoire des techniques, de la Protohistoire au XVIIIe s. et archéologie industrielle.
- 26 : Culture matérielle, de l'Antiquité aux Temps modernes.

Réseau des communications, aménagements portuaires et archéologie navale

- 27 : Le réseau des communications : voies terrestres et voies d'eau.
- 28 : Aménagements portuaires et commerce maritime.
- 29 : Archéologie navale.

Thèmes diachroniques

- 30 : L'art postglaciaire (hors Mésolithique).
- 31 : Anthropisation et aménagement des milieux durant l'Holocène (paléoenvironnement et géoarchéologie).
- 32 : L'outre-mer.

Liste des abréviations

- CON : Contemporain
- ÉPI : Épipaléolithique
- FER : Age du Fer
- FE1 : Premier Age du Fer
- FE2 : Deuxième Age du Fer
- GAL : Epoque Gallo-romaine
- HAU : Haut Empire



HMA :	Haut Moyen Age
IND :	indéterminé
MA :	Moyen Age
MÉD :	Médiéval
MÉS :	Mésolithique
MOD :	Moderne
NÉO :	Néolithique
PAA :	Paléolithique ancien
PAL :	Paléolithique
PAM :	Paléolithique moyen
PAS :	Paléolithique supérieur
PRO :	Protohistoire

EN : éducation nationale  
MCT : Musée de collectivité territoriale  
MET : Musée d'état  
SDA : Sous-direction de l'archéologie  
SUP : enseignement supérieur

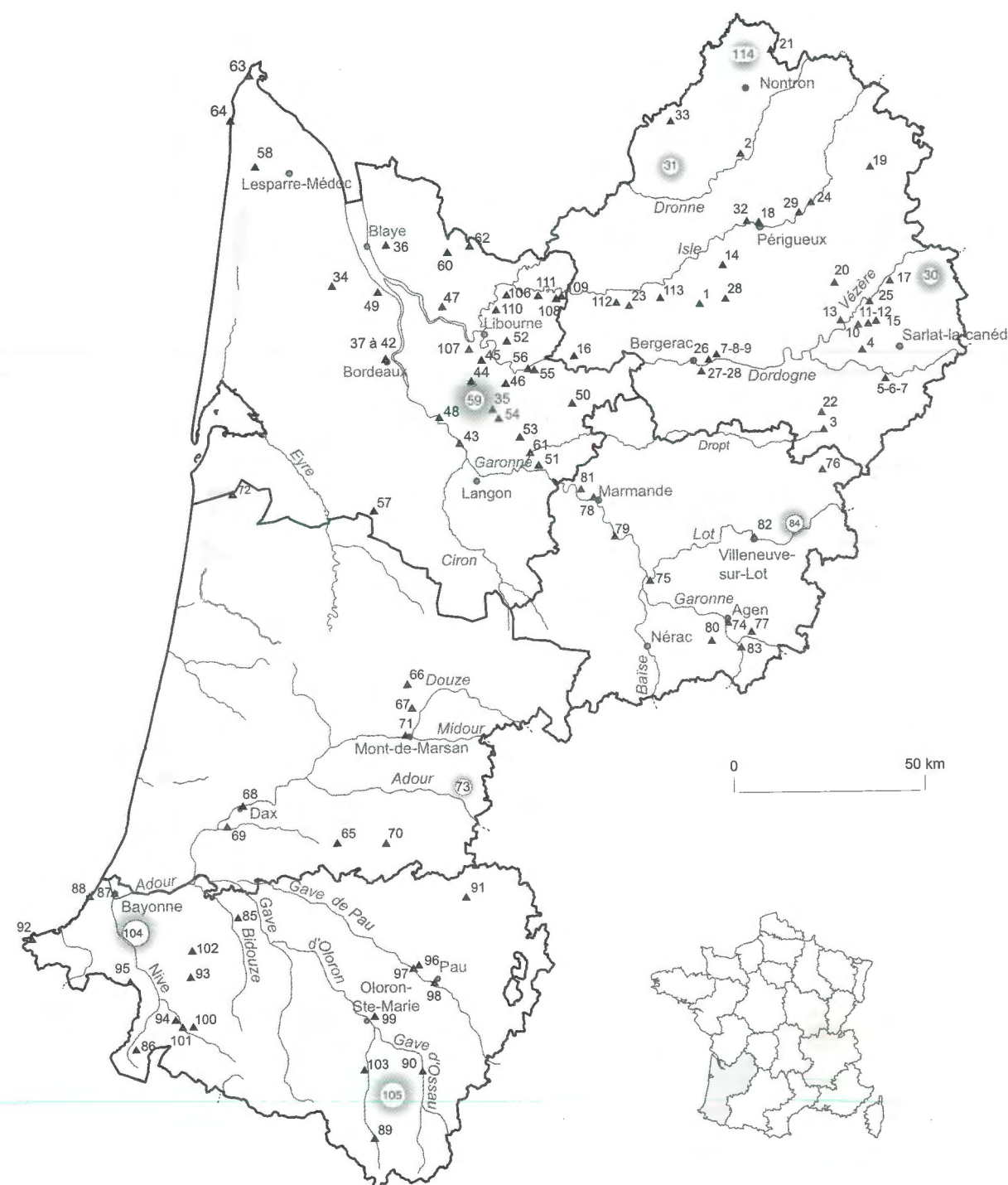
### Nature de l'opération

FP : fouille programmée  
MH: fouille avant travaux M.H.  
PA : prospection aérienne  
PC : projet collectif de recherche  
PI : prospection inventaire  
PP : prospection programmée  
PR : prospection  
PS : prospection subaquatique  
RA : relevé architectural  
RE : relevé d'art rupestre  
SD : sondage  
SP : sauvetage programmé  
SU : sauvetage urgent

### Organisme de rattachement des responsables de fouille

AFA : AFAN  
AUT : autre  
BEN : bénévole  
CNR : C.N.R.S.  
COL : collectivité territoriale

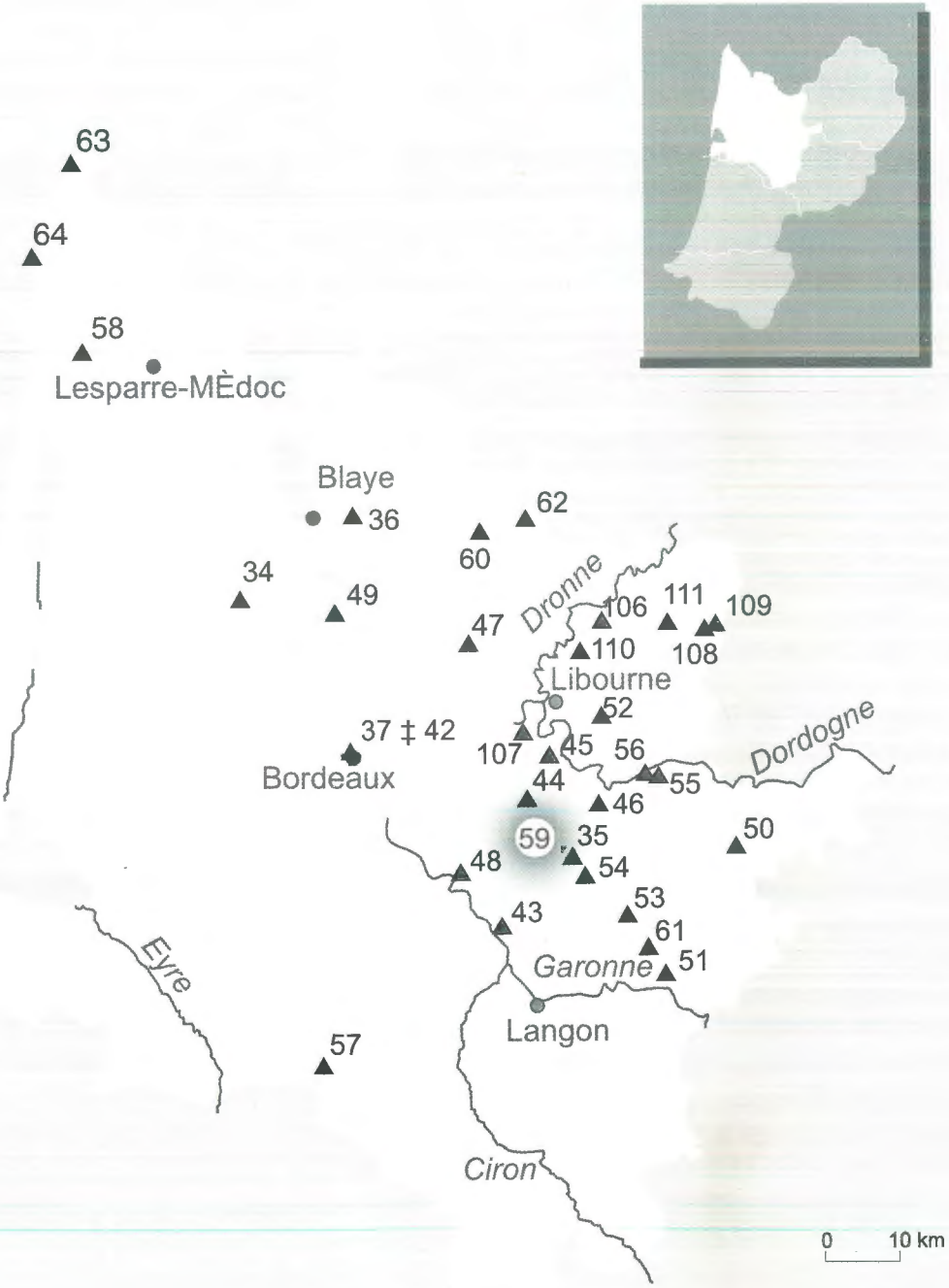
	DORDOGNE	GIRONDE	LANDES	LOT-ET-GARONNE	PYRENEES ATLANTIQUES	TOTAL
<b>Sondages</b>	19	21	3	4	12	<b>59</b>
<b>Sauvetages (SP, SU, MH)</b>	8	13	4	5	3	<b>33</b>
<b>Fouilles programmées</b>	4	1	1	1	4	<b>11</b>
<b>Relevés (RA, RE)</b>	5	2	1	3	5	<b>16</b>
<b>Analyses</b>	0	0	0	0	0	<b>0</b>
<b>Prospections programmées</b>	1	1	1	0	4	<b>7</b>
<b>Prospection inventaire (PI, PA, PR, PS)</b>	7	9	0	2	1	<b>19</b>
<b>Projets collectifs (PC)</b>	2	2	0	0	0	<b>4</b>
<b>Total</b>	<b>46</b>	<b>49</b>	<b>10</b>	<b>15</b>	<b>29</b>	<b>149</b>



Opérations archéologiques en Aquitaine en 1998



					Prog.	P.	N°	
33/022/001/AH	AVENSAN	Site castral de Romefort	David MARTINS	SUP	PI	24	50	34
	BAIGNEAUX	Champ de Racaud	Jean-Claude HUGUET	EN	PI		51	35
33/047/002/AH	BERSON	Maison forte du Boisset	Gérard LOUISE	SUP	PR	24	51	36
33/063/109/AH	BORDEAUX	Place Jean Jaurès - Cours du Chapeau Rouge	P. REGALDO SAINT-BLANCARD	SDA	SD	19	52	37
33/063/102/AH	BORDEAUX	B.E.C. - Rue de Cursol	P. REGALDO SAINT-BLANCARD	SDA	SD	19	54	38
33/063/122/AH	BORDEAUX	Fort Louis - Place André Meunier	P. REGALDO SAINT-BLANCARD	SDA	SD	19	55	39
33/063/116/AH	BORDEAUX	Hôpital Saint-André, colonne 5	P. REGALDO SAINT-BLANCARD	SDA	SD	19	57	40
33/063/116/AH	BORDEAUX	Hôpital Saint-André, colonne 5	Pierre MILLE	AFA	SU	19	58	40
33/063/121/AH	BORDEAUX	Ancienne gare routière Citram - Rue Lafaurie-Monbadon	P. REGALDO SAINT-BLANCARD	SDA	SD	19	60	41
33/063/121/AH	BORDEAUX	Ancienne gare routière Citram - Rue Lafaurie-Monbadon	Agnès BERGERET	AFA	SU	23	61	41
33/063/123/AH	BORDEAUX	IUT B - Bordeaux - Place Renaudel	J.-B. BERTRAND-DESBRUNAIS	SDA	SD	19	62	42
33/063/123/AH	BORDEAUX	IUT B - Bordeaux - Place Renaudel	Jean-Luc PIAT	HAD	SU	19	63	42
33/081/008/AH	CADILLAC	Direction départementale de l'équipement	J.-B. BERTRAND-DESBRUNAIS	SDA	SU	23	64	43
33/086/002/AH	CAMIAc-ET-SAINT-DENIS	Darnac	Jean-Luc PIAT	BEN	SD	20	64	44
33/185/007/AH	GENISSAC	La chapelle du château	Jean-Luc PIAT	HAD	SD	24	65	45
33/209/002/AP	JUGAZAN	Le Bernat	Catherine FERRIER	SUP	SU	1	66	46
33/219/001/AH	LA LANDE-DE-FRONSAC	L'Eglise	Frédérique SUNDER	AFA	SU	23	67	47
33/226/001/AH	LANGOIRAN	Le Château	Damien DELANGHE	ASS	SU	25	67	48
33/262/003/AH	MACAU	Place de la République	Jean-Luc PIAT	HAD	SD	23	68	49
33/316/013/AH	PELLEGRUE	Le Bourg, place de l'église Saint-André	Jean-Luc PIAT	HAD	SD	23	69	50
33/316/013/AH	PELLEGRUE	Le Bourg, place de l'église Saint-André	Nicole GANGLOFF	HAD	SU	23	69	50
33/352/009/AH	LA REOLE	Hôpital / Chapelle	J.-B. BERTRAND-DESBRUNAIS	SDA	SD	23	70	51
33/394/00//AH	SAINT-EMILION	Le bourg	Michel BOCHACA	SUP	PI	19	70	52
33/399/003/AH	SAINT-FELIX-DE-FONCAUDE	Château de Pommiers	Sylvie FARAVEL	SUP	PP	24	71	53
33/409/001/AH	SAINT-GENIS-DU-BOIS	L'Eglise	Jean-Luc PIAT	HAD	SD	23	72	54
33/460/013/AH	SAINT-PEY-DE-CASTETS	Le Barrail	Christophe SIREIX	AFA	SD	20	73	55
	SAINT-PEY-DE-CASTETS	Les Graves II	J.-B. BERTRAND-DESBRUNAIS	SDA	SD	16	73	56
33/536/001/AP	LE TUZAN	La Honteyre	Michel LENOIR	CNR	FP	8	74	57
33/540/003/AP	VENDAYS-MONTALIVET	Lapartens	Julia ROUSSOT-LARROQUE	CNR	SU	13	76	58



Opérations archéologiques en Gironde en 1998



## Avensan

### Site castral de Romefort

L'objet de cette prospection, réalisée dans le cadre d'un mémoire de maîtrise d'histoire de l'art portant sur les fortifications de terre et de bois dans la seigneurie de Blanquefort, était d'affiner la chronologie d'occupation du site et d'étendre les recherches aux environs. Cette étude reprenait en fait une ancienne prospection réalisée en 1990 par un étudiant en histoire. Celle-ci avait déjà donné d'intéressants résultats, notamment la découverte d'une basse-cour sur le côté est de l'enceinte.

L'enceinte de Romefort, rasée en 1986-1987 pour permettre la mise en culture de vignes, était connue grâce au travail de Léo Drouyn. Actuellement, il n'est possible d'apercevoir que le fossé sud. Cependant, ce terrassement a permis la mise au jour d'un matériel archéologique important.

On retrouve, éparpillées sur l'ensemble du site, de nombreuses tuiles appartenant à une maison forte construite au centre de l'enceinte et qui fut repérée par une photographie aérienne. La découverte d'une tuile à ergot qui pourrait être du XIII<sup>e</sup> siècle fournit un indice de datation pour ce bâtiment.

On remarque, sur le côté est de l'enceinte, une concentration de scories et de concrétions de fer, correspondant sans doute à un atelier de métallurgie.

La céramique, récoltée sur le site et analysée par M. Pierre Régardo, est majoritairement attribuable au XIII<sup>e</sup> siècle. Aucun matériel antérieur à cette période n'a pu être ramassé. De même, le mobilier des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles n'est que peu représenté, de sorte que l'on peut se demander si le site n'a pas été progressivement abandonné à partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.

Didier Peyrelongue avait, au cours de la prospection de 1991, retrouvé la trace d'une basse-cour carée sur le flanc est de l'enceinte, séparée de celle-ci par un fossé aujourd'hui comblé et mesurant 50 m de côté. L'un des buts de la prospection de 1998 était de vérifier si cette basse-cour n'était pas plus étendue, et ce en poursuivant les recherches sur des parcelles voisines. Ces investigations ont montré l'existence de tessons de céramiques sur des parcelles au nord du baile, de moins en moins abondants au fur et à mesure que l'on se dirige vers l'ouest.

Cette prospection a peut-être permis d'accroître les connaissances sur le site Romefort. Tout d'abord, une datation du bâtiment central, aux alentours du XIII<sup>e</sup> siècle. Le site semble être peu à peu abandonné au cours des siècles suivants. D'autre part, un atelier de métallurgie implanté sur le côté est de l'enceinte a pu être repéré. Enfin, comme on a pu le remarquer, la basse-cour semble plus étendue que ne le pensait D. Peyrelongue.

Une étude plus approfondie du site serait nécessaire afin de préciser les différentes phases d'occupation du site.

David Martins

Drouyn, Léo. La Guyenne militaire, Bordeaux, Paris, 1865, tome 1, p. XXI.

Peyrelongue, Didier. Rapport de prospection. Tertre de Romefort, Avensan (Gironde). Bordeaux : service régional de l'archéologie, 1991. 5 p., ill.

## Baigneaux

### Champ de Racaud

Des travaux de défonçage devaient se réaliser dans une parcelle proche du bourg actuel ; ils auraient pu mettre au jour des structures médiévales.

Une série de sondages a été menée dans cette parcelle avec une pelle mécanique. Ils ont montré l'absence de vestiges dans cette emprise.

Cependant, il convient de rester vigilant dans les parcelles proches. Baigneaux appartient à ces paroisses médiévales détruites au cours de la guerre de Cent ans. L'église actuelle date du XVI<sup>e</sup> siècle et les travaux d'assainissement réalisés autour de ce bâtiment ne laissent supposer aucune construction antérieure. Il est probable que l'église médiévale était implantée ailleurs. Les diverses campagnes de photographie de l'I.G.N. montrent la possible existence d'un bâtiment qui pourrait être l'église sur une parcelle voisine. Il semblait donc intéressant de vérifier si quelques habitations médiévales auraient pu exister à proximité de cette éventuelle église. Il n'en est rien.

Jean-Claude Huguet

## Berson

### Maison forte du Boisset

Le site du Boisset se trouve au nord-ouest de la commune de Berson, à environ 6 km de Blaye ; il occupe le fond d'un petit vallon, position qui suscite de nombreuses questions. L'ensemble bâti correspond à un logis noble implanté sur un site fossoyé ; il reste imposant malgré les transformations récentes. Dans le cadre du programme de recherche développé par l'Unité Mixte de Recherche Ausonius-IRAM sur l'habitat privé de la petite aristocratie en Aquitaine, il a fait l'objet d'une recherche privilégiée. L'approche a donné lieu à une maîtrise, réalisée par Stéphane Pouyllau, consistant en l'analyse, la projection et la modélisation informatique de la maison forte.

### La maison forte

Ce travail propose une chronologie relative du site dans une étude externe afin d'en comprendre le bâti et l'organisation des volumes. La mise en rapport des sources d'archives et des données archéologiques doit permettre de présenter les différentes configurations du site sur une période longue. L'approche historique est soutenue par l'examen complet des sources écrites touchant, de près comme de loin, la maison forte. La documentation historique est complétée par la réalisation de relevés topographiques et d'une banque d'images du site.

Plusieurs questions sont posées : la naissance de la maison forte du Boisset est-elle liée à l'installation ou à la présence d'un lignage fondateur ? L'importance de la famille des Brun de Boisset jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle, a-t-elle eu une influence sur la construction, l'organisation du bâti et de la seigneurie qui compose son patrimoine ? Quelle est l'évolution des différents volumes du site au cours des siècles et peut-on en avoir lecture, aujourd'hui, par l'observation stricte du bâti ?

A terme, une reconstitution informatique en trois dimensions permettant l'élaboration d'un outil de recherche historique sera réalisée. Ce système permettra de valider les différentes hypothèses de configurations par le biais du montage et du démontage des

différents volumes du site. Développée sous la direction de Robert Vergnien (CNRS - Ausonius-IRAM) et de Gérard Louise (Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3 - Ausonius-IRAM) la restitution informatique intégrera, outre la modélisation virtuelle de la maison forte, l'ensemble des données documentaires, topographiques et archéologiques, se rapportant au site par le biais de bases de données accessibles depuis la modélisation. L'interactivité de cette reconstitution, couplée à une accessibilité via un réseau local donnera un outil de travail expérimental pour la recherche.

### L'environnement

Des relevés topographiques complets du site ont été réalisés par Christian Martin. Deux prospections aériennes furent menées : une mission en basse altitude, réalisée par Stéphane Pouyllau, et une en haute couche, par François Didierjean. Différentes prospections au sol ont permis de localiser plusieurs zones révélant du matériel archéologique qui a été analysé par Catherine Carponsin et Sylvie Maleret.

On note en particulier :

- quelques objets préhistoriques isolés : un nucléus, une lame, une hache ;
- une assez forte dispersion de mobilier antique, avec des secteurs plus denses : des tuiles surtout, mais aussi de la céramique ;
- de la céramique médiévale assez concentrée en un secteur, depuis le XII<sup>e</sup> ou le XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'au XVI<sup>e</sup> ;
- quelques tessons médiévaux et modernes sur le site lui-même ;
- de la céramique du XVI<sup>e</sup> siècle, renvoyant à la présence d'un chemin d'accès, avec à proximité des éléments de torchis brûlé ;
- en plusieurs endroits, des tuiles et moellons d'époque moderne, attestant la présence de structures bâties, peut-être des bâtiments agricoles du XVII<sup>e</sup> siècle.

Dans l'attente d'informations complémentaires (dendrochronologie, sondages), une carte de synthèse de l'environnement du site peut ainsi être proposée.

Gérard Louise



## Bordeaux

### Place Jean-Jaurès et autres parkings souterrains des berges de Garonne

Parmi les mesures d'accompagnement du tramway sont prévus plusieurs parkings souterrains. Trois d'entre eux sont localisés sur les berges de la Garonne et le texte qui suit synthétise les résultats des diagnostics effectués. D'autres projets, situés à l'intérieur de la ville, plus ou moins liés à cette réforme totale du transport urbain ont fait aussi l'objet de sondages : ce sont les sites de l'ancien BEC et du fort Louis ; on en trouvera ci-dessous des comptes-rendus. Enfin deux autres projets existent mais n'ont pas été soumis au service régional de l'archéologie en 1998 : rue de la Vieille-Tour et place Fernand-Lafargue.

Parmi les trois parkings des quais, l'un d'eux a déjà fait l'objet d'une exploration archéologique. Il se situe sur la place de la Bourse. L'enveloppe aujourd'hui retenue s'appuie sur l'extérieur du rempart médiéval et il est envisagé de le conserver, voire de le mettre en valeur.

Un autre parking souterrain est envisagé sur le quai des Salinières, juste en amont du Pont de Pierre. L'étude documentaire et archivistique, phase préliminaire du diagnostic, a fait observer que la façade du bâti actuel correspond au mur de quai construit en 1618 pour défendre le rempart du XIV<sup>e</sup> siècle des assauts de la Garonne qui, par forte marée, venait le saper. Ce mur redéfinissait l'espace traditionnellement dévolu au marché aux pots et au sel, spécialité du port qui occupait cette partie de la rive et ses atterrissements. L'enceinte elle-même se trouve en retrait, au cœur de la seconde ligne de maisons, un peu en avant de la rue de la Fusterie.

Ce parking se développe donc entièrement en milieu fluvial. Les carottages géologiques confirment ce point. Ils semblent montrer l'existence ancienne d'une anse creusant plus ou moins naturellement la berge du fleuve, au sud-est de l'espace considéré, et ils en ont ramené du bois de nature indéterminée à 4 m de profondeur. Des sondages, difficiles à mettre en œuvre, n'auraient apporté aucun élément d'information important supplémentaire ; le diagnostic s'est arrêté à ces constats suffisants à dresser un cahier des charges.

Le troisième de ces projets de parkings descend le cours du Chapeau-Rouge depuis la rue Louis et s'élargit à l'ensemble de la place Jean-Jaurès. Le diagnostic qui fut mené sur ce site s'est composé d'une étude documentaire et archivistique, de la réinterprétation de l'étude géologique préalable ainsi que de sondages menés en 1992 sur le cours du Chapeau-Rouge et en 1997 sur l'hôtel de Saige, d'un sondage complémentaire sur la place Jean-Jaurès et d'une série de carottages au bas de la rue Esprit-des-Lois.

Au sud du cours du Chapeau-Rouge se développe le mur nord du castrum du Bas-Empire. Cette ligne de défense perdura jusqu'à l'achèvement de la troisième enceinte (après 1360) ; le Moyen Age la renforça cependant. Si cela est assuré, on ne sait ni quand, ni comment. Certains ont envisagé qu'un mur médiéval doublait le mur antique : différents indices sont troublants mais il n'en est pas de preuve. Un fossé et son contre-fossé (contrescarpe, simple ou renforcée par les terres excavées dressées en butte ?) sont attestés par de nombreux documents d'archives : le fossé de Campaure ou de l'Intendance et son prolongement, qui nous intéresse, le fossé de Tropeyte ou du Chapeau-Rouge. Léo Drouyn envisageait sans en donner de preuve la présence d'un double fossé, système de défense assez courant vers le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle. Il faut reconnaître que l'écart entre le mur antique et le fossé attesté est particulièrement large mais cela pourrait s'expliquer, entre autres raisons imaginables, par l'important avancement de la porte du Médoc, au débouché de la rue Sainte-Catherine, et de son boulevard (barbacane) au-delà du mur.

Le fossé de Tropeyte forme la bordure méridionale de l'espace considéré, du moins sur le cours du Chapeau-Rouge. Si l'on interprète correctement les textes, il dut subir plusieurs phases de comblement : fin du XIV<sup>e</sup> siècle, XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> ; il est définitivement effacé du paysage urbain au plus tard par les aménagements ordonnés par Tourny vers 1750. On ignore tout de son extrémité occidentale : les documents concernant la construction de la place et de l'hôtel de la Bourse ne le mentionnent aucunement.

Il n'est pas exclu que ce fossé canalise les eaux du Tropeyte. Ce ruisseau, dont le tracé reste inconnu, aurait pu emprunter un ancien chenal mis en évidence dans l'axe de la rue Louis par l'étude géologi-

que préalable au projet de parking. Logiquement il aurait dû butter sur le rempart du castrum et, en ce cas, était nécessairement détourné. Par ailleurs, une fontaine dénommée Tropeyte est attestée dès 1489 ; elle se situe au fond du fossé près de la porte du Médoc. Ses eaux étaient, selon Elie Vinet repris par Léo Drouyn, canalisées dans un aqueduc qui courait au fond du fossé et qu'une écluse, située dans une maison adossée à l'extérieur du mur de la troisième enceinte, fermait aux marées. Dans ces conditions, on ne sait à quelle époque attribuer l'origine du fossé.

Les tranchées de sondage pratiquées en 1992 le long du cours du Chapeau-Rouge, à l'occasion de l'élaboration d'un autre projet de parking d'assiette partiellement identique, ont bien reconnu le fossé dans la partie septentrionale du cours.

Ces sondages ont surtout montré l'existence d'une probable voie antique, en place dès le premier siècle. La construction du castrum un peu en retrait n'a pu que fixer cet axe qui s'est maintenu à travers le Moyen Age jusqu'à nos jours. Dans tous les cas, menant du centre monumental au fleuve ou longeant la ville remparée, il avait une grande importance dans la conception urbanistique. Cette voie forme la partie axiale du cours du Chapeau-Rouge dans l'espace considéré. Un mur longitudinal pourrait être le soubassement d'une galerie bordant la rue antique dès le premier siècle. Des constructions, d'une nature indéterminée mais apparemment non monumentale, sont attestées au nord, dans la cour de l'hôtel de Saige. Aucune trace n'a été observée, mais ce n'est pas une preuve, d'une perdurance de ces structures au Bas-Empire.

Le Moyen Age, à son tour, a bordé de maisons de notables cet axe urbain assez large et assez huppé pour qu'on y donne des joutes. On ne sait au juste à quel endroit se situaient les façades mais il est quelques chances qu'elles soient, au moins partiellement, dans l'emprise considérée : le sondage de 1992 a en effet observé des maçonneries médiévales vers le bas du cours.

L'ensemble est détruit à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle pour faire place aux glacis du château Trompette. A partir de 1746, Tourny fait aménager une allée bordée de trois rangées d'arbres. Dans les années 1770, les travaux de Victor Louis donnent enfin au côté nord du cours son aspect actuel.

Si le cours du Chapeau-Rouge traverse un secteur proprement urbain, la place Jean-Jaurès s'étend sur une zone nettement fluviale. Ces deux espaces se rencontrent et s'interpénètrent dans l'étranglement de l'emprise considérée et y génèrent une problématique particulière. C'est là que fut mené le sondage de 1998.

Il y fut découvert un ensemble de poutres de bois calées par des pierres formant vraisemblablement un aménagement de rive. Une datation dendrochronologique difficile donne un résultat plausible autour de 325, contrairement à l'estimation initiale au premier siècle. Cette chronologie, postérieure à l'établissement du castrum, n'est pas sans conséquence dans la compréhension de l'évolution de ce secteur de Bordeaux. Cet aménagement correspond sensiblement à l'endroit où graves et sables cèdent la place aux argiles et vases fluviales. L'étroitesse de l'ouverture ne permet pas de déterminer si l'on est proprement sur la berge garonnaise, à l'embouchure du Tropeyte ou sur le quai d'un port. On peut cependant remarquer que ce point est dans le même axe que l'extrémité des structures antiques repérées sur la place de la Bourse.

A cette structure en succéda une autre, perceptible par un sol aménagé en galets, elle aussi semblant d'époque antique. Ces aménagements rencontrent sans doute un peu plus haut ceux de la voie. Aucun élément ne permet aujourd'hui de savoir comment se faisait la jonction : espace libre, plus ou moins bâti, zone d'entrepôts...

Au-dessus de ces deux niveaux antiques le même sondage reconnut un autre sol, médiéval, constitué de galets et lié aux structures de la troisième enceinte : le rempart et la porte de Tropeyte, aussi dénommée porte de l'Ome de Casse ou porte de Corn. Tombée en 1606, elle fut reconstruite aussitôt. Elle était précédée d'une demi-lune qui la fortifiait. La rue médiévale, axée sur le cours du Chapeau-Rouge, y menait et s'élargissait sans doute en une place ou un carrefour.

Les carottages prévus de l'autre côté de la place pour vérifier l'alignement exact du rempart ont échoué à cause de l'existence d'un égout dont la présence n'était pas recensée. Toujours est-il que le mur se développe dans un axe sud-nord, sensiblement suivant l'axe des façades actuelles jusqu'à longer la rue Lafayette. Il se situerait donc pour l'essentiel hors de l'emprise. Seules la porte et les parties contiguës du



rempart sont menacées par les travaux. Les superstructures, démantelées au XVIII<sup>e</sup> siècle, ont été très touchées par les égouts et autres réseaux souterrains, mais d'importantes fondations subsistent.

En avant du rempart et de la porte, un épais tapis de galets de lest, dont beaucoup de très grosse taille, mène probablement à un atterrissement en pente douce. Les archives témoignent de l'implantation d'échoppes, d'abord en bois puis vraisemblablement en dur, appuyées sur le mur lui-même ; elles ont été partiellement démontées devant la menace française au début du XV<sup>e</sup> siècle.

En 1746, Tourny fit détruire le mur de ville jusqu'au fossé du château Trompette et le fit remplacer par une banquette surmontée d'une grille. Ce système rejoignait la façade nord-ouest de l'hôtel de la Bourse, façade qui ne prendra l'aspect que nous lui connaissons qu'en 1862. La porte du Chapeau-Rouge devient Porte Royale, sur des dessins d'Ange-Jacques Gabriel et avec des groupes sculptés de Francin. Le sondage a retrouvé le soubassement de cette grille un peu en retrait du rempart. Victor Louis déplaça cette fermeture à claire-voie pour donner plus d'espace à ses constructions. Le soubassement de cette seconde grille a été retrouvé, appuyé contre le bord interne du rempart.

En avant du rempart, entre la porte du Chapeau-Rouge et celle d'Audeyolle, au débouché de l'allée d'Orléans, se situait un des ports de Bordeaux les plus importants au Moyen Age, le «port de la Mar» (de la mer) ; encore aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles c'était celui où mouillaient les vaisseaux anglais. Le tapis de galets observé en avant de la porte menait sans doute à l'atterrissement de ce port, c'était un «port pavimentat». C'est peut-être de là que sont extraites les graves prises en 1765 sur le «porto» (portail) du Chapeau-Rouge. Dès 1618, un quai est construit au-dessus de l'atterrissement. C'est probablement le mur dont le sondage a repéré l'arrière.

Ces trois parkings des berges de la Garonne, au-delà des problèmes traditionnels d'archéologie de terre ferme, posent une série de questions environnementales qui résument les relations entre la ville et le fleuve. Les ports médiévaux et modernes, qui s'échelonnaient tout au long de la Garonne et aux confluences des différentes rivières, ont selon toute vraisemblance été précédés, en plus des aménagements de

la Devèze, de structures analogues dès l'Antiquité, utilisant éventuellement des embouchures, comme peut-être sur le Tropeyte. Une aussi longue tradition ne fait bien évidemment que renforcer les risques de rencontrer lors des travaux des épaves de toutes époques, qu'elles aient été naufragées ou qu'elles aient servi à remblayer les berges. Les épaves que ces parkings mettront au jour devront être repérées, fouillées, certaines restaurées, conservées et présentées au public : c'est un problème considérable que l'on ne peut pas diagnostiquer avec quelque précision mais qui doit impérativement être géré en amont des travaux.

Pierre Régaldo-Saint Blancard

Régaldo-Saint Blancard, P. Exploration archéologique de la place de la Bourse à Bordeaux. *Revue archéologique de Bordeaux*, LXXXVII, 1996, p. 39-62.

## Bordeaux

### Rue de Cursol/impasse Caillabet (ancien B.E.C.)

Cet îlot d'habitations a été démoli en 1990 en vue de constructions qui ne furent jamais entreprises. À l'époque, quelques sondages avaient été pratiqués, mais ils étaient trop partiels et ne correspondaient pas aux normes actuelles : en particulier, s'ils permettaient clairement d'affirmer l'existence de vestiges antiques, ils étaient peu démonstratifs pour les périodes postérieures et n'avaient pas autorisé une observation stratigraphique assez précise. Un projet d'internat et de gymnase assorti d'un parking souterrain étant développé par la région d'Aquitaine, il devenait nécessaire d'établir un nouveau diagnostic, débouchant sur un cahier des charges dûment motivé pour une opération préventive.

Le terrain concerné, en lisière de l'extension maximale de la ville antique, extérieur au castrum mais compris dans la troisième enceinte, longe d'anciennes rues médiévales dont la rue de Cursol et l'impasse Caillabet sont les héritières. Par ailleurs la proximité de l'église Sainte-Eulalie faisait craindre une extension de l'occupation du Haut Moyen Age qui y est attestée.

Trois tranchées furent menées, représentant à peu près 5 % du terrain au palier inférieur ; aucun point n'en était distant de plus de 10 mètres.

Les sondages ont montré l'absence de toute occupation du Moyen Age. Apparemment le terrain était en culture jusqu'au XVIII<sup>e</sup> ou XIX<sup>e</sup> siècle, ce qui reste assez conforme à la forte ruralité de la paroisse Sainte-Eulalie et plus précisément aux données d'archives. Il semble en effet qu'au XV<sup>e</sup> siècle ce quartier était peu densément occupé : vignes et jardins bordaient les rues du Puy-Crabey et de l'Estelle, dont l'impasse Caillabet et le passage de l'Hôpital voisin seraient respectivement des vestiges, ainsi que la rue de Ségur qui prit au XIX<sup>e</sup> siècle le nom de Cursol.

L'Antiquité, au contraire, a plus fortement marqué ce terrain. On constate la succession de deux phases d'occupation. La première, caractérisée par des constructions en torchis et des fosses de type artisanal, remonterait au milieu du I<sup>er</sup> siècle. La seconde est bâtie en pierres mais reste assez pauvre avec une absence presque générale de sols construits. Plusieurs bâtiments, dont la fonction reste à déterminer, sont accolés et leur alignement approximatif respecte peut-être un axe viaire. L'ensemble serait datable de la fin du I<sup>er</sup> siècle et durerait assez peu : l'abandon des lieux semble bien antérieur à la constitution du castrum.

Installée dans les niveaux de la première phase et liée aux structures de la seconde, une grande canalisation coupe le terrain du sud au nord. Elle a été apparemment réparée après l'abandon de l'occupation du site, et sa couverture récupérée ultérieurement. Le canal mesure entre 32 et 38 cm de large et l'on peut restituer une hauteur minimale sous la couverture de 46 cm. Dallé de tegulae, il possède des parois qui semblent construites en pierres et parfois en briques, sous un enduit assez homogène.

Un des sondages de 1990 avait déjà observé cette canalisation mais la positionnait mal. L'interprétation donnée alors d'un collecteur résiste difficilement à l'analyse : le terrain se situe à la lisière de la ville du Haut Empire et l'on voit mal quel bâtiment situé au-delà et suffisamment important pourrait justifier la création d'un égout de ce calibre et, qui plus est, orienté directement sur le cœur de la ville. L'idée d'un aqueduc se justifie mieux et rejoint des observations anciennes : une canalisation de même calibre, de même constitution et de même axe fut découverte en 1900 lors de la réfection de la façade de l'église Sainte-Eulalie ; Elie Vinet rapporte un fait analogue à l'occasion de travaux sur la barbacane de la porte Sainte-Eulalie. L'ensemble est tout à fait conforme à ce que l'on sait

et à ce que l'on peut envisager de l'adduction d'eau de Burdigala, depuis une captation de l'Eau-Blanche à Villenave d'Ornon, avec plusieurs ouvrages de franchissement de vallons encore observables ou anciennement observés. Ses dimensions, bien qu'elles soient très faibles par rapport aux témoignages d'autres villes ou d'autres régions, rendent cette canalisation tout à fait comparable aux tronçons d'aqueducs, supposés majeurs, observés à Bordeaux et dans les villes du Sud-Ouest.

Au-delà même de son interprétation, cette canalisation pose un problème incontestable : comment une structure de cet ordre, qui par essence appartient au domaine public et était donc plutôt attendue dans la voirie, peut-elle traverser une propriété privée, et même s'intégrer aux constructions qu'on y mène ? Sommes-nous vraiment en domaine privé ? Une forme de servitude (ou même d'évergésie) est-elle envisageable ? Les questions sont multiples et il est indispensable de documenter le site, aussi bien l'aqueduc que les bâtiments.

Pierre Régaldo-Saint Blancard

## Bordeaux

### Place André-Meunier (fort Louis)

La communauté urbaine de Bordeaux a été chargée de l'étude de faisabilité d'un parking souterrain transversal à cette place. Un diagnostic archéologique a, de ce fait, été mis en place ; il se composait d'une étude documentaire et de sondages permettant de situer les structures recensées et de percevoir leur état de conservation. Au terme de ce travail, il est apparu que ce projet amenait la destruction de structures anciennes remarquablement conservées et il fut proposé d'intégrer le dégagement et la présentation de ces vestiges au programme architectural ou de déplacer le parking. L'étude, ainsi réorientée, est toujours en cours.

La place André-Meunier se situe en limite sud-ouest de l'agglomération remparée du XIV<sup>e</sup> siècle. Des abattoirs construits à partir de 1832 lui ont donné sa forme et ont structuré son environnement ; le jardin actuel n'a été conçu qu'au lendemain de la dernière guerre, après destruction d'un blockhaus allemand. L'architecte Durand, auteur du projet d'abat-



toirs retenu, lui avait donné un slogan retentissant : «Les troupeaux vont mugir où sonnaient les clairons». Les abattoirs venaient en effet se substituer aux vestiges ruinés mais non totalement détruits du fort Louis.

Ce nom couvre les réaménagements et les constructions nouvelles, orchestrés en dernière main par Vauban, d'une défense avancée de la ville de Bordeaux plus ancienne et connue comme le fort ou boulevard de Sainte-Croix. Celui-ci s'est substitué à la grande porte de Sainte-Croix ouverte dans l'enceinte décidée en 1302. Les archives, et plus particulièrement la synthèse qu'en a donnée Léo Drouyn, témoignent que cette porte était complétée et défendue par une tour à l'est et une barbacane au sud.

Le fort Louis possédait une demi-lune à peu près triangulaire, couramment appelée bastion des Anglais, dont les deux pointes latérales formaient oreillons et qui était coupée du reste de la fortification par un fossé enjambé par une passerelle. Celle-ci donnait accès à un corps central assez peu imposant composé de trois exèdres semi-circulaires en avant d'une cour. Flanquaient ce dispositif, de part et d'autre, les bastions Saint-Ignace et Saint-Benoît, de tailles inégales mais de plans analogues en quadrilatères irréguliers. Plusieurs relevés et descriptions en ont été dressés au XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup>. D'autres archives de la fin du XVII<sup>e</sup> font état des travaux de réaménagement en cours parce qu'ils avaient aliéné des terrains appartenant aux Jésuites qui s'en trouvaient lésés et demandaient réparation.

Antérieurement à ces travaux, selon les registres de la Jurade qui relatent les aménagements réalisés sur ces abords de la ville pour restaurer les fortifications, l'ouvrage terrassé dénommé boulevard de Sainte-Croix avait été bâti à partir de 1525 selon les plans du sieur Enquis, autrement dit l'architecte militaire italien Anchise de Bologne. En 1534, sa construction était encore en cours et son achèvement peut être daté de la fin de l'année suivante. Paul Roudié, rassemblant différents documents sur les fortifications du XVI<sup>e</sup> siècle et notamment celle-ci, s'appuyant de plus sur la datation d'une échauguette établie au-dessus du corps central figurée par un dessin du début du XIX<sup>e</sup> siècle, avait émis l'hypothèse que le boulevard de Sainte-Croix se composait de la demi-lune et du corps central, à l'exclusion des bastions latéraux qu'il attribuait à Vauban.

Les sondages, limités aux parties non plantées et non enherbées du jardin, ont permis de reconnaître la façade occidentale du bastion des Anglais, l'arasement d'une partie de ses structures internes, les angles de son oreillon septentrional, les vestiges du pont enjambant le fossé ainsi que l'arrière de la demi-lune et la partie médiane du corps central. L'ensemble des structures conservées correspond à la fondation du rez-de-chaussée et apparaît une vingtaine de centimètres sous le sol actuel.

Le bastion des Anglais, tel qu'il a été redécouvert, possède de beaux murs formant glacis en un moyen appareil aux assises régulières mais inégalement hautes. Les cloisonnements intérieurs forment d'épais contreforts ; les deux maçonneries qui ont été dégagées se fondent directement sur les affleurements du mauvais calcaire local. Les murs qui habillent le fossé ont été suivis jusqu'à plus de cinq mètres de profondeur sans que le fond ait été atteint. L'appareil et la structure interne contrefortant la muraille seraient typiques des fortifications du XVI<sup>e</sup> siècle.

Le fossé qui isolait cette défense avancée avait été réoccupé par un égout construit au début du XIX<sup>e</sup> siècle et toujours actif. Celui-ci encastrait son extradoss dans l'arche du pont qui liait les deux parties du fort. La partie occidentale de la passerelle, jusqu'au contact avec l'arrière du bastion des Anglais, était effondrée ; les murs du pont et la retombée de la voûte étaient liées à la muraille de la demi-lune et avaient été sans aucun doute conçus ensemble. A l'opposé, la maçonnerie du pont s'appuie contre le mur du corps central et enveloppe une console simplement moulurée qui sort du mur. La chronologie relative est indéniable : le corps central est antérieur à la demi-lune. De plus, son appareil est bien différent : un petit module régulier. Dans la partie dégagée, soit environ deux mètres de haut, la muraille ne forme pas glacis. En plan, le rayon de courbure de ce bâtiment est parfaitement régulier et l'arrière du bastion des Anglais épouse ce mouvement de l'autre côté du fossé tout en maintenant le fruit du glacis, ce qui donne une stéréotomie assez intéressante.

Il ne fait guère de doute qu'il faille reconnaître dans ce corps central la barbacane du XIV<sup>e</sup> siècle qui défendait, selon les témoignages d'archives, la grande porte Sainte-Croix ; des plans détaillés du fort Louis renforcent cette identification par la présence dûment indiquée d'archères d'un type antérieur à 1380. Cette

barbacane a été intégrée dans les réaménagements prévus par Anchise de Bologne et consistant pour l'essentiel en la construction du bastion des Anglais. De la même façon, le boulevard de Sainte-Croix ainsi formé a été intégré dans la fortification conçue par les ingénieurs de Louis XIV et parachevée par Vauban, comportant notamment l'établissement des bastions latéraux Saint-Ignace et Saint-Benoît.

Ce véritable jeu de poupées russes, en bonne partie deviné par Paul Roudié, nous a conservé, outre le fort «à la Vauban» lui-même, une barbacane du XIV<sup>e</sup> siècle et un des premiers témoignages européens d'une fortification bastionnée. Cet ensemble exceptionnel

mérite sans doute un meilleur sort que son enfouissement actuel ; il est en tout cas exclu de le laisser détruire.

Pierre Régaldo-Saint Blancard

Drouyn, L. *Bordeaux vers 1450*. Bordeaux, Gounouilhou, 1874.

Roudié, P. Documents sur la fortification des places fortes de Guyenne au début du XVI<sup>e</sup> siècle. *Annales du Midi*, 72, numéro 49, janvier 1960, p. 43-57.

Des remerciements tout particuliers à Nicolas Faucherre dont les avis amicaux et savants ont permis de parachever l'interprétation de ce site.



Bordeaux - Place André Meunier (fort Louis).



## Bordeaux

### Hôpital Saint-André Colonne 5

L'hôpital Saint-André fut construit entre 1826 et 1829 sous les ordres de l'architecte Jean Burguet, après deux décennies d'hésitations, de tractations et de décisions successives et contradictoires. Il ne représente pas seulement la réalisation d'un ensemble de bâtiments, modernes selon les normes de l'époque et, même selon celles d'aujourd'hui, remarquablement structurés, mais aussi l'étape finale d'une refonte complète de l'ensemble des services hospitaliers de Bordeaux issus du Moyen Age et de l'Ancien Régime. C'est ainsi que le nouvel hôpital reprit le nom de l'ancien fondé en 1390 par le chanoine Vital Carles. Sur une vaste surface, les bâtiments s'ordonnent en ce que l'on appelle aujourd'hui des colonnes et se répartissent autour de cours intérieures de part et d'autre du corps central.

Depuis plusieurs années, une restructuration des locaux est conduite par étapes, colonne après colonne, dotant les cours de sous-sols. Ainsi les colonnes 3 et 4, à l'angle de la rue Jean-Burguet et de la place de la République, avec la cour qui les sépare, ont été réaménagées en 1996. En 1998, il s'agissait de la colonne 5, à l'angle opposé sur le cours d'Albret, et de la cour adjacente. Les travaux prévoyaient le remplacement d'un bâtiment parasite construit dans la cour par un sous-sol se prolongeant sous le bâtiment ; celui-ci était entièrement vidé et restructuré.

L'hôpital se situe à cheval sur la troisième enceinte de Bordeaux dont les substructions et les douves furent rencontrées par les terrassements de Burguet à peu près sous la chapelle actuelle. Un mur de ville plus tardif, légèrement reporté vers l'ouest, lui avait succédé. Les travaux de 1996 avaient souligné l'importance des remblais du XIXe siècle et surtout montré, pour l'essentiel, les vestiges d'une domus tardive, avec une présence attestée sur le site remontant au Ier siècle, et une réoccupation agricole du Moyen Age. Des fouilles plus anciennes sur la place de la République avaient mis au jour une occupation du Haut Empire, essentiellement des puits, qui reste assez mal expliquée.

Une opération de diagnostic, sous la forme d'une tranchée est-ouest, fut donc conduite dans la cour libérée du bâtiment parasite, après enlèvement de quelque deux mètres de remblais modernes. Est ainsi apparue une stratigraphie extrêmement complexe de fosses creusées soit dans le substrat naturel, soit dans des recharges de terres argilo-sableuses de même nature, venues couvrir des fosses plus anciennes, avec souvent des fonds rubéfiés et des niveaux de charbons de bois. L'ensemble était incontestablement de type artisanal ; l'hypothèse de charbonnières semblait la plus raisonnable en l'absence de traces caractérisées de travail métallurgique sur place. Les éléments de datation étaient ténus mais semblaient renvoyer au Haut Empire.

Une négociation fut alors engagée avec l'architecte et le maître d'ouvrage, visant à remonter les niveaux d'affouillement. La solution adoptée permit de préserver l'essentiel du site : les niveaux de sol étaient quelque peu remontés et, aux fondations linéaires des nouveaux murs, était substitué un système de micropieux gainés sur deux mètres. Restaient à résoudre deux problèmes : d'une part, dans la cour, les tranchées d'établissement de canalisations souterraines, et notamment un véritable nœud au centre de la partie nord ; d'autre part une tranchée de fondation à mener sous le bâtiment. Dans la cour, une opération de sauvetage, d'envergure assez limitée, fut confiée à Pierre Mille ; le compte-rendu en est donné ci-après.

Antérieurement à cette intervention, du fait de la programmation générale des travaux de réaménagement, les creusements conduits sous le bâtiment furent surveillés par le service régional de l'archéologie et montrèrent quelques vestiges d'occupation du XVIIe ou du XVIIIe siècle, murs et sols dallés de terre cuite envoyés dans les remblais. La tranchée de fondation donna une stratigraphie analogue à celle du diagnostic ; en outre quelques murs antiques, partiellement conservés, partiellement récupérés, s'interposaient dans l'ensemble.

Il apparaît ainsi que ce secteur accueillait une dense et assez étendue occupation antique de type artisanal, dont l'essentiel n'a pas été touché par les travaux et dont une faible partie a fait l'objet d'une étude archéologique. Cette observation complète quelque peu, après les Grands Hommes et la Cité Judiciaire en

particulier, quelques autres points plus secondaires aussi, la perception que l'on peut avoir de la ceinture, périurbaine industrielle de Burdigala.

Pierre Régaldo-Saint Blancard

*Rapport général sur la construction du nouvel hôpital Saint-André de Bordeaux.* Bordeaux, Lanefranque, 1842.

Drouyn, Léo. *Bordeaux vers 1450*, Bordeaux, Gounouilhon, 1874.

## Bordeaux

### Hôpital Saint-André Colonne 5

Bien que réduite en surface (30 m<sup>2</sup>), la fouille de sauvetage menée à l'occasion de la réhabilitation de la colonne 5 de l'hôpital a livré de nombreux sols et des fosses de combustion en plus d'un mobilier abondant et parfois remarquable. Plusieurs suivis de tranchées ont complété avantageusement les résultats de cette intervention.

La stratigraphie d'un mètre d'épaisseur a livré les vestiges de deux phases d'occupation bien distinctes :

- la première se caractérise par la présence d'ateliers métallurgiques, datables de la première moitié du Ier siècle après J.-C. ;
- la deuxième par celle d'un bâtiment occupé aux IIe et IIIe siècles et par sa récupération au Bas-Empire.

#### La phase 1

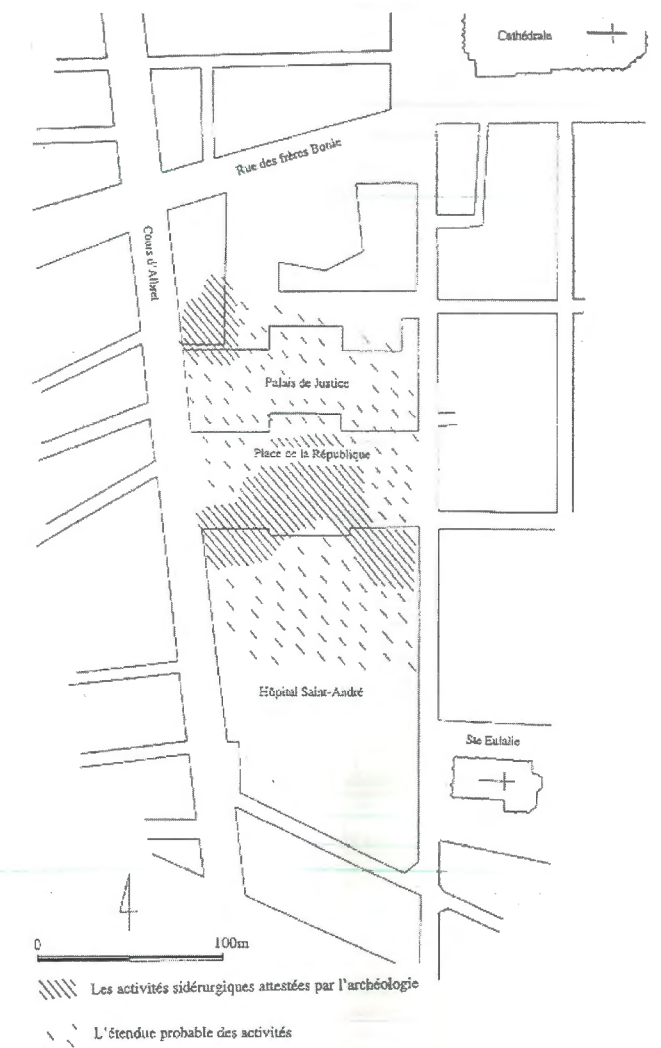
L'occupation des ateliers n'a pas excédé une quarantaine d'années. L'installation se situe probablement autour de 20 après J.-C. et les derniers sols de travail n'ont pas fonctionné au-delà de 60.

Les analyses métallurgiques et l'étude des scories menées par J.-Cl. Leblanc ont mis en évidence plusieurs activités liées à la sidérurgie de réduction et de fabrication. Bien que nous n'ayons pas retrouvé de vestiges en place, les activités de réduction du minerai de fer se pratiquent dans le secteur de fouille comme celles liées à l'affinage, bas fourneaux et foyers d'affinage. Les témoins de la sidérurgie de fabrication sont aussi abondants. La forge est bien représentée par plusieurs postes de travail :

- le fer est porté au rouge dans les petits fours circulaires ou quadrangulaires ;

- le soudage a nécessité aussi l'emploi de ce type de foyers ;
- la frappe à l'enclume est attestée par les battitures prélevées ; ce sont celles que l'on peut voir directement sous le billot du forgeron ;
- certaines grandes pièces forgées sont destinées au charonnage. Le chauffage de longues pièces en acier dans les structures en sillon, témoigne d'une des étapes ultimes de cette activité spécialisée. Ces bandes chauffées sont ensuite, logiquement, cimentées, mais aucun témoin de cette cémentation n'a été rencontré sur le site.

En plus de l'abondance de la céramique, un sol domestique couvert atteste d'un habitat lié au secteur des ateliers. L'exiguïté de la fouille ne nous a pas donné



Bordeaux-Hôpital Saint-André Colonne 5



l'occasion de le circonscrire. Toutefois il n'existe pas dans le secteur de la cour de l'hôpital les témoins de constructions bâties en dur à cette époque. Il faut donc imaginer des bâtiments édifiés en bois et en terre et ce jusqu'au milieu du I<sup>er</sup> siècle.

## La phase 2

Elle se caractérise par l'installation d'un bâtiment maçonné. Il ne subsiste que très peu de sols d'occupation et de murs en place mais nous pouvons envisager que sa construction intervienne durant la seconde moitié du I<sup>er</sup> siècle, voire tout au début du II<sup>e</sup> siècle après J.-C. Les murs de ce bâtiment sont orientés nord-sud et est-ouest. Orientation sans doute assujettie aux directions de la trame urbaine.

Comme l'ont montré la stratigraphie et le mobilier, la destruction et la récupération partielle se situent à la fin du III<sup>e</sup> siècle ou au IV<sup>e</sup>. Sans pouvoir l'affirmer, il est tentant de rattacher cet événement aux récupérations quasi systématiques enregistrées à cette période pour la construction du castrum.

Les études historiques du quartier Saint-André laissent supposer qu'à la première moitié du I<sup>er</sup> siècle, les activités sidérurgiques sont très importantes. Celles-ci occupent un vaste espace qui s'étend sur environ trois hectares et qui couvre principalement l'emprise actuelle du Palais de Justice, de la Place de la République et du nord de l'hôpital. Ce quartier artisanal se situe en périphérie du centre urbain antique. Au premier siècle, Burdigala donne l'image d'une ville ceinte d'une banlieue occupée par des quartiers artisanaux spécialisés.

Cette intervention nous a encore permis de préciser l'orientation à 393° nord de la trame urbaine du quartier antique de Saint-André et la taille des insulae qui se situe entre 125 et 130 mètres de côté.

Pierre Mille

## Bordeaux

### Rue Lafaurie-Montbadon Ancienne gare routière Citram

La gare routière Citram a été construite en 1932, sur des terrains cédés par le ministère des armées. Il s'agissait d'une ancienne manufacture de salpêtre dont l'origine remonte à l'Ancien Régime.

Une opération immobilière d'envergure, dotée d'un étage de parking souterrain, étant prévue sur ces lieux, un diagnostic fut engagé, largement en amont du permis de construire lui-même. Ce diagnostic consista en une étude documentaire et en l'ouverture de trois tranchées de sondage, rayonnantes à travers la cour depuis son ouverture sur la rue Lafaurie-Montbadon. L'essentiel du terrain était ainsi exploré à environ 4 % ; ce qu'il en restait était occupé par une ancienne cave ou n'était pas atteint par les projets de creusement.

Bien que périphérique à la ville, ce quartier garde les traces d'une assez dense occupation de toutes époques. Cerné par les zones marécageuses des Chartrons, de Mériadeck et de la Chartreuse, il met à profit le relief du plateau de Saint-Seurin, extension naturelle du cœur le plus ancien de la ville de Bordeaux.

À l'époque antique, un quartier d'habitations, avec sans doute quelques artisanats, escaladait les pentes douces du Mont Judaïque tout au long de la rue Saint-Sernin, au moins jusqu'à la rue Huguerie où les fouilles de la clinique Tourny ont mis d'intéressants vestiges en évidence. À l'opposé, c'est le quartier de l'amphithéâtre et, plus proche, une nécropole à incinération autrefois repérée par Jouannet sur la place Charles-Gruet, non loin de la voie du Médoc devenue ultérieurement rue Fondaudège. Enfin, c'est, dès la Basse Antiquité, le développement de tout le complexe funéraire et religieux qui donnera naissance à la basilique Saint-Seurin.

Au Moyen Âge, c'est un quartier où s'équilibrent le développement du bourg Saint-Seurin et celui de la ville elle-même. Ce secteur est marqué par plusieurs lieux de culte, en particulier la chapelle Saint-Martin, avec le cimetière auquel elle donna naissance, et la chapelle Saint-Germain sur la place Charles Gruet dont l'origine est, pour certains d'après l'hagiotoponymie, à rechercher dans l'époque mérovingienne. Ces chapelles dépendaient du chapitre de Saint-Seurin, qui, se posant en rival de celui de la cathédrale, se posait presque en rival de la ville ; elles formaient une sorte d'enceinte, tangente aux murailles de la ville. Celui-ci s'ouvrait non loin en une porte dédiée à saint Germain, sous l'actuelle place Tourny. Au delà, c'était le château Trompette dont l'emprise est sensible au XVII<sup>e</sup> siècle jusqu'à ce quartier.

Pour l'essentiel, ce secteur de la ville est marqué par l'existence de plusieurs nécropoles de différentes époques : depuis les grands sites bien connus de Terre-Nègre et de Saint-Seurin, jusqu'aux incinérations de la place Charles-Gruet et au cimetière Saint-Martin, en passant par différentes observations de sarcophages rue Rodrigue-Perreire et à l'angle des rues Turanne et Lafaurie-Montbadon, de tombes en tegulae dans le jardin des Sourdes-Muettes et de sépultures d'enfants en amphores rue Saint-Sernin et rue de Fleurus.

Sur le site, les tranchées furent menées dans des conditions assez difficiles de remblais épais mal stabilisés, ne permettant pas une vision stratigraphique précise. Elles mirent en évidence des murs attribuables aux différentes phases de la salpêtrière. Surtout furent plus ou moins partiellement observées huit sépultures entourées de pierres de récupération et, à l'extrémité de la première tranchée, des vestiges d'un mur antique assez mince et mal conservé. Le contexte global était mal daté : à partir de quelques tessons récupérés et de l'orientation des tombes, le Bas Empire fut envisagé, estimation qui s'est révélée erronée. Les inhumations se localisaient dans la moitié nord de la cour, ne débordant pas un imposant mur moderne qui marquait une dénivellation masquée par les remblais et faisait la séparation entre la salpêtrière, propriété du Roi, et ses voisines privées. Une intervention préventive, avec un cahier des charges orienté essentiellement sur la nécropole, fut confiée à Agnès Bergeret ; le compte-rendu en est donné ci-après.

En ce qui concerne la salpêtrière, quelques plans anciens, mais aussi quelques documents d'archives, sont des témoins solides des différentes phases de son existence.

Un "magasin des poudres" est établi là au plus tard vers le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. Il s'étend assez vite sur le terrain voisin au sud, qui est d'abord loué puis acheté ; un épais mur, retrouvé lors des sondages, sépare les deux propriétés et soutient une dénivellation ; il s'ouvre autour d'un puits mitoyen. Une restructuration totale, accompagnant l'acquisition des maisons et terrains voisins, est ordonnée un siècle plus tard par l'intendant Tourny et l'adjudicataire général des poudres François de la Morlière. Dans les années 1840, c'est un nouveau remaniement complet qui survit jusqu'à la cession du terrain en 1931. Certains des

bâtiments perdurant d'une phase à l'autre, d'autres évoluant entre temps, l'ensemble de l'évolution est assez complexe. Les tranchées de sondage ont permis d'observer bon nombre de murs et de préciser certains aspects des bâtiments, notamment lorsqu'ils étaient fermés en dur ou lorsqu'ils étaient ouverts.

Par delà le diagnostic et l'intervention préventive, la surveillance du chantier de construction, mesure d'accompagnement prévue dans l'autorisation, a montré que la nécropole, ou ce qui en subsistait, était bien limitée à la partie nord de la cour. Cette surveillance a par ailleurs permis de positionner plusieurs autres murs de la salpêtrière.

Pierre Régaldo-Saint Blancard

## Bordeaux

### Rue Lafaurie-Montbadon Ancienne gare routière Citram

Durant six semaines, la fouille d'une portion de la parcelle occupée encore récemment par l'ancienne gare routière Citram, a permis de faire sortir de l'oubli une portion d'un quartier connu essentiellement pour son voisinage avec le Palais Gallien et par la découverte, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, d'urnes funéraires associées à un cimetière augustéen. Si l'opération archéologique n'a pas permis d'approfondir notre connaissance du cimetière antique - sur ce point tout reste à faire - elle a révélé une occupation échelonnée de la seconde moitié du I<sup>er</sup> siècle après J.-C., jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

### Edification d'une domus

La genèse de l'occupation de cet espace est attribuée au I<sup>er</sup> siècle de notre ère, aucun vestige ne pouvant toutefois lui être rattaché. Peu de temps après, dans la seconde moitié du siècle, une *domus* est édifiée, dont une portion seulement a été dégagée. Deux états d'occupation ont été distingués au sein de deux pièces distinctes dont les volumes se sont pérennisés. Au premier état, relativement frustré, se rattachent un sol de terre battue sur lequel est installé un foyer domestique, et un sol constitué d'une fine couche de mortier de chaux. Seuls les murs d'une des deux pièces reçoivent un enduit mural blanc.





Bordeaux - Rue Lafaurie-Monbadon, ancienne gare routière Citram.  
Vue d'ensemble de la portion nord de la nécropole carolingienne, depuis l'est (cliché A. Bergeret).

Au cours de la fin du II<sup>e</sup> siècle ou au début du III<sup>e</sup>, des aménagements sont apportés. Le sol de terre battue est recouvert par des sols aménagés successifs, dont un en béton de tuileau. Le changement le plus manifeste concerne toutefois la pièce ouest du bâtiment, qui, à l'opposé de l'exhaussement des niveaux d'occupation enregistré à l'intérieur de la pièce voisine, voit son sol initial percé, et la mise en place d'un nouveau sol plus profond, faisant dorénavant de ce volume une pièce semi-enterrée. Ceci s'accompagne de la mise en place d'un escalier après que les murs et leurs fondations débordantes aient été recouverts d'une couche de béton de tuileau vraisemblablement destinée à protéger l'espace de l'humidité. L'identification de cette pièce avec une cave semi-enterrée est la plus probable.

La domus est abandonnée aux environs de la seconde moitié du III<sup>e</sup> siècle, datation qui peut être mise en rapport avec l'édification du castrum. Les murs seront en partie récupérés au Ve siècle.

### Les nécropoles du Haut Moyen Age

Un superbe sarcophage, stylistiquement attribuable au VII<sup>e</sup> siècle, et plusieurs fragments de cuves de sarcophages dispersés sur l'ensemble du site, témoignent d'une occupation nouvelle durant le Haut Moyen Age. La datation, au radiocarbone, du squelette présent à l'intérieur de la cuve, corrobore la datation stylistique et permet de situer la sépulture entre la seconde moitié du VI<sup>e</sup> siècle et la première moitié du VII<sup>e</sup> <sup>1</sup>.

La mise au jour d'une portion de nécropole carolingienne constitue, toutefois, la découverte majeure de cette fouille (fig. 1). Une trentaine d'individus, orientés ouest-est, ont été dégagés, inhumés au sein d'un espace régi par une organisation en rangées de tombes séparées par des axes de circulation. Trois types de tombes ont été mises en œuvre : des sépultures en pleine terre, en coffre et, enfin, d'autres aménagées dans une fosse en pleine terre, le corps étant protégé par un couvercle en bois et reposant sur des blocs disposés de façon éparsée tout autour, selon une



Bordeaux - Rue Lafaurie-Monbadon, ancienne gare routière Citram. Sarcophage VII<sup>e</sup> siècle (cliché Musée d'Aquitaine).

altimétrie constante. Des datations au <sup>14</sup>C, réalisées sur deux échantillons osseux posent des bornes pour une utilisation du cimetière entre la fin du VII<sup>e</sup> siècle <sup>2</sup> et la première moitié du Xe <sup>3</sup>.

### Un espace cultivé, lieu d'implantation d'une salpêtrière

Après l'abandon de cet espace sépulcral, le secteur se couvre de vignes, jusqu'à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle où un « magasin à poudres » sera élevé, à l'écart de l'enceinte médiévale. Il faudra attendre le XVIII<sup>e</sup> siècle pour que l'expansion de la ville, hors du carcan de la fortification médiévale, permette à ce quartier, jusqu'alors relativement isolé, de se développer jusqu'à se fondre aujourd'hui dans le centre ville de Bordeaux.

Agnès Bergeret

avec la collaboration de Marie-Noëlle Nacfer,  
Béatrice Boisseau, Fabrice Leroy,  
Nathalie Moreau et Serge Salvé

1. Ly- 8727. Age calibré : 545-652 ap. J.-C.
2. Ly- 8657. Age calibré : 688-750 ap J.-C.
3. Ly- 8726. Age calibré : 718-956 ap J.-C.

## Bordeaux

### Place Renaudel I.U.T. B

Cette campagne de sondages menée sur l'emplacement du futur I.U.T. B de journalisme avait pour but d'évaluer les risques archéologiques et de déterminer le dispositif de fouilles préventives à mettre en place dans le cadre du projet de construction. L'opération a été réalisée avec la collaboration d'un personnel mis à disposition par la société Hadès.

Ce terrain, apparemment excentré par rapport à la ville antique, est situé à l'intérieur de la troisième enceinte, très proche du fort Louis (cf. notice ci-dessus) et à proximité de l'église Sainte-Croix dont la fondation remonte à l'époque mérovingienne.

Les structures découvertes lors de cette opération vont de l'époque contemporaine jusqu'au Haut Moyen Age. Les vestiges les plus récents correspondent aux documents cadastraux.

Ces sondages par ailleurs ont apporté des renseignements sur l'aménagement du jardin des Jésuites et sur les modifications de l'occupation du sol provoquées par la construction du fort Louis à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle.

En ce qui concerne le Moyen Age, il semble que ce secteur ait été assez densément occupé, ce qui ne correspond pas totalement à la tradition de la présence sur cet emplacement de jardins liés à l'abbaye. En effet, la présence de nombreuses structures en creux souvent excavées dans le calcaire ayant servi de dépôt ne résultent pas d'une occupation horticole mais sont plus vraisemblablement liés à des habitats disparus.

Cette opération a mis en évidence, malgré les fortes perturbations du terrain liées aux aménagements modernes et contemporains, l'importance de ce secteur de la ville relative à l'époque médiévale.

Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais



## Bordeaux

### Place Renaudel I.U.T. B

La fouille de sauvetage urgent menée en amont des travaux d'aménagement et de construction de l'I.U.T. B de journalisme, place Renaudel, dans le quartier Sainte-Croix de Bordeaux, avait été décidée par le service régional de l'archéologie d'Aquitaine, suite au diagnostic archéologique réalisé en mai 1998. L'opération de sauvetage confiée au bureau d'investigations archéologiques Hadès s'est déroulée entre les mois de septembre et octobre 1998, en concertation avec les impératifs de l'aménageur, Bordeaux Métropole Aménagement.

L'intervention archéologique a consisté à dégager un terrain de 900 m<sup>2</sup> sur lequel la fouille a privilégié deux zones bien distinctes en raison des vestiges anciens apparus. Sur ces deux secteurs, les résultats stratigraphiques ont permis ainsi d'apporter de précieuses informations sur les origines et l'évolution topographique de ce quartier de Bordeaux malgré les difficultés d'interprétation des structures et des aménagements repérés. Le terrain était en effet affecté par les constructions industrielles des XIXe et XXe siècles établies sur la parcelle étudiée.

L'absence de structure et de mobilier domestique d'époque gallo-romaine sur le site témoigne du caractère périphérique du quartier Sainte-Croix, assez éloigné de la cité de Burdigala regroupée plus au nord-ouest autour du quartier Saint-Pierre. Seuls quelques matériaux de constructions antiques (fragments de marbre, blocs de tuileau, tesselles de mosaïque, tuiles à rebords) ont été déversés en remblai en plusieurs points du site exploré. Ces remblais de démolition, évacués à l'époque médiévale, confortent l'idée que cette portion de la terrasse alluviale de la Garonne restait à l'écart de l'agglomération antique.

L'émergence d'une nécropole à la périphérie de la cité du Haut Moyen Âge et l'implantation de l'abbaye Sainte-Croix vers le VIIIe siècle révèlent encore la position hors les murs du quartier. Quelques fragments de cuves de sarcophages trapézoïdaux et des ossements humains épars ont d'ailleurs été retrouvés dans le comblement de fosses médiévales. Au tournant de l'An mille, le noyau attractif formé par la nécropole a généré le développement d'un faubourg promu par le rétablissement de l'abbaye de Sainte-

Croix et l'établissement d'une sauvetée. Plusieurs fosses, dont quelques silos encore remplis de céréales carbonisées, et une plaque foyère témoignent de la fréquentation du site entre les Xe et XIe siècles.

Cette occupation médiévale perdure sans discontinuer jusqu'au XIIIe siècle, où quelques fosses de stockage sont encore creusées ; suit un apport de remblais destiné à préparer l'aménagement de sols et l'installation d'un premier habitat aux murs maçonnés. Cette construction disparaît à la fin du XIIIe siècle, remplacée par un nouvel habitat maçonné, bordé d'une chaussée gravillonnée d'axe nord-sud. L'ensemble du site connaît ensuite un hiatus d'occupation au cours du XIVe siècle, interruption sans doute liée à l'établissement des remparts de la troisième enceinte de Bordeaux clôturant le quartier de Sainte-Croix désormais rattaché à la ville médiévale.

Une reprise de l'occupation ne se manifeste qu'aux XVe et XVIe siècles par une recharge de remblais sur laquelle vient s'installer une série d'habitations. L'une d'elles a été dégagée sur une grande partie de ses maçonneries et a livré une cave effondrée et un four à pain qui ont fonctionné jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. Ce bâtiment paraît correspondre à la boulangerie figurée sur un plan d'Ancien Régime représentant le jardin du Noviciat des Jésuites établi lors de la fondation de cette maison en 1606. Les textes conservés dans le fonds d'archives du Noviciat révèlent de précieuses informations sur la nature foncière des terrains que les jardins réoccupèrent. L'étude de plusieurs reconnaissances foncières a même permis de reconstituer un plan schématique des différents lots avec leurs propriétaires respectifs connus entre les XIVe et XVIIe siècles. Sur le secteur fouillé, il existait au moins deux habitations au début du XVIIe siècle, bâties le long de la rue du Peyrat, voie dont le tracé a été plus ou moins repris par l'actuelle rue du fort Louis.

Ces constructions furent détruites vers 1617 lors de l'établissement du jardin des Jésuites. Puis, l'édification du demi-bastion de Saint-Ignace et du glacis du fort Sainte-Croix en 1675, reprise en 1691, aliéna une partie des jardins, entraînant un premier nivellement des terres. La suppression de la Compagnie de Jésus à Bordeaux en 1764 et la vente des terrains du Noviciat en 1771 conduisirent le site à être réoccupé au début du XIXe siècle par des bâtiments industriels. Des terrassements importants furent menés pour asséoir les murs d'une fonderie. Une chaudière, dont le

soubassement de brique a été retrouvé, fut installée en 1854 par l'industriel Daney. Les hangars de l'usine, acquis par le négociant Descat, servirent de chais à vin au début du XXe siècle, avant d'être rachetés par le constructeur Henri Ford en 1916 pour installer les premiers ateliers de montage automobile de la firme américaine sur le territoire français. Les bâtiments furent reconstruits en 1920 après leur destruction par un incendie. Les deux concessionnaires, Maleville et Pigeon, reprirent les ateliers Ford pour en faire un garage d'exposition et de vente des voitures de la firme, avant que l'enseigne ne change au profit des automobiles Peugeot et Talbot. Cet établissement fut détruit dans le courant des années 1980 et fera bientôt place à l'I.U.T. B de journalisme.

Jean-Luc Piat

## Cadillac

### Direction départementale de l'équipement

A l'occasion de travaux de rénovation du réseau électrique alimentant la direction départementale de l'équipement, une tombe a été découverte en novembre 1997. Les mauvaises conditions climatiques et l'absence de disponibilité du personnel du service régional de l'archéologie n'ont permis la réalisation du sauvetage qu'en février 1998. Cette fouille, qui s'est déroulée pendant une semaine, a été effectuée en collaboration avec le laboratoire d'anthropologie de Bordeaux.

La tombe construite au moyen de tuiles antiques, imbrex et tegulae, formait une bâtière reposant sur cinq tegulae posées à plat. A l'extrémité sud-est de cette structure, une imbrex était posée verticalement comme pour former une cheminée. L'individu adulte occupant cette sépulture reposait en décubitus dorsal, un petit vase ovoïde était posé à l'ouest de l'extrémité proximale de son tibia gauche.

Cette rapide fouille a permis pour la première fois d'obtenir une tombe à tegulae dans ce secteur de Cadillac où, d'après de nombreux témoignages, d'autres tombes de ce type auraient été détruites par des travaux antérieurs mais jamais étudiées.

Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais

## Camillac-et-Saint-Denis

### Darnac

L'intervention archéologique menée dans le courant du mois de mars 1998 sur le site de Darnac, commune de Camillac-et-Saint-Denis, a consisté à réaliser une série de treize sondages en lanières à l'aide d'un engin mécanique. Les parcelles sur lesquelles furent conduites ces investigations concernaient un terrain viticole en cours de replantation au moment de l'intervention et une prairie communale où un projet de lotissement était alors à l'étude par la municipalité. La majorité des sondages a concerné la parcelle en vigne afin de déterminer avant les travaux de replantation, la nature et l'étendue des vestiges antiques déjà repérés par des découvertes anciennes. Trois sondages ont seulement été réservés à la parcelle communale, dans l'objectif d'apporter quelques informations sur la nature des vestiges qui pouvaient y être rencontrés. Ces informations devaient permettre de prévoir le mode d'intervention archéologique à adopter au cas où le projet de lotissement aboutirait. Les sondages se sont limités à des bandes de 1 m de large sur 5 à 10 m de long. Ils ont atteint de faibles profondeurs : les vestiges, lorsqu'ils ont été dégagés, affleuraient à 30 ou 40 cm sous le niveau de sol actuel.

Sur le terrain viticole, seuls les sondages conduits le long de la limite de parcelle, entre la vigne ancienne arrachée pour replantation et une vigne nouvelle, plantée un an auparavant, ont livré des substructions d'époque antique. Ainsi ont été dégagés deux égouts maçonnés superposés, un premier caniveau supérieur de forme courbe passant au-dessus d'un écoulement inférieur d'axe différent. Ces canalisations étaient bâties de tuiles à rebords prises dans une maçonnerie de pierre de petit appareil régulier. De même, plusieurs arases de murs en petit appareil, tronquées par les labours agricoles anciens ont été repérées sans pouvoir définir des relations précises entre elles. Les autres sondages menés sur le milieu de la parcelle n'ont pas donné lieu à des découvertes particulières et se sont révélés tous négatifs, sans doute parce que les vestiges anciens ont été détruits lors des importants défonçages menés il y a une quarantaine d'années.

Sur la parcelle communale, les trois sondages réalisés en limite de propriété ont livré tous les trois des vestiges archéologiques. La sépulture d'un individu



inhumé dans un coffre de tuiles à rebords a notamment été mise en évidence, comme a pu être dégagé le fond d'une cuve de sarcophage en pierre monolithe trapézoïdal, dans lequel ont été observés quelques ossements humains déplacés par les passages répétés des charrues.

L'ensemble des découvertes réalisées permet de confirmer la présence d'un établissement antique ré-occupé par une nécropole de la Basse Antiquité et du Haut Moyen Âge. Cependant, la lecture des vestiges est rendue malaisée par les destructions importantes occasionnées par les labours anciens. Seule la parcelle communale pourrait avoir conservé des vestiges à moins de 30 cm sous le sol actuel, car elle ne semble jamais avoir été labourée au-delà de cette profondeur. Or, c'est précisément dans ce secteur que se concentrent les sépultures.

Le matériel archéologique recueilli précise les périodes d'occupation du site antique : l'époque augustéenne et les I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup> siècles ap. J.-C. sont assez bien représentés dans le mobilier céramique, avec une grande quantité de tessons d'amphore. Par contre il reste de nombreuses incertitudes sur l'étendue des vestiges du bâtiment antique, sur les limites de la nécropole et sur ses relations avec l'établissement antique et l'église romane de Camiac. Ce devrait être tout l'intérêt d'une intervention archéologique prochaine de plus grande ampleur, menée sur la parcelle communale visée par le projet de lotissement.

Jean-Luc Piat

## Génissac

### La chapelle du château

Etablie à une cinquantaine de mètres de la première enceinte du château de Génissac, la chapelle Notre-Dame de la Consolation, partiellement ruinée, devait être restaurée par ses propriétaires. L'édifice, inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, n'avait jamais fait l'objet d'une étude archéologique approfondie, uniquement de quelques recherches ponctuelles anciennes. Avant de commencer les travaux de réfection, une étude de la chapelle s'imposait donc.

Le service régional de l'archéologie a confié pour mission à la société Hadès d'entreprendre l'étude complète du bâti existant et d'établir un diagnostic archéologique du sous-sol. Il s'agissait de définir le plan originel du sanctuaire et ses différentes phases de construction, de comprendre aussi l'origine et l'implantation de ce lieu de culte dans le contexte de la basse-cour du château.

L'analyse du bâti a concerné la partie du sanctuaire encore en élévation. C'est une chapelle voûtée d'ogives, datée de la fin de l'époque gothique ; elle a été construite en 1496 sur l'initiative du seigneur de Génissac, Michel de Chassaignes, pour son frère abbé de La Sauve-Majeure. Des contrats de travaux retrouvés en archives permettent d'éclairer précieusement le contexte d'édification de cette chapelle.

Les sondages réalisés, au nombre de dix, ont permis de révéler les raccords de la chapelle de Michel de Chassaignes au nord d'une nef primitive de la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle aujourd'hui arasée. Cette nef, rectangle de 21 m de long sur 7 m de large, se terminait par un chevet plat à l'orient. Une seconde chapelle latérale, sur le flanc sud de la nef, érigée dans le courant du XV<sup>e</sup> siècle, composait avec l'ensemble des autres corps bâtis, un plan en forme de T. Cette disposition est confirmée par un terrier de 1765 où figure le dessin du bâtiment avant sa ruine.

Les murs de la nef et de la chapelle sud furent abattus à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle après la vente du bâtiment comme bien national en 1791. Seule la chapelle nord fut conservée jusqu'à aujourd'hui.

Ces découvertes archéologiques amènent de précieuses informations sur l'origine de ce lieu de culte et sur son évolution dans le contexte du site castral. Le château de Génissac fut construit en 1354 sur autorisation du roi d'Angleterre, ce qui porte à placer la fondation du sanctuaire dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle. Les chapelles latérales sont réalisées à la fin du XV<sup>e</sup> siècle sous l'impulsion de Michel de Chassaignes qui affecte le bâtiment à un chapitre de chanoines vers 1500. Cette collégiale y desservit le culte pendant près de trois siècles, à la suite de quoi la chapelle fut abandonnée et ruinée. Les grandes dimensions du sanctuaire et sa position éloignée par rapport à l'enceinte fortifiée du château, posent enfin

le problème d'un éventuel lotissement de la basse-cour. Cette question, soulevée par les découvertes archéologiques, est alimentée par des documents du milieu du XV<sup>e</sup> siècle qui suggèrent que la création d'un bourg castral ait pu être tentée autour du château de Génissac.

Jean-Luc Piat, Sandrine Conan

## Jugazan

### Le Bernat

Le Bernat se situe dans l'Entre-deux-Mers, au nord du village de Jugazan, dans une carrière d'extraction de calcaire. Un réseau fossile y fut signalé en 1981 par J.-L. Larelle à M. Lenoir qui y découvrit des restes osseux et y entreprit, en accord avec la direction des antiquités préhistoriques d'Aquitaine, une fouille de sauvetage limitée. Ces travaux ont permis, outre des observations stratigraphiques en divers locus, de sauver de la destruction un lot de faune relativement abondant, attribué au Würm ancien par F. Prat. En 1990, l'apparition d'une nouvelle concentration de faune, due à l'avancée de l'exploitation de la carrière, a motivé la réalisation d'une étude géologique. En 1998 un sauvetage urgent a été décidé suite à l'observation de deux niveaux d'ossements sur le front de taille, mis en place.

A ce jour, 18 couches ont été distinguées. Une étude en cours, menée par S. Meunier et C. Ferrier, porte sur l'origine des sédiments et leurs modes de mise en place. Au sein du remplissage, quatre ensembles fauniques ont été distingués :

- le premier est contenu à la base de la couche 3, constituée par un limon rougeâtre riche en cailloux et blocs calcaires peu émoussés ; il a livré de l'*Equus caballus*, un *Rhinocerotid* (*Coelodonta antiquitatis* ?) et de l'*Ursus* sp. ;
- dans la couche 4 sous-jacente ont été découverts des restes de lagomorphes ; cette couche, de 40 cm d'épaisseur environ, est formée par une succession de lamines millimétriques de limon ou de limon sableux, de teinte générale rougeâtre ;
- le troisième ensemble regroupe les couches 8, 8' et 9 ; les couches 8 et 8' correspondent à un limon jaune

affecté par le développement d'un réseau de fentes dont le remplissage rappelle le sédiment de la couche 5 ; la couche 9 est un limon brun jaune légèrement sableux de 10 cm d'épaisseur ; un seul taxon est représenté, *Ursus* sp., dont les restes ont été principalement mis au jour sur la surface supérieure de la couche 8', soulignée par un liseré d'oxydation ;

• enfin, le quatrième ensemble contient des vestiges attribués à *Bos primigenius* (surtout représenté par des individus juvéniles) et à *Equus caballus* et provient de la couche 11.

Les ensembles de faune 1, 2 et 4 et la couche 1, un limon brun rouge homogène constituant le sommet du remplissage, ont également livré quelques témoins d'industrie lithique. Ces vestiges, qui montrent des états d'altération variables, sont dans l'ensemble plus altérés dans le limon brun supérieur que dans les autres couches. Les silex noirs sénoniens dominent avec des cortex usés qui témoignent d'un approvisionnement dans les alluvions de la basse vallée de la Dordogne toute proche. L'outillage est trop peu abondant pour permettre une diagnose précise, mais la présence de deux racloirs et le mode de débitage suggèrent une appartenance au Paléolithique moyen. Il est possible que la couche 1 renferme des vestiges d'âges différents ; certains même très altérés pourraient provenir de l'érosion de dépôts antérieurs au Würm ancien.

Les travaux réalisés lors de cette campagne de fouille ont permis de mettre en évidence quatre niveaux fossilifères alors que deux seulement avaient été pressentis auparavant. Les premières données concernant les accumulations osseuses montrent que l'ensemble 3 correspond plutôt à un repaire d'ours alors que les ensembles 1, 2 et 4 semblent présenter les caractéristiques d'un aven piège.

Les perspectives de recherche sont les suivantes :

- réaliser une étude paléontologique et taphonomique complète ;
- confronter ces résultats avec les données de la sédimentologie, notamment en ce qui concerne les modalités d'accumulation ;
- vérifier l'attribution des vestiges au Würm ancien (paléontologie, datations).

Catherine Ferrier

avec la collaboration de Michel Lenoir, Sylvain Meunier, Patrick Michel et Yannik Korpel



## La-Lande-de-Fronsac

### Eglise Saint-Pierre

Dans le cadre d'un vaste programme de restauration de l'église, classée au registre des Monuments Historiques en 1923, une campagne de travaux de drainage, autour du monument, a été lancée en avril 1998. Il s'agissait d'effectuer une série de décaissements limités le long des façades nord et sud. Le cimetière jouxtant le bâti et l'affleurement de sarcophages ayant été signalé, un suivi archéologique des travaux était nécessaire.

Plusieurs éléments participant à la fondation de l'église ont été mis au jour lors de cette opération. On a notamment pu retrouver les traces d'un avant-toit, détruit dans les années 1970, protégeant les sculptures du porche sud, qui font la réputation de cette église.

La présence de sépultures en cercueil et en sarcophage a également été attestée. Malheureusement, le manque de données historiques sur l'évolution du bâtiment depuis le XII<sup>e</sup> siècle, conjugué à une campagne de fouille très limitée dans l'espace, restreint les possibilités d'analyse sur l'histoire de l'église et sa relation avec le cimetière d'une part, sur la gestion interne de l'espace funéraire d'autre part.

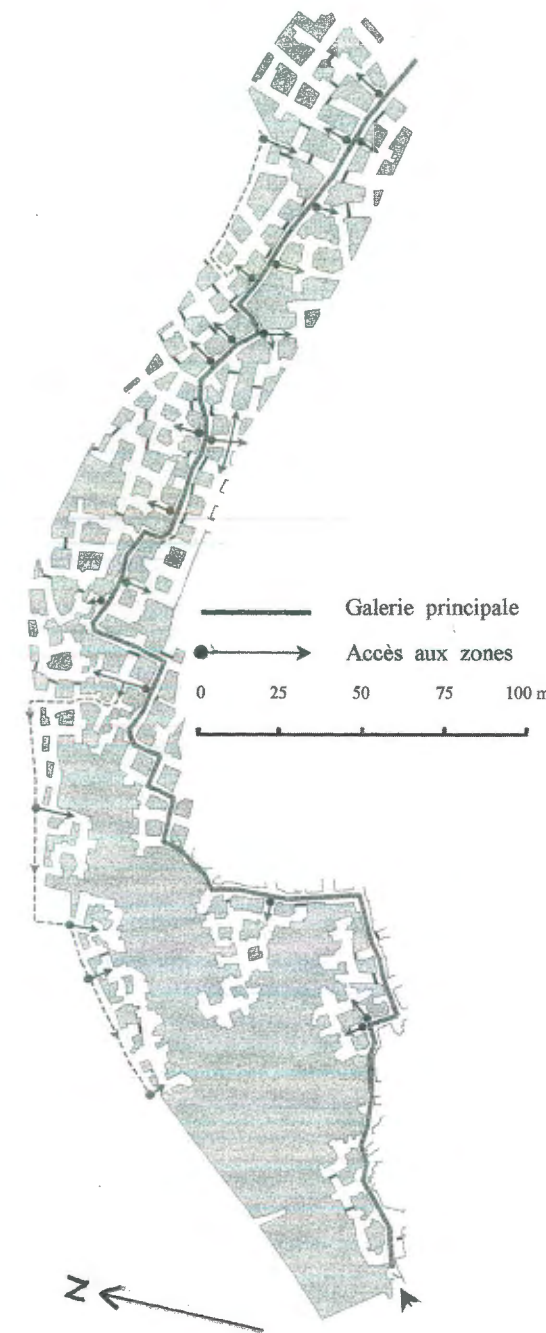
Frédérique Sunder

## Langoiran

### Le Château

La carrière qui s'ouvre sur la R.D. 119 près du château médiéval de Langoiran appartient à un vaste ensemble de galeries communiquant entre elles et s'étendant sur plusieurs kilomètres carrés. C'est l'une des cinq mille carrières du département. La portion étudiée se situe à l'aplomb de la R.D. 119 et menace la stabilité de cette voie. Le conseil général procède au remblaiement progressif des vides sous la route. Il est donc urgent d'inventorier ce qui sera bientôt inaccessible.

Par ailleurs, il s'agit de la toute première étude archéologique autorisée sur les carrières de Gironde, et l'une des premières en France. Le métier de carrier



Langoiran - Le château. Carrière au Pied-du-Château.  
Section sous la R.D. 119.

a disparu sans laisser de trace écrite. Dater l'exploitation d'une carrière souterraine est aujourd'hui hasardeux. Établir une relation entre une carrière et un édifice est impossible. Notre objectif à long terme est

d'éclairer ces points obscurs. Dans l'immédiat, l'étude a pour principal objet de valider une approche méthodologique.

La carrière est intéressante par son degré de complexité intermédiaire : très développée, elle est cependant constituée d'un seul niveau et ne dépasse jamais 2,20 m de hauteur apparente. Deux personnes ont consacré onze journées à un secteur de 1,65 ha.

Ce travail a permis de mieux distinguer les traces relevant directement de l'activité extractive de celles provenant des réutilisations des carrières, notamment la culture des champignons. Une fois maîtrisée cette distinction, on peut classer les vestiges en deux familles : la technologie d'extraction et l'ethnographie. Près de deux mille observations ont été relevées. Parmi les éléments technologiques : les inscriptions liées à l'exploitation, les traces d'outils, les fronts de taille, les sens d'exploitation, les marques de roulage, l'organisation spatiale, l'architecture générale. Les principaux éléments ethnographiques sont les inscriptions non techniques et les dessins pariétaux. Ces derniers sont relativement rares par rapport à d'autres carrières du département. Les rares archives confirment que le faciès d'exploitation, régulier et homogène, correspond au XIX<sup>e</sup> siècle.

Cette étude nous a conduit à perfectionner une méthodologie d'investigation et d'analyse déjà esquissée sur de précédents sites. La cavité est décomposée en secteurs. Des fiches formatées ont été mises au point pour l'enregistrement des données sur le terrain. Nous avons conçu un outil de mesure original : l'ichnomètre. Nous avons établi une typologie provisoire des éléments technologiques et ethnographiques et tenté d'élaborer des représentations cartographiques simples.

Les étapes ultérieures doivent nous conduire, d'une part, à affiner la méthodologie sur des sites plus complexes (galeries hautes, sur plusieurs niveaux, avec phases d'exploitation multiples) ; d'autre part, à remonter le temps à partir de sites appropriés : XVIII<sup>e</sup> siècle, Renaissance, puis (idéalement) XIII-XIV<sup>e</sup> siècles.

Damien Delanghe, Daniel Canor

## Macau

### Place de la République

Le projet de démolition d'un groupe de quatre bâtiments situés dans le bourg de Macau en Médoc par l'office public d'H.L.M. Gironde Habitat a conduit le service régional de l'archéologie d'Aquitaine à prescrire en guise d'évaluation archéologique, l'étude du bâti menacé de destruction. L'opération, confiée au bureau d'études archéologiques Hadès, s'est déroulée au mois de février 1998 et a consisté à dresser un relevé des élévations anciennes et un plan de l'aménagement intérieur des immeubles.

L'analyse sommaire des murs a permis d'établir les principales phases chronologiques des quatre immeubles visés par l'étude. Parmi les plus anciennes maçonneries repérées, figurent deux extrémités d'un mur ouvert d'une porte à arcade en plein cintre dont il ne subsiste que le sommier et le premier des claveaux de l'arc. Cette maçonnerie a été défigurée lors de la construction d'un logis bâti sur deux niveaux aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles. Ce logement était éclairé d'une fenêtre à meneau au premier étage, d'une large porte charretière et de petites lucarnes à l'encadrement chanfreiné au rez-de-chaussée. La salle de l'étage disposait d'une cheminée monumentale dont il ne subsiste aujourd'hui que les corbeaux moulurés. L'ensemble de ce bâtiment a profondément été mutilé par l'installation d'une caserne de sapeurs-pompiers au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Deux autres logis des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles étaient accolés au sud du précédent. Il ne subsiste du premier que la porte et la cheminée de l'étage, et du second que l'encadrement droit d'une belle porte et les corbeaux chanfreinés du plancher. Ces logements ont été remaniés principalement lors de l'aménagement d'un chai à vin à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Au nord de cet ensemble, un logement du XVII<sup>e</sup> siècle a été appuyé contre le premier logis du XVI<sup>e</sup>. De plan carré et établi sur trois niveaux, l'immeuble était ouvert d'une porte avec un arc en anse de panier au rez-de-chaussée. Une cheminée, aujourd'hui détruite, précédée d'un sol de carreaux en terre cuite y a été remarquée. A l'étage, on trouvait une porte avec un encadrement à bossage. Ce logement fut agrandi



au XVIII<sup>e</sup> siècle d'un fronton ouvert d'une porte à linteau droit mouluré, puis subdivisé par un mur de refend au XIX<sup>e</sup>.

De cet îlot bâti situé au sud-est de l'église de Macau, l'étude architecturale, outre le fait d'avoir donné quelques informations sur l'organisation intérieure des logements, aura permis aussi d'aborder des questions concernant plus directement la topographie urbaine du bourg. Cette ancienne sauveté établie au XI<sup>e</sup> siècle autour d'un prieuré de l'abbaye de Sainte-Croix de Bordeaux était jusqu'à présent peu documentée sur le parcellaire du lotissement médiéval. L'étude menée apporte ainsi les premiers éléments d'une réflexion historique et topographique dont la problématique reste encore à élaborer. Le seul regret de l'opération est que la modification du programme architectural ait rendu inutile de réaliser les sondages archéologiques prévus initialement, investigations qui auraient pu préciser les chronologies de mise en place du bâti étudié.

Jean-Luc Piat

## Pellegrue

### Place de l'église Saint-André

Une opération archéologique préventive a été conduite au mois de février 1998 par le bureau d'études Hadès sur la place de l'église paroissiale Saint-André de Pellegrue en Gironde. En amont de l'aménagement paysager et de travaux de drainage, de nivellement et d'enfouissement des réseaux électriques, il s'agissait de définir la nature des niveaux et substructions archéologiques conservées en sous-sol.

Une série de six sondages limités aux abords immédiats de l'église a été conduite sur l'emprise des terrassements projetés. Ils ont permis d'apporter en premier lieu une réponse sur la hauteur et les séquences chronologiques des remblais sépulcraux de l'ancien cimetière paroissial aujourd'hui transféré à la périphérie du bourg. Il est apparu ainsi que les niveaux postérieurs à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle avaient disparu du fait des décaissements importants survenus pendant le XIX<sup>e</sup>. Les sépultures retrouvées, en sarcophages, en coffres anthropomorphes trapézoïdaux ou en pleine terre, sont toutes comprises entre les XI<sup>e</sup> et

XIV<sup>e</sup> siècles. Seule une sépulture dont la fosse était parementée de fragments de tuiles à rebords gallo-romaines pose un problème pour sa datation.

A la base des élévations de l'église actuelle, attribuée à une construction de la fin du XII<sup>e</sup> siècle, les sondages ont aussi mis en évidence les soubassements en moellons et en petit appareil régulier, d'un sanctuaire antérieur, probablement du XI<sup>e</sup> siècle.

Enfin, la collecte d'un mobilier céramique gallo-romain homogène, compris entre l'époque augustéenne et le début du II<sup>e</sup> siècle, atteste de l'implantation à proximité du sanctuaire paroissial d'un établissement antique précoce, mais dont les substructions n'ont pu être localisées précisément.

Jean-Luc Piat

## Pellegrue

### Place de l'église Saint-André

Des sondages préalables à des travaux de réfection de la place de l'église complétés par une rapide recherche en archives avaient permis de mesurer le potentiel archéologique du site (cf. notice précédente). Les restes d'un château, d'un prieuré et d'une enceinte médiévale étaient susceptibles d'apparaître au cours des travaux de rénovation tandis que la nécropole qui s'est développée à partir du XI<sup>e</sup> siècle autour de l'église affleurait sous l'asphalte de la place. En effet, un abaissement considérable du niveau de circulation au début du XIX<sup>e</sup> siècle a provoqué la disparition des couches d'époque moderne et des sols médiévaux.

Le suivi archéologique a consisté à surveiller le décapage superficiel de la place de l'église et le creusement de plusieurs tranchées techniques. Quelques sondages limités à un mètre de profondeur ont d'autre part été réalisés sur des emplacements destinés à des plantations d'arbres. Seules les tombes menacées ont été fouillées.

Hormis treize sépultures médiévales en coffres bâtis, qui sont à dater entre le XI<sup>e</sup> et le XV<sup>e</sup> siècle, et quelques fosses en pleine terre, le site a livré 17 sarcophages monolithes peut-être d'origine mérovingienne pour un certain nombre mais dont certains ont pu être réutilisés. Ceux-ci ne comportaient plus de couvercles et étaient comblés de terre. La fouille de l'un

d'entre eux a révélé que le sarcophage avait été réemployé au Moyen Âge pour y installer une sépulture d'enfant en coffrage de bois. Quant au décapage autour du chevet de l'église romane, il a permis de dégager une abside plus ancienne appartenant à l'édifice primitif du XI<sup>e</sup> siècle.

L'étude qui est en cours devrait amener des précisions sur la chronologie du site. En effet, plusieurs niveaux de sols en mortier appartiennent vraisemblablement à un établissement de la fin de l'Antiquité. Un peu de mobilier du Haut-Empire a également été trouvé. De nombreux murs d'époques diverses ont été repérés et restent à dater. Certains pourraient correspondre à un ancien prieuré bénédictin. Une salle basse dont l'appartenance au château médiéval ne fait pas de doute a été localisée au point le plus élevé de la place.

Aujourd'hui l'histoire connue de Pellegrue s'en retrouve entièrement renouvelée : à un établissement antique ont succédé une nécropole mérovingienne et probablement un édifice religieux ; puis se sont implantés une seconde église, que l'actuelle a remplacée, et un établissement castral avec un bourg ; enfin la bastide a été fondée. La juxtaposition de ces ensembles explique la topographie actuelle de la ville.

Nicole Gangloff

## La Réole

### Hôpital-Chapelle

L'agrandissement et la restructuration de l'hôpital de La Réole impliquaient un projet de construction sur des parcelles traversées jadis par le rempart de la ville ; l'hôpital lui-même reprend partiellement les structures d'un ancien couvent. En conséquence, une exploration archéologique préalable fut réalisée en février 1998 avec des moyens mis à disposition par la direction départementale de l'équipement.

Un point-clé de la problématique portait sur l'état de conservation des soubassements du rempart lors des bâtiments anciens conservés. Il est apparu que la muraille avait été épierrée jusqu'à la dernière assise de fondation. Les sondages ont permis de la situer avec précision grâce aux tranchées de récupération comblées par des déchets de démolition.

Par ailleurs, au sud-ouest, ont été observés un mur de briques pleines et une sépulture en pleine terre.

La faible densité des découvertes ne justifie pas une opération de fouille préventive ; une simple surveillance des travaux de terrassement suffira.

Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais

## Saint-Emilion

### Le bourg

Située à une cinquantaine de kilomètres de Bordeaux, à environ deux kilomètres en retrait de la Dordogne, la ville de Saint-Emilion a conservé un important patrimoine monumental médiéval. Les études n'ont souvent retenu que quelques édifices religieux et militaires remarquables (église monolithe, château du roi, portions de remparts...), analysés en eux-mêmes en dehors de toute connexion avec le reste du bâti. Dans la perspective d'un projet d'adduction du gaz naturel dans Saint-Emilion, une prospection inventaire a été réalisée au cours du deuxième semestre 98 afin de déterminer le potentiel archéologique des différents secteurs de la ville susceptibles d'être affectés par les travaux d'ouverture de la voirie. L'enquête s'est préoccupée de façon plus générale de mieux préciser la topographie urbaine de la ville médiévale et du début de l'époque moderne.

Après une recension de la bibliographie existante et des sources manuscrites et iconographiques disponibles, deux types d'approches ont été menées de façon concomitante. La première a consisté en un inventaire sur le terrain du bâti médiéval et moderne. Vingt-cinq édifices civils présentant des caractères architecturaux pouvant dater des XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles ont été recensés. Ils se situent pour les trois quarts dans la partie haute de la ville. Parallèlement, le dépouillement des sources manuscrites, effectué de façon systématique pour les années 1350-1450 et 1525-1545, a permis d'avoir pour la première fois une vision globale de la topographie de la ville (réseau viaire, repères de quartiers) et de préciser les caractères architecturaux généraux de la maison saint-émilionnaise (matériaux de construction et de couverture les plus courants, quelques données sur les volumes intérieurs et les aménagements domesti-



ques, dépendances bâties et non bâties). L'étude s'oriente actuellement sur le recoupement des observations réalisées sur le terrain avec les informations tirées des sources manuscrites et iconographiques.

Michel Bochaca  
avec la collaboration de Gwenaëlle Boulassière  
et de Jean-Christophe Tölg

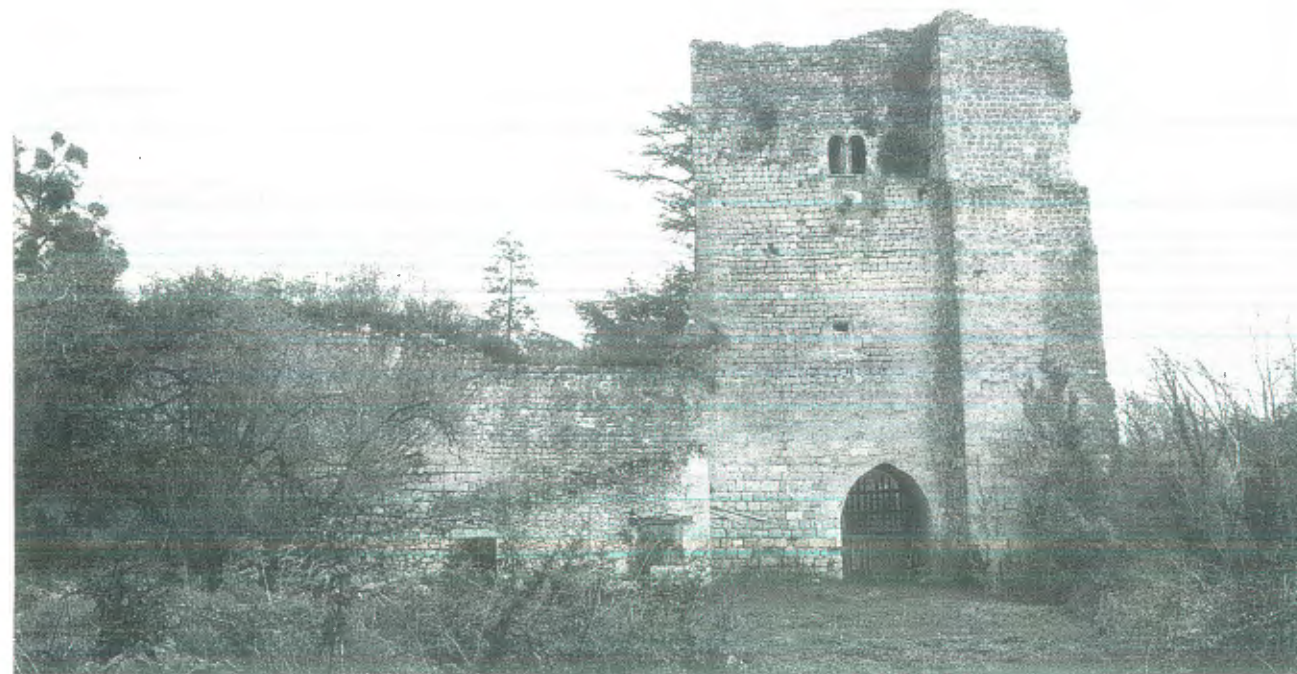
## Saint-Félix-de-Foncaude

### Château de Pommiers

Située en Entre-deux-Mers, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Bordeaux, la commune de Saint-Félix-de-Foncaude (canton de Sauveterre-de-Guyenne), conserve les vestiges imposants du castrum de Pommiers que Léo Drouyn en 1865 qualifiait de «château des plus grands et des plus intéressants du département». Le château se compose d'une enceinte triangulaire, installée sur un promontoire dominant la Vignague. D'un périmètre d'environ 400 m, l'en-

ceinte est ouverte par deux portes : placées aux angles nord et sud-ouest, elles étaient autrefois traversées par la route de Sauveterre à La Réole. Il faut attendre 1496, pour avoir une mention directe de la «ville de Pommiers» dont les dernières habitations furent détruites vers 1805. Pommiers est le seul bourg castral sans descendance de l'Entre-deux-Mers bazadais. Avec une superficie enclose d'environ 1 ha, il se situe dans la moyenne généralement observée dans la région. Dans l'hypothèse où des structures seraient conservées, elles permettraient de connaître les origines et la morphologie médiévale d'un de ces petits bourgs castraux antérieurs au mouvement de fondation des bastides. Un premier bilan consacré à Pommiers en 1991 nous a incité à pousser plus loin l'investigation. La restauration du site (inscrit) devant débiter sous le contrôle de J.-B. Faivre, architecte des bâtiments de France, c'était le moment d'intervenir pour réaliser l'état des lieux nécessaire.

Une équipe s'est constituée autour d'un projet de diagnostic général du site. L'enceinte a fait l'objet en 1998 d'une campagne de relevés en plan, coupes et



Saint-Félix-de-Foncaude - Château de Pommiers.  
Vue extérieure de la tour-porte sud-ouest dite de La Réole à Pommiers (cliché S. Faravel).

élévations jamais effectués jusqu'alors. Ce travail, réalisé par Ch. Martin, architecte, était le support préliminaire indispensable à l'analyse archéologique du bâti ; celle-ci est en cours de réalisation par A. Marin, doctorante en histoire de l'art. Il s'agit de savoir si l'enceinte, comme Drouyn ou Gardelles l'ont pensé, est vraiment une construction homogène du début du XIV<sup>e</sup> siècle, ou si l'on peut y repérer des traces d'états antérieurs. Cette étude est complétée par l'enquête archivistique entreprise par J.-Cl. Huguet, professeur agrégé d'histoire, pour préciser l'histoire monumentale du château du XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, connaître la date de construction des bâtiments les plus récents et repérer d'éventuels remaniements ou remblaiements entrepris sur le site. Une étude dendrochronologique, menée par B. Szeptyski, porte sur des éléments de bois pris dans les maçonneries découverts en juillet 1998 lors des travaux de restauration ; cette étude donnera peut-être enfin des indications précieuses pour la datation de l'enceinte. Pour en savoir plus sur le bourg castral disparu, aux trois-quarts recouvert d'une prairie, M. Martinaud a procédé, pendant l'été 1998, à une étude électrique, qui a mis en évidence des traces probables de constructions en pierre sur une fraction importante de la surface intérieure à l'enceinte et en particulier sur les côtés sud et ouest. Des restes de murs peu enfouis (50 cm au plus) dessinent quelques grandes unités. Une voie empierrée d'environ 2 m de largeur, très superficielle (à 10 cm de profondeur) traverse le site presque en ligne droite d'une porte à l'autre. L'analyse collective des données récoltées est en cours, elle fera l'objet d'une première présentation lors du prochain colloque du CLEM en septembre 1999.

Sylvie Faravel,  
avec la collaboration de Jean-Claude Huguet,  
Agnès Marin, Christian Martin et  
Michel Martinaud

Drouyn, Léo. *La Guyenne militaire*, Bordeaux, I, 1865, p. 58-67 et pl. 20-21.

Faravel, Sylvie. La seigneurie, le château et la «ville» de Pommiers (commune de Saint-Félix-de-Foncaude, Gironde), *Cahiers du Bazadais*, n° 93, 2<sup>e</sup> trimestre 1991, p. 19 - 53.

Gardelles, Jacques. *Les châteaux du Moyen Age dans la France du Sud-Ouest*, Paris, 1972, p. 196-197.

## Saint-Genis-du-Bois

### Eglise

Un diagnostic archéologique, mené par le bureau Hadès en avril 1998, a été réalisé le long du flanc sud de l'église romane de Saint-Genis-du-Bois, en Entre-deux-Mers.

Ces sondages venaient en prévision d'un projet d'assainissement et d'aménagement de cette face de l'église : le décaissement des terres risquait de mettre au jour des vestiges des périodes antiques et médiévales. Il s'agissait plus particulièrement des soubassements d'un édifice paléochrétien et des cuves de sarcophages du Haut Moyen Age ; ces vestiges avaient été repérés il y a une dizaine d'années par des fouilles de sauvetage sur le côté nord du sanctuaire.

Malgré le caractère limité de l'opération, les sondages apportent de nouvelles données sur l'histoire de l'occupation du site et sur les origines du lieu de culte et de son espace sépulcral. Ainsi, a pu être observée la maçonnerie d'une pilette en terre cuite, élément caractéristique des hypocaustes de thermes gallo-romain. La présence de cette pilette pourrait indiquer que le bâtiment à abside polygonale, au-dessus duquel a été bâti le sanctuaire roman actuel, serait à l'origine la salle d'un balnéaire antique, peut-être ensuite reconvertie en lieu de culte. C'est en tous cas autour de ce premier bâtiment, dont un prolongement de mur pourrait avoir été retrouvé dans un des sondages, qu'une nécropole du Haut Moyen Age vint s'installer. Trois cuves de sarcophages trapézoïdaux monolithes ont été repérées, deux notamment engagées sous les fondations de l'église romane, une autre apparemment vidée de son premier occupant et réutilisée pour inhumer, à l'époque médiévale, un individu venu cohabiter avec les squelettes en réduction de six autres personnes.

Au-dessus de ces tombes, la tranchée de fondation de l'église romane a pu être observée, mais elle n'a pas livré d'éléments chronologiques plus précis sur la date de construction de l'édifice. Depuis cette époque, l'église a su conserver son plan et une grande partie de ses maçonneries d'origine, comme elle a su garder auprès d'elle, encore aujourd'hui, le cimetière paroissial, dont on a pu mettre au jour plusieurs tombes en pleine terre des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

Jean-Luc Piat



## Saint-Pey-de-Castets

### Le Barrail

Trois interventions archéologiques distinctes ont été effectuées de septembre à décembre 1998 au lieu-dit «Le Barrail». Était prévue en ce lieu une vaste zone d'emprunt, occupant au total une superficie de 20 hectares dans la vallée de la Dordogne ; le phasage d'exploitation découpait l'emprise en quatre unités de cinq hectares. Ont donc été réalisées deux campagnes de sondages systématiques sur les deux premières phases. L'une d'entre elles s'est avérée positive et a donné lieu à une évaluation complémentaire sous la forme d'un décapage d'environ un hectare. Il n'a pas été procédé à une fouille préventive à l'issue de cette évaluation car la quasi-totalité des vestiges archéologiques apparus après décapage a pu être relevée, photographiée et fouillée.

Pour l'essentiel des résultats il s'agit de structures liées à une occupation rurale vouée à l'agriculture et à l'élevage. Il semble qu'un point d'eau (résurgence de la nappe phréatique) puisse être à l'origine de la fréquentation ou de la fixation de l'homme dans ce secteur, dès l'Age du Bronze et jusqu'au Moyen Age. Pour la première fois dans la région, un parcellaire antique a pu clairement être mis en évidence mais c'est à l'époque médiévale (XIe-XIIIe siècles) que l'on constate une véritable structuration de l'espace avec la présence d'un réseau de fossés, d'une mare et d'une structure «légère» sur poteaux avec calages.

Christophe Sireix

## Saint-Pey-de-Castets

### Les Graves II

Dans le cadre de recherches préalables à une autorisation d'exploitation d'une carrière de granulats, trente-deux sondages furent réalisés au printemps 1997 sur les six hectares prévus pour l'exploitation.

La zone concernée par les recherches était située à la limite de deux terrasses de la Dordogne. Les sondages effectués sur la terrasse inférieure ont été négatifs. En revanche, ceux réalisés sur la terrasse supérieure ont amené la découverte de nombreux tessons de l'Age

du Fer dans les trente premiers centimètres, c'est-à-dire dans les niveaux labourés pour exploitation de la vigne.

La seule structure archéologique conservée sur le site est une tombe à incinération. Seule la partie inférieure, creusée à plus de 30 cm dans la grave, a été conservée. A l'intérieur de la fosse ont été retrouvés plusieurs vases : une urne contenant des cendres et des os, deux vases accessoires ainsi qu'un grand «vase à offrande» détruit dans sa partie haute. Contre l'urne, se trouvait un amas métallique contenant, d'après les premières constatations, une partie de boucle de ceinture ainsi qu'une fibule. L'ensemble du mobilier, avant restauration et étude, permet de dater l'ensemble de l'Age du Fer. La taille du grand «vase à offrande» amène, à penser qu'une tenture pouvait recouvrir l'incinération.

Cette découverte et la dispersion des tessons dans les niveaux de labour laisserait envisager l'existence plausible d'une nécropole détruite.

Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais

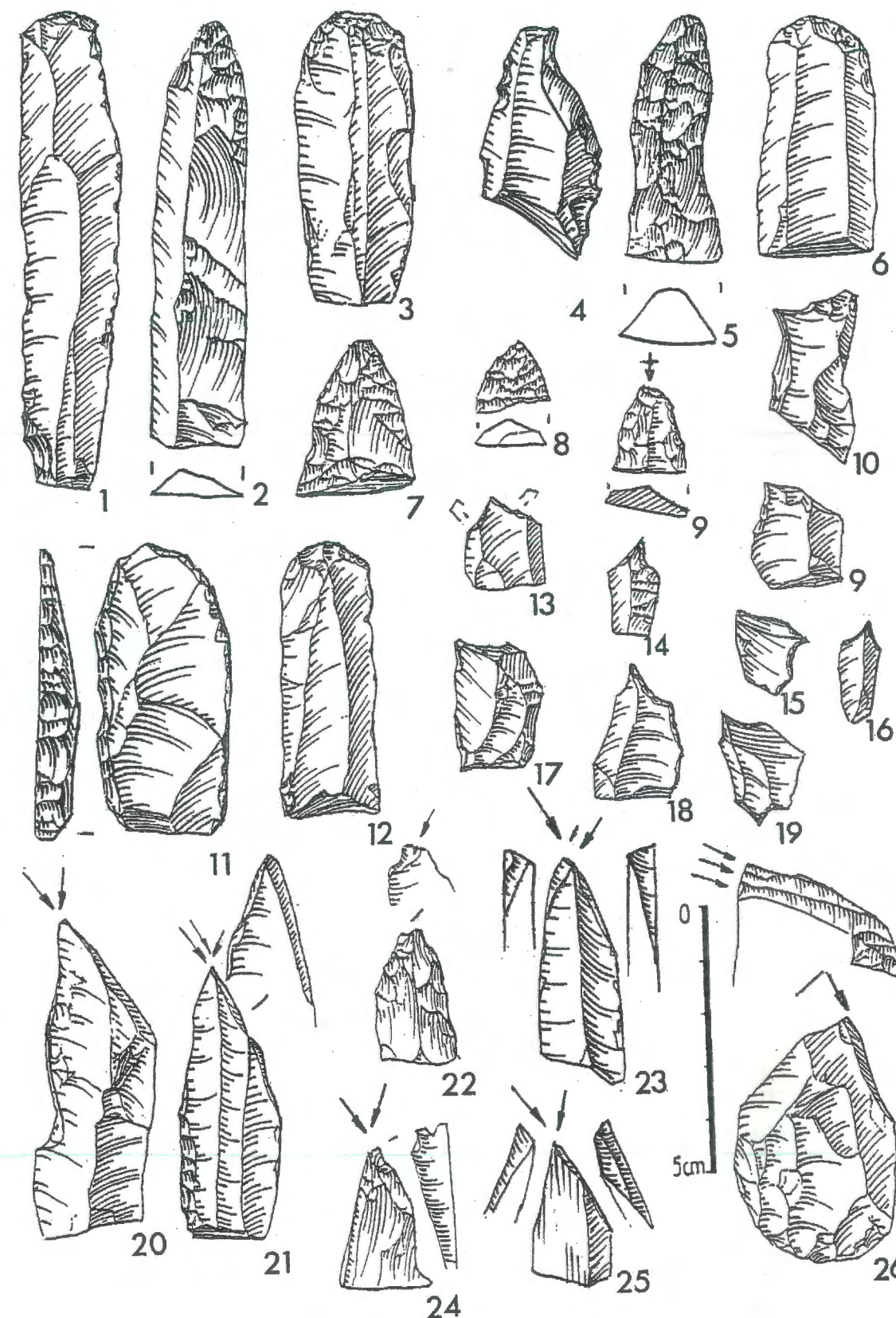
## Le Tuzan

### La Honteyre

Découvert en 1990 par G. Belbeoch à la faveur d'un fossé de drainage, le gisement de la Honteyre se situe dans la lande girondine à proximité des anciennes exploitations de lignite de la région d'Hostens. C'est un petit gisement de plein air qui a livré des vestiges lithiques (silex taillés, fragments de galets de quartzite) dans une couche peu profonde ne comportant qu'un niveau archéologique. Son sommet semble avoir été perturbé par des phénomènes de bioturbation et par le passage d'engins agricoles. La campagne de fouille de 1998 a concerné une dizaine de m<sup>2</sup> sur un chemin forestier, dans un secteur où le niveau archéologique paraissait plus riche en vestiges qu'en bordure immédiate du fossé.

La stratigraphie du site montre la séquence suivante, de haut en bas :

- sables humiques gris foncé (10 à 30 cm) visiblement rapportés, qui reposent sur une litière organique peu épaisse (5 à 10 cm d'épaisseur ;



Le Tuzan - La Honteyre



- sables humiques brun gris foncé à noir plus clairs ou à marbrures brun foncé en profondeur (35 à 40 cm) avec à la base, le niveau archéologique ;
- sables plus clairs plus humides à petits graviers (15 cm en moyenne) ;
- sables brun gris à limite inférieure nette (5 cm en moyenne) ;
- alternance de lits de graviers de quartz et de sables grossiers humides à stratification entrecroisée (55 à 60 cm) sur des sablons blanchâtres dont la base n'a pas été atteinte et qui baignent dans la nappe phréatique.

Le niveau archéologique paraît un peu dilaté dans sa partie supérieure où l'on note la présence de quelques vestiges redressés ou de chant tandis qu'en profondeur les silex taillés sont le plus souvent horizontaux ou suivent le léger pendage des dépôts. D'après les résultats des études géologiques de J.-P. Texier, la couche archéologique ne montre pas de marques de pédogenèse et sa mise en place pourrait être relativement récente, ce qui laisserait alors supposer que le niveau archéologique y est en position secondaire. Le matériel apparaît cependant très homogène et s'il y a eu remaniement, il a été de faible ampleur, sans mélange de vestiges abandonnés par différents groupes humains.

L'industrie est surtout en silex sénoniens bruns ou gris recueillis dans des alluvions ; les silex issus de la ride anticlinale de Villagrains sont aussi représentés. C'est une industrie lamellaire et laminaire, très riche en lamelles à dos avec des burins, pour la plupart dièdres, avec quelques grattoirs sur lame ; les perçoirs sont assez bien représentés. Les nucléus sont rares dans la partie fouillée, mais l'abondance et la variété des produits de débitage et des déchets de taille suggèrent que l'exploitation des nucléus et la fabrication des outils ont été effectuées sur le site. L'ensemble présente clairement les caractéristiques du Magdalénien supérieur ou final, technocomplexe jusqu'ici inconnu dans ce secteur de la Gironde. Les travaux ultérieurs devraient permettre de préciser l'extension et le degré de structuration du niveau archéologique.

Michel Lenoir et Gwenolé Belbeoc'h

## Vendays-Montalivet

### Lapartens

Dans le nord du Médoc, des marais formés à l'arrière de la dune littorale sont drainés par des chenaux qui nécessitent des recalibrages réguliers. Une de ces interventions, dans la craste de la Barreyre à Vendays, avait révélé l'existence d'un site archéologique attribué au Bronze Moyen. En 1997, un sauvetage limité le long de la berge reconnaissait l'existence de structures de bois, vraisemblablement de cette époque, mais l'interruption des travaux par une brusque montée des eaux laissait sans réponse les questions concernant la nature des aménagements, les techniques architecturales, l'organisation spatiale et l'éventualité de plusieurs phases de construction.

La programmation d'un nouveau reprofilage en 1998 menaçait le site de dégâts irrémediables. Une nouvelle intervention a donc eu lieu, la surface concernée atteignant cette fois 75 m<sup>2</sup>. L'établissement d'une coupe stratigraphique a permis de formuler des hypothèses interprétatives sur la paléotopographie du site, probablement établi sur la berge d'une lagune ou d'un ancien chenal de marais colmaté. Mais le résultat majeur de l'opération a été la mise en évidence d'un ensemble de structures bâties et d'aménagements, clairement individualisés. Les structures 1 et 2, reconnues en 1997, ont pu être en partie dégagées.

La structure 1, de plan quadrangulaire, est orientée nord-nord-ouest/sud-sud-est. Elle couvre 6 m<sup>2</sup> environ, avec un prolongement possible vers le nord. Elle est conservée sur 0,83 m de haut, certains pieux, aujourd'hui inclinés, atteignant même 1,44 m. La construction fait appel en majorité au bois de chêne. Les façades nord, sud et ouest sont constituées de bois horizontaux, bloqués en place par des éléments verticaux, piquets (façade ouest) ou forts pieux (poteaux corniers de la façade est). Divers dispositifs d'assemblage ont été observés : feuillures, biseaux, encoches en bout. La fonction de cette structure demeure problématique. Ses dimensions paraissent insuffisantes pour une maison d'habitation. Le mobilier associé, pauvre, est dépourvu des éléments caractéristiques d'un lieu d'habitat : déchets de cuisine ou vases brisés. Certains des bois travaillés inclus dans la structure sont dépourvus de toute fonction architecturale. Bon nombre d'entre eux constituent des dépôts su-

perposés le long de la façade orientale, largement ouverte à l'origine. D'autres ont été plantés verticalement devant cette façade ; parmi eux, on remarque une sole amovible perforée, un age d'araire, et plusieurs fragments de tronc excavé ayant appartenu à une pirogue ou un baquet monoxyle.

La structure 2 est différente : plus petite, de plan trapézoïdal, entièrement fermée, elle est issue d'une autre technique de construction. Les parois sont faites d'un empilement de bois horizontaux, encore conservés sur cinq assises. Ces éléments ont été soigneusement assemblés aux angles par des encoches à mi-bois ou des biseaux. C'est ici le premier exemple reconnu à ce jour dans le sud-ouest de la France de la technique du blockbau. Parmi ces bois figure une importante partie d'un autre araire, soigneusement intégrée dans la construction.

Ces deux structures ont été bâties, à peu près sur le même alignement, dans une dépression comblée par un sédiment tourbeux. Bien que quatre mètres seulement séparent leurs façades occidentales, elles paraissent indépendantes l'une de l'autre. Entre ces deux structures, une zone de circulation aménagée permettait le franchissement de la zone basse humide. Pour stabiliser le sol, les occupants ont déversé des rejets divers, cailloux, fragments de briques modelées, et tessons du Bronze Moyen. Ce "chemin de briques" large d'un mètre environ, a été reconnu à ce jour sur une dizaine de mètres de long ; il semble se poursuivre au-delà, au nord comme au sud.

Au sud de la structure 2, une zone dépourvue de bois architecturés recèle plusieurs trous de poteau vides remplis de tourbe, sans matériel associé. A leur voisinage, dans le quart sud-est (zone 4), a été dégagée une série de longues perches parallèles (la plus grande a 3,10 m de long) posées à plat sur une légère croupe sableuse. Il ne s'agit plus ici de chêne, mais de résineux (pin ?). Ces bois ont été soigneusement ébranchés et leurs extrémités sont taillées en biais. Ils reposent sur un lit de menus bois présentant des traces de travail, dont deux éléments mortaisés. Aucun mobilier archéologique n'a été recueilli à leur contact. On pouvait cependant présumer l'antériorité de ces bois vis-à-vis des deux premières structures, car le «chemin de briques» de l'Age du Bronze traverse cette zone, à 0,30 m au-dessus du sommet des perches dont il semble ignorer la présence.

Une première série de datations <sup>14</sup>C a confirmé l'attribution au Bronze Moyen des structures 1 et 2. La première a connu une utilisation longue de plusieurs siècles. Seuls ses bois les plus récents se corrélaient avec ceux de la structure 2. Les perches de la zone 4 révèlent une occupation bien plus ancienne, du Néolithique Moyen. L'analyse dendrochronologique en cours apportera d'utiles précisions sur le déroulement temporel de ces différentes occupations. Quant à la fonction de ces installations, dans l'état actuel des recherches, elle demeure mystérieuse.

Julia Roussot-Larroque



Opérations communales et intercommunales,  
programmes collectifs de recherche

				Prog.	P.	N°
Cantons de Branne, Créon, Sauveterre-de-Guyenne et Targon	Jean-Pierre PETIT	BEN			77	59
CAVIGNAC, CEZAC, CUBNEZAI, LARUSCADE, MARSAS, SAINT-MARIENS Elargissement de la R.N. 10	Anne DEBAUMARCHE	AUT	PI		78	60
LES ESSEINTES La Gauzelle	Sylvie MALERET	BEN	PI	24	79	61
LAPOUYADE Les Fontenelles	J.-B. BERTRAND-DESRUNAIS	SDA	SD			62 nég.
VERDON-SUR-MER (Le) Le Verdon-sur-Mer et communes voisines	Jacques MOREAU	BEN	PI		80	63
Littoral du Nord Médoc	J. ROUSSOT-LARROQUE	CNR	PI		80	64
Décor architectonique de l'Aquitaine antique	Dominique TARDY	CNR	PC	19		157
Les installations vinicoles antiques dans le grand Sud-Ouest.	Catherine BALMELLE	CNR	PC	20		158

Cantons de Branne, Créon,  
Sauveterre-de-Guyenne et Targon

La recherche d'indices de l'occupation ancienne du sol se coordonne, dans le canton de Créon, avec l'étude architecturale menée par la société archéologique de Lignan et du canton de Créon. Toutes les informations recueillies sur le terrain n'ont pu être identifiées par la détection aérienne. On note en particulier sur la commune de Créon un ensemble de murs formant un enclos près du lieu-dit Château-neuf et une autre structure à Piveteau.

De plus la surveillance permanente des zones labourées ou nouvellement défoncées a permis de mettre en évidence une série de bâtiments dans la commune de Coirac. Ceux-ci sont en cours de vérification et feront l'objet de plusieurs fiches d'identification à l'automne 1999.

Enfin, au cours de l'été 1998, le site gallo-romain situé près des anciennes fouilles des Murailles à Lugasson a pu être clairement identifié.

Jean-Pierre Petit

Cavignac-Cézac-Cubzenais-  
Laruscade-Marsas-Saint-Mariens

Elargissement de la R.N. 10

Des recherches documentaires et des prospections ont été effectuées sur les communes de Cavignac, Cézac, Cubnezais, Laruscade, Marsas et Saint-Mariens préalablement à des travaux destinés à amener la R.N. 10 sur des normes autoroutières. Les études ont porté essentiellement sur le tracé retenu.

Les prospections ont surtout révélé des vestiges médiévaux datables du XVe au XIe siècle, selon les identifications du matériel céramique par P. Régald Saint-Blancard, voire antérieurs. Ce type de sites domine sur l'ensemble des prospections et la plupart des communes. D'autres attribuables au Paléolithique supérieur et à la Protohistoire, essentiellement au Néolithique et à l'Age du Bronze, sont signalés par la bibliographie. Quelques silex taillés ont, de plus, été découverts sur le tracé ; ils sont souvent roulés et patinés. Issus d'anciennes terrasses fluviales, ils auraient plutôt été transportés par les eaux ; ils sont donc peu significatifs mais non négligeables. L'Antiquité est surtout représentée par la bibliographie et l'enquête orale, les prospections n'ayant révélé que quelques fragments de tegulae.

Plusieurs sites prospectés ont révélé des indices de métallurgie sous forme de scories, éléments de creuset ou fragments de parois de fours. Ils indiquent la proximité de bas-fourneaux et semblent correspondre, d'après J.-C. Leblanc, aux types que l'on attribue couramment aux XIIe-XIVe siècles. Cette datation est cohérente avec les datations du matériel céramique.

L'industrie céramique a été active sur les communes de Cézac, Cavignac, Saint-Mariens et Laruscade. Des tuileries y sont mentionnées dans les enquêtes industrielles de 1811. Plusieurs sont situées à Laruscade où elles occupent plus de trente hommes en 1890. A Cézac, les enquêtes industrielles ne mentionnent pas de poterie, mais deux «fours à poterie» y sont signalés en 1840 et 1860 et l'enquête orale a peut-être révélé un lieu de fabrication potière du XIVe siècle, voire du XIIIe. Les sites prospectés révèlent en général des trous d'extraction d'argile à proximité immédiate ; ils sont souvent indiqués sur les cartes IGN et des trous d'eau de ce genre abondent dans tout le secteur ; des prospections systématiques aux alentours pourraient révéler la présence d'autres sites.

Le tracé des travaux est ainsi marqué par une succession d'indices et de sites en pointillés. Au niveau de la déviation de Marsas, une occupation médiévale et la proximité d'un bas-fourneau et d'industrie potière sont probables. Cubnezais et Cézac sont peu concernés par les travaux, mais les prospections entre Guillem-Marceau et les Ortigues confirment une occupation médiévale, voire antérieure. A Cavignac, plusieurs sites antiques mais aussi néolithiques sont signalés, avec quelques lieux particulièrement sensibles, entre Baudet et le Pré-de-la-Fosse, puis vers Château-Lamothe et Pont-de-Cottet, à la limite de Saint-Mariens. Sur Laruscade, l'essentiel du tracé passe sur des terrains non cultivés, souvent en pente, essentiellement constitués de forêts, pâturages et friches. Cette zone est au moins ponctuée de traces d'industrie métallurgique, au Jartot, à Chambrun et à proximité de la motte castrale de Bernardin, c'est-à-dire pratiquement dans tous les champs cultivés où la prospection a été possible.

Anne Debaumarché

Les Esseintes

La Gauzelle

Trois tumuli ont été repérés par R. Arambourou en 1959 sur la commune des Esseintes aux lieux-dits La Mothe, La Gauzelle, Moureaux. Il n'en reste aujourd'hui qu'un de visible, celui des Moureaux. Ce tertre est assez bien conservé, il mesure environ 3 m de haut et doit avoir à peu près 25 m de diamètre. Il est situé à une cinquantaine de mètres du Drot. Une rangée d'arbres, survivance des fossés, l'entoure, dessinant ainsi sa basse-cour. Aucun indice archéologique n'a été repéré en surface, mais il y a tout lieu de penser, par sa forme et son enclos, à une motte médiévale.

En 1960, R. Arambourou a fouillé une autre structure disparue aujourd'hui, au lieu-dit La Gauzelle ; il en a fait un bref croquis et a récolté du mobilier céramique, avant destruction totale du site pour mise en culture. Il interprète les résultats de sa fouille comme un tumulus avec une sépulture à incinération et incinération sur le tertre même, d'où l'existence d'un foyer, de pierres, de cendres. Mais il a quelque doute et évoque une réutilisation à l'époque romaine.

L'étude du matériel céramique permet de préciser la chronologie du site. On observe trois catégories de pâtes. La majeure partie des pâtes sont grossières, très chargées en inclusions, de teinte claire ; ce type de pâte est identique à celui rencontré à Bordeaux à la période médiévale, entre le XIe et le XIIIe siècle ; il s'agit certainement d'un limon de surface que l'on peut extraire un peu partout en Gironde. Une autre pâte est recensée ; les tessons sont rouges et comportent des traces de polissage sur les surfaces. Cette même catégorie se rencontre à Bordeaux, où elle est importée de Moyenne-Garonne ; la pâte est issue de limons de décantation de bord de rivière. Aux Esseintes le matériau est un peu différent, dans ce sens que la pâte est plus saupoudreuse ; on pourrait envisager une autre origine, peut-être plus locale. Enfin, quelques fragments en pâte chamottée ont été répertoriés et leur origine reste encore à déterminer.

En général les formes reconnues sont identiques à celles rencontrées à Bordeaux et dans la région (Lormont, Capian) : d'après la typologie établie pour Bor-



deux formes 01, 02, 23, 26, 27. Une forme en revanche n'est pas représentée à Bordeaux, il s'agit d'un couvercle rentrant, mais on le connaît à Lormont.

L'étude du mobilier céramique ne confirme en aucune manière l'interprétation de R. Arambourou, puisque l'ensemble est attribuable aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles. À l'évidence les traces repérées correspondraient davantage à un contexte d'occupation d'habitat médiéval : fosse, rebuts d'habitat, cendres, céramiques, foyer, pierres.

La hauteur du tertre (1,60 m) est faible pour une motte, mais la butte avait déjà été entamée par des tranchées anciennes. Nous nous trouvons de toute manière dans un contexte médiéval.

En définitive, trois mottes auraient été érigées en bordure du Drot, à 1 km à vol d'oiseau de l'église, épiscopat de la commune. Leur situation, non loin du moulin et du pont de la Barthe, laisse supposer une fonction de surveillance de ce point de franchissement du Drot.

Sylvie Maleret

Fabre-Dupont Maleret, S. Un référentiel pour la céramique bordelaise du Xe au XVe siècle à partir des fouilles d'habitat. *Aquitania XIII*, 1995, p. 203-265.

Régaldo-Saint Blancard, P. Une officine de potier du XIII<sup>e</sup> siècle à Lormont. *SAB*, 81, 1990, p. 99-111.

Landais, M.-A. Capian, les Murailles, une occupation attestée du I<sup>er</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle sur les coteaux du Bordelais. *L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité*, 2<sup>e</sup> colloque, octobre 1989. *CLEM*, 1989, p. 39-45.

Arambourou, R. Compte rendu de la fouille d'un tumulus sur la commune Les Esseintes, en mai 1960. *Gallia*, 1961, XIX, 2, p. 375.

Faravel, S. *Occupation du sol et peuplement de l'Entre-deux-Mers Bazadais de la préhistoire à 1550*. Bordeaux : université Michel de Montaigne, 1991, t. 1, vol. 2-1, p. 326-327. Thèse.

## Le Verdon-sur-Mer et communes voisines

Sur la plage de Montalivet, secteur nord, ont été découverts en janvier 1998 par Jean-Marie Loureço et Laurent Gaspin, treize petits objets plus ou moins complets, assez énigmatiques, éparpillés sur 200 m d'estran. Ce sont de petites hachettes de cuivre mesu-

rant pour la plus grande 116 mm de longueur et 27 mm de largeur au tranchant pour un poids de 14,55 g. Interprétés comme de petits lingots pouvant faciliter le troc de marchandises, elles auraient pu faire office de pré-monnaies et seraient attribuables au Chalcolithique ou au Bronze Ancien.

Au cours de la prospection systématique de la plage de la Glaneuse à Soulac-sur-Mer, a été découvert dans le sable et hors toute stratigraphie, un petit objet en cuivre. C'est une pointe de Palmela qui mesure 68 mm de longueur sur 21 mm dans sa plus grande largeur. Ce type d'objet attribuable au Chalcolithique ou au Bronze Ancien est assez rare. Il semble, d'après Julia Roussot-Larroque, que ce soit la seconde trouvée en Gironde après celle de Mazion, près de Blaye.

Une petite alène de bronze ayant 38 mm de longueur pourrait appartenir à la même période. Deux bracelets ou grands anneaux de 66 mm sur 54 mm de diamètre sont d'une datation plus aléatoire.

Jacques Moreau

## Littoral du Nord Médoc

Les tempêtes du début de l'année 1998 ont de nouveau désensablé certaines des structures de bois qui reparaissent périodiquement sur les plages de la Glaneuse et de l'Amélie à Soulac-sur-mer. Quelques dates <sup>14</sup>C ont pu être financées dans le cadre du programme européen LIFE.

À la Glaneuse, nous avons poursuivi le relevé de plusieurs groupes de pieux, plantés le long du rivage sur près de 300 mètres de long. Ils pourraient appartenir à d'anciennes pêcheries, dont les dates s'échelonnent de la fin de l'Age du Bronze ou du début de l'Age du Fer jusqu'au Haut Moyen Age. Dans ce secteur, la tempête ayant balayé le sable qui recouvre les tourbes et argiles sous-jacentes, nous avons, entre deux marées, observé et photographié une importante surface d'occupation, marquée de traces animales et humaines, et coupée de paléo-chenaux dont ces traces escadaient les berges. Des ornières laissées par des véhicules à roues s'enfoncent sous la dune actuelle. Par endroits, deux niveaux superposés ont été reconnus. Les débris d'augets à sel, inclus dans l'un d'eux, suggèrent son attribution au Premier ou au Second Age du Fer.

Entre la Glaneuse et l'Amélie, une lentille de pierres brûlées est apparue dans la coupe de la falaise littorale. Une brève intervention a permis de dégager sur une faible surface une aire de combustion constituée principalement de silex éclatés au feu. La position relativement haute de cette structure, comme les rares tessons mis au jour, suggèrent son attribution à une phase tardive du Second Age du Fer, voire à l'époque gallo-romaine. La fonction de cette structure, encore prise dans une pente sableuse instable et dangereuse, n'a pu être établie avec certitude. Dans ce secteur, des traces de parcellaire ancien ont été reconnues, dont un fossé rectiligne avec retour perpendiculaire, creusé dans les argiles.

À l'Amélie-Nord, la structure en bois et pierres aperçue fin 1997 à la limite de la laisse de basse mer, est reparue fugitivement le temps d'une marée, ce qui nous a permis d'en compléter partiellement le plan et de prélever de nouveaux échantillons de bois. Une date <sup>14</sup>C l'attribue au Néolithique récent. La structure subquadrangulaire en bois observée en 1997 n'a pas été revue, mais le <sup>14</sup>C la situe vers la fin du Bronze Ancien ou le début du Bronze Moyen. Le tesson à cordons trouvé au contact d'un des bois peut donc appartenir au mobilier primaire. Dans le même secteur, mais beaucoup plus près de la dune littorale, sont reparus les restes de la structure de pierres fouillée il y a quelques années par L. Védrières.

La position exacte de ces diverses structures a enfin pu être relevée à l'aide d'une boussole G.P.S., toujours dans le cadre du projet LIFE, en collaboration avec le département de géologie et océanographie de l'université de Bordeaux I.

Cette partie du littoral est soumise à une forte érosion due à la houle, entraînant l'effondrement de la dune côtière. Le plus souvent, la formation de pentes de sable avalanches, masquant les coupes, ne permet pas de détecter d'éventuels dépôts archéologiques. Seuls quelques objets arrachés par les vagues peuvent être recueillis dans les flaques par les promeneurs. Cette prospection nous a donné l'occasion d'entrer en contact avec plusieurs de ces derniers et de recueillir des témoignages sur des structures disparues et des découvertes fortuites. Parmi ces dernières figurent des haches polies, des silex taillés, des tessons de poterie et quelques objets métalliques. L'une des découvertes les plus importantes a eu lieu sur la plage

de Montalivet. Il s'agit d'une série d'objets de cuivre très minces, en forme de hachettes, accompagnés de plusieurs pointes de Palmela. Ces objets ont été dispersés le long de la côte sur plus de 650 mètres par les vagues, et sans doute aussi par les bulldozers qui chaque jour ratissent les plages durant la saison touristique. Une patiente recherche, facilitée par l'entière collaboration des prospecteurs bénévoles, nous a permis d'étudier plus de deux cents de ces "hachettes", dont près de quarante ont pu être analysées. Il est vraisemblable qu'une partie sans doute importante de ces objets légers a été emportée au large par les vagues.

Plus au sud, à hauteur de Hourtin et de Lacanau, l'érosion littorale, assez modérée jusqu'à présent, connaît une nouvelle poussée. Là aussi, nous avons pu observer et photographier des traces diverses, piétinement d'animaux, empreinte de pied humain chaussé... malheureusement sans mobilier archéologique associé. En revanche, à Hourtin, un promeneur a recueilli après une tempête une série d'objets de bronze, presque tous fragmentés, dispersés sur plus de 500 mètres le long de la côte. La plupart de ces objets, en cours d'étude, sont du Bronze Final mais la présence de pièces appartenant à des étapes distinctes de cette période, ainsi que des différences de patine, ne permettent pas d'affirmer absolument que l'on ait affaire à un seul et même dépôt dispersé. Cette découverte est cependant intéressante, le Bronze Final étant jusqu'ici très peu représenté sur les côtes médocaines.

Julia Roussot-Larroque

## Le décor architectonique de l'Aquitaine antique

Les deux volets définis dans le premier rapport du projet collectif sur le décor architectonique de l'Aquitaine antique ont été développés durant l'année 1998.

### Archéologie et géologie

Les recherches menées sur l'identification des matériaux et sur leur provenance ont été complétées. Ainsi, les analyses pétrographiques effectuées sur les échantillons ont-elles permis de préciser la nature des



calcaires utilisés à *Vesunna* et de lever les ambiguïtés sur un certain nombre d'identifications effectuées à l'œil nu. Une lithothèque de référence a été constituée et déposée au musée du Périgord.

Deux grands groupes de calcaires ont été identifiés :

- les calcaires du Turonien également appelés Angoumien ou Calcaire à rudistes ; il s'agit d'un calcaire très blanc, dur, très riche en organismes ou débris d'organismes, en particulier des mollusques bivalves, les rudistes, caractéristiques du crétacé ;
- les calcaires du Coniacien ou calcaires à silex et plus particulièrement leurs niveaux supérieurs ; il s'agit d'un calcaire finement gréseux, très micacé, localement riche en bryozoaires et présentant des niveaux de silex noirs plus ou moins abondants.

Afin de déterminer les provenances de ces matériaux, une première prospection a été menée dans les carrières des deux formations.

Ainsi, plusieurs exploitations anciennes ont pu être repérées. Pour les calcaires à silex, les fouilles urbaines avaient montré qu'ils étaient exploités sur l'emplacement de la ville et la prospection a permis de reconnaître, à l'est de Périgueux, des exploitations anciennes en gradins, mises au jour par des travaux routiers. Pour les calcaires à rudistes, la prospection a montré qu'ils n'avaient pas été exploités à proximité de Périgueux où ils se trouvent à des niveaux beaucoup trop profonds. Dans l'Antiquité, il y a lieu de penser que les gisements exploités devaient se trouver plus au nord.

Une nouvelle prospection, programmée pour le printemps 99, devra s'attacher à préciser la localisation de ces calcaires à rudistes.

## Architecture et décor

Les relevés des blocs architectoniques ont été poursuivis au cours de l'année et un inventaire et un relevé systématique des éléments encore en place dans le rempart du Bas-Empire et des blocs erratiques ont été menés à bien. Comme l'année précédente l'ensemble de la documentation a fait l'objet d'un traitement infographique par le laboratoire d'architecture antique du Sud-Ouest.

Ce travail sur Périgueux sera achevé durant l'année 1999 et une première mission sera programmée à Bordeaux durant l'été, afin de recenser la totalité du matériel à étudier.

Dominique Tardy

## Les installations vinicoles antiques dans le grand Sud-Ouest

Le projet collectif de recherche sur les installations vinicoles antiques dans le grand Sud-Ouest élaboré en 1997 s'est donné pour l'année 1998 deux principaux objectifs :

- poursuivre et compléter la base de données documentaire des établissements antiques du grand Sud-Ouest supposés vinicoles qui a été mise en œuvre l'année précédente,
- opérer une double sélection sur l'ensemble des sites recensés, lors de réunions de concertation, en vue de définir les établissements qui sont liés de façon sûre ou probable à la production de vin et ceux sur lesquels des recherches archéologiques pourraient être entreprises ultérieurement.

Le champ géographique couvre dix départements qui relèvent de trois régions distinctes : Charente et Charente-Maritime en Poitou-Charente, Dordogne, Gironde, Lot-et-Garonne en Aquitaine, Haute-Garonne, Gers, Lot, Haute-Garonne, Tarn, en Midi-Pyrénées.

La base de données comprend actuellement près de cent dix fiches. Comme on l'avait déjà fait remarquer en 1997, la répartition des vestiges archéologiques est très inégale suivant les départements. En 1998, l'apport essentiel a été fourni par les sites présumés viticoles/vinicoles de la Charente-Maritime pour lesquels L. Maurin a réuni une documentation à la fois très riche et très complète (au total quarante-trois fiches). Les autres fiches nouvelles, peu nombreuses (une dizaine), concernent divers départements (Charente, Haute-Garonne, Gironde, Lot-et-Garonne). Parallèlement, l'illustration graphique informatisée (carte de distribution, plans d'établissements à batterie de bassins) a été complétée par les soins de H. Gaillard.

L'ensemble de la documentation réunie en 1998 a permis de faire progresser sensiblement nos connaissances sur différents points.

### Un renouvellement de la problématique sur les établissements à bassins de la Charente-Maritime

Les travaux de L. Maurin ont confirmé l'importance des établissements de production à bassins dans ce département. Toutefois, contrairement à ce que l'on avait supposé au début de l'enquête, aucun site à batterie de bassins rencontré sur le littoral ne semble correspondre de façon assurée à des établissements de salaison. En revanche, plusieurs ensembles fouillés en extension sur le littoral sont à considérer de façon sûre ou probable comme des établissements de production vinicole : ainsi La Rochelle (Pointe des Minimes), l'Houmeau, Port-des-Barques, Soubise. L'hypothèse vinicole paraît aussi fort vraisemblable pour certains établissements en bordure de la Charente, en particulier celui de Cigogne à Ecurat.

### Données nouvelles sur les pressoirs

Les pressoirs antiques sont encore à ce jour très mal connus dans le grand Sud-Ouest. A cet égard, les données recueillies à Saint-Plancard (31) et à Moncrabeau-Baptiste (47) sont particulièrement précieuses. Un bloc d'assise de jumelle provenant d'un pressoir est remployé dans le chevet de la chapelle Saint-Jean-des-Vignes à Saint-Plancard. J.-P. Brun avait repéré ces vestiges dans une publication ancienne de G. Fouet ; une visite sur le site en novembre 1998 a permis d'étudier cette pierre. Dans la *villa* de Baptiste à Moncrabeau, les fouilles conduites en 1996 par Ph. Jacques ont mis en évidence plusieurs structures en négatif qui matérialisent des traces d'une installation vinicole : pressoir à vis, *dolium*. Ces structures liées à la première *villa* du Haut-Empire ont été construites dans le courant de la première moitié du II<sup>e</sup> siècle.

### Premières tentatives de caractérisation des serpes et serpettes de vigneron

En parallèle à la base documentaire, Ch. Vernou a entrepris une recherche plus approfondie sur les outils des vigneron, en vue de déterminer un essai de typologie des serpes pour la taille et des serpettes pour vendanger.

Au cours de l'année 1999, il est prévu d'achever la banque documentaire sur les installations à bassins et sur les outils et de rédiger un article collectif qui fera le point sur l'état des connaissances sur la viticulture en Aquitaine gallo-romaine (à paraître dans la revue *Gallia*, n° 2001, qui comportera un dossier consacré à la viticulture et à la production du vin en Gaule).

Grâce au travail mené dans le cadre du projet collectif de recherche, on peut désormais envisager de reprendre des recherches archéologiques, avec une problématique bien définie, sur un certain nombre de sites estimés intéressants et prometteurs. Parallèlement, il est souhaitable de développer des interventions archéologiques sur des ensembles de bâtiments agricoles de *villae*, notamment dans le Lectourois où plusieurs établissements ont été répertoriés par C. Petit-Aupert lors de prospections aériennes. Une première intervention sera menée par C. Petit-Aupert et P. Sillières en juillet 1999.

Catherine Balmelle,  
avec la collaboration de Dany Barraud,  
Jean-Pierre Brun, Hervé Gaillard,  
Catherine Goyaud, Philippe Jacques,  
Sylvie Maleret, Louis Maurin, Catherine Petit-Aupert, Didier Rigal, Philippe Roudié,  
Pierre Sillières, Laurence Tranoy, Christian Vernou



## *Un gisement du Gravettien à burins de Noailles en Gironde, l'abri Lespaux à Saint-Quentin-de-Baron Observations préliminaires*

par Yovan Krtolitza et Michel Lenoir \*

*En hommage à G. Bosinski*

Le gisement de l'abri Lespaux situé dans la commune de Saint Quentin de Baron (Gironde) a été découvert par R. Cousté en 1943. Il se place en rive droite du ruisseau de l'Esteil, petit affluent de la Canodonne qui rejoint la plaine alluviale de la basse vallée de la Dordogne au droit de Moulon. Situé à 200 m au nord-est du site magdalénien de Jaurias à Bisqueytan<sup>1</sup> il s'intègre à un ensemble de petits gisements préhistoriques de plein-air ou de gisements sous abri appartenant au bassin de la Canodonne<sup>2</sup>. C'est un modeste abri sous roche creusé dans une petite falaise de calcaire à Astéries (stampien) coiffant un banc d'argile verdâtre. Cette cavité large de 8 m en façade sur 9 m de profondeur s'ouvre à l'ouest-sud-ouest. Son plancher forme une terrasse qui domine de 4,50 m environ le fond actuel du vallon. Le bord de cette terrasse dessine un léger escarpement dont la base s'ennoie sous des colluvions récentes. Le remplissage reposait sur la terrasse et se prolongeait vers le fond de l'abri sur une longueur d'environ 8 mètres. Les fouilles effectuées de 1960 à 1966 par Y. Krtolitza, ont concerné diverses couches archéologiques dont l'abondant matériel lithique et osseux appartient à des niveaux de Périgordien à burins de Noailles. La séquence stratigraphique observée lors de ces travaux est la suivante de haut en bas<sup>3</sup>.

### **Stratigraphie**

Couche 6 : terre végétale (ép. : 60 cm) avec os et silex remaniés, débris de poterie de l'âge du fer, traces de gallo-romain.

Couche 5 : menus éboulis avec quelques blocs, assez rares silex.

Couche 4 : couche de couleur brun clair d'aspect sableux, qui se superpose directement à la couche sous-jacente (épaisseur variant entre 10 et 30 cm).

Couche 3 : couche ocre rouge foncé, d'aspect sableux dans la partie supérieure et bréchiforme à la base. Cette couche dont l'épaisseur maximum atteignait 40 cm, se terminait en biseau en bordure de la terrasse. Elle renfermait à sa base un foyer long de 3 mètres et épais de 10 cm. Ce foyer apparaissait à 2 mètres en retrait de l'escarpement rocheux et recou-

\* Institut de Préhistoire et de Géologie du Quaternaire. UMR 5808 du C.N.R.S., Université Bordeaux I.

1. Découvert et fouillé par R. Cousté.

2. M. Lenoir, 1983.

3. R. Cousté et Y. Krtolitza, 1965 ; Y. Krtolitza, documents de fouille inédit.



Les lames retouchées comportent deux pièces fragmentaires, une à retouche unilatérale et l'autre à retouche bilatérale. Il y a quatre lames tronquées dont une en silex du Fumélois, une passant au bec et deux extrémités dont une en silex du Bergeracois, 5 pièces à encoche sur lames dont deux inverses et une en bout, un racloir à retouche inverse sur large lame en silex du Bergeracois, une pièce esquillée sur éclat et 27 pointes à dos dont deux presque complètes, 9 portions proximales, 3 distales et 7 mésiales outre deux extrémités indéterminables, une microgravette entière et 3 fragments (deux proximaux et un mésial).

Les nucléus (43 exemplaires) sont pour la plupart prismatiques à lamelles (20 ex.) ou à lames (14 ex.), avec une dominance des nucléus à deux plans de frappe opposés, 6 nucléus informes et trois débris indéterminables.

Parmi les produits de débitage dominant les lames (66 ex. complets et 291 fragmentaires), tandis que les lamelles sont moins abondantes (68 entières et 65 fragmentaires dont une en jaspe), et 6 lames à crête dont 4 à un versant. Ces produits sont accompagnés des sous-produits de la chaîne opératoire du débitage laminaire (éclats : 99 exemplaires, entames : 15, éclats portant des plages de cortex plus ou moins importantes : 87 dont un en silex lacustre à cortex peu usé, flancs de nucléus : 2, tablette : 1), outre 4 petits fragments, un petit débris, 163 esquilles et micro-éclats dont la plupart peuvent être liés à la fabrication des outils ainsi que les chutes de burins (30 ex. dont 5 chutes premières, 9 à bord préparé, 16 recoupes).

Varia

A cet ensemble s'ajoutent 9 galets cassés et 6 fragments de galets en roches dures dont deux en silex, un percuteur.

Industrie osseuse

L'industrie osseuse est relativement abondante par rapport à l'industrie lithique :

- objets en bois de renne : deux extrémités de baguettes polies, deux portions de fût de petites sagaies, une extrémité de poinçon, un déchet de fabrication de sagaie et une extrémité d'andouiller qui paraît usée (usure naturelle ?)

- objets en os : un poinçon en os, 3 extrémités de lisseur ou de baguettes, deux fragments d'os poli, un fragment de côte de renne sciée à une extrémité et un fragment de côte de renne polie, une portion de côte sciée portant 8 petits traits courts parallèles, un petit lisseur portant 13 traits et deux fragments mésiaux de lisseurs dont un portant deux séries de traits courts parallèles (42 traits sur un bord et 40 sur l'autre), une extrémité de lisseur portant deux séries de traits 12 traits sur un bord et 11 sur l'autre ainsi que des stries), un objet qui peut être un fragment de stylet de cheval.

Couche 3 (tableau 2)

Cette importante couche a été subdivisée en trois sous-niveaux : 3a, 3b, 3c, mais ce dernier constitue en fait une entité séparée (niveau 2) qui n'existait qu'en fond d'abri et dans une cuvette au centre et qui est donc étudiée à part. Les niveaux 3a et 3b se révèlent être des subdivisions locales et une partie des vestiges provenant de la couche 3 a globalement été conservée sans distinction de niveaux. Le matériel de cette couche sera donc traité comme un ensemble global car les subdivisions qui y ont été faites sont en partie artificielles : 3b constitue en réalité davantage une aire de combustion au sein de la couche 3 qu'un niveau distinct. Il existe également des raccords entre les vestiges issus de ces différents niveaux. De plus, beaucoup de pièces sans repérage par carré ont été attribuées à la couche 3 globale.

L'industrie lithique est particulièrement abondante dans cette couche puisqu'elle comporte 2170 outils comptés selon la liste type du Paléolithique supérieur, 3 fragments d'outils indéterminables, 178 lames ou fragments de lames et 74 éclats et débris portant des traces d'utilisation visibles à l'œil nu, le tout accompagné de nombreux produits de débitage et déchets de taille.

Parmi les matières premières dominant les silex du Sénonien, recueillis sous forme de galets dans les alluvions de la Dordogne, ainsi que le jaspe et les silex lacustres qui comportent cependant quelques éclats dont le cortex peu usé suggère un autre mode d'acquisition (dépôts lacustres de la partie orientale de l'Entre-deux-Mers)

Tableau 2. — Abri Lespoux, matériel lithique de la couche 3.

	3a	3b	3 global	3 total
<b>grattoirs</b>	48	157	148	353
fronts de grattoirs	16	20	1	37
grattoirs simples / lame	16	63	43	122
grattoirs sur lame retouchée	11	52	85	148
grattoir en éventail		1		1
grattoir double/ lame		5	5	10
grattoir sur lame à encoche	1		1	2
grattoirs sur éclat	4	13	11	28
grattoir caréné		1		1
grattoir à museau		2	1	3
grattoir sur ancien burin			1	1
<b>outils composites</b>	4	15	11	30
grattoirs- burins	3	13	8	24
grattoir tronçature		1	2	3
burin-tronçature	1	1		2
burin-bec			1	1
<b>perçoirs et becs</b>	1	3	3	7
perçoir			2	2
perçoir double			1	1
bec	1	3		4
<b>burins</b>	148	297	428	873
burins dièdres d'axe	20	30	11	61
burins dièdres d'angle	1	8	28	37
burins dièdres doubles	2	7		9
burin dièdre nucléiforme		1		1
burins sur cassure	20	69	29	118
burins multiples sur cassure	3		5	8
burin de Corbiac	1			1
burins multiples dièdres nucléiformes	2		1	3
burins d'axe / tronçature	6	12	9	27
burins d'angle sur tronçature	16	26	36	78
burin double/ tronçature	1	5	13	19
burins multiples sur tronçature retouchée		2	2	4
burin transversal/ retouche	1	8	4	13
burin de Bassaler simple			7	7
burin de Bassaler double	1	1	12	14
burins multiples mixtes	4	6	12	22
burins de Noailles	70	119	257	446
burins fragmentaires indéterminables		3	2	5
<b>lames retouchées</b>	76	258	43	377
lames à retouche unilatérale	36	179	20	235
lames à retouche bilatérale	37	77	22	136
lames à retouche alterne	2	1	1	4
lame à retouche inverse	1	1		2
<b>lames et éclats tronqués</b>	13	26	16	55
lames tronquées	10	20	12	42
éclats tronqués	3	6	3	12
lame bitronquée			1	1
<b>lames à dos</b>			2	2
<b>outils divers</b>	10	52	8	70
pièces à encoche	5	18		23
denticulé	1	8	3	12
racloirs	2	9	4	15
pièces esquillées	2	15	1	18
<b>armatures</b>				
pointes à dos	64	146	107	317
lamelles à dos ou microgravettes		7	16	23
lamelles à dos	12	23	23	58
lamelle à coche		1	1	2
lamelle tronquée			1	1
fléchette				
lames appointées		6	3	9
<b>total des outils</b>	377	991	804	2172
lames utilisées	6	161	11	178
éclats retouchés	4	53	6	63
débris et fragments retouchés		11		11
outils fragmentaires indéterminables		2	1	3
<b>total</b>	10	227	18	255
<b>produits de débitage et déchets de taille</b>				
flancs de nucléus	5	8		13
tablettes de ravinage	4	13		17
éclats bruts	338	583	11	932
éclats corticaux	215	385		600
esquilles	1027	2802		3829
fragments	2	10		12
débris	1		26	27
nucléus	42	117	53	212
nucléus prismatiques à un plan à lames	14	55	16	85
nucléus prismatiques à un plan à lamelles	3	2	2	7
nucléus prismatiques à deux plans à lames	10	33	28	71
nucléus prismatiques à deux plans à lamelles	2	2		4
nucléus prismatiques à deux plans croisés	2	4	2	8
nucléus prismatiques à trois plans de frappe		2		2
nucléus à enlèvements transversaux	2	2		4
nucléus à enlèvements centripètes	4	3		7
nucléus carénés		1		1
nucléus fragmentaires	2	2		4
nucléus incassables		7		7
nucléus informes	3	3	1	7
nucléus polyédriques		1	1	2
nucléus globuleux			3	3
<b>galets, fragments de roches diverses</b>	1	9		10

Le débitage est laminaire et lamellaire. Parmi les nucléus (212), pour la plupart de dimensions relativement modestes mais pas systématiquement épuisés, dominent les nucléus prismatiques à un plan de frappe (85) suivis des nucléus à deux plans de frappe opposés (71), ainsi que 8 exemplaires à deux directions d'enlèvement orthogonales et deux à trois plans de frappe et trois directions d'enlèvements. Les nucléus à lamelles sont plus rares (11 exemplaires à plan unique dont 4 sur éclat à enlèvements transversaux de type enlèvements de burin et 4 à deux plans de frappe et un nucléus caréné. Il y a 7 nucléus à éclats à enlèvements centripètes dont un exemplaire en silex du Fumélois recueilli dans 3a, deux nucléus polyédriques et trois globuleux, 4 nucléus très fragmentaires et 14 incassables ou informes Parmi les produits de débitage dominant les lames (805 lames ordinaires entières et 2336 fragments, ainsi que 42 lames à crête à deux versants et 142 à un versant, pour la plupart complètes, 24 fragments seulement) et les lamelles (989 exemplaires dont 56 à crête et 1012 fragments). Les éclats sont dans l'ensemble issus de la préparation des nucléus à lames et la plupart ont conservé des plages de cortex (895 éclats ordinaires, 572 éclats corticaux et 178 entames outre 37 éclats ayant emporté un bord de nucléus, 16 tablettes et 12 flancs. Les petits éclats et esquilles sont abondants (3829) ce qui témoigne outre le soin apporté à la récolte des vestiges que les activités de façonnage des outils et d'entretien des nucléus ont été en grande partie effectuées sur place. A cet ensemble s'ajoutent 12 fragments indéterminables et 4 débris de silex, 46 fragments de quartz et de quartzite, deux éclats et un débris de basalte. Les chutes de burins (601) sont surtout représentées par des recoupes (291 dont 44 ont conservé des traces de préparation). Il y a également des chutes premières (121), des chutes à bord préparé (185) et quelques chutes de burins transversaux (4).

Dans l'outillage, les burins dominant avec un taux élevé de burins de Noailles, suivis par les lames retouchées, pour la plupart fragmentaires, les grattoirs, les pointes à dos, tandis que les outils composites et les perçoirs et becs sont rares.

Parmi les grattoirs (353 exemplaires, 16,20 % ; fig. 1, n° 1-13 ; fig. 4, n° 1-5) dominant les grattoirs sur lame retouchée (fig. 1, n° 1, 3, 4 à 12 ; fig. 4, n° 1) pour la plupart complets, à retouche bilatérale ou unilatérale bien marquée parfois même écaillée ou



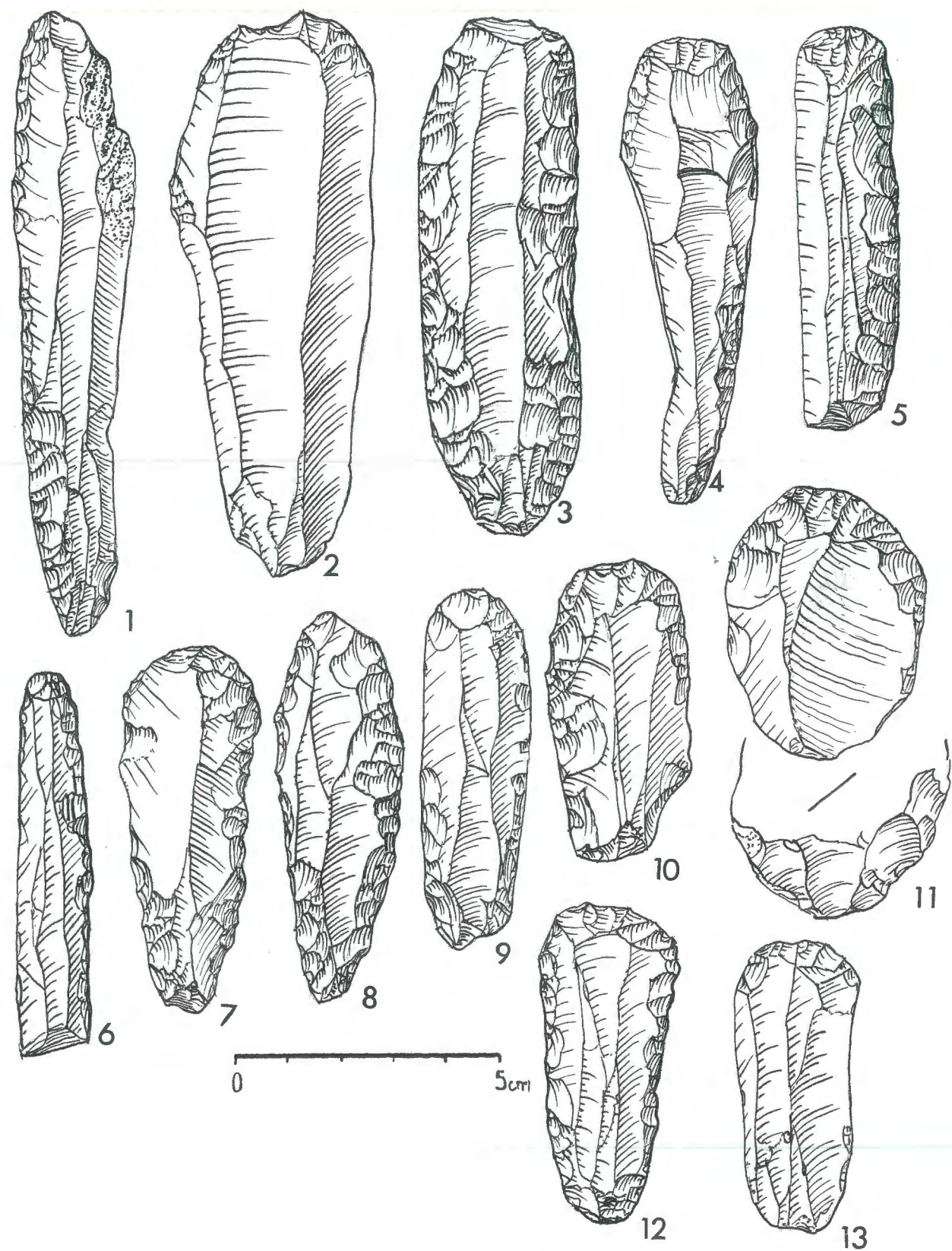


Fig. 1. — (niveau 3b)

n° 1 : grattoir sur lame à retouche unilatérale ;  
 n° 2, 13 : grattoirs sur lame ;  
 n° 3 : grattoir atypique sur lame à retouche bilatérale écailleuse ;

n° 4, 5, 6 : grattoirs sur lame à retouche unilatérale ;  
 n° 7, 8, 9, 10, 12 : grattoirs sur lame à retouche bilatérale ;  
 n° 11 : grattoir sur éclat à base amincie

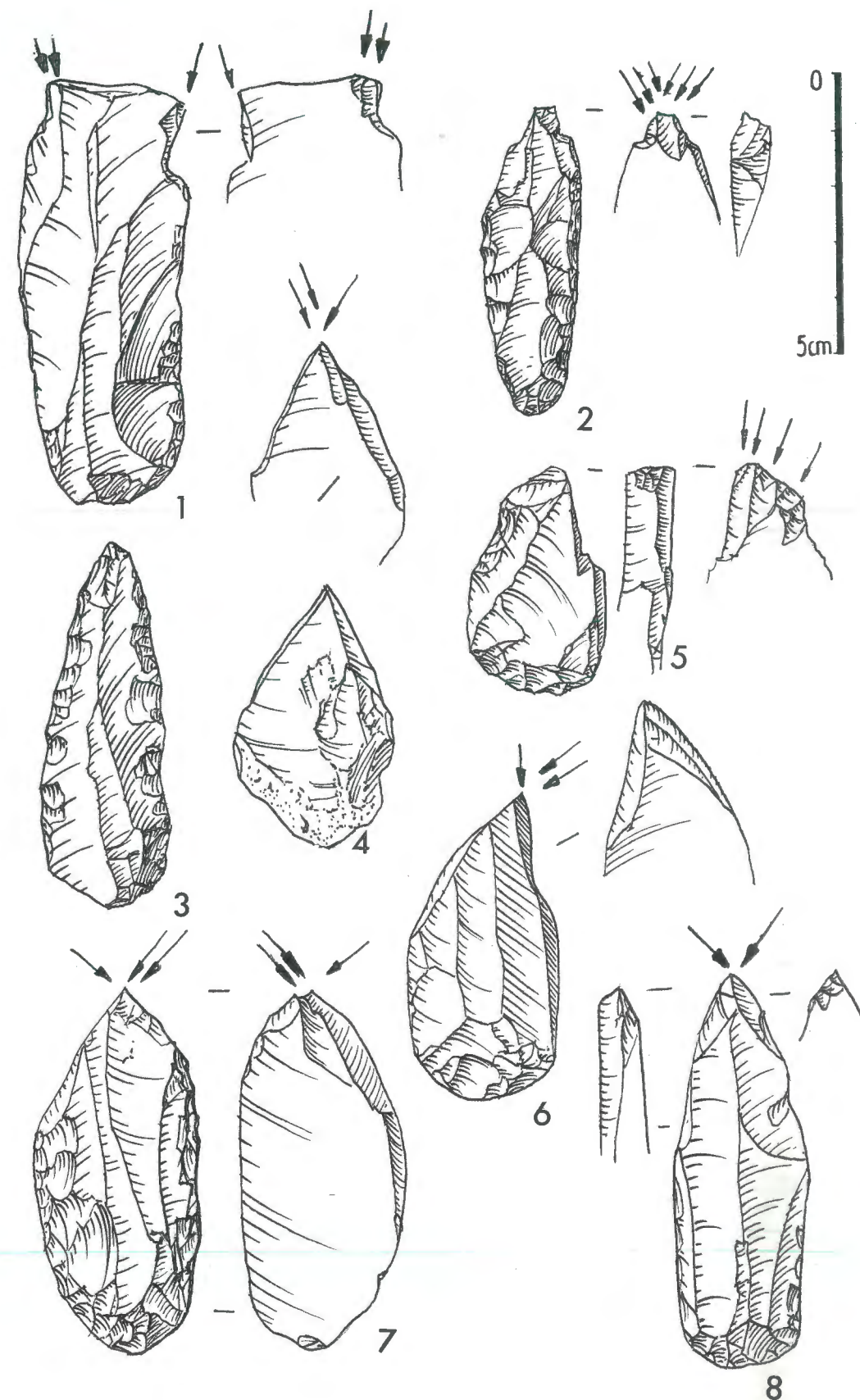


Fig. 2. — (niveau 3b)

n° 1 : burin double sur cassure ;  
 n° 2 : burin dièdre d'axe sur lame à retouche bilatérale ;  
 n° 3 : lame appointée à retouche bilatérale ;

n° 4 : burin dièdre d'axe sur éclat ;  
 n° 5 : grattoir-burin sur éclat ;  
 n° 6, 7, 8 : grattoirs-burins dièdres sur lame.



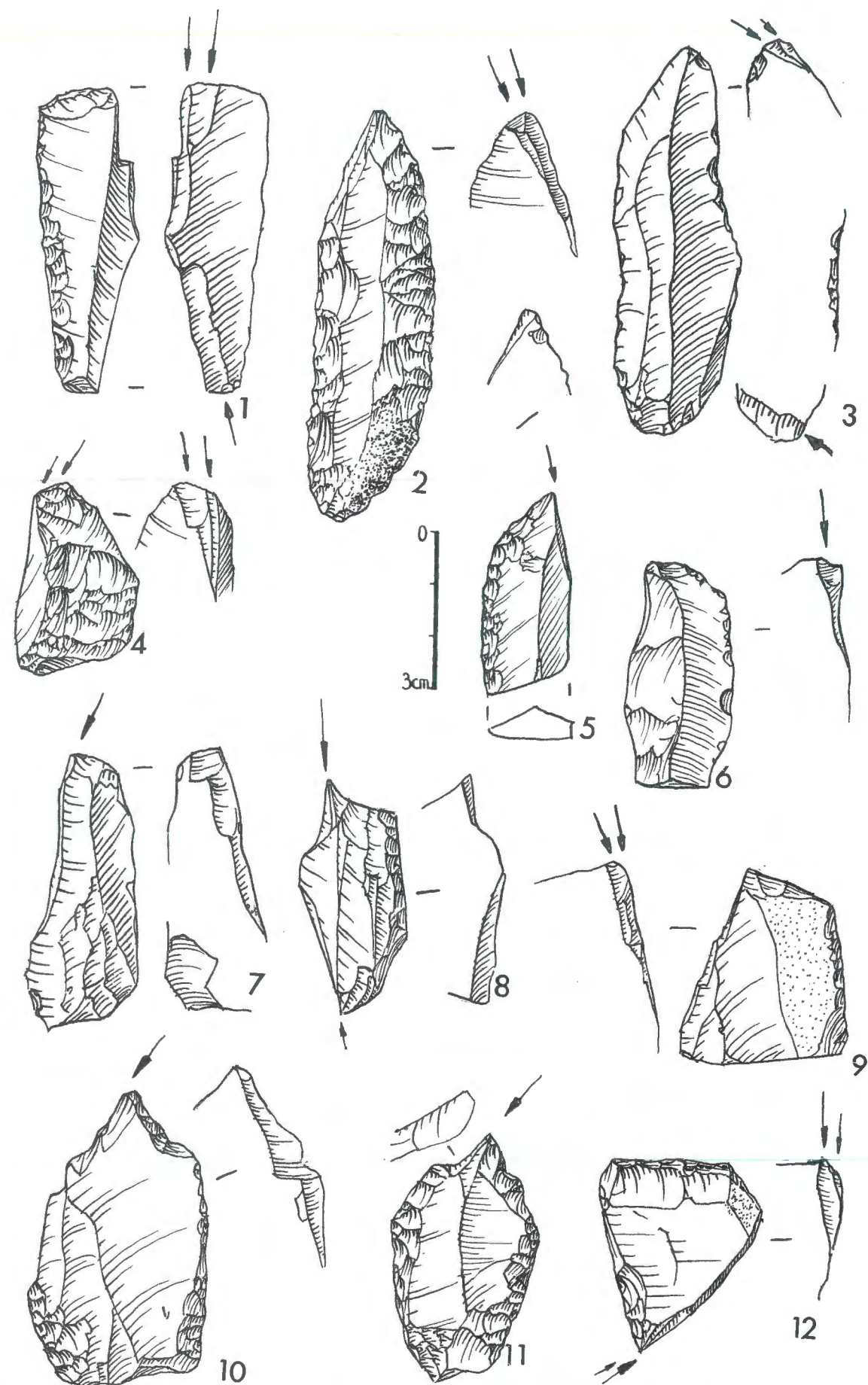


Fig. 3. — (niveau 3b)

- n° 1 : burin multiple sur troncature retouchée sur lame ;  
 n° 2 : grattoir-burin sur troncature retouchée sur lame à retouche bilatérale ;  
 n° 3, 12 : burins doubles sur troncature retouchée ;  
 n° 4 : burin sur troncature retouchée passant au type de Bassaler ;  
 n° 5 : burin d'angle sur troncature retouchée sur fragment de lame à retouche unilatérale ;  
 n° 6, 7, 9, 11 : burins d'angle sur troncature retouchée sur lame ;  
 n° 8 : burin double sur cassure sur lame ;  
 n° 10 : burin d'axe sur troncature retouchée.

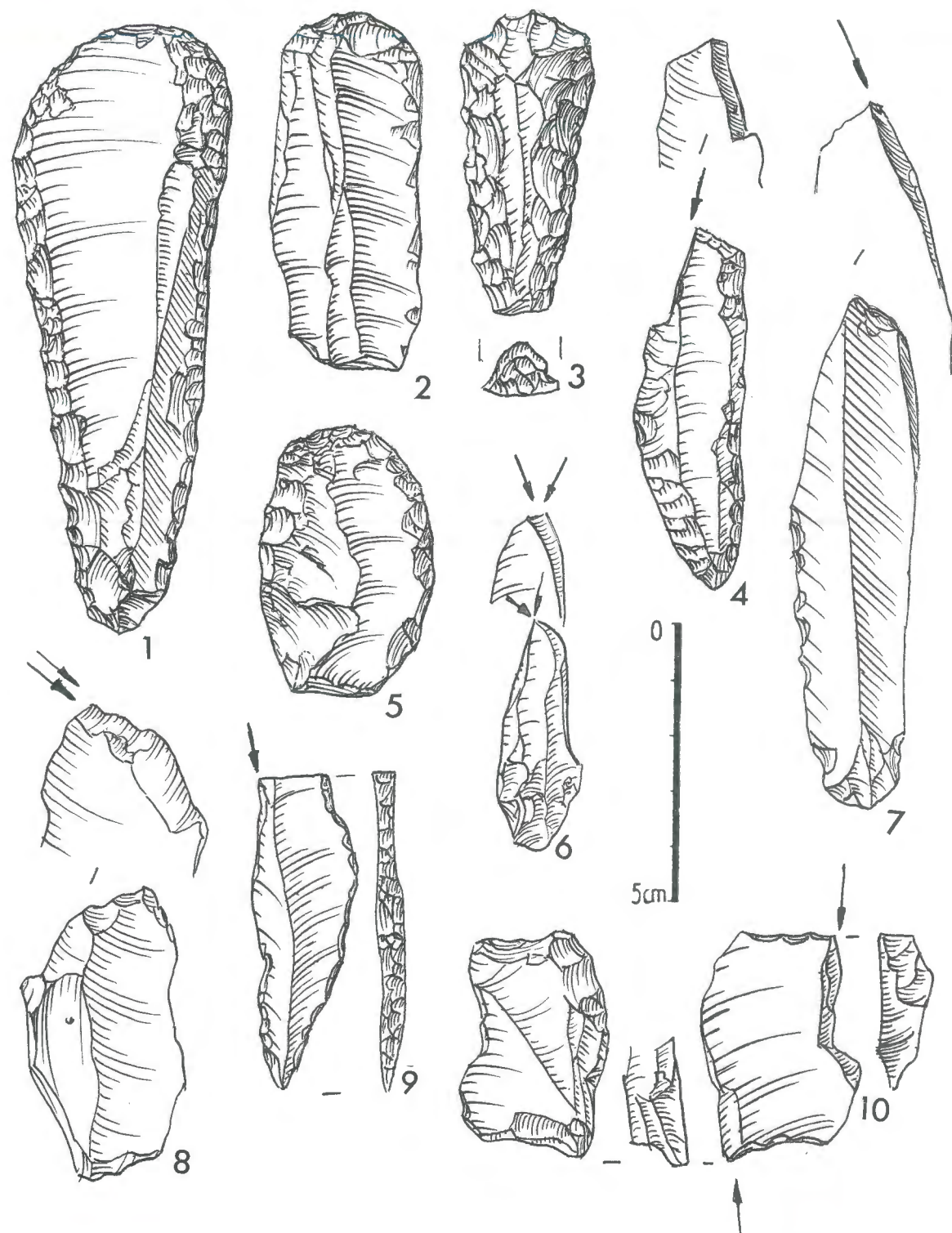


Fig. 4. — (niveau 3a)

- n° 1 : grattoir sur lame à retouche bilatérale ;  
 n° 2 : grattoir sur fragment de lame ;  
 n° 3 : grattoir sur lame retouchée et tronquée ;  
 n° 4 : grattoir-burin d'angle sur troncature ;  
 n° 5 : grattoir sur éclat ;  
 n° 6 : burin dièdre d'axe sur lame ;  
 n° 7 : burin d'axe sur troncature retouchée sur lame ;  
 n° 8 : burin d'axe sur troncature retouchée sur éclat ;  
 n° 9 : burin sur pièce à dos fragmentaire ;  
 n° 10 : burin double sur troncature retouchée sur éclat.



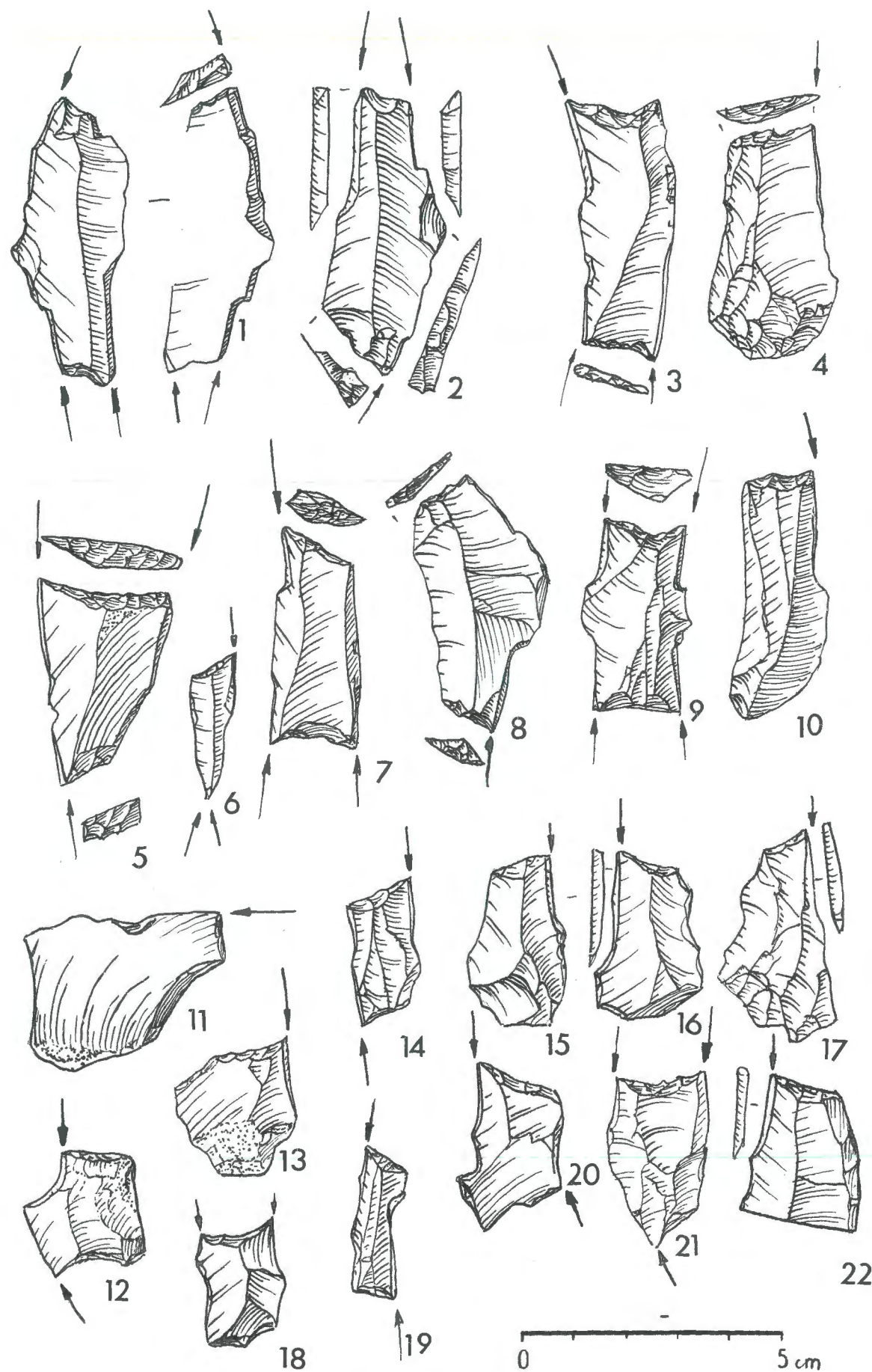
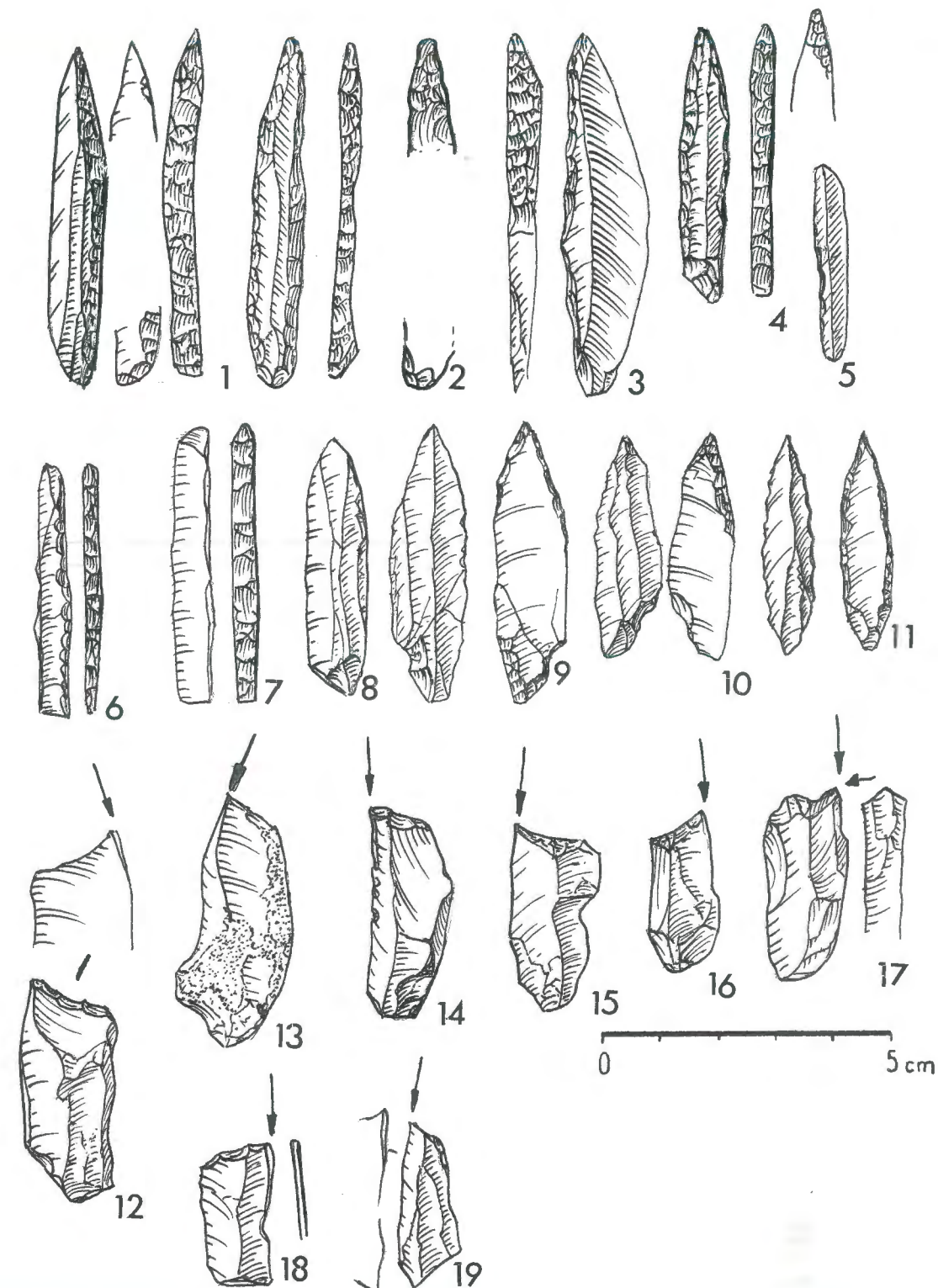


Fig. 5. —  
 n° 1, 2, 3, 21 : burins de Noailles triples (3b);  
 n° 5, 7 : burins de Noailles triples (3);  
 n° 4 : burin de Noailles (sur troncature retouchée) (3);  
 n° 6 : burin dièdre associé à burin de Noailles (3b);  
 n° 8 : burin de Noailles double (3b);  
 n° 9 : burin de Noailles quadruple (3b);



n° 10 : grand burin de Noailles (3b);  
 n° 11 : burin de Noailles simple transversal/éclat (3b);  
 n° 12 : burin de Noailles double (3);  
 n° 13, 15, 16, 17, 22 : burins de Noailles simples (3b);  
 n° 18 : burin de Noailles double bilatéral (3b);  
 n° 14, 19, 20 : burins de Noailles doubles à enlèvements diagonalement opposés (3b).

Fig. 6. —  
 n° 1, 2, 3, 4 : pointes à dos (3a);  
 n° 5, 6, 7, 8 : lamelles à dos (3a);  
 n° 9, 10, 11 : fléchettes (2);  
 n° 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19 : burins de Noailles simples (3a);  
 n° 17 : burin dièdre d'angle (3a).



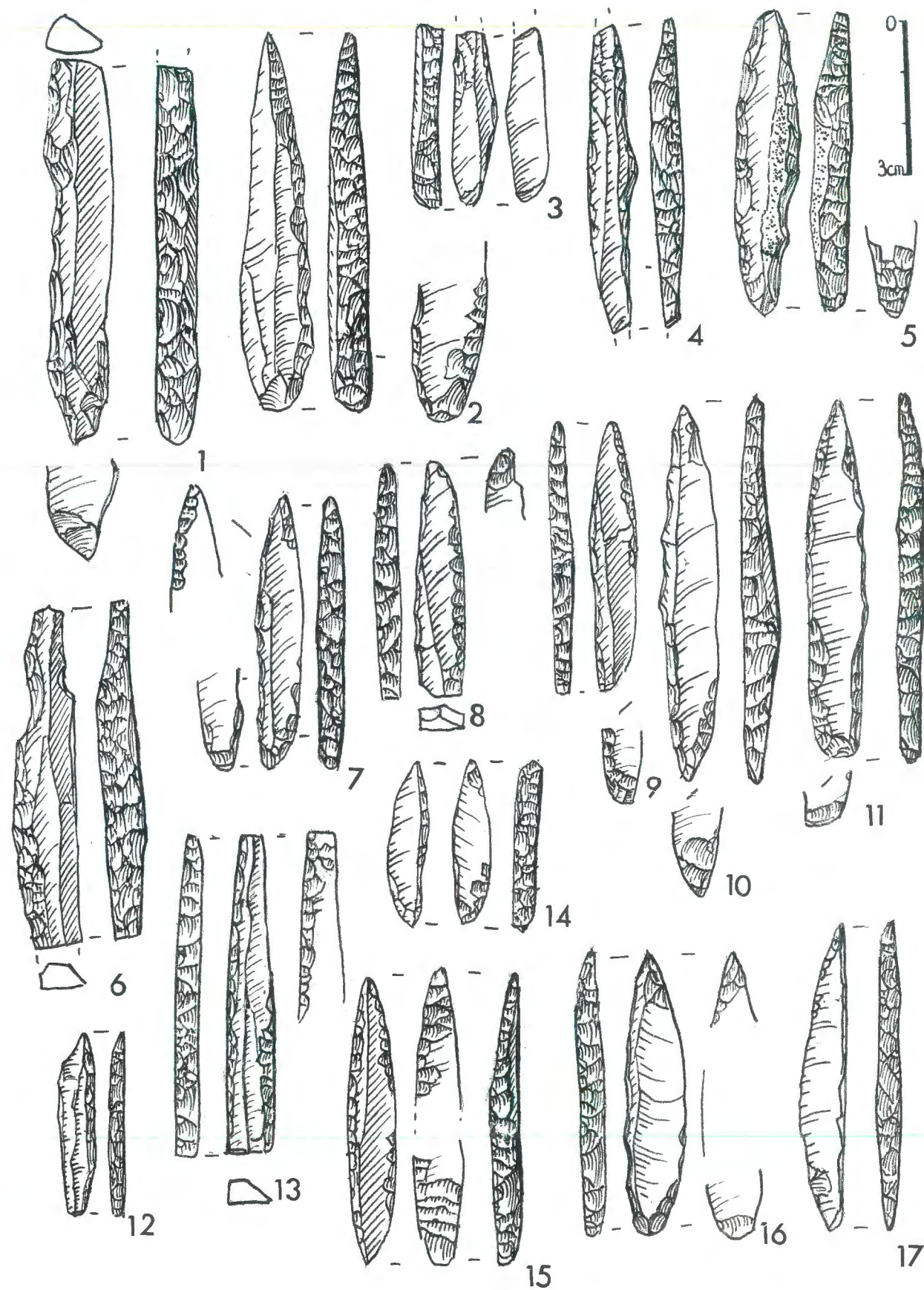


Fig. 7. — n° 1 à 17 : pointes à dos (3b).

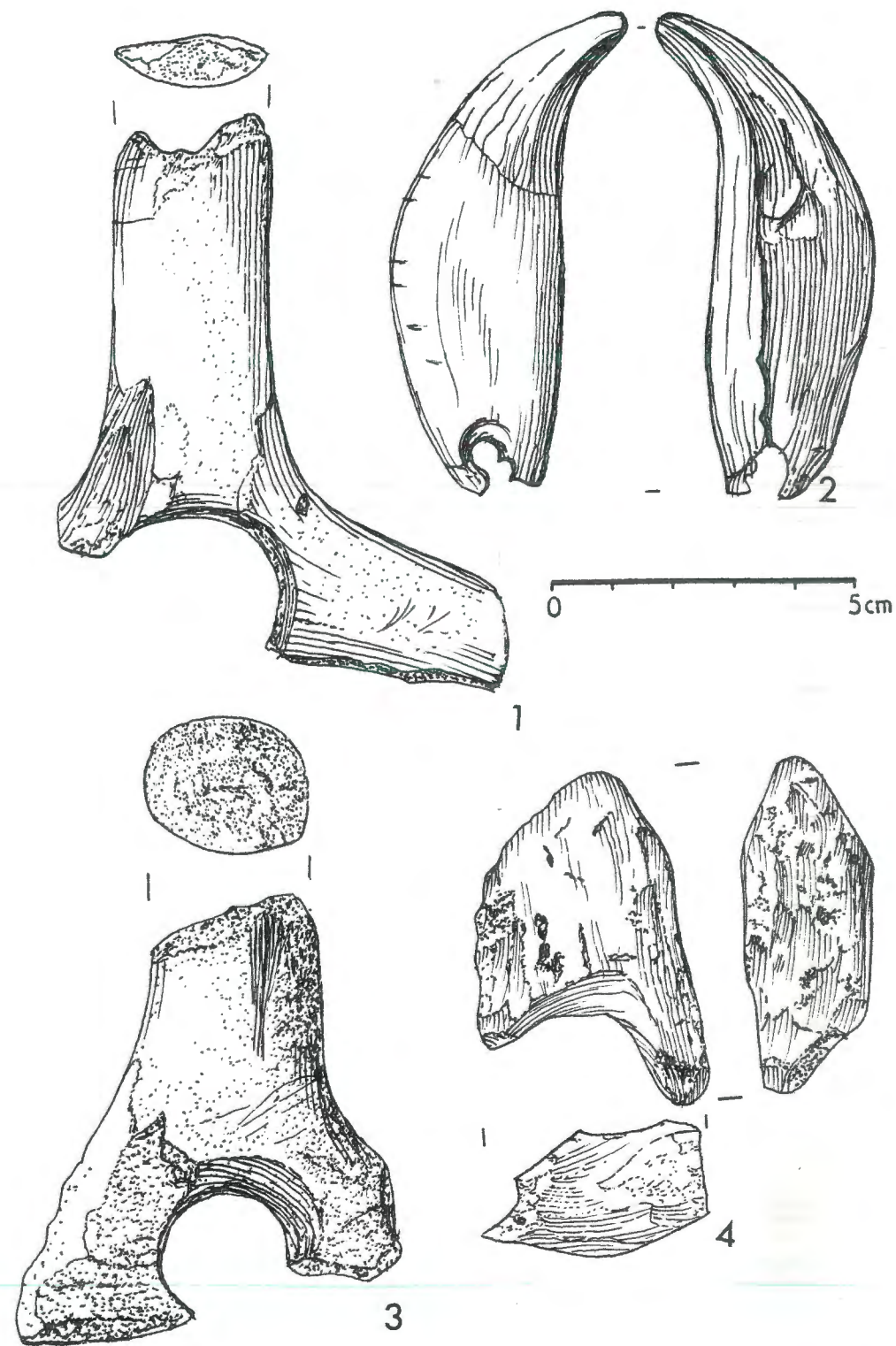


Fig. 8. —  
n° 1, 3 : bâtons percés (3b) ;  
n° 2 : dent de félin percée (3b) ;  
n° 4 : bâton percé fragmentaire (hors stratigraphie).



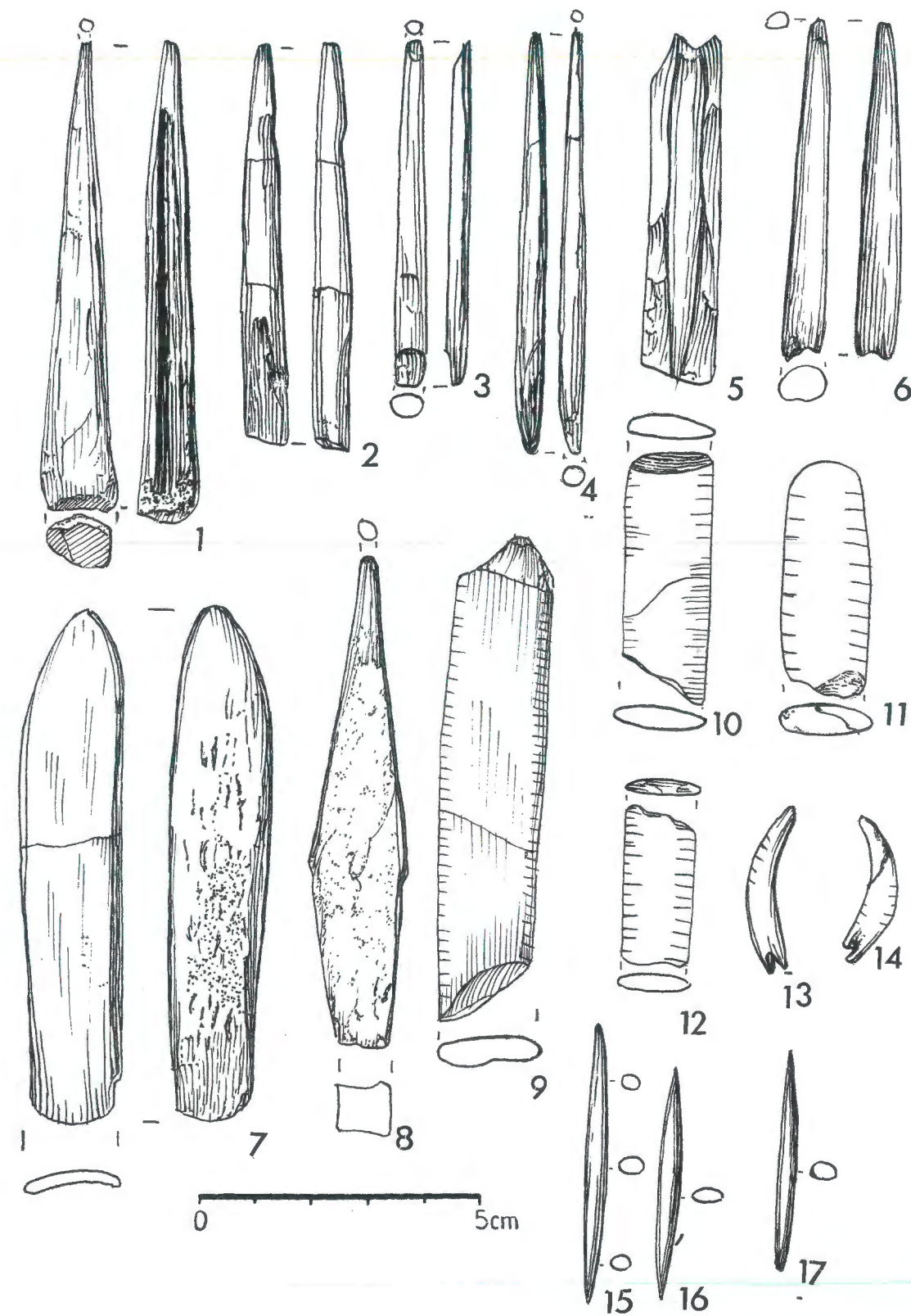


Fig. 9. —  
 n° 1 : poinçon en os (3a) ;  
 n° 2 : petite sagaie (3b) ;  
 n° 3, 4 : petites sagaies (3a) ;  
 n° 5 : fragment diaphysaire ayant servi  
 d'étui de sagaie (3a) ;  
 n° 6 : petite sagaie en os, incluse dans  
 n° 5 (3a) ;  
 n° 7 : lissoir en os (3a) ;

n° 8 : poinçon ( bois de renne?), (3a) ;  
 n° 9 : lissoir (4) ;  
 n° 10, 11 : lissoirs en os portant des  
 traits gravés (3b) ;  
 n° 12 : lissoir en os avec traits (3) ;  
 n° 13, 14 : canines de renard percées  
 (3a) ;  
 n° 15, 16, 17 : alènes en os (3a).

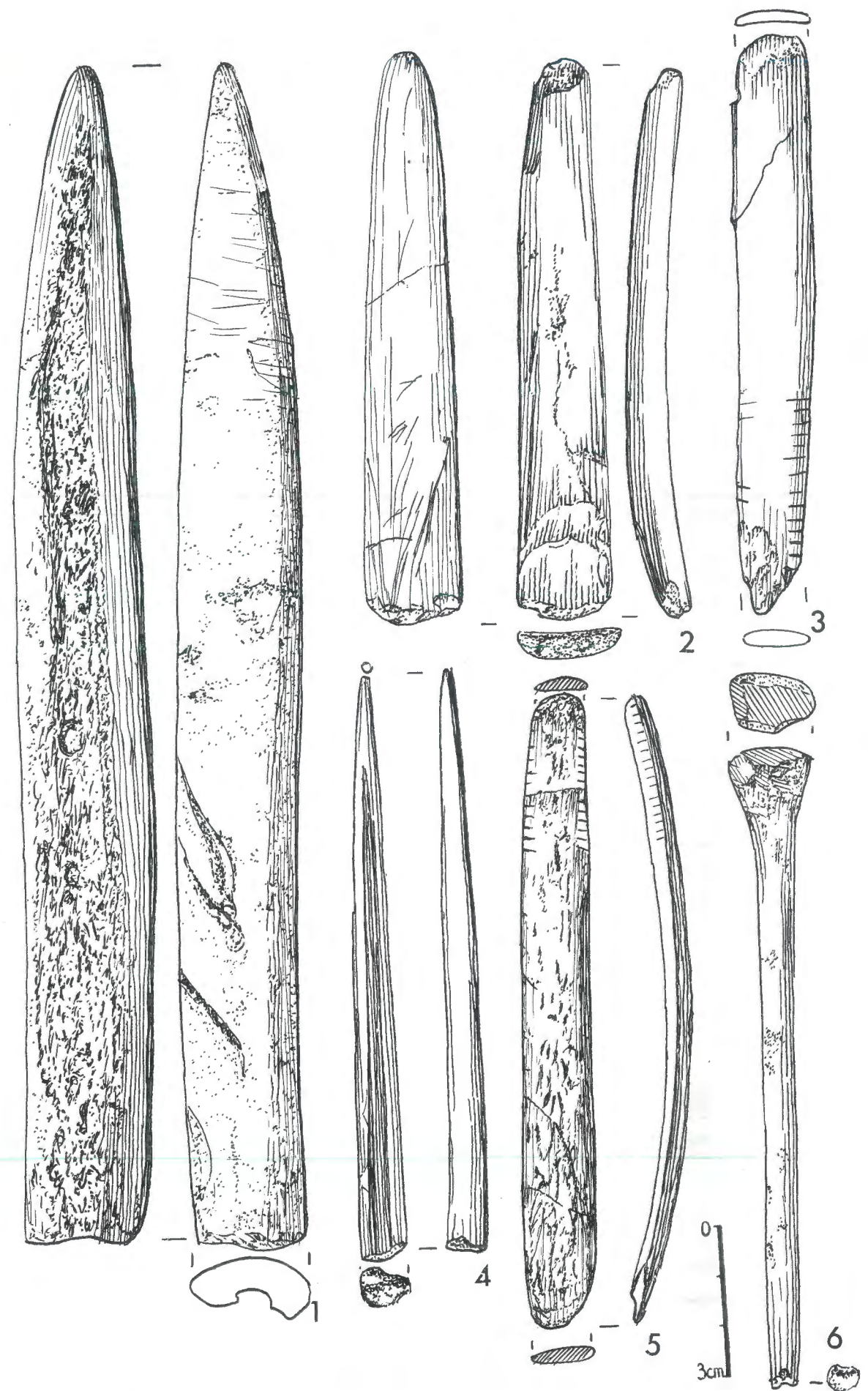


Fig. 10. —  
 n° 1 : sagaie d'Isturitz ;  
 n° 2 : ciseau ou sagaie en bois de renne  
 (3a) ;  
 n° 3 : baguette en bois de renne (3b) ;  
 n° 4 : sagaie en os (3a) ;  
 n° 5 : baguette en os (3) ;  
 n° 6 : poinçon en os (3b).



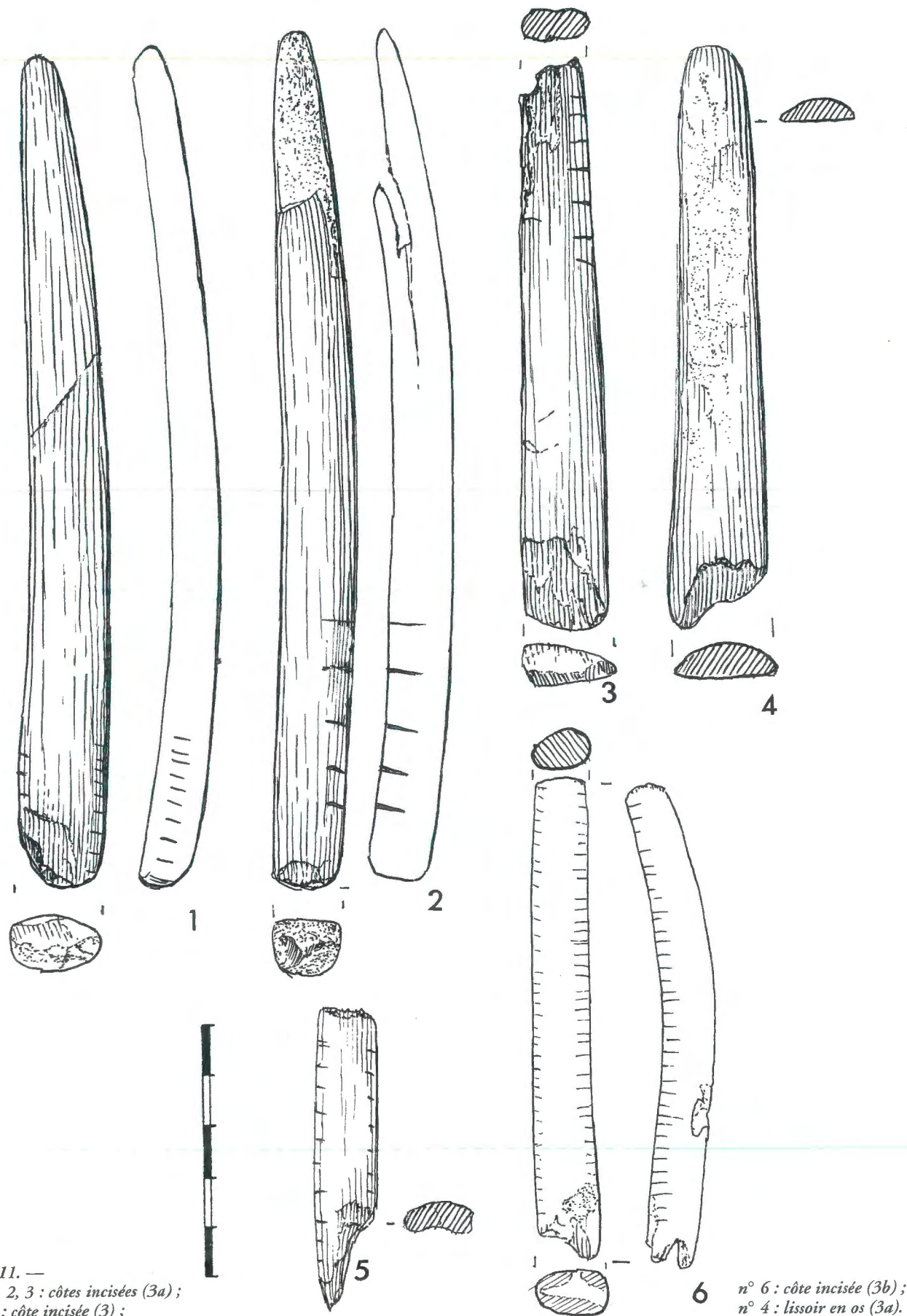


Fig. 11. —  
n° 1, 2, 3 : côtes incisées (3a) ;  
n° 5 : côte incisée (3) ;

n° 6 : côte incisée (3b) ;  
n° 4 : lissoir en os (3a).

légèrement scalariforme et à front le plus souvent symétrique, régulier, rarement surbaissé, parfois ogival, caractères que l'on retrouve sur les fronts des grattoirs simples (122 ex.) parfois cassés à proximité de l'extrémité (37 exemplaires). Il n'y a qu'un grattoir en éventail, 10 grattoirs doubles dont 5 sur lame retouchée à retouche bilatérale pour trois pièces, deux grattoirs sur lame à coche dont un à encoche sur les deux bords, 28 grattoirs sur éclat (fig. 1, n° 11 ; fig. 4, n° 5) dont un à base amincie (fig. 1, n° 11), un sur éclat à retouche bilatérale, deux sur éclat à crête, un grattoir caréné ou petit nucléus à lamelles et quatre grattoirs à museau dont deux dégagés sur front de grattoir sur lame, un grattoir fait sur ancien burin.

Les outils composites sont peu nombreux (30 exemplaires, soit 1, 3 % de l'outillage.). Ce sont surtout des grattoirs-burins (fig. 2, n° 5, 6, 7, 8 ; fig. 4, n° 4) dont la plupart (13) portent un burin dièdre. Un grattoir-burin a un front ogival, un autre porte un front à épine, 8 sont sur lame retouchée. Il y a 3 grattoirs (fig. 4, n° 3) et deux burins sur lame tronquée, un dièdre et l'autre sur cassure, un burin dièdre associé à un bec complète l'ensemble.

Les perçoirs et les becs sont rares : 7 exemplaires qui comportent 3 perçoirs dont un exemplaire double et un douteux (pédoncule ?) et 4 becs.

Les burins sont bien représentés (867 pièces, ce qui constitue 41 % des outils) et dans ce groupe les burins dièdres (fig. 2, n° 2, 4 ; fig. 4, n° 6 ; fig. 6, n° 17) et les burins sur cassure (fig. 2, n° 1 et n° 5, fig. 3, n° 8) dominent les burins sur retouche (si on compte à part les burins de Noailles représentés par 440 exemplaires, fig. 5 ; fig. 6, n° 13-16, 18, 19). Les burins dièdres, généralement sur support laminaire, sont plus fréquemment d'axe que d'angle (respectivement 61 et 37 pièces), tandis que c'est l'inverse pour les burins sur troncature (27 et 78 pièces). Plusieurs burins dièdres sont doubles (9), 6 burins dièdres ne sont représentés que par leur extrémité. Les burins sur cassure comptent pour 126 exemplaires, dont 8 multiples, et sont le plus souvent sur lame dont un sur lame denticulée. Il y a deux burins de Corbiac et quatre pièces dièdres épaisses, nucléiformes, multiples dans trois cas, pourraient tout aussi bien être comptées parmi les nucléus à lamelles. De même que les burins dièdres, les burins sur cassure sont en majorité faits sur lames généralement brutes. Un burin repris en grattoir a été inclus parmi ces derniers. Parmi les

burins sur troncature (fig. 3, n° 1, 3, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12) la plupart sont sur lame, parfois retouchée sur un bord ou sur les deux bords, mais il y a également des burins sur éclat. Plusieurs exemplaires sont doubles (fig. 3, n° 12), trois triples, dont un porte un burin transversal à une extrémité, et un burin quadruple. Les burins transversaux sur retouche sont représentés par 13 exemplaires mais il existe des burins transversaux sur pan naturel comptés parmi les burins sur cassure. Les burins de Bassaler sont relativement nombreux : 21 pièces dont 14 doubles (fig. 3, n° 4) sur pièce support épaisse. Il y a 22 burins multiples mixtes dont 4 portent un burin sur cassure et ils sont pour la plupart sur lames. Quatre burins trop fragmentaires sont indéterminables. Les burins de Noailles (fig. 5, n° 1-22 ; fig. 6, n° 12-16, 18-19, tableau 4) sont particulièrement nombreux (446), en majorité simples d'angle sur troncature, 84 sont doubles dont 30 d'angle bilatéraux, 24 unilatéraux et 22 opposés en diagonale. Il y a 8 burins doubles mixtes (sur troncature et sur cassure), 4 transversaux sur retouche à enlèvement de type Noailles, 65 sur cassure dont deux doubles, 14 triples sur troncature et un quadruple, 2 composites (c'est-à-dire associés à un petit burin dièdre, fig. 5, n° 6). Parmi ces burins qui pour la plupart sont faits sur lamelles ou fragments de lames, plus rarement sur éclats, plusieurs exemplaires portent une ou plusieurs encoches d'arrêt mais cette dernière, dans certains cas, a été ôtée par l'enlèvement de burin et il est donc difficile de connaître l'effectif réel des burins de Noailles à encoche. Dans la plupart des cas, l'encoche semble précéder l'enlèvement de burin mais l'observation macroscopique ne permet pas toujours de connaître avec précision la séquence des gestes..

Les lames retouchées sont particulièrement abondantes dans la couche 3 (377 exemplaires), et sont plus souvent à retouche unilatérale qu'à retouche bilatérale (respectivement 235 et 136 exemplaires). Il y a 4 lames à retouche alterne et 2 à retouche inverse.

Les pièces tronquées (55) sont surtout représentées par des lames (42) parfois retouchées sur les bords ou cassées près de l'extrémité. Un exemplaire porte une troncature inverse. Il n'y a qu'une seule lame bitronquée.

Les lames à dos ne comptent que deux pièces : une lame entière et un fragment mésial que nous avons d'abord compté parmi les fragments de pointes de la Gravette.



Le groupe des outils divers comporte surtout des pièces à encoche (23) quelques denticulés (12), plusieurs raclours (15) dont un fragmentaire et douteux, et un à retouche alterne, plusieurs pièces esquillées (18).

Parmi les armatures dominant les pointes à dos (317, fig. 6, n° 1-4 ; fig. 7, n° 1-17, tableau 5) représentées surtout par des pointes de la Gravette (61 pièces entières ou presque entières et 164 fragments parmi lesquels dominent les fragments proximaux : 87), tandis que les micro-gravettes sont moins abondantes (4 complètes et 87 fragments dont 42 proximaux). Outre la présence de 23 pièces qui pourraient tout aussi bien être comptées parmi les microgravettes que les lamelles à dos épais, les lamelles à dos bien caractéristiques sont rares (58 ; fig. 6, n° 5-8), il y a 2 lamelles à coche et une lamelle tronquée. Lorsque les extrémités distales et surtout proximales sont conservées, les pointes à dos montrent des retouches d'amincissement sur la face inférieure à partir du bord opposé au dos (58 % des cas), ou à partir des deux bords (38 % des cas), plus rarement à partir du dos (4 %) et qui semblent avoir été obtenues par pression, rappelant parfois la retouche solutréenne. La retouche du dos est souvent croisée (50 % des cas) ou abrupte directe (46 %), plus rarement mixte (par combinaison de ces deux cas, 4 %). Lorsque la latéralisation du dos est déterminable, elle est le plus souvent dextre. Le bord opposé au dos est fréquemment retouché (65 % des cas) et porte le plus souvent une retouche abrupte ou semi-abrupte.

A cet ensemble d'outils comptés selon la liste type s'ajoutent 9 lames appointées à retouche bilatérale qui, lorsqu'elles sont cassées près de l'extrémité, pourraient tout aussi bien appartenir à la base d'un grattoir en éventail ou dans d'autres cas être un front de grattoir étroit plus ou moins ogival.

Cet outillage est complété par de nombreuses lames entières ou fragmentaires (178) portant des retouches qui pourraient être d'utilisation, outre quelques éclats (63), débris ou fragments (11) retouchés et 3 fragments d'outils indéterminables.

### Industrie osseuse

Elle est abondante et variée et se répartit dans divers grands groupes.

### Outils en os

• poinçons : 7 exemplaires (fig. 9, n° 1, 8 ; fig. 10, n° 6) dont deux sur plaquette d'os, un sur métapode de renne, deux petits poinçons, un poinçon sur stylet de cheval dont la base est conservée (fig. 10, n° 6,) outre une extrémité et deux fragments peu déterminables (sagaies ou poinçons).

• sagaies : une sagaie à rainure (fig. 10, n° 4), une sagaie fine (fig. 9, n° 4) et trois portions mésiales de fines sagaies, trois petites sagaies et 11 fragments peu déterminables, une petite sagaie en os trouvée incluse dans une portion de diaphyse de métapode de renne (fig. 9, n° 5, 6).

• alènes : trois alènes ou hameçons bipointes (fig. 9, n° 15-17) et quatre fragments, dont deux pourraient appartenir à des sagaies fines, outre 7 fragments de nature indéterminable.

• os polis ou usés, lissoirs, côtes polies (fig. 9, n° 7, 9-12, fig. 10, n° 5),

C'est le groupe le mieux représenté. Il comporte plusieurs lissoirs en os (14 exemplaires dont 7 fragmentaires et cinq portant des traits), deux portions de côtes sciées et usées sur la tranche, 8 côtes sciées dont une polie et incisée, quatre portions de côtes portant de petits traits gravés dont une est ocrée, sciée et polie, une côte raclée, lustrée portant des marques de compression, un côte portant des traces de raclage et de polissage, trois côtes appointées dont une fracturée qui s'est ressoudée et les deux autres polies, une côte usée à une extrémité et une autre raclée et polie, 4 fragments de côtes polies dont une porte des stries longitudinales, un fragment d'os poli et scié portant des traits gravés, un fragment et trois esquilles d'os poli dont une porte des stries, une portion mésiale de grosse diaphyse usée en bout, un fragment d'os incisé de deux traits.

L'industrie en bois de renne est moins abondante : trois extrémités de petites sagaies (fig. 9, n° 2, 3), 11 fragments mésiaux de petites sagaies de section plus ou moins ovale, une pointe de sagaie douteuse qui peut correspondre à une extrémité d'andouiller, deux fragments mésiaux de sagaies, deux baguettes fragmentaires (fig. 10, n° 2, 3) dont une pourrait tout aussi bien être comptée parmi les sagaies, une sagaie en bois de renne dont la base est cassée, une portion de bois de renne lissé et une grande sagaie d'Isturitz

(fig. 10, n° 1). A cet ensemble s'ajoutent quatre fragments de bâtons percés (fig. 8, n° 1, 3), une portion de bois de renne rainurée, une portant des traits, une portion de bois de renne portant deux traits profonds, parallèles, un petit bois de renne et une portion d'andouiller sciés et un déchet de fabrication indéterminable.

### Eléments de parure

Il s'agit d'une petite coquille de *Neritina* percée, de cinq canines de renard percées à la racine (fig. 9, n° 13, 14), d'un fragment de dentale scié, d'une dent de félin percée et sciée selon le plan d'aplatissement et qui porte cinq petits traits gravés sur un bord (fig. 8, n° 2), d'une dent de félin percée trouvée incluse dans une cheville osseuse de bison et d'un fragment dentaire indéterminé fendu et poli.

### Niveau 2 (tableau 3)

C'est le niveau le plus profond. Il repose sur un niveau argilo-calcaire stérile issu de la désagrégation du plancher de l'abri.

L'outillage est constitué de 249 pièces parmi lesquelles les armatures représentent plus de la moitié

Les grattoirs (39,16 % de l'outillage) sont en majorité simples sur lames (18 grattoirs sur lame brute, trois fronts, un grattoir sur lame retouchée), avec cependant plusieurs grattoirs sur éclats (11 dont un sur entame, un sur pyramidion et un sur tablette de ravigage). Il y a deux grattoirs doubles sur lame, un grattoir à front abrupt passant à une troncature.

Les outils composites sont rares, cinq pièces : quatre grattoirs-burins portant un burin dièdre et un grattoir sur lame tronquée. Les perçoirs et becs ne sont pas représentés. Parmi les burins (52 pièces, IB : 21, 13) dominent les burins de Noailles (17 ex.), suivis par les burins dièdres (11 simples, deux doubles et deux associant un burin dièdre et un burin sur cassure) et les burins sur cassure (9) qui, pour la plupart, sont sur lames ou fragments de lames. Il y a trois burins simples sur troncature dont un à troncature oblique, 3 burins transversaux dont deux sur pan naturel. Parmi les burins de Noailles dominent les burins simples sur troncature (11 ex.), les autres sont doubles (3 ex. dont deux opposés), sur cassure (2) outre un exemplaire transversal sur retouche.

<b>grattoirs : 39</b>	
grattoirs sur éclats	11
fronts de grattoirs/ lame	3
grattoirs simples sur lame	18
grattoir sur lame retouchée	1
grattoirs doubles sur lame	5
grattoir ou troncature	1
<b>outils composites : 2</b>	
grattoir-burin	1
grattoir-troncature	1
<b>burins : 52</b>	
burins dièdres	11
burins sur cassure	9
burins dièdres doubles	2
burins mixtes (dièdre et sur cassure)	2
burins d'axe ou d'angle sur troncature	3
burins transversal sur retouche latérale	1
burin transversaux sur pan naturel	2
burins de Noailles	22
<b>lames retouchées : 15</b>	
lames retouchée sur un bord	10
lames retouchées sur deux bords	5
<b>lames tronquées : 6</b>	
lames tronquées	5
lame tronquée et retouchée	1
<b>lames à dos</b>	
<b>total : 249</b>	
<b>outils divers : 3</b>	
pièce esquillée	1
micro-encoche	1
retouche sur face plane	1
<b>armatures : 123</b>	
pointes à dos	12
lamelles à dos	106
pointe de Font-Robert	1
fléchettes	4
<b>pièces retouchées ou utilisées : 3</b>	
fragment retouché	1
lames utilisées	2
<b>produits de débitage et déchets de taille</b>	
tablettes de ravigage	4
éclats ordinaires	161
éclats corticaux	269
esquilles, petits éclats	664
lames à crête	4
lames brutes entières	167
fragments proximaux de lames	102
fragments mésiaux de lames	87
fragments distaux de lames	109
lamelles à crête	32
lamelles entières	180
fragments proximaux de lamelles	84
fragments mésiaux de lamelles	77
fragments distaux de lamelles	64
chutes de burin	27
<b>nucléus</b>	
nucléus prismatiques / éclat	7
nucléus prismatiques à un plan de frappe	20
nucléus prismatiques à deux plans de frappe	7
nucléus à enlèvements centripètes	2
nucléus informes	2
nucléus polyédriques	3
<b>varia</b>	
galets et fragments de roches diverses	14
fragments d'ocre	2

Tableau 3. —  
Abri Lespaux,  
matériel  
lithique  
de la couche 2.



	niveaux	2	3a	3b	3=B	3	4	5	6	
<i>variétés de burins de Noailles</i>										
simples d'angle / troncature		11	53	70	147	270	28	5	3	
doubles d'angle/ troncature			2	5	23	30	6		3	
unilatéraux doubles d'angle sur troncature		1	1	3	20	24	2			
doubles opposés		2	1	10	11	22	3			
doubles mixtes				2	6	8			1	
transversaux / retouche		1			4	4	2			
simples sur cassure		2	13	26	24	63	3			
doubles sur cassure					2	2	2			
triples				3	11	14	1			
quadruples					1	1				
mixtes					6	6				
composites					2	2				
sur fragment de pointe à dos							1			
		17	70	119	257	446	48	5	7	total: 523

	niveaux	2	3a	3b	B=3	3 total	4	5	6	
pointes de la Gravette complètes			5	11	12	28				
pointes à dos subentières		3	4	13	16	33	2			
fragments proximaux de pointes à dos			26	34	27	87	9		1	
fragments mésiaux		5	16	15	16	47	7			
fragments distaux		6	12		16	28	3			
extrémités indéterminables		1			2	2	2			
microgravettes		1	1	3		4	1			
fragments proximaux de microgravettes				25	17	42	2			
fragments mésiaux				22		22	1			
fragments distaux				23		23				
<i>totaux</i>		16	64	146	107	317	27			total : 360

La plupart des lames retouchées (15) sont à retouche unilatérale (10 pièces à retouche sur un bord et 5 retouchées sur les deux bords). La retouche est le plus souvent partielle et marginale. Il y a 6 lames tronquées dont une, retouchée et trois lames à dos dont une douteuse. Le groupe des outils divers comporte trois pièces : une pièce esquillée, une petite encoche sur lame et une pièce à retouche sur face plane.

Au sein des armatures dominant les lamelles à dos (106). Elles sont accompagnées de 12 pointes à dos pour la plupart fragmentaires (5 fragments mésiaux, 6 distaux, un indéterminable) d'une pointe transformée en burin et de deux pointes presque complètes, d'une pointe pédonculée qui peut être considérée comme une pointe de Font Robert atypique (fig. 12, n° 4) et de 4 fléchettes de type Bayac (fig. 6, n° 9, 10, 11). A cet ensemble s'ajoute une extrémité de lame appointée. N'ont pas été comptés parmi les outils de la liste type, deux lames et un fragment d'éclat por-

tant des retouches d'utilisation. Une autre pointe de Font-Robert provenant de ce niveau et signalée dans l'étude préliminaire a été égarée.

Les produits de débitage et les déchets de taillé sont abondants Le débitage est laminaire et lamellaire. Lames et lamelles brutes sont le plus souvent fragmentaires, avec une légère sous-représentation des fragments mésiaux de lames par rapport aux fragments proximaux et aux fragments distaux, mais il est probable qu'une partie des fragments mésiaux ait été transformée en outils. En ce qui concerne les lamelles, les fragments distaux sont légèrement sous-représentés. Les lames à crête sont peu nombreuses (4) tandis que les lamelles à crête sont plus abondantes (32). Parmi les éclats, la plupart portent des plages de cortex (269 éclats corticaux et 161 éclats sans cortex).

Les nucléus (43) sont pour la plupart prismatiques, à lamelles (14) ou à lames (13), et le plus souvent à un seul plan de frappe (11 à lamelles et 9 à

Tableau 4. —Abri Lespaux, burins de Noailles.

Tableau 5. —Abri Lespaux, pointes à dos.

lames). Il y a 7 nucléus prismatiques à lamelles sur éclat dont 5 à enlèvements transversaux, deux nucléus à enlèvements centripètes, trois montrant plusieurs directions d'enlèvements, deux informes, inclassables et deux débris. Lorsqu'ils ont conservé des plages de cortex, ces nucléus se révèlent faits à partir de galets d'origine alluviale le plus souvent en silex sénonien. Un petit nucléus prismatique à lamelles en silex calcédonieux porte des vestiges de cortex peu usé.

Varia

A cet ensemble s'ajoutent 14 galets et fragments de roches diverses et deux fragments d'oxyde (ocre rouge)

Industrie osseuse

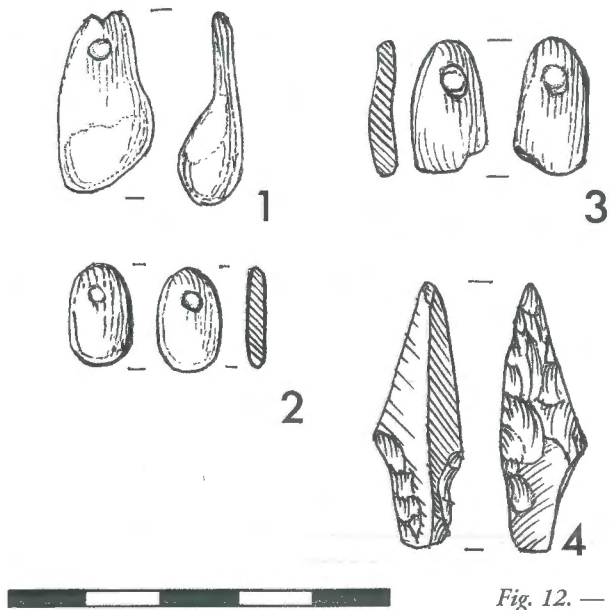
L'industrie osseuse est peu abondante : une extrémité d'os appointée, une extrémité de baguette en bois de renne, une portion de côte de renne portant quelques traits gravés, un petit fragment d'os portant des stries, une portion de diaphyse sciée, une petite sagaie en os et une petite esquille d'os qui paraît polie.

Divers et éléments de parure

Ce niveau a livré une coquille de patelle fossile perforée, une canine de renard dont la racine porte une perforation et trois croches de cerf percées à la racine dont deux exemplaires sont en fait des imitations en os (fig. 12, n° 2, 3).

Comparaisons et conclusions

Les ensembles archéologiques recueillis à l'abri Lespaux montrent une assez grande homogénéité de la base au sommet de la séquence si l'on écarte cependant le matériel de la couche 6 manifestement remaniée. Bien que les vestiges issus de la couche 5 soient trop peu abondants pour permettre des comparaisons avec le reste de la séquence, cette petite série ne semble cependant pas se démarquer des séries plus riches des couches 2, 3 et 4. En outre nous avons déjà insisté sur le fait que la couche 3 doit être considérée dans son ensemble et que les subdivisions qui y ont été effectuées lors de la fouille ont un caractère local.



On note la présence de burins de Noailles, de Gravettes et de micro-gravettes dans tous les niveaux, celle de burins de Bassaler dans les couches 3 et 4, d'une pointe de Font-Robert et de quatre fléchettes dans la couche 2. Dans l'ensemble l'industrie lithique de ces différents niveaux est similaire à celles d'autres gisements ayant livré des industries gravettiennes à burins de Noailles et l'on note notamment des ressemblances avec celle du niveau 4 de l'abri Pataud<sup>8</sup>, notamment en ce qui concerne l'abondance des burins de Noailles et la présence de burins de Bassaler (burins du Raysse) mais elle en diffère cependant par l'absence des burins à modification tertiaire et des burins pointes<sup>9</sup>. En revanche, l'industrie osseuse montre des caractères communs pour les gisements de Lespaux, abri Pataud et Isturitz<sup>10</sup>, notamment en ce qui concerne la présence de sagaies d'Isturitz dans le site éponyme et dans les deux autres gisements, et

8. N. David, 1985.  
9. H. Bricker *et al*, 1996 ; N. David, 1966 et 1985.  
10. E. Passemar, 1944.



celle de diaphyses sciés et polies portant des entailles plus ou moins profondes qui furent anciennement interprétées comme marques de chasse. dans les couches gravettiennes de Pair-non-Pair (couche 3, couche 3 supérieure, couche 7) <sup>11</sup> et qui sont également représentées à Isturitz <sup>12</sup>. En outre ce dernier gisement a, comme Lespoux, livré une flûte en os <sup>13</sup> et il en est de même de la grotte de Pair-non-Pair <sup>14</sup>.

## Bibliographie

- Bricker (H.) et al, 1996. - *Le Paléolithique supérieur de l'Abri Pataud (Dordogne). Les fouilles de H. L. Movius Jr. D.A.F.* Editions Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 325 p., 79 fig., 33 tabl.
- Cheyrier (Dr. A.), 1963. - *La Caverne de Pair-non-Pair, Gironde. Fouilles de François Daleau.* Document d'Aquitaine II. Publication de la Société Archéologique de Bordeaux, 213 p., 60 fig, 10 pl. Sammarcelli imp. Bordeaux.
- Cousté (R.) et Krtolitz (Y.), 1961. - La flûte paléolithique de l'abri Lespoux à Saint-Quentin-de-Baron (Gironde). *Bull. Soc. Préhist. Fr.*, t. 58, n° 1-2, p. 28-30, 1 fig.
- Cousté (R.) et Krtolitz (Y.), 1965. - L'abri Lespoux (Cne. de Saint-Quentin-de-Baron) et la question du Périgordien en Gironde. Note préliminaire. *Rev. Hist. et Archéol. du Libournais*, n° 116, p. 1-8, 1 pl.
- David (N.-C.), 1966. *The Perigordian Vc : an upper paleolithic culture in Western Europe.* P. H. D. Thesis, Harvard University, Cambridge Massachussets, U. S. A., 755 p., 84 fig, 33 pl., 125 tabl.
- David (N.-C.), 1985. - *Excavations at the Abri Pataud, Les Eyzies (Dordogne). The Noaillian (level 4) assemblages and the Noaillian culture in Western Europe.* American School of Prehistoric Research. Bull. 37, 355 p., 69 fig.).
- David (N) and Bricker (H.-M.), 1987. Perigordian and Noaillian in the Greater Périgord. In : *The Pleistocene Old World.* Olga Soffer ed. Plenum Publishing Corporation, p. 237-250, 1 fig.
- Demars (P.-Y.), 1973. - Morphologie des burins sur troncature des niveaux périgordiens Vc de la grotte de Pré-Aubert (près de Brive, Corrèze). *Bull. Soc. Préhist. Fr.*, t. 70, 2, p. 43-50, 8 fig.

11. A. Cheynier, 1963, fig. 14, 19, 59, 60.
12. E. Passemard, *op. cit.*, pl. XI et pl. XIII ; R. et S. de Saint-Périer, 1952 ; X. Esparba San Juan, 1995, fig. 45-47.
13. E. Passemard, *op. cit.*, pl. VII.
14. A. Cheynier, 1963, fig. 22 ; A. Roussot, 1970.

- Esparza- San Juan (X), 1995. - *La cueva de Isturitz y su relacion con la cornisa cantabrica durante el Paleolitico superior.* Universidad nacional d'educacion a distancia, 309 p., 92 fig.
- Lenoir (M.). 1983. - *Le Paléolithique des basses vallées de la Dordogne et de la Garonne.* Thèse de Doctorat d'Etat es Sciences, Université de Bordeaux I, 702 p., 445 fig, 17 cartes, 44 tabl.
- Morala (A.), 1989 Les voies de communication au Paléolithique supérieur en Aquitaine du Nord. L'exemple du Haut-Age-nais. *Paléo* n° 1, p. 31-35, 1 fig.
- Movius Jr. (H.-L) et David (N.-C), 1970. - Burins avec modifications tertiaires du biseau, Burins pointes et Burins du Raysse à l'abri Pataud, les Eyzies (Dordogne). *Bull. Soc. Préhist. Fr.* t. 67, p. 445-455, 6 fog.
- Passemard (E.), 1944. La caverne d'Isturitz en Pays basque. *Pré-histoire.* Presses Universitaires de France, TIX fasc. unique, 95 p., 64 pl.
- Rigaud (J.-Ph.), 1982. — *Le Paléolithique en Périgord : les données du sud-ouest sarladais et leurs implications* Thèse Doct. Etat ès Sc. Bordeaux, 494 p., 242 fig., 17 tabl.
- Roussot (A.), 1970. - Flûtes et sifflets paléolithiques en Gironde. *Rev. Hist. de Bordeaux et du département de la Gironde* t. 19, nouvelle série, p. 5-12, 3 fig.
- Saint- Périer (R. de et S. de), 1952. - La grotte d'Isturitz. III. Les Solutréens, les Aurignaciens et les Moustériens. *Archives de l'I. P. H.*, mém. 25, 264 p., 11, pl.
- Sonneville-Bordes (D. de), 1960. - *Le Paléolithique supérieur en Périgord.* Imp. Delmas, Bordeaux, 558 p., 295 fig., 64 tabl

## Fort Louis

par Pierre Régaldo-Saint Blancard \*

en hommage à † Paul Roudié\*\*

Le quartier Sainte-Croix est aujourd'hui en pleine mutation et les projets architecturaux les plus variés s'y juxtaposent : L.E.P. des Menuts, îlot Renaudel, I.U.T. de journalisme, mise en place de nouveaux axes routiers, enlèvement des bâtiments préfabriqués qui occupent le côté nord de la place André-Meunier, réalisation d'un parking souterrain sur cette même place, lequel est en liaison, au titre des mesures compensatoires et correctrices, avec l'établissement d'une ligne du tramway sur le cours de la Marne, etc.

Ces projets et la réalisation de plusieurs autres aménagements plus secondaires ont donné lieu à d'assez nombreuses interventions ou observations archéologiques <sup>1</sup>. Elles représentent sinon un renouvellement complet, du moins un important approfondissement de nos connaissances. Mon propos n'est pas ici de faire une synthèse générale sur le quartier, qui serait à faire, mais, au moins pour partie, appartiendrait à d'autres ; je me bornerai au seul fort Louis. C'est avec Sainte-Croix – église et abbaye – une des deux figures emblématiques du quartier mais il ne saurait se résumer à elles. Curieusement ces deux monuments voisins ont des rôles urbanistiques opposés : l'un est l'origine même du faubourg <sup>2</sup> et en représente la permanence, toutes ses évolutions ultérieures s'intégrant dans des lignes prédéfinies ; l'autre apparaît bien plus tard mais provoque à chacune de ses mutations une restructuration du quartier.

\* Service régional de l'Archéologie, DRAC d'Aquitaine.

En travaillant le sujet du fort Louis, j'ai accumulé des dettes envers beaucoup de personnes ; elles sont mentionnées dans les notes qui suivent. Il en est deux cependant auxquelles je tiens à exprimer une reconnaissance toute particulière. A Mauricette Laprie d'abord : sans son soutien constant, son amical et inlassable intérêt, sans sa connaissance du monde des archives, ce travail n'existerait pas. A Nicolas Faucherre dont les savants avis furent précieux et réorientèrent certains points de l'étude.

\*\* Je me fais un devoir, mais ce m'est en fait un plaisir, de dédier cet article à la mémoire de Paul Roudié. Au delà de toute autre raison personnelle, il y a dans ce qui suit tant d'aspects que j'aurais voulu pouvoir discuter avec lui. J'ai en mémoire plusieurs discussions de ce genre, sur d'autres sujets, dans la sérénité d'un après-midi d'été, à Nérigean... Des moments que je goûte encore, et que je regrette.

Cet article est aussi une occasion de souligner la pertinence de ses vues, alors même que le dossier dont il disposait restait assez succinct.

1. Sondages : L.E.P. des Menuts (1997, P. Régaldo) ; I.U.T. (1998, J.-B. Desbrunais) ; place André-Meunier (1998, P. Régaldo). Fouilles préventives : I.U.T. (1998, J.-L. Piat). Accompanement de travaux : mise en place de lignes EDF souterraines de 90 000 volts du transformateur des Etables à Floirac (1999, J.-L. Piat). Observations diverses : P. Vivez, J.-B. Desbrunais, P. Régaldo. Etc.

2. Une épitaphe de 642 fait déjà état de bâtiments religieux. Par ailleurs un hypocauste gallo-romain a été partiellement observé lors de la construction du Centre d'Art Dramatique, entre la place Renaudel et les quais. Cf. Chronique d'archéologie bordelaise, SAB, LXXVIII, 1987, p. 8-9.



Le renouvellement de nos connaissances sur le site du fort Louis s'est fait principalement dans le cadre de l'étude de faisabilité d'un parking souterrain. Cette étude, menée par la Communauté urbaine de Bordeaux<sup>3</sup> et placée sous sa propre maîtrise d'ouvrage, impliquait un volet archéologique. Cette opération s'est réalisée en plusieurs temps : étude documentaire et archivistique<sup>4</sup>, synthétisée dans un pré-rapport ; interprétation des carottages et autres sondages géotechniques<sup>5</sup> ; ouverture de sondages archéologiques<sup>6</sup> destinés à positionner précisément les structures et à observer leur état de conservation. Le diagnostic a abouti au refus de l'enveloppe proposée et à une contre-proposition d'implantation. D'un point de vue plus spécifiquement scientifique, les sondages ont suscité un renouvellement des problématiques et un utile complément d'enquête archivistique<sup>7</sup>.

Il était nécessaire de situer les éléments observés lors des sondages, naturellement très partiels, dans le

contexte d'un monument d'une assez grande envergure, non seulement pour les comprendre mais aussi pour rechercher des indices appuyant les interprétations autorisées par les découvertes. Cette démarche a suscité un travail d'interprétation et de synthèse de données diverses qui a largement dépassé le simple raisonnement sur les vestiges enfouis observés : en fait, les documents d'archives sont assez nombreux et complémentaires pour autoriser une reconstitution de la forteresse jusque dans de nombreux détails. En final, il a même été possible de reprendre un mode de raisonnement archéologique sur un bâti qui n'existait plus, de le découper en des unités significatives, rendant compte de leurs différences et de leurs ressemblances, de déterminer des rapports structurels entre elles et de poser des chronologies relatives et absolues. Le résultat ainsi obtenu a certes outrepassé le simple diagnostic initialement envisagé, mais il permet de rendre compte des vestiges conservés et de leur réelle signification.

## Principales sources utilisées

L'actuelle place André-Meunier a été définie par la démolition des abattoirs ; leur souvenir se perpétue dans la dénomination d'une rue qui longe la place. Les abattoirs ont été construits après démantèlement du fort Louis ; le nom de celui-ci sert encore à désigner la rue qui mène de l'église Sainte-Croix à la place. Le fort Louis s'est substitué au boulevard de Sainte-Croix. Le boulevard a lui-même succédé au grand portail de Sainte-Croix, ouvert dans la troisième enceinte. Le site a ainsi accueilli, depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, une succession continue d'occupations d'utilités différentes mais toujours d'intérêt collectif.

Une petite partie des structures a été observée à l'occasion des sondages menés sur la place André-Meunier. Si cette opération représente le point de départ du présent travail, elle n'en a fourni pourtant qu'une infime, bien que décisive, partie des informations. En effet la plupart des mutations du site sont assez bien couvertes par différentes sources archivistiques, mais les publications en restent exceptionnelles.

### Les abattoirs

Cet avatar récent du site, qui mériterait, me semble-t-il, en tant que tel, une étude approfondie, est connu par d'assez nombreux documents : décisions de la municipalité, appel d'offres, plan du terrain proposé, projets, etc.<sup>8</sup>. En particulier un album regroupe

3. Direction technique Voirie Transports, division Grands Travaux.

4. Sylvie Maleret et Hugues Roussarie (Bureau d'investigations archéologiques Hadès) sous la direction de Mauricette Laprie et Pierre Régaldo (SRA).

5. Tamsol 1998.

6. Sous la direction de P. Régaldo, avec la participation d'Olivier Henry et de Hugues Roussarie (Hadès). Opération coordonnée par Jean-Pierre Maillot (CUB).

7. L'aide généreuse de Mauricette Laprie y joua un rôle fondamental. Je n'aurai garde d'oublier les renseignements fournis par Pierre Vizez, par Jean-Luc Piat (Hadès) et par Philippe Maffre (SRI).

8. A.M.Bx 155 M 2, notamment.



Fig. 1. — Plan général de situation. Superposition du cadastre de 1820-30 sur le cadastre actuel (tiretés).  
Dessin Patrick Ranoux sur document CUB.



les principales pièces graphiques du projet élaboré par Gabriel-Joseph Durand, avec un état des lieux dessinant le fort Louis en plan (pl. IV) et sous ses différentes faces (pl. XIII, 1 à 4, et XIV, 1 et 2). Le plan est une synthèse de l'ensemble des observations, y compris celles sur la structure interne faites lors des démolitions ; les vues en élévation furent établies en 1826 et reprises le 1<sup>er</sup> juillet 1831, au cours de la démolition, les deux séries étant conservées dans l'album. On y trouve aussi un document de premier intérêt pour le présent propos : c'est le *Devis estimatif concernant les bâtiments de l'Abattoir* établi en 1826 et comprenant un descriptif métré des structures à démolir et de la réutilisation des matériaux<sup>9</sup>.

Le dossier comprend encore bien d'autres pièces ; nous retiendrons surtout une *Notice sur les démolitions du fort Louis et la construction de l'abattoir général de Bordeaux avec le résumé des différents incidents arrivés pendant lesdites démolition et construction et quelques effets remarquables de construction. Extrait du journal tenu à cet effet*, texte non signé mais visiblement rédigé par le contremaître ou le vérificateur des travaux<sup>10</sup>. C'est une relation au jour le jour des travaux, où l'on trouve pêle-mêle des indications techniques<sup>11</sup>, le récit circonstancié d'une dizaine d'accidents<sup>12</sup>, de plusieurs émeutes<sup>13</sup>, d'altercations diverses avec le contingent de la garde nationale qui protégeait le chantier, de deux grèves<sup>14</sup>, des observations météorologiques, une foule de petits détails, avec parfois quelques indications qui nous seront utiles.

Je ne cherche en aucune façon à être exhaustif sur un sujet aussi marginal à mon propos, mais il me paraît utile de citer ici le livre de Lamothe sur *L'abattoir public et le marché au bétail de Bordeaux* paru en 1850 et, pour souligner que des figurations anciennes des lieux existent, de renvoyer plus particulièrement à l'ouvrage de J.-P. Avisseau et J.-P. Poussou, *Illustration du vieux Bordeaux*<sup>15</sup>.

Le plan cadastral de 1851 et trois planches de plans et coupes de 1879<sup>16</sup> indiquent avec précision le positionnement des installations de l'Abattoir général. Ces documents, cumulés avec les projets de Durand (pl. II, 1), et le plan cadastral de 1820-30 permettent de situer les bâtiments du fort Louis.

## Le fort Louis

### Plans de la ville et du quartier

La plupart des plans généraux de Bordeaux dessinent le fort Louis, souvent sous des aspects assez difficiles à interpréter<sup>17</sup>. On en retiendra quelques-uns, parce qu'ils font partie des rares témoignages quelque peu exploitables sur les états anciens du site : *Le vif pourtrait de la Cité de Bourdeaux*, avec ses différentes adaptations et reproductions<sup>18</sup> ; les plans dressés par Elie Vinet<sup>19</sup>, en particulier celui publié dans l'*Ausone*, utilisé par Paul Roudié<sup>20</sup> ; enfin un plan des fortifications de Bordeaux, daté *a posteriori* de 1665<sup>21</sup>. Ce

9. Cette pièce sera citée plus loin sous le nom : *Devis estimatif*.

10. Cette pièce sera citée plus loin sous le nom : *Notice sur les démolitions*.

11. Notamment un naïf (êt amusant) compte-rendu des modes d'utilisation des mines et des essais qui furent faits.

12. Aucun ne fut apparemment mortel. La plupart furent dus aux démolitions.

13. Dès le premier jour des travaux, le 2 mai 1831, une foule d'ouvriers, déçus de n'être pas embauchés, envahirent violemment le chantier. Le lendemain, les opérations reprenaient sous la protection de la garde nationale et le restèrent jusqu'à la fin.

14. L'une des charpentiers et l'autre des tailleurs de pierre.

15. Avisseau-Poussou 1990, qui donnent en particulier sous le numéro 135 une gravure d'Auguste Bordes.

16. A.M.Bx IV.C.51-53.

17. C'est par exemple le cas du plan de "Bordeaux et de ses environs" attribué à Albert Jouvin de Rochefort, A.M.Bx XL.A 27<sup>3</sup>, cf. Mareuse 1902. Ce plan n'est pas trop inexact, mais il déforme les structures au point qu'il faut bien les connaître pour en identifier les parties. Je le mentionne ici non pour son apport documentaire à notre propos, mais parce que l'étude qui suit permet de préciser la fourchette de datation qui lui est communément attribuée : 1676-1680, au lieu de 1676-1690. En effet le réduit, construit en 1680-81, ne figure pas alors que des détails moins remarquables sont représentés.

18. Labadie 1909-1910, n° 28, p. 33-36 ; nos 30 et 31, p. 38.

19. *Ibid.* n°29, p. 36-37 ; nos 33 et 34, p. 39-41.

20. Roudié 1960, p. 50.

21. Bibliothèque nationale, photographie conservée aux A.M.Bx XL.A/306. Un commentaire manuscrit au verso se fonde sur les alentours du château Trompette, notamment l'église de Carmes, pour dater ce plan de fin 1665 ou début 1666. S'il s'agit effectivement d'un projet et non d'un état des lieux, ce raisonnement n'indique qu'un *terminus ante quem*.

dernier document pose, par ailleurs, le problème de sa signification réelle : s'agit-il d'un état des lieux ou s'agit-il d'un projet ? Plusieurs des monuments dessinés ne semblent en effet jamais avoir eu de tels états<sup>22</sup>.

Le quartier de Sainte-Croix lui-même ou certaines de ses parties ont fait l'objet de plans plus précis où figure parfois le fort Louis. Plusieurs seraient ici à mentionner<sup>23</sup>. Mais, s'ils apportent d'utiles informations à la connaissance du quartier, ils n'ont guère d'utilité documentaire pour reconstituer l'histoire et les structures de la forteresse ; il n'en serait peut-être pas de même s'ils étaient antérieurs au XVIII<sup>e</sup> siècle, mais ce n'est malheureusement pas le cas.

### Plans du fort dressés au XVIII<sup>e</sup> siècle

Plusieurs plans particuliers, en revanche, nous renseignent avec une certaine précision sur le fort Louis. Deux ont déjà été mentionnés : celui qui a été dressé à l'instigation de la municipalité pour l'appel d'offres de 1826, dressant un état des lieux au 9 février (pl. I) ; le plan dressé par Durand qui intègre des observations faites lors de la démolition (pl. IV). Ces relevés tiennent compte plus de l'emprise au sol que des structures hautes ; c'est une différence fondamentale par rapport à ceux du XVIII<sup>e</sup> siècle où le fort était en activité. De cette époque, cinq plans sont majeurs dans une démarche de reconstitution d'un monument disparu. La comparaison entre ces différents documents, qui ne sont en fait jamais en contradiction mais au contraire présentent des points de vue différents et ainsi se complètent, permet de véritablement ressusciter un monument disparu, jusque dans des détails très précis.

Un magnifique plan à fenêtres, en couleur et légendé, montre les différents niveaux du fort : *Châteaux de Bordeaux 1782 / Fort Ste Croix / Plan de tous les logements de ce fort*<sup>24</sup>. Il est signé de Foussier. Le dessin est remarquable de précision, détaillant les parties voûtées, les escaliers, les remblais rencontrés, etc. Le parti pris par le dessinateur est de ne montrer que ce qui est effectivement visible depuis un niveau donné, sans chercher à évoquer l'ensemble des éléments observables. Autre particularité notable : il indique les escaliers montant depuis le niveau qu'il trace, mais jamais ceux qui descendent. Jusque dans ses erreurs ou ses aberrations, c'est le plus rigoureux et le plus précieux de nos documents (pl. V).

Paul Roudié a publié une vue partielle d'un plan de 1777 et s'en sert pour illustrer ses raisonnements sur le boulevard de Sainte-Croix<sup>25</sup> (pl. VI). Il s'agit en fait d'un projet de restructuration du fort, projet qui ne sera jamais réalisé : l'existant est coloré en gris ou en rouge, le projet en jaune. Ce document donne une vision schématique des structures internes du fort, sans en détailler les différents bâtiments. Il a surtout l'intérêt remarquable pour notre propos de donner des coupes partielles. Il est incomplet : manquent le bas et la droite du document.

De ce plan, il convient d'en rapprocher un autre dont le levé est daté de 1770 (pl. VIII), où de très nombreux détails sont identiques<sup>26</sup>. Il correspond à un état des lieux dressé en préparation d'un projet de restructuration ; il est plus complet que celui de 1777. Il dessine une vue aérienne du fort, montrant bien les différentes toitures des bâtiments, mais ne détaillant guère les parapets qui sont dépourvus de créneaux. Un autre plan porte la même date<sup>27</sup> ; il s'intéresse essentiellement aux environs du fort dont il ne donne qu'un plan en masse non détaillé.

Une place à part revient à un plan de 1774<sup>28</sup>. Le dessin des bâtiments manque trop souvent de précision, pourtant il est une source d'information remarquable dans la mesure où il fournit des cotes d'altitude du fort et de ses environs (pl. VII). Le détail de la procédure indiqué est assez savoureux : " *Plan du fort Ste Croix / 1774. / Pour servir de Nivellement Général au moyen des cotes qu'on a mises à des points qui*

22. Voir en particulier Barraud 1988, fig. 17 à 21 où la configuration donnée au portail Saint-Julien par ce plan (fig. 18) ne correspond à aucun autre document.

23. A.M.Bx IV A 10 ; IV A 12 ; IV A 17 ; IV A 25 ; ces plans sont du XVIII<sup>e</sup> siècle. Du début du XIX<sup>e</sup> : IV A 28 ; etc.

24. A.M.Bx S IX C 3, don Raboutet ; dim. 46,5 x 33,5 cm.

25. Roudié 1975, t. 2, fig. 114. A.D.Gir. II FI 3627 (anciennement II Z 3627).

26. A.M.Bx IV K 3. Sous cette cote, sont en fait conservés trois versions du même plan : un brouillon inachevé, partie à l'encre et partie au crayon, avec un tracé des lignes principales de construction du relevé ; une première version où sont figurés les murs extérieurs des différents bâtiments ; une seconde version, la plus achevée et la plus utile à notre propos, reproduite pl. VIII.

27. A.M.Bx S IX C 3, don Raboutet ; dim. 47,5 x 31 cm.

28. A.M.Bx S IX C 3, don Raboutet ; dim. 43 x 26,5 cm.



indiquent où tombent des perpendiculaires qu'on imagine abaissées sous un plan de niveau passant quinze peids au dessus de la Guérite placée sur la porte qui va du Fort Ste Croix au Bastion des Anglois cote 3. N° Les cottes rouges sont celles de la Maçonnerie et les Noires celles du terrain". Le plan de 1777 se réfère clairement à celui-ci, en en reprenant certaines cotes d'altitude et le système de référence ; il le nomme "atlas".

Enfin, le plus ancien est un autre plan en couleurs : "Plan du Fort Ste Croix de Bordeaux 1751 dans lequel sont représentés les jardins qui sont établis dans les ouvrages de fortification ou dans leurs dépendances" <sup>29</sup>. Il ne s'intéresse guère, comme son titre l'indique, qu'aux abords du monument, ne détaillant pas l'intérieur des installations. Cependant il donne une vision aérienne de l'ensemble des parapets et des dehors (pl. IX).

Ces cinq documents sont liés. Tous les plans des années 1770 appartiennent aux phases de préparation d'un même projet d'agrandissement du fort : états des lieux, hypothèses de travail. Les liens entre ces documents sont d'ailleurs manifestes ; le moindre n'est pas que celui de 1777 utilise les cotes d'altitude de celui de 1774. Quant à celui-ci, sa légende donne un renvoi à un n° 3, qui n'existe pas sur le document lui-même, mais qui figure sur les autres. Ceux de 1770 et 1777 ont exactement la même numérotation de légende.

Au delà des rapports spécifiques entre ces plans, il est assez clair que tous, à l'exception de celui de 1774 qui simplifie volontairement les formes, présentent un certain nombre de ressemblances. Ainsi, les angles

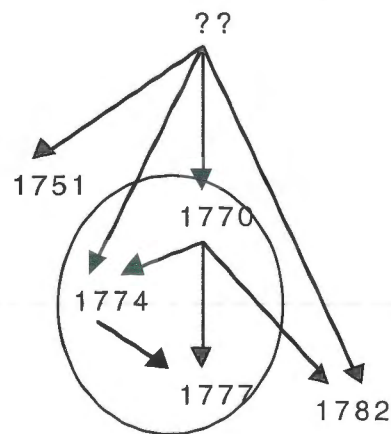


Fig. 2. — Schéma des relations plausibles entre les différents plans du XVIIIe siècle.

du fort ont sensiblement les mêmes mesures, ce qui est exceptionnel sur tous nos documents graphiques <sup>30</sup>. Les rendus sont aussi de quelque intérêt : lavis gris, ombré pour indiquer le modelé, pour les parties vues du dessus ; rouge ou rose pour les structures vues en coupe. D'autres détails sont d'autant plus remarquables qu'ils sont minimes et guère significatifs, comme la surépaisseur du mur de l'orillon oriental de la tour centrale. On notera surtout que les légendes des trois plans portent rigoureusement les mêmes numéros d'appel. Celui de 1751 obéit de façon imparfaite à cette règle : les quatre premières références sont identiques et il poursuit ensuite sa propre numérotation ; celui de 1782 rajoute une seconde numérotation indépendante de la première.

Ces cinq plans ne peuvent pas être de simples copies d'un prototype commun : au moins certains d'entre eux ont nécessité des levés autonomes. Cependant, il apparaît bien que d'une manière ou d'une autre, ils se sont inspirés les uns des autres ou d'un même modèle originel, chacun retenant ou ajoutant les informations utiles à son propos, avec des campagnes de terrain complémentaires se bornant sans doute à des contrôles ou à des levés de détail ou spécifiques. Le schéma donné fig. 2 indique les relations plausibles entre ces documents.

### Vues en élévation des XVIIIe et XIXe siècles

La démolition du fort Louis a attiré les badauds. Certains artistes l'ont représentée : les Archives municipales possèdent une huile <sup>31</sup>, la Société Archéologique une aquarelle, peinte par un de ses membres, Bernède, aujourd'hui déposée au Musée d'Aquitaine <sup>32</sup> (pl. XV, 1). A cette occasion ou peu avant, d'autres

29. A.M.Bx S IX C 3, don Raboutet ; dim. 74,5 x 38,5 cm.

30. Je ne crois pas qu'un seul des plans anciens soit totalement exact ; la multiplicité des angles, la complexité et l'irrégularité des structures, le fruit des parois externes et au contraire certains porte-à-faux, les irrégularités d'épaisseur des murs, constituent autant d'explications aux difficultés de levés. Comparer aussi, par opposition, les plans de 1831 et de 1680 qui ne sont pas sans ressemblance.

31. A.M.Bx IV K 6.

32. Photographie : A.M.Bx IV K 14, recueil 293.

ont figuré des parties du fort ; c'est le cas d'une aquarelle représentant la porte royale <sup>33</sup> (pl. XIV, 3), sensiblement dans l'état où nous la connaissons peu avant la construction de l'Abattoir général.

Gabriel-Joseph Durand, quant à lui, donne dans son état des lieux deux séries de dessins développant des élévations géométrales du fort Louis (pl. XIII, 1 à 4, et XIV, 1 et 2) : l'une date de 1826 et l'autre de 1831. La première est un état des lieux avant tous travaux ; la seconde présente un état des démolitions déjà effectuées et donne un véritable éclaté de certains secteurs du monument. Ces dessins montrent le fort depuis le nord, l'ouest et le sud-est, s'attachant assez peu au détail des murs mais indiquant scrupuleusement les différentes structures architecturales, avec un regard particulier pour les quelques décors sculptés encore visibles.

Une lithographie représentant les restes du fort Louis est de peu antérieure <sup>34</sup> : elle reproduit un dessin de Lacaze daté de 1821 (pl. XIII, 5). Sous un angle plus fermé, elle est proche de la vue du sud-est de Durand, l'une et l'autre se confirmant ainsi. Avec des personnages en conversation, un berger et ses moutons, elle souligne bien le côté champêtre du lieu mais n'apporte qu'assez peu d'informations complémentaires.

Un autre dessin nous sera particulièrement précieux parce qu'il est le seul à représenter le fort Louis encore debout. C'est un dessin de Corcelles datable de la fin du XVIIIe siècle ou du début du XIXe <sup>35</sup>. Il montre une partie des constructions, toujours sous le même angle de vue, depuis le sud-est (pl. XIII, 7). Il triche manifestement avec la perspective pour pouvoir montrer le système de ponts entre le fort et sa demi-lune. Il a déjà été utilisé par Paul Roudié mais la reproduction qu'il en donne coupe la partie droite du dessin <sup>36</sup>. Corcelles a réalisé au moins un autre dessin du fort, une esquisse au crayon de tout le côté sud-est <sup>37</sup> ; il est assez difficilement lisible, comme le remarquait déjà Paul Roudié <sup>38</sup> (pl. XIII, 6).

### Le mémoire de Vauban

Un texte est fondamental : c'est celui de Vauban prévoyant les travaux à achever sur les places fortes de Bordeaux, le fort Louis en particulier. Il a été transcrit dans les *Archives historiques de la Gironde* <sup>39</sup> ; dans cette publication, s'ensuivent plusieurs documents — cahiers des charges, devis, certificats de conformité —

qui précisent les travaux à réaliser en 1680-1681. Il semble clair, au vu des résultats des travaux, que d'autres pièces analogues ont existé pour les années suivantes.

Alors que le fort est construit très rapidement à partir de décembre 1675, à la suite d'une révolte <sup>40</sup>, l'inspection de Vauban ne se fait qu'en 1680 ; il rédige son rapport à Bayonne et le date du 20 avril. Sa visite avait été bien préparée : les ingénieurs en charge du fort Louis, Ferry et Payen <sup>41</sup>, ont collationné deux hypothèses différentes de développement et les lui soumettent <sup>42</sup> ; Vauban tranche, valide les options, refuse des variantes <sup>43</sup> et, probablement, en ajoute.

Pour important qu'il soit, il faut se garder de prendre ce mémoire pour chose avérée : ce n'est qu'un projet, des observations et des instructions générales qui doivent être ultérieurement précisées. Trois cas distincts apparaissent : le plus souvent, les travaux obéissent effectivement au projet, mais parfois l'outrepassent <sup>44</sup>, ou encore certains éléments prévus ne seront pas réalisés. La vérification doit se faire par confrontation avec les autres documents à notre disposition.

33. A.M.Bx IV K 10 ; photographie : IV K 12.

34. A.M.Bx IV K 5, lithographie de Goulon.

35. A.M.Bx IV K 8, recueil 48.

36. Roudié 1960, p. 49.

37. A.M.Bx IV K 7, recueil 48.

38. *Ibid.*, p. 53.

39. XXXVIII, 1903. Je me référerai à ce texte sous la forme : Vauban 1680.

40. Loirette 1977. Bernadau 1837. Voir aussi dans ce même volume l'article de Jean-Bernard Faivre sur la redécouverte de deux cloches anciennes de Saint-Michel : la descente de ces cloches relève des mêmes causes que la construction du fort Louis.

41. Cf. archives des Jésuites.

42. Il existait au moins un plan dessinant un projet assez grandiose (cf. § 43, p. 244) ; ce document n'a pu être retrouvé.

43. En particulier § 57, p. 246.

44. On peut remarquer que les travaux de 1680-1681 correspondent rigoureusement au projet, que, à l'inverse, ceux de 1691 vont bien au-delà. Il nous manque le détail des dix années intermédiaires, mais c'est un peu comme si les ingénieurs, au fur et à mesure que se développent les travaux, se sentaient de plus en plus affranchis du programme général validé par Vauban.



Il y a, par conséquent, trois manières de lire le mémoire de Vauban : la première, utilisant aussi bien des arguments directs qu'indirects, et parfois même négatifs, en fait un véritable état des lieux en 1680 ; la seconde analyse les travaux que le stratège et ses ingénieurs auraient souhaités ; la troisième donne un descriptif sommaire de constructions maintenant disparues, dans la mesure où les plans ultérieurs démontrent la réalisation des travaux qu'il recommandait.

### Un plan de 1680

Au moins deux plans étaient annexés au rapport de Vauban. L'un d'entre eux est identifiable à un document conservé aux Archives de Bordeaux, traditionnellement daté de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>45</sup> : c'est un grand plan du fort et de ses environs, qui correspond, d'après sa légende, à la fois à un état des lieux et à un projet ; il possède de plus un texte assez long dans un cartouche qui fait l'historique et la description des lieux avant la construction du fort, qui explique aussi la nature des premiers travaux<sup>46</sup>.

Le descriptif des travaux engagés, pour sommaire qu'il soit dans le cartouche de ce plan, s'arrête au moment de la visite de Vauban. Le plan figure, en défense de la Porte royale, un projet de réduit ; il est donc antérieur à la réalisation de celui-ci. Il envisage aussi l'établissement de deux redoutes placées en contre-garde de part et d'autre de la gorge du bastion des Anglais. C'est à propos de ces deux éléments que Vauban écrit : *" Je ne suis pas d'avis des deux petites redoutes détachées, qu'on a marquées sur le dessein qui m'en a été donné, parce que ces ouvrages devant estre plus bas que le fort seront trop commandez de la ville, et que d'ailleurs la communication en seroit facilement empêchée, joint qu'ils sont si colifichets que la moindre chose seroit capable de les rendre inutiles. "*<sup>47</sup>.

La confrontation du plan et du mémoire est sans la moindre ambiguïté. Je propose donc de dater ce document de 1680 et de l'attribuer aux ingénieurs Ferry et Payen. Il nous sera un témoin précieux de l'état des bâtiments antérieur à cette date.

### Éléments décoratifs conservés

L'aquarelle de Bernède (pl. XV, 1) montre d'assez nombreux éléments sculptés, plus ou moins rassemblés lors de la démolition. Si elles ne sont pas œuvre

d'imagination, aucune de ces pièces ne semble avoir été conservée. Cependant le Musée d'Aquitaine possède deux pièces qui sont, hormis les vestiges encore enfouis, les seuls éléments matériels conservés du fort Louis<sup>48</sup>.

Il s'agit d'une part d'une inscription sur une plaque de schiste<sup>49</sup>, faisant orgueilleusement état d'une construction rapide en 1676 (pl. XIV, 4). On l'a cru perdue<sup>50</sup> ; elle est bien conservée dans les réserves du musée, héritier du musée de la ville où elle fut déposée après son enlèvement<sup>51</sup>. Elle se trouvait au linteau de la porte royale et Durand l'esquissa dans ses vues du nord. On l'a vu plus haut, les travaux n'ont pas duré seulement trois mois, ils se sont en fait prolongés jusqu'en 1691. L'inscription ne fait état que de la première campagne.

D'autre part, une sculpture conservée au Musée d'Aquitaine provient d'une porte du fort (pl. XV, 2 et couverture du présent volume)<sup>52</sup>. Son emplacement initial est mal déterminé et nous aurons l'occasion de revenir sur ce point. Elle est composée de deux plaques sculptées en haut relief et d'un entourage assez complexe. Les plaques sont carrées et mesurent 1,50 m de côté pour 30 à 50 cm d'épaisseur : à gauche deux

anges portent les armes de France ; à droite deux animaux héraldiques<sup>53</sup> enchaînés portent les armes de Bordeaux, avec le chef fleurdelisé<sup>54</sup>. L'entourage est composé d'une plinthe moulurée, de deux colonnes corinthiennes aux chapiteaux finement ciselés et de deux *putti* supportant chacun une colonne. La partie haute manque.

Dans une étude héraldique approfondie, Meaudre de Lapouyade souligne, en particulier, que l'écu de France est entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel fondé en 1471 et non de celui du Saint-Esprit fondé en 1578<sup>55</sup>. C'est là une première estimation de datation que précise Paul Roudié. Une analyse stylistique de grand intérêt lui permet de faire des analogies avec d'autres œuvres bordelaises des années 1530<sup>56</sup>. Les anges, aux corps un peu courtauds, et les *putti*, assez maladroitement écrasés sous leur charge, laissent une bonne impression de cette époque.

Au premier plan de l'aquarelle de Bernède (pl. XV, 1), figure un fronton triangulaire portant la sculpture d'une sorte de triton. Cet élément, qui semble d'un style assez comparable, aurait bien pu surmonter les colonnes qui flanquent le relief du Musée d'Aquitaine.

### Documents sur le boulevard et le portail de Sainte-Croix

Léo Drouyn dans un premier temps<sup>57</sup> a réuni et synthétisé la documentation d'archive qui lui était accessible. Nettement en retrait par rapport à lui et en dépendant, il convient encore de mentionner Paul Courteault qui, tout en posant d'utiles questions, n'apporte guère d'informations précises<sup>58</sup>.

Une place à part revient à Paul Roudié<sup>59</sup>. Son idée fondamentale est que le boulevard de Sainte-Croix a été intégré dans les travaux du fort Louis et il pense pouvoir le reconnaître dans une partie de la forteresse. Son propos était donc de démontrer la réalité et la nature de l'ouvrage, essentiellement à travers les documents de l'époque, non de refaire l'histoire du fort Louis. Au cours d'une de ces enquêtes minutieuses à travers les archives dont il était friand, il rassemble un nombre considérable de documents, souvent anecdotiques mais qu'il réussit à rendre significatifs. Nous verrons plus loin de nouveaux arguments, cer-

tains issus de fouille, qui démontrent totalement la réalité de son hypothèse et la prolongent quelque peu. Au-delà de cette reconstitution, pour lui, le boulevard Sainte-Croix a une importance considérable pour marquer l'évolution de l'art militaire – et de l'art en général – de Bordeaux et du Sud-Ouest au début du XVI<sup>e</sup> siècle ; il s'y réfère très souvent tout au long de sa thèse.

Il faut encore citer une importante liasse d'archives des Jésuites<sup>60</sup> comprenant plusieurs mémoires où ils réclamaient l'indemnisation des terrains que la construction du fort leur avait enlevés. Cette démarche les avait amenés à regrouper toutes les pièces justifiant de leur propriété, à multiplier explications, schémas et plans géométraux. Autant l'on peut parfois voir dans leurs récriminations quelques pointes de mauvaise foi, autant les arguments qu'ils accumulent sont dignes de confiance et permettent de se faire une idée juste, exceptionnellement précise, du quartier et de son évolution depuis le XIV<sup>e</sup> siècle.

Ces documents, particulièrement foisonnants, sont une source d'information non négligeable sur les travaux réalisés pour la construction et le parachèvement du fort Louis. De ce fait, ils sont une de nos rares sources précises sur l'état antérieur du site.

Enfin, quelques liasses, que m'a signalées Philippe Maffre, proviennent du notaire de la Jurade dans les années 1520-1530<sup>61</sup>. On aurait sans doute beaucoup à tirer de ces documents.

53. Antilopes selon les uns (Meaudre de Lapouyade, Roudié), griffons selon les autres (Rabanis).

54. Certaines des reproductions ont inversé les deux plaques. D'autres les ont prudemment dissociées.

55. Meaudre de Lapouyade 1913, p. 404-407.

56. Roudié 1975, p. 395-396.

57. Drouyn 1874, notamment p. 87-88, 94-95 et 107-108.

58. Courteault 1911, p. 18-19 et 24-25.

59. Roudié 1960 et 1975.

60. A.D.Gir. H 2589. Je pense que cette série n'était pas classée lorsque Paul Roudié écrivit son article.

61. A.D.Gir. 3 E 3592 notamment.



## “Les troupeaux vont mugir où sonnait le clairon”<sup>62</sup>

### La place André-Meunier

#### Le réseau viaire actuel

Ainsi qu'on peut souvent le constater, dans ce quartier, le réseau des rues garde une trace, peu aisée à déchiffrer mais nette, des principaux événements urbanistiques.

L'actuelle place André-Meunier-dit-Mureine, qui porta momentanément le nom de *place des Abattoirs*, est située en marge nord du cours de la Marne. Cet axe fut tracé vers 1740 et s'appela longtemps *grande rue* (ou *grand cours*) *Saint-Jean* et *cours d'Aquitaine*. Le réseau des rues qui se trouvent au sud a été abondamment remanié depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle et il n'est pas évident d'y reconnaître des états antérieurs. Bien que beaucoup modifiée, il semble que la rue Malbec présente une certaine ancienneté. Nos plans des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles restent incompétents à nous permettre de comprendre un état médiéval des lieux.

Sur le côté ouest de la place, débouchent d'abord la rue des Douves, créée sur les fossés de l'enceinte peu avant ou en même temps que sont construits les abattoirs<sup>63</sup>, ensuite la rue du Mouton, ouverte ultérieurement, enfin la rue Jules Guesde anciennement connue sous la désignation de *rue Saint-Charles*. L'obliquité de cette dernière correspond vaguement au tracé de l'enceinte du XIV<sup>e</sup> siècle et surtout au redressement d'un chemin qui, encore au milieu du XVIII<sup>e</sup>, longeait l'extérieur des fossés<sup>64</sup>.

La rue du Fort-Louis prolonge l'axe des abattoirs vers le nord. C'est en réalité la rue la plus ancienne du quartier, mais maintes fois détournée et redressée : c'est en effet initialement la *rua deu Peyrat de Senta-Crutz*<sup>65</sup>, ou *rua deu putz deu peyrat*, ou encore *gran carreira deu porge*, qui, avec la rue du Port, formaient l'axe du faubourg, toutes deux joignant les deux portes de Sainte-Croix, celle devant la rivière et celle du *grand portau*.

La rue de l'Abattoir, qui aujourd'hui arrive de l'est et borde le groupe scolaire, faisait retour le long du côté ouest des installations dont elle porte le nom, en symétrique de la rue des Etables. Cette dernière n'a

été prolongée que dans une étape ultérieure jusqu'à l'arrière des bâtiments de l'abbaye Sainte-Croix, en même temps que tout le réseau viaire du secteur était remanié ; aujourd'hui c'est ce seul prolongement qui porte le nom originel.

A l'est, la rue Dom Devienne est dans l'axe de la rue des Douves ; elle en portait le nom au XIX<sup>e</sup> siècle. Enfin la rue de Lentillac, mentionnée sous ce nom dans le cadastre de 1850, dans celui de 1820 sous celui d'*impasse D'Antillac* et par Pierrugue comme *passage Dentillac*, est portée sur un des plans de Durand comme la rue Peyronnet. Cette mention est bien sûr erronée mais cependant significative : la rue que nous connaissons sous ce nom, et qui le porte depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, fait l'extérieur de l'enceinte ; la rue de Lentillac, qui borde la face sud-est de la demi-lune du fort Louis, est son prolongement logique. Cet ensemble est ancien : sur le plan de 1741, il passe entre le fossé et la maladrerie, décrit un coude et franchit le ruisseau de Sainte-Croix sur un petit pont. Le nom de Lentillac vient de celui du propriétaire d'échoppes implantées en ces lieux à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>66</sup>.

#### Création du square

La mairie de Bordeaux décide en 1932 le transfert des abattoirs pour le quai de Paludate ; les nouveaux locaux sont inaugurés en 1938<sup>67</sup>. Le démantèlement de l'ancien abattoir public, vieux d'un siècle, est commencé la même année ; début 1939, la démolition

totale des bâtiments est demandée par le Conseil municipal<sup>68</sup>. Certains murs, cependant, perdurent jusque pendant la seconde guerre mondiale. En 1948 une lettre de la mairie indique enfin que la “démolition du mur de l'ancien abattoir paraît être complètement achevée”<sup>69</sup>. Entre temps, de 1941 à 1944, une garnison allemande avait installé sur les lieux, avec un blockhaus, le principal poste antiaérien de Bordeaux<sup>70</sup>.

L'aménagement en square de la place née de la démolition des abattoirs est proposé dès 1946, mais la décision n'est entérinée qu'au début des années 1950 : la place André-Meunier-dit-Mureine voit enfin le jour. Dans son entièreté, elle correspond à l'emprise des anciennes installations publiques. Mais, à peine une décennie après sa création, elle est amputée de sa partie nord : l'installation du groupe scolaire Jules-Guesde y est envisagée dès 1957 et des bâtiments préfabriqués sont élevés vers 1960<sup>71</sup>.

#### L'Abattoir général

Ce n'est qu'après bien des tergiversations que la municipalité de Bordeaux décide de rattraper son retard sur d'autres villes et de se mettre en accord avec les règles d'hygiène de l'époque en implantant un abattoir général sur l'emplacement du fort Louis<sup>72</sup>. Le 8 février 1826, un concours est enfin lancé (pl. I). Gabriel-Joseph Durand<sup>73</sup> en est le lauréat, par décision du conseil municipal du 2 juin 1826. Il se plaint, à l'occasion de l'estimation des travaux de démolition du peu de temps accordé aux réponses à l'appel d'offres<sup>74</sup>. Pourtant les travaux préliminaires n'aboutissent à des décisions définitives qu'en 1831. Entre temps, la municipalité a dû réunir les moyens financiers nécessaires. La décision est finalement prise en 1828 d'en donner concession à une “compagnie de capitalistes”, comme les nomme Bernadau<sup>75</sup> ; ils sont autorisés à percevoir une rétribution sur le bétail tué pendant 30 ans, à la suite de quoi la municipalité devient l'unique propriétaire. Les bâtiments sont rapidement construits et achevés en septembre 1832<sup>76</sup>.

C'est un vaste ensemble (pl. II) qui se veut moderne et fonctionnel, où l'ornementation est des plus réduites. Plusieurs bâtiments bas s'organisent autour d'une cour, chacun avec une attribution précise. En

façade sur la place qui donne sur la rue Saint-Jean, de part et d'autre des bâtiments administratifs et des bureaux, se trouvent deux fondoirs. En trois lignes symétriques sur les côtés oriental et occidental, s'échelonnent d'abord les triperies, puis les étables séparées par une cour de travail des échaudoirs, ceux-ci donnant sur la grande cour centrale. Les mêmes thèmes sont repris sur la partie nord mais avec des variantes de disposition : de part et d'autre, les triperies font partie de deux bâtiments tenant les angles, avec des locaux pour les gens de peine et des dépôts de viande ; deux ensembles d'étables, cour de travail et échaudoirs complètent l'espace. Dans l'axe, une fontaine occupe le milieu de la grande cour centrale et surtout un petit bâtiment abrite une “machine hydraulique”. En fait de machinerie, il s'agit d'un manège où un cheval fait mouvoir une pompe qui conduit l'eau dans un réservoir ; de là, divers conduits la dirigent vers les principaux points de l'abattoir. Un égout conduit les eaux usées à la Garonne en passant en siphon sous l'estey de Sainte-Croix afin qu'il puisse continuer de servir aux blanchisseuses (pl. II, 5).

La rigueur de l'organisation, les systèmes d'adduction d'eau et d'égout correspondent bien au cahier des charges établi par le conseil municipal, ils ont un aspect moderniste certain. C'est un ensemble sans doute assez grandiose<sup>77</sup> mais au traitement assez spartiate. Se laisserait-on emporter par la vocation martiale du site, on pourrait y voir quelque chose d'un camp romain.

62. C'est sous ce slogan en forme de bel alexandrin que Durand présente son projet.

63. Le plan de Pierrugues de 1819 (Labadie n° 77) la mentionne déjà ; de même le plan cadastral de 1820-1830 (Labadie n° 79). Mais le plan dressé pour le concours des abattoirs, en 1826, la trace avec l'indication “rue projetée” (pl. I).

64. Plan de 1751.

65. Drouyn 1874, p. 269 et 497-498. Un état de cette rue a été observée par Jean-Luc Piat lors des fouilles préalables à la construction du futur IUT de journalisme.

66. Cf. Le plan de 1680, pl. XI.

67. A.M.Bx 156 M 54.

68. A.M.Bx 155 M 32.

69. A.M.Bx 155 M 35.

70. Souvenirs de P. Vivez. A.M.Bx 155 M 35.

71. A.M.Bx 6819 M 30.

72. Avisseau-Poussou 1990, p. 135.

73. Il s'agit bien de Gabriel-Joseph, le père de (Pierre-)Charles (1824-1891) qui fut archéologue à ses heures, et non de Gabriel (1750-1814). Gabriel-Joseph naquit à Bordeaux en 1792 et y mourut en 1858 ; il fut architecte de la ville de 1840 à 1849. Féret 1889, p. 222-223. Durand 1878.

74. *Devis estimatif*, p. 5.

75. Bernadau 1845, p. 356.

76. Lamothe 1850, p. 1-23.

77. Cf. la gravure de Bordes donnée par Avisseau-Poussou 1990.



## La démolition du fort Louis

En 1807, le commissaire de la marine de Bordeaux, Bergerin, cherche, sur instructions ministérielles, un dépôt où loger les Noirs entrés clandestinement en France et devant être renvoyés vers les colonies. Le 4 août, en remplacement du fort du Hâ, jugé inapproprié, il propose au préfet de la Gironde l'ancien fort Louis; l'administration des domaines donne son accord dès le 17 du même mois. Mais le bâtiment était trop délabré et on en revint au fort du Hâ<sup>78</sup>.

Dès cette époque, on peut considérer le fort Louis comme ruiné. L'année suivante, en effet, un décret impérial ordonne sa démolition<sup>79</sup>; un plan projetant une distribution des terrains est alors dressé<sup>80</sup>. Dans un premier temps, il s'agit juste de remblayer les fossés et de débayer certains passages; les travaux prennent la forme d'un atelier de charité pour lequel la ville doit sur quatre mois 1500 F mensuels<sup>81</sup>. On l'a vu, l'ordonnance ne sera suivie d'un effet réel que bien plus tard, en 1831 pour la construction de l'abattoir public<sup>82</sup>. Entre temps, le fort est une véritable friche. Vers 1820, toutes les parties hautes des murailles ont disparu jusqu'au cordon d'escarpe<sup>83</sup>, mais quelques-uns des bâtiments sont encore debout et possèdent encore des fenêtres<sup>84</sup>.

En 1826, le devis estimatif présente avec détails les travaux à réaliser pour la construction de l'abattoir; son chapitre premier, intitulé *Démolitions et Remblais*, donne une description métérée des maçonneries du Fort Louis et de ses fossés. Une première section s'attache aux démolitions nécessaires et à leurs modalités, cube en détail les pierres de taille, les moellons et les remblais<sup>85</sup>, estime le prix de revient des démantèlements et le gain des ventes ou réutilisations de matériaux. Dans une seconde section, Durand se préoccupe des remblais nécessaires pour compenser les dénivelés: il envisage de remobiliser les terrasses des bastions pour combler les fossés, utilisant les déchets des destructions comme appoint, estime les volumes bastion après bastion, calcule les prix de revient, etc. Au fur et à mesure des descriptions que donne l'architecte, on glane quelques informations sur la qualité des constructions et les origines des pierres<sup>86</sup>, sur la taille des maçonneries et des bâtiments<sup>87</sup>, sur le nivellement général des terrains<sup>88</sup>.

78. Saugéra, p. 292.

79. Décret du 25 avril 1808.

80. A.M.Bx IV A 28 : plan manuscrit, coloré au lavis, daté du 30 juillet 1808, dressé par l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, Didier.

81. A.D.Gir. 2 O 352, rapport de l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées du 31 mars 1809. Noter que l'égout qui court entre la demi-lune et le fort n'est pas encore réalisé, mais l'idée s'en fait jour.

82. Les travaux de démolition progressent alors très vite, ainsi qu'en témoignent les vues du second état des lieux, prises le 1<sup>er</sup> juillet 1831.

83. Lacaze dessine quatre assises partiellement effondrées au dessus du cordon (pl. XIII, 5), Durand n'y met qu'une végétation envahissante (pl. XIII, 4).

84. Durand les montre en 1826 dans sa vue de l'ouest (pl. XIII, 2).

85. "La maçonnerie en pierres carrées sera en général démolie au moyen de pincettes et de coins avec les soins convenables pour les conserver autant que possible, sans cependant pousser trop loin les précautions dont le coût pourrait, alors dépasser le produit, une faible partie de cette maçonnerie trop engagée dans celle en moëlon, sera démolie comme cette dernière.

La maçonnerie en moëlon est composée de blocages de pierre dure parmi lesquels se trouvent beaucoup de gros cailloux provenant du déstage des navires et propres à être avantageusement employés pour les pavages; en somme, cette espèce de maçonnerie est extrêmement dure et devra être démolie au moyen de la mine.

D'après des renseignements exacts, fruits de l'expérience acquise par la démolition du château-trompette, dont la construction était exactement semblable à celle du fort Louis, on doit compter que la maçonnerie en moëlon produira une moitié, seulement, de son cube en matériaux propres à être employés et l'autre moitié en débris qui seront mis en remblais; La maçonnerie en pierres carrées produira seulement un quart de son cube en débris... "Etc. Etc. (p. 4).

86. Revêtement de l'escarpe de tous les ouvrages construits en pierres carrées de Bourg, StSavinien, Taillebourg et autres de qualités analogues... (p. 1). Chenettes des Bastions et de la demi Lune en pierre de Bourg... (p. 2). Revêtements en pierre dure carrée brute de la face sud du Bastion principal... (p. 2). Ces pierres étant de Bourg StSavinien, Crazanes ou qualités équivalentes et en quelques parties, comme le revêtement du flanc sud du principal bastion [face sud du bastion occidental], de la même espèce que la pierre dure de Barsac et lieux voisins... (p. 9).

87. Développement des escarpes : 508,50 m ; hauteur moyenne : 3 m ; épaisseur des parements : 0,40 m. Longueur de la face sud du bastion occidental : 55 m ; hauteur : 6 m ; épaisseur du parement : 0,35 m. Développement des bastions : 180 m + 27,50 m + 55 m + 85 m + 26 m ; hauteur moyenne : 9 m ; épaisseurs moyennes du blocage de moellons : de 2,50 m à 5,50 m. Développement de la demi-lune : 180 m ; hauteur moyenne : 9,50 m ; épaisseur moyenne du moëllonnage : 9,50 m. Développement des murs intérieurs de la demi-lune : 108 m ; hauteur moyenne : 8,50 m ; épaisseur moyenne : 0,90 m. Diagonale sud-ouest/nord-est à l'intérieur du bastion oriental (le terre-plein, sans la terrasse, cf. *infra*) : 33 m ; diagonale sud-est/nord-ouest du bastion occidental : 35 m ; épaisseur des remblais : 8 m.

88. L'entrée du fort se trouve 2 m au-dessus de la rue du Port (au parvis de Sainte-Croix) et 2,50 m au-dessus du cours Saint-Jean ; Durand souligne "la disposition vicieuse de la voie..." qui est telle

### MAIRIE DE LA VILLE DE BORDEAUX.

## Concours

Pour

## Un Abattoir général

Sur les terrains du Fort-Louis.

LE MAIRE DE LA VILLE DE BORDEAUX, OFFICIER DE L'ORDRE ROYAL DE LA LÉGIION D'HONNEUR, CHEVALIER DE LA CHAMBRE DU ROI,

Chargé, par la délibération du Conseil municipal, du 20 Janvier 1826, de mettre au concours le plan d'un abattoir général, s'adressant aux animaux du royaume en général, et plus particulièrement à ceux de la ville.

Il désire que cet édifice réunisse à des distributions convenables pour une population de cinq à six mille habitants, dont la consommation est accrue par les besoins de la marine, une grande économie.

Cependant cette économie doit s'accorder avec la salubrité, la durée, la solidité, et une certaine élégance.

Les plans et mémoires seront remis à M. le Maire de Bordeaux, jusqu'au 1<sup>er</sup> Mai 1826.

Ils se composeront :

D'un plan général ;  
Des élévations et coupes des différentes parties ;  
Des détails des parties que l'artiste en jugera susceptibles ;  
Des devis détaillés ;  
D'un mémoire explicatif.

Chaque plan portera une légende, laquelle sera répétée sur un billet cacheté, contenant le nom de l'auteur.

Ces billets ne seront ouverts qu'après la décision du jury.

L'auteur du plan couronné aura la direction des travaux, aux clauses et conditions dont il conviendra avec M. le Maire, en prenant pour base celles que la Commission administrative des hospices a faites pour la construction de l'hôpital général.

On trouvera au bureau des travaux publics de la Mairie de Bordeaux, un plan lithographié des lieux.

### Programme.

L'abattoir sera construit sur l'emplacement du Fort-Louis, et subordonné sur les terrains adjacents qui appartiennent à la ville.

Chaque projet comprendra le coût de la démolition du Fort-Louis, en ayant égard à la valeur des matériaux qui en proviendront ; il présentera aussi le mode jugé le plus avantageux pour le remblai des fossés.

Le devis ne devra pas dépasser six cent mille francs.

(3)  
Les plans de l'abattoir se composeront ainsi qu'il va être dit :

1<sup>o</sup>. Un local pour l'abattage des bœufs, vaches, veaux, moutons et agneaux ;  
2<sup>o</sup>. De vastes laboratoires pour les triplics ;  
3<sup>o</sup>. Local pour l'abattage des porcs, avec les échaudoirs nécessaires ;  
4<sup>o</sup>. Dépôt de viandes ;  
5<sup>o</sup>. Fonderie de sal et dépôt de bois ;  
6<sup>o</sup>. Vastes étables pour les animaux de toutes espèces destinés à être abattus, avec granges à fourrages ;  
7<sup>o</sup>. Logement des employés ;  
8<sup>o</sup>. Un puits ;  
9<sup>o</sup>. Des entrées abondantes pour la propreté et la salubrité de l'abattoir.

Autant que possible, les bâtiments doivent être disposés autour d'une vaste cour, et isolés entre eux.

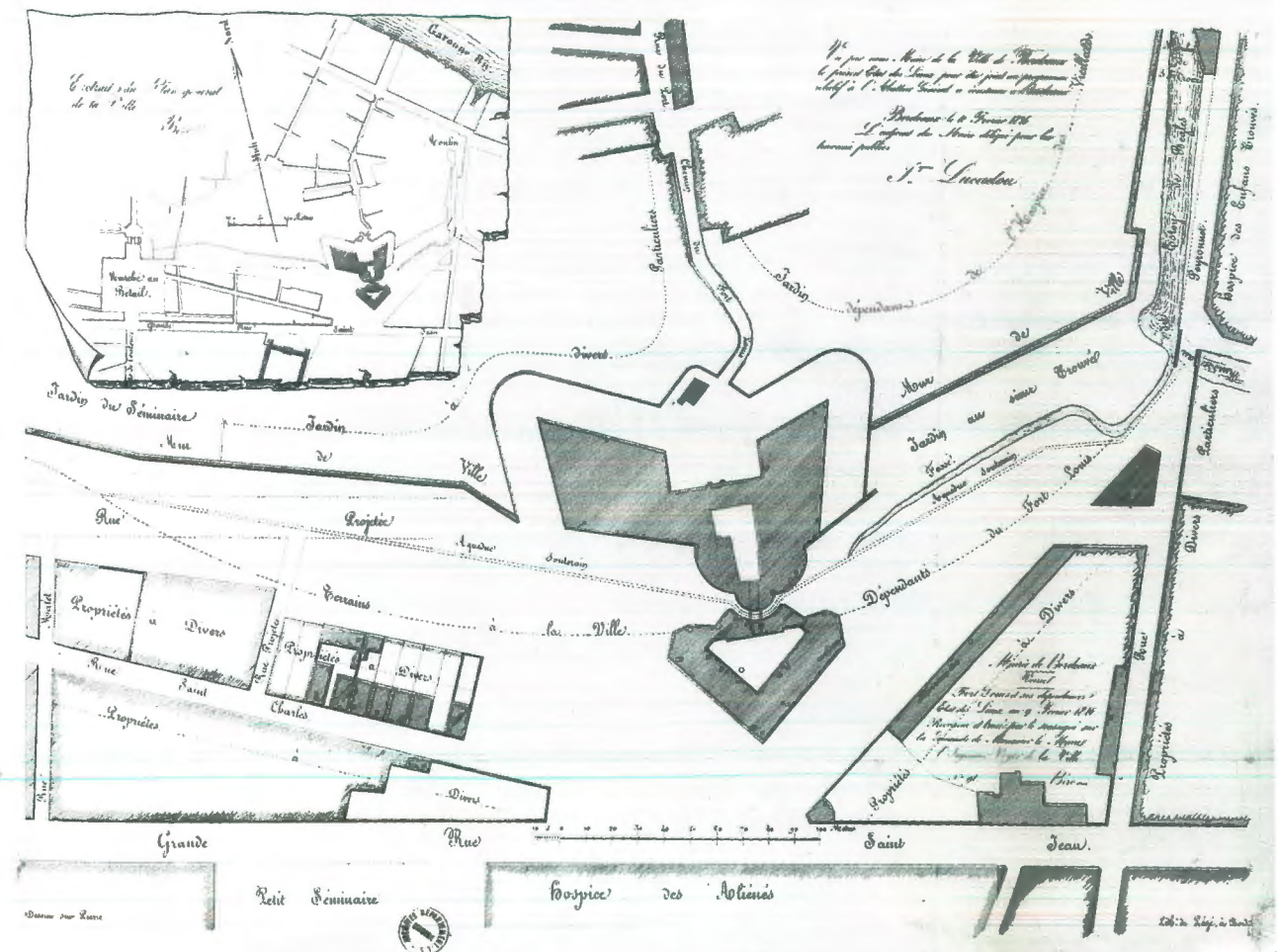
L'ensemble de la construction devra présenter un moyen de décoration sur toutes ses aires.

Fait à Bordeaux, en l'Hôtel de Ville, le 8 Février 1826.

Le Maire de la ville de Bordeaux, Officier de l'Ordre royal de la Légion d'honneur, gentilhomme de la chambre du Roi,

Le V<sup>e</sup> DU HAMEL.

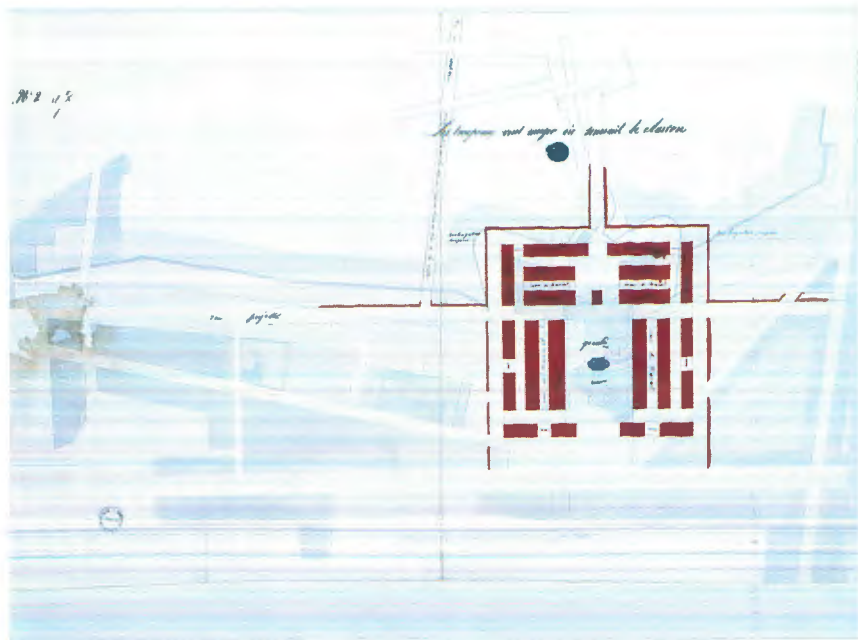
A BORDEAUX, chez BACLE, Imprimeur de la Mairie de Bordeaux, rue Saint-Christophe, n<sup>o</sup> 74.



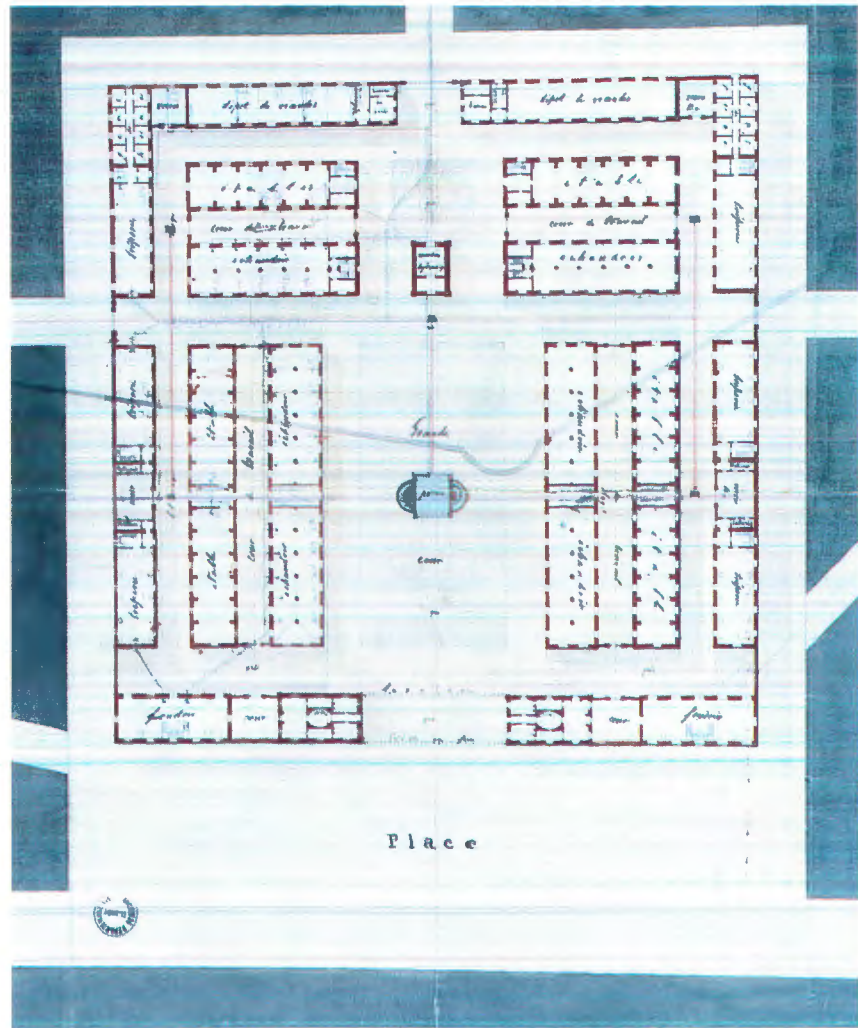
Pl. I. – Programme du concours pour la construction de l'Abattoir général, avec plan d'occupation des terrains prévus, 8 février 1826. A.M.Bx 155 M 2. Cliché Bernard Dubau, Service régional de l'Inventaire.



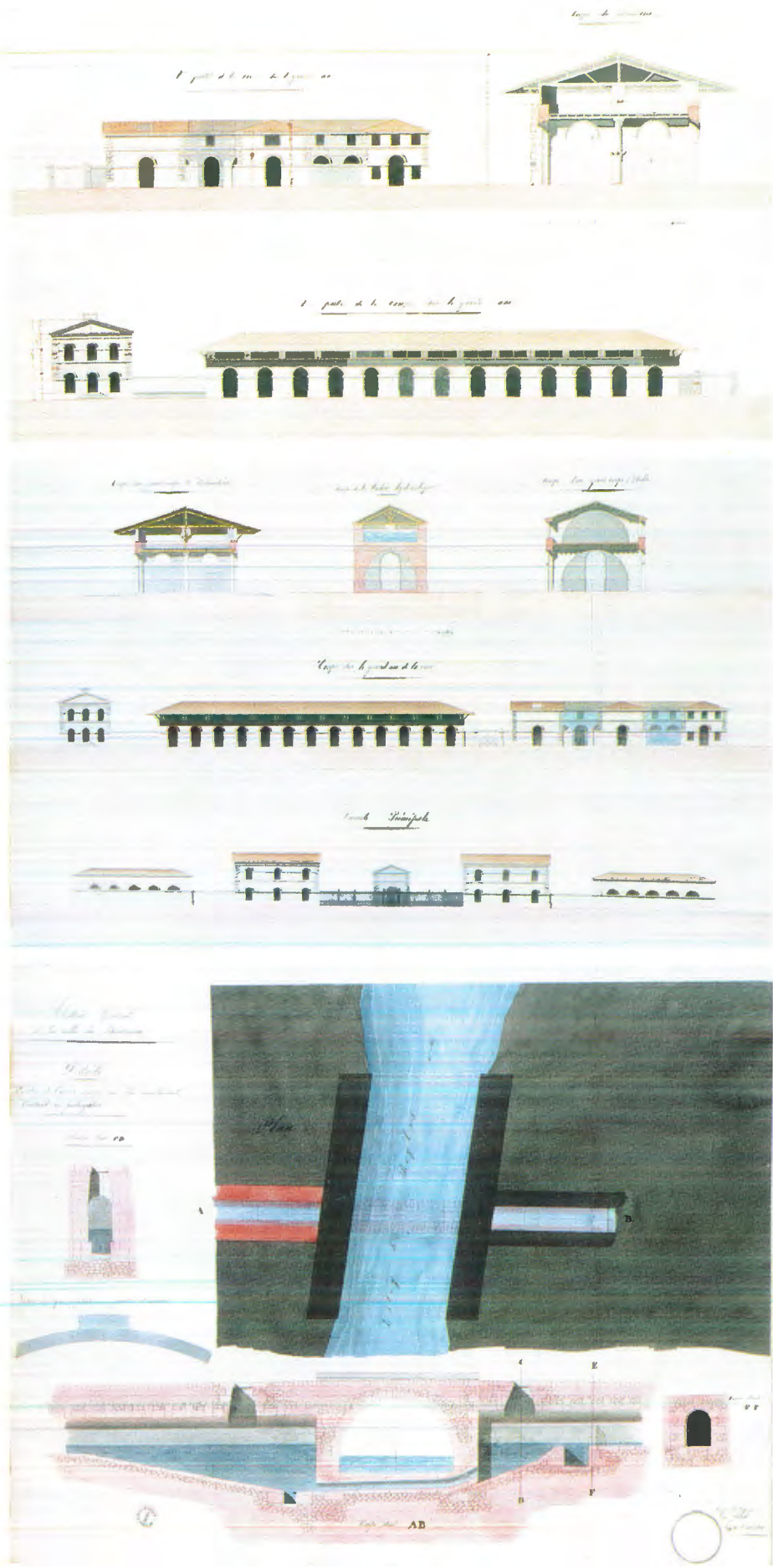
Pl. II. – Dessins de  
Gabriel-Joseph Durand  
pour l'Abattoir général  
de Bordeaux.  
A.M.Bx 155 M 2.  
Clichés Bernard Dubau,  
Service régional de l'Inventaire.



1- Plan de situation  
dans le quartier.



2- Plan détaillé.



3 et 4- Elévations et coupes.

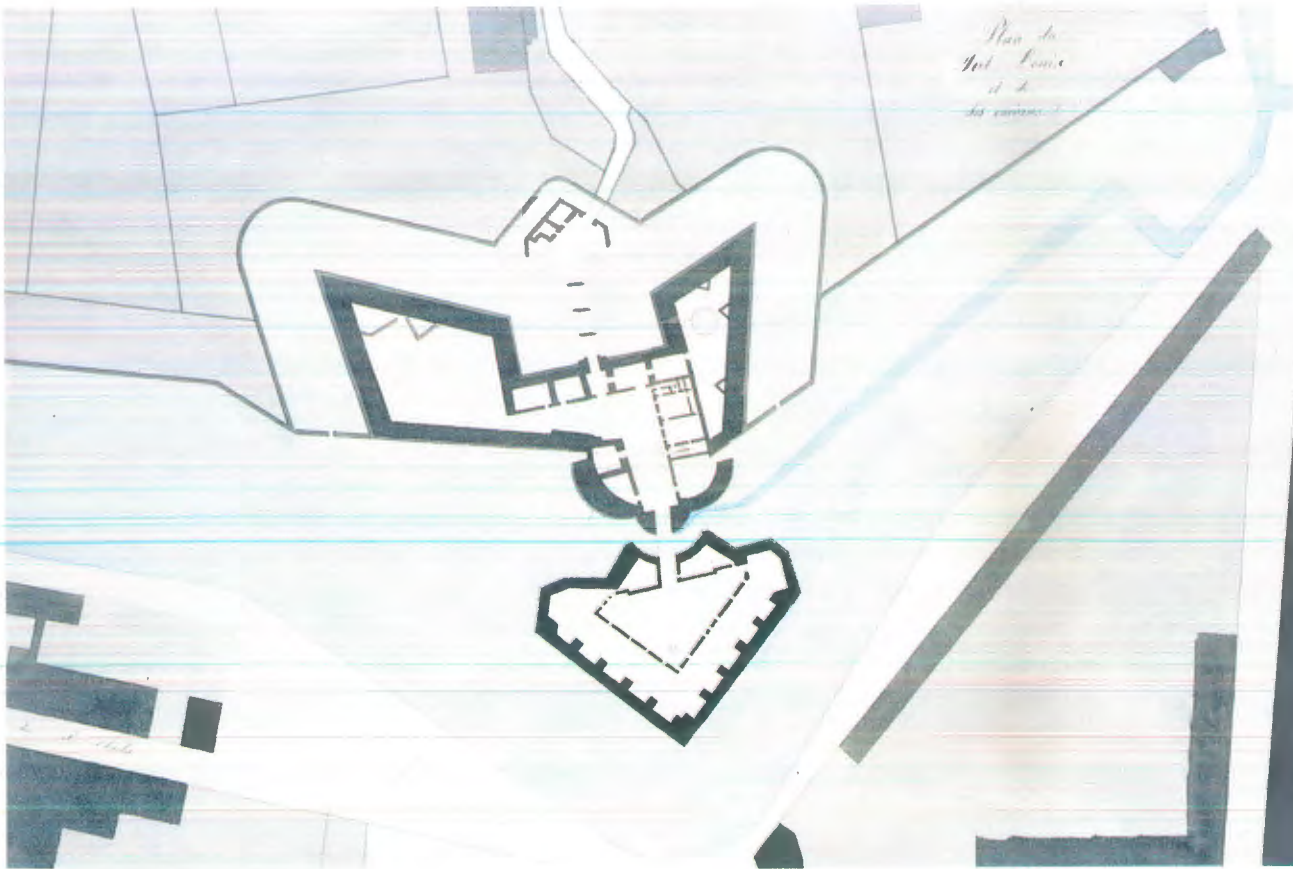
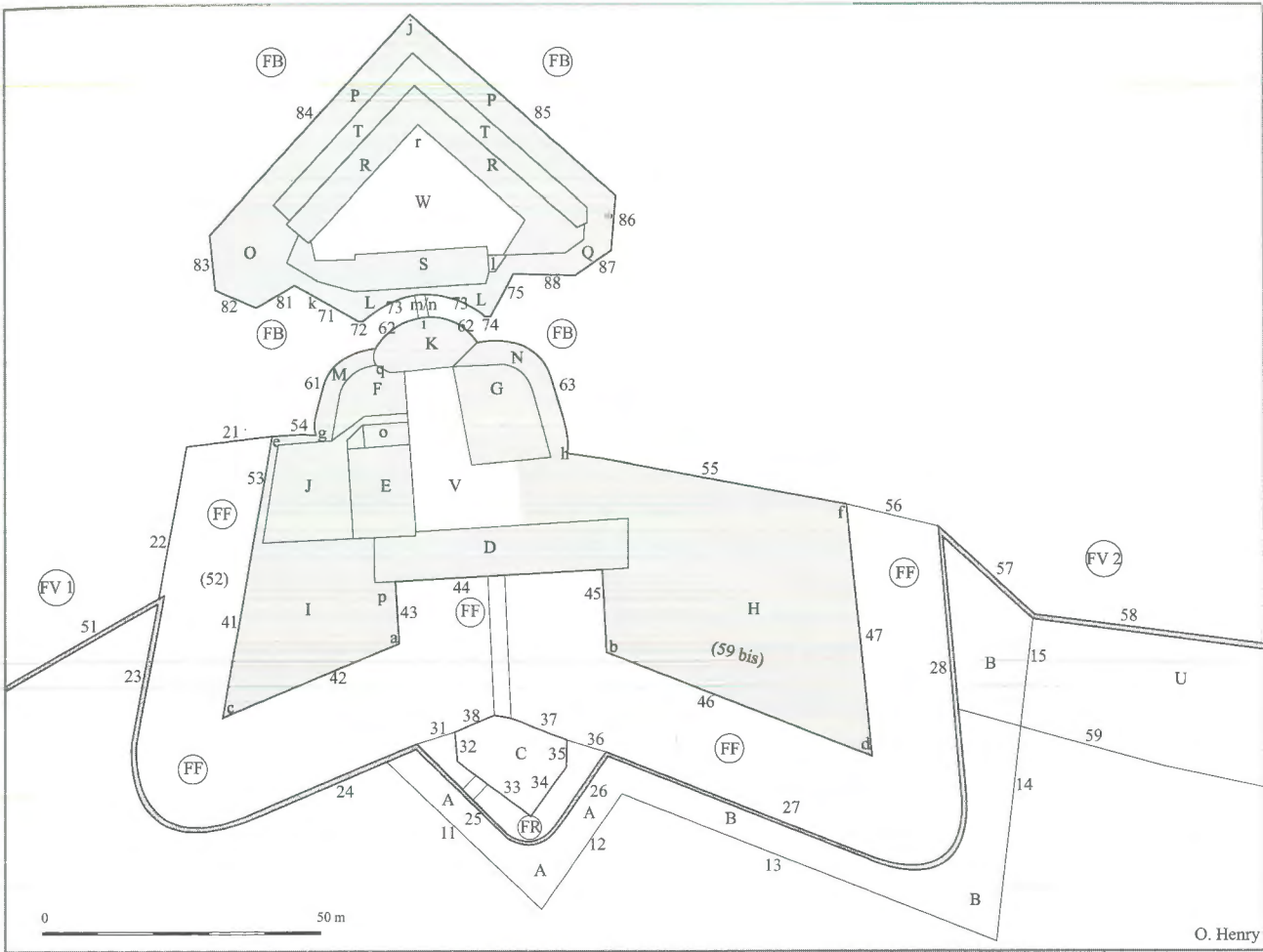
5- Franchissement en siphon  
de l'estey de Bègles  
par l'égout de l'Abattoir.



Pl. III. – Plan schématique du fort Louis.  
Dessin Olivier Henry.

Structures principales	Eléments remarquables	Murs principaux
<b>Dehors du fort</b>		
A : Chemin couvert (1680 :1681)		11, 12 : Parapets
B : Chemin couvert (1691)		13 à 15 : Parapets
C : Réduit		32 à 35 : Parapets du réduit, escarpe du fossé du réduit 37, 38 : Gorge du réduit, contrescarpe du fossé du fort
FF : Fossé du fort FR : Fossé du réduit		21, 22 : Mur de soutènement du fossé du fort au :dessus du fossé de ville 23 à 28 : Contrescarpe des fossés du fort et du réduit 31, 36 : Murs de soutènement du fossé du réduit au :dessus du fossé du fort 56 : Mur de soutènement reprenant la courtine de ville
<b>Corps central</b>		
D : Bâtiment d'entrée (corps de garde, écuries, souterrain)		44 : Courtine
E : Logement du commandant	o : Tourelle carrée	
F : Poudrière et arsenal		
G : Communs		
V : Place d'armes		
<b>Demi :bastion oriental = Bastion Saint :Benoît</b>		
I : Terre :plein supérieur	a, c : Guérites sur l'angle p : Edicule carré couvrant la citerne	41 : Face nord-est (partie nouvelle) 42 : Face nord 43 : Flanc ouest
J : Terrasse inférieure	e : Guérite sur l'angle	53 : Face nord-est (partie ancienne) 54 : Flanc sud-est
<b>Demi :bastion occidental = Bastion Saint :Ignace</b>		
H : Terre :plein	b, d, f : Guérites sur l'angle	45 : Flanc est 46 et 47 : Faces 55 : Flanc sud (réutilisant la courtine de l'enceinte)
<b>Partie sud du corps central = portail de Sainte-Croix</b>		
M : Orillon oriental	g : Trompe	61 : Mur de la barbacane
N : Orillon occidental	h : Trompe	63 : Mur de la barbacane
K : Tour	i : Echauguette q : Escalier extérieur en vis	62 : Mur extérieur 64 : Mur nord
<b>Demi-lune = Bastion des Anglais = Boulevard de Sainte-Croix</b>		
FB : Fossés du boulevard		
L : Gorge du bastion détaché	m, n : Ponts	71 à 75 : Pans de la gorge
O : Orillon oriental	k : Latrines	81 à 83 : Pans de l'orillon
P : Casemates	j : Guérite sur l'angle	84 : Face sud-est 85 : Face sud-ouest
Q : Orillon occidental	l : Lanterne d'escalier	86 à 88 : Pans de l'orillon
R : Casernes		
S : Bâtiment d'entrée (logement du commandant puis des officiers)		
T : Greniers		
W : Place d'armes	r : Puits	
<b>Enceinte de ville</b>		
<b>Enceinte, partie orientale : mur et douve</b>		51 : Courtine (partie conservée auprès du fort) 52 : Courtine (partie démolie) 53, 54 : Murs de raccordement de l'enceinte au boulevard
FV1 : Fossés de la ville partie orientale (XIVe siècle)		
<b>Enceinte, partie occidentale : mur terrassé et douve</b>		55 : Courtine (partie réutilisée comme le flanc du bastion Saint-Ignace) 56 : Courtine (partie démolie pour le débouché du fossé du fort) 57, 58 : Courtine (partie conservée auprès du fort) 59 : Mur de soutènement du rempart = mur de clôture des Jésuites 59 bis : Mur de soutènement, partie démolie
FV2 : Fossés de la ville partie occidentale (XVIe siècle)		
U : Rempart		

Pl. IV. – Plan du fort Louis, Durand 1831.  
A.M.Bx 155 M 2.  
Cliché Bernard Dubau,  
Service régional de l'Inventaire.



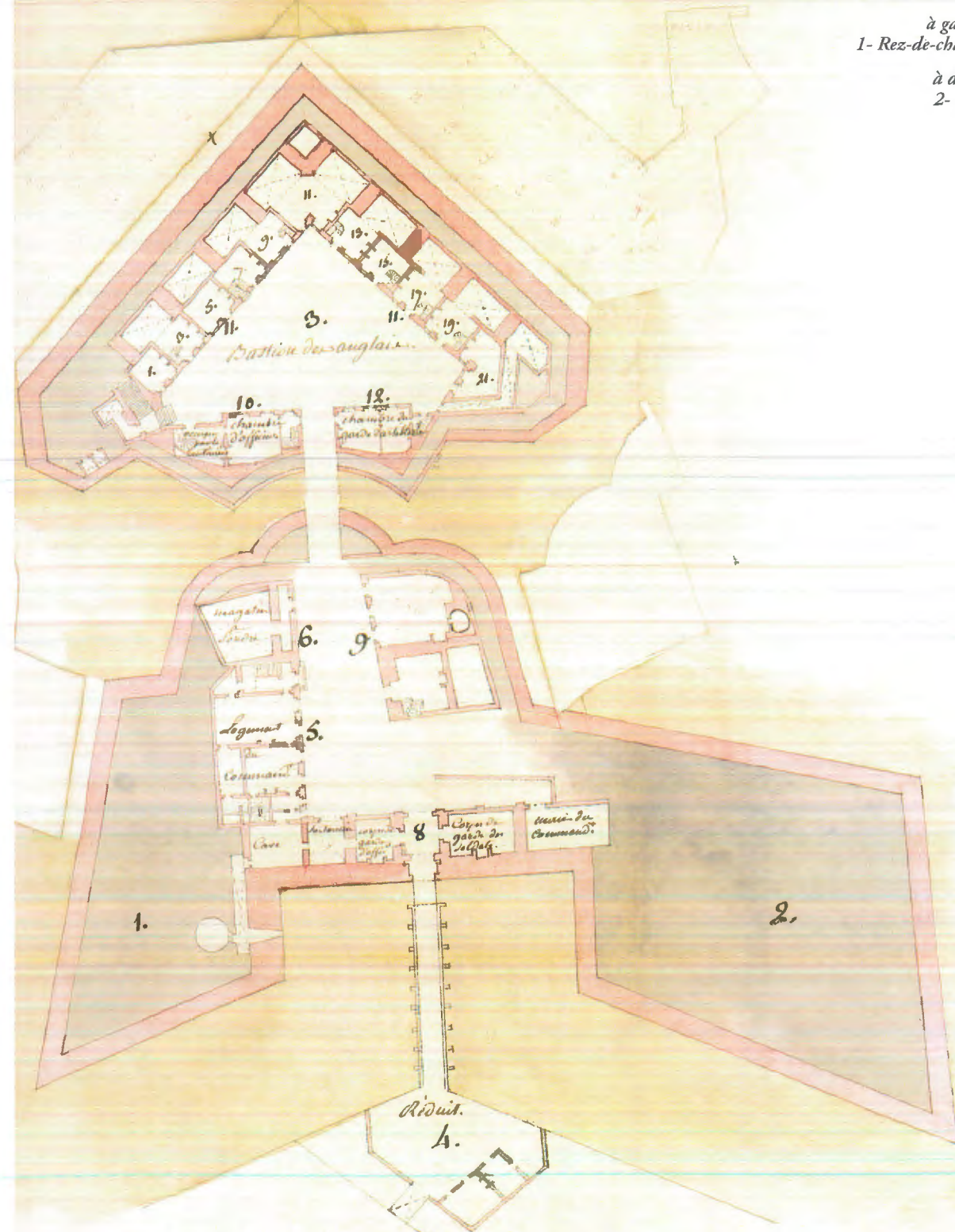


# Plan de tous les logements de ce Fort.

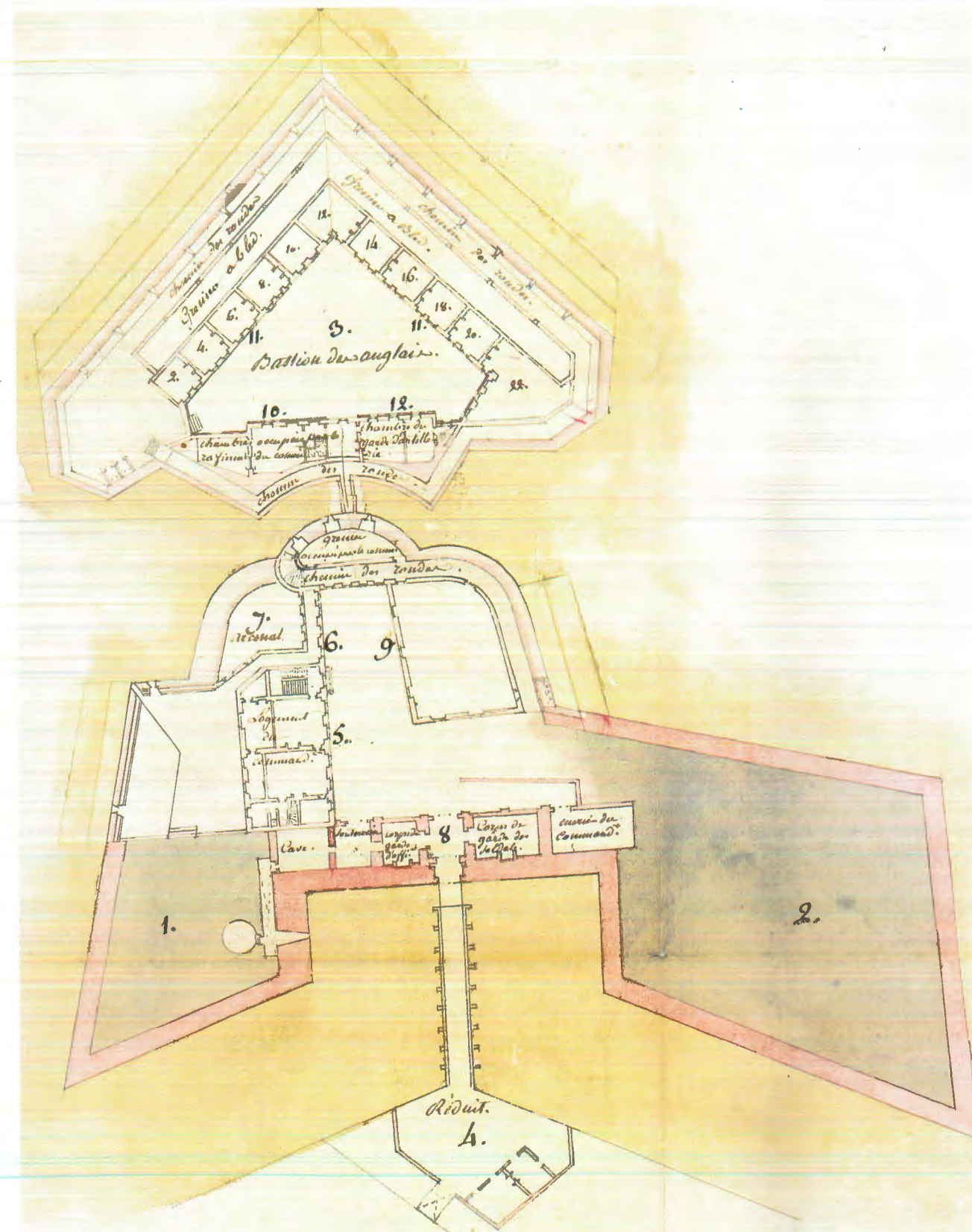
Pl. V. — Plan du fort Louis par Foussier, 1782.  
A.M.Bx S IX C 3, don Raboulet.

à gauche :  
1- Rez-de-chaussée.

à droite :  
2- Etage.

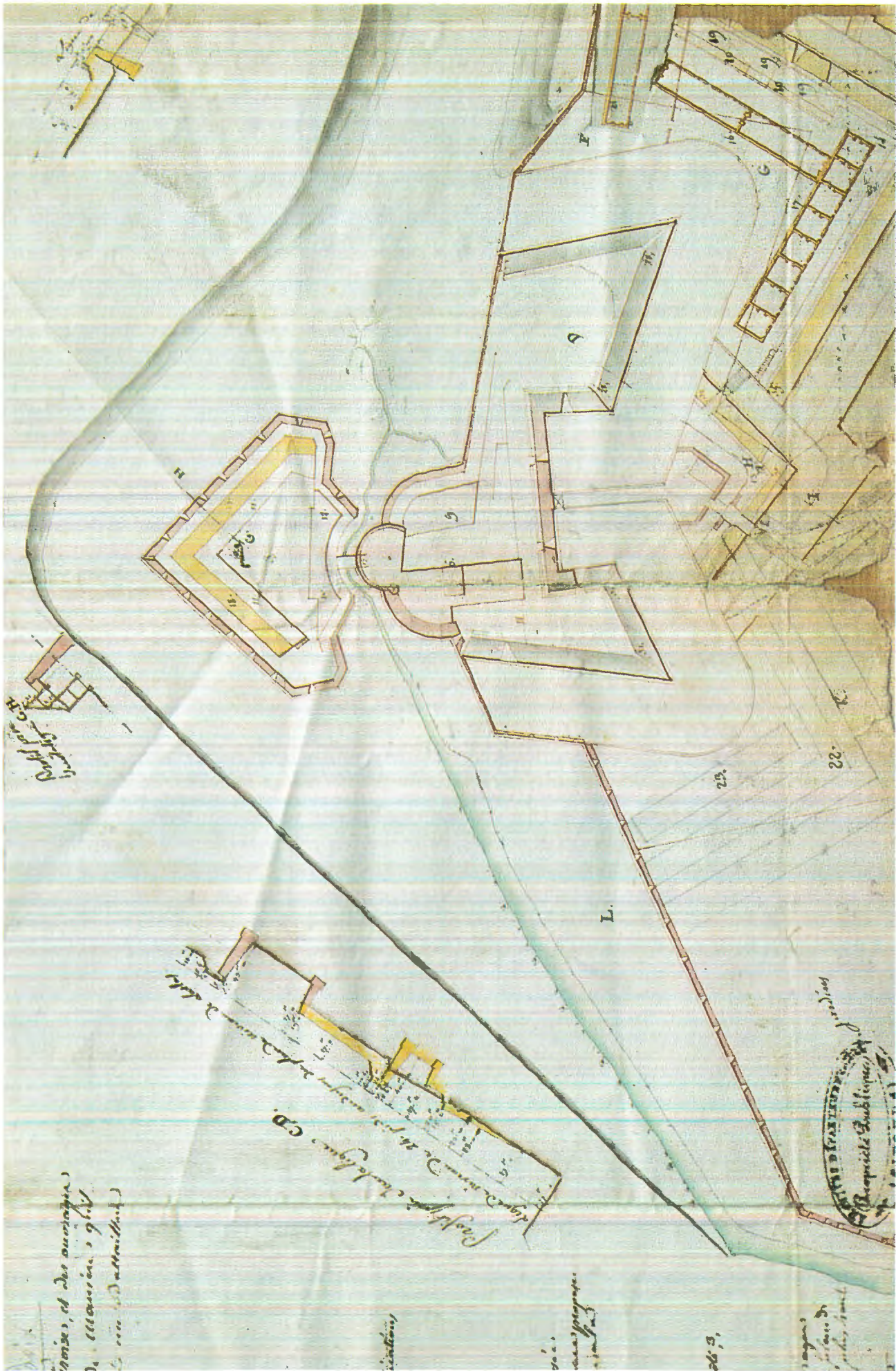


Echelle.  
1. 2. 3. 4. 5. 10. 15. 20. A. P. 1782



Echelle.  
1. 2. 3. 4. 5. 10. 15. 20. A. P. 1782





1- Vue d'ensemble.

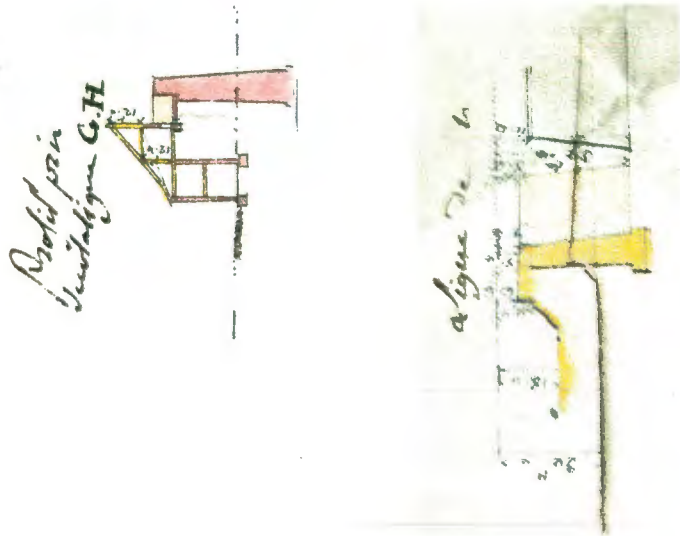
2 à 4- Détail des coupes.



Plan et profil du fort S<sup>e</sup> croix et des ouvrages proposés pour l'agrandir de manière qu'il puisse contenir en sûreté un bataillon entier avec les officiers

- ancienne Légende
- Bastion S<sup>e</sup> Benoît
  - Bastion S<sup>e</sup> Ignace
  - Bastion des anglois
  - Réduit de la porte Royale
  - Logem<sup>t</sup> du Commandant
  - porte Royale
  - Les fours
  - Logements des officiers
  - Cazernes des Soldats
  - t, u, x. Baraques sur le terrain de la fortification
  - F, G, H, I, 4, K, L, jardins idem
  - A l'artillerie
  - 6. Magasin à poudre
  - 7. Arsenal
  - 12. Logement du garde d'artillerie

- nouvelle Légende
- 13. demi lune de la porte Royale proposée
  - 14, 14, 14. ouvrage sur le Bastion S<sup>e</sup> Ignace proposé pour renfermer l'espace nécessaire à la construction des cazernes
  - 15. corps de Cazerne de l'ouest
  - 16. corps de Cazerne de l'est
  - 17. pavillon d'officier
  - 18. chambres d'officiers dans le Bastion des anglois côté 3
  - 19. 19. Souterrain à l'épreuve de la Bombe
  - Les côtes en Rouge aux angles des ouvrages faits ou proposés sont fournies en un plan de niveau supposé 15 pieds au-dessus du plus haut point du fort
  - [le reste est coupé]





Saxeburg Fort Julien.



Plan  
Du Port St. Croix

Du Fort St. Croix

177.

Pour Service de Excellence Général  
au Major Des Cottes qui ont amené à la  
garde qui indiquent où tombent les  
pendantiers qu'on imagine abaisser  
sous un plan de Niveau, par lequel on  
puise au Dessus de la Guerre planer,  
sur la porte qui va à l'Est et l'Ouest  
au Bastion Des Anglaises Cotte 3.  
N°. Les Cottes rouges sont celles  
de la Maçonnerie, et les Noires celles  
du Terrain.

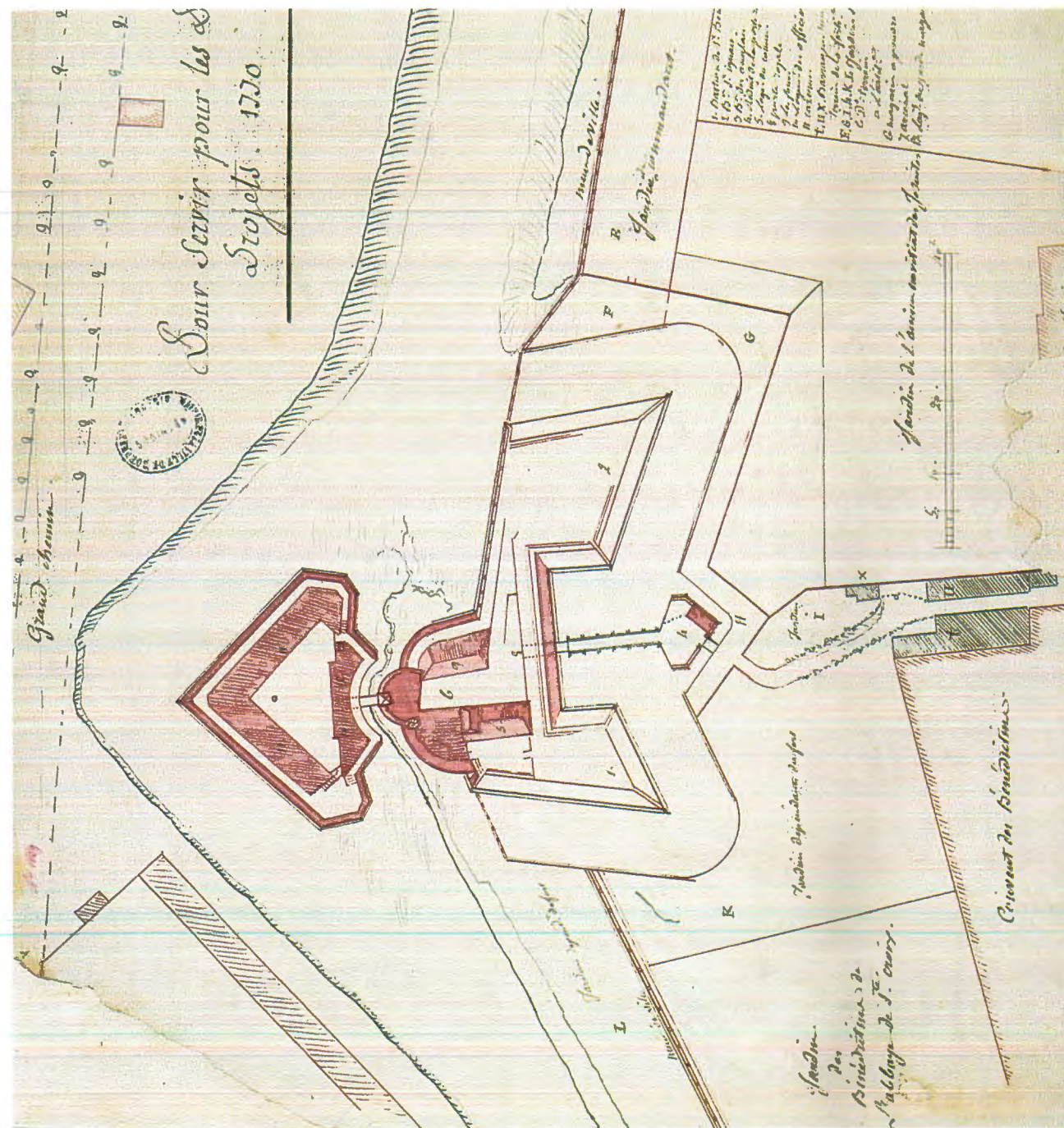
*Chelle de 2. premier pour 100. Tons*



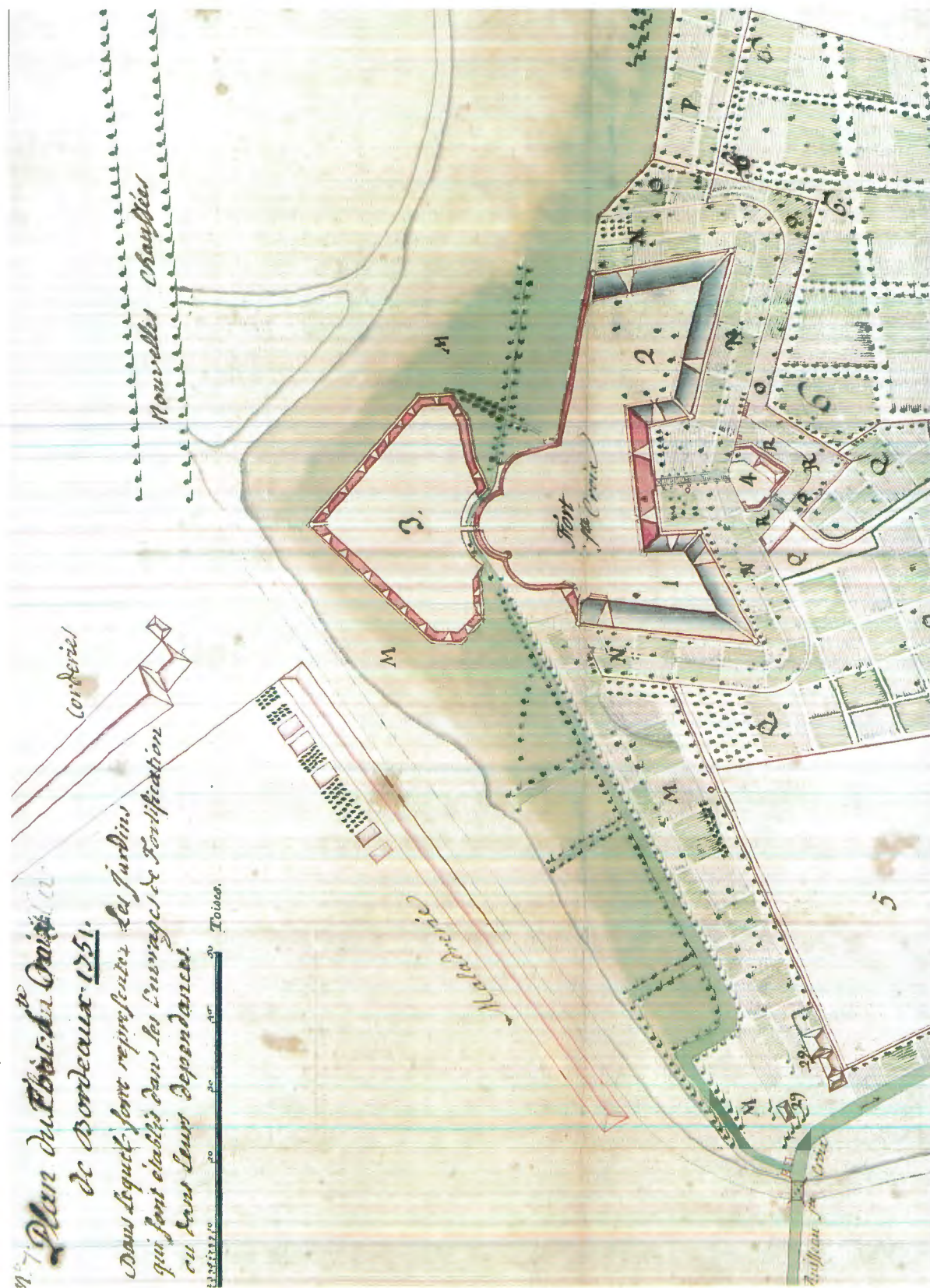
*Pl. VII. — Plan du fort Louis, 1774. A.M.Bx S IX C 3, don Raboutet.*

*Fort Louis*

*Pl. VIII. – Plan du fort  
Louis, 1770.  
A.M.Bx IV K 3.  
Cliché Bernard  
Rakotomanga,  
Archives municipales de  
Bordeaux.*



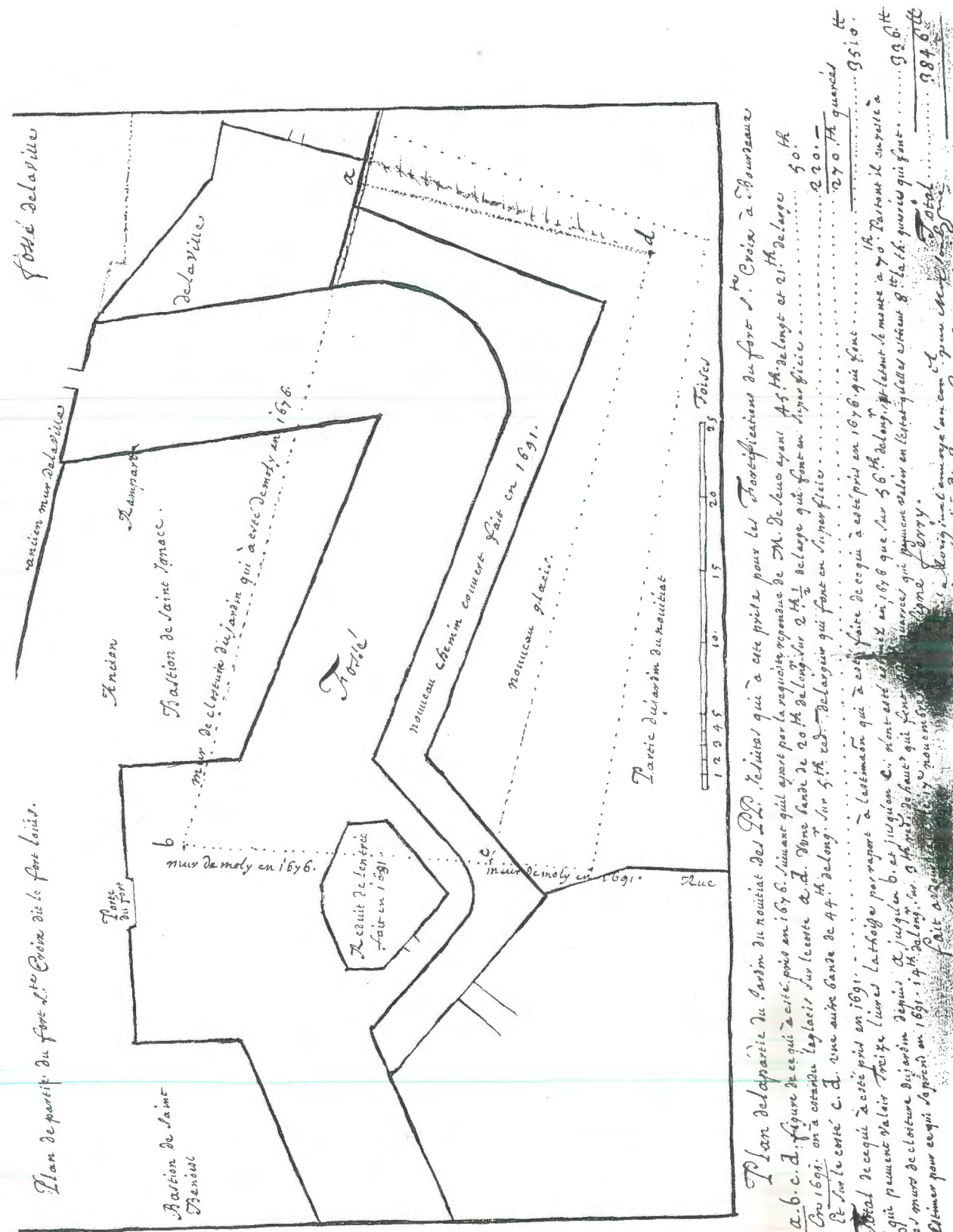




Pl. IX. — Plan du fort Louis, 1751 (extrait). A.M.Bx S IX C 3, don Raboulet.

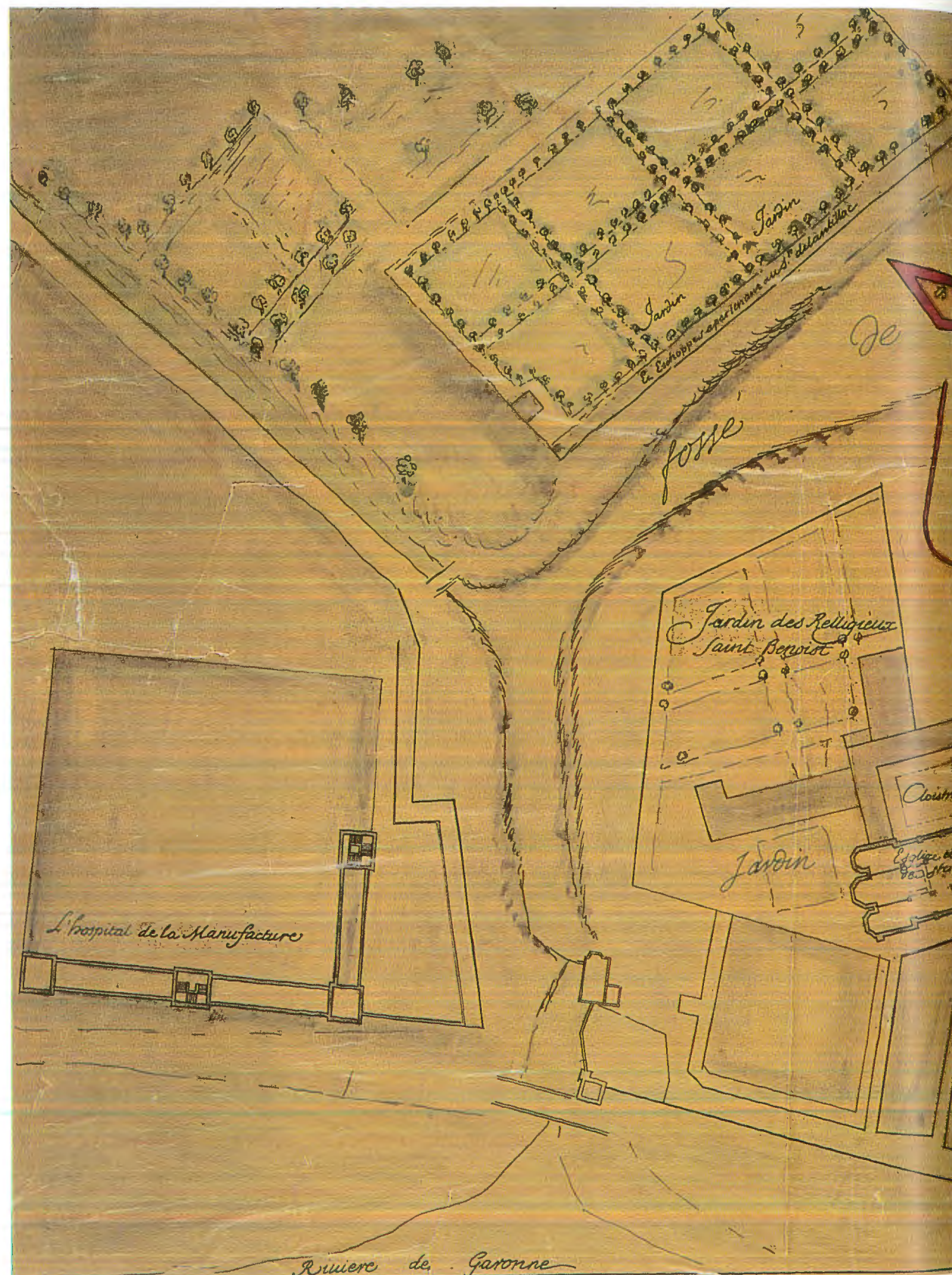
*Légendes:*

- |                        |                               |                                 |                               |
|------------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|
| 1. Bastion St Benoit   | Croix O.S.B.                  | Anglois et de partie de la clô- | P.P. Rampart dit de Plaisance |
| 2. Bastion St Ignace   | 6, 6, 6, 6. Clos du niviatiat | ture de la Ville.               | Q.Q.Q.Q. Glacis               |
| 3. Bastion des Anglois | des Jesuites                  | N.N.N. Fosse du Corps de la     | R.R.R. Fossé du réduit.       |
| 4. Réduit              | 7, 7. Clos des Capucins       | Place                           |                               |

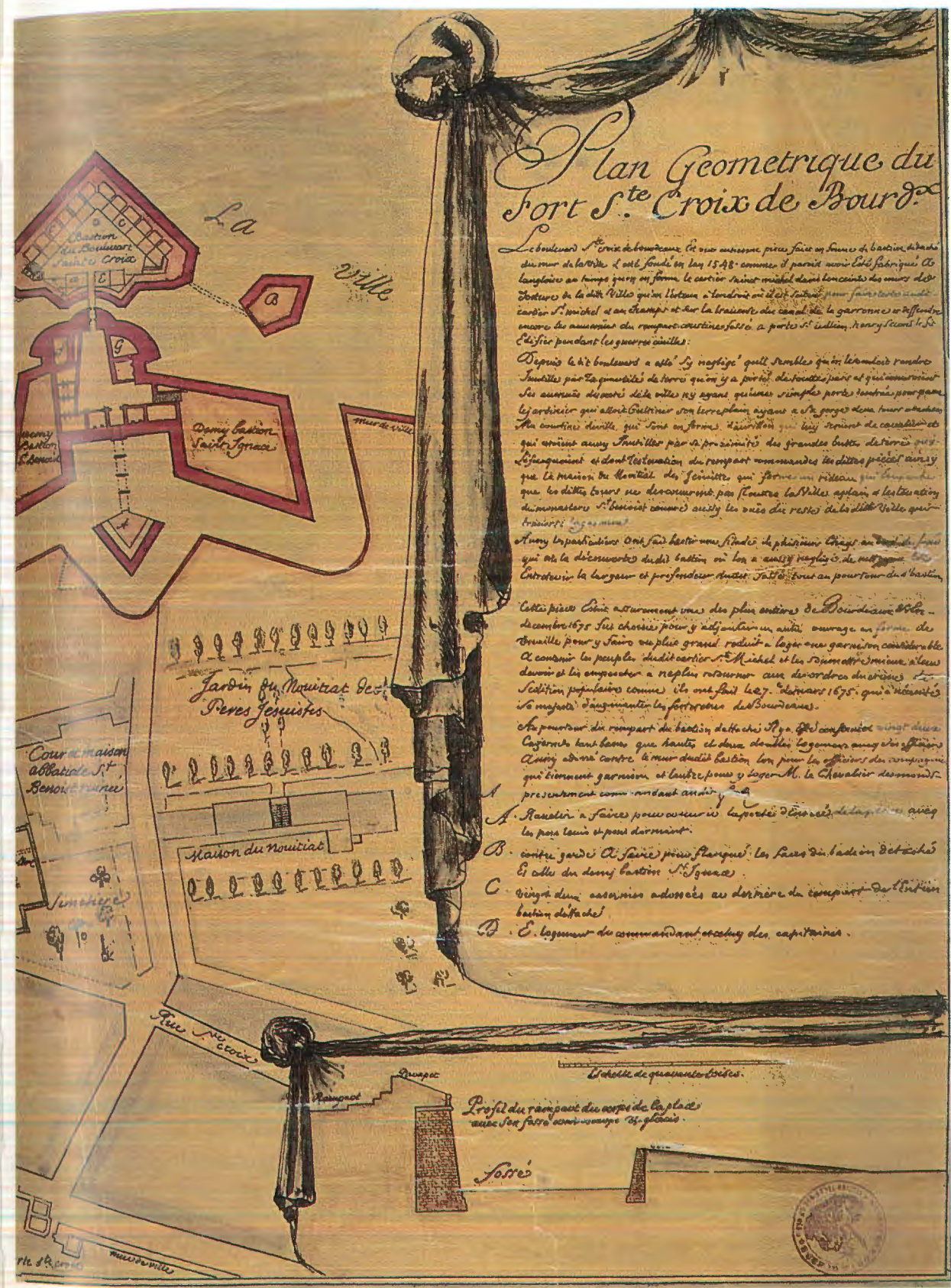


Pl. X. – Plan de la partie du fort ayant exproprié les Jésuites, par Ferry, 1691. A.D. Gir. H 2589.





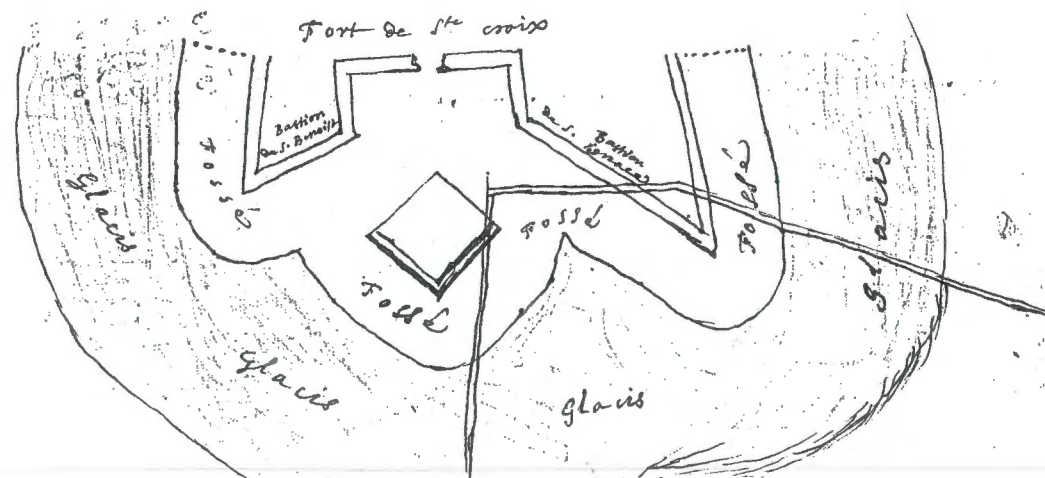
94



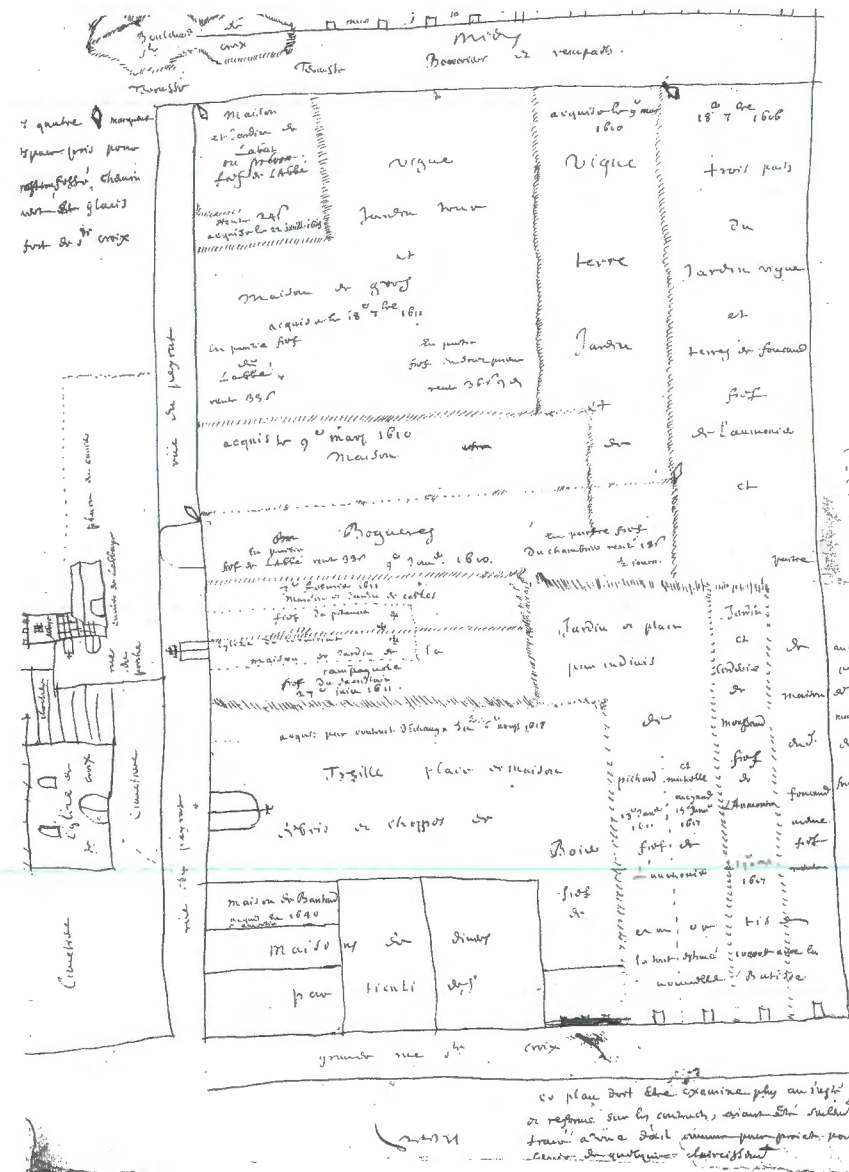
95



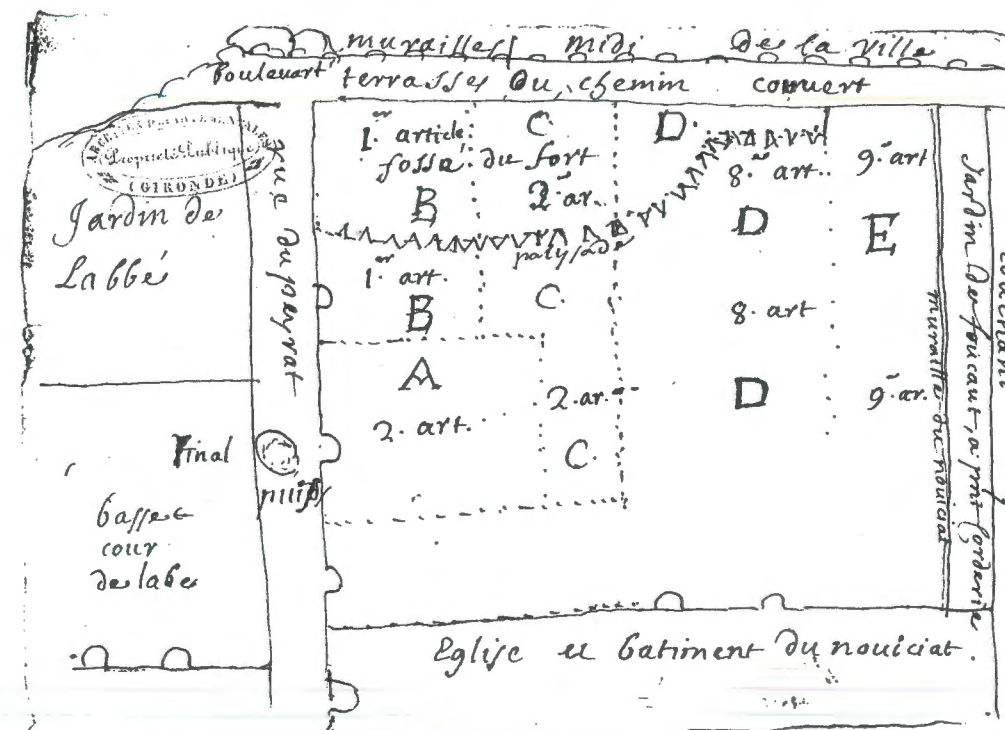
Pl. XII. - Archives des Jésuites, A.D. Gir. H 2589.



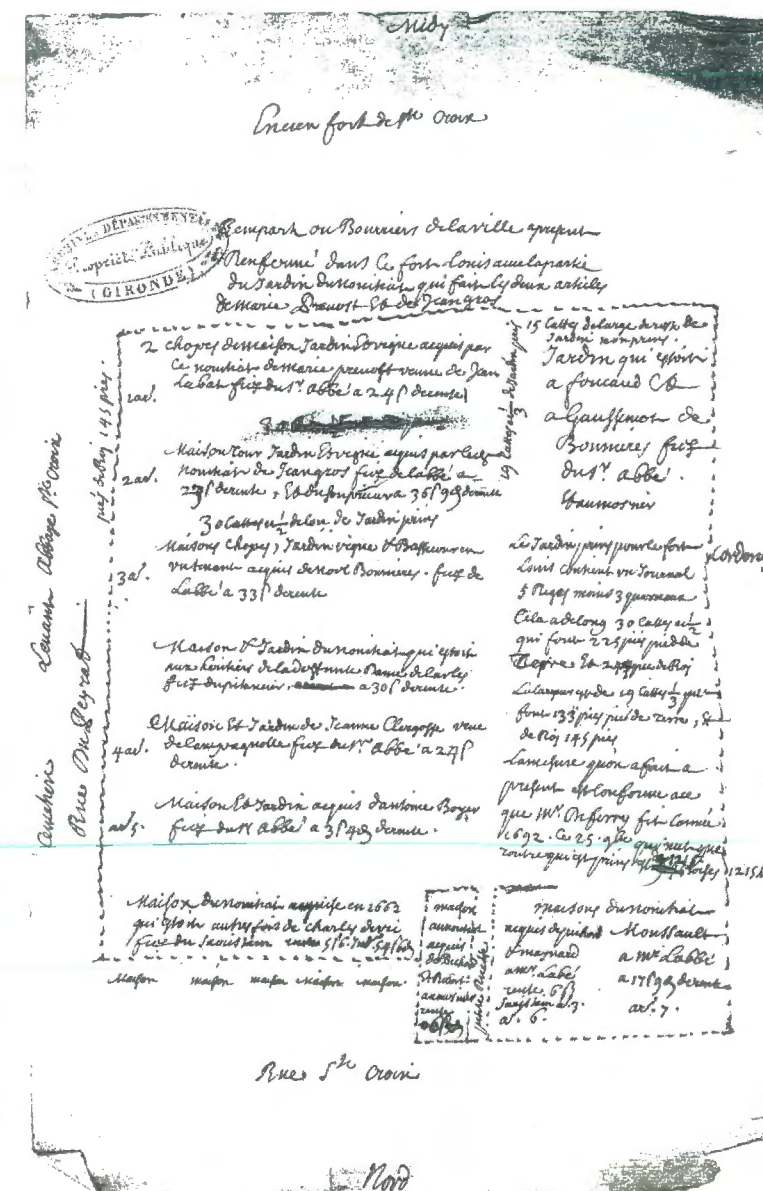
1- Plan du fort Louis.



3- Plan schématique des terrains des Jésuites.



2- Plan des terrains des Jésuites.

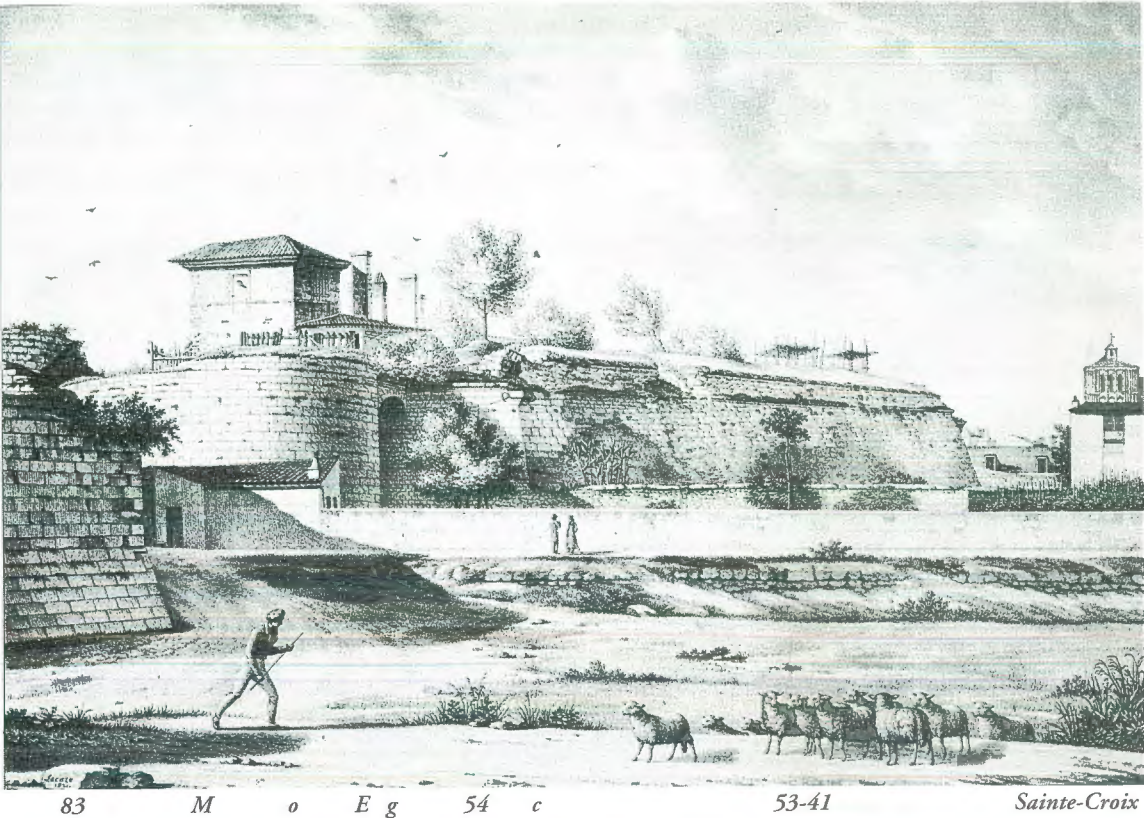
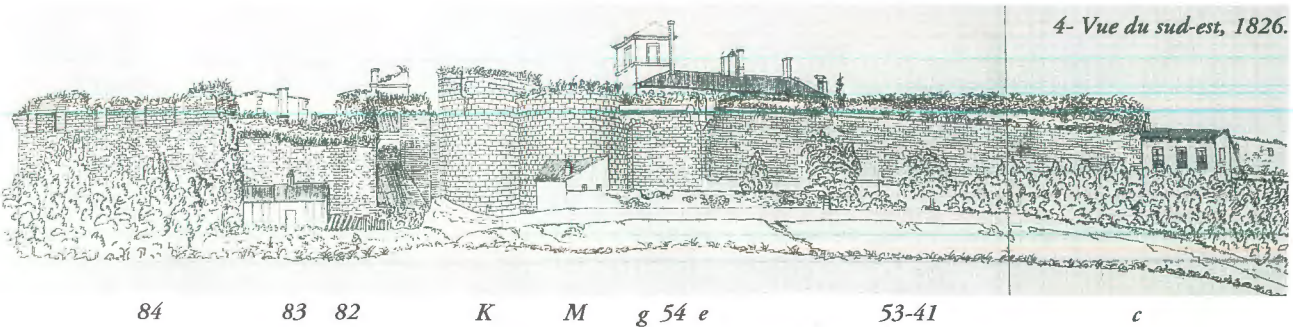
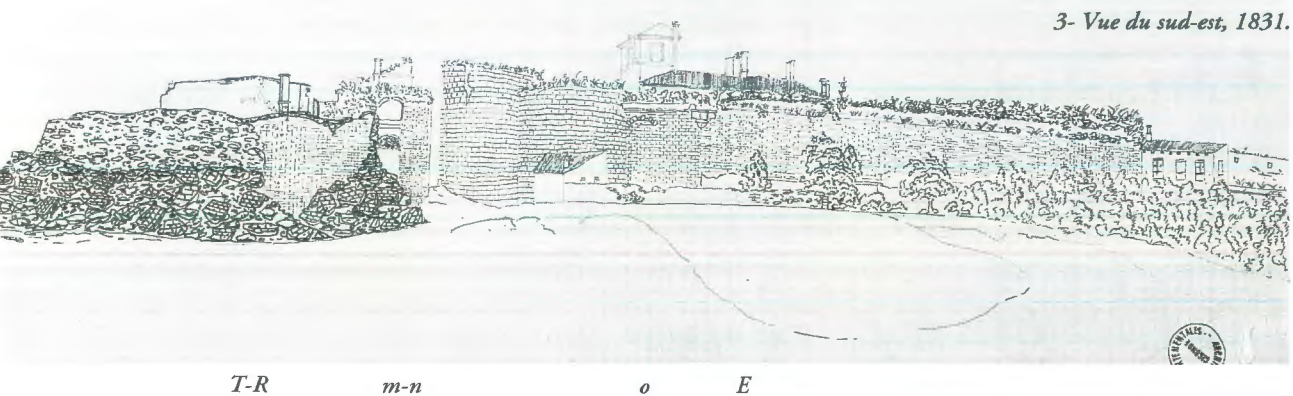
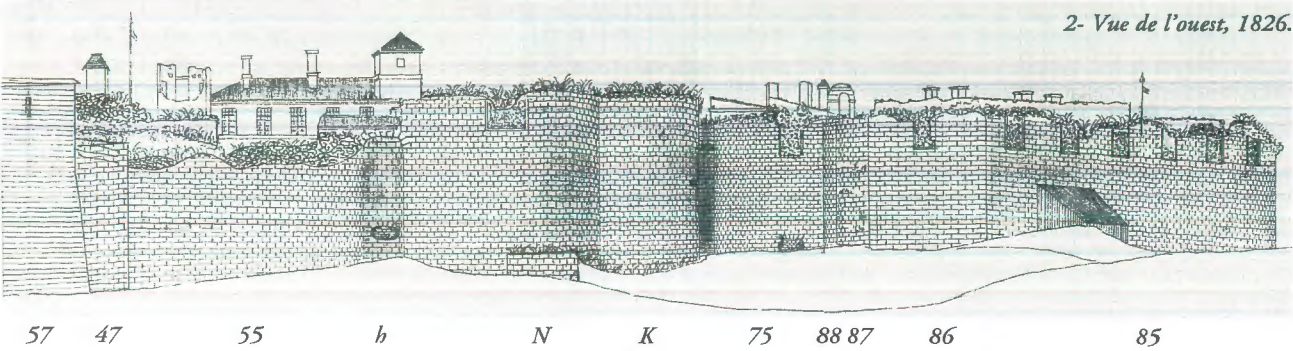
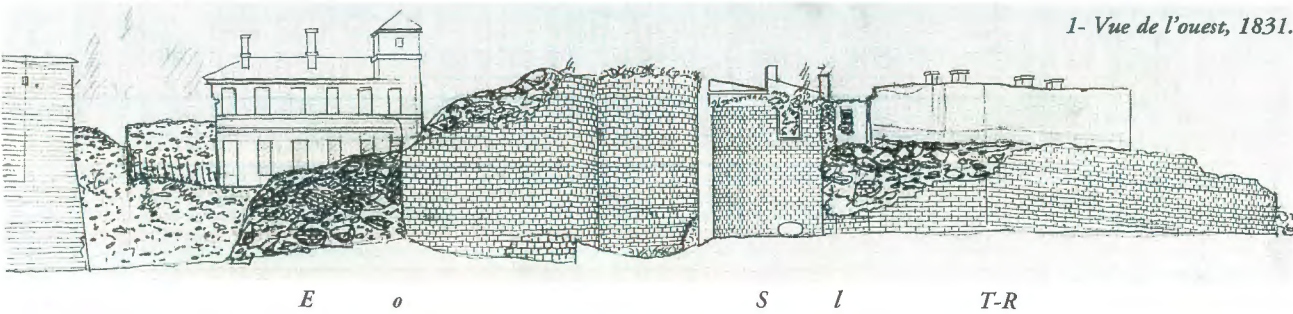


4- Plan schématique des terrains des Jésuites.

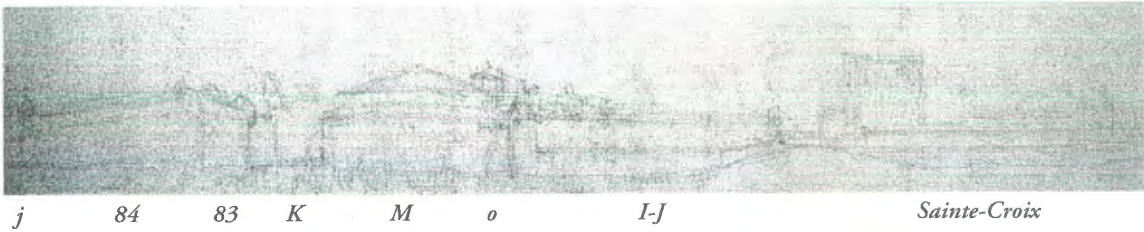


Pl. XIII. – Élévations ouest et sud-est du fort Louis.

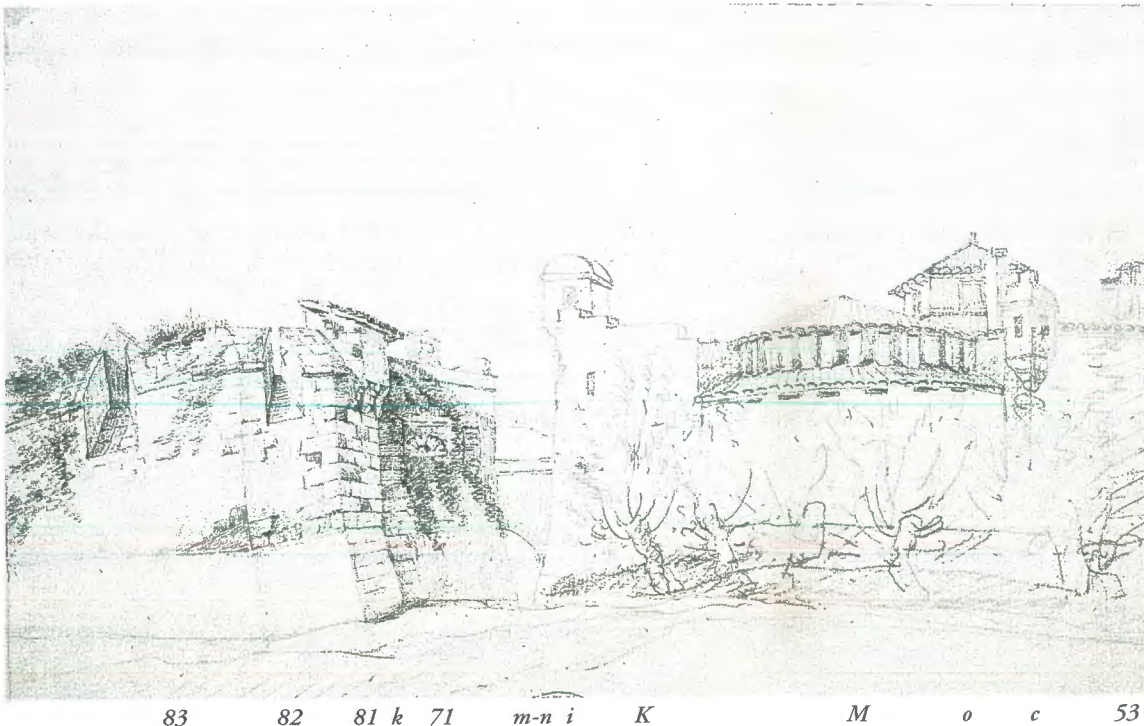
1 à 4- Dessins de Gabriel-Joseph Durand. A.M.Bx 155 M 2. Clichés Bernard Dubau, Service régional de l'Inventaire.



5- Lithographie de Goulon d'après un dessin de Lacaze, 1821. A.M.Bx IV K 5. Cliché Bernard Rakotomanga, Archives municipales de Bordeaux.



6- Corcelles, fin XVIIIe ou début XIXe, vue d'ensemble. A.M.Bx IV K 7, recueil 48. Traitement informatique par Jean-François Pichonneau, Service régional de l'Archéologie, d'un cliché de Bernard Rakotomanga, Archives municipales de Bordeaux.



7- Corcelles, fin XVIIIe ou début XIXe, vue de détail. A.M.Bx IV K 8, recueil 48. Cliché Bernard Rakotomanga, Archives municipales de Bordeaux.

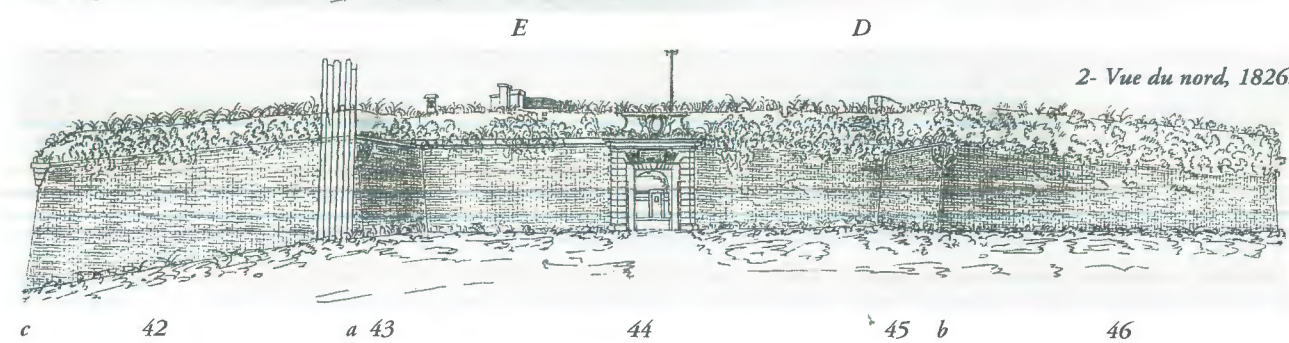


Pl. XIV. – Élévations de la façade principale du fort Louis.

1 et 2- Dessins de Gabriel-Joseph Durand. A.M.Bx 155 M 2. Clichés Bernard Dubau, Service régional de l'Inventaire.



1- Vue du nord, 1831.



2- Vue du nord, 1826.



4- Inscription de la porte royale. Musée d'Aquitaine, inv. 11882. Cliché Jean-Michel Arnaud, Musée d'Aquitaine.



3- La porte royale. Aquarelle, A.M.Bx IV K 10. Cliché Bernard Rakotomanga, Archives municipales de Bordeaux.





Pl. XV. – 1- La démolition du fort Louis. Aquarelle de Bernède. Dépôt de la Société archéologique de Bordeaux au Musée d'Aquitaine. Cliché Bernard Rakotomanga, Archives municipales de Bordeaux.



2- Haut-relief ornant une porte du fort Louis, attribuable aux années 1530. Musée d'Aquitaine, inv. 11881. Cliché Jean-Michel Arnaud, Musée d'Aquitaine.

Le plan d'établissement du projet, et donc de démolition des superstructures du fort, se fera sensiblement en correspondance avec le niveau des rues environnantes<sup>89</sup>, soit à 2,50 m sous l'entrée du fort et 57 cm en dessous du parvis de Sainte-Croix, ce qui donnera une pente douce<sup>90</sup>. Les fondations des nouveaux bâtiments, ouvertes avant remblaiement, seront "poussées jusqu'au banc de rocher" et larges de 90 cm ; mais, chaque fois que possible, on établira directement les murs sur les maçonneries dérasées du fort<sup>91</sup>. La plupart des pierres issues de la démolition serviront à construire les bâtiments de l'abattoir.

La notice sur les démolitions confirme la mise en œuvre de ces procédures. Les travaux de démolition, le creusement des nouvelles fondations et la construction des murs de l'abattoir sont menés simultanément par plusieurs équipes d'ouvriers. Ils commencèrent le 2 mai 1831 ; il n'est plus aucune allusion aux démolitions après le 9 décembre<sup>92</sup>. Les artificiers utilisè-

rent 6690 charges déposées dans des trous forés à la barre à mine, pourtant "il restait encore 400 m<sup>3</sup> de maçonnerie à démolir".

qu'il faut, d'abord, monter, puis, descendre... Par rapport à l'entrée, les fossés sont à : -2,50 m et -3,50 m pour les angles du bastion occidental ; -3,75 m pour la pointe de la demi-lune ; -4,50 m à l'est de la demi-lune.

89. Un argument, que ne donne pas Durand mais dont les sondages archéologiques vérifient la pertinence, est qu'en pratiquant un tel nivellement on ne touche pas à l'égout enfoui entre le fort et sa demi-lune.

90. Les cotes NGF actuelles semblent proches.

91. Devis estimatif, p. 11-12.

92. Date d'un incident assez amusant : un artificier imprudent ayant momentanément déposé sa boîte à poudre dans une auberge voisine, la curiosité des hôtes et d'un maçon du chantier, leur inconscience et leur maladresse provoquèrent l'explosion des charges et une panique générale. Le tout est décrit avec force détails et grande naïveté.

## Description du fort Louis<sup>93</sup>

Le fort Louis est, avec le château Trompette et le fort du Hâ, une des trois fortifications majeures de Bordeaux, toutes greffées sur la troisième enceinte. S'il est la plus petite, il est aussi la plus ignorée. Pourtant, il est loin d'être dénué d'intérêt et, on le verra, son histoire s'articule assez différemment de celle de ses homologues.

Pour leurs derniers développements, le fort Louis et le château Trompette sont de même chronologie et plusieurs textes insistent sur leurs ressemblances. Tous deux ont été vigoureusement remaniés sous Louis XIV et achevés sous les ordres de Vauban. Ils ont la même utilité de maintenir Bordeaux dans la soumission<sup>94</sup> ; mais si c'est une vocation normale pour un ancien "quiquengrogne" évolué, c'est une transformation totale pour la fortification de Sainte-Croix qui, malgré tous les efforts déployés, reste assez faible en elle-même et du fait de son environnement<sup>95</sup>. Par rapport à la ville, tous deux présentent une certaine symétrie : le château au nord, le fort au sud. Mais cette symétrie n'est que partielle : l'un est sur la Garonne ; véritable citadelle, il ver-

93. Devant la complexité de la construction et la difficulté de lecture des différents plans et vues, j'ai pris le parti d'élaborer un système de repères, d'indiquer les renvois en notes et en marge des illustrations. Voir aussi pl. III. Les capitales renvoient aux ouvrages et bâtiments principaux du fort, les minuscules à quelques éléments secondaires particulièrement reconnaissables, les chiffres à des unités structurales construites.

94. Quelques citations, parmi d'autres, en ce qui concerne le fort Louis : "L'interest et l'intention de sa Majesté en faisant bastir le fort dont il s'agit est sans doute de faire une fortifficaon qui commande sur tout le quartier de s<sup>e</sup> Croix et de s<sup>e</sup> Michel pour retenir dans le devoir tout le peuple de ce mesme quartier..." (archives des Jésuites, mémoire de février 1675) ; "...le quar<sup>e</sup> de s<sup>e</sup> Croix et de s<sup>e</sup> Michel que l'on veut tenir dans le devoir..." (ibid.) ; "Le Roy aiant resolu, ensuite de quelque sedition arrivée en cette ville l'an 1675, de batir un fort a s<sup>e</sup> Croix..." (ibid., mémoire de 1676) ; "...contenir les peuples dudit cartier s<sup>e</sup> Michel et les soumettre mieux à leur devoir et les empêcher à ne plus retourner aux désordres du crime, de sédition populaire comme ils l'ont fait le 27 de mars 1675 qui a nécessité Sa majesté d'augmenter les forteresses de Bourdeaux..." (cartouche du plan de 1680). Etc.

95. Cf. en particulier A.D.Gir. H 2589, le début du mémoire de février 1675 (v. annexe 1). On peut, en l'occurrence, douter de l'objectivité des Jésuites qui n'apprécient guère ce voisinage, mais c'est aussi le propos de Vauban : "Les dedans de ce fort estant veus en beaucoup d'endroits, par la hauteur des Jusuites et la tour de



rouille le port et commande la ville<sup>96</sup> ; l'autre est certes proche du fleuve mais séparé de lui par tout un faubourg, et ne tient sous ses canons qu'un quartier périphérique. En fait le système de tenaille n'est complet et efficace qu'avec le Hâ<sup>97</sup> ; le fort Louis n'a qu'un rôle secondaire pour tenir la ville.

Le faubourg Sainte-Croix est, encore au XVIII<sup>e</sup> siècle, un quartier assez nettement périphérique de Bordeaux où abondent les structures de type conventuel : le couvent des Bénédictins bien sûr, dont les prédécesseurs sont pratiquement à l'origine de l'occupation primitive ; le noviciat des Jésuites ; les Capucins un peu plus à l'ouest ; à l'extérieur des remparts, le couvent des Bénédictines et la Maison de force, puis la Maladrerie, enfin l'hôpital de la Manufacture. A peine s'intercalent des corderies qui deviendront l'hôtel de la Monnaie, à côté du Noviciat, et d'autres entre les Bénédictines et la Maladrerie. Plus loin, au-delà des Capucins, Tourny développe le Marché aux Bœufs, dont la proximité ne sera pas sans effet sur le choix du site de l'abattoir. L'habitat bourgeois, quant à lui, se replie en bordure de la Garonne, en prolongement du quartier Saint-Michel.

## Les structures principales du fort

Le fort Louis n'a pas la régularité relative ni l'évidente efficacité du château Trompette dans son dernier état. Il se compose principalement d'un corps central, entouré par deux demi-bastions latéraux et un bastion détaché en forme de demi-lune. Il se trouve à cheval sur la ligne du mur de ville, qui s'interrompt à son profit et déploie ses courtines à mi-développement des demi-bastions.

Le corps central est légèrement désaxé, assez irrégulièrement conçu : sa façade principale, entre les bastions, est rectiligne, tandis qu'il développe, à l'opposé, un ensemble composé d'une partie semi-circulaire et de deux courbes latérales ; la première représente une tour, nous appellerons les secondes " orillons " à l'instar des documents anciens<sup>98</sup>. La demi-lune pointe au sud, vers la campagne ; sa gorge s'adapte aux formes de la tour et de ses orillons. Les deux bastions sont très inégaux : le plus grand s'allonge à l'ouest tandis que l'autre ne déborde pas l'aile

de la demi-lune. Ils prennent en tenaille l'accès au corps de place qui est, de plus, défendu par un réduit<sup>99</sup> et un chemin couvert.

Le fort est implanté sur une légère croupe qui domine l'estey de Sainte-Croix<sup>100</sup>. Le terrain naturel, tel qu'on peut le restituer pour le XVIII<sup>e</sup> siècle, est en pente du nord au sud et de l'est à l'ouest<sup>101</sup>, à peu près 1,6 % dans chaque axe<sup>102</sup>. Lui correspondent les sols des cours du corps central et de la demi-lune ; c'est ce dernier qui nous servira de référence<sup>103</sup>. Le point le plus haut du fort est la guérite qui surmonte la tour centrale<sup>104</sup> : elle monte à 13,65 mètres au-dessus de la

*Sainte Croix...* (§ 48, p. 244) ; ce n'est jamais qu'un "fortin" (§ 58, p. 246). Si l'on voulait en faire une véritable forteresse, il aurait fallu engager des travaux considérables (§ 43, p. 244, et § 58, p. 246-247) ; en l'état il peut servir de réduit (§ 43, p. 244), *il est fort bon de soy* (§ 58, p. 247). Dans le cartouche du plan de 1680, les mêmes arguments sont repris, mais uniquement appliqués à l'état antérieur au fort Louis lui-même.

96. " *La situation en est bonne et bien choisie à l'égard du havre, de la ville et du pais, puisqu'elle peut également donner la main aux secours de terre et d'eau et commander à la ville aussi bien de là que de quelqu'autre lieu qu'on l'eust peu placer...* " (Vauban 1680, § 1, p. 231-232).

97. " *Le chasteau du Haa (...) tient à peu prez le milieu du circuit de la ville et pourroit facilement se communiquer avec le Chasteau Trompette et mesmes empêcher la circonvallation...* " (Vauban 1680, § 59, p. 247-248).

98. Cartouche du plan de 1680. Cf. Roudié, 1960, p. 52. Repères M et N.

99. C'est le mot employé par les descriptions de l'époque et par Vauban lui-même ; en position de contre-garde comme l'est cet ouvrage avancé, et non construit à l'intérieur d'un autre ouvrage, si ce n'est le chemin couvert, le terme de redoute pourrait paraître plus approprié ; je préfère cependant conserver celui donné par les textes. Repère C.

100. C'est un des ruisseaux servant d'exutoire à l'Eau-Bourde.

101. Cette pente naturelle n'est aujourd'hui pratiquement plus perceptible dans l'axe nord-sud. En revanche, dans l'axe est-ouest, elle est encore bien marquée aujourd'hui : on perd six mètres d'altitude entre le haut de la rue des Doves et le bas de la rue Dom Devienne, en passant de 11,30 m NGF à 6,30 (données CUB).

102. Calcul fondé sur le plan de 1774 (pl. VII).

103. D'après les observations faites lors des sondages, qui seront décrites plus loin, ce niveau est sensiblement 1 m au-dessus de celui de la place actuelle. Bien que ne disposant pas de cotes précises, je l'estime à environ 7,70 m NGF. Voir ci-dessous.

104. Voir en particulier Corcelles qui la met bien en valeur (pl. XIII, 7). Repère i.

place d'armes de la demi-lune. Dans leur ensemble, les sommets de tous les parapets ont une altitude constante de 8,45 m ; le cordon d'escarpe qui marque la plupart des murailles court à peu près un mètre et demi plus bas. De ce niveau dépassent à peine quelques sommets de toiture et surtout, de plus de deux mètres, les bâtiments qui longent les faces de la demi-lune. La crête du mur de ville est un peu plus haute à l'ouest que les parapets du fort, de seulement deux pieds, tandis qu'à l'est elle est nettement plus basse, de quinze pieds soit cinq mètres.

Un ensemble de trois fossés distincts ceinture ces différents éléments. Le fossé extérieur est le plus profond ; il entoure de partout la demi-lune<sup>105</sup> et se confond avec celui de la ville<sup>106</sup>. En 1774, la profondeur observée était de 4,50 m<sup>107</sup> ; en 1826, il était partiellement comblé et occupé par un égout souterrain qui est, encore aujourd'hui, actif<sup>108</sup>. Ces douves n'étaient pas en eau, mais un simple ruisseau courait entre la demi-lune et le fort, formant la cunette et venant rejoindre l'estey de Sainte-Croix qui coulait le long de l'enceinte jusqu'à la Garonne<sup>109</sup>. Un fossé médian aux angles adoucis sépare le corps de place de la ville et rejoint en ses extrémités le premier ; escarpe et contrescarpe étaient revêtues<sup>110</sup> ; il est en moyenne de deux mètres moins profond que lui<sup>111</sup>, sauf à son extrémité ouest où il remonte pratiquement jusqu'au niveau du terrain naturel. Un dernier fossé achève la défense du réduit et se rattache au second ; il est encore moins profond que lui, en moyenne un mètre sous notre référence<sup>112</sup> ; escarpe et contrescarpe étaient revêtues<sup>113</sup>. Les dénivelés entre ces trois fossés sont marqués par des maçonneries qui servent de soutènement aux terres<sup>114</sup>.

Ces fossés étaient peu entretenus en tant que tels, les sondages archéologiques ont montré qu'ils étaient très tôt partiellement comblés. Ils étaient en culture et en pâture au moins dès le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le plan de 1751 nous en est un bon témoin<sup>115</sup>.

## L'accès au fort

On accède au fort Louis par une rue qui porte son nom<sup>116</sup>. Elle sépare les propriétés des Jésuites, à l'ouest, de celles des Bénédictins, à l'est.

## Cahier des charges pour les dehors

Ferry et Payen<sup>117</sup> dressent sur les instructions de Vauban<sup>118</sup> un cahier des charges assez précis des constructions à réaliser pour aménager les dehors du fort<sup>119</sup>. Ce document est instructif, en lui-même mais aussi par les comparaisons qu'il donne avec d'autres parties du monument ; il confirme ainsi certains aspects du devis estimatif de Durand.

*La maçonnerie en fondation du réduit sera établie de niveau sur un grillage qui sera posé par l'entrepreneur de la charpente. Ledit mur sera de cinq pieds et demy de large en fondation, en observant de surplus toutes les retraites, taluds et espaisseurs portées au profil.*<sup>120</sup>

105. Repère FB.

106. Il est en pente d'ouest en est, accompagnant ainsi le mouvement naturel du terrain. Repères FV1 et FV2.

107. Soit 3,30 m sous le sol actuel ; NGF calculé : env. 4 m. Les sondages ont montré qu'il était initialement plus profond.

108. Plan de février 1826 (pl. I) ; Durand, vues du sud-est (pl. XIII, 3 et 4). L'égout a été observé lors des sondages. Encore en 1831, il ne conduisait que jusqu'aux douves orientales du fort, puis passait à ciel ouvert.

109. Plans de 1770 et 1777 (pl. VI et VIII). Celui de 1774 semble exagérer l'importance de ce filet d'eau (pl. VII).

110. Voir en particulier le texte cité plus loin pour la construction du réduit. Repère FF.

111. Un peu plus d'un mètre sous le sol actuel ; NGF calculé : env. 6 m.

112. Environ 20 cm au-dessous du sol actuel. Repère FR.

113. Vauban 1680, § 49, p. 245 ; § 11, p. 251 ; p. 258.

114. Plan de 1774 (pl. VII). Cf. aussi Vauban 1680, § 50, p. 245 : *Deffaire les deux palissades qui ferment le débouchement du fossé du fort dans le grand et les refaire de maçonnerie à peu prez eslevée comme le bord du fossé, et l'espaisir de pied et demy réduit seulement.*

115. Voir aussi Lacaze et ses figurations de promeneurs et de berger.

116. Dès, au moins, le plan Lattré de 1733 (Labadie 1909-1910, n° 57). Saint-Rapt (1975) lui donne déjà ce nom dans sa reconstitution de Bordeaux en 1685.

117. Ces deux ingénieurs du Roi sont mentionnés dans les archives des Jésuites. Ferry est même l'auteur du plan qui appuie leurs revendications.

118. Vauban 1680, § 49 et suivants, p. 245.

119. *Ibid.*, p. 258-259.

120. Il n'est pas exclu, sur la foi de cette description, que ces fondations de presque deux mètres de large soient encore partiellement conservés en sol : le niveau de dérasement de Durand est à peine une trentaine de centimètres sous le fond du fossé.



La masse de laditte massonnerie sera toute de moison, et le parement sera taillé avec chaisnettes conforme à celui des bastions et contrescarpe du fossé, et une plinthe au dessus, qui aura deux pouces de saillie, avec une banquette de pierre dure sur le derrière de trois pieds de large.

Au dessus de la grosse massonnerie sera eslevé un parapet de vingt pouces d'épaisseur et neuf pieds de hauteur à plomb, compris le bahu ou chapronnement qui sera de doublerons du rocq de Penot. On observera dans ledit mur l'ouverture de deux portes, l'une de trois pieds de haut et l'autre de huit entre deux tableaux ; les pieds droits desdites portes seront revestues de blocs du rocq de Penot, en observant les pilastres par le devant, avec deux piliers battans sur le derrière d'environ quatre pieds de saillie, revestus de pareille pierre.

Dans ledit parapet seront percez des creneaux de six pieds en six pieds, commençant à quatre pieds au dessus de la banquette.

En dedans dudit réduit sera faict un corps de garde de six pieds en fondation, en observant les portes, fenestres, cheminées et entablement enoncez cy dessus.

Les parements de tout ledit corps de garde seront de moison choysy, taillé comme il a esté dit cy dessus, à la reserve des pieds droits des portes, fenestres et entablement, qui seront de doublerons du rocq de Penot, les appuis et jambages des cheminées de Rauzan.

Le dedans dudit corps de garde et avenue seront pavés de cailloux d'environ six ponce de queue.

Le bord extérieur du fossé sera revestu de mesme, et la muraille sera fondée comme il a esté dit cy devant pour le mur de circuit dudit réduit, et dans ledit mur sera pratiqué un escalier de deux pieds de longueur de marches de Rauzan, et un autre de trois pieds à la gorge dudit réduit.

La ditte contrescarpe aura un pied moins d'épaisseur que le mur de circuit dudit réduit, et aura parement de mesme que celui des bastions, et aboutira sur le bord du grand fossé, dont il faudra desmolir partie de la contrescarpe pour déboucher ledit fossé.

Tous les matiereaux nécessaires pour la construction dudit ouvrage se fourniront aux despens de l'entrepreneur, et le mortier sera tiercé de chaux et sable à l'ordinaire.

Ce cahier des charges est certifié réalisé par les ingénieurs ordinaires du Roy le 23 mars 1681. Les travaux valurent 6000 livres<sup>121</sup>. Les plans ultérieurement dressés du fort montrent en effet les résultats. En 1691, on augmenta le chemin couvert de sa partie occidentale, autour du bastion.

## Les dehors du fort

La rue du fort Louis est détournée de façon à aborder par sa face nord-est le réduit<sup>122</sup>. L'accès traverse à la perpendiculaire le chemin couvert, première ligne de défense<sup>123</sup>. Il court sur la contrescarpe du fossé du réduit et enveloppe le bastion occidental jusqu'au mur de ville. Il domine les terrains environnants et possède un glacis nettement pentu<sup>124</sup>. Ce glacis est distinct de ceux qui se développent, avec une pente très faible ou même nulle, sur les parages nord-est du fort, notamment le long du fossé entourant le bastion oriental<sup>125</sup>. Ils empiètent sur le territoire du couvent des Bénédictins, dont le mur de clôture est reporté à l'est, et se confond au nord avec l'arrière du couvent. À l'inverse, de l'autre côté, les Jésuites ont poussé leur jardin jusqu'au mur du chemin couvert et l'ont clôturé<sup>126</sup>.

121. *Ibid.*, p. 251, § 11.

122. Repère C.

123. Repère A.

124. Le plan de 1774 indique sa base par un tireté et les bissectrices de ses principaux angles par un trait plein (pl. VII). Cf. Vauban 1680, p. 263 : *L'entrepreneur fera la fouille et transport des terres nécessaires tant pour la fondation de la massonnerie que du réduit et excavation de son fossé* [réduit du portail Barrat, au château Trompette], suivant les alignements qui lui seront donnez, ce qui sera pareillement observé au réduit du fort Sainte-Croix, et les dites terres transportées à eslever le glacis du chemin couvert parallèle audit réduit. 26 mai 1680, signé Ferry et Payen. Même observation technique dans un dessin du projet d'accroissement du chemin couvert, contenu dans les archives des Jésuites (A.D.Gir. H 2589), non signé mais probablement du même Ferry : "... qui deviendra en glassis par les terres que lon y apportera de celles que lon tire pour faire le chemin couvert".

125. Le plan de 1751 donne le nom de glacis à ces terrains mais ignore ceux du chemin couvert (pl. IX).

126. Voir à ce propos, plus loin, les démêlés des Jésuites lors de la construction du fort. Repères A et B.

À son extrémité sud-ouest, le glacis du chemin couvert vient butter contre le mur de soutènement du rempart terrassé à l'intérieur du mur de ville, et son parapet se transforme en soutènement latéral de la terrasse, tous deux ayant la même altitude. Le rempart est lui-même encaissé entre une élévation de six mètres pour le mur d'enceinte et d'un peu moins de quatre pour le mur de soutènement ; il est de peu commandé par le bastion. Cette partie du chemin couvert ne fut réalisée qu'en 1691<sup>127</sup>, dépassant largement le vœu de Vauban qui souhaitait simplement obliger les Jésuites à se clôturer de haie vive<sup>128</sup>.

Le chemin d'accès au fort franchit par un pont-levis<sup>129</sup> le fossé qui entoure le réduit<sup>130</sup>. Celui-ci a une forme hexagonale irrégulière ; sa face nord-est est son côté le plus long, de sorte que le pont-levis se trouve en son centre mais débouche dans l'alignement de l'accès au corps de place. Un peu à l'écart sur la droite du cheminement, le corps de garde<sup>131</sup>, petit bâtiment rectangulaire coiffé d'une toiture à quatre pentes, occupe la pointe du réduit et s'allonge sur sa face nord-ouest. Cet ouvrage avancé ne porte pas d'artillerie. Il n'est défendu par des parapets que sur ses faces et ses flancs mais pas à sa gorge : au sud, seul le second fossé, qui épouse la forme des deux bastions principaux, la sépare du corps de place.

Un pont de charpente franchit ce second fossé<sup>132</sup>. Sa dernière travée constitue un pont-levis<sup>133</sup>.

## Les murailles du fort

Les deux demi-bastions se détachent de part et d'autre<sup>134</sup> : à droite, du côté du noviciat des Jésuites, le bastion Saint-Ignace ; à gauche, du côté du couvent des Bénédictins, le bastion Saint-Benoît<sup>135</sup>. Ils prennent en tenaille le pont, la capitale du premier étant au nord-ouest et celle du second au nord-est. La "porte royale" est percée au centre de la courtine<sup>136</sup> qui se trouve en retrait entre les flancs très courts des bastions. De part et d'autre de la porte, le parapet est ouvert de deux canonnières<sup>137</sup> qui commandent le réduit et font face à l'accès et à la ville.

Chacun des murs en retour possède aussi une canonnière en créneau<sup>138</sup> ; elles se regardent et commandent le pont. Les faces des deux bastions internes à la tenaille<sup>139</sup> en possèdent chacune une, décentrée vers l'angle d'épaule ; elles permettent un tir de flanquement de part et d'autre du réduit. Les faces

extérieures des deux bastions<sup>140</sup> en possèdent encore deux autres, reportées en avant du mur de ville et permettant aussi des tirs de flanquement<sup>141</sup>.

La pointe du bastion Saint-Benoît possède une console annelée dont le haut est au niveau du cordon d'escarpe<sup>142</sup> ; elle portait une guérite accessible à travers le large parapet depuis le terre-plein<sup>143</sup>. Le symétrique existait à la pointe du bastion Saint-Ignace, mais aucune vue en élévation ne nous en est conservée<sup>144</sup>. Les quatre angles d'épaule des deux bastions possédaient des systèmes identiques, mais avec des

127. Archives des Jésuites et notamment plan de Ferry reproduit pl. X. Repère B.

128. § 53, p. 245.

129. Vauban 1680, § 49, p. 245. Ce point précis est bien indiqué sur les plans de 1770, 1777 et 1782 contre ceux de 1751 et de 1774 qui ne s'embarrassent pas de ces détails (pl. V à IX).

130. Repère FR.

131. Vauban 1680, § 49, p. 245 ; etc.

132. Repère FF. Le pont compte neuf travées fixes selon le plan de 1782 (pl. V). Les autres plans sont moins précis ; tout en dessinant le même dispositif, ils lui donnent entre six et huit travées.

133. Les plans de 1770, 1777 et de 1782 sont très explicites (pl. V, VI et VIII) ; les autres négligent ce détail.

134. Repères I/J et H.

135. Hommage explicite aux deux couvents voisins dont les terrains ont été expropriés, ces appellations ne manquent pas d'humour quand on les compare aux réclamations réitérées des Jésuites.

136. Repère 44.

137. Contrairement aux autres murs du corps de place, il ne s'agit pas ici de créneaux : nos plans indiquent bien par la couleur rouge que les murs sont vus en coupe.

138. Repères 43 et 45. Il s'agit bien ici de créneaux : les murs sont colorés en gris sur nos plans, ce qui signifie une vue du dessus.

139. Repères 42 et 46.

140. Repères 41 et 47.

141. Noter que le plan de 1777 oublie trois de ces créneaux qui ouvrent le parapet (pl. VI).

142. Durand, vues du nord (pl. XIV, 1 et 2) ; illisible sur celles du sud-est (pl. XIII, 3 et 4), mais voir aussi Lacaze (pl. XIII, 5).

143. Plans de 1751, 1770 et 1777, repère c (pl. VI, VIII et IX). Le niveau reproduit par le plan de 1782 se trouve en dessous.

144. *Ibid.*, repère d. À l'époque de Durand, dès 1826, les murs de ce bastion sont dérasés trop bas (pl. XIII, 2).



consoles différentes. Celles tournées vers l'accès au fort <sup>145</sup>, sur la façade principale, étaient décorées de blasons symétriques mais aux motifs héraldiques différenciés quoique illisibles <sup>146</sup>. A l'angle sud-est, c'est un type très différent, sans aucune raison ornementale particulière : une console en cul de lampe <sup>147</sup>. Une sixième structure du même genre occupait le dernier angle du fort <sup>148</sup> ; elle était disparue avant 1826. Un seul de nos documents donne une précision sur le plan de ces six guérites : c'est le brouillon du plan dressé par du Vignau de Beaulieu en 1770 ; elles sont toutes pentagonales <sup>149</sup>. Corcelles donne une forme angulaire, qui coïnciderait bien au dessin de ce plan <sup>150</sup>. Le fort possédait donc des guérites portées par des consoles sur tous ses angles saillants. Ce système existait probablement dès la visite de Vauban : pour compléter l'ensemble du dispositif de défense, il demande en effet d'en établir une à la pointe du bastion des Anglais <sup>151</sup>, mais nulle part ailleurs ; d'après le même document, elle est elle aussi pentagonale.

Les faces des bastions et leurs flancs tournés vers l'accès sont talutées <sup>152</sup>, mais ce n'est pas très évident pour la courtine centrale <sup>153</sup>. Le fruit, quand il est attesté, est assez net jusqu'au cordon d'escarpe ; pour le parapet on ne dispose d'aucun argument précis <sup>154</sup>. Pour les autres murs du fort, ce n'est pas très aisé à déterminer, faute de dessins, ou parce qu'ils sont peu clairs <sup>155</sup>. Ce qu'on peut retenir avec certitude, c'est que le bastion des Anglais, à la différence des autres murailles, n'était taluté qu'à sa base <sup>156</sup> ; il en était de même pour la courtine occidentale de l'enceinte <sup>157</sup> ; de même encore pour la tour et ses deux orillons <sup>158</sup>.

### La porte royale

Dans ses vues du nord, Durand nous a transmis une image assez sommaire de la porte royale. L'ouverture, d'une largeur conséquente, est assez simple au niveau inférieur, avec des piédroits développant un jeu de pilastres à bossages. Mais, à l'attique, elle présente un élément assez important sculpté en bas-relief : on lirait bien, dans les quelques traits évocateurs, deux anges encadrant un blason qui semble muet. Enfin, sur l'entablement est dessiné le cartouche d'une inscription <sup>159</sup>.

Déposée lors de la démolition du fort, cette inscription est conservée au Musée d'Aquitaine <sup>160</sup> (pl. XIV, 4). On y lit : *REGNANTE LUDOVICO /*

*DECIMO QUARTO / INVICTISSIMO GALLIARUM REGE / SUB ADMINISTRATIONE COESARIS PHOEBI D'ALBRET / PRO REGIS AQUITANIE CURIS GUILLELMI DE SEVE / MISSI DOMINICI ARX ISTA TRIBUS MENSIBUS ERECTA EST / ANNO DOMINI MILLESIMO SEXCENTESIMO SEPTUAGESIMO SEXTO*. Sous le règne de Louis le quatorzième, le très invaincu roi des Gaules, sous l'administration du gouverneur d'Aquitaine César Phébus d'Albret, sous la direction de l'intendant Guillaume de Sève, cette forteresse a été construite en trois mois, en l'année du Seigneur mille six cent soixante seize.

145. Repères a et b.

146. Durand, vues du nord (pl. XIV, 1 et 2). Celui de gauche est divisé en quatre quartiers, celui de droite en deux moitiés.

147. Durand, vues du sud-est (pl. XIII, 3 et 4).

148. Repère f.

149. Plusieurs plans donnent l'impression d'une forme ronde, mais ici le tracé est volontairement précis.

150. Pl. XIII, 7 ; repère e.

151. Elle est clairement lisible sur la vue d'ensemble de Corcelles (pl. XIII, 6 ; cf. Roudié 1960, p. 52). Voir ci-dessous.

152. Tous les dessins montrent assez bien cela, mais ceux de Durand ont le plus souvent simplifié cet aspect, sauf dans les vues du nord, visiblement plus travaillées.

153. Notre seule source est Durand (pl. XIV, 1 et 2).

154. Tous les dessins du XIX<sup>e</sup> siècle montrent un état ruiné jusqu'au cordon d'escarpe. On pourrait éventuellement tirer argument de celui de Lacaze qui semble montrer quatre assises en fruit au-dessus du cordon à la pointe du bastion Saint-Benoît (pl. XIII, 5).

155. C'est en particulier le cas du court flanc sud-est du bastion Saint-Benoît, chez Lacaze (pl. XIII, 5) : un arbre coupe en deux parties ce pan de mur et sur la droite il semblerait posséder un fruit, mais pas sur la gauche lorsqu'il s'engage sous la trompe.

156. Corcelles et Lacaze sont unanimes et clairs (pl. XIII, 5 et 7).

157. Durand, vues de l'ouest (pl. XIII, 1 et 2).

158. Une partie de cet ensemble a été observé en sondage. L'observation qu'on a pu en faire donne ici raison à Corcelles, sauf dans les proportions, contre Lacaze.

159. L'emplacement est bien visible, mais les détails ornementaux illisibles, à plus forte raison le texte.

160. Inv. 11882. Voir aussi la notice sur les démolitions et Rabanis 1846. Rabanis la dit en marbre noir, elle serait en schiste.

On suit parfaitement bien le parcours de cette plaque et on la positionne exactement sur le fort. Il n'en va pas de même du groupe sculpté en haut-relief (pl. XV, 2). Les dessins de Durand indiquent cependant clairement qu'il n'était pas sur la façade nord ; ce serait au surplus un mélange de styles assez étonnant. La notice sur les démolitions ne le mentionne pas, ce qui tend à confirmer cela, alors que la note de Rabanis <sup>161</sup> et même le numéro d'inventaire du musée témoignent d'un dépôt simultané des deux pièces. Par ailleurs, Rabanis mentionne qu'il "était situé sur la porte de l'est" <sup>162</sup>. Dans le contexte, cela implique qu'elle était sur une autre porte que celle d'entrée ; mais il n'existe aucune porte à l'est dans l'état final du fort <sup>163</sup>. Il reste donc à trouver pour cette sculpture un emplacement d'origine vraisemblable.

### Le corps de place

#### La place d'armes

Un passage, ménagé dans le bâtiment adossé à la courtine nord <sup>164</sup>, mène du pont principal du fort à la place d'armes.

La forme générale en L de cette cour est déterminée par le bâtiment des communs qui occupe le quart sud-ouest <sup>165</sup>. Elle distribue l'ensemble des circulations du fort. A droite, une rampe d'accès mène au terre-plein du bastion occidental ; elle est contenue entre un mur de soutènement qui prolonge le niveau de la cour le long des bâtiments et le chemin de ronde qui longe le flanc sud-est du bastion avant de suivre l'orillon sud-ouest du corps central et le côté nord de la tour <sup>166</sup>. Légèrement sur la gauche du visiteur, décalée par rapport à la porte royale, la place d'armes s'étend entre les communs et un autre bâtiment à deux étages qui occupe le côté oriental <sup>167</sup> ; s'engageant sous le chemin de ronde, elle conduit à la demi-lune.

Le bâtiment oriental abrite le logement du commandant. Il développe sur deux niveaux une façade régulière, avec six ouvertures — quatre fenêtres entourées de deux portes — en rez-de-chaussée, et six fenêtres à l'étage <sup>168</sup>. La travée du sud forme une tourelle carrée sur plan, qui élève un second étage au-dessus du toit du bâtiment <sup>169</sup>. Au rez-de-chaussée, c'est l'accès principal au logement, avec un vestibule distribuant, à gauche, plusieurs pièces en enfilade et,

en face, un large escalier à double volée ; depuis la cour, un perron de trois marches y donne accès. De l'autre côté du bâtiment, un petit vestibule communiqué de plain-pied avec la cour <sup>170</sup> et fournit un accès secondaire. En arrière de lui, mais accessible uniquement des pièces d'habitation, se trouve un second escalier, tournant, assez étroit, qui conduit au terre-plein du bastion Saint-Benoît. Les deux niveaux du logement ont très sensiblement le même plan, avec deux pièces principales dotées de cheminées <sup>171</sup>. Cependant, le rez-de-chaussée, adossé au bastion, est aveugle à l'est, tandis que l'étage s'ouvre de plain-pied sur la terrasse.

Au sud, ce bâtiment est accolé à d'autres constructions <sup>172</sup>, qui s'étendent jusque sous le chemin de ronde. Au rez-de-chaussée, engagée dans la terrasse du bas-

161. Passons sur la description très imparfaite : "les armes de France unies à celles de la ville, et soutenues par des griffons". Il n'y a de toute façon aucun doute sur l'identification.

162. En italique dans le texte, ce qui indique clairement une intention spéciale, qui reste malheureusement trop implicite.

163. On pourrait éventuellement expliquer cette mention comme une erreur, considérant que, pour un bordelais, l'orient, c'est normalement la Garonne, qu'il s'agit donc d'une porte tournée vers le fleuve, mais non de la porte d'entrée. Reconnaissons toutefois que cette argutie est bien alambiquée...

164. Repère D.

165. Indiqué "fours" sur plusieurs plans. Repère G.

166. Le plan de 1782 n'est pas très clair ; il s'interprète commodément à partir de ceux de 1770 et 1777 (pl. V, VI et VIII).

167. Repère E.

168. Durand, vues de l'ouest, notamment celle de 1831 qui dégage mieux le pied du bâtiment (pl. XIII, 1).

169. Repère o. Plans de 1770 et 1777 (pl. VI et VIII), Corcelles (pl. XIII, 7). Durand, dans ses vues de l'ouest, montre très bien cette petite tour (pl. XIII, 1 et 2), tandis que les vues du sud-est montrent que le toit de la partie basse vient s'appuyer à l'est contre la tour (pl. XIII, 3 et 4). Comparer aussi avec le pan coupé indiqué à l'angle sud-est du logement dans le plan de 1782 (pl. V).

170. Il y a donc un décalage de trois marches entre les deux extrémités du bâtiment. Cela correspond bien au dénivelé de deux pieds indiqué par le plan de 1774 (pl. VII).

171. Elles sont portées sur les deux niveaux du plan de 1782 (pl. V), et leurs conduits s'élèvent du toit dans les deux vues de l'ouest de Durand (pl. XIII, 1 et 2).

172. Repère F. Les vues de l'ouest de Durand montrent le logement du commandant intact, la tourelle comprise, alors que ces constructions ont déjà disparu (pl. XIII, 1 et 2) ; il y a donc bien collage de deux constructions distinctes.



tion, c'est la poudrière, accessible par un sas depuis la cour<sup>173</sup>. A l'étage, de plain-pied avec la terrasse, c'est l'arsenal, séparé du logement du commandant par une coursière qui conduit à la tour et rejoint sans doute les chemins de ronde<sup>174</sup>.

En face de cet ensemble se trouvent les communs, bâtiment quelque peu irrégulier parce qu'occupant l'orillon occidental du corps central et reporté par le chemin de ronde, mais de bonne envergure<sup>175</sup>. Il se développe sur deux niveaux : au rez-de-chaussée, probablement, avec d'autres installations utilitaires, les cuisines ouvertes de trois baies sur la cour<sup>176</sup> ; dans l'angle de la place d'armes, un escalier tournant donne accès à l'étage ; celui-ci se compose d'une vaste pièce, éclairée, sur la cour, de trois fenêtres à l'est, de deux au nord, et, sur le chemin de ronde, d'une ouverture à l'ouest, de deux au sud. L'ensemble est couvert d'un toit à quatre pentes irrégulières<sup>177</sup> et possède plusieurs cheminées assez hautes<sup>178</sup>.

Le bâtiment septentrional<sup>179</sup> possède un seul niveau, de grande hauteur<sup>180</sup>, avec une façade ordonnée par un jeu de pilastres<sup>181</sup>. Au centre s'ouvre le passage qui communique avec la porte royale et sur lequel débouchent aussi le corps de garde des soldats, à droite, et celui des officiers, à gauche. Ce dernier est deux fois plus petit que le premier ; chacun possède une cheminée contre la courtine. Tout à l'ouest, se trouve l'écurie du commandant, un peu plus grande que le corps de garde des soldats voisin ; l'entrée en est dissimulée derrière le mur de soutènement de la rampe d'accès au bastion Saint-Ignace. A l'est, une pièce carrée voûtée est dénommée *souterrain* ; on y accède depuis la cour et depuis le corps de garde des officiers ; elle conduit à une cave, accessible aussi depuis le logement du commandant. Par un long couloir longeant à l'intérieur le flanc du bastion Saint-Benoît, la cave mène à une citerne. En face de celle-ci, dans la muraille, est percé un jour. La citerne est couverte par un petit édicule carré qui s'élève au dessus du terre-plein du bastion<sup>182</sup>.

Bien que d'un seul niveau, ce bâtiment est plus haut que le logement du commandant qui en possède deux<sup>183</sup>. Les murs transversaux à la courtine forment vraisemblablement des arcs qui supportent un plafond<sup>184</sup> ; seul le souterrain est voûté<sup>185</sup>.

## Une poterne et un souterrain

Vauban fait assez considérablement remanier le secteur nord-ouest du bastion Saint-Benoît. C'est lui qui ordonne d'y créer une citerne<sup>186</sup>. Dans le paragraphe qui précède, il mentionne une poterne et ordonne de la murer<sup>187</sup>. Murée, elle l'a tellement bien été qu'aucun de nos plans du XVIII<sup>e</sup> siècle ne permet de la situer.

Le texte utilise le terme de "réduit". Il ne peut manifestement pas s'agir de la contre-garde du pont, qui n'existe pas encore puisque l'instruction de le réaliser se trouve deux paragraphes plus haut<sup>188</sup>. En fait, dans tout le mémoire, le mot de "réduit" a deux sens

173. Le plan de 1777 fait glisser son appel de légende n° 6, désignant la même poudrière, vers la tourelle du logement du commandant ; c'est manifestement une erreur de détail qu'il est seul à figurer (pl. VI, 1).

174. Voir ci-dessous le "demi-étage" non indiqué directement par le plan de 1782.

175. Repère G. Il mesure plus de 180 m<sup>2</sup> au sol.

176. On peut y reconnaître, au fond, un four à pain.

177. Plan de 1770 (pl. VIII).

178. Durand, vues du sud-est (pl. XIII, 3 et 4), Lacaze (pl. XIII, 5).

179. Repère D.

180. L'arc que l'on aperçoit en arrière-plan derrière la façade principale du fort sur le dessin de 1831 de Durand en donne une bonne idée (pl. XIV, 1).

181. Le plan de 1782 les dessine clairement (pl. V). On peut les imaginer à bossages comme la porte royale dont ce bâtiment constitue le revers.

182. Repère p. Durand, vue de l'ouest, 1826 (pl. XIII, 2).

183. Durand, *ibid.*

184. Cf. celui qui se profile à l'arrière-plan de la vue du nord donnée par Durand en 1831 (pl. XIV, 1). Il correspondrait assez bien au mur séparant le corps de garde des soldats et l'écurie.

185. Plan de 1782 (pl. V).

186. § 52, p. 245 : "Faire une citerne dans le mesme réduit bien cimentée, avec un cisterneau auprez bien profond, et tous les chenaux et conduits nécessaires". La désignation de l'emplacement est loin d'être explicite, mais c'est la seule citerne qui existe dans le fort.

187. § 51, p. 245 : "Murer la porte de sortie du réduit de 3 pieds d'espace, pour n'estre débouchée que dans le temps de besoin. Il faudra mesme pratiquer un petit chemin au pied du bastion de trois à quatre pieds de large sur l'avenue de cette poterne, par lequel on puisse faire entrer les secours."

188. § 49, p. 245.

distincts : il désigne tantôt cet ouvrage réalisé en 1680-1681, tantôt le fort dans son entier<sup>189</sup>. C'est le second qu'il faut retenir, ici comme pour la citerne.

Il est question aussi de pratiquer un chemin "au pied du bastion". Ce terme n'est peut-être pas non plus aussi clair qu'il paraît. Bien sûr Vauban l'utilise souvent dans son sens technique, mais il me semble qu'il lui arrive aussi de l'employer, comme "réduit", pour désigner le fort<sup>190</sup>. Néanmoins, dans ce contexte et juste après qu'il soit question du débouché du fossé du fort dans celui de la ville<sup>191</sup>, le plus probable est qu'il s'agisse bien ici d'un des trois bastions. Mais lequel ? Probablement pas celui des Anglais dont il est question plusieurs paragraphes plus haut<sup>192</sup>. On peut peut-être penser que c'est un lieu voisin de la citerne dont il est question juste après.

La poterne se trouve évidemment déboucher sur la berme d'un fossé, donc à un niveau inférieur à ceux de tous nos plans. On pourrait envisager un rapprochement avec la mention du souterrain sur le plan de 1782 : par une coursière, non figurée parce qu'inférieure au niveau de levé, cette pièce pourrait conduire à la poterne ; l'escalier qui y descendrait, suivant l'habitude du dessinateur<sup>193</sup>, ne saurait être représenté. Le voisinage avec la citerne n'est qu'un argument de peu de poids ; le meilleur reste encore qu'il faut bien expliquer ce "souterrain".

Le plan des structures du fort Louis donné par Durand est le seul à indiquer une discontinuité dans les murs (pl. IV). Elle se situe à la liaison entre l'orillon oriental du corps central et le bastion Saint-Benoît. L'intérêt de cette indication réside surtout dans la manière dont le plan a été réalisé : il intègre des données qui n'ont pu être perçues que lors de la démolition, comme les contreforts internes des terre-pleins des bastions. La situation de la poterne en cet emplacement est d'autant moins illogique que la coursière y conduisant depuis le "souterrain" se trouverait sous un des bâtiments du fort, le logement du commandant<sup>194</sup>.

## Les bastions

L'ensemble du bâtiment septentrional<sup>195</sup> est couvert par le terre-plein qui longe la courtine et réunit les deux bastions. Ce terre-plein se trouve à 19 pieds, soit quelque 6,30 m, au dessus de la place d'armes<sup>196</sup>. Un parapet d'environ 2 m de haut et quatre de large

le défile. Alors que les parapets des bastions principaux ont des plongées convexes<sup>197</sup> et portent des créneaux, celui-ci possède un sommet horizontal et des meurtrières ouvertes dans la maçonnerie. Ces épais parapets portent finalement peu de canons, mais, d'après la taille des embrasures, il s'agit de grosses pièces : seulement trois pour chaque bastion, et deux pour la courtine centrale. Des banquettes permettent de desservir ces canonnières ; elles sont limitées aux parties utiles<sup>198</sup>.

Les deux bastions sont attachés au corps de place : il s'agit en réalité de demi-bastions. Leurs envergures sont totalement inégales, l'un étant sensiblement le double de l'autre. Ils sont pleins<sup>199</sup> ; les deux terre-plein s'élèvent quelque peu selon la capitale, jusqu'à pratiquement atteindre, dans l'angle, le sommet du parapet<sup>200</sup>. Si quelques structures directement utiles

189. Voir en particulier le § 43, p. 244, où il n'y a aucune ambiguïté. Le cartouche du plan de 1680 utilise le même mot pour désigner le fort Louis : "...y faire un plus grand réduit a loger une garnison considérable..."

190. Voir ci-dessous, à propos du boulevard de Sainte-Croix, une lecture du § 58 (p. 247) un peu différente de celle que fait Paul Roudié.

191. § 50, p. 245.

192. § 46, p. 244.

193. Cf. ci-dessus dans l'analyse des sources.

194. Repère E.

195. Repère D.

196. Plan de 1774 (pl. VII).

197. Dégradé de gris sur les plans du XVIII<sup>e</sup> siècle.

198. Les plans de 1770 et 1777 sont les plus clairs sur ce point (pl. VIII et VI). Voir aussi et surtout la coupe donnée par ce dernier, passant par le créneau de la face nord du bastion Saint-Ignace, avec l'escalier donnant accès à la banquette (pl. VI, 2).

199. Vauban les fait régler et propose : *où il se trouvera trop de terres, les eriger en plateformes ou petits cavaliers pour y pouvoir mettre du canon* (§ 45, p. 244). Apparemment il ne fut pas nécessaire de construire ces cavaliers.

200. Les plans de 1770 et 1777 indiquent assez clairement cette pente (pl. VI et VIII). Durand donne huit mètres de hauteur de remblais récupérable sur la démolition de chacun des bastions. Quant à lui, le plan de 1774 indique un dénivelé par rapport au sol de la place d'armes de 18 pieds au centre de Saint-Benoît et de 19 au centre de Saint-Ignace (pl. VII). Sachant que Durand estime à partir d'un niveau de dérasement situé à peu près deux mètres plus bas, les différents calculs se confortent.



pénètrent dans ces terre-plein, comme les écuries ou la citerne, Durand en indique d'autres qui servent de soutènement interne aux murailles. En plan elles ont une forme triangulaire <sup>201</sup>; en coupe elles s'élèvent sur toute la hauteur des remblais <sup>202</sup>.

Le bastion Saint-Ignace perd vraisemblablement ses parties hautes plus tôt que Saint-Benoît <sup>203</sup> et aucun dessin n'apporte d'information utile sur ses murailles. Pour le second, en revanche, on peut encore remarquer chez Durand une console marquant l'angle d'épaule sud <sup>204</sup>. Dans la mesure où l'on peut se fier à la précision du dessin, son aspect est bien différent de celle de la pointe, déjà mentionnée.

Le bastion Saint-Benoît est en fait plus complexe que l'autre. C'est seulement sa partie nord qui est entièrement remparée, dans l'alignement du terre-plein de la courtine centrale <sup>205</sup>. Au sud, se développe un tout autre système, avec une muraille deux fois moins épaisse et une terrasse de niveau inférieur, d'où l'on accède au rempart principal par un assez large escalier <sup>206</sup>. Dans la muraille s'ouvrent deux meurtrières d'un type unique dans tout le fort Louis, l'une au sud et l'autre à l'est <sup>207</sup>, ainsi qu'une ouverture d'angle que l'on aurait pu prendre pour l'accès à la guérite disposée sur l'angle, mais qui semble bien bas. C'est sur cette même terrasse que s'ouvre l'étage du logement du commandant et c'est à elle que donne accès le petit escalier. Cependant, l'ensemble de la face orientale est couronnée d'un parapet uniforme, avec une plongée convexe, plus large que le mur lui-même dans sa partie sud; qui plus est, un créneau de canonnière se trouve sur cette partie plus faible. En réalité, même si le dispositif n'est pas totalement clair, il faut voir là un système à deux niveaux : une terrasse intermédiaire, avec les deux meurtrières <sup>208</sup>, et un terre-plein bâti, le long de la courtine, au-dessus de la terrasse, avec la canonnière <sup>209</sup>. Il apparaît en tout cas clairement que dans ce flanc sud-est du bastion Saint-Benoît, on doit distinguer deux segments de conception différente, bien qu'ils soient extérieurement identiques, dont le raccordement n'a pas été aisé <sup>210</sup>.

Cette particularité de la conception du bastion Saint-Benoît a un écho sur le flanc sud du bastion Saint-Ignace : c'est une longue courtine qui déborde en fait du bastion pour pénétrer dans le corps central <sup>211</sup>. La plupart de nos plans lui donnent une épaisseur plus faible que les autres parois du fort; Durand

la signale comme possédant un appareillage d'une autre origine <sup>212</sup>. Sur les plans de 1770 et 1777, elle est ouverte de petites canonnières, exactement comme l'est le mur de ville à l'ouest. Il semblerait que ce soit à cette partie du bastion que Vauban fasse référence lorsqu'il indique : "*Achever le renouvellement du parapet gauche du fort Saint Ignace et l'eslever comme celui de ses faces, lui donnant la même forme*" <sup>213</sup>. Si cette instruction avait été entièrement respectée, elle aurait pu donner un système assez voisin de celui observé sur la partie sud du bastion Saint-Benoît.

Nos deux bastions présentent encore une autre originalité, tous deux la même : les jonctions entre les parties courbes du corps central et les murs rectilignes

201. Plan de 1831 (pl. IV), dans les deux bastions latéraux.

202. Vue du nord de 1831 (pl. XIV, 1), bastion Saint-Ignace, repère 46.

203. Il est effectivement écrêté plus bas sur les différentes vues de Durand : sous le cordon d'escarpe. Cela expliquerait aussi que Corcelles comme Lacaze préfèrent dessiner les élévations du sud-est.

204. Repère e.

205. Plans de 1770, 1777 et 1782 (pl. V, VI et VIII). Voir aussi le *devis estimatif* de Durand, ci-dessus note 87, diagonale du bastion oriental.

206. Le plan de 1782 lui donne quatre marches (pl. V); il doit cependant être plus long et pénétrer dans le mur de soutènement du rempart : le dessin des marches implique qu'elles sont vues de haut; s'il n'y en avait que quatre elles aboutiraient dans le remblai que, par l'utilisation du gris violacé qui lui est usuelle, le dessinateur montre en coupe. Le plan de 1770, sans distinguer les emmarchements, mentionne cet escalier (pl. VIII).

207. Plan de 1782 (pl. V).

208. Au contraire du créneau de la canonnière, elles ne sont pas indiquées par Lacaze (pl. XIII, 5). Est-ce significatif? Ont-elles été fermées? Durand ne dessine aucune ouverture.

209. Nos plans ont des manières différentes d'exprimer ce dispositif : les plans de 1777 et 1751 montrent un emmarchement restreint entre le créneau et l'angle d'épaule; ceux de 1782 et 1770 dessinent un gradin tout au long de cette terrasse inférieure, y compris sur le mur de retour au sud. Cette divergence exprime sans doute une différence de niveaux de levés.

210. Repères 53 et 41.

211. Repère 55.

212. *Devis estimatif*, cf. ci-dessus note 86.

213. § 44, p. 244.

des flancs des bastions, bien visibles sur les vues en élévation, sont assurées par des trompes qui rachètent les différences de développement des volumes <sup>214</sup>. Elles se présentent comme des voûtes de plein cintre, aux claveaux passants un-sur-deux <sup>215</sup>, supportant un pan coupé rectiligne. A sa base, le corps central décrit des courbes latérales plus prolongées que ne les tracent les plans du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui s'intéressent aux seules parties hautes. A l'ouest, l'espace à racheter est sans doute un peu plus large, du fait de l'irrégularité du plan. Sur ce côté, une bouche ovale s'ouvre à la base du mur; les plans de 1770 et 1777 montrent un ruisseau partant de là et rejoignant celui qui marque la cunette du fossé. A l'est, il n'existe pas de dispositif analogue; mais si l'hypothèse émise plus haut pour la localisation de la poterne est correcte, sur la base d'une discontinuité dans le plan dessiné par Durand en 1831, c'est bien dans cette trompe qu'elle se situe.

### La demi-tour et ses orillons

La partie sud du fort est, de toute la forteresse, le seul endroit qui présente des plans courbes : en gros un demi-cercle intercalé entre deux quarts de cercles de rayons deux fois supérieurs. Au centre, la construction forme une tour <sup>216</sup>, dont la circonférence est tronquée au nord par un mur rectiligne, et les courbes latérales seraient les orillons attestés par les textes <sup>217</sup>. Deux ponts superposés conduisent de la tour à la demi-lune, correspondant l'un au rez-de-chaussée du corps principal, l'autre aux chemins de ronde de la demi-lune et du corps central <sup>218</sup>. A la différence des parties nord du fort, ce système ne possède pas de cordon d'escarpe.

La tour centrale s'ouvre au rez-de-chaussée pour conduire au pont inférieur; le passage est commandé par les ouvertures pratiquées sur le chemin de ronde qui le surplombe <sup>219</sup>. Le pont supérieur communique sans doute avec cette coursière et se trouve, en quelque sorte, en demi-étage <sup>220</sup>. L'étage supérieur correspond au niveau de l'arsenal; au XVIII<sup>e</sup> siècle, il est devenu grenier mais trois archères à niche de tir s'ouvrent dans la maçonnerie <sup>221</sup>. La fente de celle de l'est est représentée en élévation par Corcelles et par Durand. A l'angle oriental, un escalier extérieur en vis <sup>222</sup> conduit à un dernier niveau, protégé par un parapet à ressauts <sup>223</sup>. Une échauguette carrée, dont la console se distingue mal, s'élève encore au-dessus de la muraille <sup>224</sup>. L'extrados de sa voûte de couverture <sup>225</sup>

est à seize pieds, soit environ 5,30 m, au-dessus du nivellement général sommital des parapets du fort.

L'orillon occidental est un peu plus bas que l'autre, de deux pieds <sup>226</sup>, mais ils ont le même niveau de dérasement chez Durand, soit deux ou trois assises au-dessus du cordon d'escarpe des ouvrages voisins et du pan coupé des deux trompes. D'après le dessin de Corcelles, l'orillon oriental est couvert par un pan de toiture appuyé contre la paroi de l'arsenal; de petites canonnières à fente horizontale occupent le sommet du mur. Elles doivent correspondre à la coursière esquissée sur le plan de 1782, en arrière de la poudrière et en prolongement du chemin de ronde; ce serait donc un demi-étage de même niveau que celui de la tour centrale.

Quant à l'arsenal lui-même, il est coiffé d'un toit conique, d'un effet bien différent de la toiture à quatre pans du bâtiment des communs qui lui est vaguement symétrique. Dominant l'orillon lui-même, il

214. Repères g et h. Vues de l'ouest et du sud-est de Durand, Lacaze; non apparent dans le dessin de Corcelles (pl. XIII). Voir aussi le plan du fort établi par Durand (pl. IV).

215. Du moins sur le côté sud-est, l'autre étant plus altéré.

216. Repère K.

217. Repères M et N.

218. Repères m et n.

219. Plan de 1782 (pl. V).

220. L'hypothèse d'un demi-étage est la seule qui puisse rendre compte des incohérences apparentes du plan de 1782 où chemins de ronde et coursière longeant l'arsenal n'ont aucun débouché. Elle est aussi dans la logique des vues en élévation, notamment celle de Corcelles (pl. XIII, 7). Il y avait bien une difficulté architecturale à résoudre en cet endroit : "*raccommoder [le] chemin des rondes [de la tour du vieux portail] et le rendre communicable*", ordonne Vauban (§ 47, p. 244).

221. Plan de 1782 (pl. V). Je dois cette observation à l'œil exercé de Nicolas Faucherre.

222. Repère q.

223. Vauban 1680, § 47, p. 244 : "*Faire un petit parapet de pied et demy d'espace sur 6 à 7 pieds de haut sur le haut de la tour du vieux portail*".

224. Repère i.

225. Notre seul témoin est Corcelles; la perspective ne permet pas de distinguer clairement si cette voûte est bien en rouleau (pl. XIII, 7; repère e).

226. Plan de 1774 (pl. VII).



atteint sensiblement le niveau de la tour centrale. Il donne l'impression d'une tour ronde trapue, malgré un plan en quart de cercle.

## La demi-lune ou bastion des Anglais

L'accès à la demi-lune se fait donc par un double pont : celui du rez-de-chaussée, construit d'une arche en pierre d'une grande hauteur<sup>227</sup>, conduit de la place d'armes du corps principal à celle du bastion des Anglais ; celui de l'étage réunit les deux chemins de ronde<sup>228</sup>.

La gorge de ce bastion a une forme très particulière qu'illustre bien le terme de "souche creuse" retrouvé par Paul Roudié dans les archives : elle épouse assez étroitement le mouvement de la tour et de ses deux orillons. Ce faisant, elle protège de façon particulièrement efficace le franchissement du fossé<sup>229</sup>. Il est d'ailleurs manifeste, à comparer nos différentes vues en élévation du fort et les plans, que les dessinateurs, Corcelles en tête, ont dû tricher avec la perspective pour figurer les ponts entre le fort et sa demi-lune.

La cour, triangle sensiblement isocèle et presque rectangle, est bordée de trois bâtiments de deux étages ; elle possède un puits dans son angle sud<sup>230</sup>. Le bâtiment du nord, que traverse l'accès, est constitué d'un pavillon central et de deux courtes ailes en retrait<sup>231</sup> ; sur ses deux niveaux, il est occupé par différents logements : cantinier, officier, garde d'artillerie, etc. A l'ouest les bâtiments nord et sud-ouest se réunissent de façon à former une façade qui coupe l'angle de la place d'armes. Un petit escalier en vis prend à l'angle du bâtiment septentrional et de ce pan coupé<sup>232</sup> ; possédant un accès à l'étage, il conduit de la cour jusqu'au terre-plein où il est couvert d'une lanterne hors œuvre<sup>233</sup>. A l'est, un autre escalier, large celui-là, conduit de la cour au terre-plein qui se développe au-dessus de l'orillon oriental ; la première volée de cet escalier mène à un repos d'où part, outre la seconde volée, un couloir conduisant à une petite pièce voûtée, ennoyée dans les remblais du rempart. Sur le parapet nord de ce terre-plein sont installées des doubles latrines que des consoles à ressaut en quart-de-rond supportent au-dessus du fossé<sup>234</sup>.

Les bâtiments sud-est et sud-ouest se déploient le long des faces du bastion, avec quelques irrégularités le plus souvent dues à la construction de l'ensemble. Ils développent, en rez-de-chaussée, une première ligne de casernes plafonnées<sup>235</sup>, ouvertes sur la place d'armes, et une seconde ligne de casemates voûtées<sup>236</sup> aveugles, communiquant irrégulièrement avec les premières et celle de la pointe formant puits de contre-mine ; à l'étage, d'autres casernes en première ligne et de vastes greniers à blé en seconde ligne<sup>237</sup>. Les pièces de façade du premier niveau communiquent avec celles du second niveau par des escaliers<sup>238</sup>, chaque ensemble étant indépendant et toutes les pièces possédant des cheminées<sup>239</sup>.

227. Corcelles (pl. XIII, 7 ; repère m). On peut l'estimer à environ 1,50 m.

228. Corcelles (pl. XIII, 7 ; repère n).

229. Roudié 1960, p. 52.

230. Plans de 1770 et 1777 ; le second porte une inscription qui le désigne nommément (pl. VI et VIII). Plan de Durand 1831 (pl. IV). Repère r.

231. Repère S.

232. Plan de 1782 (pl. V).

233. Durand, vues de l'ouest, repère l (pl. XIII, 1 et 2).

234. Plan de 1782 (pl. V), Corcelles (pl. XIII, 7). Repère k.

235. Repères R.

236. Les diagonales sont portées en tiretés sur le plan de 1782 (pl. V). Repères P.

237. Repères T. Vauban ordonne, sans mentionner d'endroit et dans une formulation qui laisse penser qu'ils n'existent pas encore, "d'entretenir quelques greniers en estat dans ce fort et d'y mettre un peu de grain, afin que dans les besoins on y puisse avoir des vivres pour cinq ou six jours" (§ 55, p. 246). Les greniers du bastion des Anglais dépassent largement ces capacités.

238. Quelques problèmes de détail se posent : les pièces 1, 5 et 21 du plan de 1782 n'en possèdent pas et donc les pièces correspondantes à l'étage, 2, 6 et 22 n'auraient aucun accès. Les dispositions ne sont, par ailleurs, pas toujours régulières : avec de menues variations dans les plans, les escaliers prennent à l'intérieur des pièces du rez-de-chaussée, sauf pour la pièce 7 où l'escalier débouche directement sur la cour.

239. Cf. Durand (pl. XIII, 1 à 4). Sur les vues de l'ouest et du sud-est, mais notamment sur celle de l'ouest de 1831, apparaissent des cheminées au-dessus des toitures, mais l'ensemble est trop démolé et trop écrasé par la perspective pour les situer exactement.

Les casemates voûtées possèdent d'épais murs qui servent de contreforts aux faces du bastion<sup>240</sup> ; elles sont passives, doublant les remblais qui supportent le chemin de ronde. Celui-ci aurait été pavé sur ordre de Vauban<sup>241</sup>. Il prend de plain-pied au terre-plein oriental, longe la face sud-est jusqu'à l'angle sud, revient par l'autre face, l'orillon occidental et la gorge. Ce faisant, il a pris, sur la fin de son parcours, quelque altitude, que compense une volée de sept marches à la rencontre du terre-plein oriental. Le grenier à blé communique avec le chemin de ronde par cinq étroites ouvertures sur le côté sud-est et par cinq autres sur le côté sud-ouest.

En fait ces trois éléments qui s'emboîtent, casemates, casernes et greniers, sont constamment en décalage, soit en plan, soit en niveau. Le premier point de vue est bien illustré par le plan de 1782 où les cloisons des deux étages de casernes ne coïncident qu'assez mal avec les refends des casemates, où les greniers sont moins longs que les casernes (pl. V). Le second point de vue, même si on peut le pressentir à travers plusieurs de nos documents, est essentiellement documenté par une des coupes du plan de 1777 (pl. VI, 3) : le projet ne se contente pas de remodeler les greniers, il les remplace complètement, leur donnant une hauteur plus grande ; il rétablit aussi des sols de même niveau sur les différentes parties. On devine à travers ce dessin un état antérieur où les greniers s'élèvent au-dessus des casernes hautes ; cet état correspond bien à la toiture à pente unique vers l'intérieur du bastion que donne le plan de 1770. Par ailleurs, le plan dressé par Durand en 1831 semble bien impliquer que l'architecte considérait les casernes comme accolées aux casemates. On pressent un développement chronologiquement différencié de ces structures.

Sur chaque face, le chemin de ronde dessert sept petites canonnières. Leurs embrasures à étranglement sont probablement percées dans une banquette que défile un parapet<sup>242</sup>. Celui-ci court à même hauteur sur tout le pourtour du bastion<sup>243</sup>. Il est crénelé de dix-huit canonnières : une sur chaque flanc, de part et d'autre de la gorge, une sur chacun des deux pans extérieurs des deux orillons, six sur chaque face<sup>244</sup>. Cela semble des emplacements pour d'assez grosses pièces ; cependant, les créneaux sont apparemment trois fois plus petits que ceux que le fort tourne vers la ville.

Les murailles du bastion possèdent un fruit assez important à leur base<sup>245</sup>, mais les parties hautes sont droites. Les canonnières entaillent la paroi très largement et avec une très forte inclinaison ; elles descendent bien en dessous du cordon qui souligne la jonction entre la muraille et la plongée du parapet.

A la pointe de l'ouvrage, existait une échauquette<sup>246</sup> ; Paul Roudié la met en rapport avec celle bien attestée de la tour<sup>247</sup>. Cette interprétation me paraît difficile : en effet Vauban donne pour instruc-

240. Nos plans anciens s'intéressant peu aux structures non habitables, la meilleure figuration est celle donnée par Durand dans son plan de 1831 (pl. IV).

241. § 46, p. 244 : "paver la plateforme qui sert de couvert aux casernes de pierre de taille bien cimentée".

242. Vauban, dans le cadre du rehaussement du bastion des anglais, y fait construire des banquettes de maçonnerie (§ 46, p. 244). La lecture de ce dispositif n'est pas très claire dans nos documents. Elle ressort cependant de la comparaison de nos plans, hormis celui de 1770 qu'on aurait souhaité, en l'occurrence, plus précis. Les dessins de Corcelles et de Durand (pl. XIII) confirment l'existence de canonnières en créneaux, sensiblement conformes au plan de 1751 (pl. IX). Ces créneaux n'ont ni la forme, ni le nombre, ni la disposition des meurtrières dessinées sur le plan de 1782 (pl. V). Dans la mesure où l'on peut se fier à l'échelle de nos plans, ils n'ont pas non plus la même taille : une toise contre deux pieds, soit une variation de trois à un. Les dessins de Durand ne mentionnent pas ces meurtrières mais ne donnent pas assez de précision aux appareils des murs pour qu'on puisse en tirer un argument solide contredisant l'interprétation que je propose.

243. Le plan de 1774 fournit six cotes identiques (31 pieds), disposées sur toute la périphérie (pl. VII). Elles correspondent à une altitude d'environ 15,20 m NGF, soit quelque 7 mètres au-dessus du sol actuel.

244. Le positionnement et le décompte exacts ne sont pas très aisés sur le plan de 1751 qui est très inexact pour tout ce qui concerne l'arrière de la demi-lune et peu précis pour ses faces. Le dessin de Corcelles complète assez bien pour la partie orientale de l'arrière, mais ne montre pas la face (pl. XIII, 7). Ceux de Durand, dont la perspective masque un des pans de chaque orillon, en montrent six sur chaque face et un sur chacun des autres murs visibles, exceptés ceux tournés vers le fort (pl. XIII, 1 à 4).

245. Non indiqué par Durand, il est bien net chez Corcelles (pl. XIII, 7).

246. Repère j. Corcelles, vue d'ensemble (pl. XIII, 6). Le plan de 1774 néglige ce détail et celui de 1782 ne le représente logiquement pas. En revanche les autres mentionnent bien une guérite. Voir surtout le brouillon du plan de 1770.

247. Roudié 1960, p. 52.



tion de "faire une guérite à la pointe de ce même bastion" <sup>248</sup> ; elle n'a donc jamais existé avant. La plupart de nos plans donnent bien une preuve de l'existence de cette construction ; le brouillon du plan de 1770 lui attribue la même forme pentagonale que pour les autres guérites du fort ; Durand montre en cet endroit une console annelée <sup>249</sup>, du même type que celle qui marque la pointe du bastion Saint-Benoît <sup>250</sup>. Elle est encadrée entre les deux canonnières extrêmes de chaque face <sup>251</sup>.

## Observations archéologiques

### Interprétation archéologique des carottages géotechniques

Dans le cadre de l'étude de faisabilité du projet de parking souterrain, la société Temois réalisa une étude de sols <sup>254</sup>. Les résultats acquis par cette démarche ont une signification archéologique qui, bien que réduite, n'est pas sans intérêt. Ont été pratiqués un carottage et des observations lors de la pose de quatre piézomètres (fig. 3).

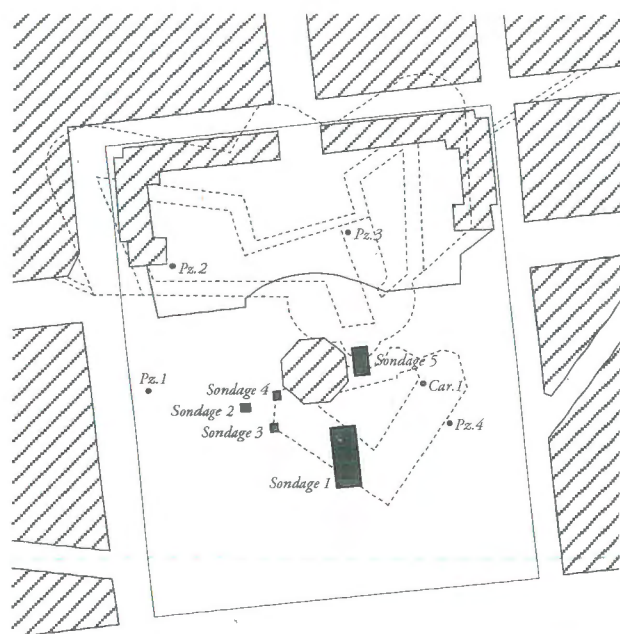


Fig. 3. — Place André-Meunier, situation des carottages géotechniques et des sondages archéologiques.

Ce dernier détail tend à confirmer ce qu'indiquerait aussi l'observation d'une altitude identique pour les sommets de tous les parapets <sup>252</sup> : Vauban a bien fait rehausser le bastion des Anglais <sup>253</sup>. Il me semblerait, de même, que l'instruction de faire des banquettes de maçonnerie a été suivie d'effet. Tout cela signifie donc que les dessins dont nous disposons, et notamment ceux de Corcelles, ne traduisent qu'une réalité postérieure à l'intervention de Vauban.

D'une manière générale, le niveau de l'eau est à 2,60 m du sol actuel. Plus important pour notre propos : le calcaire du substrat apparaît normalement très haut, à peine sous 50 cm de remblais. C'est ce qui a pu être observé aux points Pz.2 et Pz.3. Ils se trouvent dans les parties anciennement bâties, respectivement à l'emplacement du bastion Saint-Ignace et du logement du commandant.

En revanche, les autres points d'observation montrent de nets surcreusements du substrat. Le carottage (Car.1) se trouve dans l'orillon oriental du bastion des Anglais ; on y observe 1,50 m de remblais, puis 2 m d'argile à rognons de calcaire, le calcaire coquillier n'apparaissant qu'à 3,50 m du sol. Le fo-

rage Pz.1 a été implanté sur le bord externe de la douve, à l'ouest du bastion des Anglais ; le substrat calcaire apparaît à 3,90 m sous des niveaux de remblais et d'argile plastique, non différenciés dans le rapport. Pz.4 a été mené dans la douve devant la face sud-est du bastion des Anglais : le calcaire est à 4,60 m du sol, sous 2,50 m de remblais et 2,10 m d'argile sableuse plastique.

Ces résultats démontrent clairement plusieurs points. Premièrement, les fossés du fort ont été taillés dans le substrat calcaire ; ils ont pu cependant reprendre partiellement des creusements naturels. Deuxièmement, ils étaient fortement envasés lors de l'abandon : on y observe une moyenne de deux mètres de terres argileuses, alors qu'aucun forage ne se trouve au plus creux de la douve. Troisièmement, le dérasement des structures opéré par Durand ne s'est pas contenté de détruire les constructions, mais a bien atteint le substrat ; sauf cas particulier, ne subsistent donc dans le sol que des structures excavées et les maçonneries les revêtant.

### Les sondages archéologiques

Ainsi qu'expliqué plus haut, dans le même cadre d'étude de faisabilité d'un parking souterrain, plusieurs sondages de diagnostic ont été menés dans le square André-Meunier. Ils étaient impérativement contraints au respect des espaces verts, même simplement enherbés. Leurs objectifs étaient de positionner précisément les vestiges du fort Louis et d'en déterminer l'état de conservation, ce faisant de permettre d'établir des prescriptions dans le cadre de l'étude de faisabilité d'un parking souterrain. Ils ont bénéficié d'une recherche documentaire, utile certes mais bien plus sommaire que celle incluse dans le présent texte, et des études géotechniques.

Deux sondages principaux ont été pratiqués et trois autres de faible ampleur. La plupart ont jalonné le pourtour du bastion des Anglais (fig. 3) : le premier a dégagé une partie de sa face sud-ouest et des casemates adossées ; deux des trois petits ont positionné les angles majeurs de son orillon occidental, tandis que le troisième observait un peu plus à l'ouest un mur de l'abattoir ; le dernier enfin a mis au jour la gorge du bastion, les vestiges du pont et le dérasement de la tour.

Ce diagnostic a démontré l'intérêt remarquable des structures conservées, bien qu'elles aient été considérablement amputées lors de l'établissement de l'abattoir général. Il a logiquement abouti à un déplacement hors de l'emprise des anciennes fortifications de l'enveloppe proposée aux aménageurs pour construire le parking souterrain.

Ajoutons encore que dans un cas bien documenté en archives comme celui de ce site, la conservation des vestiges n'en est pas moins cruciale. De nombreuses interrogations demeurent, en fonction même du degré de connaissance du monument. L'observation réelle des vestiges permet de renouveler complètement la perception que les archives autorisent. Aujourd'hui, la redécouverte de fortifications anciennes permet de révéler des ensembles patrimoniaux de premier ordre qui deviennent de réels enjeux culturels <sup>255</sup>.

### La face du bastion des Anglais

Les structures conservées apparaissent une trentaine de centimètres sous le sol actuel. Ceux du fort sont dérasés de façon parfaitement plane et quelques traces de barre à mine ou d'un instrument analogue ont été observées qui prouvent que les instructions de Durand ont été respectées à la lettre <sup>256</sup>. Après la destruction, les seuls travaux à porter atteinte aux ruines ont été des réseaux enfouis, la plupart en surface : tout-à-l'égout, adduction d'eau, arrosage, alimentation électrique d'éclairage, etc. Le seul mur de l'abattoir observé est démantelé sensiblement jusqu'au niveau de dérasement du fort.

La face du bastion montre un beau parement d'escarpe, avec un appareil réglé à joints maigres (fig. 4) ; le fruit en est assez important <sup>257</sup>. La maçonnerie se borne à revêtir le substrat, un calcaire de mauvaise qualité <sup>258</sup> (fig. 5). Les angles de l'orillon occidental

248. Vauban 1680, § 46, p. 244.

249. Vues de l'ouest et du sud-est de 1826 (pl. XIII, 2 et 4).

250. Cf. ci-dessus. Durand, vues du nord, repère c (pl. XIV, 1 et 2).

251. Dans la mesure où le plan de 1782, à la différence des autres, ne la mentionne pas à côté des sept canonnières qu'il montre (pl. V), c'est que celles-ci n'appartiennent pas au même niveau. Cet indice, négatif certes mais bien conforme à la rigueur de ce document, renforce l'hypothèse développée ci-dessus pour l'existence de deux niveaux de meurtrières.

252. Plan de 1774 (pl. VII).

253. § 46. On en a, de plus, une preuve indirecte dans le cartouche du plan de 1680 : le système complexe qui occupe le sud du corps central ne saurait servir de cavalier au bastion détaché si les altitudes de celui-ci sont celles indiquées par le plan de 1774 (pl. VII).

254. Référence 981033.

255. Faucherre, Lesage et Roumegoux 1994.

256. Cf. note 85.

257. Fruit estimé à un peu plus de 13 %. Cela confirme bien les dessins de Corcelles et de Lacaze (pl. XIII, 5 et 7). Voir ci-dessus la description de ce mur taluté à sa base.

258. Comparer avec le toponyme ancien de Peyrat de Sainte-Croix, localisé à proximité, légèrement au nord-ouest (Drouyn 1874, notamment p. 497-498 ; archives des Jésuites).





Fig. 4. — Vue frontale de la face sud-ouest du bastion des Anglais (mur 85).

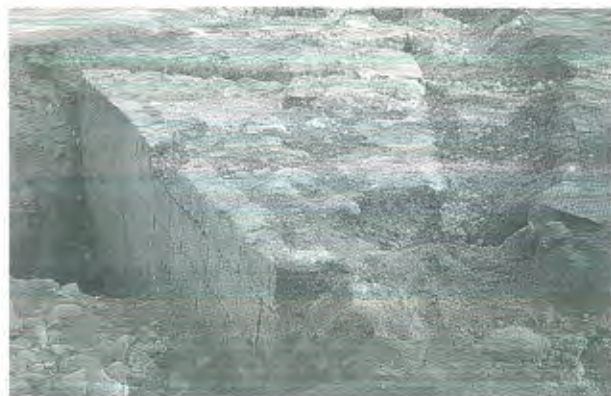


Fig. 5. — Vue latérale de la face sud-ouest du bastion des Anglais (mur 85).



Fig. 6. — Orillon occidental, angle des murs 85 et 86.

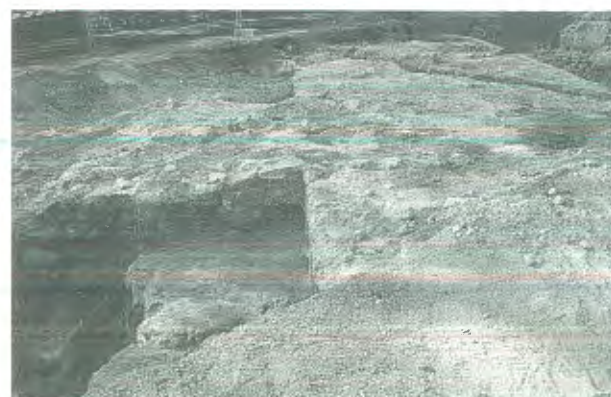


Fig. 8. — Fondation des casemates de la face sud-ouest (structure P).

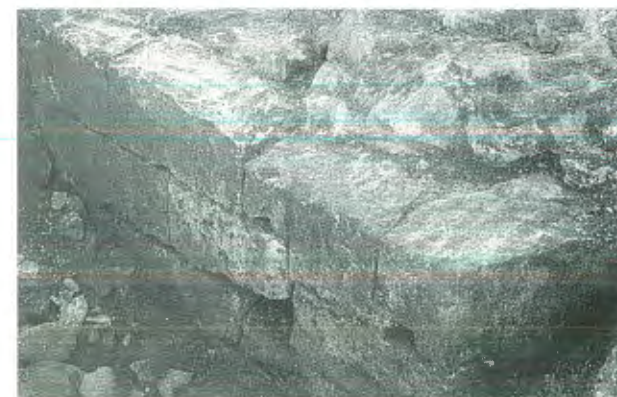


Fig. 7. — Orillon occidental, angle des murs 86 et 87.



Fig. 9. — Gorge du bastion des Anglais (mur 73).



Fig. 10. — Gorge du bastion des Anglais (mur 73), détail de l'arrachement de la culée du pont m.



Fig. 11. — Base de la tour du corps central (structure K, mur 62).



Fig. 12. — Pont reliant la tour et le bastion des Anglais (structure m) ; dans l'arche s'encastre l'extrados de l'égout.



sont de même nature (fig. 6 et 7) ; ils présentent, en outre, une stéréotomie assez intéressante du fait de la rencontre des différents fruits selon des angles ouverts. Le mur descend à plus de cinq mètres <sup>259</sup> : malgré l'établissement d'une plate-forme intermédiaire, la pelle mécanique, en bout de flèche, n'est pas parvenu à en dégager la base. Après une bonne épaisseur de déblais de destruction, le comblement de la douve est de terre végétale puis vaseuse.

En arrière du mur, ont été mis au jour les fondations des casemates (fig. 8). Ce sont d'épaisses structures de moellons irréguliers, sans parement ; il a été souvent assez délicat de les distinguer du substrat calcaire et des déblais de comblement. Les découvertes confirment bien le plan de 1782.

La gorge du bastion, la tour et le pont

Si le premier des deux grands sondages a donné une image spectaculaire des vestiges du fort Louis, l'autre a fourni les observations les plus intéressantes et les plus porteuses d'hypothèses interprétatives. De plus, la nature des découvertes permet de comparer en altimétrie nos documents figurés et les vestiges conservés dans le sol.

Les structures observées

A sa gorge, le bastion possède le même appareil réglé que sur la face et l'orillon observés (fig. 9). Le fruit est peut-être un peu plus accusé, surtout le mouvement complexe de la paroi concave, sur la base d'un plan courbe régulier, en souligne la pente. Dans la maçonnerie s'ancre la culée sud du pont (fig. 10).

La tour présente un appareil d'un type totalement différent <sup>260</sup> : assez petit, régulier, plein-sur-joint (fig. 11). Son orillon occidental, juste aperçu en décapage de surface, prolonge le même dispositif. Le mur conserve une élévation droite sur 1,40 m de hauteur et possède à sa base un fruit de pente sensiblement équivalente à celui du bastion mais nettement décalé vers le bas <sup>261</sup>. Contre la maçonnerie s'appuie la culée nord du pont (fig. 12). A l'angle occidental de ce collage, est conservé, en place et intact, un corbeau engagé dans le mur de la tour (fig. 11 et 12). Légèrement sur le côté de cet ensemble, des encoches ont été ménagées dans le mur.

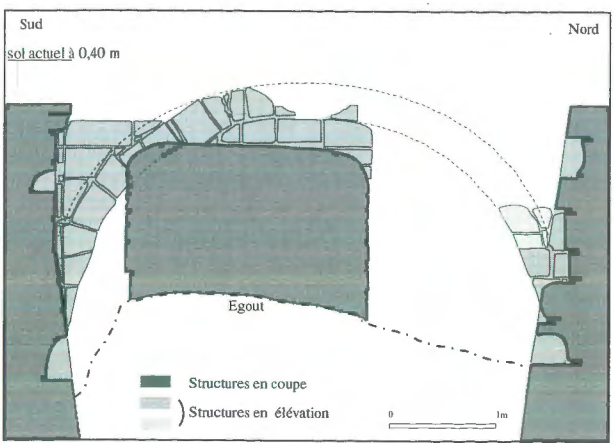


Fig. 13. — Relevé du pont (dessin Olivier Henry).

Le pont n'est que partiellement conservé (fig. 10 à 13) : sous la partie septentrionale de l'intrados, l'égout encastre sa voûte <sup>262</sup> ; au sud où les deux structures ne s'emboîtent pas, il est effondré mais subsistent des arrachements dans l'appareil de la gorge du bastion, et quelques pierres en place du bas de la retombée. Dans la partie conservée, les claveaux qui composent l'arche sont assez inégaux et désordonnés ; au-dessus s'élevait un mur dont l'appareil semble avoir été régulier.

Éléments de chronologie

L'engagement d'une culée dans la gorge du bastion et le collage de l'autre contre la base de la tour semblent introduire une chronologie relative entre les structures principales : pont et bastion seraient conçus ensemble, après la construction de la tour. Cependant, cette interprétation, *a priori* incontournable, s'accommode mal de la présence du corbeau.

259. Les cotes données par le plan de 1774 correspondent donc à un état d'engorgement certain du fossé (pl. VII).

260. Aucun des dessins dont nous disposons ne montre clairement ces différences d'appareil. Ce n'est pas très manifeste, mais Lacaze semblerait indiquer des variations de taille des pierres qui, du fait des observations archéologiques, prennent un sens. A elle seule, une certaine maladresse dans le rendu de la perspective suffirait pourtant à expliquer ces menues variations. Pl. XIII, 5.

261. Bien qu'esquissant plus que dessinant ce détail, Corcelles avait donc raison ; il semble simplement ne pas avoir respecté les proportions (pl. XIII, 7).

262. Ce phénomène est dans l'épaisseur de la voûte : rien n'apparaît à l'intérieur du canal.

De plus, nous le verrons plus loin, une fois démontrée l'identité bien réelle entre le bastion des Anglais et le boulevard de Sainte-Croix, elle se retrouve en contradiction flagrante avec certains des textes d'archives réunis par Paul Roudié : un pont-levis est bien attesté entre le boulevard et l'enceinte de la ville <sup>263</sup>. Il me paraît assez bien justifier le corbeau et peut-être les encoches pratiquées dans la maçonnerie de la tour. Force serait donc de considérer que nous sommes en présence de trois éléments de chronologies différentes, dont le plus récent est le pont. Les indices structurels de la chronologie du pont sont quasiment inexistant : je ne vois guère qu'une variation d'appareil assez difficile à percevoir dans l'état des vestiges. Les différences de traitement des deux culées seraient, dans ces conditions, simplement dues aux techniques de construction ; le fruit du bastion pourrait en être une cause. D'après l'ensemble de nos documents, le pont, sous la forme d'une arche de pierre, n'a pas d'attestation sûre avant le plan de 1751.

Dans la mesure de la validité de ce raisonnement, le bastion et la tour se trouvent privés de toute observation archéologique de chronologie relative. Cependant, dans la logique des structures, l'emboîtement de la tour convexe et de la gorge concave ne peuvent se comprendre que par une conception unique <sup>264</sup> ou par une postériorité du bastion. Or, la différence constatée des appareils traduit très vraisemblablement une différence de programmes. Qui plus est, l'appareil du bastion évoque nettement le XVI<sup>e</sup> siècle, tandis que celui de la tour renverrait bien à la fin du Moyen Age. Les archères déjà observées, sur la base du plan de 1782, confirment bien la datation de cette structure, tant dans l'évolution générale des meurtrières que par des comparaisons plus locales <sup>265</sup>.

Référence :	plan de 1774	Durand	Niveaux calculés		
	15 pieds au-dessus de l'échauguette	seuil de la porte royale	place d'armes	sol actuel du square rue au nord	NGF
extrados de l'échauguette	- 15 pieds = - 5 m		+ 14	+ 15 m	env. 21,70 m
sommet des parapets	- 31 pieds = - 10,30 m		+ 8,60	+ 9,60 m	env. 16,30 m
cordon d'escarpe	env. - 35 pieds = - 11,65 m		+ 7,30	+ 8,30 m	env. 15 m
seuil de la porte royale	- 54 pieds = - 18 m	0	+ 1	+ 2 m	env. 8,70 m
place d'armes, pont inférieur	- 57 pieds = - 19 m		0	+ 1 m	env. 7,70 m
niveau de dérasement	[env. - 61 1/2, pieds] [- 20,50 m]	- 2,50 m	- 1,30	- 0,30 m - 0,50 m	env. 7 m
profondeur attestée du fossé du réduit	- 60 pieds = - 20 m		- 1	- 0,20 m	env. 6,50 m
profondeur attestée du fossé du fort	- 64 pieds = - 21,30 m		- 2,30	1,30 m - 1,50 m	env. 6 m
profondeur attestée du fossé du boulevard	- 71 pieds = - 23,70 m		- 4,70	- 3,30 m	env. 4 m
profondeur maximale observée				5 m	moins de 2,30 m

263. Roudié 1960, p. 52.

264. Quand il évoque la protection du passage obtenue par un tel dispositif, je ne jurerais pas que Paul Roudié n'ait pas envisagé la contemporanéité de ces bâtiments, sans l'exprimer explicitement. Voir Roudié 1960, p. 52.

265. C'est, par exemple, le même genre d'archères qui est utilisé dans le mur de ville de Cadillac, notamment auprès de la porte de la Mer où elles sont bien visibles.

Fig. 14. — Tableau de concordance des principaux niveaux. Fond gris : niveaux conservés.



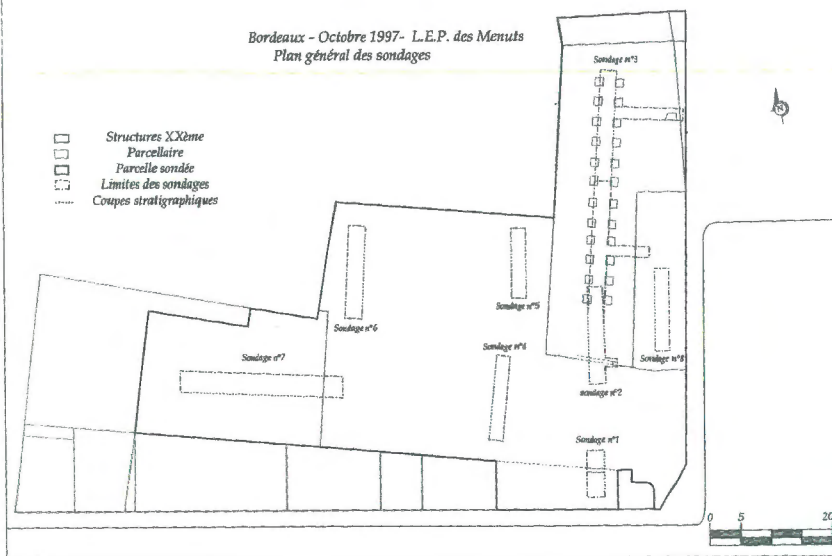
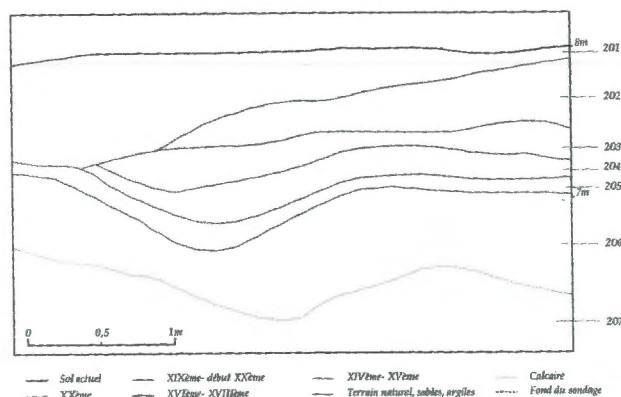


Fig. 15. — Plan de situation des sondages du L.E.P. des Menuts (dessin Olivier Henry).

Fig. 16. — L.E.P. des Menuts, coupe du sondage 2, face à l'est (dessin Olivier Henry).  
La stratigraphie évoque un creusement naturel ou anthropique du substrat calcaire et son comblement par des terres argileuses et/ou sableuses.



## Diagnostic rue des Douves

Un peu moins d'un an avant les sondages sur la place André-Meunier, un diagnostic avait été mené non loin, en préalable à la construction du futur lycée des Menuts, rue des Douves <sup>266</sup> (fig. 15). Cette opération fut négative : à deux fosses modernes près, elle ne mit au jour que des vestiges de structures de la fin du siècle dernier ou du nôtre, sur des niveaux géologiques. Pourtant, le fossé du fort Louis pénétrait dans l'emprise et le quartier était occupé depuis le Moyen Age au moins.

Quelques données géologiques sont à retenir : l'omniprésence du socle calcaire à une assez faible profondeur, une cinquantaine de centimètres dans la partie nord-est du terrain ; des creusements plus ou moins naturels assez localisés, comblés de niveaux argileux et sableux, évoquant parfois des paléochenaux. Ces données n'ont rien d'étonnant en comparaison de celles issues du square voisin.

La justification de cette absence de vestiges se trouve notamment dans un rapport du maire en date du 5 avril 1847 <sup>267</sup> : "...En 1843, un accident fort

grave vint révéler un danger dont il était impossible de soupçonner l'existence. Une partie de la base du mur de ville s'écroula et l'on s'aperçut que par suite des déblais successifs exécutés dans ce quartier, le niveau de la rue des Douves était devenu inférieur au sol sur lequel avait été établi ce mur, en sorte qu'en ce moment, ce mur dont l'épaisseur n'est pas moins de deux mètres en moyenne et la hauteur de quatre mètres est entièrement en l'air et tient comme par enchantement. Il est hors de doute qu'avant peu, les terres qui le soutiennent glisseront sous son poids et qu'un écroulement peut-être prochain est à redouter. J'ai fait faire une visite dans le couvent des Ursulines et l'on y a constaté les signes manifestes d'un tassement de cette énorme masse. De nombreuses crevasse dans le sol de la terrasse qui s'appuie contre ce mur indiquent d'une manière certaine qu'il se détache de cette terrasse et qu'il tend à se renverser du côté de la rue des douves. C'est à son extrémité vers l'abattoir où ce mur est à environ deux mètres au-dessus du sol que le danger est imminent. J'y ai fait faire quelques étalements malheureusement incapables de s'opposer à la poussée du poids effrayant du mur de ville et de la terrasse. Le péril diminue à mesure que l'on remonte la rue des douves et il est nul au passage de la rue Marbotin où la base du mur est inférieure au niveau de la voie. (...) Il me semblerait naturel de recourir à un moyen fort simple et radical, savoir : la démolition du mur et par conséquent l'abaissement des terrasses au niveau du sol du quartier..."

266. Cette opération était placée sous la maîtrise d'ouvrage de Bordeaux Métropole Aménagement ; elle fut menée en septembre 1997 par le S.R.A. avec l'aide d'Olivier Henry et de Hugues Roussarie.

267. Document découvert et transcrit par Mauricette Laprie. A.D.Gir. O 324.

Ainsi l'ensemble des nivellements réalisés dans le quartier, à commencer par ceux menés en préalable à la construction de l'abattoir et pour l'établissement de la rue des Douves, avait-il déchaussé gravement la fondation de l'enceinte. Celle-ci ne possédait pas de fondations très fortes : peut-être deux ou trois mètres, en tout cas moins hautes que le fossé n'était creux. La démolition du mur et le prolongement des nivellements en arrière de lui seront organisés dans le cadre du lotissement lancé par la vente aux enchères publi-

## Le fort, le boulevard et le portail de Sainte-Croix

Le fort Louis a pris ce nom dès la fin du XVIIe siècle <sup>269</sup>, mais il a conservé longtemps celui de Sainte-Croix sous lequel le désignent encore des plans et des documents officiels jusque dans les années 1780. Assez bizarrement, il ne porta définitivement le nom rendant hommage au roi sous lequel il fut construit qu'après la Révolution et alors qu'il était pratiquement désaffecté. Autant qu'au quartier, il doit son appellation première à la succession de fortifications dont il représente le dernier état.

### Le fort Sainte-Croix

#### Projets des années 1770

Pour dresser l'histoire de cette forteresse, il est utile de mentionner ces projets qui n'eurent pas de suite, d'une part à cause des données fournies par les plans de ces projets, d'autre part parce qu'ils témoignent indubitablement que la structure est alors jugée viable et suffisamment solide. Il suffit pour y loger une garnison plus importante de remodeler certaines parties et surtout pour l'accroître de la doter d'un nouveau front bastionné vers la ville et au détriment d'elle.

Ces projets occupèrent la décennie 1770 et sont à l'origine de la plupart de nos plans. Même celui de 1782 qui fait l'état des locaux existants se relie sans doute à cette même problématique, soit en tant que complément d'état des lieux, soit plutôt comme la constatation que finalement l'existant suffit aux besoins. La forteresse est alors occupée et entretenue. Telle n'est pas l'impression laissée par les dessins de Corcelles, bien qu'elle ne soit pas encore fortement délabrée. Sans doute l'est-elle un peu plus en 1808.

ques du 30 juillet 1857 <sup>268</sup>. Les établissements industriels qui s'établissent derrière cette ligne de maison prolongent le phénomène. La contrescarpe du fossé du fort Louis a disparu en même temps que l'enceinte qu'elle interrompait.

Les préconisations de la municipalité ne seront cependant pas totalement suivies. Une partie du mur a été sauvegardée et vient d'être restaurée à l'ouest de l'emprise du lycée.

Ces projets jamais réalisés mis à part, aucune modification des structures ne semble s'être faite depuis la fin du XVIIe siècle. Tout au plus peut-on se poser la question pour le puits du bastion des Anglais : il n'est pas mentionné dans le mémoire de Vauban qui souhaite l'établissement d'une citerne ; dans la mesure où il est placé dans l'angle des casernes, on peut envisager qu'il est postérieur à leur construction.

### Les finitions ordonnancées par Vauban

L'inspection de Vauban en 1680 trouva une forteresse en état <sup>270</sup>. Les travaux qu'il recommande ne sont que des améliorations, et il les affirme bien comme telles par opposition à un projet existant de restructuration radicale <sup>271</sup>. Si l'on ne possède pas de descriptif de ce projet, les inquiétudes des Jésuites lui font sans

268. A.M.Bx 76 O 3. Archives privées, Pierre Vivez.

269. Le nom apparaît dans les documents des Jésuites dès les années 1691-1695, mais souvent sous la forme "fort de Sainte-Croix dit fort Louis" qui laisse un doute sur le caractère officiel de la désignation. "Fort Louis" est le nom qui est porté sur le plan de Jouvin, datable entre 1676 et 1680, cf. note 17.

270. § 43 et 58 notamment. Sur ce dernier paragraphe (p. 247), j'aurais une lecture un peu différente de celle de Paul Roudié (1975, p. 252 ; cf. 1960, p. 52 avec un audacieux saut du pareil au supposé même, du bastion des Anglais au boulevard de Sainte-Croix, ce qui force un peu la preuve recherchée) : "...le bastion qui est fort bon de soy..." me paraît désigner non tant le bastion des Anglais que le fort dans son entier. Il me semble que c'est ce qui ressort de l'esprit du texte et cette sorte de métonymie est parfaitement admise en français : "bastion" désigne aussi un lieu où l'on se retranche, autrement dit un réduit, terme que Vauban applique plusieurs fois au fort Louis.

271. § 43, p. 244 ; § 58, p. 246-247.



doute écho<sup>272</sup> : il s'agit d'établir une véritable forteresse commandant le faubourg et l'amont de la Garonne comme le château Trompette commande l'aval et le nord de la ville. Un dossier complet avait visiblement été préparé avant cette inspection, présentant différentes propositions. Vauban améliore peut-être, en tout cas tranche et décide des orientations, acceptant telle proposition, refusant telle autre.

Dès 1680, le corps de place est quasiment à l'identique de ce que nous lui connaissons, avec ses deux demi-bastions dotés de guérites pentagonales sur les angles, avec des terre-pleins déjà partiellement sinon totalement terrassés. Les recommandations portent sur l'achèvement des travaux engagés ou sur des améliorations intérieures, sur les dehors et sur une restructuration du bastion des Anglais. La réalisation des finitions commence immédiatement par l'établissement du réduit et de son chemin couvert<sup>273</sup>, sans doute le point le plus sensible pour la mise en défense du fort face aux éventuelles insurrections de la ville. Les travaux se poursuivent selon une programmation annuelle<sup>274</sup> dont la dernière phase attestée, touchant à nouveau les dehors, se situe en 1691 ; entre temps, ils se confinent à l'intérieur des murailles<sup>275</sup>.

Si la plupart des consignes de Vauban furent respectées, certaines ne le furent pas : reprise du parapet du flanc sud-ouest du bastion Saint-Ignace<sup>276</sup> ; construction d'un petit parapet au-dessus du grand sur le front de la ville<sup>277</sup> ; aménagement d'un petit chemin sur l'avenue de la poterne<sup>278</sup> ; percement d'une fenêtre dans la poudrière<sup>279</sup>... On le voit, ce sont des points sans réelle importance structurelle. La réalisation effective d'autres instructions n'est pas toujours perceptible à travers notre documentation, mais il s'agit toujours d'éléments totalement mineurs : des pavements ici ou là, surtout la construction d'un petit parapet sur la tour<sup>280</sup>.

D'autres consignes ont été aménagées, on peut même souvent dire dépassées. C'est le cas pour l'extension du chemin couvert et de son glacis à l'ouest jusqu'à l'enceinte de la ville, travaux réalisés au détriment des Jésuites en 1691<sup>281</sup>. Pour Vauban, il s'agissait juste de "dégager le bord du fossé (...) et obliger les pères jésuites à se fermer de haye vifve suivant le bord du terrain qu'on leur a achepté"<sup>282</sup>. Si les buts poursuivis sont à peu près les mêmes, les travaux engagés sont considérablement plus lourds.

C'est aussi le cas pour les greniers : il faut aménager des réserves "pour cinq ou six jours", mais "il y a assez de bastiment, et je ne tiens pas qu'il soit nécessaire d'y en ajouter davantage"<sup>283</sup>. Il est clair qu'aucun grenier n'existe en 1680 alors que nos documents attestent l'existence de presque 200 m<sup>2</sup> destinés à stocker le blé à l'étage du bastion des Anglais, au-dessus des casemates<sup>284</sup>. Sans doute les ingénieurs ont-ils profité de l'exhaussement du bastion, recommandée par Vauban<sup>285</sup>, pour réaliser ces installations dont la capacité semble bien dépasser celle initialement prévue.

On pourrait envisager que c'est encore le cas pour les ponts reliant ce même bastion des Anglais et le corps de place. Si Vauban ne dit mot de ces passages, dans un premier état où le bastion des Anglais se confondrait avec le boulevard de Sainte-Croix, il fallait imaginer un pont-levis<sup>286</sup>, lequel ne pouvait se situer qu'au niveau inférieur. Le propos des travaux sur ce bastion détaché est bien de l'accorder au reste de la fortification, d'unifier l'ensemble<sup>287</sup> ; dans ces condi-

tions, le remplacement d'une structure mobile, destinée à l'isoler, par une maçonnerie permanente se justifie pleinement. Au surplus, à propos de la tour du vieux portail, point de départ de ces franchissements, Vauban recommande de "raccommoder son chemin des rondes et le rendre praticable". Or le rôle du passage supérieur est justement de réunir les chemins de ronde du corps de place et du bastion. Dès lors, l'hypothèse la plus probable est que ces ponts aient été mis en place au cours des travaux de finition de la forteresse.

### Arx ista tribus mensibus erecta est

Cette forteresse a été construite en trois mois. Les mémoires des Jésuites attestent de l'arrivée des ingénieurs du roi en leur jardin le 2 décembre 1675<sup>288</sup>. Fin février, la construction ne semble pas achevée mais n'est sans doute pas loin de l'être<sup>289</sup>. Trois mois, c'est calculé court mais probablement à peu près exact.

A partir du 2 décembre, les événements vont très vite et s'enchaînent avec une rigueur d'organisation remarquable. Ainsi, un ordre de recrutement pour le creusement des fossés<sup>290</sup> est imprimé dès le 4 : *LES MAIRE ET IURATS, GOUVERNEURS de Bordeaux, Juges Criminels & de Police. Ordonnent aux Officiers de la Jurisdiction Dornon : Veyrines, la Bastide, Prévôté d'entre-deux-Mers, Aizines & autres lieux desdites Juridictions, de faire venir Vendredy matin sixième du courant & les autres jours ensuivant : six Manœuvres de chacune desdites Paroisses, avec pics & peles ou hoyaux, pour travailler à l'excavation du Fort qui se construit à Sainte Croix par l'Ordre du Roy, & ce par tour & jusques à ce que ladite excavation & transport de terre soit faite, & ce à peine contre les contrevenans & deffaillants de cent livres payables solidairement par les Cotisateurs desdites Paroisses, lesquels sont expressement chargez d'accelerer lesdits Manœuvres. Fait à Bordeaux, dans la Chambre du Conseil, ce quatrième Decembre mil six cens septante cinq. Signé. DVBOSQC. [corrigé à la main : CQ].*

L'orgueil qui éclate dans la formulation de l'inscription doit cependant être tempéré. D'une part, il est évident que le fort n'a pas été construit *ex nihilo*. D'autre part, il est manifeste que des travaux de finition s'échelonnèrent de 1680 à 1691, mais il est aussi certain que des travaux furent réalisés entre 1676 et 1680. On imagine mal, en particulier, que, pour les

terrassements des terre-pleins, on ait commencé les travaux, puis attendu quatre ans l'ordre de les régler<sup>291</sup>. Cependant, en dehors d'un témoignage précis comme celui-ci, il n'est pas évident de distinguer les travaux réalisés avant mars 1680 et après, parce qu'ils s'inscrivent dans une même continuité.

On peut envisager que les travaux de ces trois mois ont surtout consisté en l'établissement du front bastionné devant la ville, avec ce que cela implique d'ouverture de fossés, de raccordement aux anciennes fortifications et d'adaptation des constructions existantes. Les aménagements intérieurs ont dû suivre.

Le cartouche du plan de 1680 peut nous servir de témoignage d'une des étapes de cet aménagement : "Cette piece (...) en decembre 1675 fut choisie pour y ajouter un autre ouvrage en forme de tenaille pour y faire un plus grand réduit a loger une garnison considerable (...) Au pourtour du rempart du bastion dettaché il y a esté construit vingt deux cazernes tant basses que hautes et deux doubles logemens aveq ses officiers aussy adossé contre le mur dudit bastion lun pour les officiers des compagnies qui tiennent garnison et lautre pour y loger M. le chevalier desmonds presentement commandant dudit fort".

Ainsi les casernes du bastion des Anglais auraient été construites vers 1676, sur deux étages contre les casemates existantes ; il en est de même pour les logements du côté nord. Le remaniement de cet édifice était déjà bien engagé avant l'inspection de Vauban et les instructions qu'il donne pour son rehaussement. D'ailleurs, dans quelle mesure ce passage de son mémoire n'est-il pas le reflet des suggestions faites par les ingénieurs en charge du bâtiment ?

Mais il apparaît aussi à travers ce texte que le bâtiment oriental du corps principal, logement du commandant selon le plan de 1782, n'existait pas encore, puisque le chevalier Desmonds habite le bâtiment nord du bastion des Anglais. Ce ne serait donc que dans un

272. Voir les documents transcrits en annexe 1.

273. Adjudications du 29 mai 1680, certificats d'exécution du 23 mars 1681 (p. 261-268, 272).

274. "Il ne faudra que faire l'estimation en detail du contenu en ce memoyre, et en suite l'extraict de ceux qu'on y vouldra faire annuellement avant que d'y toucher" (§ 56, p. 246).

275. Cf. archives des Jésuites, mémoire de 1676-1691 : "Dudepuis le noviciat avoit repris muraille et paisible possesn du glacis et de sa cloture sans une insulte de la part des officiers du fort ny aucune autre de ceux d'ici jusqu'en l'an 1691...".

276. § 44, p. 244.

277. § 49, p. 244-245.

278. § 51, p. 245. Même s'il est difficile de situer avec certitude cette poterne, le chemin envisagé n'apparaît sur aucun plan.

279. § 54, p. 246.

280. § 47, p. 244.

281. Voir en particulier le plan de Ferry (pl. X) et la fin du troisième mémoire transcrit en annexe 1.

282. § 53, p. 245.

283. § 55, p. 246.

284. Plan de 1782 : "Greniers a bled" (pl. V).

285. § 46, p. 244.

286. Roudié 1960, p. 52.

287. Ce qui démontre bien une différence de chronologie entre les deux parties de la structure.

288. Date donnée par le troisième mémoire, rédigé en 1676-1691 ; le premier fut envoyé dès début décembre 1675 mais n'indique pas la date exacte du début des travaux.

289. Second mémoire des Jésuites.

290. A.M.Bx, fonds ancien, EE 36.

291. D'autant plus qu'une bonne partie du terre-plein du bastion Saint-Ignace existait déjà en tant que rempart de l'enceinte.



troisième temps que cette construction, et vraisemblablement toutes celles du corps principal, auraient été réalisées<sup>292</sup>. Une telle programmation coïncide bien avec l'état inachevé des terres-pleins des bastions lors de l'inspection de Vauban.

### Le témoignage des Jésuites

Le plan dressé par Ferry en 1691 (pl. X) nous est un éclatant témoignage que le fort utilisa certains des éléments existants. Et ce, d'autant plus que l'auteur fut un des acteurs principaux de la programmation des travaux<sup>293</sup> : le fort s'appuie à l'intérieur du mur de ville<sup>294</sup> et, en particulier le flanc sud-ouest du bastion Saint-Ignace n'en est qu'une reprise. Ce document explique et précise la recommandation de Vauban de remanier ce mur à l'instar des faces du même bastion<sup>295</sup>, ce qui ne nous est pas apparu comme complètement réalisé. On a toutes raisons d'envisager qu'il en était sensiblement de même pour le flanc du bastion Saint-Benoît et pour la partie sud de sa face extérieure ; nous avons vu plus haut les anomalies importantes que présentent ces murs et les terrasses qui s'y étagent. Ainsi se justifient aussi les caractéristiques des meurtrières que l'on peut y lire sur nos différents plans.

Pour justifier leurs revendications, les Jésuites rassemblèrent un grand nombre de documents, certains faisant remonter l'histoire des terrains jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle. Outre des contrats de vente et autres documents justifiant leur propriétés ainsi qu'une épaisse synthèse, on ne compte pas moins d'une douzaine de plans différents, dont ceux de Ferry, et un arpentement pour rendre compte de leurs pertes. Certains nous sont des témoignages précieux de l'état des lieux avant les travaux de 1676.

Parmi les documents écrits, plusieurs mentionnent au titre des confronts, sous des formes plus ou moins complètes, "les ramparts et bourriers qui sont prez le boulevard de S<sup>te</sup> Croix"<sup>296</sup>. Les plans, bien que très schématiques, sont plus précis : ils indiquent clairement qu'en avant des remparts, au sud, se situait une fortification. Celle-ci est désignée sous différents noms, souvent anachroniques, comme d'ailleurs le sont la plupart des commentaires, quand il s'agit de décrire les lieux avant les constructions des ingénieurs de Louis XIV : *fort Louis*, *fort de S<sup>te</sup> Croix* a présent *fort Louis*, *ancien fort de S<sup>te</sup> Croix* (pl. XII, 3), *boulevard* (pl. XII, 2),

*boulevard de S<sup>te</sup> Croix* (pl. XII, 4). En dehors même des arguments graphiques, qui sont bien difficilement contournables, la seule confusion des termes suffit presque à démontrer l'hypothèse de Paul Roudié : le boulevard de Sainte-Croix est bien intégré dans le fort Louis.

Quant au plan de 1680, non seulement il est clair dans le texte que contient son cartouche, texte qui a nourri la réflexion de Paul Roudié, mais encore il légende directement sur le dessin des constructions : "boulevard de S<sup>te</sup> Croix". A se fier à lui, il n'y a aucun doute dans l'identification du boulevard et du bastion.

Un dernier document fournit une autre preuve irréfutable<sup>297</sup>. A la suite de l'ordre de paiement de Guillaume de Seve de 13 280 livres aux révérends pères jésuites<sup>298</sup>, au titre "du desdommagement d'une portion de leur jardin prise pour le fort de Sainte Croix" est annexé ce certificat : "Nous Controlleur des bastimens du Roy en Guyenne, certifions à qu'il appartiendra que pour edifier le fort Ste Croix, que Sa Majesté à ordonné estre eslevé entre l'ancien boulevard, et la Maison du Noviciat des Reverendz Peres Jesuites de

292. Néanmoins le jeu de pilastres que l'on peut lire sur les plans du bâtiment septentrional, qui évoque assez directement l'organisation de la façade du fort, pourrait indiquer une légère antériorité.

293. Mentionné dès 1676 dans les mémoires des Jésuites, c'est aussi lui qui signe les cahiers des charges des travaux (Vauban 1680, p. 264 etc.).

294. Le plan reproduit pl. X simplifie quelque peu le dessin des murs du fort mais mentionne précisément, outre l'ancien *rampart de la ville*, l'ancien *mur de la ville* ainsi que le *fossé de la ville*. Une autre copie, elle aussi certifiée conforme, conservée dans la même liasse, ne simplifie pas les murs mais donne moins de détails. Sur le même sujet et toujours dans la même liasse un autre dessin existe ; c'est un projet du prolongement du chemin couvert : les commentaires qui y sont portés sont au futur. Ce dernier document n'apporte aucune précision utile à notre propos mais correspond très exactement avec le compte-rendu fait par les Jésuites de l'entrevue préalable aux travaux de 1691 (cf. annexe 1, troisième mémoire).

295. § 44, p. 244.

296. Acte de vente du 20 juin 1617. Expressions voisines dans le même contrat, dans un autre du 9 mars 1610, etc.

297. Archives des Jésuites (A.D. Gir H 2589).

298. Voir à ce propos le récit du troisième mémoire donné en annexe 1.

*Bordeaux, et afin de fonder et eslever entierement le demy bastion Saint Ignace, faire le fossé contre escarpe former le glacis dudit fort, il a esté prins depuis 1675 une partie du jardin, verger, mur de closture dependant dudit noviciat appartenant ausd Peres pour avoir moien d'achever ledit fort en conformite des plans envoies à Sadite Majesté En foy de quoy nous avons donné le present certificat a bourdeaux le vingt huitiesme aoust mil six cent soixante six sept. Signé Lombard*". Suit quittance du 2 septembre 1677 du R. P. François Gachon, procureur syndic du noviciat de la Compagnie de Jésus.

Le fort Louis a été élevé entre l'ancien boulevard et le noviciat, l'expression aurait difficilement pu être plus claire. La nouvelle construction a respecté aussi bien l'enceinte existante que sa défense avancée. Tournée vers le faubourg, elle s'est adossée au mur de ville ; seuls ses propres fossés ont coupé la terrasse et la muraille pour rejoindre les douves anciennes. La construction de 1676 n'est pas une véritable forteresse, mais bien plutôt une fortification de campagne utilisant les opportunités offertes par le bâti antérieur. Le qualificatif de "fortin" qu'il arrive à Vauban d'utiliser à son propos s'explique bien dans ce contexte. De même celui de "réduit", car, par rapport à la ville occupée, il constitue bien une position de repli.

La description sommaire faite dans le cartouche du plan de 1680 est parfaitement exacte : "Cette piece [le boulevard Sainte-Croix] estoit assurément une des plus entières de Bourdeaux & en decembre 1675 fut choisie pour y ajouter un autre ouvrage en forme de tenaille pour y faire un plus grand réduit a loger une garnison considerable & contenir les peuples dudit cartier S<sup>t</sup> Michel et les soumettre mieux à leur devoir et les empêcher à ne plus retourner aux désordres du crime, de sédition populaire comme ils l'ont fait le 27 de mars 1675 qui a nécessité Sa majesté d'augmenter les forteresses de Bourdeaux".

Ce que l'on peut ainsi constater semble contradictoire avec un ordre du 22 novembre 1675, moins de deux semaines avant le piquetage du futur fort Louis : "Ordre de M. le Mareschal Dalbret à MM les Jurats pour faire demolir la Porte Sainte-Croix avec 200 toises du mur de ville<sup>299</sup> du cotté du boulevard..."<sup>300</sup>. Trois jours après, un autre ordre du même maréchal d'Albret concerne 500 toises de murs, non localisés<sup>301</sup>. Il s'agit bien d'un plan de démantèlement général des défenses d'une ville rebelle, sur ordres royaux<sup>302</sup>. En

ce qui concerne Sainte-Croix, les démolitions à peine entamées seront arrêtées au profit du futur fort. Peut-être l'intervention hâtive des ingénieurs, dont se plaignent les Jésuites, est-elle en fait due à la concurrence entre deux projets opposés<sup>303</sup>.

Vauban, en fin du chapitre qu'il consacre au fort Louis<sup>304</sup>, témoigne bien qu'il y eut des murailles démolies : "Ainsi non seulement je serois d'avis de restablir les murs qui ont esté abbattus pendant les dernières seditions..." ; mais ce qui suit dépasse largement ce secteur de l'enceinte : "...mais de raccommode le manquement des vieux qui sont extremement negligez, de faire aussy quelque demy-lune revestue devant les portes, et de bien nettoyer et revestir son fossé." Manifestement, cette conclusion est une digression concernant l'ensemble de la place de Bordeaux. On peut cependant admettre qu'une partie des murs de ville du faubourg Sainte-Croix fut démolie, mais ni celle auquel s'adosse le fort, ni la porte. D'une manière plus générale, la position exprimée par Vauban est, moins de cinq ans plus tard, le contraire de la politique mise en œuvre, en suite de l'insurrection de 1675, par le maréchal d'Albret<sup>305</sup>.

### Le boulevard de Sainte-Croix

Ainsi donc, tout confirme l'hypothèse de Paul Roudié : le boulevard de Sainte-Croix a été conservé dans le fort Louis. En tant que boulevard au sens strict, il est bien identifiable au bastion des Anglais, sauf les importantes modifications que Vauban lui a fait ap-

299. Distance considérable, sachant que l'envergure du fort est à peu près du quart.

300. A.M.Bx, Fonds Baurein i-i 20, murs de ville.

301. A.M.Bx, fonds ancien, EE 16, 25 novembre 1675.

302. Comparer avec l'ordonnance du 16 juin 1674, antérieurement donc aux émeutes (A.M.Bx, fonds ancien, EE 16).

303. Remarquons aussi que les ordres de démolition viennent du gouverneur, tandis que le 2 décembre sera présent sur le chantier à peine engagé l'intendant de Sève (archives des Jésuites, troisième mémoire). Y a-t-il des désaccords entre ces hauts personnages ?

304. § 58, p. 247.

305. Par la suite les murs réparés seront entretenus : cf. par exemple une ordonnance de décembre 1695 (A.M.Bx, fonds ancien, EE 16).



porter. Cependant, il appartenait à tout un ensemble dont on peut percevoir au moins certains éléments : courtines de la ville, ouvrages antérieurs réutilisés après remaniement, éléments annexes de défense etc. Il y a là une ambiguïté certaine qui, me semble-t-il, pourrait brouiller notre perception des travaux<sup>306</sup>.

### Chronologie des travaux

Paul Roudié a pu, à travers des notations dispersées d'archives, reconstituer l'essentiel de l'histoire de la construction. Ce serait sans doute abusif de considérer que, en l'occurrence, l'action de la Jurade était plus velléitaire que volontariste ; il apparaît en tout cas que les moyens de la politique suivie ont été difficilement réunis.

Une première phase débute en 1520 par un devis de Jehan de Cologne, " maître général des fortifications et réparations des pays et duché de Guyenne " <sup>307</sup>. Les travaux portent surtout sur les fossés de la ville. Sans doute touchent-ils aussi, mais vraisemblablement pas de façon décisive, au boulevard prévu dès cette époque en avant du grand portail de Sainte-Croix <sup>308</sup>.

Une seconde phase commence en 1525, sous les auspices de l'ingénieur militaire italien Anchisio della Guaina, dit Anchise de Bologne, nommé dans les textes bordelais *seigneur Enquis* <sup>309</sup>. Cet important personnage travaille à partir de 1523 aux fortifications de Narbonne, à partir de 1525 à celles de Toulouse, et donc de Bordeaux <sup>310</sup>. Il reçut du roi donation de la terre et seigneurie de Saint-Macaire <sup>311</sup> ; à Bordeaux, il apparaît pourtant peu, ou même pas du tout, sur le chantier dont il a devisé et dessiné les travaux. Ses plans seront néanmoins suivis scrupuleusement.

De 1525 à 1535, les travaux suivent un rythme chaotique <sup>312</sup> alternant les arrêts et les reprises, les contestations de diverses natures. 1533 semble une année charnière qui marque la fin de la troisième phase et le début d'une troisième : arrêt des travaux, démarches des jurats auprès de la cour remontrant que le boulevard reste à parachever <sup>313</sup>, nomination de commissaires, versement de fonds, etc. Les travaux reprennent leur cours hasardeux. Le 14 juillet 1535, l'ouvrage est enfin déclaré " de bonne défense de guerre " <sup>314</sup>.

### Le boulevard

Paul Roudié parvient, en raboutant de nombreuses mentions d'archives, à décrire les grandes lignes de cet ouvrage <sup>315</sup>. Les dimensions qu'il a pu glaner correspondent bien à celles de la demi-lune du fort. 100 toises de périmètre, c'est ce qu'on peut mesurer sur nos différents plans, c'est surtout à peu près ce qu'indique Durand <sup>316</sup>, 180 m. 24 à 26 pieds d'épaisseur, cela correspond au mur et aux casemates <sup>317</sup>, tandis que Durand mentionne une épaisseur moyenne du moellonnage un peu supérieure <sup>318</sup>, 9,50 m. En revanche, 6 toises de hauteur de muraille, c'est inférieur aux 40 pieds du plan de 1774 <sup>319</sup>, alors qu'on peut démontrer que le fossé était déjà partiellement comblé ; les travaux des années 1680 signifient donc un exhaussement de plus de 4 pieds.

Un texte non daté, mais vraisemblablement de 1533 et participant des actes de la jurade destinés à faire l'état des travaux à cette date, décrit ainsi le boulevard <sup>320</sup> :

306. Cf. par exemple le texte que je cite plus loin, A.D.Gir. 3 E 3592.

307. Roudié 1960, p. 45-47 et, en particulier, les documents cités dans la note 9. Faucherre et Dangles 1990, p. 65-66.

308. Cf. en particulier le testament de Jaubert David, du 11 juillet 1525, cité par Paul Roudié (1960, p. 47) : à cette date, ses associés et lui n'ont réalisé que " certains lopins de ladite besogne ".

309. Roudié 1960, p. 47 et suivantes.

310. *Ibid.* Faucherre et Dangles 1990, p. 66.

311. 27 janvier 1527, transcrit par Paul Courteault dans *AHG* t. 41, cité par Roudié 1960, n. 17.

312. Roudié 1960, p. 48-49, et documents cités en note 19.

313. Cf. le texte que je cite un peu plus loin (A.D.Gir. 3 E 3592).

314. A.D.Gir. 3 E 3597.

315. Roudié 1960, p. 51-52.

316. *Devis estimatif*, cf. note 87. Il est probable que Durand n'ait pas fait le détail de la ligne brisée qui forme la gorge du bastion, ce qui raccourcit nettement ses mesures.

317. Plan de 1782 (pl. V).

318. *Ibid.* note 316.

319. Durand (*ibid.*) indique 9,50 m, ce qui est inférieur de presque 4 m, mais il ne s'intéresse qu'aux parties dépassant le plan de nivellement qu'il propose.

320. A.D.Gir. 3 E 3592. Je ne sais pas si Paul Roudié a utilisé ce texte : il cite d'autres documents de la liasse (1960, n. 19) mais apparemment pas celui-ci. Je tiens à remercier Philippe Maffre de son aide pour la transcription de ce texte ; c'est de lui aussi que vient la démonstration de la date.

" Et pour remonstrer les espesours des murailles dudict baloart

Et premierem<sup>t</sup> les frons dudict baloart lesqueulx sont en baterie ont vinct et six piés d'espéour de muraille

Item plus pour les flans dudict baloart qui ont quinze piés d'espéour de muraille sans comprendre les esperons des flans dudict baloart lesqueulx esperons ont quinze piés de sailhie et huit piés d'espéour et entre lesdicts esperons hia douze piés vuide lesqueulx seront boutés pour venir respondre aulx contre mynes.

Item plus les demy tours qui deffendent les douves dudict baloart ont d'espéour vinct piés d'espéour de muraille.

Item plus est le baloart de hauteur et libeau de ladicte vitle a raizé et massonné de hauteur du libeau de ladicte ville... "

La description est assez précise et les dimensions coïncident bien. Si l'on en croit ce texte, la construction du boulevard est pratiquement terminée : il ne reste que quelques casemates à voûter. L'essentiel des parachèvements décidés en 1533 portent donc sur les éléments de défense annexes du boulevard, mentionnés dans la suite du même texte.

" Le boulevard S<sup>e</sup> Croix de bourdeaux est une ancienne piece faict en forme de bastion détaché du mur de la ville & esté fondé en lan 1548. comme il paroist avoir esté fabriqué a langloise aux tamps quon en forma le cartier saint michel dans lenceinte des murs de closture de la ditte ville qu'on l'esleva à lendroit où il est scitué pour faire teste audit cartier S<sup>e</sup> Michel et au champs et sur la traverse du canal de la garronne et deffendre encore les avenues du rempart courtines fossés & porte s<sup>e</sup> iullien. henry second le fit édifier pendant les guerres civiles. "

Ainsi est décrit le boulevard dans le cartouche du plan de 1680. Paul Roudié estime que l'auteur s'est trompé en datant l'ouvrage des suites de la révolution de 1548. Cela est bien sûr exact, suffisamment de textes en attestent. Mais, devant une précision telle qu'elle semble reproduire une information avérée, on peut aussi envisager que des travaux – réparations, reprises ou achèvements – furent effectivement menés vers cette date. Si tel était le cas, il est bien difficile de dire lesquels.

### Tours et orillons

" Depuis le dit boulevard a esté sy negligé qu'il semble qu'on le vouloit rendre inutile par la quantité de terre qu'on y a porté de toutes parts et qui couvroient les avenues du costé de la ville ny ayant qu'une simple porte d'entrée pour passer le jardinier qui alloit cultiver son terreplain. ayant à sa gorge deux tours attachées aux courtines de ville qui sont en forme d'aurillon qui luy servent de cavaliers et qui estoient aussi inutiles par sa proximité des grandes buttes de terre qu'y l'ofusquoient et dont l'eslevation du rempart commandes les dittes pièces ainsy que la maison du Novitiat des Jésuites qui forme un rideau qui empesche que les dittes tours ne descouvrent pas toutes la ville aplain & leslevation du monastere S<sup>e</sup> benoist couvre aussi les vuës du reste de la ditte ville qui traverse la Garonne ".

Ainsi se poursuit le texte du plan de 1680. On y trouve la description d'un état d'abandon qui justifie l'intervention des ingénieurs du roi, et une analyse stratégique qui est développée dans des mots très voisins par les différents mémoires des Jésuites <sup>321</sup>. C'est aussi la seule description ancienne des structures établies à la gorge du boulevard, mais elle est faite en des termes bien embrouillés <sup>322</sup>.

Les structures que nous venons d'examiner sont relativement claires : il y a une seule vraie tour, flanquée d'éléments que l'on peut effectivement appeler orillons ; dans l'un d'eux est établi l'arsenal, qui a sensiblement l'aspect d'une tour ; ce bâtiment nous est apparu comme antérieur aux principales structures du fort Louis <sup>323</sup>. Je citerai tout de suite deux textes attestant qu'il n'y a qu'une seule tour au sens propre, mais l'essentiel de la démonstration se fera plus loin : d'abord Vauban lui-même qui la mentionne comme " la tour de l'ancien portail " <sup>324</sup> ; ensuite, le rôle des

321. Cf. annexe 1. Quels sont les liens entre Ferry, l'auteur ou un des auteurs de ce plan, avec les Jésuites ? Plus tard il donne des arguments à leur position en établissant des plans où apparaissent bien les terrains expropriés.

322. Si Ferry et Payen ont apparemment su faire partager à Vauban l'essentiel de leur conception du fort et de son développement, il est évident qu'ils n'ont pas la clarté d'expression, et sans doute de conception, de celui-ci.

323. Voir plus haut. Le logement du commandant lui est accolé.

324. § 47, p. 244.



tours de 1572, où est inscrit "...la tour qu'est joignant la porte de Sainte Croix..."<sup>325</sup>. Cependant le plan de 1680 n'est pas le seul document à traduire une certaine confusion à propos de ces structures qui sont, il est vrai, assez ambiguës.

Il y eut, le 1<sup>er</sup> décembre 1629, "adjudication de la brèche des murs de ville faite par la chute d'une tour qui était près du Boulevard de Sainte-Croix en faveur de Louis Roche maçon qui promet de réparer la brèche qui était de 45 piés de long sur 25 de hauteur, à chaux, sable et araine de faire les fondements de 5 piés par le bas et de 4 par le haut, et de démolir les ruines de l'ancienne tour, moyennant le prix et la somme de 250 £"<sup>326</sup>. Cette tour a donc été supprimée au début du XVII<sup>e</sup> siècle et remplacée par un simple mur. Je proposerais volontiers de voir dans cette tour disparue le symétrique de l'arsenal, établi dans l'orillon occidental. Cette hypothèse rétablit assez bien un équilibre entre les deux côtés de la fortification qui n'est pas sans analogie avec la conception d'ensemble de la fortification dans son état du XVI<sup>e</sup> siècle tel qu'on peut le percevoir, mais les preuves en sont peu nombreuses : la seule que je vois est la différence d'épaisseur entre les murs des deux orillons<sup>327</sup>.

Le texte que je citais plus haut parle bien des "demy tours qui deffendent les douves dudict baloart". Ce témoignage me paraît essentiel bien qu'imparfait : il n'y a pas le moindre doute sur l'identification et il date bien les bâtiments que nous étudions, mais on ne sait le nombre de ces demi-tours ni quels éléments sont désignés sous ce nom. Il me semblerait cependant dans la logique du texte et des structures que *demy tours* désigne les deux constructions symétriques que l'on viendrait d'élever au-dessus des orillons, à l'instar de l'arsenal, et non celui-ci et la tour centrale qui est plus ancienne.

### Une porte

Le texte de 1680 est aussi notre seul document à mentionner la porte du jardinier. On ne dispose que d'arguments extrêmement ténus ou bien lointains, mais je proposerais d'assimiler cette sortie vers les jardins, autrement dit les douves, et la poterne que l'on pouvait envisager, sans beaucoup de preuves non plus, de situer sous la trompe orientale, c'est-à-dire au pied de l'arsenal. Ce serait dans ce bâtiment donc que s'ouvrirait la "simple porte d'entrée".

Si l'on se souvient d'une certaine "porte de l'est"<sup>328</sup>, cette ouverture supposée est la seule qui puisse porter ce nom. Ce pourrait donc être là que se situait le relief conservé au Musée d'Aquitaine<sup>329</sup>. Peut-être trouve-t-on un argument dans l'aquarelle de Bernède (pl. XV, 1), si effectivement elle représente ce secteur du fort : on pourrait y voir le souterrain éventré et le fronton disparu serait encore non loin de sa position initiale.

### Murs et remparts

L'ensemble des documents réunis par les Jésuites montre que le rempart préexiste bien au fort Louis. Drouyn ne considérerait pas le tracé de la troisième enceinte dans ce secteur de la ville comme assuré<sup>330</sup>. De fait, la maçonnerie telle qu'elle est apparue à l'occasion des travaux auprès du futur lycée des Menuts n'est certainement pas du XIV<sup>e</sup> siècle. Parmi les parties aujourd'hui disparues, certaines possédaient des canonnières<sup>331</sup> (fig. 17). L'hypothèse tracée par Saint-Rapt dans ses différents plans<sup>332</sup> semble conforme à l'analyse que l'on peut faire du quartier : le mur et le rempart, tels qu'on peut encore aujourd'hui les voir, sont du XVI<sup>e</sup> siècle ; la muraille du XIV<sup>e</sup> était en retrait, faisant un redan un peu plus loin.

325. Drouyn 1874, p. 114.

326. A.M.Bx, Fonds Baurein i-i 20, murs de ville, f° 197.

327. Plans de 1782, 1777, 1770 (pl. V, VI et VIII). La différence est inverse chez Durand (pl. IV), mais les plans du XVIII<sup>e</sup> siècle et le sien ne s'attachent pas aux mêmes éléments de structure.

328. Rabanis 1846. Cf. ci-dessus.

329. J'envisagerais volontiers que l'espèce de vestibule attesté en rez-de-chaussée sur le plan de 1782 et la coursière qui lui correspond à l'étage (pl. V) sont des espaces créés par le rhabillage des structures anciennes en prolongement de la façade du logement du commandant. Si c'est le cas, la porte du XVI<sup>e</sup> siècle s'ouvrirait dans le second mur.

330. Son plan de Bordeaux vers 1450 le porte en pointillé et non en plein.

331. Cf. la photographie d'Amtmann reproduite fig. 16. Comparer avec les meurtrières dessinées par le plan de 1770 dans les courtines de la ville et le flanc du bastion Saint-Ignace (pl. VIII). D'autres sections du même mur, et dans le même secteur, possédaient des archères : cf. Jullian 1895, p. 234 où est reproduit avec la même légende un autre cliché d'Amtmann.

332. Saint-Rapt 1975.



Fig. 17. — Le mur de ville près du séminaire. Cliché Amtmann, A.M.Bx IV L 6.

La logique du terrain voudrait que le tracé médiéval coïncide sensiblement avec le soutènement du rempart. Celui-ci viendrait combler la douve ancienne et former la terrasse. Malgré le niveau de dérasement qui tronque considérablement la stratigraphie et la rend difficilement interprétable en termes de structures, il n'est pas exclu que les sondages pratiqués sur le futur lycée des Menuts montrent le fond de cette excavation, taillé dans le substrat calcaire et comblé de dépôts argileux (cf. fig. 16).

Le boulevard est conçu, dès son origine, comme le pivot de tout le système de défense de ce secteur de la ville. Si déjà le cartouche du plan de 1680 semble l'exprimer assez clairement, la suite du texte de 1533 est encore plus claire : "Reste la deffence du baloart qui nest pas comensée l'une des deffences à la tour Cincquere au près du molin de Sainte Croix Et l'autre deffence au petit baloart tirant à la tour du merle là où a chaque deffence hia dues canonyères coubertes lesquelles canonières vatent le lonc des flans dudict baloart et lune desdictes canonières bat devert la mer et l'autre devert le portau Saint Julien"<sup>333</sup>.

En fait l'essentiel des travaux réalisés entre 1533 et 1535, la troisième phase selon la chronologie avancée plus haut, travaux qui aboutissent à l'attestation de "bonne défense", portent plus sur les annexes du boulevard que sur lui-même. A l'inverse, la première phase, antérieure à l'intervention d'Anchise de Bologne, ne semble s'être intéressée qu'au remaniement des structures antérieures, peut-être à l'établissement du rempart, mais pas au boulevard proprement dit. Certes les Bordelais ont pris leur temps pour établir cette fortification. Mais ce délai se trouverait ainsi bien augmenté par la confusion qui apparaît dans l'ensemble de la documentation : la conception et un début de réalisation d'un premier boulevard transformant le portail de Sainte-Croix, la construction du bastion des Anglais, le parachèvement des défenses annexes, ces trois opérations distinctes sont toujours désignées sous le même nom de "boulevard de Sainte-Croix", même si ce nom ne devrait sans doute s'appliquer réellement qu'à la première phase.

333. A.D.Gir. 3 E 3592, suite du texte cité plus haut.



## Lo gran portau de Senta Crotz

### La tour de Sainte-Croix

“...La tour de l'ancien portail...”, écrit Vauban. La tour serait donc encore debout en 1680, intégrée dans les structures qui ont succédé au portail, et elle s'identifierait au bâtiment qui commande la gorge du bastion des Anglais. Deux arguments plaident effectivement pour une datation médiévale. D'une part, l'appareil des murs vus lors des sondages correspond bien à la fin du Moyen Âge. D'autre part, les meurtrières qui s'ouvrent au premier étage de la tour sont des archères d'un type antérieur à la diffusion des embrasures à la française.

Les textes réunis par Léo Drouyn témoignent de l'existence d'une tour unique dite *tor de Sancta Crotz deu gran Portau* ou *grant tor de Sancta Cros qui es dintz lo fossat*<sup>334</sup>. C'est une défense de quelque importance : le 4 octobre 1406, on y mit six gardes<sup>335</sup>. Les mots mêmes utilisés signifient qu'elle se dégage bien du mur, par son élévation et par son avancement dans le fossé.

Drouyn interprète les documents qu'il réunit ainsi : “La *tor de Sancta Crotz deu grand Portau* que nous croyons être la grande tour devant laquelle Vinet place une grosse barbacane triangulaire<sup>336</sup>, qui a remplacé une des deux portes Sainte-Croix...”<sup>337</sup> ; “La tour *deu grand portau*” est cette grande tour (ronde dans certaines vues cavalières, carrée dans d'autres) qui fortifiait la porte de Sainte-Croix et dont l'emplacement a été englobé plus tard dans le fort Louis<sup>338</sup> (fig. 18). Le fait qu'il s'agisse en réalité d'une demi-tour lui donne effectivement deux angles, ce qui peut justifier l'incertitude de la forme, tantôt carrée, tantôt ronde. Quant à la “grosse barbacane triangulaire”, il faut bien sûr y voir une vilaine figuration du bastion des Anglais.

L'attestation la plus ancienne de cette tour serait de 1406.

### Le grand portail

La porte elle-même est attestée dès 1338<sup>339</sup>. En 1356, elle serait mentionnée comme la porte de Saint-Vincent, parce qu'elle donnait accès à la chapelle Saint-Vincent de Ladors<sup>340</sup> ; ce nom qui évite la confusion



Fig. 18. — Le quartier Sainte-Croix en 1550, extrait du plan gravé par Detcheverry.

possible avec l'autre porte de Sainte-Croix n'a pas été généralement adopté. En 1427, la porte prend le nom de “portail neuf de Sainte-Croix”<sup>341</sup>.

On pourrait sans doute s'attarder quelque peu sur ce dernier nom et sur les différences de chronologie des attestations. L'hypothèse ne manquerait pas de logique qui envisagerait deux phases de travaux : d'abord la construction de la porte en même temps que l'enceinte, au plus tard dans les années 1330 ; ensuite l'établissement d'une défense avancée de type barbacane, avec les deux oreillons et la tour commandant l'ensemble, au plus tard dans les années 1400.

334. Drouyn 1874, p. 87, 107 et 125, citant des textes de 1406, 1407 et 1416. On doit se garder de confondre cette tour avec la *tor grande de Senta Crotz*, laquelle correspond à l'autre porte de Sainte-Croix, celle qui est dite “devant la rivière” (*ibid.* p. 13).

335. Registres de la Jurade, cités *ibid.*, p. 87.

336. Cette vue cavalière de Bordeaux est aussi utilisée par Roudié 1960, p. 50.

337. *Ibid.* p. 95.

338. *Ibid.* p. 107-108.

339. *Ibid.* p. 87-88. Elle garde ce nom, sauf exception, au moins jusqu'en 1388, cf. *ibid.* p. 125.

340. *Ibid.* p. 77.

341. *Ibid.* p. 87-88.

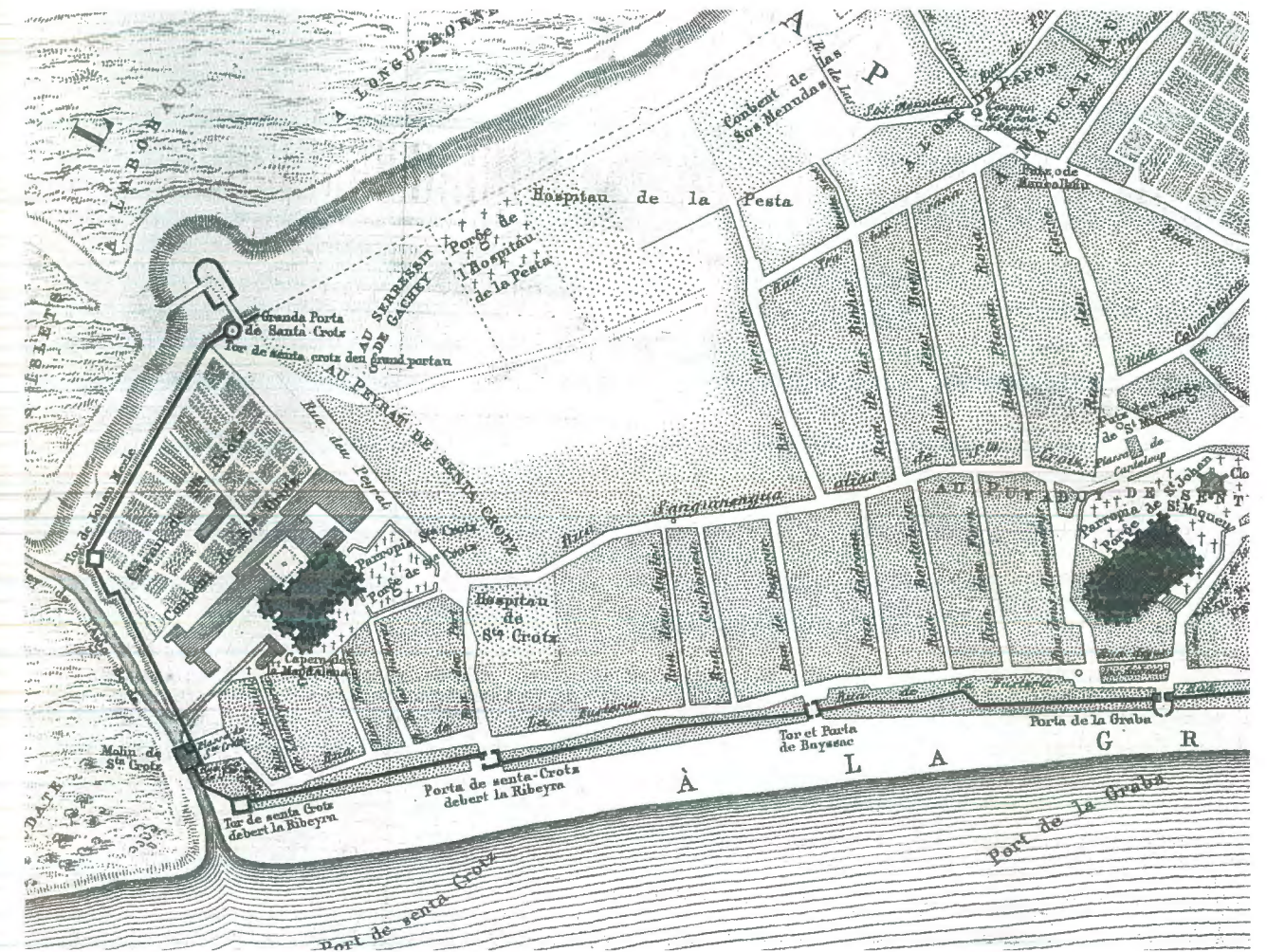


Fig. 19. — Le quartier Sainte-Croix vers 1450, extrait du plan de Léo Drouyn.

Cette barbacane était isolée par des fossés en avant de la porte et de l'enceinte, d'où probablement le nom de la tour *qui es dintz lo fossat*. Un pont devait franchir le fossé vers la porte. Il est plus délicat de positionner l'autre pont qui, normalement, devait se trouver en chicane, à angle droit du passage. On peut envisager avec Drouyn qu'il était vers l'est (fig. 19), mais les arguments topographiques restent assez contestables.

Le fossé d'isolement de la barbacane devait être comblé et cette défense réunie aux courtines de la ville, au plus tard en 1533. On peut cependant envisager que cette transformation soit commencée ou même effectuée dès la première phase de travaux sur le boulevard, sous les instructions de Jehan de Cologne, entre 1520 et 1525. On peut trouver quelques

analogies dans des fortifications d'autres villes, par exemple à Nancy où la transformation d'une barbacane préalable en un boulevard par le même genre de travaux serait datable entre 1505 et 1519<sup>342</sup>. Plus proche de chez nous, la porte Saint-Romain de Blaye présente une évolution très comparable.

De ces structures, a pu être reconnu en sondage une partie de la barbacane, réutilisée dans le dernier état de la fortification. Il n'est pas exclu que les travaux du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècles et le dérasement du XIX<sup>e</sup> aient conservé quelques éléments de fondation ou surtout de revêtement des escarpes.

342. Bourger et Faucherre 1993. Voir aussi un autre exemple dans Faucherre et Sautereau 1994, la porte de Laon à Coucy.



## De la porte à la place forte

“ Ces forts ont été dressés par le roi contre la ville ; ces murs ont été bâtis par la ville contre le roi ” déclame Camille Jullian<sup>343</sup>, et Paul Roudié de protester qu’il y eut quelques décennies d’accord entre les deux parties<sup>344</sup>. Ce sont en fait trois des principaux épisodes de l’histoire bordelaise, tous trois remarquablement illustrés à Sainte-Croix : le portail est une partie de la “ cuirasse guerrière ”<sup>345</sup> de la ville anglo-gasconne ; le boulevard marque l’entente de la municipalité et de la royauté française face à la menace espagnole ; avec le fort, le roi contrôle la ville séditionnelle. En un unique site, c’est un assez remarquable résumé d’une bonne partie de l’histoire de Bordeaux.

Ce site a eu, il est vrai, une vie assez mouvementée et assez diversifiée. Au terme de cette analyse du fort Louis, il est envisageable de déterminer une chronologie générale des travaux, avec quelque précision et finalement peu d’hypothèses, sauf sur quelques points de détail (fig. 20). Il est également possible de proposer des plans schématiques des états du XIV<sup>e</sup> et du XVI<sup>e</sup> siècle (fig. 21 et 22). Selon cette reconstitution, le grand portail de Sainte-Croix se composerait, outre la porte elle-même, ouverte dans la courtine de la ville, d’une barbacane isolée par des fossés et possédant à sa tête une tour. Le “ boulevard de Sainte-Croix ” grefferait sur une nouvelle enceinte remparée une avancée formée de cette tour et de deux orillons ayant l’aspect de demi-tours, servant de cavalier au bastion des Anglais. Quant au fort Sainte-Croix, il exploiterait progressivement ces dispositions antérieures et s’isolait de la ville par un front bastionné.

Depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, cette partie de la ville a été défendue par ce point fortifié, unique certes, ou presque, mais assez vigoureux. D’une manière générale à Bordeaux, explique Paul Courteault<sup>346</sup>, par opposition aux portes simples ouvertes dans des tours, d’autres “ étaient très imposantes. C’étaient celles qui étaient aux points les plus faibles et par là les plus importants de l’enceinte. ” Il donne l’exemple de la porte Dijeaux<sup>347</sup> et continue : “ La disposition était analogue à la porte voisine de Saint-Symphorien, à la porte Sainte-Croix ”.

Point faible de l’enceinte, le mur des quartiers Sainte-Croix et Saint-Michel qui fait face à la terre l’est presque par excellence. Ces courtines longues, au tracé globalement concave, animées de loin en loin de quelques redans, défendant plus de couvents et de vignes que de quartiers habités, sont difficiles à tenir. Ce n’est pas un hasard s’il y eut si peu de porte dans les sections sud-ouest de l’enceinte, si la porte Saint-Julien reçut une fortification assez imposante et évolutive<sup>348</sup>, et si la fortification de Sainte-Croix fut ce que nous avons vu.

Les points de passage sont logiquement des points de faiblesse des fortifications. La surenchère défensive que représente l’évolution de celle de Sainte-Croix a une contrepartie dans les possibilités de communication : d’une simple porte, la barbacane fait un franchissement possible mais plus surveillé et moins direct ; le boulevard coupe pratiquement toute circulation entre la ville et la campagne ; le fort l’interdit totalement. Pendant au moins deux siècles, jusqu’à la construction de la porte des Capucins<sup>349</sup>, il n’y aura entre la porte Sainte-Croix devant la rivière et le portail Saint-Julien, ou du moins la porte du Mirail, aucun franchissement organisé de l’enceinte<sup>350</sup>. Il est vrai que c’est depuis ce

343. Jullian 1895, p. 388.

344. Roudié 1960, p. 43.

345. Jullian, 1895, p. 388.

346. Courteault 1911, p. 18-19.

347. Elle est bien connue par différents plans : devant une porte ouverte entre deux tours, se développe une barbacane dont la tête est formée d’un “ ravelin ” semi-circulaire.

348. Barraud 1988.

349. La construction de la porte Neuve ou des Capucins est décidée par une délibération de la Jurade du 24 janvier 1744 ; elle est achevée en juillet 1749. Courteault 1911, p. 24-25 ; Pariset 1968, p. 566-567.

350. Entre les portes Saint-Julien et Sainte-Croix, mais plus proche de la première, il y eut effectivement celle du Mirail. Son histoire n’est pas très claire : elle semble abandonnée dans le courant du XV<sup>e</sup> siècle (Drouyn 1874, p. 66-67) mais était encore debout et servait de repère au XVII<sup>e</sup>, sous le nom de Porte vieille (*ibid.* p. 476).

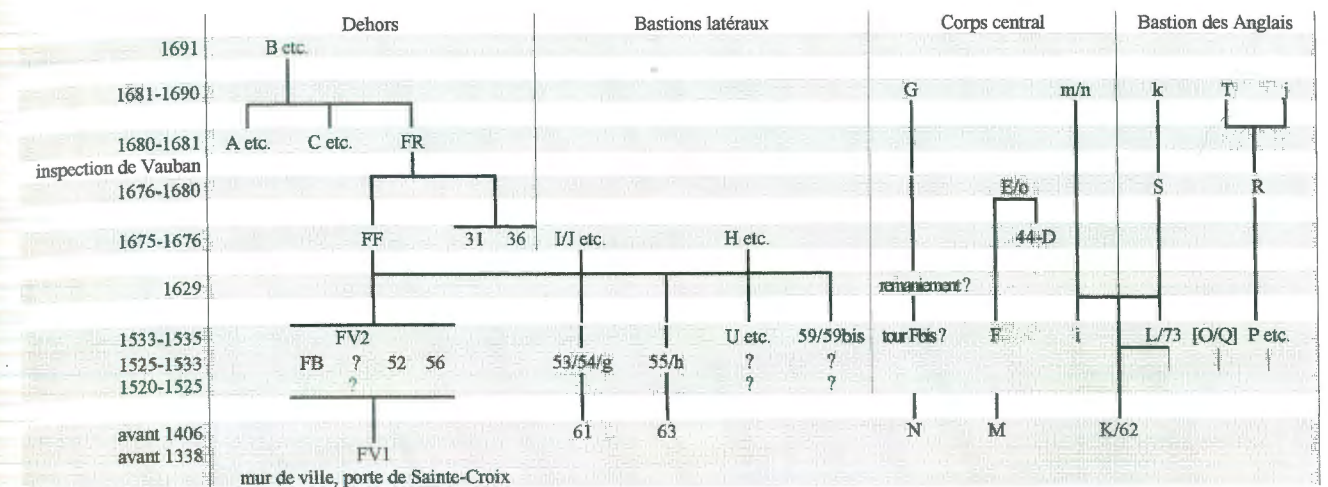


Fig. 20. — Proposition de chronologie générale des structures.

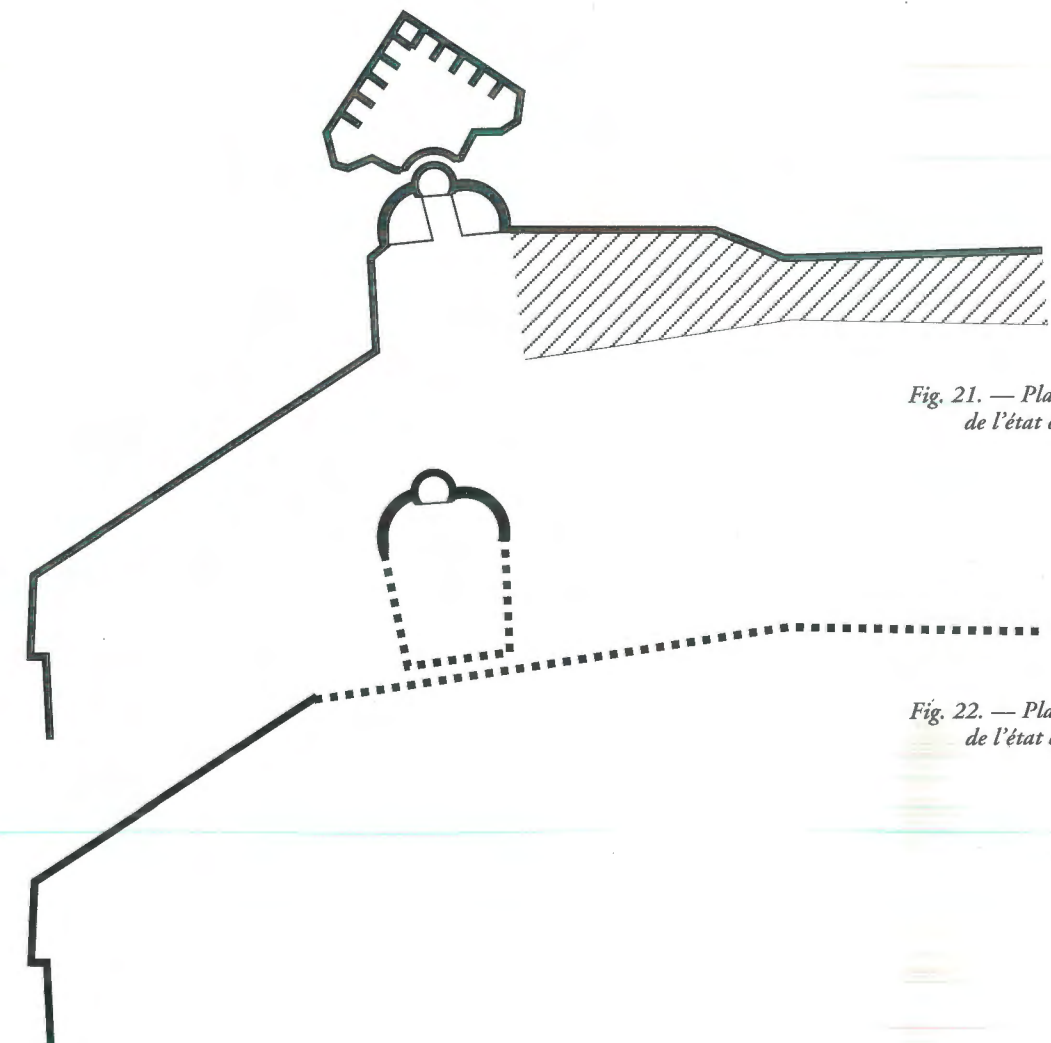


Fig. 21. — Plan schématique de l'état du XVI<sup>e</sup> siècle.

Fig. 22. — Plan schématique de l'état du XIV<sup>e</sup> siècle.



dernier endroit que le réseau de communication à grande distance s'ouvre en éventail ; néanmoins cette disposition fait du sud-ouest de la ville un véritable cul-de-sac. Quant aux simples passages de proximité, il semble bien que les piétons, au moins au XVIII<sup>e</sup> siècle, empruntaient directement les pentes de fossés pour franchir la ligne de fortification.

Parallèlement à cette évolution, on constate une progression qui fait passer d'une structure purement civile à une place de garnison, par le biais d'un renforcement de l'aspect défensif. Pour reprendre les mots de Nicolas Faucherre, c'est un accaparement de la porte urbaine au profit exclusif du militaire<sup>351</sup>. Si ce phénomène a d'autres exemples, il est ici particulièrement bien documenté.

La fortification de Sainte-Croix, telle qu'on peut la comprendre, a un autre intérêt majeur : elle s'inscrit, à bonne époque, dans la genèse du système bastionné. Celui-ci se définit par la solidarité réciproque des ouvrages, qui permettent des tirs croisés sans angle mort, et par des volumes remplis de terre<sup>352</sup>. Notre " bastion des Anglais ", reconnu comme archaïque mais efficace par les ingénieurs de Louis XIV, ne correspond pas tout à fait à ces critères : en particulier, si son architecture a bien été conçue pour résister aux canonnades, il n'est pas réellement remparé. Il

faut reconnaître que sa conception en 1525 lui donne une certaine antériorité sur la plupart de ses homologues ; mais il ne représente qu'un moment d'une évolution qui est alors très rapide.

Après tout Bordeaux n'est pas loin de Bayonne, " creuset des expérimentations françaises dans la parade au boulet qui fait brèche " <sup>353</sup>. Après tout, avec Anchise de Bologne comme maître d'œuvre, ou du moins comme " deviseur ", la ville s'est offert un ingénieur militaire d'une importance considérable, qui a, en particulier, Narbonne à son actif<sup>354</sup>. Bien sûr les jurats ont perdu un temps assez considérable dans la réalisation des travaux ; néanmoins ils offrent à Bordeaux, avec le " boulevard de Sainte-Croix ", une des toutes premières places dans la genèse du système bastionné.

351. Point de vue développé, entre autres, à propos de la Bstille Saint-Antoine à Paris dans Collet et Faucherre 1989.

352. Faucherre et Dangles 1990, p. 64. Faucherre 1992.

353. Faucherre et Dangles 1990, p. 65.

354. Vérone en Italie, Narbonne et Doullens en France, Breda en Hollande, tous ouvrages datés vers 1530, sont considérés comme les premiers exemples de vrais bastions et se disputent l'origine du système. Faucherre 1992.

## Annexe 1 : Mémoires des Jésuites

### Premier mémoire : décembre 1675

*Memoire sur le sujet du dessein de la nouvelle fortification du quartier de S<sup>e</sup> Croix de la ville de Bourdeaux*

[en marge : envoyé a Paris au commencement de Decembre 1675.]

*L'interest et l'intention de sa Majesté en faisans bastir le fort dont il s'agit est sans doute de faire une fortifficaon qui commande sur tout le quartier de S<sup>e</sup> Croix et de S<sup>e</sup> Michel pour retenir dans le devoir tout le peuple de ce mesme quartier. Or il semble que le dessein que l'on a fait et dressé pour ce fort est entierement Inutile à cette fin, à moins d'engager Sa Majesté à des despences Immenses, Ce que l'on souhaite sans doute eviter, et ou il y a bien à craindre que ceux qui trouvent leur Interest et leur avantage par à entreprendre ces sortes d'ouvrages ne donnent des avis conformes à leurs desseins.*

*Car le dessein que l'on a fait de ce fort consiste en deux petits bastions que l'on entreprend du costé de la ville, et qu'on joint à un troisième bastion attaché aux Murailles de la Ville qui est fait depuis longtemps, et qui est tourné vers la campagne et regarde le dehors.*

*Or Ce Fort est grandement reserré et situé dans un endroit duquel il ne peut commander qu'à une seule partie du quartier de S<sup>e</sup> Michel et nullement à celui de S<sup>e</sup> Croix qui en est le plus proche à cause des grands et forts bastimens d'ont il est entouré de fort pres et commandé presque de toutes partz.*

*Car le bastion nouveau qui sera à main droite aura à moins de 30 toises tout le grand monastere de l'abbaye de S<sup>e</sup> Croix avec une grande eglise voutée, et une tour carrée fort haute et extremement forte qui sert de clocher et domine plus sur tout le quartier que le fort mesme. et en plus loing le mesme bastion à encore en veüe le grand hopital de la manufacture ou il y a de grands corps de logis fort estendus avec des pavillons aussy, bien eslevez.*

*L'autre Bastion qui sera à la gauche du fort aura aussy en face la Maison du Novitiat des peres jesuites qui est une maison fort grande et fort haute de laquelle il ne sera esloigné que de 40 th. et sur le derriere du noviciat il aura aussy en veüe le monast<sup>re</sup> des R<sup>es</sup> benedictines qui est un autre grand bastiment.*

*Le Mesme bastion aura encore à costé quoy qu'un peu plus loin le couvent des peres Capucins qui est un bastiment assez grand et elevé, et qui couvre une grande partie du quarr de saint Michel.*

*Ainsy ce fort ne voiant qu'une partie de la ville, point du tout la riviere comme il seroit necessaire pour la tenir au haut*

*de la ville comè le chaù trompette la tient au bas, et estant commandé par tous les grands bastimens sera entierement inutile pour le dessein de Sa M<sup>e</sup> a moins de l'agrandir vers la Riviere, et de demoslr ces quatre Maisons religieuses avec le grand hopital de la manufacture pour avoir quelque espace necessaire pour ses deshors et pouvoir commander à tout le quarr de S<sup>e</sup> Croix et de S<sup>e</sup> Michel que l'on veut tenir dans le devoir. or outre que ce seroit une perte inestimable de ruiner tant de maisons religieuses, ce seroit encore engager Sa M<sup>e</sup> dans des despences immenses pour indemniser toutes ces maisons, et pour etendre ce fort et le mettre en L'estat ou il devroit estre. Et quoy qu'a present on ne propose rien de tout cela, néanmoins on ne pourra se dispenser avec le temps d'en venir là un jour.*

*Tout Cela supposé il semble que le moins le plus facile et le plus efficace pour tenir le peuple dans son devoir sans engager Sa M<sup>e</sup> a de nouveaux frais inutiles est de tenir toujours dans le chaù trompette une garnison assez forte et nombreuse, Laquelle aura tout leffet que Sa M<sup>e</sup> peut pretendre puisque dans la derniere sedition 3. ou 400 hommes qui sortirent de ce chaù repousserent sans peine et rangerent toute la populace mutinée à son devoir. Et si à la premiere sedition le chaù se fust trouvé suffisamment garny pour faire une semblable sortie on eust veu un pareil effet.*

*Ainsy il seroit necessaire de repeter à Sa M<sup>e</sup> l'inutilité de ce nouveau fortin affin quil lui plaise d'en faire surseoir le travail qu'on ne fait que commencer.*

*Pour ce qui regarde en par Le novitiat des peres jesuites il recoit un dommage tres considerable de cette nouvelle fortifficaon puisque l'on prend pour l'angle d'un des ditz bastions et le fossé environ quinze toises dans le jardin du mesme novitiat Cest à dire environ un tiers dud<sup>e</sup> jardin et consequemment on commence à endommager notable et à rendre inutile cette maison qui est comme tout le monde convient une des plus belles, des mieux prisees et des plus fortes de tout bourdeaux, et dont toutes les fenestres des chambres auront en face ce dernier bastion. Et qu'aud bien la fortifficaon en demeureroit presisement dans l'estat ou l'on pretend la mettre maintenant suivant le dessein que l'on a formé, cette maison ne pourroit plus servir à l'usage d'un novitiat par ce que la solitude et le recueillement necessaires à des novices ne sauroit compatir sous les yeux des soldats d'une place si proche et avec le bruit de leurs tambours, de leurs armes à feu et de leur artillerie. deplus l'eau croupissante qui seroit infailliblement dans les fossez en rendroit lhabiaon trop mal saine.*





Pour cet effet quelq sujet de déplaisir que l'on eust de quitter un emplacement et une maison aussy comode aussy grande, et aussy belle que l'est celle la, afin de satisfaire nentmoins à L'ordre de la cour Les Peres Jesuites offrent et sont prests d'abandonner tout en supp<sup>m</sup> Sa M<sup>te</sup> de vouloir ordonner qu'on les indemnize et qu'on les place ailleurs.

Sur Cela Divers leur ont Conseillé de [représenter] à la cour et de demander qu'on leur assignast le college de guyenne qui semble assez inutile dans un temps ou le nombre des escolliers n'est pas si grand que le college des Peres Jesuites estably par nos Roys Charles IX et henry iii ne puisse suffire pour le service du public, outre que le college de guyenne comê la cour sçait assez est plus pernecieux au bien public de la ville quil ne lui est utile par ce quil ne sert qu'à favoriser Lalicence des esprits qui ne peuvent souffrir d'estre retenus dans le devoir sous la discipline d'un college bien réglé, Et n'est composé que d'un assez petit nombre d'escoliers dont une partie après avoir quitté le college des Peres Jesuites se retire dans celui de guyenne pour y estre en pleine liberté, Et les autres sont enfans de huguenots qui sont eslevez dans ce college ou ilz conservent l'esprit de lheresie sans que l'on en voie aucun se convertir, aulieu que s'il ny avoit que le seul college des<sup>1</sup> peres Jesuites plusieurs

de ceux de la Religion pretendue reformée qui y estudieroient se convertiroient tous les ans comme il arrive dans les autres lieux ou il y a des huguenots et ou les seulz peres jesuites enseignent.

Mais par ce que les Peres Jesuites du noviciat quitteroient un grand emplacement pour un autre qui est beaucoup moindre, un beau et grand jardin pour n'en avoir point dans cet autre endroit, et enfin un tres beau bastiment pour un autre vieux, ruineux et entierement inutile pour leurs usages et perdroient encore environ 800<sup>£</sup> de revenu quil ont en maisons dans le mesme endroit Sa Majesté seroit très humblement suppliée de vouloir leur assigner la somme de 35 à 40 milles escus à prendre sur sa contable pour avoir moien de s'establir dans cet autre endroit comme il est necessaire. Si ce n'est que Sa M<sup>te</sup> et son conseil veu l'inutilité du dessein de la nouvelle fortifficaon qu'on pretend faire par son ordre et les inconveniens qui sy rencontrent ne jugeast plus apropos de s'en desister entierement.

1. guyenne raturé et s'ajouté à de.

## Second mémoire : février 1676

Second Memoire envoyé à Paris sur la fin de fevrier 1676 sur lequel a esté dressé la requeste présentée au roy pour le desdommagement du noviciat

Les Peres Jesuites du noviciat de Bordeaux representent tres humblement à Sa Maïesté qu'ils se trouvent obligez d'abandonner leur maison a cause du voisinage et de la proximité du fort que l'on bastit dans le quartier de S<sup>e</sup> croix dont un bastion entre dans leur jardin, et dont le glacis s'etendra iusques au pied de la maison ou ils habitent laquelle ayant toutes ses fenestres ouvertes sur ce fort, et par la hauteur de ses murailles qui est de 40 pieds commandant entierement ce mesme fort qui n'en a que 18 elle seroit exposée à un danger continuel d'estre ruinée à la premiere occasion ou par le canon du fort qui la batteroit, ou par les seditieux qui pourroient s'en saisir.

C'est pourquoy lesdits Peres Jesuites qui ont besoin d'ailleurs d'estre dans un lieu de repos et de retraite pour les fonctions d'un noviciat qui ne peuvent compatir avec le bruit des armes et le son des tambours sont dans la necessité de recourir à Sa Majesté pour luy demander leur desdommagement, et quil luy plaise leur assigner un autre lieu pour leur habitation ou ils puissent estre aussi commodément comme ils sont au lieu qu'ils sont obligez de quitter et ou ils puissent faire toutes les fonctions propres à leur noviciat.

Sur quoy Sa Majesté aura la bonté de considerer s'il luy plaist que la maison du noviciat que les Peres Jesuites sont contraints de laisser est une des plus belles maisons qui soit dans Bordeaux et qu'ils ayent en France soit à cause de l'espace et du grand emplacement ou elle est, qui a 84 toises de longueur et 62 de largeur, soit pour la grandeur et la magnificence de la maison qui a 43 toises de face en longueur et qui est à trois grands estages dont la hauteur des murailles est de 40 pieds outre les autres bastiments considerables pour les offices, et les belles et hautes murailles dont tout l'emplacement est entouré de toutes parts, soit encore pour la beauté du jardin, la liberté de l'air, et l'estendue de la veüe que cette maison a sur la campagne et sur la riviere.

Enfin la maison et l'emplacement est tel que les Peres Jesuites dudit noviciat ne pourroient pas estre logez ailleurs dans la ville avec toutes les commoditez et l'espace qu'ils ont pour trois cent mille livres. Et d'autant qu'un iuste desdommagement aussi considerable que celui là n'est pas facile à trouver, ny le remboursement aisé à faire en argent surtout en ce temps, ils proposent pour expedient qu'il plaise à Sa Maïesté d'ordonner que pour partie de leur desdommagement l'emplacement du college de Guienne avec toutes ses appartenances et dependances leur soit assigné. Et d'autant que l'emplacement dudit college est d'une fort petite estendue en

comparaison de celui du noviciat, que tous les bastiments en sont vieux et ruineux, et nullement propres à l'usage d'une communauté religieuse et sur tout d'un noviciat, et que c'est une necessité indispensable aux Peres Jesuites de les destruire et de faire un grand bastiment tout à neuf pour une communauté nombreuse, Ils demandent en premier lieu à sa Majesté les materiaux et la demolition de tous leurs bastiments et enclos du noviciat, et en second lieu les droits et revenus du mesme college de Guyenne qui ne sont pas beaucoup considerables, et qui sont d'ailleurs necessaires non seulement pour les fraix de tous les nouveaux bastiments mais aussi pour tenir lieu de desdommagement de la plus valeur du noviciat, car pour les maisons adiacentes qui sont de la dependance dudit college, et qui donnent maintenant quelque revenu, elles doivent entrer dans le dessein d'un nouveau bastiment et du jardin necessaire à un noviciat qui sera avec cela fort petit pour des novices qui sont presque toujours enfermez.

Et les motifs qui obligent les Peres Jesuites à demander à sa M. leur desdommagement sur les Droits et revenus dudit college sont Premierement l'inutilité de ce college, qui n'est nullement necessaire dans la ville de Bordeaux ou le nombre des escoliers

n'est point assez grand pour y avoir deux colleges celui desdits Peres Jesuites estant plus que suffisant, et qui est mesme nuisible au bien public parcequ'il sert de retraite à tous les escoliers libertins et desbauchez et aux enfans des heretiques, dont les premiers seroient obligéz d'estre plus retenus et de vivre avec plus de discipline dans le college des Peres Jesuites, et les autres estants instruits et elevez à la pieté avec les catholiques dans le mesme college se convertiroient et changeroient bientost de religion comme il arrive tous les iours dans leurs autres colleges ou il y a des huguenots ainsy que l'experience le fait voir.

Le second motif est l'impossibilité dans laquelle l'hostel de ville de Bord<sup>x</sup> qui est accablé de debtes et d'autres remboursements se trouve de pourvoir autrement à leur desdommagement qu'en leur cedant leur college avec ses Droits et revenus. Et parce que Messieurs les Jurats De Bordeaux qui iouissent du titre de Fondateurs du college de Guyenne, pourroient souffrir avec difficulté la perte de leur droit de fondateurs, les Peres Jesuites offrent de donner auxdits sieurs Jurats le titre de confondateurs de leur college de Bordeaux avec tous les honneurs que lesdits Peres ont accoutumé d'accorder à leurs fondateurs suivant leur Institut, et non autrement.

## Troisième mémoire : 1676-1691

Memoire  
sur  
ce qui s'est passé  
touchant le Dedommagement de la partie  
du jardin du Noviciat des P.P. Jesuites de Bourdeaux,  
prise pour batir le fort de S<sup>e</sup> Croix. 1676.<sup>1</sup>

Le Roy aiant resolu, ensuite de quelque sedition arrivée en cette ville l'an 1675, de batir un fort a S<sup>e</sup> Croix a l'endroit de l'ancien boulevard, nous fumes avertis le 2<sup>e</sup> iour de Decembre de la mesme année, de la part des ingenieurs, qu'ils venoient piqueter nostre jardin. Ce qu'ils commencerent en effect de faire dès le lendemain en presence de M<sup>r</sup> de Seve Intendant. Ce fut le S<sup>r</sup> d'Urban brigadier dans l'armée du Roy qui estoit entrée en ville quelques iours devant, qui traça le plan de ce fort; et les S<sup>rs</sup> Paien Architecte du Château Trompette, et Lombard contre-roleur des bastimens du Roy, ont presidé a sa construction.

Nos Peres firent tout ce qu'ils purent, pour faire changer ce dessein, parlans pour cela a M<sup>r</sup> le Mareschal d'Albret gouverneur de Guienne, a M<sup>r</sup> le Conte de Montegret gouverneur du Château Trompette, a M<sup>r</sup> l'intendant &c., et tachans d'interessier les PP. Benedictins, les Religieuses de s. Benoist, la Manufacture, pour agir aussy. Deplux ils écrivirent soudain a Paris au

P. Procureur de nôtre Province, et au P. Confesseur du Roy, afin qu'ils representassent en Cour l'inutilité de ce fort au lieu où il est situé; les inconveniens considerables qui s'ensuivroient de la ruine de 4 ou 5 Maisons religieuses qui en sont fort près; et les depenses immenses ausquelles on engageoit le Roy; pour dedommager ces communautés de la demolition des grands et magnifiques batimens &c. Mais nous n'en obtimes d'autre reponse, sinon que si l'on prenoit quelque chose de nôtre Noviciat, on nous indemniserait.

Vers la fin du mois de janvier suivant 1676., on démolit une partie des murailles de nôtre closture, apres nous avoir fait une cloison de tables; et on print de l'espace de nôtre jardin environ 35. toises de long, et onze de large, scavoir le plus beau du jardin, où il y avoit un petit bois avec beaucoup d'allées, et de cabinets de lauriers, de charpes et de fruitiers &c. comme il se voit au plan du iardin, qui en a esté fait suivant létat où il estoit, avant qu'il fust ruiné.

1. En titre sur le document plié, de la seconde main : Memoire touchant le dedommagement d'une partie du Iardin du Noviciat prise pour bastir le fort de S<sup>e</sup> Croix.



Nous presentames une requeste a M<sup>r</sup> L'Intendant, pour faire estimer cet espace de nostre jardin qu'on venoit de nous prendre, afin qu'on le fist mieux, tandis qu'on avoit le souvenir de la beauté de ce lieu. Il nomma en effet deux estimateurs : |mais nous ne poursuivimes pas cela, depeur que cette estimation, si elle estoit moindre qu'il ne falloit, ne nous nuisit pour le reste.

Comme tout le monde disoit alors qu'il n'estoit pas possible que nostre Maison subsistat avec ce fort, a cause de sa trop grande proximité, nos PP. apres plusieurs consultes resolurent de travailler puissamment, et de bonne heure a nostre dedommagement, pour n'estre pas surprins, comme l'avoient esté les PP. Carmes Dechaux, a qui on ne donna que huit iours pour deloger, quand on print leur convent pour le bastiment du Chateau Trompette. C'est pourquoy tous nos superieurs escrivirent diverses fois a Paris, où nous envoiames mesme le plan exact du fort, et de nostre jardin avec l'elevation de nostre maison, afin qu'on connut mieux par là la grande perte que nous faisions.

Et comme le bruit commun de toute la ville estoit alors, qu'on nous bailleroit pour nous dédommager le College de Guienne ; et que M<sup>r</sup> le Principal de ce College nous l'estoit mesme venu offrir ; dans la crainte que nous eumes qu'on nous assignast nostre dedommagement sur la ville, comme on avoit fait a l'égard des propriétaires des maisons qu'on avoit démolí pour bâtir le chateau Trompette (ce que nous regardions comme une chose odieuse, et fort difficile pour retirer le paiement) ; et dans la creance d'ailleurs que nous avions que le College de Guienne appartenoit au Roy ; puis qu'il en paye les gages sur la Contablie, nous en fimes en effet la demande en cour, pour faciliter nostre dedommagement, iugeans que nostre College seul suffisoit a cette ville, et que la plus grande gloire de Dieu s'y trouveroit en ce que les enfans huguenots seroient instruits, et plusieurs d'eux convertis dans nostre College ; nous presentames mesme a Paris pour cet effet un Placet a M<sup>r</sup> Colbert premier Ministre d'estat. Mais tout cela n'eut aucun effet ; et on ne nous dit plus rien pendant un an.

Au commencement du Mois de May de l'année suivante 1677. on porta plus avant nostre closture de bois, et on print encore quelque espace de nostre jardin pour faire le fossé et le glacis ; |de sorte qu'ils ont prins en tout de la terre de nostre jardin environ 45 toises de long, et 23 toises de large ; |et ils dirent qu'on nous donneroit pour nostre dedommagement plus d'espace du costé de la Corderie.

Sur quoy le 20 du mesme mois nous fimes une grande consulte, où se trouverent les Consulteur de Province, les Consulteurs du Novitiat, et les PP. Procureurs de la Province, et de la Maison Professe ; et là tous a la reserve d'un, conclurent unanimement que puis qu'il seroit sans doute indifférent au Roy de nous bailler pour dédommagement, ou l'espace de la Corderie qu'on nous offroit, ou bien l'argent mesme qu'il luy faudroit employer pour l'achapt de cet espace, il nous estoit

plus important pour plusieurs raisons, d'avoir cet argent que la Corderie. 1° Parce que ce qui nous restoit de jardin, nous pouvoit suffire. 2° D'autant que le Novitiat se trouvant chargé de debtes a jnterest, nous pourrions de cet argent en payer quelques unes, reservans neantmoins de cette somme quelque chose pour le mettre en fonds, et tenir lieu de l'espace que nous perdons. 3° Parce que cette acquisition de la Corderie n'estoit pas fort assurée, appartenant a des Mineurs ; qu'elle seroit mesme odieuse pour nous, si les propriétaires n'en estoient pas bien remboursez ; que nous serions en danger d'en payer l'jndemnité aus PP. Benedictins, dans le fief desquels elle est ; et mesme quelque rente d'un obit qu'on dit que les PP. Jacobins ont sur cet endroit ; et qu'il y auroit beaucoup de depense a mettre cet espace en estat pour notre jardin. 4° Enfin et principalement d'autant qu'estant incertains de pouvoir subsister icy a l'avenir a cause du voisinage de ce Fort qui peut estre s'agrandira avec le temps, nous aurions grand tort d'acquiescer en cet endroit de nouvel espace &c. Le P. Provincial aiant aprins en sa visite, où il estoit alors, la resolution de cette Consulte, l'approuva.

Nos PP. allerent ensuite faire la proposition a M<sup>r</sup> l'Intendant, que si c'estoit une chose indifferente au Roy pour nostre dedommagement, il nous estoit plus souhaitable d'avoir de l'argent que la Corderie. Il agreea beaucoup nostre pensée, ajoutant de bonne grace que s'il estoit l'arbitre absolu de cette affaire, veu la perte inestimable que nous faisions en perdant nostre jardin, et veu les incommodités du voisinage du fort, il nous feroit donner dix mille écus ; neantmoins qu'il falloit pour y mieux reüssir, se contenter de demander vingt mille livres, qu'il en ecriroit puissamment en Cour, et que nous agissions aussi de nostre costé. Ce qu'il fit en effet, faisant voir a nos PP. les lettres qu'il ecrivoit, et celles qu'il recevoit.

Nous ecrivimes puissamment a Paris pour cet affaire ; on en parla mesme a M<sup>r</sup> Colbert, lequel quelque temps apres ecrivit icy a M<sup>r</sup> l'Intendant de nous faire bailler pour nostre dedommagement treize mille deux cent quatre vingts livres, qui seroient, disoit il, la somme que cousteroit cette partie de la Corderie qu'on nous offroit, sçavoir huit mille livres, a quoy le decret donné pour ce fonds estoit monté, et le reste pour la closture des Murailles qu'il nous eut fallu faire autour de cette Corderie.

Nous balançames si nous accepterions cette somme, depeur qu'on en demeurat là : mais l'Intendant fut d'avis que nous prions toujours cet argent, et que nous fissions ensuite incessamment nos poursuites pour tâcher d'avoir le surplus iusqu'aux vingt mille livres que nous avions demandé, alléguans qu'outre que ces treize mille livres qu'on nous bailloit, ne suffisoient pas assurément pour nous dédommager de la perte de nostre jardin que nous faisions, il leur faudroit aussi bien déboursier le surplus dont il estoit question, si lon nous bailloit la Corderie, soit pour payer l'jndemnité deuë aux PP. Benedictins, soit pour faire remuer les terres qu'on avoit transportées du Fort dans la

Corderie, et nous mettre cet espace en estat d'y pouvoir faire un jardin &c. M<sup>r</sup> l'Intendant ecrivit pour cela derechef a Paris, et nos PP. aussi. Mais nous ne pûmes rien obtenir ; M<sup>r</sup> Colbert ayant repondu au P. Procureur de nostre Province que nous estions suffisamment dédommagés

M<sup>r</sup> l'Intendant nous fit ponctuellement payer ; et nous achevames de [payer mot raturé et remplacé entre les lignes par] toucher cette somme de treize mille deux cent quatre vingts livres vers la fin du mois d'Octobre 1677. #[ajout en marge, d'une autre main, très appliquée : (# le P. Syndic aiant mis dans la quittance qu'il se reservoit d'en demander un plus ample dedommagement)] dont nous avons payé diverses detes [ajout entre les lignes, de la seconde main : du novitiat] a l'jnterest, sçavoir mille livres a M<sup>re</sup> Peronin, près de trois mille livres au S<sup>r</sup> Cuion, et six mille livres au College d'Agen.

Comme on eut commencé a payer de cet argent les detes susdites, quelques-uns de nos PP. douterent si nous pouvions licitement employer cet argent a payer des detes, et si nous n'estions pas obligés de le mettre en fonds pour tenir lieu de celui du jardin que nous perdions. On en ecrivit a Rome, et on consulta sur cela Nostre R.P. General qui repondit par sa lettre du 9. de Janvier 1678. qu'il approuvoit la resolution prise de payer de cet argent les detes du Novitiat, pour soulager des jnterests cette Maison ; qu'il seroit aussi bien a propos d'en employer quelque chose a acquerir quelque partie de cet espace voisin de la Corderie. Mais d'autant que cela ne se peut, acause que cet espace ne se peut démembrer, le Novitiat a dessein de faire ailleurs quelque acquisition de fonds frugifere, et de remplacer pour cet effet peu a peu les trois mille trois ou quatre cent livres du restant de la somme susdite de treize mille &c, qui ont esté distraites ailleurs pour payer des interests courans qui pressoient.

## Annexe 2 : Bibliographie

- Architecture 1972 : Architecture, méthode et vocabulaire. Inventaire général des Monuments et Richesses artistiques de la France, Principes d'analyse scientifique. Paris, Imprimerie nationale, 1972, 2 vol. Architecture militaire, chap. XVII (vol. I, p. 163-174 ; vol. II, planches).
- Avisseau-Poussou 1990 : Avisseau, Jean-Paul, et Poussou, Jean-Pierre. *Illustration du Vieux Bordeaux*. Avignon, Auband, 1990.
- Barraud 1988 : Barraud, Dany. Les fouilles archéologiques de la place de la Victoire à Bordeaux. *Revue archéologique de Bordeaux*, LXXIX, 1988, p. 63-76.
- Bernadau 1837 : Bernadau. *Histoire de Bordeaux depuis l'année 1675 jusqu'à 1836*. Bordeaux, Balarac, 1837.

Comme on nous avoit touiours fait esperer qu'on ne laisseroit pas nostre jardin sans Closture du costé du fort, en nous rendant mesme le glacis iusqu'a la contrescarpe du fossé qui feroit nostre cloison ; et comme neanmoins ils ont fait deux portes au bout de nos murailles, pour se laisser un passage libre le long du fossé, nos PP. ont présenté vers le commencement de cette année 1678. sur ce suiet une Requeste a M<sup>r</sup> Colbert, le priant de donner l'ordre necessaire a M<sup>r</sup> l'Intendant pour voir combien il est raisonnable et aisé de nous faire une Closture. Mais nostre requeste a esté reietée.

[Cette dernière phrase est raturée et reprise entre les lignes par une troisième main ainsi :] et on condamna les dites.

[une quatrième main enchaîne :] on presenta une seconde req<sup>te</sup> au debut de l'annee suiv<sup>te</sup> 1679 L'ordre fut envoyé a m<sup>r</sup> de Ris present intendant de faire couvrir les portes ; ce qui fut executé led sieur intendant s'étant transporté en effet avec mr de montaigu lieutenant du Roy en Guienne qui l'ordonnerent et le firent aussi tot executer.

Dudepuis le noviciat avoit repris muraille et paisible posses<sup>s</sup> du glacis et de sa cloture sans une insulte de la part des officiers du fort ny aucune autre de ceux d'ici jusqu'en l'an 1691 que m<sup>r</sup> de Bezons intendant de la generalité et m<sup>r</sup> le chancelier du Roy s'étant transportes au fort et de la venus dans notre jardin avec le s<sup>r</sup> [un blanc] ingenieur ne nous decouvrent autre dessein pour faire sur le glacis un chemin couvert sans neantmoins nous incommoder ni prendre aucun espace nouveau dans notre jardin : neantmoins comme on peut voir que la chose n'étoit pas possible on presenta req<sup>te</sup> devant m<sup>r</sup> de Bezons intendant pour luy demander qu'il luy plut nommer des experts d'office pour faire visite et proces verbal de l'état des lieux et l'offre de notre dedommagement s'il y echevoit. la req<sup>te</sup> est entre les mains de m<sup>r</sup> l'intendant

- Bernadau 1845 : Bernadau. *Le viographe bordelais*. Bordeaux, Gazay, 1845.
- Bourger et Faucherre 1993 : Bourger, Isabelle, et Faucherre, Nicolas. *Meurthe-et-Moselle, Découverte d'une barbacane inédite des fortifications de Nancy*. *Bulletin monumental*, t. 151-II, 1993, p. 412-413.
- Boutruche 1966 : Boutruche, Robert, dir. *Bordeaux 1453-1715. Histoire de Bordeaux* sous la direction de Charles Higounet, tome III. Bordeaux, FHSO, 1966.
- Collet et Faucherre 1989. Collet, Brice, et Faucherre, Nicolas. La fortification bastionnée sous Henri II à l'est de Paris. *Sous les pavés, la Bastille*. *Archéologie d'un mythe révolutionnaire*. Catalogue de l'exposition C.N.M.H.S. Paris, 1989, p. 82-93.



- Courteault 1911 : Courteault, Paul. Les portes de Bordeaux. *Revue philomatique*, janv.-fév. 1911, p. 7-32.
- Courteault 1939 : Courteault, Paul. Les portes de Bordeaux au XVII<sup>e</sup> siècle. *Revue historique de Bordeaux*, XXXII, 1939.
- Desgraves et Dupeux 1969 : Desgraves, Louis, et Dupeux, Georges. *Bordeaux au XIX<sup>e</sup> siècle. Histoire de Bordeaux* sous la direction de Charles Higounet, tome III. Bordeaux, FHSO, 1969.
- Desgraves 1960 : Desgraves, Louis. *Evocation du vieux Bordeaux*. Bordeaux, 1960.
- Drouyn 1874 : Drouyn, Léo. *Bordeaux vers 1450*, Bordeaux, 1874.
- Durand 1878 : Durand, Charles. *La corporation des Maîtres Maçons et Architectes de la Ville et Fauxbourgs de Bordeaux*. Bordeaux, Ragot, 1878.
- Faucherre et Dangles 1990 : Faucherre, Nicolas, et Dangles, Philippe. Les fortifications du Bourgneuf à Bayonne, état de la question, nouvelles hypothèses. *Revue d'histoire de Bayonne, du Pays basque et du Bas-Adour*, nouvelle série, n° 146, 1990, p. 43-82.
- Faucherre 1992 : Faucherre, Nicolas. La période pré-Vauban (XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup>). *Quel avenir pour le patrimoine fortifié ?* Lille, 1992.
- Faucherre, Lesage et Roumegoux 1994 : Faucherre, Nicolas, Lesage, Christiane, et Roumegoux, Yves. Table-ronde sur l'archéologie des fortifications, Lille 12 février 1994. *Revue du Nord-archéologie*, 1994, LXXVI, p. 189-191.
- Faucherre et Sautereau 1994 : Faucherre, Nicolas, et Sautereau, Pierre-Emmanuel. La porte de Laon à Coucy. *Congrès de l'Aisne méridionale*, Société française d'Archéologie, Paris, 1994, p. 263-283.
- Féret 1889 : Féret, Edouard. *Statistique générale de la Gironde*, t. III *Biographies*. Bordeaux-Paris 1889.
- Jullian 1895 : Jullian, Camille. *Histoire de Bordeaux*. Bordeaux, Féret, 1895.
- Labadie 1909-1910 : Labadie, Ernest. La topographie de Bordeaux à travers les siècles, ou catalogue historique et descriptif des vues et plans généraux de la ville de Bordeaux des origines à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. *Revue historique de Bordeaux*, II, 1909, p. 383-401 ; III, 1910, p. 33-52 ; p. 114-122 ; p. 195-210.
- Lamothe 1850 : Lamothe, L. *L'abattoir public et le marché au bétail de Bordeaux*. Paris, Guillaumin, 1850.
- Loirette 1977 : Loirette, Francis. La sédition bordelaise de 1675, dernière grande révolte urbaine de l'ancien régime. *Actes du 102<sup>e</sup> congrès des Sociétés savantes, Limoges 1977*.

- Mareuse 1902 : Mareuse, Edgard. Un plan de Bordeaux inédit, par Albert Jouvin de Rochefort. *Correspondance historique et archéologique*, 1900. Remise sous presse en tiré à part : Saint-Denis, Bouillant, 1902.
- Meaudre de Lapouyade 1913 : Meaudre de Lapouyade. Les armoiries de Bordeaux. *RHB*, 1913, p. 385-410.
- Mesqui 1991 : Mesqui, Jean. *Châteaux et enceintes de la France médiévale*. T. 1 : *Les organes de la défense*. Paris, Picard, 1991.
- Pariset 1968 : Pariset, François-Georges, dir. *Bordeaux au XVIII<sup>e</sup> siècle. Histoire de Bordeaux* sous la direction de Charles Higounet, tome III. Bordeaux, FHSO, 1968.
- Rabanis 1846 : Rabanis, François-Joseph, et Lamothe, Léonce de. L'enceinte de la ville de Bordeaux à l'époque gallo-romaine et au moyen âge. *Comptes-rendus des travaux de la commission des Monuments historiques de la Gironde, 1845-1846*. Bordeaux, 1846, p. 35-44 [p. 43].
- Renouard 1965 : Renouard, Yves, dir. *Bordeaux médiéval II. Histoire de Bordeaux* sous la direction de Charles Higounet, tome III. Bordeaux, FHSO, 1965.
- Roudié 1960 : Roudié, Paul. Documents sur la fortification des places fortes de Guyenne au début du XVI<sup>e</sup> siècle. *Annales du Midi*, 72, numéro 49, janvier 1960, p. 43-57.
- Roudié 1975 : Roudié, Paul. *L'activité artistique à Bordeaux, en Bordelais et en Bazadais, de 1453 à 1550*. Bordeaux, Sobodi, 1975. Notamment t. 1, p. 249-253 et 395-396 ; t. 2, fig. 114 et 219.
- Sailhan 1991 : Sailhan, Pierre. *La fortification, histoire et dictionnaire*. Tallandier 1991.
- Saint-Rapt 1970 : Saint-Rapt, Jacques de. *Plans de Bordeaux reconstitués d'après diverses études* 1970. Bordeaux en 1450, 1685 et 1750.
- Saugéra : Saugéra, Eric. *Bordeaux port négrier*. Paris-Biarritz, s.d.
- Vauban 1680 : Mémoire de Vauban sur les travaux à exécuter pour achever de fortifier le Château-trompette, le fort Sainte-Croix et le château du Hâ, de Bordeaux. A.M.Bx EE 215, communiqué et transcrit par M. Amtmann. Suit le "Devis général des travaux à exécuter pour les fortifications des châteaux de Bordeaux pendant l'année 1680", même cote, communiqué et transcrit par M. Paul Courteault. *AHG*, 38, 1903, p. 231-274.

## La peste à Bordeaux aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles

par Stéphane Barry \*

### Essai d'étude chronologique

Depuis la grande «Peste Noire» du XIV<sup>e</sup> siècle et les débuts de la seconde pandémie, les populations d'Europe Occidentale (pour simplifier géographique-ment, mais la peste touche en réalité tout le bassin méditerranéen et même au delà depuis très longtemps) ont pris l'habitude de vivre avec cette terrible maladie. Ainsi, comme l'écrit François Lebrun, la peste perturbe à intervalles plus ou moins réguliers, «la vie d'une ville, d'un groupe de paroisses rurales, d'une province entière ou même, dans les cas les plus graves de toute une partie du royaume»<sup>1</sup>.

Désormais, les causes de la peste, c'est-à-dire le rôle fondamental des rongeurs (essentiellement le rat pour ce qui nous intéresse) et des puces dans la diffusion de la peste est bien connu. De même, les scientifiques et les historiens reconnaissent parfaitement l'importance dramatique et essentielle qu'ont le manque d'hygiène corporelle et l'insalubrité publique dans l'apparition de cette maladie. Pour toutes ces raisons, mais aussi parce que nous avons consacré une autre étude aux modes et réseaux de propagation de la peste aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles en Bordelais<sup>2</sup>, nous avons essentiellement axé cet article sur le rythme chronologique des épidémies de peste à Bordeaux au cours de

la même période. Par conséquent, ce travail n'a pour seule prétention que de relater des événements qui ont eu des répercussions parfois dramatiques pour la population bordelaise au cours des siècles passés. Enfin, le lecteur intéressé par ces questions trouvera ici la base d'une enquête à conduire pour expliquer et mieux comprendre les raisons profondes de tels cycles épidémiques.

### Les épidémies du XVI<sup>e</sup> siècle

Au cours des vingt premières années du XVI<sup>e</sup> siècle, Bordeaux souffre de la contagion durant au moins huit ans, soit respectivement de 1500 à 1502<sup>3</sup>, puis

\* Doctorant en histoire à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

1. Lebrun (F.), *Se soigner autrefois, médecins, saints et sorciers au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, 1995, p. 153.

2. Cette étude doit peut-être être complétée par notre article sur «Les modes et réseaux de propagation de la peste en Guyenne entre 1550 et 1660» à paraître dans le courant du printemps 2000 dans le *Bulletin de l'IAES*.

3. A.D.Gir. série G 1162, f° 248-251 v°.



de 1506 à 1508<sup>4</sup>, et enfin en 1515<sup>5</sup> et 1518<sup>6</sup>. Malheureusement, le caractère lacunaire des sources ne nous permet ni d'établir une chronologie de la contagion, ni d'évaluer l'importance et l'impact de celle-ci sur la cité, ni même de savoir si nous sommes réellement confrontés à la peste. Malgré cette rare documentation, nous savons grâce à Léo Drouyn que les années 1500-1505 sont catastrophiques. L'Aquitaine souffre notamment en 1504 d'une «*si grande famine et cherté de blé*» que sans l'aide des marchands bretons, normands et anglais, «*la pluspart du monde fust mort de faim*». En 1505, la situation continue de se détériorer suite à de «*grandes gelées, et grand froid de neige...*, que nul ne put venir par la mer». Le tout se déroule sur un fonds de peste qui, à l'image des années 1501 et 1502, est si violente, «*que par tout le pays de Saintonge et Bordeaux..., mourust les deux part du monde, que les gens ne scavoyent... ou se mettre*». <sup>7</sup> Néanmoins, et malgré les assertions de Léo Drouyn, la prudence reste de mise car les archives sont si pauvres, qu'une connaissance plus approfondie de la question pour ces deux premières décennies paraît improbable. En effet, après avoir consulté un nombre considérable et varié de sources, seules les archives ecclésiastiques nous renseignent sur les années 1501, 1502, 1506 et 1508. Malheureusement, à chaque fois, il ne s'agit que d'un seul document, dont la date exacte est le plus souvent découpée ou illisible. Quant aux années 1500, 1507, 1515 et 1518, les sources, à l'exception de la *chronique bourdeloise*<sup>8</sup>, font défaut. Enfin, si nous consultons le contenu de ces documents, nous sommes confrontés au même silence puisqu'ils n'évoquent que deux types d'événements : la fuite des chapitres de Saint-Seurin et Saint-André et la retraite du Parlement de Bordeaux vers une cité plus paisible.

Quel premier bilan pouvons-nous tirer de cette période ? Il est nécessaire de se rapporter aux épidémies postérieures. Après avoir constitué une chronologie de celles-ci, il ressort que la peste se manifeste en règle générale sous la forme de cycles épidémiques, plus rarement ponctuellement. Pour cette raison, les années 1500-1502 représentent le premier de ces cycles, le second se situant entre 1506 et 1508, le troisième entre 1515 et 1518. Excepté ces bribes, il est difficile voire impossible de bien connaître les épidémies qui se sont abattues sur Bordeaux entre 1500 et 1518.

Le premier cycle sur lequel nous sommes un peu mieux renseigné concerne les années 1520-1537. Pour le docteur Biraben, la peste atteint la cité de 1521 à 1524, puis en 1527, 1528, et enfin de 1530 à 1532<sup>9</sup>. A ces dates, nos recherches nous permettent d'ajouter les années 1520, 1526, 1529, 1533 et 1537. Il apparaît alors que la peste, ou plus exactement la contagion, se manifeste à Bordeaux avec un degré de violence variable, quatorze années sur les dix-sept de ce second cycle.

En 1520, la seule pièce évoquant la peste, date du 15 avril. Nous apprenons qu'à l'occasion d'une procession à Sainte-Croix, il est décidé que les processionnaires éviteront les alentours de l'hôpital de la peste à cause de la contagion<sup>10</sup>. De cette épidémie nous savons peu de choses. Elle apparaît peut-être au cours du mois de mars, puisque le prêtre Guillaume Morandi est alors nommé pour servir dans l'hôpital de la peste<sup>11</sup>. Enfin, nous pouvons imaginer qu'elle dure jusqu'au mois de mai car il est alors demandé à Jean Dortes, récent barbier et hospitalier de l'hôpital de la peste, d'isoler les convalescents dans la tour du Merle<sup>12</sup>.

En 1521 et 1522, nous savons que la contagion sévit à Bordeaux puisque les sources attestent qu'à de multiples reprises, des chanoines de Saint-André refusent de dire la messe votive à cause de la peste, ou demandent à quitter la ville<sup>13</sup>. L'année 1523 est un

peu mieux connue. La peste est présente dès le mois d'août<sup>14</sup>, et s'étend probablement jusqu'à la fin du mois de décembre<sup>15</sup>, époque où elle cesse<sup>16</sup>. Face à cette épidémie, le Parlement décide dans un premier temps de clore ses séances, puis de s'installer à Libourne. Nous ignorons à quel moment ce transfert a lieu, d'autant plus qu'il y a un désaccord entre les auteurs consultés. En dépit de cela, certaines sources nous permettent d'affirmer que la Cour est présente à Libourne entre le mois de novembre 1523<sup>17</sup> et le mois de janvier 1524. A cette date, suite à une enquête de santé publique demandée par le Parlement, la totalité des chambres ainsi que des chanoines retourne à Bordeaux. Mais à l'image des années précédentes, la peste, absente lors des mois les plus froids, réapparaît entre août et octobre 1524. A la suite de cette flambée, et bien que nous ne puissions le certifier, la maladie semble disparaître entre 1525 et 1526 ; elle se manifeste de nouveau en 1527. Si nous ignorons la date exacte de sa réapparition, elle est attestée au mois de mars, à une époque où presque tous les chanoines ont déjà quitté la cité. Dans une délibération du chapitre de Saint-André relative à cette fuite, nous apprenons que la peste désole la ville «*depuis longtemps et même encore aujourd'hui*»<sup>18</sup>. Cette épidémie est apparemment grave puisque l'hôpital de la peste fonctionne et que les jurats prennent toute une série de dispositions pour combattre ce fléau. Parmi celles-ci, notons l'obligation pour les bouchers et crâbiers de tenir «*à l'avenir leurs écorcheries hors les murs de la ville, au lieu où la ville avoit commencé de faire un hôpital de la peste...*»<sup>19</sup>. Ou encore, «*les processions faites tous les jours à cause des malheurs du temps*»<sup>20</sup>.

A partir de cette année, la peste ou du moins une maladie contagieuse afflige Bordeaux tous les ans jusqu'en 1532, peut-être 1533. Pour ne citer que quelques exemples nous avons retenu les événements suivants :

- le 1<sup>er</sup> juillet 1528, le Parlement après délibération décide qu'aux vues du danger de peste, il «*seoirà à Libourne de lundy en huitième, qui sera le 13 juillet 1528*». <sup>21</sup> Après une aggravation de la peste en octobre<sup>22</sup>, on apprend que le 12 novembre 1528, le Parlement est installé non pas à Libourne où la peste sévit, mais à Saint-Emilion<sup>23</sup> ;

- à une date indéterminée en 1529, le Parlement ordonne la fermeture des écoles, «*et que les vicaires géné-*

*raux seraient prier de faire cesser les sermons de crainte que la contagion ne se répande d'avantage par le moyen d'assemblées*». Il décide également de faire tous les ans un vœu à la Vierge..., et offre une lampe d'argent<sup>24</sup> ;

- en 1530, nouvelle épidémie de peste<sup>25</sup> ;

- en 1531, la présence de la peste est attestée par les travaux du docteur Biraben<sup>26</sup>. Le 7 mars 1531, achat d'une maison et de son jardin situés rue Nérigean pour servir à l'hôpital de la peste<sup>27</sup> ;

- le 15 mars 1532, le jurat de Saulgues rapporte qu'il y a encore dix malades à l'hôpital de la peste<sup>28</sup>. La contagion dure au moins jusqu'à l'automne, puisque le 16 octobre 1532, les jurats donnent quarante sols tournois à Léonard Rochereau, sergent de l'Hôtel de ville, qui est atteint de la peste, ainsi que cinq autres personnes enfermées dans sa maison<sup>29</sup>.

La terrible maladie fait peut-être une brève réapparition en 1535 et 1536, mais cela est pour l'instant incertain. En revanche, sa présence est incontestable dès le mois de février 1537. Le Parlement ordonne alors qu'aux vues «*du danger de peste qui est présent dans la ville, le roi de la Basoche ne pourra jouer pour*

14. Métivier (J. de), *Chroniques du Parlement de Bordeaux*, Bordeaux, 1886, tome I, p. 253.

15. Le 15 décembre 1523, le Parlement siège toujours à Libourne par crainte de la peste. *Ibidem*.

16. A.D.Gir. série G, f° 167.

17. Métivier (J.), de, *op.cit.*, tome I, p. 253.

18. A.D.Gir. série G 286, f° 155.

19. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, tome V, p. 67.

20. *Ibidem*, tome VII, p. 459, f° 215.

21. Métivier (J.), de, *op.cit.*, tome I, p. 266.

22. A.D.Gir. série G 286, f° 159.

23. Métivier (J.), de, *op.cit.*, tome I, p. 267.

24. Devienne Dom (J.), *Histoire de la ville de Bordeaux*, livre III, tome II, Bordeaux, 1867, p. 255.

25. A.D.Gir. série G 286, f° 211, date illisible.

26. Biraben (J.-N.), *op.cit.*, tome I, p. 383.

27. A.D.Gir. série H 853, f° 99.

28. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, tome VII, p. 459.

29. *Ibidem*, tome III, p. 526, f° 13.



*mardi gras, et qu'aucune assemblée n'aura lieu*.<sup>30</sup> Nous ignorons à quel moment le fléau quitte la cité, mais il ne fait aucun doute que sa disparition laisse quelques années de répit aux Bordelais.

Le cycle épidémique suivant prend place entre les années 1545 et 1549. Pour 1545, nos connaissances actuelles se limitent aux départs des chanoines<sup>31</sup>, ainsi qu'aux prières prononcées afin de se préserver de la peste<sup>32</sup>. Malgré le retour du Parlement et des chanoines de Saint-André<sup>33</sup>, les premiers mois de l'année 1546 ne sont pas sans danger puisque les officiers et magistrats des villes du ressort de Bordeaux refusent de recevoir au sein de leur cité les voyageurs originaires de Bordeaux car «*ilz disent y avoir dangier de peste en ceste ville et cité de Bourdeaux*»<sup>34</sup>. En dépit d'une réaction immédiate du Parlement pour justifier de la bonne santé de la ville, les craintes évoquées s'avèrent malheureusement réelles puisque le 6 juillet 1546<sup>35</sup>, les audiences publiques de la Cour ont désormais lieu à huis clos. Par la suite, les églises et les couvents de la cité organisent des «*prières, observations et processions*» particulières pour mitiger «*l'ire de Dieu*». Enfin, le Parlement s'autorise un droit de regard sur ses membres en leur interdisant de partir sans l'autorisation de la Cour. Mais la violence accrue de l'épidémie finit par contraindre le Parlement et les chambres assemblées à quitter la ville<sup>36</sup>. Sur cette question, les sources et les historiens consultés sont en désaccord. Pour ne citer que deux exemples, selon le docteur Péry, le Parlement s'établit à Libourne en septembre 1546<sup>37</sup> alors que pour le professeur Anne-Marie Cocula, l'installation a lieu au mois d'août<sup>38</sup>, date qui nous est confirmée par Jean de Métivier<sup>39</sup>. En revanche, la date du retour est mieux connue ; les sources s'accordent alors à reconnaître la présence du Parlement à Bordeaux au début du mois de janvier. Dès le 5 janvier, la Cour, après avoir entendu le rapport de santé publique de Jean Ciret, conseiller, commissaire député, et d'Antoine Belcier, avocat en la Cour et «*soubz maire en ladite ville de Bordeaux*», sur le danger de peste à Bordeaux, «*a ordonné et ordonne qu'elle seoir en icelle ville de Bordeaux de lundy prochain en huit jours, et en outre a ordonné que ledit jour sera fait autour du palais procession à laquelle assistera ladite Cour...*»<sup>40</sup>. Apparemment, le Parlement siège à Bordeaux dès le 18 janvier<sup>41</sup>. Mais, les Bordelais ne profitent que d'un court répit, la peste renaissant au printemps 1547<sup>42</sup>. De cette époque, nous savons que l'hôpital de la peste

est en activité<sup>43</sup> et que jusqu'alors, la cité a souffert de la guerre, de la grêle, des tempêtes et «*autres infinies fléaux*», parmi lesquels la peste n'est pas le moindre<sup>44</sup>. Cette terrible situation semble se prolonger encore deux longues années. Néanmoins, 1548 apparaît comme une époque de relative tranquillité. Pour le docteur Jean-Noël Biraben, la ville est préservée des assauts de la peste durant toute l'année<sup>45</sup>. Au cours de nos recherches, nous n'avons effectivement trouvé aucune mention de la maladie à Bordeaux<sup>46</sup>. Cependant, nous ne pouvons totalement adhérer à l'hypothèse du docteur Biraben pour deux raisons. Bordeaux souffre d'une part depuis trop longtemps de la peste pour qu'elle disparaisse d'un seul coup, d'autant plus qu'elle est alors présente à Bayonne, Toulouse ou Villefranche de Rouergue ; d'autre part alors que le docteur Biraben ne le mentionne pas, la peste réappa-

raît au cours de l'été 1549<sup>47</sup>. Dès lors, il est vraisemblable que la maladie soit plus discrète en 1548 et ne tue qu'à l'échelle d'une maison ou d'un quartier, sans jamais s'étendre. Nous pouvons la suivre chronologiquement du mois d'août au mois de novembre 1549. Néanmoins, il est probable qu'elle perdure durant les premières semaines de l'année 1550.

En 1554, la ville souffre d'une nouvelle résurgence de la maladie qui se prolonge jusqu'en 1555. Nous ignorons quand la peste apparaît pour la première fois. Pourtant, une pièce en date du 22 août 1553 nous permet d'envisager sa présence, mais cela reste hypothétique<sup>48</sup>. En revanche, nous pouvons lire dans la *Chronique bordelaise* que le 16 mars 1554, «*la contagion est si grande..., que Gélida, principal du collège de Guyenne demande congé à messieurs les jurats pour fermer le collège et se retirer aux champs*»<sup>49</sup>. Il est probable que l'auteur de la chronique exagère la violence du mal, à moins que l'épidémie apparaisse très brutalement, ce dont nous doutons. En effet, le 16<sup>50</sup> puis le 20 mars 1554, Jean d'Olive est député en tant que commissaire pour organiser l'inventaire des meubles de l'hôpital de la peste qui doit être nettoyé, puis deux chirurgiens et un capitaine de la peste sont nommés<sup>51</sup>. Ces initiatives tendent à prouver que la contagion est bien présente dans la cité, mais il est difficile d'évaluer son réel degré de gravité.

A l'inverse, la poussée épidémique de 1555 est incontestablement violente comme l'attestent les sources ainsi que les chroniqueurs. Chronologiquement, nous pouvons la suivre entre juillet<sup>52</sup> et décembre 1555 ou janvier 1556<sup>53</sup>, avec une phase ascendante au cours du mois d'octobre<sup>54</sup> de la même année. Dès le mois de juillet, Gélida, le principal du collège de Guyenne, demande congé aux jurats pour fermer le collège et se retirer aux champs<sup>55</sup>. Coutumier de la chose, le Parlement, autorisé par une lettre patente du roi en date du 23 août 1555, décide le 3 septembre de se retirer dans la ville qu'il jugera la plus commode pour l'exercice de la justice, et ce «*jusqu'à ce que l'air soit évacué et purgé de l'inconvénient de la peste*». En outre, il est décidé que «*la chambre de vacation, commencera à seoir en la ville de Libourne, de lundy prochain en huit jours qui est le lendemain de la feste de Sainte-Croix...*»<sup>56</sup>. Le 16 septembre, la chambre de vacation siège à Libourne<sup>57</sup>. Finalement, il faut attendre les mois de janvier et février suivants pour que le Parlement se réinstalle à Bordeaux ou pour voir le

retour du principal Gélida. Il est alors légitime de penser que la peste a totalement disparu de la cité<sup>58</sup>. Après cette épidémie importante, elle réapparaît une dernière fois en avril 1556, puis disparaît quelques années puisqu'il faut attendre les années 1562-1565 pour la voir se manifester à nouveau.

Nous ignorons presque tout de ce nouveau cycle épidémique de quatre années. Tout d'abord, il est incertain que la maladie afflige Bordeaux en 1562. En revanche, elle paraît bien implantée dès 1563, puisque l'hôpital de la peste fonctionne au cours du mois de février<sup>59</sup>. L'épidémie de l'année 1565 paraît sérieuse, car le Parlement et les chanoines de Saint-André s'apprentent à quitter la ville, alors que la peste sévit à l'hôpital Saint-André et dans ses environs<sup>60</sup>. Après ces dramatiques événements, nous perdons toute trace de l'épidémie, et plus généralement de la peste, puisque celle-ci ne se manifeste plus au cours des deux décennies suivantes.

Mais le plus terrible reste à venir. En effet la peste de 1585 est la grande épidémie du XVI<sup>e</sup> siècle à Bordeaux. D'autant plus qu'elle ne s'inscrit pas dans le

30. Métivier (J. de), *op.cit.*, tome I, p. 340.

31. A.D.Gir. série G 286, f° 426, date illisible.

32. *Ibidem*, f° 424-439.

33. A.D.Gir. série G 286, f° 437.

34. A.D.Gir. série B registre 30, f° 255 v°.

35. Métivier (J. de), *op.cit.*, tome I, p. 444.

36. *Ibidem*, p. 445.

37. Péry (G.), *op.cit.*, p. 256.

38. Cocula (A.-M.), *Etienne de la Boétie*, Bordeaux, 1995, p. 49.

39. Pour cet auteur le Parlement s'installe le 2 août. Métivier (J.), de, *op.cit.*, tome I, p. 445.

40. *Ibidem*, p. 451-452.

41. Péry (G.), *op.cit.*, p. 256.

42. A.D.Gir. *Inventaire dactylographié des arrêts du Parlement de Bordeaux*, 1542-1551, série B registre 29, f° 17 v°.

43. *Ibidem*, f° 27.

44. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade* tome II, p. 109.

45. Dans sa liste nominative et chronologique des localités affectées par la peste en France, il ne mentionne pas Bordeaux pour l'année 1548. Biraben (J.-N.), *op.cit.*, tome I, p. 383.

46. Notons cependant qu'elle ne cesse d'inquiéter les autorités, puisque le 24 avril 1548, le Parlement députe deux commissaires pour demander au procureur général, sous-maire, jurats, aux deux médecins de la ville, ainsi qu'à deux maîtres apothicaires, d'aller visiter «*les drogues et boutiques des apothicaires*». Métivier (J. de) *op.cit.*, tome I, p. 470.

47. *Ibidem*, p. 484-486.

48. «*Vue l'exiguïté de l'hôpital de la peste et le nombre toujours croissant des malades, il est décidé que l'ancien hôpital de la peste sera démoli*». *Archives historiques de la Gironde*, tome XLVI, p. 305.

49. *Chronique bordelaise*, 16 mars 1554.

50. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade* tome VII, p. 460, f° 96.

51. *Ibidem*, tomes III, p. 33, f° 97, p. 527, VII, p. 460-461, f° 97 et 98, p. 472, f° 97.

52. Gaulieur (E.), *Histoire du collège de Guyenne*, Paris, 1874, p. 243.

53. Métivier (J.), de, *op.cit.*, tome I, p. 112.

54. Gaulieur (E.), *op.cit.*, p. 244.

55. Gaulieur (E.), *op.cit.*, p. 243. Gélida se retire avec sa famille et quelques-uns de ses élèves à Quinsac.

56. Métivier (J.), de, *op.cit.*, tome II, p. 104-105.

57. *Ibidem*, p. 106.

58. *Ibidem*, p. 112 ; Gaulieur (E.), *op.cit.*, p. 244.

59. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade* tome VII, p. 471.

60. A.D.Gir. série G 287, date illisible.



schéma général des cycles que nous avons avancés. En 1585, la peste ne frappe que quelques mois mais avec toute la violence qui peut caractériser ce fléau.

Il est communément admis que la peste débute en juin 1585. Or, un arrêt du Parlement<sup>61</sup> se rapportant à l'achat du «bourdieu de feu Limes», en date du 1<sup>er</sup> février 1586, indique que la ville a supporté pendant dix mois des charges excessives dues à la peste. Par conséquent, un calcul à rebours à partir du mois de février 1586 nous permet de dater l'apparition de la peste, non pas en juin, mais en mai 1585. De plus, plusieurs documents confirment cette chronologie. Le plus précis avance la date du 17 mai 1585. Il est extrait de l'ouvrage de monsieur Communay qui l'a puisé dans les registres secrets du Parlement de Bordeaux. Il écrit ainsi : «Le 17 mai 1585 ledit jour commença en la ville de Bordeaux le mal contagieux dont il mourut dix-huit mille personnes dans la ville ou la banlieue, deux jurats de ladite ville et quarante chefs de familles considérables»<sup>62</sup>. Si le chiffre de dix-huit mille décès est excessif, la date d'apparition de la maladie nous paraît certaine d'autant plus qu'elle est extraite d'une source tout à fait fiable. En outre, Pierre de Brach<sup>63</sup>, témoin des événements, nous apprend qu'il s'est retiré avec toute sa famille dans sa maison de Montussan, «dès le mois de mai à cause de la contagion qui estoit en la ville de Bordeaux, la plus violente qu'on y eut jamais vue»<sup>64</sup>. Enfin, Gaufreteau, dans sa chronique, précise que la peste commence aux environs des «festes de la Pentecoste»<sup>65</sup>. Par conséquent, il est incontestable que la peste se manifeste à partir du mois de mai.

En revanche, peut-on connaître l'origine de l'épidémie ? La seule piste dont nous disposons est un arrêt du Parlement, en date du mois de septembre 1584, interdisant à tout batelier et gabarier de faire traverser dans leurs bateaux des passagers par temps de contagion<sup>66</sup>. Excepté cette allusion à une probable menace de la peste, nous ignorons tout sur l'arrivée de la maladie dans la cité.

De même, en nous référant aux registres de la Jurade, peut-on mesurer la virulence du mal ? Cette source de première importance laisse apparaître que la contagion est extrêmement violente entre le mois de juin et la première moitié du mois de décembre 1585. Quelques exemples suffiront à éclairer cette chronologie :

- dans le courant du mois de juin, la peste emporte deux professeurs du collège de Guyenne. L'établissement ferme ses portes au début du mois d'août<sup>67</sup> ;
- dès le 1<sup>er</sup> juin le Parlement prend un ensemble d'arrêt, règlements de peste ou ordonnances<sup>68</sup> :
  - 5 juin : règlement pour le temps de contagion<sup>69</sup> ;
  - 17 juin : ordonnance sur la santé publique<sup>70</sup> ;
  - 25 juin : expulsion des habitants d'une maison pour loger les officiers de la santé<sup>71</sup> ;
  - ? juillet : ordre de lever une cotisation pour les pestiférés ;
  - 5 juillet : la condamnation à mort de deux prisonniers est commuée en service dans l'hôpital de la peste<sup>72</sup> ;
  - 6 juillet : ordre aux habitants et bourgeois ayant fui par peur de la peste de regagner la ville<sup>73</sup> ;
  - 17 juillet : imposition pour la nourriture des pauvres et interdiction de laisser venir individus et bateaux à Bordeaux<sup>74</sup> ;

61. Pièce communiquée par Laurent Coste. Elle est extraite d'une minute déposée aux archives départementales de la Gironde, série B. Parlement, minute des arrêts, année 1586, mois de février. A.D.Gir. Inventaire dactylographié des arrêts du Parlement de Bordeaux, 1581-1592, série B. Liasse 447, p. 34 ; Statuts pour le temps de peste, p. 128.

62. Communay (A.), *Le Parlement de Bordeaux*, Bordeaux, s. d., p. 43.

63. Gentilhomme bordelais, avocat au Parlement de Bordeaux et grand ami de Montaigne. Homme de lettre, il est l'auteur d'un *Hymne de Bordeaux* à Ronsard, et publie en 1584 une traduction rimée de l'*Aminta* du Tasse.

64. *Archives historiques de la Gironde*, I, Mémorial de la famille de Pierre de Brach.

65. Gaufreteau, *Chronique bordelaise*, I, p. 256.

66. A.M.Bx., série GG 1211 a.

67. Gaulieur (E.), *op.cit.*, p. 366 ; A.D.Gir. série C Trésoriers de France, 10 février 1586.

68. A.D.Gir. Inventaire dactylographié des arrêts du Parlement de Bordeaux, 1551-1592, série B. liasse 444, p. 2.

69. *Ibidem*, 1542-1551, série B. p. 53.

70. *Ibidem*, 1581-1592, série B. liasse 159 ; *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, III, p. 527.

71. A.D.Gir. Inventaire dactylographié des arrêts du Parlement de Bordeaux, 1581-1592, série B. p. 217.

72. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, III, p. 527.

73. *Ibidem*.

74. *Ibidem*.

- 28 juillet : le jurat la Motte signale au maréchal de Matignon<sup>75</sup> que tous ceux qui peuvent abandonner la ville l'ont fait et que le menu peuple «meurt comme mouche»<sup>76</sup> ;

- 30 juillet : nouveau règlement pour le temps de peste ;

• Août : le Parlement se retire à Libourne<sup>77</sup>.

A ces événements, il convient d'ajouter un très bon indicateur révélant l'intensité d'une épidémie : la fuite. De la peste de 1585, seule l'attitude de Montaigne, alors maire de Bordeaux, est restée dans les mémoires. Pourtant, la majorité des personnes pouvant quitter la ville l'a fait. Le Parlement est à Libourne, la plupart des jurats, qui sont normalement d'un dévouement exemplaire, a quitté Bordeaux. Enfin, une lettre de Matignon au roi, en date du 30 juillet, évoque la forte mortalité qu'entraîne la peste<sup>78</sup>. Cette situation catastrophique semble perdurer jusqu'au mois de décembre, puisque le Parlement ordonne à nouveau de faire enfermer tous les pauvres de la ville dans les hôpitaux et demande aux jurats de veiller à ce que les habitants des lieux circonvoisins, «infectés de contagion», ne puissent entrer dans la cité<sup>79</sup>.

Après avoir frappée avec violence, la peste régresse progressivement et Ernest Gaulieur peut écrire que «vers la Noël 1585, l'épidémie perdit beaucoup de force», et qu'en janvier 1586, «le chiffre des décès rentra dans la normale»<sup>80</sup>. Il est vraisemblable que la peste disparaisse totalement dans le courant du mois de janvier.

Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons partager les affirmations du docteur Péry. En effet, pour cet érudit, l'achat de deux hôpitaux de la peste en 1586<sup>81</sup>, et la présence de la peste en mai de la même année, lui font écrire qu'«une grande contagion» sévit alors à Bordeaux<sup>82</sup>. Or cela nous paraît improbable dans la mesure où les sources n'évoquent plus la présence de la peste au début de l'année. En outre, nous ne pouvons nous baser sur l'acquisition des hôpitaux de la peste car la ville décide de se doter de nouveaux établissements bien avant l'épidémie de 1585. En revanche, la violence du mal en a accéléré le processus d'acquisition. Enfin, si la présence de la peste en mai 1586 est incontestable, elle n'en reste pas moins à nuancer. Car la contagion ne semble sévir que dans le faubourg Saint-Seurin<sup>83</sup>, et pour éloigner toute menace, le Parlement remet en vigueur les mesures appropriées<sup>84</sup>. Ceci ne signifie nullement que la peste soit à Bordeaux. Par conséquent, nous préférons voir dans cette

petite flambée de mai 1586, la «queue» de l'épidémie, plutôt qu'une véritable résurgence. En revanche, la peste sévit certainement plusieurs mois autour de Bordeaux, puisqu'elle est attestée le 14 mai à La Réole et que le Parlement par crainte de la contagion décide le 13 août de faire garder les portes de la ville<sup>85</sup>. Par conséquent, la peste menace mais laisse finalement souffler les Bordelais pendant neuf ans. Elle fait une nouvelle apparition semble-t-il en 1594, mais seul Jean-Noël Biraben<sup>86</sup> mentionne cette épidémie. Elle est certainement mineure.

En revanche, il en va différemment de l'épidémie de 1599. Nous ne savons pas exactement comment, ni par quel biais elle réapparaît dans la ville. Néanmoins, nous pouvons émettre deux hypothèses non contradictoires et reconnues depuis longtemps quant aux facteurs déclenchant une épidémie de peste. En premier lieu, la maladie est peut-être présente à l'état endémique. En outre, elle a pu être introduite par un ou plusieurs individus infectés. Les sources retraçant cette épidémie nous conduisent à adopter cette seconde hypothèse.

75. Jacques de Goyon de Matignon est depuis 1584 lieutenant général de Guyenne.

76. Lazard (M.), *Michel de Montaigne*, Paris, 1992, p. 305.

77. A.D.Gir. série 1 B 14, f° 22 v° ; Gaulieur (E.) *op.cit.*, p. 366.

78. Cocola (A.-M.), *Montaigne, maire de Bordeaux*, Bordeaux, 1992, p. 8 ; *Archives historiques de la Gironde*, XIV, p. 290. De même dans une lettre sur requête des jurats de Bordeaux il est écrit «qu'ilz ont esté tellement affligés de la maladie contagieuse que le tiers des habitants en sont mort». A.D.Gir. série 1 B 15, f° 4 v°.

79. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, tome III, p. 258.

80. Gaulieur (E.), *op.cit.*, p. 367.

81. Ce sont les établissements du Lîmes et d'Arnaud Guiraud. Ils sont situés à l'extérieur de la ville, à proximité du quartier Sainte-Croix. Ils sont respectivement acquis en février et mars 1586 par la Jurade.

82. Péry (G.), *op.cit.*, p. 258.

83. A.D.Gir. Inventaire dactylographié des arrêts du Parlement de Bordeaux, 1551-1592, série B liasse 450, p. 33 bis.

84. Par exemple, le Parlement interdit le 12 mai 1586, aux encanteurs de procéder à la vente de meubles. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, tome III, p. 528.

85. *Ibidem*.

86. Biraben (J.-N.), *op.cit.*, tome I, p. 385.



Guillaume Briet et Etienne de Cruseau, tous deux témoins des événements, pensent que l'épidémie trouve son origine chez un étranger originaire d'Espagne. Briet évoque ainsi l'événement : «*Il semble que celle dont nous sommes à présent visitez, en despend, ayant premièrement apparu chez Pierre Ricault maistre chirurgien demeurant Porte Médoque, ou vient un estrangier, dit-on, venant d'Espagne, pour se faire traicter d'un bubon en l'aigüe, que le serviteur de la boutique pensoit être vénérien il le faict veoir à son maistre, lequel ne cognoissant le mal y apporte ce qu'il peut*»<sup>87</sup>. Si l'on se rapporte aux différents témoignages, cet épisode se déroule le 19 ou le 20 septembre 1599. Marque-t-il réellement le début de l'épidémie ? Bien que nous l'ignorions, il est possible d'en avoir une idée approximative. Guillaume Briet situe l'apparition de la peste «*sur la fin de l'Esté et au commencement de l'Autone*»<sup>88</sup>, chronologie concordante à celle donnée par Etienne de Cruseau qui la mentionne à partir de la seconde moitié du mois de septembre<sup>89</sup>. Enfin l'anecdote de l'espagnol confirme cette chronologie. Cet épisode marque donc le début de l'épidémie et de la psychose liée à la peste. Car dès cet instant, Guillaume Briet écrit que «*le malade mourut, le serviteur aussi, ainsi qu'un fils d'un conseil en la Court logé en ceste maison pour être instruit aux lettres par le fils*»<sup>90</sup>. Très bien informé en qualité de médecin participant à la lutte contre ce fléau, Briet nous renseigne sur la dissémination de la maladie à travers la ville, à partir de la maison du chirurgien. Ainsi, «*des servantes, l'une malade ou infecte se retirant au Château Trompette avec un sien parent soldat dudict château, y apportât le mal : et y moururent plusieurs personnes. Une autre servante se retira chez la Coze marchand au pont Saint Jean*»<sup>91</sup>, ou toute sa famille est quasi morte. On dit que les meubles de la maison dudict chirurgien furent de nuit volés, et par conséquent ou vendus ou transportés en diverses maisons dont le mal s'est fourré et comme semé par ce moyen en toute la ville»<sup>92</sup>. Dès lors la peste prend tout son essor et, de circonscrite en un lieu, elle se répand à travers la cité : «*La contagion qui nous est arrivée ceste année 1599 ; laquelle de petit commencement en apparence s'est tellement agrandie ; qu'elle a faict brèche en tous les quartiers et milieu de la ville*»<sup>93</sup>.

Une fois la maladie installée et reconnue officiellement, quelle est l'attitude des autorités et de la population ? Là encore, les témoignages sont rares. Néanmoins, nous pouvons nous faire une opinion en nous

référant à ce que nous connaissons des épidémies antérieures ou postérieures à celle de 1599. En effet, dès qu'une épidémie semble prendre de l'ampleur, l'attitude des Bordelais est toujours la même, la fuite et l'isolement pour ceux qui le peuvent, alors que dans le même temps les responsables de la cité prennent des mesures pour combattre ce fléau. A nouveau, Guillaume Briet et Etienne de Cruseau nous apportent de précieux renseignements. Pour le médecin bordelais, la peste entraîne le «*deslogement*» de «*la plupart des familles*», alors que de Cruseau écrit «*qu'au bout de cinq ou six jours, la ville fut quasi abandonnée, parce que quelques cinq ou six personnes en moururent...*»<sup>94</sup>. Ce dernier pense à mettre sa famille à l'abri ce qui nous renseigne sur la géographie de la contagion. Il précise ainsi : «*J'envoyay chercher ma femme et famille qui s'estoit retirée à Gradignan, et durasme à Saint-Christou chez mon frère jusqu'au 10 novembre que j'en parti pour me rendre à l'ouverture du Parlement, le douzième en suivant le commandement du Roy*»<sup>95</sup>.

Selon ce témoignage, l'épidémie de peste doit être particulièrement grave puisque la ville est «*quasi abandonnée*». Le fut-elle réellement ? Cela est peu vraisemblable. Etienne de Cruseau pense plus volontiers, à

l'image de Guillaume Briet, vu le milieu privilégié auquel ils appartiennent, à la frange la plus aisée de la population bordelaise, celle ayant les moyens de quitter la ville. Alors qu'en est-il exactement ?

Encore une fois, c'est au travers des témoignages de de Cruseau et de Briet, que nous trouvons quelques éléments de réponse. De Cruseau, conseiller au Parlement de Bordeaux, écrit : «*Le vendredi, du douzième mois de novembre 1599, nous nous rendismes au palais*»<sup>96</sup> en nombre de trente ou trente deux..., nous retournâmes en la chambre de l'audience, et par délibération, fust faicte l'ouverture ou assistèrent : le clergé, la chancellerie, le sénéchal et trois jurats, et le sieur premier président fist une briefve exhortation sur la calamité et fléau que Dieu nous envoyait...»<sup>97</sup>. La présence de la Cour en ces temps de crise s'explique, comme le souligne notre chroniqueur, par la volonté, «*le commandement exprès du Roy...*», qui assure aux membres du Parlement de «*sauver les offices à tous ceux qui demeuroient dans la ville, pendant la contagion ; ce qui fit que beaucoup des principaux qui s'en furent aller, demeurent pour servir le Roy et le public en leurs charges*»<sup>98</sup>. Par conséquent, si les parlementaires se réunissent, ce n'est en fait que pour obéir à leur souverain. En outre, et malgré les assertions de l'auteur, quelques doutes peuvent être émis quant à la fidélité des officiers royaux, car ils sont apparemment fort peu nombreux lors de l'ouverture des séances. Ceci nous prouve que pour plus de la moitié des parlementaires, la peur de la peste prime sur la crainte de désobéir au roi. Enfin, après avoir écouté un rapport des jurats sur l'évolution de l'épidémie<sup>99</sup>, le Parlement décide le 13 novembre d'installer une chambre de vacation : «*Enfin, en résolut de faire des chambres..., qu'il y avoit une chambre composée de quatre conseillers de la Grande Chambre et de trois de chaque chambre d'enqueste, qui servirent par huitaine..., pour simplement juger ce qui estoit de la juridiction de la chambre de vacation...*»<sup>100</sup>. Traditionnellement la chambre de vacation siège pendant les vacances du Parlement, plus exactement du 9 septembre au 27 octobre, tandis que ces dernières commencent le 7 septembre et se terminent le lendemain de la Saint-Martin (ce que nous confirme Etienne de Cruseau). Par conséquent, si au lendemain de sa rentrée la Cour décide de réinstaller une chambre de vacation qui a pour tâche de régler les «*affaires requérant célérité*»<sup>101</sup>, cela est certainement dû à la peste.

La situation du Parlement clarifiée, il reste à lutter contre cette nouvelle épidémie. Dès lors, toutes les autorités compétentes de la cité, à savoir la Jurade, le Parlement, mais aussi le clergé, mettent en place les mesures de lutte habituelles contre la contagion. Ainsi, le 16 novembre 1599, «*La Cour..., ordonne, attendu la nécessité du temps que Jacques Condom, Jehan de Laviaille et Jehan Mespoulet, procureur ; Bernard Constantin, Guilhaume du Chastaing et Antoine de Vilates, bourgeois et marchands de ladite ville, nommés par les jurats seront exhortés de prendre la charge de coadjuteurs des jurats pour la santé et la police de la ville*»<sup>102</sup>. Puis le 18 novembre, il est ordonné aux médecins «*Jehan Buret et Anthoine Valet*», d'assister «*aux juratz suyvnt les statutz de lad. ville ez visites qu'ilz feront des malades de la contagion, sans toutesfois s'infecter, comme despartir de lad. ville, plus d'ung jour et une nuict qu'ilz n'ayent congé desd. juratz*»<sup>103</sup>. Enfin, un texte en date du 14 décembre nous apprend que l'archevêque de Bordeaux verse cinquante écus «*étant donné la contagion et la cessation des prédications aux trésoriers des hôpitaux de la contagion pour être employés à la nourriture des pauvres pestiférés*»<sup>104</sup>.

Ces trois documents illustrent parfaitement les mesures envisagées pour lutter contre la peste : surveillance de la cité, mise en alerte des médecins, ouverture des hôpitaux de la peste et contributions finan-

87. Briet (G.), *Discours sur les causes de la peste survenue à Bordeaux, cest an 1599, avec la préservation et curation d'icelle*, Simon Millanges, Bordeaux 1599, p. 13.

88. *Ibidem*, p. 9.

89. «*Le quatorzième jour suivant, je partis de la paressent ville pour m'en aller à Thouneins pour quelques affaires du sieur Fourcade, mon beau frère, auquel temps ne se parloit en la ville de maladie quelconque, moins de la contagion*». Cruseau (E. de), *Chroniques*, tome I, Bordeaux, 1879, p. 225-226.

90. Briet (G.), *op.cit.*, p. 13.

91. Il a semble-t-il existé deux ponts saint-Jean. Le premier traversait la rivière le Peugue dans la rue de la Chapelle-Saint-Jean. L'on a retrouvé sous l'actuel cours d'Alsace-et-Lorraine les piles et les éperons de ce pont. Après la construction des murs de l'enceinte du XIV<sup>e</sup> siècle, un second pont a été bâti sur les quais de la ville, devant les deux tours du Peugue. Il semble progressivement usurper le nom du premier pont. Drouyn (L.), *op.cit.*, p. 392.

92. Briet (G.), *op.cit.*, p. 14-15.

93. *Ibidem*, p. 10.

94. Cruseau (E.), de, *op.cit.*, tome I, p. 225-226.

95. *Ibidem*.

96. Le Palais de l'Ombrière.

97. Cruseau (E.), de, *op.cit.*, tome I, p. 225-226.

98. *Chronique bordelaise*, f° 111.

99. Le compte-rendu de santé publique fait le 13 novembre 1599 devant le Parlement par les jurats relate «*que le mal n'estoit si grand qu'on le faisoit, qu'il y avoit heu que cent soixante maisons touchées de peste, dont les six vingt estoient purgées, les autres fermées et desquelles n'en y avoit que onze ou il y avoit six malades*». Cruseau (E.), de, *op.cit.*, tome I, p. 225-226.

100. *Ibidem*, tome I, p. 226. Voir aussi A.M.Bx., Ms 436, fonds Delpit, notes de P. Toussaint Geneste, f° 274 r ; A.D.Gir. *Inventaire dactylographié des arrêts du Parlement de Bordeaux 1592-1645*, pièces 3587-3588, p. 4-7.

101. Marion (M.), *Dictionnaire des institutions de la France, XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, 1993, p. 427.

102. A.D.Gir. *Inventaire dactylographié des arrêts du Parlement de Bordeaux, 1592-1645*, p. 17.

103. *Ibidem*, pièce 3590, p. 33.

104. *Ibidem*, pièce 3594, p. 97.



cières. Pourtant, il semble que ces efforts n'offrent que de maigres résultats et les éléments, qui font d'une épidémie de peste un événement mineur ou majeur, tiennent à tout autre chose. Pour ne citer qu'un exemple, même si elle est une solution à double tranchant, la fuite peut influencer considérablement la mortalité d'une population lors de l'épidémie. D'ailleurs, si nous nous en tenons au témoignage de Guillaume Briet, il est clair qu'elle a permis de limiter le coût démographique de la peste en 1599. Il écrit ainsi «*et sans le deslogement, que la plupart des familles a fait, tant à cause des vacations de la court, retraict des estrangers, que pour la merveilleuse espouvante qu'un chacun en a prins est à présumer qu'elle seroit beaucoup plus empirée. Rendant grâce à Dieu, que jusque à présent la peur a saisi plusieurs, le mal n'a touché que peu de gens présente comme une épidémie relativement importante*». C'est finalement sur une épidémie de peste connue, mais secondaire, que se termine le XVI<sup>e</sup> siècle.

## Les épidémies du XVII<sup>e</sup> siècle

La peste renaît probablement en mars 1600, puisque le nouvel archevêque François d'Escoubleau de Sourdis refuse d'entrer dans sa ville métropolitaine à cause de la peste qui la désole<sup>105</sup>. À la suite de cette résurgence elle s'éteint progressivement au cours de la même année.

À partir de l'été 1603, la peste sévit dans la Saintonge, le Poitou ou l'Anjou. L'étranger souffre aussi de ce terrible fléau. Pour ne citer qu'un exemple, à la même époque Londres est ravagée par une des plus violentes flambées de peste de son histoire<sup>106</sup>. Naturellement, ces événements inquiètent les jurats qui prennent les mesures habituelles afin de protéger Bordeaux. Ainsi, le 5 avril, ils ordonnent que «*tous les pauvres mendiants valides et autres du diocèse qui entrent dans la ville, ne peuvent sous peine de fouet n'y rester que trois jours*»<sup>107</sup>. Plus de cinq mois après, soit le 20 septembre, ils nomment «*quatre visiteurs de rivière*» pour contrôler tous les vaisseaux anglais qui arrivent «*sur le port et havre de la ville*»<sup>108</sup>. Ainsi, à l'approche d'un bâtiment suspect, ces hommes ont pour mission de contrôler les certificats de bonne santé, la marchandise, et d'empêcher que l'équipage ne quitte le bord avant qu'un jurat ne vérifie que les ports où a accosté le navire sont exempts de contagion<sup>109</sup>. Mal-

heureusement, ces mesures ne parviennent pas à enrayer la progression de la peste et le 4 octobre, le capitaine de la contagion reçoit douze cadenas, ainsi que des clefs et serrures pour fermer les portes des maisons qui seront atteintes par la peste<sup>110</sup>. Enfin, le 9 octobre, le chapitre de Saint-André décide de faire prononcer des prières après la grande messe car la ville est menacée par la contagion<sup>111</sup>. L'éminence du danger signifie-t-elle que la peste atteint la cité dans le courant du mois d'octobre 1603, comme le pensent quelques historiens<sup>112</sup>? Nous l'ignorons totalement car les sources nous font malheureusement défaut. Alors, à quel moment l'épidémie débute-t-elle? L'auteur de la *Chronique bordelaise* nous apprend qu'au cours du mois de mai 1604 décèdent dans le quartier Saint-Germain les premières victimes de la peste. Or, il semble que la maladie rode déjà dans la ville, puisque le 30 mars 1604 «*défense est faite aux pauvres d'entrer dans l'église Saint-André à cause de la maladie contagieuse*»<sup>113</sup>. Par conséquent, et si nous retenons l'année 1604, la peste atteint probablement Bordeaux dans le courant du mois de mars. Cela est d'autant plus probable qu'une étude chronologique des autres épidémies de peste nous montre qu'elles apparaissent souvent à la même époque. En revanche, nous sommes certainement confrontés aux prémices de l'épidémie, et nombreux sont alors les bordelais qui ignorent ou doutent de sa présence au sein de la cité. Nous en voulons pour preuve deux événements révélateurs. Tout d'abord, le 8 juillet, une procession en action de grâce à Dieu a lieu pour le remercier d'avoir préserver

la ville de la maladie contagieuse<sup>114</sup>. L'autre événement concerne le maire de la ville, Alphonse d'Ornano qui, le 24 juillet, avise les jurats de Bordeaux que la peste ravage la ville de Blaye, où vingt personnes meurent par jour, et les «*exhorte à faire publier à son de trompe sur la rivière les inhibitions nécessaires*» pour qu'elle n'atteigne pas la cité<sup>115</sup>.

Mais la peste est déjà dans les murs de la ville et elle progresse rapidement. Nous savons qu'au mois de mai, elle prend pied dans le quartier Saint-Germain où elle emporte deux écoliers, avant de tuer les autres habitants ainsi que le voisinage<sup>116</sup>. Continuant à se propager, la peste atteint au cours du même mois le quartier Sainte-Croix où rapidement neuf maisons sont fermées. Puis apparemment, le mal s'atténue, ou plus exactement se fait plus discret jusqu'au mois d'août. Dès lors, nous savons que la paroisse Sainte-Eulalie est touchée et que la maladie contagieuse augmente tous les jours<sup>117</sup>. Les bordelais sont alors confrontés à un des plus terribles cycles épidémiques du XVII<sup>e</sup>; terrible crise qui va se prolonger jusqu'en 1608.

Evidemment il ne faut pas imaginer une population affligée sans interruption par la peste durant quatre ans. Celle-ci accorde aux bordelais des périodes de rémission durant lesquelles elle tue moins ou reste tapie dans un quartier jusqu'à ce qu'elle retrouve des conditions favorables à son développement. Toutefois, contrairement aux autres épidémies de peste, nous avons des difficultés à discerner les périodes plus calmes des flambées car la maladie poursuit son œuvre destructrice durant l'automne et l'hiver 1604-1605, puis au cours de l'hiver 1605-1606. Il est intéressant de noter cette présence de la maladie pendant l'hiver, car elle se manifeste vraisemblablement sous ses formes bubonique et pulmonaire. Notons aussi qu'au cours de cette période pour la première fois, un bureau de santé est créé à Bordeaux<sup>118</sup>.

Contrairement à ce qui est communément admis, la peste ne cesse pas entièrement en 1606, mais en 1608, avec une importante résurgence en 1607. Sur ce point, les sources sont sans ambiguïté. Ainsi nous pouvons lire qu'à la mi-décembre 1606, «*la contagion commençoit à se réchauffer, dans Bordeaux*»<sup>119</sup>. Cette flambée est apparemment de courte durée puisque le 15 février 1607, il est décidé de ne plus dire les prières accoutumées car l'épidémie a cessé. Néanmoins, à la belle saison, la peste se réveille à nouveau et afflige la

ville de juillet<sup>120</sup> à septembre<sup>121</sup> 1607, puis de juin<sup>122</sup> à une date inconnue de l'année 1608. Notons toutefois que la peste est alors presque terminée, puisque Etienne de Cruseau écrit dans sa chronique, à la date du 2 juillet, que «*le jour dédié à la visitation de Nostre Dame, mère de Dieu, la Cour se rendist à Saint-André en robe rouge, d'où après avoir oui la messe par un des pères jésuites, qui fist très bien pour le subject, pour rendre grâce à Dieu de ce qu'il avoit apaisé son ire et retiré sa vigueur de peste de nostre ville attaquée depuis 1599...*»<sup>123</sup>. À partir de ce moment, la peste semble disparaître totalement, et s'achève ainsi un cycle épidémique de neuf années durant lesquelles «*la ville avoit esté affligée*»<sup>124</sup>. Mais le pire reste à venir.

Dès 1612, une maladie contagieuse dans laquelle nous pouvons peut-être voir la peste réapparaît. Ainsi, le 7 décembre il est écrit dans les registres de la Jurade, que face à l'effrayante mortalité et à la propagation de l'épidémie, les médecins et chirurgiens de l'Hôtel de Ville sont appelés. Interrogés par les jurats sur l'état fâcheux de la santé publique et sur les moyens d'y remédier, ils déclarent «*qu'il y a lieu de croire que les maladies étoient épidémiques, populaires, malignes et mortelles, joint à cela qu'il s'y trouvoit beaucoup de charbons et de tumeurs ; sur quoi, il est délibéré d'en informer le Parlement*»<sup>125</sup>. Mais apparemment, l'épidémie s'arrête progressivement. La peste disparaît alors de l'histoire de la cité jusqu'en 1629.

114. *Ibidem*, f° 23.

115. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade* tome III, p. 528, f° 170.

116. Péry (G.), *op.cit.*, p. 258.

117. A.D.Gir. série G 292, f° 28.

118. 16 décembre 1604. AMBx., série GG 1212.

119. A.M.Bx., ms, 583, chapitre XIX, f° 21.

120. A.D.Gir. série G 292, f° 136.

121. *Ibidem*, f° 158.

122. Péry (G.), *op.cit.*, p. 259.

123. De Cruseau (E.), *op.cit.*, tome II, Bordeaux, 1881, p. 46.

124. *Ibidem*, p. 47.

125. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade* tome III, p. 528, f° 73.



Contrairement aux pestes précédentes, celle de 1629-1632 est bien connue, les travaux sont nombreux et les sources sont riches et variées<sup>126</sup>. Par conséquent, nous nous axerons plus particulièrement sur les aspects les moins connus de cette terrible crise.

Dans sa thèse consacrée à l'épidémie de 1629-1631, Jean-Michel Pon retrace l'itinéraire de la peste qui envahit progressivement le royaume<sup>127</sup> et dont l'aboutissement va être pour Bordeaux ce que nous avons déterminé comme le cycle épidémique des années 1629-1632.

A partir de l'année 1616, la peste pénètre à Lille d'où elle gagne bientôt le nord du royaume. En 1619, la Provence, par Marseille et Toulon est infectée à son tour. En 1620 et 1621, la moitié nord de la France est touchée, tandis qu'au sud, la maladie se répand en Languedoc et en Agenais à la suite de l'armée royale partie châtier les protestants. De 1622 à 1624, alors que la peste continue à s'étendre sur la moitié nord du pays, elle semble disparaître de l'Agenais pour ne plus persister que dans le Midi. Mais en 1625-1626, elle se réveille à nouveau en Languedoc, touche Nîmes, Montpellier et l'Agenais. En 1627, elle gagne l'Anjou, le Limousin, l'Auvergne et le Lyonnais. Dès 1626, elle s'installe à Toulouse et y persiste, n'attendant que des circonstances favorables pour s'étendre largement sur les villes et les campagnes environnantes. En 1628, après le terrible siège de La Rochelle, le climat s'y prêtant, une forte flambée se produit. La maladie se dissémine alors à travers l'Aquitaine et le Languedoc. Dès lors, «la contagion affligeait la ville de Tholouse et plusieurs autres villes du haut Languedoc, Gascogne, Guyenne, Agenais, Quercy et principalement les environs de Montauban, comme Figeac, Villefranche-de-Rouergue, Moissac, les Barthes et aultres lieux où la contagion ruinait tous»<sup>128</sup>. En septembre la peste est à Bon-Encontre et à Montaigne d'Agenais. En octobre, le fléau qui «prenait comme une traînée de poudre», gagne Sainte-Livrade, Moirax puis Queyssac. Puis il s'étend à Layrac, Pauliac et Saint-Pey-del-Pech<sup>129</sup>. Globalement, dès l'année 1628, la Guyenne est ravagée par la peste.

A Bordeaux, les registres de la Jurade ou les registres secrets du Parlement<sup>130</sup> se font l'écho de la crainte terrible qui assaille les habitants de la ville. Dès le 5 mai 1628, les jurats avec l'aval du Parlement décident d'envoyer des chirurgiens vers Cahors et Figeac, deux

cités affligées par la contagion<sup>131</sup>. En juin, les autorités bordelaises savent que la peste est à Toulouse<sup>132</sup>. A partir du 20 juillet, Agen connaît sa première victime officielle, un avocat du nom de Jehan Malhoc, qui décède au bout de trois jours. Après l'examen du cadavre, les médecins remarquent la présence d'une tumeur à l'aine gauche<sup>133</sup>. Dès lors les autorités bordelaises n'ont plus qu'un souci, empêcher que la peste n'atteigne la ville, d'autant plus que la contagion ravage alors Libourne depuis le début de l'été 1628<sup>134</sup>.

126. Les sources les plus riches sur lesquelles nous avons travaillé sont : l'*Inventaire sommaire des registres de la Jurade* qui doit être évidemment compléter par les registres, les arrêts du Parlement de Bordeaux, les séries G et H, et les séries GG 1212 à 1214 des archives municipales de Bordeaux. Pour les travaux l'on peut consulter : Coste (L.), «Bordeaux et la peste dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle», à paraître dans les *Annales du Midi* ; Couyba (L.), *op.cit.* ; Léon de Gouvea, *Une épidémie, 1629-1631, mesures diverses prises par les autorités bordelaises contre la maladie pestilentielle*, Bordeaux, 1884 ; Mangen (A.), *La ville d'Agen pendant l'épidémie de 1628-1631, d'après les registres consulaires* Agen, 1862 ; Péry (G.), *op.cit.* ; Pon (J.-M.), *La peste à Bordeaux en 1629-1631, contribution à l'étude des moyens de lutte mis en œuvre par la Jurade*, Bordeaux, 1979.

127. De nombreux érudits et historiens ont contribué à écrire une histoire locale de la peste. On peut ainsi consulter Pellisson (J.), Lievre (A.-F.), Doucinet (O.), pour les pays charentais ; Mangen (A.), Couyba (L.) et Bastard pour l'Agenais ; Mazeret (L.), Bourgeat (C.), pour la Gascogne, De Gerard (G.), pour Sarlat, Fage (F.), pour Tulle, Bourdet (M.), Grand (R.), pour Aurillac et Charbonnier (P.), pour Clermont. Cette orientation bibliographique est extraite de Bercé (Y.-M.), *Histoire des croquants, études des soulèvements populaires au XVII<sup>e</sup> siècle dans le Sud-Ouest de la France*, Genève, 1974, tome I, p. 25. A cette petite liste nous rajouterons Soula (A.), pour le haut Languedoc ; Sabatie (Ch.), pour la ville de Lectour ; Delaroche (P.), pour la ville de Loudun ; et notre étude sur Bordeaux. Barry (S.), *La peste à Bordeaux sous l'Ancien Régime. Essai de synthèse sur l'histoire des épidémies de peste survenues dans cette cité entre le début du XVI<sup>e</sup> siècle et la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle*, T.E.R., Bordeaux III, 1996, 4 volumes.

128. Pon (J.-M.), *op.cit.*, p. 39.

129. *Ibidem*.

130. Registre secret du Parlement, ms 369. De Gouvéa, *op.cit.*

131. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade* tome III, p. 531, f° 172.

132. *Ibidem*, f° 193.

133. Bouvier (E.-M.), *La peste au XVII<sup>e</sup> siècle*, thèse pour le doctorat de médecine, Bordeaux II, p. 13.

134. Guinodé (A.), *Histoire de Libourne*, tome I, p. 187-188.

Néanmoins, la peste n'atteint pas encore Bordeaux, mais poursuit ses ravages à travers la province, suivant les voies de propagation habituelles : les routes commerciales, terrestres et fluviales. En octobre, la maladie se répand une nouvelle fois à travers l'Agenais, atteignant Sainte-Livrade, Queyssac... En décembre elle est de nouveau signalée à Pauliac. Enfin, à partir de février 1629 on suit à nouveau sa progression le long de la vallée de la Garonne, elle touche La Réole en avril de la même année.

A Bordeaux, comme à l'ordinaire, de nombreuses mesures sont prises. Le 18 août 1628, il est défendu à toute personne venant d'Agen ou des environs de se présenter en ville sans un certificat de bonne santé<sup>135</sup>. De même, il est urgent de contrôler le commerce entre la cité et le «haut-païs». Dans cette perspective, les jurats convoquent le 30 août 1628 plusieurs bourgeois et le médecin Maurès pour leur demander s'il y a un risque à recevoir les prunes en provenance de la région infectée. Après avoir répondu par l'affirmative, il est décidé «que les capitaines qui seront à la garde ne devront laisser entrer aucune personne venant du «haut-païs», sans un certificat qui sera apporté aux jurats à l'Hôtel de ville»<sup>136</sup>. Le 9 septembre, la même ordonnance est prononcée à l'égard des individus venant de Lyon. Puis le 14 octobre, le parlement de Bordeaux étend ces interdictions à l'ensemble de son ressort. Dorénavant, et pour dissuader tous ceux qui voudraient transporter illégalement des produits originaires des régions infectées par la peste, il est déclaré que les marchandises saisies seront brûlées et les contrevenants exécutés<sup>137</sup>. Si elles ne sont pas détruites, les marchandises devront être déposées dans les environs de la cité pour être aérées et y faire une quarantaine<sup>138</sup>. Pour contrôler le trafic fluvial et empêcher tout individu ou marchandise suspect d'arriver à Bordeaux, la Cour décide, le 16 octobre, d'installer des pataches armées à la hauteur de Langon et à Agen<sup>139</sup>. Malheureusement, ces mesures n'empêchent pas certains de tenter leur chance. Ainsi, le 22 décembre 1628, un bateau en provenance d'Agen force le passage, mais il est rattrapé et stoppé à Paillet ; les deux bateliers sont jetés en prison<sup>140</sup>. En revanche, le 13 février 1629, soit un mois avant l'apparition de la peste à Bordeaux, les gardes sont moins heureux, puisqu'une embarcation originaire de Toulouse passe devant Agen sans que l'on puisse l'arrêter. On la retrouve à La Réole où elle s'est ancrée, malheureusement on découvre à

son bord un homme mort de la contagion<sup>141</sup>. En même temps à Bordeaux, la Jurade, le Parlement, mais aussi le clergé, prennent toute une série de mesures d'ordre tant spirituel que matériel pour empêcher la peste d'atteindre la cité. Mais cela s'avère inutile puisque la peste afflige durement Bordeaux de 1629 à 1632.

Retrouver l'origine de la peste dans le cadre de ce cycle épidémique est particulièrement délicat. Néanmoins, les membres du bureau de santé accusent lors de leur première réunion le 17 mai 1629, la famille Castet, domiciliée rue des Etuves, près du fort du Hâ, d'être à l'origine de la contagion, puisqu'ils ont ramené dans leur maison, «des hardes infectées portées de la ville de Toulouse»<sup>142</sup>. Cette hypothèse, bien que réaliste dans la mesure où la peste se propage autour de leur maison, est remise en question chronologiquement. En effet, les premières victimes officielles de la maladie sont des enfants qui décèdent entre le 1<sup>er</sup> et le 3 mai rue du Hâ<sup>143</sup>. Puis le 16 mai, la rue des Etuves est touchée<sup>144</sup>. La peste se manifeste alors dans les maisons des dénommés Castet et Farinou. Progressivement, elle envahit les habitations adjacentes, avant de se répandre dans toute la ville.

La famille Castet est-elle réellement à l'origine de cette épidémie ? Si la présence de la peste au mois de mars est plausible, cela signifie qu'elle fait ses premières victimes<sup>145</sup>. Or, connaissant la rapidité avec la-

135. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade* tome III, p. 75-532, f° 232.

136. *Ibidem*, f° 236.

137. *Ibidem*, p. 533, f° 259-262.

138. *Ibidem*, f° 242.

139. *Ibidem*, f° 261 et Bercé (Y.-M.), *op.cit.*, tome I, Genève 1974, p. 25.

140. *Ibidem*, p. 534-535, f° 292.

141. Bercé (Y.-M.), *op.cit.*, tome I, p. 25.

142. A.M.Bx., série GG 1214.

143. «Une ou deux filles et un garçon meurent sur le devant d'une maison rue du Hâ ; départ à la campagne du docteur Bernada qui les a soignés». A.D.Gir. série G 13.

144. Péry (G.), *op.cit.*, p. 261.

145. Nous nous fondons sur un arrêt du Parlement en date du 30 mars 1629, relatif à l'établissement du bureau de la peste. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade* tome III, p. 536.



quelle elle tue, il est improbable qu'une personne infectée en mars ou au début d'avril ne décède qu'à la mi-mai. Par conséquent, il faut chercher ailleurs la source de l'épidémie bordelaise. En fait, celle-ci est certainement due à l'arrivée plus ou moins clandestine en ville d'individus infectés.

Pour faire face à cette nouvelle épidémie, le Parlement et la Jurade appliquent graduellement toutes les mesures habituelles pour tenter d'arrêter la progression du mal. A titre d'exemple :

- le 5 avril il est interdit aux mendiants d'entrer en ville ;

- début mai, toutes les interdictions entrées en vigueur en 1628 sont renouvelées ; la cité compte ses premières victimes... ;

- le 14 mai, les jurats délibèrent et écrivent au gouverneur de la province, pour le prévenir des décès qui ont lieu dans la ville. Le jurat Vialard et le procureur-syndic sont députés pour en informer le Parlement. Ce dernier décide :

- la construction de deux huttes contre le mur de l'hôpital de la peste ;

- l'isolement des occupants de la maison de la rue du Hâ qui est contaminée ;

- la destruction par le feu des meubles de la dite maison ;

- la constitution d'un bureau de santé qui siègera dans l'Hôtel de Ville tous les jeudis.

Désormais, une lutte classique s'engage entre les bordelais et la terrible maladie qui va affliger la cité encore de longues années. Ce cycle peut être approximativement découpé suivant trois grandes phases qui se caractérisent par une réapparition saisonnière de la peste au cours de chaque mois de mars entre 1629 et 1631. Cette régularité est particulièrement intéressante, car elle nous permet de déduire parfois la forme épidémiologique d'une épidémie de peste. En effet, nous savons désormais que le climat influe considérablement sur l'apparition et la persistance de la peste et qu'au printemps et en été, ce sont en principe des épidémies de peste bubonique.

La peste cesse le 3 janvier 1632, et les jurats annoncent alors officiellement la fin de l'épidémie<sup>146</sup>. Pour fêter l'événement, les autorités ordonnent la célébration d'une messe en action de grâce à l'église des Jacobins durant laquelle le prêche est fait par

Monseigneur Grellet, évêque de Bazas. A la suite de cette cérémonie, une procession générale a lieu. Pourtant la peste menace encore la ville et impose la prudence. Ainsi, à la suite du décès à Bordeaux du maréchal Henri de Schomberg au cours de l'automne 1632, la reine et Richelieu, «craignant qu'il n'y eut de la maladie contagieuse»<sup>147</sup>, abrègent leur séjour.

Après la grande poussée des années 1628-1632, la peste offre un court répit aux bordelais jusqu'en 1635. Ce nouveau cycle s'inscrit encore dans ces grandes flambées de peste dont souffre le royaume entre les années 1628 et 1642. La seule originalité dans cette épidémie bordelaise réside dans le fait que, au cours des années 1635-1637, la peste afflige essentiellement l'est du royaume.

Au cours de l'année 1632, la peste tend à disparaître complètement de Bordeaux, alors qu'elle continue à ravager de nombreuses villes plus ou moins éloignées, comme Nérac, Limoges, Sarlat, Agen, Toulouse ou Mantauban. En 1633 : l'étau se resserre ; la peste est en avril au Mas-d'Agenais<sup>148</sup>, puis en mai à Clayrac, Damazan, et Marmande<sup>149</sup>. En 1634, elle n'est toujours pas à Bordeaux, mais elle sévit à nouveau à Limoges, Mantauban ou Soulac<sup>150</sup>. A chaque fois, les jurats ou le Parlement prennent les mesures habituelles, à savoir la fermeture de certaines portes, le contrôle des entrées et des marchandises, l'expulsion des pauvres... Mais malheureusement ces dispositions ne peuvent empêcher l'apparition de la terrible maladie au cours du mois de novembre 1635. Ainsi, à la date du 10 novembre, nous pouvons lire dans les registres de la Jurade les premières mentions officielles de la peste à Bordeaux. Il est écrit : «Les médecins Lopès et Maures après avoir visité trois ou quatre personnes mortes dans la maison d'un savetier, rue de la Vieille Corderie, disent qu'un individu est mort de fièvre maligne. Les jurats mandent ensuite le garçon de Rondrail, chirurgien, et lui demandent s'il avait traité des personnes mortes dans la maison du savetier. Sa réponse est

146. Coste (L.), art. cit.

147. Gaufreteau (J. de), *op.cit.*, p. 177.

148. *Ibidem*, p. 557-558, f° 124-127.

149. Pour ces trois villes, *Ibidem*, f° 149.

150. *Ibidem*, p. 559, f° 11.

positive, mais il n'y en a aucune qui soit morte de peste. Sur quoi le jurat de Chimbaud est député en compagnie du médecin Lopès et du chirurgien Clavet pour aller visiter un cadavre dans ladite maison»<sup>151</sup>. Le même jour, les médecins Lopès et Eymerie rapportent à la Jurade «qu'ayant visité le corps d'un enfant âgé de douze ou quatorze ans, ils ont découvert des tumeurs derrière l'oreille, des taches sur l'estomac et reconnu plusieurs autres signes de peste ; qu'ayant appris que dans la même maison située dans une ruelle derrière Saint-Pierre, quatre personnes y étaient mortes et qu'il y avait encore deux autres malades»<sup>152</sup>.

Dès lors, les malades sont envoyés dans l'hôpital de la peste et les jurats, qui s'apprentent à organiser la lutte contre une nouvelle épidémie, écrivent le 13 novembre 1635 au gouverneur de la province pour lui signaler que cinq personnes sont mortes de la peste et que plusieurs autres sont atteintes de charbons<sup>153</sup>. Grâce aux registres de délibérations de la Jurade, nous pouvons suivre cette épidémie du mois de novembre 1635 jusqu'au mois de janvier 1636<sup>154</sup>. Par la suite, nos sources particulièrement lacunaires s'arrêtent pour ne reprendre qu'au 5 avril 1636, puis au début du mois de juillet de la même année. Au cours de ce dernier mois, la contagion semble bien implantée et le Parlement, pour y faire face, arrête entre autres choses le rétablissement d'un bureau de santé<sup>155</sup> et la nomination de dizainiers pour participer sur le terrain à la lutte contre le fléau<sup>156</sup>.

Il faut attendre les derniers jours d'août et le début du mois de septembre pour voir l'épidémie entamer très certainement une phase de régression, et ce malgré une petite flambée vers la mi-septembre<sup>157</sup>. Ainsi, le 18 septembre, les jurats peuvent écrire au gouverneur que depuis le dernier bureau de santé, aucun autre cas de peste ne s'est manifesté<sup>158</sup>. Malheureusement, comme cela est souvent le cas, la peste n'a pas véritablement disparu, puisqu'elle semble persister jusqu'au début de l'année 1637 mais sous une forme épidémiologiquement faible<sup>159</sup>.

Dès 1643, la peste inquiète à nouveau. A partir du 20 juillet, la contagion règne à Limoges<sup>160</sup>. Cette épidémie est sans doute menaçante puisque le 30 juillet, le Parlement de Bordeaux décide d'installer des gardes aux portes de la cité<sup>161</sup> et deux chirurgiens de peste sont nommés<sup>162</sup>. De plus, les registres de la Jurade évoquent la désignation de deux capitaines de

la peste, respectivement le 27 février<sup>163</sup> et le 3 décembre 1644<sup>164</sup>. Par conséquent, ces nominations correspondent sans doute aux besoins suscités par une épidémie. Celle-ci, si elle a lieu, s'échelonne sans doute sur les années 1643-1644. Néanmoins, gardons-nous de conclusions trop hâtives. En effet, le temps séparant ces deux nominations, soit plus de neuf mois, ne signifie pas que la peste afflige la cité tout au long de

151. *Ibidem*, p. 560, f° 201.

152. *Ibidem*. La suite du document est particulièrement intéressante car elle nous renseigne sur les mesures immédiates envisagées par la Jurade pour arrêter l'épidémie naissante : «Il est délibéré que le jurat Dupin avertira le premier président et le procureur général, que les chirurgiens de peste seront mandés pour avoir les soins des malades, que le propriétaire de la maison devra la tenir fermée et qu'un voisin sera chargé par Dupin de fournir au propriétaire et aux siens les aliments nécessaires, que le corps de l'enfant sera porté hors de la ville à l'endroit où sont inhumés ceux de la religion prétendue réformée et que les chirurgiens qui ont soigné ceux qui sont mort se retireront quelques temps à la campagne».

153. *Ibidem*, p. 561, f° 202.

154. A.D.Gir. série G 232, f° 4 ; *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, tomes VI-III, p. 44-564, f° 218-220.

155. 24 juillet 1636.

156. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, tome III, p. 566, f° 276.

157. Une lettre des jurats à l'attention du gouverneur de la province nous apprend qu'au 10 septembre 1636, la moitié du guet est pestiférée, que la plupart des bourgeois sont absents à cause de la peste et que le Parlement a cessé à cause de la même maladie. *Ibidem*, tomes III-VI, p. 566 et 552-553, f° 298.

158. *Ibidem*, p. 567, f° 301.

159. Le 10 décembre 1636 il est décidé de désinfecter l'hôpital d'Arnaud Guiraud et de congédier les officiers. En outre, «il est délibéré de prier le premier président de vouloir entrer afin de tenir le bureau, de congédier les personnes qui sont à l'hôpital et de payer ce qui est dû». *Ibidem*, tome III, f° 30.

160. *Ibidem*, p. 571, f° 93.

161. *Ibidem*, f° 95.

162. Balthazar de Laville reçoit la charge de maître chirurgien de peste en remplacement de Menaut de Clavet *Ibidem*, p. 274, f° 88.

163. «Serment de capitaine de la santé prêté par Jean Hipoulau, sergent ordinaire, et ce aux gages accoutumés». *Ibidem*, p. 571, f° 127.

164. «Serment de capitaine de la santé prêté par Jean Dusseault, sergent ordinaire, au lieu et place de Jean Ferré». *Ibidem*, f° 62.



cette période, d'autant plus que la ferme de l'hôpital d'Arnaud Guiraud est proclamée à la fin du mois d'août et qu'il sert d'asile à des captifs rachetés par les religieux de la Merci<sup>165</sup>. Il est évident que si une contagion plus ou moins importante apparaît, les hôpitaux de peste sont rapidement remis en service ; or cela ne semble pas être le cas au cours du printemps et de l'été 1644. Par conséquent, épidémie de peste peut-être, mais nous en ignorons la date, et elle est très certainement mineure. En revanche, entre 1645 et 1648, la peste afflige à plusieurs reprises Bordeaux, et parfois très violemment.

Dès le 15 février 1645, les médecins Lopès et Bernada rapportent aux jurats qu'une maladie «*catarrheuse et distillante*» se signale dans les villes de Blaye, Castillon et Bordeaux<sup>166</sup>. Les jurats prennent alors les mesures adéquates : ils ordonnent aux juges des fangas<sup>167</sup> de nettoyer la ville et demandent aux «*bayles chirurgiens de commander à leurs garçons et serviteurs de leur signaler les maladies de ceux qu'ils traiteront pour informer ensuite les jurats et les médecins qui pourvoiront à la santé publique*»<sup>168</sup>.

Cette maladie est-elle la peste ? Nous ne le pensons pas car médecins et chirurgiens sont tout à fait capables de la reconnaître, d'autant plus que Lopès et Bernada ont exercé durant la grande épidémie de 1629-1632. Par conséquent cette maladie bien qu'épidémique doit être d'une toute autre nature que la peste. En revanche, dès le mois de mars 1645, la véritable peste, celle due à *Yersinia pestis*, apparaît à Bassens et à Bordeaux. Ainsi, dans cette dernière ville, le 16 mars trois personnes meurent dans la maison du sieur de Belassise d'une maladie contagieuse, et une femme souffrant du même mal a «*une tumeur pestilentielle à l'aîne de la cuisse*», signe probable d'un bubon. Le chirurgien Lacoste<sup>169</sup>, après avoir visité les malades et constaté la présence de «*tumeurs et charbon*», diagnostique la peste. Enfin, les 17 et 18 mars, les médecins découvrent dans l'une des métairies du sieur Belassise, deux hommes et une femmes malades, avec tous les symptômes de la peste bubonique<sup>170</sup>. Dès le 17, le sieur Lacaze rapporte aux jurats que ces trois malades ont de la fièvre et sont respectivement atteints de tumeurs à l'épaule, derrière l'oreille et à l'aîne. Les visitant le 18, les médecins Lopès, Bernada ainsi que les chirurgiens Philipon et Eymérie, confirment l'état des patients et précisent que les deux hommes ont une tumeur qui «*leur causoient une douleur violente*», alors que la femme

semble soulagée depuis la suppuration de sa tumeur à la cuisse. Cela ne fait désormais plus de doute, la peste est bien à Bordeaux. Mais pouvons-nous appréhender l'origine de cette nouvelle épidémie ?

D'après les sources encore existantes, la peste vraisemblablement se dissémine à partir des propriétés de Martin, sieur de Belassise. Elle a apparemment deux foyers d'origine qui sont par ordre chronologique :

- une maison à Bordeaux dont l'adresse est inconnue où la peste se manifeste entre la fin du mois février et les premiers jours du mois de mars ;
- une maison dans la paroisse de Bassens, près de Carbon-Blanc, probable apparition de la peste à la mi-mars.

Dans la maison de Belassise à Bordeaux, le 16 mars, trois des quatre personnes atteintes de la peste sont décédées. A la même date, des individus sont malades dans la maison de Bassens. Selon les médecins Lopès et Bernada qui les visitent, ces pestiférés ont probablement été contaminés dans la propriété bordelaise du sieur de Belassise. Comme nous venons de le signaler, les 17 et 18 mars, d'autres personnes sont atteintes ou meurent dans les mêmes maisons. Par conséquent, la peste trouve son origine parmi l'un des hôtes de Belassise qui aurait introduit ou contracté la maladie dans la maison bordelaise à la fin du mois de

février 1645 comme le laissent entendre des pestiférés le 18 mars, lors de la visite des médecins et chirurgiens. Ces derniers rapportent devant la Jurade «*que les malades leur avoient dit qu'étant venus de Bordeaux servir monsieur de Belassise, il y avoient été atteint de leur mal ; que depuis environ trois semaines ou un mois il y étoit mort en ville chez ledit Belassise cinq personnes atteintes de tumeurs ; et qu'enfin ils estimoient par toutes ces suites que lesdites maladies estoient pestilentielle et contagieuses, et qu'il seroit bien advertir le sieur de Belassise d'aller pendant quelques jours à la campagne et de faire parfumer sa maison*»<sup>171</sup>. Enfin, nous apprenons que la maladie a essaimé, puisque les jurats de Lauvergnac et Fouques se rendent chez le sieur Lalègue chez qui une servante de Belassise est morte, pour lui dire de fermer sa maison. Malheureusement leur démarche est vaine, et le 20 mars, l'on découvre que la peste est apparue chez le maître chirurgien Laville, un des praticiens présent dans la maison bordelaise de Belassise. Alors, pour enrayer ce départ d'épidémie, d'autant plus que Belassise refuse d'obéir aux médecins, les jurats délèguent à nouveau messieurs de Lauvergnac et Fouques pour faire fermer les maisons de Belassise, de Laville et de Lalègue avec les serrures de la ville<sup>172</sup>. En outre, il est demandé au trésorier de la ville de ne pas dépenser les deniers de la cité sans une délibération préalable car il va falloir se préparer à «*fournir aux frais de la contagion*»<sup>173</sup>. Heureusement pour les bordelais, la peste leur offre un répit. Ainsi, dès le 22 mars, les médecins Lopès et Bernada informent les jurats que la contagion n'a pas de suite<sup>174</sup>. Enfin, il faut attendre le mois de mai pour voir les derniers malades, isolés après l'alerte du mois de mars, achever leur quarantaine et s'en retourner dans la cité<sup>175</sup>. Mais la terrible maladie rode.

Nous ignorons la date exacte de sa réapparition, mais elle est attesté dès le 25 juillet 1645. A ce moment, il est probable qu'elle sévisse dans la ville avec virulence depuis plusieurs jours ou semaines, car les registres de la Jurade nous laissent entrevoir une situation relativement grave. A titre d'exemple, notons que les hôpitaux de peste sont en activité alors que les chirurgiens de peste s'y succèdent<sup>176</sup>. Cette nouvelle flambée marque vraisemblablement un répit vers le 15 février puisque les jurats décident alors que les convalescents de l'hôpital de la peste devront être conduits dans celui du Lîmes. A cette fin, il est décidé «*que ledit hôpital doit être désinfecté, parfumé et blan-*

*chi, ainsi que les meubles appartenant aux malades..., tels que les chalits, linges, pasles, paslons, chaudron, pots, pintes, cuillères... Enfin d'autres couches doivent leur être données*»<sup>177</sup>. Mais dès le 5 mars, la peste sévit à nouveau dans la ville<sup>178</sup>. Au cours des mois suivants, l'épidémie obéit aux mêmes règles que précédemment. Elle perdure jusqu'au début de l'année 1647<sup>179</sup>, puis s'atténue et réapparaît au cours du mois de mars 1647<sup>180</sup>, se développe à nouveau, disparaît vers le mois d'octobre<sup>181</sup> et se manifeste à nouveau au mois de mars 1648<sup>182</sup>. Enfin, dans une délibération de la Jurade en date du 20 octobre, nous apprenons que les jurats confrontés à une violente flambée de peste décident d'établir un bureau de santé et de procéder à la nomination des officiers de peste. Cette information est particulièrement intéressante car elle nous permet de relativiser les crises épidémiques précédentes<sup>183</sup>. A la

171. *Ibidem*.

172. *Ibidem*, f° 88.

173. *Ibidem*, p. 572-573.

174. *Ibidem*, p. 573, f° 89.

175. Le 2 mai Belassise reçoit la permission d'ouvrir sa maison et de faire sortir tous ceux qui étaient enfermés depuis l'alerte du mois de mars. Le maître chirurgien Laville est autorisé à retourner en ville. *Ibidem*, f° 95.

176. Le 25 juillet le chirurgien Laville, entré depuis quelques jours à l'hôpital de la santé pour soigner les malades meurt de la peste. Les jurats demandent aux bayles et aux lieutenants des chirurgiens de lui trouver un remplaçant. Il est remplacé par Jean Gaillard. Compagnon chirurgien, il prête serment de maître chirurgien de peste et entre à l'hôpital. *Ibidem*, p. 573-574, f° 106.

177. *Ibidem*, p. 575, f° 169.

178. A.D.Gir. série G 297, f° 573.

179. Au mois de janvier 1647, les jurats accordent à François Filaste (alias Guillaume de Laharpe), fils de Xans de Laharpe, la maîtrise de chirurgien de la peste.

180. La même année dans un document en date du 13 août, l'on apprend qu'une procession en l'honneur de Saint-Roch a lieu à cause de la maladie contagieuse dont la ville est affligée depuis trois ans.

181. Le 8 novembre 1647, une Action de Grâce est prononcée à cause de la cessation de la peste. A.D.Gir. série G 14.

182. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade* tome III, p. 581-582, f° 58 à 60.

183. Le 13 novembre 1648, il y a cent vingt malades à l'hôpital d'Arnaud Guiraud, mais il est prévu que la moitié d'entre eux en convalescence passe à l'hôpital du Lîmes. En outre, cinquante pestiférés sont dans des huttes neuves, et soixante et onze maisons de la ville sont fermées. Péry (G.), *op.cit.*, p. 266.



fin de l'année 1648 et au début de 1649, la peste disparaît progressivement. Elle est évoquée à nouveau en 1650, mais nous n'avons aucun renseignement sur cette nouvelle résurgence qui, bien que mineure<sup>184</sup>, ouvre certainement sur le dernier grand cycle de peste que doit connaître Bordeaux.

Bien que ces années soient les plus proches de nous chronologiquement, les documents évoquant la présence de la peste à Bordeaux sont rares et extrêmement lacunaires. Comme pour les épidémies des premières décennies du XVI<sup>e</sup> siècle, nous ne pouvons que nous appuyer sur les travaux du docteur Biraben. D'après son étude, Bordeaux est affligé de la peste sept fois en onze ans. Les années noires sont respectivement 1650, 1652, 1653, 1654, 1656, 1657 et peut-être 1661 car les médecins ordinaires de la ville, Lopès et Bernada, accompagnés d'un chirurgien et d'un jurat, rapportent qu'ils ont examiné un cadavre portant trace «d'une tumeur derrière l'oreille et d'un charbon sur l'œil droit». Sans affirmer que nous sommes confrontés à la peste, nous pouvons néanmoins reconnaître certains symptômes. Pourtant, aucune épidémie ne semble se déclencher dans la cité.

La dernière épidémie de peste dont souffre Bordeaux a probablement lieu au cours des années 1652-1653, d'autant plus que cette époque correspond à une flambée régionale considérable<sup>185</sup>. De cette période nous ignorons presque tout car l'événement est couvert par la Fronde, crise politique et militaire nationale, connue à Bordeaux sous le nom d'Ormée.

Si nous ignorons tout de l'année 1652<sup>186</sup>, nous savons que la peste réapparaît vraisemblablement au cours du mois de septembre 1653. La présence de la contagion est certifiée jusqu'au mois de novembre, puis nous n'avons plus aucune information chronologique. Il est possible que l'épidémie soit assez inquiétante. En effet, le 9 octobre, «des prières à l'occasion de la maladie contagieuse qui augmente tous les jours», sont prononcées. A partir du mois de novembre, elles sont accompagnées toutes les semaines de messes célébrées à Notre-Dame. Enfin, dans la ville affligée, un bureau de la santé est constitué<sup>187</sup>. En son sein, siègent, entre autres personnes, des médecins, des apothicaires et le capitaine de la peste. La situation est alors très grave comme le laisse entendre cette lettre du duc de Candale au cardinal Mazarin : «Je ne doute point, Monsieur, que V. E. ne soit bien informée

des misères et des calamités qui affligent cette province, où la peste est si générale, qu'il n'y a presque rien de sain dans toute son étendue. Après que ce mal a désolé les meilleures villes du Languedoc, il est aussi passé en Guyenne, et ayant parcouru généralement toutes les villes, et autres lieux qui sont sur la rivière de Garonne, il s'est étendu dans le plat pays, où il fait des ravages incroyables, et n'a pas épargné ny Cadillac, ny enfin cette ville dans laquelle il a esté fermé huit ou dix maisons depuis peu de jours. La crainte que j'ay eue que les troupes n'en fussent attaquées aussi bien que les peuples m'a obligé de les loger fort serrées, assez près de cette ville où le mal paroisoit moins violent, mais non moins n'a pu empêcher qu'elles n'en ayent aussi esté attaquées, de sorte que soit par cet accident, ou par la disette, (le peu de pays que les gens de guerre occupent ne pouvant pas si longuement suffire à leur nourriture), les a extrêmement diminuées»<sup>188</sup>.

\*  
\* \*

Sur l'ensemble de la période étudiée, nous avons recensé à une ou deux années près, soixante-deux années sur cent-vingt-cinq durant lesquelles une maladie contagieuse pouvant être identifiée comme étant la peste se manifeste, soit en moyenne une peste tous les deux ans. Il est évident que ces chiffres doivent être impérativement modérés et revus à la baisse, car un rythme épidémique aussi élevé aurait, on le comprend aisément, décimé la population bordelaise. En outre, il faut prendre en compte toutes les années évoquées où la présence de la peste reste très hypothétique ou non certifiée par les sources, soit un total de vingt quatre années. Ce décompte simple nous ramène à trente huit années de peste, soit une épidémie

184. Biraben (J.-N.), *op.cit.*, tome I, p. 388.

185. Dans une lettre en date du 22 septembre 1653, le duc de Vendôme écrit au cardinal de Mazarin que toute la Guyenne est infectée par la peste. *Archives historiques de la Gironde*, tome XV, p. 144.

186. Nous apprenons dans une délibération de la Jurade en date du 9 mars 1656 que la peste sévit à Bordeaux en 1652. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, tome III, p. 586, f° 72.

187. Péry (G.), *op.cit.*, p. 267.

188. *Archives historiques de la Gironde*, tome XV, p. 444.

tous les trois ans et demi ou quatre ans. Enfin, pour avoir l'idée la plus juste possible du rythme des pestes à Bordeaux au cours des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, il est indispensable de prendre en considération toutes les épidémies qualifiées de contagion qui ne recouvrent pas obligatoirement une véritable peste. Résoudre ce problème d'identification est particulièrement délicat pour le XVI<sup>e</sup> siècle car les sources ne nous livrent que rarement des descriptions cliniques assez précises pour pouvoir identifier la maladie. Par conséquent, et à défaut d'informations plus probantes, nous rejoignons les statistiques données par le docteur Biraben, à savoir une épidémie en moyenne tous les huit, dix ans. Mais nous pensons néanmoins que le rythme des épidémies est plus élevé à Bordeaux, mais cela reste pour l'instant tout à fait hypothétique.

En revanche, comme nous l'avons précédemment signalé, il faut envisager les apparitions de la peste, essentiellement sous la forme de cycle épidémique. Des deux siècles étudiés, nous pouvons dégager onze grandes phases. L'apparition d'un cycle ne signifie nullement que la peste afflige sans interruption la cité durant plusieurs années. Au XVI<sup>e</sup> siècle, les années 1500-1518 ont été regroupées par commodité car nous ne disposons pas de sources assez claires. Au cours de cette période, nous avons vu que Bordeaux est atteint assez régulièrement entre 1500 et 1508, puis en 1515 et 1518. Il est évident que ces épidémies n'ont pas de rapport entre elles ; malheureusement nous ne pouvons pas franchement les distinguer. *A contrario*, les années 1520-1532, et notamment à partir de 1527, représentent incontestablement un véritable cycle qui s'échelonne sur plusieurs années, avec des réapparitions saisonnières, signe que nous avons certainement

affaire à la peste. Il en est de même, par exemple, entre 1544 et 1546, puis 1563-1566. En revanche, les quelques allusions que nous avons relevées dans les archives sur l'année 1579<sup>189</sup> nous conduisent à ne pas identifier cette flambée épidémique comme étant une véritable peste, mais certainement une maladie épidémique dont nous ignorons tout. Enfin, aucune ambiguïté n'existe quant aux épidémies des années 1585-1586.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, les sources consultées nous permettent d'être plus catégorique. La ville subit cinq cycles, dont quatre majeurs. Ce sont respectivement les années 1599-1608, 1629-1631, avec une probable et légère résurgence en 1632, la poussée mineure des années 1635-1636, puis les années 1644-1649. Nous avons vu qu'un dernier cycle touche la cité entre 1650 et 1657-1660. Par conséquent, le XVI<sup>e</sup> siècle est apparemment plus touché que le XVII<sup>e</sup> siècle, alors que ce dernier connaît des crises peut-être moins violentes, et encore nous pouvons en douter, mais incontestablement beaucoup plus longues d'autant plus que les épidémies de peste sont souvent issues des nombreuses guerres et catastrophes qui affectent la première moitié de ce siècle.

189. La peste ou une maladie contagieuse réapparaît peut-être en 1579, sans que nous puissions vraiment le savoir. Dans tous les cas, elle menace certainement la ville puisqu'il est écrit en date du 19 février 1579, dans les registres de la Jurade : «Arrêt du Parlement concernant les prêtres, les garçons chirurgiens, les gabarriers et les gardes des portes au sujet de la contagion. Les commandants des portes reçoivent des consignes à prendre à l'égard des personnes et des marchandises». *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, tome III, p. 527.



## Les hôpitaux de la peste

Après la dramatique réapparition de la peste à Bordeaux en juin ou juillet 1348<sup>190</sup> et son installation à l'état endémique, l'institution hospitalière traditionnelle s'avère rapidement inadéquate. Soucieuses d'atténuer les ravages de ce mal terrifiant, les autorités municipales décident d'isoler les pestiférés, limitant ainsi les risques de contagion. Dès lors, il est nécessaire d'imaginer l'hôpital, non pas comme un lieu de cure, mais avant tout comme un lieu d'isolement doté d'un personnel spécialisé. Comme le souligne Françoise Hildesheimer, «l'hôpital de peste est une institution d'origine non pas privée mais administrative qui correspond à un réflexe de protection de la communauté, car la peste transforme la notion de charité en exercice de police sanitaire»<sup>191</sup>.

À l'aube du XVI<sup>e</sup> siècle, Bordeaux bénéficie d'un réseau hospitalier encore dense, mais fonctionnant relativement mal. Composé de petites maisons aux capacités d'accueil réduites, ces établissements d'assistance sont destinés à recevoir des malades, voyageurs, pèlerins, pauvres et indigents, suivant leur statut et conformément aux souhaits de leurs fondateurs. Si au début du XVI<sup>e</sup> siècle, on recense encore douze établissements dans la ville, au cours des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, la plupart des hôpitaux disparaissent, au profit de l'hôpital Saint-André ou, ultérieurement, de la Manufacture. Dans le cadre des hôpitaux de peste, la question est différente.

### Historique et présentation des hôpitaux de la peste

Le premier établissement dont nous ayons retrouvé trace est dénommé tour du Merle ou tour de Jehan Merle<sup>192</sup>. Sur ce bâtiment, peu de documents subsistent. Néanmoins, nous savons qu'au XV<sup>e</sup> siècle, cette tour dépend de la Jurade de la porte Bouqueyre<sup>193</sup>. Léo Drouyn, s'appuyant sur les travaux de l'abbé Baurein<sup>194</sup>, la situe près de l'abbaye Sainte-Croix, plus précisément sur le rempart reliant l'angle sud-est de la ville à la porte Saint-Julien<sup>195</sup>, entre les tours Sainte-Croix et Sainte-Croix-du-Grand-Portail<sup>196</sup>, à proximité de l'hôpital de la peste, et des futurs établissements d'Arnaud Guiraud et du Lîmes.

D'après l'abbé Baurein, la tour du Merle sert à la convalescence des pestiférés dès le début du XV<sup>e</sup> siècle<sup>197</sup>. Si nous ignorons la documentation sur laquelle s'appuie l'érudit bordelais, cette spécificité nous est confirmée pour le début du XVI<sup>e</sup> siècle. Dans une pièce extraite des registres de la Jurade en date du 4 mai 1521, il est demandé au barbier Jean Dortés de mettre ceux qui seront guéris de la peste dans la tour du Merle<sup>198</sup>. À cette fin, les jurats Coïbo et Josset sont

190. On ignore la date exacte des premières manifestations de la peste à Bordeaux. Le lecteur soucieux d'approfondir la question peut consulter : Hildesheimer F., *Fléaux et société : de la Grande Peste au choléra*, Paris, 1993, p. 10 ; Mornet T., *La peste en Aquitaine au XIV<sup>e</sup> et au début du XV<sup>e</sup> siècle*, thèse de doctorat en médecine, n° 252, Bordeaux II, 1988, exemplaire dactylographié, p. 30-31 ; Dupaquier J., *Histoire de la population française*, tome I, Paris, 1988, p. 315 ; Higounet Ch., (sous la dir., de), *Histoire de Bordeaux*, tome III, *Bordeaux sous les rois d'Angleterre*, p. 586.

191. Hildesheimer F., et Gut Ch., *L'assistance hospitalière*, Paris, 1992, p. 33.

192. D'après un acte de vente de 1416. Abbé Baurein, *Variétés bordelaises*, tome IV, p. 174-175.

193. Chaque Jurade représente un quartier de la cité. Jusqu'en 1550 ce sont respectivement : La Rousselle, la porte Bouqueyre, Saint-Elois, Cayfferman, les Ayres, Dessous-le-Mur, Saint-Projet, Saint-Siméon, Saint-Pierre, la porte Médoque, Saint-Paul, Saint-Christoly. À partir de 1550, il n'existe plus que six Jurades : Saint-Rémy, Saint-Eloi, Saint-Pierre, Saint-Maixent, Sainte Eulalie et Saint-Michel.

194. L'abbé Baurein s'appuie sur une ordonnance des jurats en date du 21 avril 1416 dans laquelle il est spécifié que le jurat Jean Guassias est chargé de veiller sur la garde «de la tor de Jehan Merle et à la grant tor de Sancta-Cros qui es dintz lo fossat». Baurein, *op.cit.*, tome IV, p. 175 et Léo Drouyn, *Bordeaux vers 1450*, Bordeaux, 1874, p. 95.

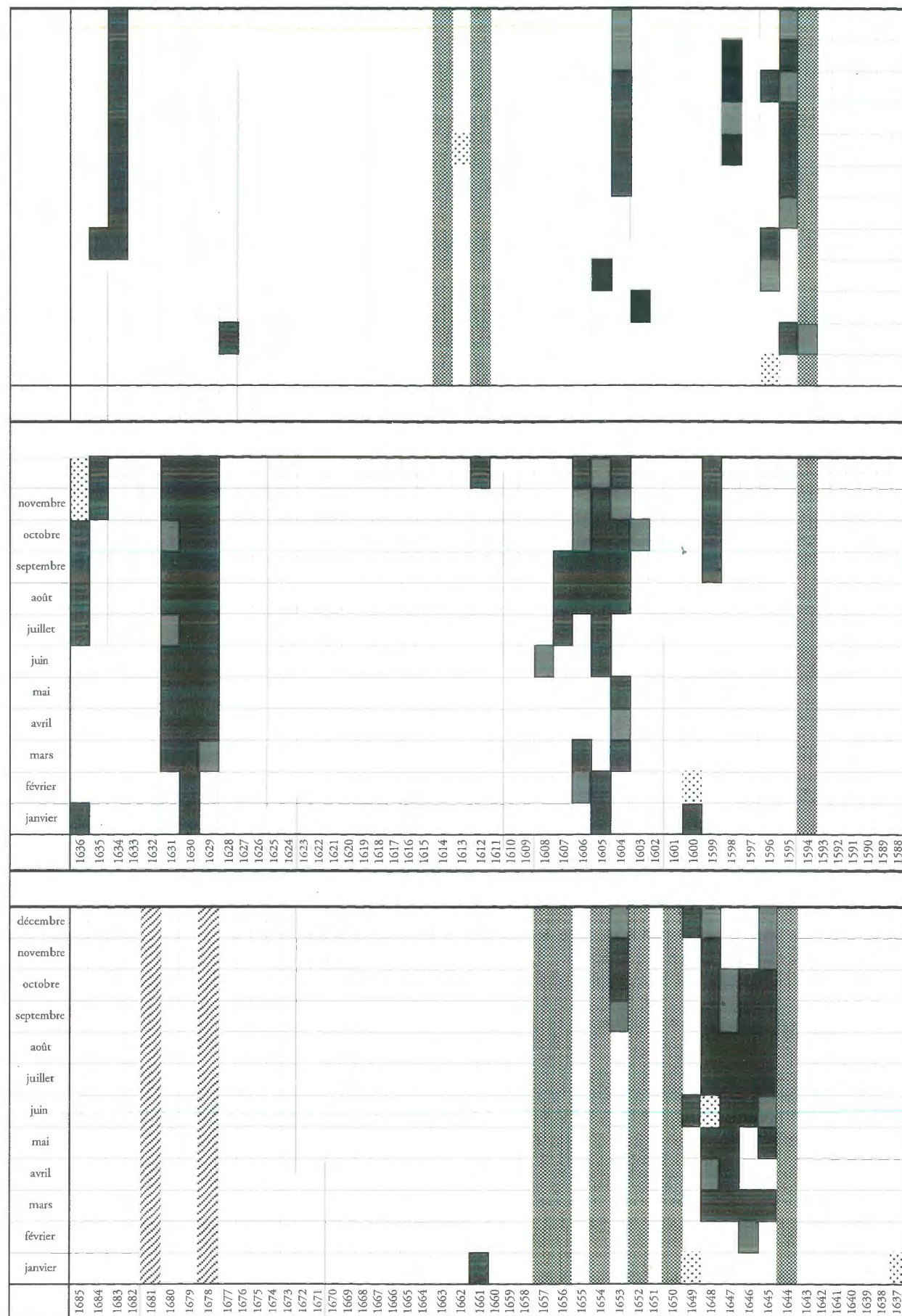
195. Cette porte, remplacée en 1753 par la porte d'Aquitaine, faisait partie du second accroissement de la ville coté sud. Elle permettait la communication entre la rue Bouhaut (actuellement rue Sainte-Catherine) et les routes du Languedoc et d'Espagne. Elle se situerait de nos jours à proximité de l'actuelle place de la Victoire. Desgraves L. *Evocation du vieux Bordeaux*, Paris, 1960, p. 230-231.

196. Drouyn L., *op.cit.*, p. 94-95.

197. Baurein abbé, *op.cit.*, tome IV, p. 175.

198. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, tome III, p. 526, f° 66.

Fig. 1. — Tableau synoptique des épidémies de peste survenues à Bordeaux entre 1500 et 1685.



peste attestée par les sources  
peste non attestée mais très probable  
peste attestée par J.-N. Biraben ou les sources sans repères chronologiques  
peste non attestée par les sources, probable mais sans doute très mineure  
peste probable mais non attestée par les sources  
peste supposée par J.-N. Biraben



Fig. 2. — Localisation des hôpitaux bordelais au XVI<sup>e</sup> siècle.

1. Hôpital Sainte-Croix ;
2. Hôpital de peste ;
3. Tour de Merle ;
4. Hôpital Arnaud Guiraud ;
5. Hôpital Puymouton ;

6. Hôpital Saint-James ;
7. Hôpital Notre-Dame de Cayffernan ;
8. Hôpital Saint-Antoine ;
9. Hôpital de Bouglon ;
10. Hôpital Saint-André ;

11. Hôpital Saint-Esprit ;
12. Hôpital du Temple ;
13. Hôpital Saint-Julien ;
14. Hôpital Saint-Seurin ;

députés par la ville pour préparer la tour. Cette démarche est significative du caractère ponctuel d'une telle mesure et de l'état de vétusté dans lequel se trouve le bâtiment. En revanche, à la lueur de ces quelques renseignements, nous ne pouvons partager les assertions de Fernand Durodié lorsqu'il écrit que la tour du Merle est «un hôpital de repos et de convalescence pour les pestiférés en voie de guérison, une dépendance des hôpitaux de peste» où l'on «déversait le surplus des malades qui encombraient les grands hôpitaux de peste, d'Arnaud Guiraud, Saint-Antoine et l'hôpital des Gahets-de-Saint-Nicolas»<sup>199</sup>. En effet, la tour du Merle existe très certainement avant l'hôpital de la peste, donc chronologiquement, elle ne peut recevoir ses malades. En outre, nous n'avons trouvé aucune source attestant que les hôpitaux de Saint-Antoine et des Gahets-Saint-Nicolas aient servi spécifiquement d'établissements pour les pestiférés. En définitive, si la tour du Merle sert incontestablement au rétablissement des «pauvres pestiférés», les quelques textes encore en

notre possession ne nous permettent pas d'y voir un hôpital, mais plutôt l'annexe d'un établissement dont nous ignorons tout, ou simplement un édifice dans lequel sont internés les pestiférés, comme cela fut le cas ultérieurement avec quelques maisons de la cité.

Le premier hôpital de la peste sur lequel nous possédons quelques renseignements apparaît au début XVI<sup>e</sup> siècle. Les sources le situent *intra muros*, à proximité des rues Nérigeon et Traversane<sup>200</sup>. Nous savons grâce à l'abbé Baurein, que cet établissement qualifié de «neuf» dans les sources, est en réalité l'hôpital de la peste. Cette idée de nouveauté a longtemps divisé les érudits. Pour certains, tels que les docteurs Barraud et

199. Durodié F., *Les médecins et les hôpitaux du vieux Bordeaux*, Bordeaux, 1924, p. 185-186.

200. Sur l'emplacement de l'actuel CROUS. Il est actuellement situé dans le quartier Saint-Michel à proximité des rues Nérigeon et Traversane, qui conservent encore le même nom.

Durodié, cet hôpital n'est pas le premier établissement pour pestiférés dont Bordeaux se soit doté, d'où le qualificatif de neuf<sup>201</sup>. Pour d'autres, à l'image du docteur Jean-Michel Pon<sup>202</sup>, une telle maison existe déjà au début du XVI<sup>e</sup> siècle, mais une nouvelle fondation est réalisée entre 1520 et 1526. Nous ne pouvons que le constater : la question des hôpitaux de peste à Bordeaux au XVI<sup>e</sup> reste floue. Dès lors, avant d'avancer quelques hypothèses, dressons un état des lieux.

En premier lieu, existe-t-il un hôpital de la peste au XIV<sup>e</sup> siècle ? Si nous nous en tenons à la démonstration des docteurs Barraud et Durodié, cela est probable. Nous ne pouvons néanmoins partager leur opinion pour les raisons suivantes. À l'image des autres cités d'Occident, l'arrivée foudroyante de la peste en 1348 à Bordeaux surprend les autorités. Celles-ci logent alors les malades où elles le peuvent, c'est à dire dans les hôpitaux de la ville et dans des lieux annexes, tels que la tour du Merle ou les maisons de particuliers. Puis, se pose le problème crucial de la terrible contagiosité de la maladie, et germe alors la nécessité de posséder un établissement spécialisé. Enfin, il n'existe pas à notre connaissance un document original évoquant l'existence d'un hôpital de la peste à Bordeaux entre le XIV<sup>e</sup> et l'extrême fin du XV<sup>e</sup> siècle. En revanche, dès 1504 cet hôpital existe, c'est celui qualifié précédemment par les sources de «neuf». Mais à quelle époque est-il créé ? Nous l'ignorons totalement.

Quant à la construction d'un nouvel hôpital évoquée par le docteur Pon, les sources évoquent clairement des travaux entre 1520 et 1526 autour d'un établissement destiné à la réception des pestiférés. Il s'agit probablement de la construction d'un hôpital de la peste, mais la documentation reste équivoque, et il est difficile de localiser ces nouveaux travaux. Par conséquent, dans l'état actuel de nos connaissances, il est probable que dans la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, des travaux aient lieu. Selon nous, bien que cette hypothèse n'ait jamais été avancée, il est très probable que les Jurades commencent à faire construire un nouvel hôpital de la peste mais en dehors de l'enceinte de la cité, comme nous le laisse supposer les rares textes encore existants.

Le premier document sur lequel nous nous fondons est une délibération de la Jurade en date du 11 avril 1522, évoquant une «proposition à mettre à l'en-

quête concernant la prise d'eau qui a été faite à l'Eau Bourde au profit de l'hôpital que les jurats font construire pour les pestiférés aux Illets»<sup>203</sup>. Sachant que les Illets, appelés aussi Larribet sont situés à l'extérieur de l'enceinte, «au delà du portail de Sainte-Croix, sur le chemin qui va dudit portail au pont du Git»<sup>204</sup>, il est incontestable que les jurats envisagent de transférer l'hôpital de la peste à l'extérieur de la ville. Au passage, il est intéressant de noter que soixante quinze ans plus tard, c'est à proximité que seront installés les hôpitaux du Lîmes et d'Arnaud Guiraud. Les travaux engagent des sommes relativement importantes, comme en témoigne un texte daté du 2 février 1526 où l'on apprend que «Messieurs le sous maire Prevot de Ségur et Macanan, jurat, rapportent avoir ouï et calculé la recette et la mise faites pour la construction de l'hôpital neuf de la peste, et après avoir fait estimer l'ouvrage, celui-ci s'élève à sept mille trois cent soixante livres deux sols et six deniers tournois»<sup>205</sup>. Allant plus loin dans leur projet, les jurats envisagent le 22 août 1553, qu'au vue de l'exiguïté de l'hôpital de la peste et du nombre toujours croissant de malades, la destruction de l'ancien hôpital de la peste<sup>206</sup>. Mais à la lecture de ces quelques documents, un premier constat s'impose. Tout d'abord, la construction d'hôpitaux, réservés en priorité à la lutte contre la peste, répond à une volonté municipale, puisque seuls les jurats décident de construire un nouvel établissement, tout en conservant un contrôle sur l'hôpital déjà existant. Il en sera ainsi tout au long des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Malheureusement, à cet état de fait une restriction importante doit être apportée, l'établissement souhaité par les jurats en cette première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle ne voit pas le jour. En effet, dans une délibération en date du 17 juin 1585, soit au début de la plus grave des épidémies du XVI<sup>e</sup> siècle, il est mentionné «que

201. Durodié F., *op.cit.*, p. 237. Barraud J., «Les hôpitaux de peste à Bordeaux», *Archives historiques de la Gironde*, tome XLII, p. 498.

202. Pon J.-M., *La peste à Bordeaux en 1629-1631, contribution à l'étude des moyens de lutte mis en œuvre par la Jurade* thèse de médecine n° 324, Bordeaux II, 1979, p. 55.

203. A.D.Gir. série H 528, f° 2.

204. Drouyn L., *op.cit.*, p. 87 et 88.

205. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade* tome VII, p. 459, f° 201.

206. *Archives historiques de la Gironde*, tome XLVI, p. 305.



puisque l'on s'est déjà servi de l'ancien hôpital de la peste qui est audehors des murs de ladite ville, seront prinzes les plus prochaines maysons et places dudict hospital et sera tout ce quartier séparé par ung retranchement dedans duquel sera apporté grande quantité de boys pour en faire des feuz sur les advenues de la ville, et seront les portes et fenestres des maysons qui sont dans ledict cloz et répondront sur ladite fermée du costé d'icelle et ouvertes en d'autres endroictz affin que l'air se contienne dans ladite claustrure et retranchement». A la lecture de ce dernier texte, nous pouvons résumer la situation des hôpitaux de peste bordelais jusqu'en 1586. Tout d'abord, il est incertain que les travaux entrepris par les jurats à l'extérieur de la ville soient achevés. Sinon pourquoi réutiliser en 1585 l'hôpital évoqué dans le texte de 1504 ? En outre, à la suite de la terrible épidémie de 1585, les jurats créent deux hôpitaux de peste ; or, il n'est écrit nulle part qu'ils s'appuient pour cela sur un hôpital neuf, construit à l'extérieur de l'enceinte entre 1525 et 1585. Enfin, à l'exception des quelques textes évoqués précédemment, les documents nous font totalement défaut. Par conséquent, nous pensons qu'il existe, du moins en projet, deux hôpitaux de peste à Bordeaux au cours du XVI<sup>e</sup> siècle. En réalité, seul l'établissement installé entre les rues Traversane et Nérigeon sert tout au long de ce siècle. Il faut attendre l'aube du XVII<sup>e</sup> siècle et la création de nouveaux établissements pour que l'ancien hôpital de la peste soit vendu en 1601 aux Capucins qui y installent leur couvent <sup>207</sup>.

Les nouveaux établissements utilisés par la ville sont acquis au début de l'année 1586 à la suite de la terrible épidémie de 1585 au cours de laquelle les moyens de lutte mis en place s'avèrent rapidement insuffisants. D'autre part, l'hôpital de la peste, situé à l'intérieur de la cité, apparaît aux jurats comme trop dangereux vu sa proximité. Dès lors, les autorités municipales décident de doter la cité de nouveaux établissements, officiellement spécialisés dans la réception et le traitement des pestiférés. Le premier hôpital est essentiellement connu sous les noms de Lisme, Lîmes ou d'Enquêteur. Le 24 janvier 1586, le maire et les jurats de Bordeaux, «gouverneurs de la présente ville», font part à la Cour de leur désir d'acheter le «bourdieu de feu Lîmes» <sup>208</sup>. Le 1<sup>er</sup> février 1586, le Parlement autorise les jurats à vendre l'enclos de Bouglon, pour acquérir, pour sept cent cinquante écus, celui du Lîmes. Le 10 mars 1586, le notaire Jean d'Estivalz enregistre l'acte de vente du bourdieu, par

Pierre et Michel Besse, héritiers de Jean Lisme, en faveur des jurats de Bordeaux <sup>209</sup>. Ce bourdieu, composé d'un bâtiment avec sa «préclosture et appartenances», est situé extra muros, «sis au Prat, derrière le moulin appelé Lisme» <sup>210</sup>, (moulin de Sainte-Croix), près de la tour Sainte-Croix à Paludate, de l'autre côté d'un ruisseau qui se jette dans la Garonne. Après l'acquisition du bourdieu d'Arnaud Guiraud, la même année, les deux établissements ne sont que «simplement séparés par deux cours de cent cinquante pas de longs» <sup>211</sup>.

L'hôpital d'Arnaud Guiraud a aussi pour base l'achat d'un bourdieu, celui d'un bourgeois du même nom. Suivant les auteurs <sup>212</sup>, il fait construire en 1550 ou 1551, une maison très imposante, au sud de la ville, près de l'enceinte. Elle suscite alors une polémique, puisque trop proche de la cité, elle peut dit-on «servir de forteresse aux ennemis» <sup>213</sup>. Néanmoins achevée, la maison est achetée de force par les jurats, qui possèdent ainsi, «une propriété propre comme étant aucunement bâti et en partie clos de muraille», pour établir les malades de la contagion <sup>214</sup>.

207. Le cardinal de Sourdis, présent à Paris, engage les Capucins à venir s'établir à Bordeaux. De retour, il les trouve installés dans le couvent des Cordeliers, et il les invite le 5 octobre 1601 à résider quelques temps au palais archiepiscopal, et ce, jusqu'après la Toussaint. Pendant ce temps il s'occupe de leur trouver un emplacement. Le 24 octobre 1601, lors d'une assemblée des Cent trente, il obtient des jurats que les Capucins puissent s'installer dans l'ancien hôpital de la peste. La prise de possession effective a lieu devant notaire le 25 octobre 1601 en présence de nombreux témoins dont le maréchal d'Ornano. Dom Devienne, *op.cit.*, p. 106. L'on peut aussi consulter le *Livre des privilèges*, p. 187 ; L'abbé Baurein, *op.cit.*, tome IV, p. 171-173.

208. A.M.Bx., *Chronique bordelaise*, n° 97 ; série G. G. 1200.

209. A.D.Gir. série H. 482, n° 9.

210. *Ibidem*.

211. Ricaud T.-H., *Souvenir bordelais, l'ancienne paroisse Sainte-Colombe*, Bordeaux, 1911-1913, p. 50-51.

212. Bordes A., avance dans son *Histoire des monuments anciens et nouveaux de la ville de Bordeaux* la date de 1551, (livre II, p. 40), ainsi que François Durodié, *op.cit.*, p. 242). A l'inverse, Darnal, ou Louis Desgraves, (*Evocation du vieux Bordeaux*, Paris, 1960, p. 270-271), avancent la date de 1550.

213. Bordes A., *op.cit.*, p. 40.

214. A.M.Bx., *Chronique bordelaise*, n° 96-97. Sur les causes de l'achat, le docteur Jean-Michel Pon, pense que le bourdieu d'Arnaud Guiraud est acquis dans la précipitation parce que la peste ravage encore la ville. (Pon J.-M., *op.cit.*, p. 55). Pour les raisons évoquées brièvement dans cet article, ou dans notre mémoire de maîtrise, nous ne partageons pas l'hypothèse du docteur

Cette propriété est acquise auprès de Nicolas Dupuy <sup>215</sup>, pâtissier et bourgeois de Bordeaux, héritier d'un dénommé France, autre bourgeois de la cité. L'acte de vente est ordonné le 1<sup>er</sup> février 1586, par «un arrêt de la Cour qui ordonne la vente d'un bourdieu pour y bâtir l'hôpital de la peste» <sup>216</sup>. Pour acquérir cet établissement, un nouveau prélèvement est effectué, en vertu des lettres patentes du 19 novembre 1586, puis l'acte de vente est passé le 9 octobre 1587, moyennant mille deux cents écus, sur lesquels Dupuy reçoit au moment de la vente un acompte de sept cent cinquante écus <sup>217</sup>.

Géographiquement, l'enclos d'Arnaud Guiraud s'étend si l'on se réfère à des titres anciens, «de la planche de Sainte-Croix au pont du Git». Soit approximativement de la porte Sainte-Croix à l'hôpital du Lîmes, près du moulin de Sainte-Croix à Paludate. Actuellement, ceci correspond pratiquement au terrain qu'occupent l'Ecole de la Santé Navale, l'ancien petit séminaire et les terrains qui bordent le cours Barbey <sup>218</sup>.

Rapidement, cet hôpital devient un des piliers de la lutte contre les épidémies. C'est un immense rectangle de cent cinquante mètres de large sur deux cents mètres de long. Cet établissement composé de «maison, grange, cave, chay, appends, jardins et puits, e tous entouré de muraille» <sup>219</sup>, voit ses installations élargies à un ensemble de petites cabanes, toutes semblables et munies chacune d'un lit et d'un escabeau. Au centre de l'enclos, se trouve le puits ainsi que la chapelle et un cimetière. Quant à la maison construite par Arnaud Guiraud, elle sert de dépendance et abrite une partie du personnel de l'hôpital. Lors des épidémies, l'hôpital est agrandi selon les besoins du moment, notamment grâce à l'acquisition de terrains ou de bâtiments adjacents. En outre, de nombreuses huttes sont construites temporairement.

Parmi les principales modifications apportées à l'hôpital d'Arnaud Guiraud, celles de l'année 1601 est notoire. Alors que l'établissement existe depuis peu et qu'aucune épidémie majeure ne s'est manifestée <sup>220</sup>, les jurats décident de faire construire sur un terrain acheté aux Capucins et adjacent à l'hôpital tout un ensemble de bâtiment. Ces nouvelles constructions sont, semble-t-il, financées grâce à des fonds prélevés sur la ferme du pied fourché. C'est à l'occasion de cet agrandissement qu'est placée sur la porte d'entrée de l'hôpital une célèbre inscription rappelant le dévouement des Capucins. Il est écrit : «*Rerum*

*potiente Henrico IV Galliae et Navarrae rege christianissimo valetudinarium civitatis, quo, grassante pestilentia, animata verius cadavera quam corpora confluebant animarum ad Deum deficientium Lustramentum esse coepit : postquam eo commigraverunt sollicita, et devota Christi mancipi a fratres Capuchini pietati cessit bona valutedo, animæ incolumitati corporis salubritas. Macti estole, ô vivisci, et perpetuam incolumitatem inde sporate : quod cum interiori valetudinario assidui incumbitis succidaneo isto e manibus evocato et succenturiatio in gratiam transportaneorum nunquam opus estis habituri.*

Alphanso d'Ornano Franciae Marescallo, urbi major ; viri nobiles, I. Desbarats, N. de Galathea, B. Pallot, J. Mandosse, A. Dussolier, G. de Novault, viri jurati, T. Leclerc, urbi sind. R. de Pichon scriba civitatis, D. Dorisson quaestor ærarius instaurabant. Anno 1601. XII. Augusti» <sup>221</sup>. A la suite de ces travaux d'agrandis-

Pon. Voir Stéphane Barry, *La peste à Bordeaux sous l'Ancien Régime. Essai de synthèse sur l'histoire des épidémies de peste survenues dans cette cité entre le début du XVI<sup>e</sup> siècle et la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle*, T.E.R., Bordeaux III, 1996, tome II, p. 119-122.

215. A.D.Gir. série C. 3663.

216. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade* 1<sup>er</sup> février 1586, p. 471.

217. O'Reilly, *Histoire complète de Bordeaux*, p. 352.

218. Durodié F., *op.cit.*, p. 242.

219. A.M.Bx., série G. G. 1200.

220. Bien qu'étant à la charnière de deux cycles épidémiques, l'année 1601 semble particulièrement calme comme le laisse entendre un contrat de ferme passé le 26 septembre 1601 à propos des «maisons, jardins, vergers et terres d'Arnaud Guiraud et du Lîmes». *Inventaire sommaire des registres de la Jurade* fonds Baurein, II 15.

221. «Sous le règne de Henri IV, roi très chrétien de France et de Navarre, la peste exerçant ses ravages sur la ville, et le corps des habitants devenant semblables aux cadavres, l'eut recours à Dieu pour obtenir la guérison des malades. Pour cela, les Frères Capucins dévoués au culte du Christ, cédèrent ce terrain, qui était leur propriété, et le salut de l'âme et la guérison du corps furent dus à leurs prières. Soyez loués, ô Vivisques ! Et espérez une santé éternelle ; car lorsque vous avez été assidus auprès des malades, vous fûtes récompensés de ce nouveau sacrifice par le rétablissement de ceux qu'on y avait transportés. L'on éleva ce édifice en 1601, et le 2... I. J. auguste. Alphanso d'Ornano, maréchal de France, étant gouverneur de la ville ; J. Desbarats de Galathea, Pallot, Dussolier, etc., jurats ; Leclerc, syndic ; Pichon, secrétaire, et Dorisson, directeur de la Monnaie». Le texte latin est extrait de Durodié F., *op.cit.*, p. 244-245, et la traduction de Bordes A., *op.cit.*, livre 2, p. 41.



sement, il semble qu'en 1614, l'hôpital soit entouré d'un mur. En 1622, il est de nouveau agrandi ; malheureusement nous ignorons la teneur des travaux. Enfin, à la suite de la délibération du 9 mars 1675, les jurats décident de faire construire vingt échoppes et un lavoir dans la perspective de traiter les pestiférés<sup>222</sup>.

Hormis les travaux et les acquisitions réalisés sur les deniers de la cité, il est fréquent que des particuliers s'intéressent aux hôpitaux dans le cadre de pratiques testamentaires. Ainsi en 1607, une dénommée dame Duplessis, née Bordes, lègue trois cents pièces d'or pour la construction d'une chapelle sous l'invocation de la Vierge, et de quelques cellules supplémentaires. Pour la remercier, les jurats à la demande du Père de Castéra, religieux de la Grande Observance, autorisent l'installation des armes de la famille de Bordes ainsi que de la dédicace suivante : «*Cum nummi publici civitatis non sufficerent ad hujus sacali tub titulo pietatis dei parae dictati constructionem, Anna de Bordes, uxor quondam Bertrandi Duplessis senatoris regii preces superstitum optavid pia liberalitate trecenti aureos largita est, tum ad hoc opus faciendum, tum ad quasdam hujus nosocomi cellulas ædi ficandas*».

À l'exception de quelques agrandissements ou aménagements, Arnaud Guiraud, comme le Lîmes, pâtit tout au long de son histoire du manque de moyen et d'intérêt des gens. Ainsi, tous les travaux mentionnés entre autre dans les registres de la Jurade, sont de très bons indicateurs pour évaluer le degré de vétusté dont souffre cet établissement. À titre d'exemple, un rapport du Jurat de Chapellas devant ses confrères, nous apprend le 23 mai 1618 que le susdit jurat a «*fait les marchés tant pour la couverture que pour les autres réparations nécessaires à l'hôpital d'Arnaud Guiraud*...»<sup>223</sup>. Enfin, si nous nous référons à des inventaires des années 1525 ou 1661, l'hôpital possède des moyens matériels fort réduits. Ainsi, comme l'indique une délibération de la Jurade en date du 7 février 1525, l'hôpital dispose alors de «*dix sept lits de plume, dix sept traversins, tous vieux, demi pleins et pourris, quatorze aubènes et couvertes rompues et pourries, un calice, une patène en étain, une chasuble rompue, un missel et cinq petits coffres avec leurs serrures*»<sup>224</sup>. Faut-il souligner le caractère notoirement insuffisant de ces moyens pour faire face à l'afflux de pestiférés lors des périodes de crise, d'autant plus que le chiffre des pensionnaires peut grossir dans des proportions démesurées. Ainsi en 1629 suivant les rapports de Vrignon, on compte

dans l'hôpital d'Arnaud Guiraud cent huit malades au début de l'été<sup>225</sup>, cent cinquante deux le 20 septembre<sup>226</sup>, cinq cent vingt fin novembre et trois cents le 20 décembre<sup>227</sup>, alors que deux cent quarante sont au Lîmes. Après l'accalmie des premiers mois de l'année 1630, l'effectif des pensionnaires gonfle à nouveau dangereusement, pour atteindre les quatre cents malades au mois de septembre. Face à cet afflux, de nouvelles huttes sont construites près de l'hôpital, le long des remparts, pour héberger des familles en quarantaine, afin de séparer les malades contagieux des gens encore sains<sup>228</sup>. En revanche au sein de l'hôpital, les malades extrêmement contagieux restent ensemble, voir couchent dans le même lit, comme cela est alors la coutume. Est-il nécessaire de préciser le rôle déterminant que tiennent ces pratiques dans la transmission du mal ?

### Le personnel des hôpitaux de la peste et le traitement des pestiférés

Face à l'accroissement de malades, le personnel est réduit. La liste des employés exerçant une activité dans les hôpitaux de peste nous est fournie en partie par les statuts du temps de peste. Nous trouvons ainsi, «*un hospitalier, un barbier et chirurgien, qui serviront audit hospital..., un prêtre pour confesser les malades de ladite maladie, ainsi que leur sera commandé par ledit capitaine, et une chambrière ou deux pour blanchir le linge et faire les lits dudit hospital*»<sup>229</sup>. Les mêmes docu-

ments nous précisent que les «*hospitaliers, barbiers, prêtres, serviteurs, chambrières, seront nourris et alimentés audit hospital aux dépens des deniers communs de ladite ville, là ou les deniers des malades ne suffiront plus pour ce faire*»<sup>230</sup>.

L'hôpital est géré par l'hospitalier qui reçoit ses ordres suivant les époques, de la Jurade, du capitaine de la peste ou du bureau de la santé. La première trace que nous possédions d'un hospitalier date de 1520. Cette année là, Jean Dortés, alors barbier de profession, est nommé par les jurats hospitalier de la maison de la santé<sup>231</sup>. Excepté ce document, nous ignorons tout des professions des hospitaliers. Il est probable néanmoins, qu'ils soient issus des couches moyennes de la société bordelaise, comme cela est le cas des barbiers. Enfin, s'il est difficile par l'absence de sources de déterminer le montant des gages, il semble que les hospitaliers soient relativement mal rémunérés. En effet, si l'on excepte les vingt-cinq livres perçues par Antoine Videau en 1637<sup>232</sup>, Jean Dortés est mécontent de ses gages. D'ailleurs, il n'hésite pas, alors qu'il a été engagé le 13 avril 1521<sup>233</sup> à se dédire de son marché le 17 avril 1524<sup>234</sup>, puis finalement à accepter sa nouvelle charge le 4 mai, après avoir obtenu une augmentation de ses gages de quarante francs tournois<sup>235</sup>.

Sur le terrain, excepté la gestion de l'hôpital, l'hospitalier le plus souvent chirurgien barbier de profession soigne non seulement les malades, mais gère aussi l'ensemble des pestiférés depuis leur entrée jusqu'à leur sortie, ce qui peut avoir parfois de lourdes conséquences sur les malades. Ainsi, au XVI<sup>e</sup> siècle, les statuts pour le temps de peste précisent que l'hospitalier et le barbier ne recevront «*aucun malade de ladite maladie, s'il n'est habitant de ladite ville, des Chartreux, de Saint-Seurin, ou des bourdieux des marchands, bourgeois et habitants de ceste ville*». En outre, un contrôle est exercé officiellement «*par un desdits seigneurs ou..., le capitaine, auparavant que les recevoir audit hôpital*»<sup>236</sup>.

Arrivés à l'hôpital, les malades commencent sembler-t-il une vie difficile. Lopès, médecin de la ville rapporte à ce propos, le 14 août 1629, «*qu'à l'hôpital de la santé, les malades couchaient sur le plancher, faute de lits et de matelas ; qu'on devait brûler ou ensevelir tous leurs mauvais habits ; qu'il fallait leur avoir des ustensiles nécessaires, ainsi que des paillasses et des femmes pour faire la lessive ; que le vin qu'on leur donnait*

était trop gros et trop noir ; qu'ils était nécessaire de séparer les malades d'avec ceux qui ne l'étaient pas ; qu'on devait aussi séparer les malades entre eux et permettre à ceux qui ne l'étaient pas de les voir deux ou trois fois le jour, et qu'il serait bon de mettre dans ledit hôpital un garçon apothicaire pour aider le chirurgien»<sup>237</sup>. Face à cette requête, les jurats délibèrent de pourvoir en tout aux besoins de l'hôpital et d'en faire part au bureau de la santé. Néanmoins, ces mesures sont d'une portée limitée. Par conséquent, les pensionnaires de l'hôpital sont obligés de survivre dans des conditions matérielles difficiles et une vie précaire s'installe au sein de ces agglomérations de huttes qui grossissent progressivement, suivant l'évolution de l'épidémie. Mal nourris malgré les efforts des autorités, souffrant d'une maladie mortelle, ils doivent en plus subir la dureté des règlements, comme l'atteste par exemple cet arrêt du Parlement en date du 6 septembre 1629 et qui permet de donner le fouet aux pestiférés «*par mesure de simple police intérieure ou pour s'être évadé*»<sup>238</sup>.

À ces mesures de police auxquelles prend part l'hospitalier, il faut ajouter la gestion de tout ce qui appartient aux pestiférés décédés dans l'enceinte de l'établissement. Les statuts pour le temps de peste précisent, «*sera tenu ledit hospitalier de bien serrer les habillements, or et argent de ceux qui mourront audit hospital, et en faire inventaire*»<sup>239</sup>. Ainsi, l'épidémie terminée, l'hospitalier, qui n'est que le dépositaire des biens des malades, doit rendre des comptes aux jurats. En outre, les héritiers jouissent légalement de la pos-

230. Lurbe G., de, *op.cit.*, p. 128.

231. Inventaire sommaire des registres de la Jurade, tomes III-VII, p. 525-494, f° 46 ; François Durodié, *op.cit.*, p. 239.

232. Inventaire sommaire des registres de la Jurade, tome VII, p. 465, f° 113.

233. *Ibidem*, tomes VI et VII, p. 494-333, f° 58.

234. *Ibidem*, f° 60.

235. Inventaire sommaire des registres de la Jurade, tome III, p. 526, f° 66.

236. *Ibidem*.

237. Pon J.-M. *op.cit.*, p. 56.

238. *Ibidem*, p. 67.

239. Lurbe G., de, *op.cit.*, p. 129.



sibilité d'exercer un contrôle sur les possessions de leur parent décédé, et si ce dernier n'a pas d'héritier, ses biens servent «à faire prier Dieu pour les âmes des décédez»<sup>240</sup>.

S'il échappe à la mort, le malade convalescent doit être isolé, et débute alors la période de quarantaine<sup>241</sup>. Mais au préalable, si nous nous référons au règlement pour le temps de peste, l'hospitalier de l'hôpital de la peste, doit prévenir «ou faire avertir ledit capitaine (le capitaine de la santé ou de la peste suivant les sources), pour les faire (les convalescents), mener et mettre en une autre maison qui sera destinée et ordonnée par lesdits seigneurs. Ou il demeureront quarante jours. Et seront enfermés en ladite maison durant lesdits quarante jours, ou---autre temps qu'il sera nécessaire par lesdits seigneurs de la Jurade». En outre il est inhibé à ces malades «d'aller par la ville, jusqu'à ce qu'ils auront congé, sur peine de fouet. Leur sera cependant pourvu de vivres aux dépens des deniers communs de la ville...»<sup>242</sup>. A partir de 1586, et la création d'Arnaud Guiraud et du Lîmes, les règlements de peste restent en vigueur et sont complétés, mais désormais, les malades accomplissant leur quarantaine la font essentiellement dans l'un des deux établissements.

Enfin, à la lumière des sources, certains hospitaliers apparaissent relativement laxistes, et malveillants à l'égard des «pauvres pestiférés» enfermés dans l'hôpital. Pour ne citer qu'un exemple, il est écrit dans un document daté de l'année 1605, que les «hospitaliers (des hôpitaux de peste), laissent vaquer les infectz ce qui leur a esté inhibé à peyne de vye. Et ont esté plantées des potences près lesdicts hospitaux et a esté ordonné qu'il seroit enquis contre l'ung des parfumeurs qui estoy sorty--dudict hospital»<sup>243</sup>. Nous avons aussi l'exemple d'un dénommé Canaille. Inventeur d'un thériaque spécial, il est accusé d'être injuste et inhumain à l'égard des pauvres et de laisser paraître une «extrême bienveillance pour les jolis minois qui lui étaient envoyés à la santé»<sup>244</sup>. Enfin, on lui reproche d'abandonner durant les mois d'été les malades des huttes sans eau.

A l'exception des hospitaliers, le personnel se compose de chirurgiens et médecins, ainsi que d'un personnel chargé de toutes les tâches subalternes au sein de l'établissement. Dans le cadre des membres du corps médical exerçant dans les hôpitaux, ce sont des chirurgiens ou barbiers de peste, les deux titres recouvrant alors la même profession. Plus rarement, les

médecins de la peste sont mentionnés, mais apparemment, ils n'exercent qu'en ville. Cette absence des médecins dans les hôpitaux de la peste tient essentiellement au montant élevé des gages, lié à une faible représentation numérique ainsi qu'à un cursus universitaire poussé. En outre, conscients de leur savoir, et de leurs prérogatives, ils refusent souvent d'exercer auprès des pestiférés de l'hôpital, c'est à dire opérer ou cautériser les bubons et les charbons, tâches ingrates réservées aux barbiers chirurgiens.

La première trace que nous possédions d'un chirurgien de peste, date des années 1520-1521. Il s'agit alors de l'acquisition par Jean Dortes, barbier de peste, de la charge d'hospitalier de l'hôpital de la peste<sup>245</sup>. A l'image de l'ensemble du personnel, la nomination des chirurgiens relève de la compétence des jurats, dans la mesure où les hôpitaux appartiennent à la ville, et que les questions de santé publique font partie des prérogatives inhérentes à la Jurade<sup>246</sup>. Pour recruter les chirurgiens de peste, les jurats s'adressent aux bayles et lieutenants des chirurgiens qui cherchent alors des volontaires parmi les membres de la corporation. Néanmoins, ce type de recrutement ne semble être pratiqué exclusivement que lors des poussées épidé-

240. Lurbe G., de, *op.cit.*, p. 129.

241. Si souvent la période de quarantaine est comme son nom l'indique de quarante jours, il existe plusieurs textes mentionnant des périodes de durée tout à fait variable. Ainsi, dans un document du 20 décembre 1629, nous apprenons «qu'il y a trois cents malades qui font quarantaine à l'hôpital de la santé depuis cinquante jours, à que l'on va faire suivre une nouvelle quarantaine de trente jours, et deux cent quarante malades à l'hôpital du Lîmes, depuis trente jours, qui sont prêts à sortir». La quarantaine est par conséquent une période tout à fait modulable pouvant aller de cinq, dix ou vingt jours à parfois plus de soixante dix jours. Léon de Gouvea J. *Une épidémie, 1629-1631, mesures diverses prises par les autorités bordelaises contre la maladie pestilentielle* Bordeaux, 1884.

242. *Statuts pour le temps de peste*, p. 128.

243. A.M.Bx., série G. G. 1212.

244. A.M.Bx., série B. B. cart. 52, registre de la Jurade, cité par Léon de Gouvea J. *op.cit.*

245. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade* tomes III-VII, p. 525-526 et 464, f° 66-52.

246. Le Parlement intervient de plus en plus au cours des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Néanmoins, pour la clarté de notre propos nous préférons ne mentionner que la Jurade, car celle-ci gère officiellement les questions de santé publique et de police au sein de la cité.

miques les plus critiques, souvent après le décès d'un chirurgien de la peste, comme cela est le cas en 1645. La ville est alors affligée par la contagion depuis plusieurs années, et le 25 juillet, face à l'embarras suscité par la mort du chirurgien Laville<sup>247</sup>, les jurats demandent aux bayles et lieutenants des chirurgiens de lui trouver un remplaçant. Leur choix se porte sur Jean Gaillard, compagnon chirurgien, qui prête le serment des maîtres chirurgiens de peste, puis entre à l'hôpital. A l'exception de ce mode de recrutement, les sources nous laisse en entrevoir un second basé sur la recommandation d'un candidat. Le seul exemple que nous possédions concerne à nouveau Jean Dortes, que le médecin Podio présente aux jurats le 13 mars 1520.

Comme nous l'avons précédemment signalé, seuls sont nommés dans les hôpitaux de peste des chirurgiens. En revanche nous constatons une différence de titre lors de la prestation de serment. Ainsi, sur les vingt et un individus recensés à travers les sources entre 1500 et 1661, seuls deux d'entre eux sont qualifiés de barbiers, entre 1520 et 1525. Ultérieurement, cette distinction s'efface, au profit de la mention de chirurgien. Cela ne signifie pas pour autant qu'une réelle distinction s'opère, puisque celle-ci ne s'impose qu'entre la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et le XVIII<sup>e</sup> siècle. En général les chirurgiens de peste entrant à l'hôpital ont en principe le grade de maître chirurgien. Mais lors des périodes les plus critiques, et face à d'évidentes difficultés de recrutement, les jurats engagent des compagnons chirurgiens à qui ils promettent ou donnent le titre de maître chirurgien. Malheureusement, le plus souvent, les candidats ne profitent guère de leur brusque ascension, car la maladie a raison d'eux.

Les gages sont aussi révélateurs des difficultés de recrutement auxquels sont confrontés les jurats. En principe, les chirurgiens de peste prêtent serment et moyennant des sommes variables, s'engagent à ne soigner que les pestiférés. Certains auteurs avancent la somme de soixante quinze livres par an durant les périodes les plus calmes, pour être ramenée au même montant lors des épidémies les plus sérieuses<sup>248</sup>. Or, il semble que cela ne corresponde pas exactement aux pratiques en cours. A titre d'exemple, le 15 mars 1526, Francois de Laborde et Jean Santon sont admis comme maître chirurgien et chirurgien de peste, pour des gages s'élevant à «cent livres tournois par temps de peste et cinquante par temps calme»<sup>249</sup>. Vingt huit ans plus

tard, le chirurgien de peste Figeac, reçoit soixante douze livres<sup>250</sup>, ou encore au XVII<sup>e</sup> siècles, les maîtres chirurgiens Menaud Clavet ou Lacoste, perçoivent cent livres par an. Néanmoins, la somme de soixante quinze livres est la plus souvent évoquée.

Chargés d'apporter des soins aux pestiférés, les chirurgiens de peste assurent des visites à l'hôpital, mais aussi en ville. En revanche, les sorties sont strictement contrôlées. Dans les statuts pour le temps de peste, il est spécifié que «lesdit barbiers de l'hôpital (pourront) aller panser hors celuy, aucuns malades sans congé et licences desdits seigneurs ou chirurgiens commis par ladite ville, sur peine de fouet»<sup>251</sup>. Quand elles sont autorisées, ces visites se font en compagnie du capitaine de la peste, ou du jurat responsable de la Jurade dans laquelle est le malade. En outre, suivant les situations, peuvent se joindre à ce groupe, un prêtre, ou les «croqs». Lors de leur déplacement, les chirurgiens, comme l'ensemble du personnel des hôpitaux de peste, sont contraints de respecter des règles sanitaires ne supportant aucun écart. Ainsi, ils ne peuvent sortir dans la cité que le soir, la nuit ou très tôt le matin. Cette contrainte répond à un double objectif : ne pas effrayer les habitants et empêcher une possible propagation du mal. Dans cette optique, ils sont précédés lors de leur déplacement par le capitaine de la peste ou un commis, chargés d'écarter la population sur leur passage, tandis que le personnel de l'hôpital «est tenu de porter une verge blanche assez longue»<sup>252</sup>. De même, pour accomplir leur tâche quotidienne, les chirurgiens de la peste portent le rostre ou la bourguignotte, une culotte et un gilet de treillis noir, avec des gants de toile. L'ensemble leur est fourni par l'intendant de la santé. A ce personnel soignant se joint tout un groupe allant du prêtre à des laïcs chargés plus particulièrement de l'entretien des malades ou de l'hôpital.

247. Balthazar Laville est compagnon chirurgien, puis maître chirurgien de la peste quand il remplace Menaud Clavet. Il apparaît pour la première fois le 28 novembre 1643, entre en fonction en 1645 et décède à l'hôpital de la peste le 25 juillet 1645. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade* tome III, p. 274 et 573-574, f° 88-106.

248. Pon J.-M., *op.cit.*, p. 53.

249. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade* tome III, p. 526, f° 205.

250. *Ibidem*, tomes III-VII, p. 527 et 460-461, f° 97-98.

251. A.M.Bx., *Statuts pour le temps de peste*, p. 128.

252. *Ibidem*.



Les religieux occupent une place fondamentale dans le réconfort des pestiférés. D'ailleurs, leur rôle est pris en considération dans les statuts pour le temps de peste. Il est écrit que «*tous les recteurs ou leurs vicaires de la ville et cité de Bordeaux, suivant l'arrest de la Cour, durant le temps de peste seront ou commettront un prêtre..., pour administrer les sacrements aux patients enfermez en leurs maisons et paroisses : lequel fera résidence en la paroisse, et ne se mêlera point avec les autres prêtres ny paroissiens. Et s'il va par la ville portera, enseigne et verge, comme ceux de l'hôpital*»<sup>253</sup>. Les archives nous livrent ainsi quelques noms de prêtres volontaires pour aider leurs paroissiens souffrants. Néanmoins les jurats ont en général bien des difficultés à trouver des volontaires, car fréquemment des prêtres s'enferment ou quittent la ville par crainte de la peste<sup>254</sup>.

A ces religieux volontaires ou désignés, s'ajoutent des ecclésiastiques employés au service des pestiférés enfermés dans les hôpitaux de la peste. Le premier prêtre volontaire que nous rencontrons dans les sources est un dénommé Guillaume Morandi. Sans autres précisions, nous savons qu'il est nommé le 20 mars 1520 aux gages accoutumés par les jurats pour servir à l'hôpital de la peste, confesser, administrer les saints-sacrements aux malades et y célébrer l'office divin<sup>255</sup>. La nomination des autres curés de la peste se situe chronologiquement en janvier 1605<sup>256</sup>, août 1629<sup>257</sup> et juillet 1636<sup>258</sup>. Comme pour Morandi, les futurs desservants de l'hôpital, tous volontaires dans le cas présent, sont agréés par les jurats, qui leur fournissent une soutane, des chausses et des bas de terlis pour leur protection. En outre, un apothicaire s'engage à leur donner les «*préservatifs*» nécessaires<sup>259</sup>. Un fois rentrés à l'hôpital, les religieux, qui semblent être au minimum deux dans l'établissement, sont entièrement pris en charge. Ainsi, excepté les habits et les médicaments, ils reçoivent des gages relativement importants, comme en témoigne en 1605 un mandement de vingt quatre livres en faveur d'un prêtre de Saint-Michel, «*qui vouloit entrer dans l'hospital pour assister les malades infectez d'exhortations et confessions et dire les messes, moyennant qu'il fut salarié et récompensé*»<sup>260</sup>. A cela s'ajoute logiquement la nourriture qui «*dépens des deniers communs de ladite ville là ou les deniers des malades ne suffiront pour se faire*»<sup>261</sup>.

Comme nous l'avons signalé, il semble que les religieux soient, lors des épidémies les plus importantes, au minimum deux au sein de l'hôpital. Le principe de base est alors le remplacement d'un des religieux décédé par un nouveau volontaire. Enfin, l'appartenance à un même ordre n'obéit alors à aucune règle. Nous pouvons trouver par exemple, un prêtre officiant aux côtés d'un Jésuite, ou d'un Capucin. Si nous identifions l'origine des religieux apparaissant dans les sources, il en ressort que la majorité appartient au clergé régulier. A titre d'exemple et pour ne retenir que l'année 1629, il apparaît qu'entre le 18 juin et le 28 juin, ce sont deux Jésuites, des Cordeliers, des Augustins, des Récollets qui proposent leurs services pour aider «*les malheureux pestiférés*»<sup>262</sup>. Enfin, un des aspects les plus spectaculaires des relations entre la ville et ces congrégations nous est offert par les Capucins qui jouent un rôle fondamental et exemplaire lors des pestes qui ravagent la cité au XVII<sup>e</sup> siècle<sup>263</sup>.

Une dernière catégorie de personnel exerce au sein des hôpitaux de la peste. Elle est composée des lingères, concierges ou portiers, ainsi que tout ceux dont le rôle est de préparer les infrastructures matérielles indispensables à la lutte contre le fléau. A l'inverse des

chirurgiens, ou des prêtres, nous ignorons totalement leur mode de recrutement, bien qu'il soit probablement basé sur le volontariat. De plus, il est difficile de répondre à la question des gages, puisqu'un menuisier de l'hôpital de la peste peut toucher trente livre pour un mois de travail<sup>264</sup>, alors que d'autres, à l'image des lingères, ne perçoivent semble-t-il que de faibles gages. En outre, tous sont contraints de rester au sein de l'hôpital durant les épidémies ; cette obligation doit incontestablement alourdir la mortalité au sein de ces métiers. Enfin, lorsque une épidémie s'achève, le personnel de l'hôpital doit à l'image des malades suivre une quarantaine, en principe à l'hôpital du Lîmes ou au «*champs*». Les établissements sont alors affermés et servent ponctuellement à l'enferment des pauvres<sup>265</sup>. En outre, le fermier qui s'est porté acquéreur de l'hôpital est chargé par les jurats de prendre soin des biens de l'établissement et de faire fructifier les terres et dépendances d'Arnaud Guiraud. A partir de 1675 environ, soit à une époque où la peste ne s'est pas manifestée depuis longtemps, les hôpitaux de la peste perdent peu à peu leur rôle premier et ne servent plus qu'à l'enfermement des pauvres.

Aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, la ville dispose d'hôpitaux dont la conception est théoriquement sage et pragmatique, avec toutes ces échoppes séparées par des jardinets, et ces cabanes ou huttes en planches dans lesquelles on isole les malades. En outre, ce sys-

tème permet à la fin de l'épidémie une désinfection par le feu plus aisée. Enfin, ils bénéficient en principe d'un personnel nombreux et le plus souvent dévoué. Pourtant, dans la pratique, l'hôpital est un véritable enfer pour les malades qui y sont enfermés car ils manquent de tout et sont quelquefois fort mal traités. Les raisons tiennent essentiellement à la méconnaissance du mal, qui est encore largement assimilé à une sanction divine, face à laquelle les hommes ne peuvent trouver un recours qu'en se repentant. A cela s'ajoute une médecine totalement inefficace. Par conséquent, l'hôpital n'est-il pas simplement pour les autorités un moyen de se séparer de ce corps malade que sont les pestiférés, d'autant qu'en principe n'y sont enfermés que la frange de la population la moins aisée ? Comme l'écrit Françoise Hildesheimer à propos de la violence de la lutte sanitaire «*son principe est de sacrifier la partie de la population contaminée ou susceptible de l'être pour sauver la partie saine, autrement dit de faire la part du feu*»<sup>266</sup>.

264. C'est le cas de François Béliard qui reçoit le 10 février 1605, trente livres pour un mois de travail. A.M.Bx., série G. G. 1212.

265. Nous retenons sous ce terme générique les mendiants infirmes, les malades, les pauvres soldats ou les captifs libérés parfois par les religieux de la Merci comme cela est le cas en 1644.

266. Hildesheimer F., *Fléaux et sociétés : de la Grande Peste au choléra. XIV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1993, p. 81.

253. *Ibidem*, p. 131.

254. Pon J.-M. *op.cit.*, p. 68.

255. Durodié F. *op.cit.*, p. 238.

256. 24 janvier 1605, A.M.Bx., série G. G. 1212.

257. 23 août 1629, les prêtres sont François Baron et Gilles Gorce, ils desservaient auparavant l'hôpital Saint-André. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, tome III, p. 543-544, f° 130.

258. 26 juillet 1636, Bertrand Brugièrre, vicaire de Parempuyrre offre de s'exposer dans l'hôpital de la santé pour les pauvres pestiférés, de quoi il est remercié. *Ibidem*, p. 566, f° 276.

259. *Ibidem*, p. 544, f° 131.

260. A.M.Bx., série G. G. 1212.

261. A.M.Bx., *Statuts pour le temps de peste*, p. 128.

262. Le 18/06/1629, ce sont les Jésuites, le 20/06/1629, les Récollets, le 28/06/1629, les Jacobins. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade*, tome III, p. 538, f° 79 à 81 et p. 540, f° 85.

263. A.M.Bx., *Histoire des Capucins-1582-*, Ms. 583 ; voir aussi Peyrou B., *La réforme catholique à Bordeaux, 1600-1719*, Bordeaux, 1995, p. 345 et suiv.



## *Découverte d'une peinture de Pieter de Jode I représentant un épisode de la vie de saint Louis*

par Jean-François Fournier

Dans le numéro 178 de la Revue Historique et archéologique du Libournais<sup>1</sup>, j'ai relaté comment je découvris, en 1976, au marché à la brocante de la place Meynard à Bordeaux, une petite peinture représentant «La mort de Saint Louis». Exécutée sur un panneau de chêne de 0,5 à 0,7 cm d'épaisseur, préalablement recouvert d'une couche d'enduit blanchâtre constitué d'un mélange de colle et de craie, cette œuvre avait visiblement été sciée sur trois de ses côtés et distraite d'un ouvrage plus important. J'attribuais alors cette peinture à un artiste flamand du XVI<sup>e</sup> siècle ou à un peintre de cette époque ayant été influencé par cette école.

J'ai pu constater que le hasard est décidément la providence du chercheur en découvrant, en mai 1995, chez un brocanteur bordelais une autre peinture qui faisait partie, sans le moindre doute possible, du même ouvrage. Ce fragment, de taille presque identique au précédent, mais scié, lui, sur ses quatre côtés représente Saint Louis et un religieux devant une chapelle et porte, comme le premier<sup>2</sup> des traces de bordures dorées et d'un petit filet noir tels qu'on en voit, habituellement, cloisonnant les miniatures de cette époque. Les deux morceaux ne sont pas jointifs mais il est visible, en examinant avec attention le fil du bois des revers, qu'ils appartenaient à la même planche avant d'être séparés. La scène est d'une grande simplicité : le Roi et le

religieux sont seuls devant l'édifice et se donnent l'accolade ; le Souverain, vêtu d'un costume de pèlerin à les cheveux longs (entourés d'un nimbe rayonnant), il tient sa couronne de la main droite, et, de la gauche, porte un bourdon auquel sont accrochés une gourde et un large ruban noir et blanc. Le paysage, situé à gauche des personnages est traité de façon tout-à-fait remarquable ; l'influence de Joachim Patinir y est évidente. La campagne verdoyante que le peintre eut l'heureuse idée d'agréments au second plan d'une petite chapelle de style gothique faite de traits blancs qui lui donnent un aspect cristallin et, dans le lointain, de petits bâtiments à peine esquissés est bien caractéristique de l'art des Ecoles du Nord. Quant au ciel aux douces teintes pastels, c'est un subtil mélange de bleu, de blanc et de rose d'une grande luminosité.

Quand nous avons eu les deux fragments entre les mains, une évidence est apparue : la planche de bois était trop mince pour être un élément de polyptyque ;

1. R.H.A.L., n° 178, 4<sup>e</sup> trimestre 1980, p. 146 à 148 et couverture.

2. Actuellement, après le sciage, les panneaux mesurent :  
A. La mort de Saint Louis (scié en haut, en bas et à droite) : H 0,170 m x L 0,167 m, épaisseur 0,5 à 0,7 cm.  
B. Saint Louis et le religieux (scié sur les quatre côtés) : H 0,170 m x L 0,166 m, épaisseur 0,5 à 0,7 cm.





Fig. 1. — P. de Jode. La mort de Saint Louis.

ils faisaient donc partie d'un tableau de chevalet représentant une suite d'épisodes de la vie du Saint ; autre constatation, si le fragment montrant la mort du Roi se rattachait à l'art du XVI<sup>e</sup> siècle, le second fragment représentant Saint Louis et le religieux, bien qu'incontestablement de la même main, paraissait plutôt datable de la fin du XVI<sup>e</sup> ou du début du XVII<sup>e</sup> siècle. Par contre, tant par la technique que par l'inspiration, l'hypothèse flamande se trouvait confirmée. A cet égard, un élément de la composition est tout-à-fait révélateur : l'artiste peignit, accroché au bourdon de pèlerin tenu par le roi, une étoffe noire et blanche, symbole de l'Ordre des Chevaliers Teutoniques, couleurs qu'un roi de France, même partant pour la croisade n'aurait jamais arboré<sup>3</sup>, détail qu'ignorait le peintre car flamand, donc de culture germanique, et n'ayant qu'une mauvaise connaissance des coutumes françaises.

Afin d'identifier l'auteur de nos deux peintures nous avons donc entrepris de nouvelles recherches en partant de trois données :

1. L'auteur était flamand.
2. L'ouvrage devait comporter plusieurs scènes.
3. Son exécution devait se situer soit à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle soit au début du XVII<sup>e</sup> siècle.



Fig. 2. — Saint Louis et le Bienheureux Gilles de Saumur.

Nos recherches ont été longues mais nous avons fini par découvrir qu'il existait une gravure à l'eau-forte de l'anversois Jean-Baptiste Barbé (1578-1649) représentant Saint Louis entouré de onze scènes de sa vie d'après un autre anversois, Pieter de Jode I (vers 1570-1634), planche éditée à Anvers<sup>4</sup> par Carl de Mallery (1571-1635). Cette gravure n'étant pas courante, nous n'avons pu la voir qu'à la Bibliothèque Nationale de France à Paris. Là, une surprise nous attendait : nos deux tableaux sont identiques, à quelques menus détails près, à deux scènes de la gravure ; chacune de ces représentations étant accompagnée d'un petit texte explicatif en latin, notre peinture montrant Saint Louis et un religieux<sup>5</sup> prend tout son sens : il s'agit de la rencontre du Roi avec le Bienheureux Gilles de Saumur qui fut son chapelain, puis Evêque de Tyr.

3. Les textes anciens sont formels : lorsqu'il prenait la tête des armées, le Roi levait l'oriflamme (qui était rouge) ; au quotidien, il utilisait le pennon royal (bannière semée de fleurs de lys d'or).

4. A peu près à la même époque, toujours à Anvers, le graveur Michael Snyders consacra une planche à Saint Louis et à sa descendance dans un style assez proche.

5. Il est à remarquer qu'en plus, chaque scène comporte une référence à un chapitre ; il n'est donc pas impossible qu'elle ait été conçue pour illustrer un livre relatif à la vie du Saint.



Fig. 3. — Vie de Saint-Louis par Barbé d'après Pieter de Jode I. Cliché Bibliothèque Nationale.





Fig. 4. — Pieter de Jode (1570-1634).  
Gravure de Vosterman d'après Van Dyck.

Deux solutions se présentent alors : soit nos deux peintures ont été exécutées, comme la gravure de Barbé, d'après Pieter de Jode I, soit ils sont les originaux de Pieter de Jode I dont Barbé se servit pour exécuter ses gravures. Après bien des hésitations et de longues recherches nous opterons pour la seconde hypothèse car, même si la planche de Barbé est magnifique, elle n'en reste pas moins une gravure d'interprétation ; un examen attentif montre que son travail fut copié sur nos deux peintures mais en oubliant ou en simplifiant certains détails. Entre autres choses, notons que le graveur ne reproduisit pas les fleurs de lys ornant le manteau royal qui figurent pourtant sur la peinture et qu'il grava de façon succincte, et en lui donnant un aspect fort trapu, la monstrance tenue par l'évêque qui, sur la peinture est à ses justes proportions<sup>6</sup>. Malgré son grand talent de graveur, Barbé ne sut surtout pas rendre la grâce, la beauté et la finesse

des visages des personnages ; autant sur les peintures ils sont expressifs, autant sur la gravure ils sont sombres. Enfin, pour lever toute ambiguïté, précisons que la radiographie de la mort de Saint Louis fait apparaître une modification et une hésitation dans la composition ; nous nous trouvons bien là devant les originaux de Pieter de Jode I. L'observation attentive des deux fragments montre que les peintures exécutées par de Jode n'étaient pas primitivement dans l'ordre dans lequel les grava Barbé puisque le morceau sur lequel est peint la mort du Roi possède son côté gauche intact qui constituait de toute évidence le bord du panneau ; or, si l'on suit l'ordre des gravures, ce côté aurait dû figurer presque au centre de celui-ci.

En comparant la gravure de Barbé avec les deux peintures, nous pouvons estimer approximativement la taille de l'ensemble ; le panneau entier devait mesurer environ 1,10 m de hauteur et 0,78 de largeur. Bien qu'à l'époque où ils furent sciés, leurs revers aient été aussi grattés sans ménagement, on peut encore voir quelques traces qui montrent qu'à l'origine leur verso était uniformément peint en marron rougeâtre, couleur posée, elle aussi, sur une couche d'enduit. Cette technique est tout-à-fait habituelle chez les peintres des Ecoles du Nord de cette époque ; elle avait pour but de protéger le bois contre les variations de température et les insectes.

Si la gravure de Barbé, par son graphisme, est très représentative de l'art flamand du XVII<sup>e</sup> siècle, les peintures de Pieter de Jode I sont, elles, directement inspirées de l'art flamand du siècle précédent, ce qui se conçoit aisément de la part de cet artiste, né en 1570 qui fut l'élève de Goltzius (1558-1616 ou 1617) et était déjà un artiste confirmé en 1600, date à laquelle il s'inscrivit à la Guilde d'Anvers, association dont il devint le Doyen en 1608. Exécutés vers 1610, ses épisodes de la vie de Saint Louis sont stylistiquement et, plus encore techniquement, très archaïsants. Pour s'en convaincre, il suffit de les comparer à la production anversoise de la même époque. La façon dont il enduisit son support d'apprêt blanchâtre des deux côtés de la planche, la ponça et y juxtaposa ses couleurs est typique de l'art flamand des siècles précé-

6. Le musée du Louvre possède une monstrance flamande identique à celle figurant sur notre tableau ; elle fut donnée par M. Corroyer en 1923.

dents ; comme les maîtres anciens il se servit de la préparation blanche comme d'un sous-couche, posant ses teintes claires avec une matière très fluide, alors que ses couleurs sombres sont constituées d'une texture bien plus épaisse, ceci afin de contrer l'effet du blanc sous-jacent.

Bien que ses rares ouvrages soient très recherchés par les collectionneurs<sup>7</sup>, Pieter de Jode I est un artiste qui n'a jamais fait l'objet d'une étude vraiment exhaustive ; ça et là, on trouve mention de lui dans les livres traitant de l'art flamand mais il est encore un méconnu<sup>8</sup> au point de vue de l'histoire de l'art. La seule facette de son talent qui ait attiré l'attention des historiens est son activité de graveur d'interprétation ; il fut en effet choisi par Rubens pour réaliser des gravures d'après ses peintures. La biographie de Pieter de Jode I reste à écrire<sup>9</sup> mais il est représenté, nous dit le Dictionnaire de Bénézit, dans les plus grands musées du monde tels ceux de Vienne, d'Amsterdam, de Bruxelles, d'Anvers ou de Londres. Il ne figure pas sur le Dictionnaire des peintres belges<sup>10</sup>, car il n'était jusqu'ici connu que pour ses gravures et ses dessins, mais cet élément n'entrave pas notre attribution tellement ses dessins sont proches des peintures étudiées ici. Notons au passage que la gravure de Barbé reproduisant «Saint Louis et onze scènes de sa vie» ne porte pas la mention habituelle «P. de Jode, del» mais «P. de Jode, figura, J. Barbé, sculpsit, de Mallery, ex» ; ce qui est une différence notable et conforte notre hypothèse.

Reste une importante question : comment cette œuvre, peinte à Anvers, échoua-t-elle à Bordeaux ? En 1978, lors de notre étude sur le premier fragment, nous avions émis l'hypothèse d'une œuvre isolée provenant d'Espagne ; à la suite de la découverte du second élément cette possibilité n'est guère crédible. Les deux panneaux ayant été trouvés à Bordeaux à dix-neuf ans d'intervalle, chez deux marchands différents et dans des cadres anciens mais dissemblables, on peut penser maintenant que l'ouvrage fut «dépecé» dans cette ville. Mais quand eut lieu cet acte de vandalisme ? A chaque achat, nous avons pu constater que les fragments fort sales, étaient maintenus dans leurs cadres par des clous très rouillés, ce qui semble

indiquer que le sciage de l'ensemble et l'encadrement des fragments furent réalisés il y a plusieurs décennies. Il est très probable que d'autres éléments de l'ouvrage de Pieter de Jode I se trouvent encore dans des collections particulières bordelaises ; le hasard nous a déjà été deux fois favorable, espérons, sans trop y croire, que le dicton «Jamais deux sans trois» se réalisera et que nous pourrons enfin présenter un jour dans son intégralité «Le portrait de Saint Louis entouré de onze scènes de sa vie».

7. Des dessins de Pieter de Jode I passent régulièrement en ventes publiques surtout en Hollande. Voir Annuaire ADEC, années 1995, 1996 et 1997, voir aussi AKOUN. La côte des dessins, pastels, gouaches, aquarelles, 1996, p. 265. En matière de côte, son record semble être «Les fêtes de mariage de Persée et d'Andromède» (format circulaire de 16,7 cm) qui atteint à Londres en 1995 la somme de 4025 Livres (soit à peu près 39 000 francs), voir Art, price, index international, 1997, Falk editor, tome I, p. 1559.

8. Fils du graveur Gerhard de Jode, Pieter de Jode I avait une sœur, Isabelle qui épousa Jean Brueghel (dit de velours) ; il connut tous les grands artistes anversois de son temps et fut portraituré par Van Dyck. Il eut un fils Pieter de Jode II qui fut lui aussi graveur.

9. Relativement à Pieter de Jode I, on lira cependant : T. Borenius (assisted by R. Witkower), Catalogue of the collection of drawing by the old masters formed by Sir Robert Mond, L.L.D., F.R. S.E., F.S.A., London 1937, p. 95, n° 365 (as P. de Jode the younger). M. Schapellhouman, Catalogue of the Dutch and Flemish drawings in the Rijksprentenkabinet, Rijksmuseum Amsterdam, La Haye 1987, vol. III, p. 66 under n° 41. W. Wegner, Katalog der graphischen Staatlichen Sammlung München, Band I. Die niederländischen Handzeichnungen des 15.-18. Jahrhunderts, 2 vols, Berlin 1973, vol. 1, p. 94 under n° 653. F.W. Hollstein, Dutch and Flemish Etchings, Engravings and Woodcuts 1400-1700, vol. IX, Amsterdam, 1954 (?). J.M.G. de Zarate (ed.), Real collection de estampas de san Lorenzo de El Escorial, Vittoria-Gasteiz 1994, tomes VI et VII. Renseignements fournis par Madame Anneke Kerkhoe, bibliothécaire de l'Institut Néerlandais à Paris.

10. Renaissance du livre, Bruxelles, 1995 ; préface de E. de Wilde.

11. Nous devons exprimer ici notre gratitude à Monsieur Laurent Rougier, restaurateur de tableaux, grâce à qui le dernier fragment a retrouvé toute sa beauté.



## *Eglise Saint-Michel de Bordeaux : deux cloches anciennes retrouvées*

Jean-Bernard Faivre, Régis Singer \*

Le 21 décembre 1992, à la suite de l'inventaire du patrimoine campanaire de la ville de Paris <sup>1</sup>, un arrêté de classement au titre des monuments historiques est pris au profit d'une cloche de 1566, de l'église Saint-Jean-Baptiste-de-Belleville. Cette mesure de protection n'a rien d'exceptionnel en soi, si ce n'est qu'elle s'applique à un objet mobilier dont le lieu de fabrication est situé à six cent kilomètres de son emplacement actuel. Les inscriptions en lettres gothiques étalées sur deux lignes à hauteur du cerveau sont sans ambiguïté sur son affectation d'origine : il s'agit de l'église Saint-Michel de Bordeaux.

Six années plus tard, en 1998, lors du salon du patrimoine à Paris, une rencontre fortuite avec les époux Richard, membres de l'Association de Sauvergarde Saint-Pierre - Saint-Paul de Montreuil-sous-Bois en Seine-Saint-Denis <sup>2</sup>, nous apprend la présence dans cette commune d'une cloche datée de 1623 et provenant également de l'église Saint Michel de Bordeaux.

Ces deux découvertes concernent des œuvres que l'on croyait perdues, détruites dans une refonte ou transformées en monnaie à la Révolution. Elles posent le problème des événements qui ont pu contribuer à leur dépose de leur lieu d'affectation originel, ainsi qu'à leur transfert dans des monuments si proches géographiquement. En effet, si les églises de

Belleville et de Montreuil-sous-Bois sont dans des départements différents, elles ne sont en fait distantes que de quelques kilomètres.

### **Les cloches de l'église Saint-Michel de Bordeaux**

Les grandes cloches de volée de l'église Saint-Michel sont placées à l'extérieur du monument, dans le "*campanille*" dont la construction se termine en 1492. A cette époque, la tour possède au moins

\* J.-B. Faivre : Conservateur délégué des Antiquités et Objets d'Art. R. Singer : Campanologue, expert pour le patrimoine campanaire auprès de la direction du patrimoine.

1. Singer R., Inventaire des 900 cloches civiles et religieuses de Paris, 1992.

2. Mme Richard présidente, M. Richard trésorier de l'association, ont engagé une recherche sur le patrimoine campanaire de cette église.

3. A.M.Bx D-9 /8-9 ; Don Devienne "*1492 le clocher fini, on se hâte d'y faire monter deux grandes coches qui étaient dans l'église et dont une venait d'être nouvellement fondue.*". A.D.Gir. G 2252. Paiement en 1495, pour réparation des tourillons "*deu Raphaël et deus deux tresseys et de las esquies*" A.D.Gir. G 2252 : "*per agrandir lo grant batailh de Miqueu... et per saudar le batailh du Raphaël*" voir lexique, note 42.





Fig. 1. — Carillon de la tour Saint-Michel.

deux grandes cloches ou "senhs" appelées "le Michel" et "le Raphaël" <sup>3</sup>. Durant le XVI<sup>e</sup> siècle, on perpétue leur vocable à chaque refonte. Il en est ainsi en 1533 dans la coulée des deux bourdons par Mathurin Gramourceau <sup>4</sup> puis de nouveau en 1566 pour la cloche retrouvée à Belleville <sup>5</sup>.

En 1623, c'est par les savoir-faire conjoints de deux fondeurs que se fait la coulée de la cloche bordelaise qui sonne actuellement à Montreuil-sous-Bois. Fortenay Delacarre, artisan bordelais, travaille pour l'occasion avec Rémy Rozié, saintier lorrain <sup>6</sup>. Cette association ponctuelle peut venir du fait que Delacarre, six ans auparavant, a eu des difficultés pour réussir la coulée de deux cloches entreprises avec le fondeur Jean Bouan et commandées par la même paroisse. Ils durent les refaire à leurs frais car jugées "non sonnantes et accordantes aux aultres dudict clochier" <sup>7</sup>. Le choix d'un partenaire originaire de la Lorraine est peut-être dû à la réputation professionnelle de ces maîtres artisans itinérants que l'on retrouve d'ailleurs un siècle plus tard à la même église Saint-Michel, où Louis de Montaux et Nicolas Lefebvre coulent ensemble "la grande cloche, le vendredi 30 août 1737" <sup>8</sup>.

Au cours des siècles, la destinée des cloches suit les vicissitudes de la tour. L'édifice souffre de sa grande hauteur et les tempêtes provoquent des dégradations comme dans la nuit du 8 au 9 septembre 1768 <sup>9</sup> où une des trois cloches existantes est brisée par l'effondrement de la flèche. Suite au sinistre, on construit un beffroi provisoire dans le cimetière attenant en attendant une refonte générale des cloches descendues de la tour <sup>10</sup>. C'est Turmeau, maître fondeur bordelais, qui est chargé de la coulée en 1771. Il sortira quatre nouvelles cloches du métal récupéré <sup>11</sup>.

Aujourd'hui, le campanile de Saint-Michel ne conserve aucune cloche antérieure à la Révolution <sup>12</sup>. Il abrite un des rares carillon d'Aquitaine, formé d'un

4. Roudier P., "Les fondeurs bordelais du XVI<sup>e</sup> siècle" Fédération Historique du Sud-Ouest, Paris, 1959. A.D.Gir. G 2239 folio 19. Il s'agit d'une refonte "refaire et refondre les deux grosses cloches de ladite église l'une appelée le Michel et l'autre le Raphaël";

5. A.D.Gir. 3 E 6349 "Comptes du Syndic de l'église Saint-Michel pour l'année 1566" "faire deux grands cloches". Information de B. Sutra. Le vocable de la cloche de Belleville est Saint-Raphaël.

6. A.D.Gir. G 2239 ; le contrat du 7 juillet 1623 possède une orthographe variée : Rouzie, Rauzié etc., Monsieur Douche, généalogiste à Nancy, pense qu'il s'agit de Rémy Rozier dont le nom de famille apparaît à Huilliecourt en 1593.

7. A.D.Gir. G 2239. "ains sont gratignes et fendues par dessoulz et dessus".

8. Faivre J.-B., "Fondeurs de cloches ambulants du Bassigny : leur production en Gironde", Revue archéologique de Bordeaux, tome LXXXVI, 1995.

9. A.D.Gir. G 2338 : "l'ouragan qui dans la nuit du 8 au 9 a abattu la flèche et fait tomber les cloches".

10. A.D.Gir. G 2305.

11. A.D.Gir. G. 2326. Fonte le 3 décembre. "fonte par Turmeau des trois cloches pesant 2960 l, on en tire quatre... le nouveau curé en donne une 5<sup>me</sup> de 457 livres".

A.D.Gir. G. 2338. Le beffroi pour les quatre cloches est mis en place par Brougnon, maître charpentier. A.D.Gir. G. 2306. Préablement à cette fonte Monsieur H Demons est chargé par la fabrique "de prendre des informations au Château Trompette, à raison des cloches de l'église qui furent portées autrefois au dit château, sans savoir si elles y sont encore et en quel nombre..." que "les cloches ont été... à l'horloge du Château, il ne doit pas être question... à les retirer..."

12. La seule cloche existante dans la tour après la Révolution est une de celles fondues par Turmeau en 1771. L'abbé Pardiac précise en 1858 "qu'une fêlure réparée sans succès, la laisse sans destination". Il est probable qu'à la veille de la Révolution l'église Saint-Michel possédait huit cloches : cinq dans le clocher, une cloche de chœur (A.D.Gir. G 2306), une cloche d'horloge (1719), une cloche de sacristie (1763).

ensemble de 22 cloches du XIX<sup>e</sup> siècle, œuvre composite des fondeurs Deyres de Bordeaux et Guillaume d'Angers répartie en sept cloches de volée et 15 cloches fixes <sup>13</sup> (fig. 1).

## La descente des cloches

Alors que la France est en conflit avec la Hollande, Louis XIV doit faire face à des troubles internes qui secouent le pays. Contemporain des mouvements bretons, le soulèvement populaire de Bordeaux de 1675 va profondément marquer la capitale giron-dine <sup>14</sup>.

Pour répondre aux lourdes dépenses occasionnées par la guerre, le gouvernement crée, dès 1673, de nouvelles taxes. Celle de 1674, concernant le droit de marque sur la vaisselle d'étain, provoque la colère des Bordelais. De graves incidents éclatent en mars de l'année suivante dans le quartier de la rue du Loup où réside la plupart des potiers d'étain et endeuillent les deux camps en présence. Le mouvement s'amplifie et au plus fort de l'émeute, c'est notamment du campanile de Saint-Michel que sonne le rassemblement des émeutiers.

Provisoirement victorieuse, la révolte est finalement matée au mois d'août 1675. Il s'ensuit une répression d'une ampleur considérable. Après un jugement sommaire, le Parlement condamne à la peine de mort treize mutins "trois furent brûlés vifs sur la place Canteloup et les neuf autres, ainsi que la femme furent pendus dans les quartiers où ils avaient excité la sédition" <sup>15</sup>. La capitale bordelaise est aussi sanctionnée car le roi Louis XIV entend imposer "une punition collective et exemplaire". Le Parlement est exilé à Condom, la Cour des Aides est transférée à Libourne et Bordeaux est occupée militairement jusqu'en 1676. Une partie des murailles et des portes de la cité sont détruites, ainsi que toute construction à moins de cent toises du Château Trompette afin d'en étendre les glacis. Le roi ordonne même la démolition du clocher de l'église Saint-Michel pour laquelle, fort heureusement, aucun entrepreneur ne se présente.

Parmi les punitions infligées aux bordelais, celle qui décide du destin de nos deux dames de bronze découvertes à Paris, réside dans l'ordre de descendre les cloches des églises Sainte-Eulalie et Saint-Michel pour avoir sonné les rassemblements des émeutiers.

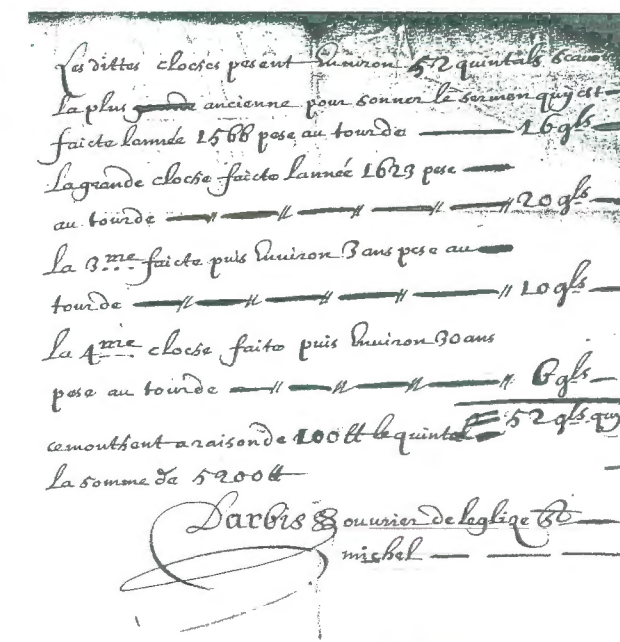


Fig. 2. — Procès verbal de la dépose des cloches ; 24 décembre 1675

Elles doivent être portées à la citadelle avec les armes que les habitants des quartiers concernés ont à déposer à l'hôtel de ville. C'est ainsi que la veille de Noël de l'année 1675, sur ordre des maires et jurats, les cloches de l'église Saint-Michel sont "despandues" par Louis Delanoué, charpentier de haute futée demeurant au Château Trompette <sup>16</sup>. Le procès-verbal de cette opération établi par le sieur Darbis, ouvrier de Saint-Michel, précise que le clocher comprend à cette époque quatre cloches. La plus grosse date de 1623 et la seconde, la plus ancienne, de 1566. Les deux autres, plus petites, sont du XVII<sup>e</sup> siècle (fig. 2). Ces quatre cloches sont emmenées nues, c'est-à-dire "sans coussinets, batails et garnitures" qui sont laissés chez le sa-

13. Brottier E. ; "Etude préalable à la restauration, du carillon. D.R.A.C Aquitaine 1996". Le carillon est composée de sept cloches de volées, six du fondeur Guillaume (1865) et une du fondeur E. Deyres (1845) et de quinze cloches de carillon, deux du fondeur Guillaume et treize de H. Deyres.

14. Loirette F. ; "La sédition bordelaise de 1675, dernière grande révolte urbaine de l'ancien régime", Actes du 102<sup>me</sup> Congrès des sociétés savantes, Limoges 1977.

15. A.M.Bx. E7/22-29 ; Bernadeau, "Histoire de Bordeaux depuis l'année 1675 jusqu'à 1836" ; imp. Balarac jeune, Bordeaux, 1837.

16. A.D.Gir. G 2259.



cristain. Trois charrettes tirées par des bœufs et encadrées par six soldats du guet sont nécessaires pour effectuer ce transport.

Pendant seize ans, la paroisse est privée de sonnerie. Ce n'est qu'en 1691, après le retour du Parlement à Bordeaux, que les cloches sont autorisées à reprendre leur place dans leurs monuments respectifs. Pour l'église Saint-Michel, malgré la demande des marguilliers, le commandant du Château Trompette n'accepte de restituer que deux des quatre cloches qu'il possède, justifiant sa décision par le fait que les deux autres servent à l'horloge de la citadelle et sont donc indispensables au bon fonctionnement de la garnison. Des deux cloches rendues, les deux plus petites, une seule retrouve sa place dans le campanile, car la seconde se brise pendant le transport<sup>17</sup>. Quelques années plus tard, la fabrique décide d'augmenter la sonnerie de l'église et confie en 1719 au fondeur Louis Oudry la fabrication de "la grande cloche et de la cloche de l'horloge"<sup>18</sup>.

Les deux cloches réquisitionnées restent dans la citadelle jusqu'à la décision du 15 août 1785 de démolir le Château Trompette. A cette date, la fabrique de Saint-Michel s'inquiète à nouveau de leur devenir, sans pour cela obtenir leur restitution. Il est probable que la vente des deux cloches se réalise pendant la première phase de démolition de la citadelle et elles vont donc miraculeusement échapper aux destructions massives ordonnées par les décrets révolutionnaires de 1792 et 1793 prévoyant de transformer l'airain en monnaie ou en canon. Il semble qu'elles fassent partie du même lot et du même voyage puisqu'elles se trouvent toutes deux vendues à Paris en 1810.

### La cloche bordelaise de Montreuil-sous-Bois (fig. 3)

Avant 1789, les cloches de Montreuil sont au nombre de quatre et forment un ensemble harmonieux, démantelé au moment de l'application des lois révolutionnaires. En 1810, la paroisse demande à Monsieur Lehideux, négociant en métaux demeurant rue du Temple à Paris, de lui procurer deux cloches consonantes avec le "Re" et le "Sol" présents dans le clocher<sup>19</sup>. Les paroissiens achètent ainsi deux cloches d'occasion du XVII<sup>e</sup> siècle dont une provenant de Saint-Michel de Bordeaux qui est considérée comme donnant un "Fa"<sup>20</sup>.

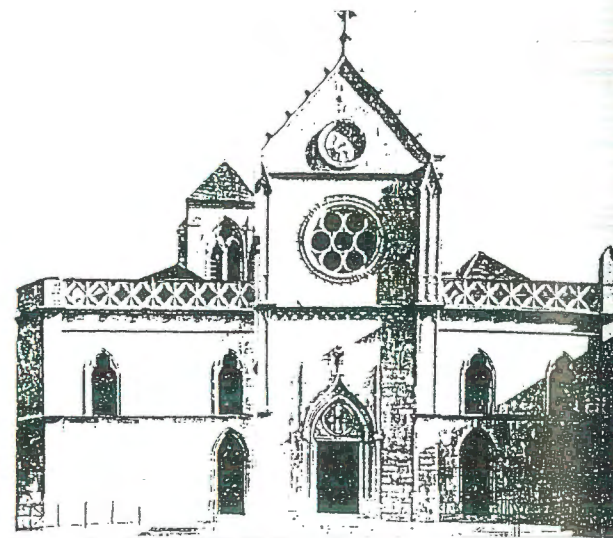


Fig. 3. — Elévation de l'église de Saint-Pierre-saint-Paul de Montreuil-sous-Bois

Elle porte la date de 1623. Son diamètre à la base est de 1080 cm ce qui lui confère un poids autour de 900 kg. L'inscription, à hauteur du cerveau, dont chaque mot est séparée d'une fleur de lys, se présente ainsi :

† IESVS † MARIA † POVR † LESGLISE † ST † MICHEL † DE †  
BOVRDEAUX † LA PRESENTE † CLOCHE † A ESTE † FAICTE † CURE  
† MESSIRE GUILLAVME

HAVDEBOURG

† SINDICQ † MESSIEVRS † M<sup>e</sup> † IACQVES † DE MONS † CONSEILLER  
† DV † ROY † EN † LACOVRE † MARTIN † SOCCIONDO † IACQUES  
PATI † CITOIENS

† OVRIER † S<sup>r</sup> † ARNAVLT † CLAVERIE † LAN † 1623

(en creux)  
PEZE+ 1832++

17. Pardiac; abbé "Notice sur les cloches de Bordeaux et en particulier sur celle de l'église Notre-Dame", Paris, Derache, 1858.

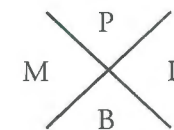
18. A.D.Gir. G. 2248 ; "Paiement à Louis Oudry, maître fondeur... prix de la cloche neuve de l'horloge et de la refonte d'une autre cloche". La cloche pour l'horloge, désaffectée, est encore présente derrière la façade de l'église Saint-Michel. Ses inscriptions et décors sont mal fondus et peu lisibles. Nous possédons une petite cloche de L. Oudry à l'église de Gironde-sur-Dropt. Elle est datée de 1717.

19. Lemaître-Richard Renée, "Les cloches de l'église Saint-Pierre Saint-Paul, Montreuil-sous-Bois": Les deux cloches présentes sont le résultat de la fonte de la grosse cloche conservée à la Révolution.

20. R. Singer & J. P. Franc, "Inventaire campanaire de l'église Saint-Pierre Saint-Paul de Montreuil-sous-Bois"; 1998. C'est en fait un "sol 3".

Chacune des lignes commence par une croix, la graphie des U est faite avec la lettre V, la lettre N est posée partout à l'envers. Sous le mot "LAN" se trouve un dossier carré avec au centre une cloche en relief.

La faussure ne porte pas la signature des fondeurs. Un signe composé de quatre lettres inscrites dans les branches d'un X et une grande croix ornée de fleurs de lys forment le décor de la faussure.



Le contrat de fonte, conservé aux Archives Départementales de la Gironde, et passé avec Raymond Rousseau, notaire royal de la ville de Bordeaux, en date du 27 juillet 1623, nous fournit de précieux renseignements sur les lieux de résidence des fondeurs, les causes de la coulée, ainsi que les délais d'exécution et les conditions du travail commandé<sup>21</sup> :

"Rémy Rousié et Fortaney Delacarre maîtres fondeurs habitant ledit Rousié de l'huillécourt en Lorraine et le dit Delacarre de cette ville de Bordeaux en la paroisse de St-Siméon fondre la grande cloche du clocher de la dite église qui est à présent rompue et leur rendre une autre de même grandeur, épaisseur, pesanteur et beauté qu'était la dite cloche auparavant qu'elle ne fut rompue, accordante et sonnante à la dite cloche grande qui est dans ledit clocher de la dite église... Lesdits Rouzie et Delacarre maîtres susdits fondeurs seront tenus fournir à leur propre compte et dépense tout le métal qui sera besoin et nécessaire bon et marchand... seront tenus avoir faite dans un mois prochain venant à compter d'aujourd'hui et ce moyennant la somme de 150 livres... pour lors que la cloche se trouvât mal faite ou rompue et ne fût de son bon et accordant avec les autres comme dit est dessus, en ce cas lesdits Rouzie et Delacarre seront tenus la refondre à leur propre compte et dépense... seront tenus aussi... vacquer à descendre et monter la dite cloche, à la charge de fournir par lesdits sieurs syndics et ouvrier les matériaux et manouvriers nécessaire pour le dit effet.. Fait à bordeaux dans la maison dudit Sociando... lequel Lacarre a déclaré ne savoir signer. Lesdits sieurs Sociando, Depats et Claverie ouvriers, Rozié et témoins ont signés..."

### La cloche bordelaise de Belleville

Elle se trouve également en vente à Paris en 1810, où elle est achetée avec deux autres cloches d'occasion pour l'église de Belleville<sup>22</sup>. A cette époque, la commune est érigée en paroisse depuis 1802 et de ce fait, n'est pas encore rattachée à la capitale.

"Lorsqu'il fut question de faire l'acquisition des trois nouvelles cloches,... deux marguilliers en firent la proposition dans le conseil de la fabrique. Le conseil rejeta formellement cette proposition et ne voulut prendre aucune délibération ni donner aucune autorisation à cet égard, parce que la fabrique qui n'a aucun revenu fixe était dans l'impossibilité de pourvoir au paiement de cette acquisition.

Comme on paraissait fort enthousiasmé d'avoir des cloches, quatre particuliers, habitants de la commune, se sont unis à la tête de cette entreprise et ont reçu la souscription volontaire des personnes de bonne volonté. Ces quatre particuliers ont fait en leurs noms et à leurs risques et périls l'acquisition de ces trois nouvelles cloches qu'ils ont présenté et offert à l'église de Belleville, et qu'ils ont déclarés avoir acquis en qualité de commissaires au nom des habitants de la commune"<sup>23</sup>.

La bénédiction a lieu le 7 juin 1810. A cette occasion la cloche bordelaise reçoit le nom de Guillaumette Geneviève qui se substitue au vocable de Saint Raphaël. L'acte de baptême est "gravé" dans le bronze au-dessous du texte gothique :

✠ dieu ✠ soizt ✠ en ✠ nous ✠ s ✠ rafael ✠ pbr ✠ servir ✠ a ✠ lonneur ✠ de ✠ dieu  
✠ en ✠ leglise ✠ de ✠ s ✠ michel ✠ O

de borbeau lan mil b<sup>e</sup> lx vi H A G

+ L'AN\*1810\*JAI\*ETE\*NOMMEE\*GUILLAUMETTE\*GENEVIEVE\*PAR\*GAU  
\*CALOT\*ET\*M.G.BERGER\*VE\*DE\*GILLES\*DENOYEZ + ET BENIE\*PAR\*MR  
C. HES,

CHES\*ISIDORE\*DUMOITIEZ + CURE\*ET,\*VICTOR, LEVERT, MAIRE\*DE  
\*BELLEVILLE GL\*CORDEBAR\*ADJOINT +

E  
+ ACHETE\*PAR\*NM\*VARNNE\*ET\*J.Bte\*FAUCHEUR A M. J. G. GUERRE  
\*ET\*JB + VARENNE\*M G A M T\*AU\*NOM\*DE\*LA\*COMMUNE+

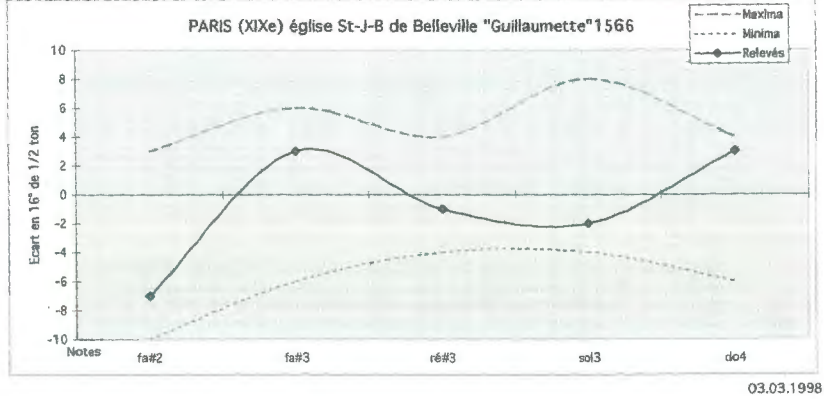
21. A.D.Gir. G 2239. Nous remercions Hélène Avisseau, Conservateur aux Archives, pour son aimable contribution

22. Notice historique sur l'acquisition des cloches de Belleville en 1810.

23. Archives diocésaines de Paris.



Partiels	Note	e en 16°	min	max	Valeur estimée (Hz)	Valeur théorique (Hz)
n°		Nuances			fa 435	fa 435
1	octave inférieure ou hum	fa#2	-7	-10	178,3	182,9
2	fondamental ou prime	fa#3	3	-6	369,8	365,8
3	tierce mineure	ré#3	-1	-4	306,5	307,6
4	quinte juste	sol3	-2	-4	384,8	387,5
5	octave supérieure ou nominal	do4	3	-6	522,9	517,3



Le diamètre à la base est de 100, 5 cm pour un poids estimé aux environ de 800 kg (fig. 4).

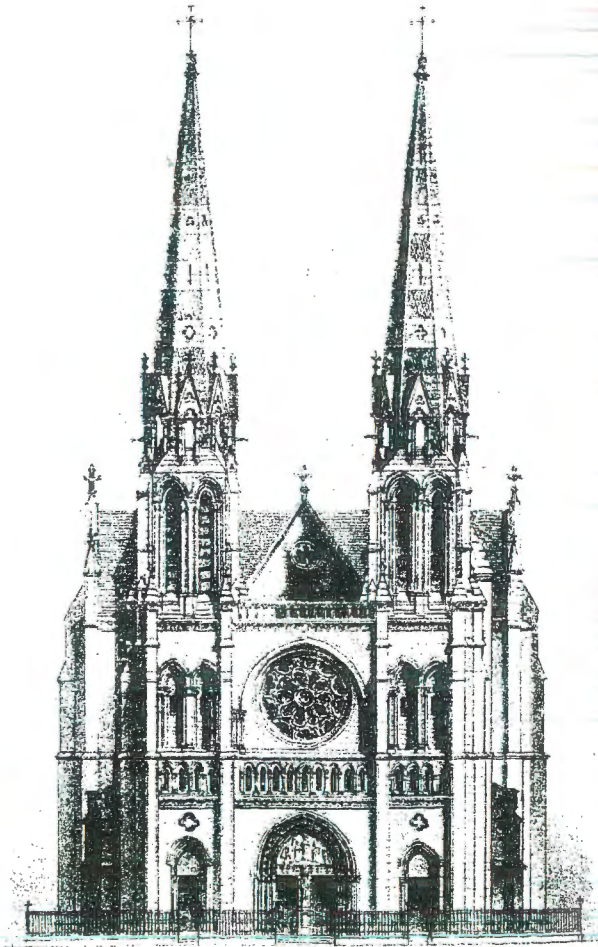
Dès la bénédiction terminée, les quatre particuliers, composant la "commission des cloches" décident d'un règlement pour la police des sonneries qui prévoit notamment :

"Article 1<sup>er</sup> : Le produit des quatre cloches restera à la disposition de la commission jusqu'à l'entier et parfait paiement du prix principal et intérêt de l'acquisition des trois cloches et de celui des frais occasionnés pour leur placement.

Article second : La commission se charge de l'entretien des cloches et du paiement des deux sonneurs, quelle réglera et fixera de gré à gré avec eux..."<sup>24</sup>.

Mais l'installation dans le clocher n'est pas conforme à l'arrêté pris par le préfet de la Seine en date du 16 avril 1810 qui demandait une inspection préalable du beffroi et l'usage des cloches est interdit en raison des désordres qu'il provoque sur l'édifice. Les quatre commissaires sont rendus responsables de cette situation et se voient imposer à leur frais, la restauration du clocher. Il leur faut vingt-trois années pour éponger la totalité de la dette.

Bien que classée au titre des monuments historiques en 1846, l'ancienne église de Belleville est démolie en 1854 au profit d'un monument néo-gothique construit dès 1863 par l'architecte Truchy sur les plans de son confrère et maître Antoine Lassus<sup>25</sup>. L'élévation ouest se compose d'un grand pignon central cantonné de deux tours (fig. 5). Dans la flèche de gauche, un imposant beffroi reçoit aujourd'hui les quatre cloches provenant de l'ancienne église.



24. Ibid. note 23.

25. Architecte qui a travaillé avec Viollet-le-Duc à la Sainte-Chapelle et à Notre-Dame de Paris

Les sœurs girondines

Accompagnant les inscriptions en minuscules gothiques de la cloche bordelaise de Belleville, des fleurs de lys, sur dossiers en losange, ponctuent le texte. Une croix décore également la jupe d'airain ; ses branches, terminées par des fleurs de lys identiques à celles des inscriptions, sont composées d'un décor de feuillage et fleurs de lys en rinceaux s'appuyant sur un rang de perles<sup>26</sup>. Un dossier rectangulaire supportant une cloche inscrite entre les lettres majuscules H. G. représente la signature du fondeur (fig. 6).

Les caractères de l'inscription et les décors présents sur cette cloche ne nous sont pas inconnus. Nous retrouvons des éléments similaires sur neuf cloches du XVI<sup>e</sup> siècle encore présentes dans les clochers girondins<sup>27</sup> (fig. 7). A Blaignac, Cantois, Neuffons, Puybarban, Saint-Martin-de-Sescas et Targon, la même grande croix décore la jupe de

26. Le rang de perles est indifféremment à droite ou à gauche, parfois même à l'envers sur le socle.  
27. Faivre J.-B., Inventaire campanaire du département de la Gironde (en cours). Nous remercions les maires de chaque commune concernées pour nous avoir facilité l'accès aux clochers.



Fig. 6. — Cloche de 1566 de Saint-Michel de Bordeaux actuellement à Belleville.

Neuffons	1552	●	●					
St Martin de Sescas	1555	●	●	●	●		●	
Castelviel	1556			○		●		●
St Martin du Puy	1556	○	●			●		
Targon	1557	●		●	●			●
Cantois	1563	●	●		●			
Blaignac	1564	●		●		●		●
Puybarban	1564	●	●				●	●
St Félix de Foncaude	1564		●			●		
St Michel de Bordeaux	1566	●		●		●		

Fig. 7. — Tableau comparatif de cloches bordelaises et de la cloche de Belleville



chaque cloche<sup>28</sup> (fig. 8). A Blaignac, Castelvieu, Saint-Félix-de-Foncaude et Saint-Martin-du-Puy, la bande des inscriptions est terminée par une fleur de lys sur dossier en losange. Les initiales "H. G" entourant une cloche sont présentes à Blaignac, Saint-Martin-de-Sescas, et Targon (fig. 9). Enfin, pour les dix cloches comparées, les inscriptions sur une ou deux lignes à hauteur du cerveau sont toutes encadrées par un double filet supérieur et inférieur.

Des décors supplémentaires apparaissent à Blaignac, Neuffons, Puybarban, Saint-Félix-de-Foncaude, et Saint-Martin-du-Puy où une petite croix sur socle annonce le début des inscriptions. A Cantois, Targon et Saint-Martin-de-Sescas, les anses du cerveau sont ornées d'une cordelette. A Saint-Martin-de-Sescas, un motif en forme de S allongé verticalement ponctue les parties du texte en abréviation alors qu'à Puybarban il encadre le mot "dieu" qui débute le texte de la ligne supérieure (fig. 10). Une lettre considérée comme un & gothique est présente à Blaignac et Puybarban<sup>29</sup> (fig. 11).

La cloche de Castelvieu se distingue quelque peu de ses sœurs de bronze par l'enrichissement d'un cartouche présentant une crucifixion marquant la séparation entre le début et la fin de la lecture. On retrouve ce détail au même emplacement sur la cloche de Belleville dans un cartouche circulaire représentant saint Michel terrassant le dragon. Une petite croix aux branches terminées par des fleurs de lys, présente aussi à Targon, annonce le début du texte. La signature du fondeur "h g" encadrant une cloche se différencie par le fait que les initiales sont en "minuscules gothiques" identiques à celles des inscriptions et sur dossier indépendant (fig. 12). On notera l'absence exceptionnelle de la croix sur la faussure, comme à Saint-Félix-de-Foncaude.

La cloche de Neuffons nous est précieuse à plus d'un titre. C'est la plus ancienne des cloches étudiées dans cette comparaison. Elle porte la date de 1552. Son inscription précise qu'elle est le résultat d'une coulée de deux cloches, ce qui induit que le clocher devait porter à l'époque deux baies campanaires comme ceux des églises voisines de Saint-Hilaire-de-la-Noailles, de Bagas ou de Loubens. Mais surtout, la fonte de deux cloches pour le même lieu a, semble-t-il, laissé une certaine liberté au fondeur et lui a permis d'écrire son nom parmi les inscriptions à hauteur du cerveau (fig. 13) :

† ihs m<sup>a</sup> lan m b<sup>e</sup> l n h groleut nous fait tous deux pour s martin de torignat  
dict de neuffons i de l r.

La fourchette de datation de ces cloches se situe entre 1552 (Neuffons) et 1566 (Bordeaux)<sup>30</sup>. La similitude des caractères des inscriptions, leurs dimensions, la comparaison des décors entre la cloche bordelaise de Belleville et celles contemporaines encore en place en Gironde, la confrontation avec la cloche de Neuffons, nous autorise à attribuer la paternité de ces dix cloches du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle au même fondeur et plus précisément à H. Groleut, même si pour l'instant nous n'avons pu attester cette hypothèse par un document écrit. Nous notons également la concentration géographique des cloches encore en place (fig. 14), malgré les déplacements de certaines d'entre elles notamment la cloche de Blaignac qui provient de l'église voisine Saint-Martin-de-Monphélix à Pondaurat, celle de Saint-Félix-de-Foncaude transférée de Gironde-sur-Dropt, et celle de Targon issue de la chapelle de Toutigeac dans la même commune.

### Intérêt de ces découvertes

Le fait d'avoir retrouvé deux anciennes cloches de l'église Saint-Michel de Bordeaux nous éclaire sur la composition de la sonnerie de cet édifice au moment de son transfert au Château Trompette. Les indications données par le "procès verbal de dépose" sont confirmées par les dates présentes sur les cloches transférées à Paris et nous permettent de dresser l'inventaire des cloches descendues la veille de Noël 1675 : la cloche n° 1, la plus grosse, datée de 1623, sonne aujourd'hui à Montreuil-sous-Bois. La seconde "faite pour le sermon" datée de 1566, sonne à l'église de Belleville. La troisième "faite environ 3 ans" concorde

28. La cloche de Saint-Martin-du-Puy a également une croix mais partiellement identique. Cette cloche a été refondue avec réemploi de tous ces décors (?) en 1978.

29. Pour Puybarban, nous conservons la datation de Brutails (1564) et non celle de 1551, le quatre final est fait de deux "n" accolés, technique que nous retrouvons à Blaignac et à Targon.

30. Bulletin de la Commissions des M. H, année 1849. Piganneau E., "Notice sur quelques vieilles cloches de la Gironde"; Société Archéologique de Bordeaux 1876-1878. Nous avons pour certaines cloches une autre interprétation des datations : Blaignac (1564), Saint-Félix-de-Foncaude (1564), Targon (1557),



Fig. 8. — Cloche de Neuffons, 1552 : Grande croix décorant la faussure ; petite croix au début des inscriptions



Fig. 9. — Cloche de Targon, 1557, provenant de la chapelle de Toutigeac, : signature "H. G", croix au début des inscriptions.



Fig. 10. — Cloche de Puybarban, 1564 : "S" encadrant les abréviations du texte.



Fig. 11. — Cloche de Blaignac, provenant de Saint Martin de Monphélix de Pondaurat : lettre "G", fleurs de lys, signature "H. G".



Fig. 12. — Cloche de Castelvieu, 1556 : signature "h. g" en minuscule gothique, crucifixion, fleur de lys, croix au début des inscriptions.



Fig. 13. — Cloche de Neuffons ; signature "h groleut".



avec celle fondue en 1672 par Patanchon<sup>31</sup>, enfin la quatrième "faite environ 30 ans" correspond à celle coulée en 1641 par Bougues<sup>32</sup>. On notera que ce sont les plus récentes et les plus petites qui ont été rendues à la paroisse. La seule qui reprendra sa place dans le campanile est refondue en 1737 par Nicolas Lefebvre et Louis Demontaux. A cette date, il ne reste plus dans la tour Saint-Michel aucune des cloches déposées après la révolte bordelaise.

Ces deux découvertes remettent également en cause l'idée selon laquelle la cloche de 1541 présente à l'église Notre-Dame de Bordeaux, serait une des cloches descendue le 24 décembre 1675 du clocher de Saint-Michel<sup>33</sup>. On connaît aujourd'hui le destin de chaque cloche déposée à cette époque et l'on sait que celle de 1566 retrouvée à Belleville était la plus ancienne du convoi. L'hypothèse émise par l'abbé Pardiac ne peut donc plus être retenue. Soit la cloche de Notre-Dame vient de l'église Saint Michel<sup>34</sup>, mais dans ce cas elle a été déposée avant la révolte de 1675, soit elle est d'une autre provenance.

## Conclusion

Ces deux découvertes nous incitent à rester prudent en matière de cloches considérées comme disparues. En effet, l'inventaire en cours du patrimoine campanaire du département enregistre bon nombre de déplacements. Les cloches des églises de Gironde, désaffectées après la Révolution, ont souvent fait l'objet d'un transfert dans l'église principale de la commune. C'est le cas notamment de la chapelle de Belin à Aillas, de Gléros à Sigalens, ou de Campot à Grignols. Certaines cloches du XVI<sup>e</sup> siècle sont aujourd'hui affectées à d'autres paroisses que celles pour lesquelles elles ont été fondues. Les cloches de Bayas (1500) et de Saint-Martin de Montaigne-en-Puynormand (1579) sonnent au clocher de Fronsac, celle de Bellebat (1554) vient d'Ambès<sup>35</sup>.

Au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, les déplacements sont dus à la vente de cloches récemment fondues entre communes ou paroisses. Les deux cloches de Budos datées de 1854<sup>36</sup> sont achetées en 1904 au monastère du Broussay, à Cardan en Entre-deux-Mers. Celle de Branne, faite à Rauzan en 1837, est vendue en 1879 pour l'église de Génissac<sup>37</sup>. Une cloche de l'église Saint-Michel de Bordeaux, fondue par Deyres en 1846, est proposée à la commune de Cambes en 1868<sup>38</sup>.



Fig. 14. — Situation géographique des cloches comparées.

31. A.D.Gir. G 2259.

32. A.D.Gir. G 2257 : nous connaissons de ce fondeur une cloche de 1640 de l'église Saint-Seurin de Bordeaux.

33. *Ibid.* note 17

34. "+ IHSM \* LAN \* MILA \* VCXXXXI \* ESFAITO \* LACANPANODESMIQ" inscription de la cloche de Notre-Dame, qui peut se traduire par + IHS MARIA LAN MIL VC XXXXI EST FAITE LA CLOCHE DE SAINT MICHEL. Cloche de 915 cm de diamètre pour un poids de 467,10 kg. Une cloche de 1558 à Cornebarrieu (Haute-Garonne), portant les mêmes caractères de lettres sur dossiers gravés, des décors identiques, la même initiale du fondeur "I. V" suivie d'une cloche, vient de nous être signalée par Françoise Zannese et Alain Toppan.

35. Huguet J. C. ; Bellebat au XIX<sup>e</sup> siècle ; ASPECT 1998

36. Cloches fondues à Lyon par G. Morel.

37. *Ibid.* note 8,

38. Cambes ; séance du 1<sup>er</sup> dimanche de juillet. "Son éminence avait fait la remarque que notre cloche était trop petite... il a fait savoir que la fabrique de St Michel de Bordeaux consentirait à nous vendre une de ses cloches du poids net de 617 kilogrammes et sonnait très bien, fondue en 1846 par M Deyres fils et très bien réussie". Arch. de l'archevêché, nous remercions l'abbé Vayssier pour sa contribution. Si cette cloche a été à Cambes, elle a été refondue en 1956 par Dencausse.

Nous connaissons aussi le transfert hors du département de cloches girondines comme celle de Saint-Denis de Piles (1518) transportée à Jonzac en Charente<sup>39</sup> et réciproquement celui d'une cloche de Tonneins achetée en 1626 par la commune de Civrac-en-Médoc<sup>40</sup>.

Pour la seule ville de Paris, on note également la présence de cloches destinées à un autre lieu et provenant d'un butin de guerre, de lieux de cultes désaffectés, ou achetées après la Révolution à des négociants en métaux comme cloches d'occasion ; à la basilique du Vœu National du Sacré-Cœur, les quatre cloches datées de 1838 viennent de l'ancien clocher démolí de l'église Saint-Roch de Paris. L'unique cloche de Notre-Dame-de-Grâce de Passy, fondue en 1765 par J.-B. Cavillier, provient de l'abbaye cistercienne d'Ourscamps à Ribécourt (Oise). La cloche de l'église Notre-Dame-du-Travail a été prise au siège de Sébastopol par le maréchal Pelissier, le 8 septembre 1855. Enfin, la cloche de volée de la cathédrale arménienne Sainte-Croix provient de l'église de Coudray (Eure-et-Loir) alors que pour les trois cloches d'horloge de la même église, la première (1613) a été fondue pour Saint-Blaize, la seconde

(1630) fondue pour Saint-Caraunum, la troisième, la plus petite "Philippine" (1679) provient du carillon de l'ancienne abbaye des prémontrés de Dommartin (Pas-de-Calais)<sup>41</sup>.

On pourrait multiplier les exemples. Combien de cloches croyons-nous perdues à jamais, dont nous n'avons aucune preuve de leur destruction ? Combien d'entre elles, cachées en périodes de troubles reposent dans leur demeure provisoire ou déposées pendant la Révolution n'ont jamais atteint leur funeste destination et sonnent aujourd'hui loin de leur clocher d'origine ? La découverte des deux cloches de Saint-Michel de Bordeaux nous rappelle que, sauf preuve attestée, une cloche disparue n'est pas forcément une cloche détruite et l'inventaire du patrimoine campanaire sur le plan national, notamment par la Société Française de Campanologie, nous réserve certainement d'autres surprises agréables.

39. Berthelé Jos, "Enquêtes Campanaires" Montpellier, 1903.

40. A.D.Gir. E supp ; 3756 – GG 2.

41. *Ibid.* note 1.

## Lexique

"Campanile" : clocher situé à côté de l'église. "Cerveau" : partie supérieure de la cloche où sont situées les anses. "Faussure" : partie médiane extérieure, entre le cerveau et la pince. "Senh" : cloche. "Saintier" : fondeur de cloche ambulante. "Bataillh" : battant de la cloche. "Coussinet" : réceptacle en bois, pierre ou bronze, recevant les axes du joug et permettant à la cloche de balancer.



## *Pierre Berquin, et l'art du retable au XVII<sup>e</sup> siècle*

par Laurent Chavier

Berquin naît en 1628 et il accomplit toute sa carrière à Bordeaux et dans la région bordelaise. Son père, son grand-père maternel et deux de ses oncles, tous menuisiers et sculpteurs, favorisent sa formation dans cette activité. Deux fils naissent de l'union qu'il contracte en 1655 avec la fille d'un potier d'étain : Pierre en 1661, et Jean en 1669. Tous deux deviendront à leur tour sculpteurs. L'artisan dont la carrière se rapproche de celle d'un "artiste" est qualifié dans divers actes : menuisier, sculpteur, doreur, architecte. Il acquiert à partir des années 1660 la dignité de bourgeois de la ville. Il décède le 21 mars 1689, rue des Bahutiers, dans la paroisse Saint-Pierre, où il a résidé durant toute sa vie.

Grâce à plusieurs travaux réalisés sur sa biographie et son œuvre, Pierre Berquin est l'un des sculpteurs bordelais les mieux connus du XVII<sup>e</sup> siècle. Dès 1885, Ernest Gaullieur, lui consacrait, ainsi qu'à ses deux fils, un article de la Revue littéraire et artistique. En 1976, Paul Roudié, dans le numéro de la *Revue Historique de Bordeaux* exclusivement consacré aux sculpteurs bordelais du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>, donne un état de la question, tout en y ajoutant le fruit de ses propres recherches.

Les documents concernant aussi bien la vie que la carrière de Berquin ne sont pas rares, en revanche le nombre d'œuvres identifiées encore en place s'est long-

temps limité à la clôture de la chapelle axiale de la primatiale Saint-André de Bordeaux ; commandée à l'origine par le chapitre de la cathédrale en 1658 pour la chapelle Notre-Dame-de-la-Nef. La découverte de nouveaux documents permet de préciser et de compléter le catalogue de l'œuvre de Berquin, notamment dans un genre qui semble bien constituer sa "spécialité" : le retable. Afin d'éviter des redites, cette étude se limite aux aspects inconnus de l'activité artistique de Pierre Berquin.

Par contrat, passé le 13 janvier 1658, Pierre Berquin, promet de réaliser un retable, pour l'autel de Notre-Dame de l'église de Cérons<sup>2</sup>. L'acte impose plusieurs contraintes : les dimensions, les matériaux, les couleurs, les délais de livraison et le prix de l'ouvrage.

Le cadre du retable est rythmé par deux colonnes d'ordre composite, cannelées et rudentées au tiers, flanquées de deux rinceaux en forme de volute. Au centre, une niche en plein cintre, encadrée, de colon-

1. Roudié Paul, "Recherches sur la sculpture à Bordeaux au XVII<sup>e</sup> siècle", *Revue historique de Bordeaux*, 1976, p. 38-42.

2. A.D.Gir. 3 E 24807, fol. 614.





Fig. 1. — Retable dédié à Notre-Dame, église paroissiale de Cérons.

nettes jumelées et de volutes, abrite la statue de la Vierge. Une Gloire, surmontée d'une croix, somme l'ensemble. Ce retable, à la différence des œuvres postérieures, évite la surcharge décorative (fig. 1).

Le 31 janvier 1667 le sculpteur s'engage, par prix-fait et devant notaire, à construire pour Jacques Meyer, curé de Canéjan, un retable accompagné d'un tabernacle, destinés au maître autel de l'église<sup>3</sup>. L'acte indique les matériaux utilisés : architecture et cadre du retable en bois de noyer, chapiteaux, figures et autres ornements, en bois de tilleul. Le sculpteur s'engage à livrer l'ensemble avant les fêtes de Pâques de l'année 1668, en échange de quoi lui sera versée la somme de mille cinquante livres. Les documents concernant un différend ayant opposé Berquin et l'un de ses ouvriers, au mois de mai 1668, prouvent que l'œuvre n'est alors toujours pas terminée. Certaines des figures, "six tes-

tes de chérubins à parachever et une figure du père" se trouvent toujours dans son atelier<sup>4</sup>. Le garçon sculpteur qui devait se conformer aux dessins de l'artiste, semble avoir gâché le travail occasionnant un retard dans les délais de livraison.

En 1673 Berquin perçoit toujours de l'argent du curé de Canéjan. La date de mise en place de l'œuvre demeure inconnue, mais le retable est mentionné lors de la visite archiépiscopale de l'archidiacre de Padrillon, en 1688, qui en donne une description sommaire : "un retable fort beau, tout neuf de boy de noyer avec quatre figures dorées, deux de chaque côté, de saint Vincent, de saint Blaise, de saint Jean, de saint Sébastien. Tableau au milieu dudit retable représentant Jésus Christ en croix, corniche dorée. Tabernacle tout neuf bien doré au dehors et étoffé au dedans"<sup>5</sup>. Le tabernacle a malheureusement disparu, en revanche, le retable orne toujours le maître autel de l'église de Canéjan.

L'ensemble se compose de trois panneaux en ligne brisée, subdivisé en trois registres horizontaux, reposant sur un soubassement constitué de panneaux rectangulaires, vide de décoration (fig. 2). Une corniche légèrement saillante, marque une séparation avec une seconde rangée de tables horizontales, qui présentent un décor peint polychrome rouge et blanc, imitant la structure du marbre. Seules les tables situées au droit des statues des saints, visibles des fidèles, présentent un décor géométrique. Celles du panneau central s'agrémentent de losanges, alors que celles des volets latéraux se divisent en quatre triangles. Ces tables sont entourées d'un cadre peint, de couleur, dorée et verte. Le premier registre central s'orne d'un tableau cintré dans sa partie supérieure, ayant pour thème la Crucifixion du Christ (fig. 3). Cette œuvre reproduit une Crucifixion de Cornelis Bloemaert, d'après une peinture de Ciro Ferri, et publiée en illustration du *Missale Romanum*, publié à Rome en 1662 (fig. 10)<sup>6</sup>. Cet

3. A.D.Gir. 3 E 10151, fol. 48.

4. A.D.Gir. 3 E 10152, fol. 199.

5. A.D.Gir. G 640, 8 mai 1688.

6. Dieter Graf, "Disegni di Pietro da Cortona e della sua scuola per il Missale Romanum del 1662", p. 206, ill. 14, dans *Pietro da Cortona, Atti del convegno internazionale, Roma-Firenze, 12-15 novembre 1997*, Milan, Electa, 1998.



Fig. 2. — Retable du maître autel, église paroissiale de Canéjan.



Fig. 3. — Crucifixion, détail du retable de l'église paroissiale de Canéjan.



Fig. 4. — Saint Sébastien, détail du retable de l'église paroissiale de Canéjan.



Fig. 5. — Saint Erienne, détail du retable de l'église paroissiale de Canéjan.



élément tendrait à démontrer que des liens aient pu exister entre Bordeaux et l'Italie, dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, du moins au niveau de la diffusion d'ouvrages.

Des têtes de chérubins ailées décorent les écoinçons. Les deux travées latérales, de la partie centrale, forment un léger ressaut. Des colonnes torsées, d'ordre composite, ornées de feuilles de vignes et de grappes de raisins dans leur partie inférieure, supportent un entablement à frise décorée de rinceaux verts et rouges. Dans le prolongement des colonnes, des boules d'amortissement viennent couronner l'attique. À l'intérieur de l'entrecolonnement s'inscrivent les statues des saints : à droite saint Jean-Baptiste, à gauche saint Sébastien (fig. 4). Les personnages sont figurés suivant une iconographie traditionnelle : saint Jean-Baptiste avec l'agneau et une longue croix dans les mains (disparue), saint Sébastien lié au tronc d'un arbre, attendant les flèches de ses bourreaux.

Les volets latéraux s'ornent des statues, de saint Vincent, à droite, et de saint Blaise, à gauche. Saint Blaise aurait vécu au début du III<sup>e</sup> siècle, médecin, il fut élu évêque de Sébaste en Asie Mineure, où sa résidence épiscopale était une simple caverne. Bien que d'origine orientale, il est en Occident un saint très populaire, invoqué surtout pour les guérisons. Il figure ici coiffé de sa mitre épiscopale. Le saint patron de Canéjan, saint Vincent, fut diacre et évêque de Saragosse en Espagne entre 300 et 330. Conformément à l'iconographie classique, il est représenté sous les traits d'un jeune homme, habillé de la dalmatique de diacre (fig. 5). Le décor salomonique des colonnes du retable pourraient avoir un rapport avec le patronage de saint Vincent envers les vignerons. Néanmoins, les grappes de raisins symbolisent généralement, la préfiguration de la Passion du Christ ou le mystère de l'Eucharistie, symbole qui trouve toute sa signification dans la Crucifixion du tableau central. Les deux saints latéraux occupent des niches en plein cintre, inscrites dans un encadrement doré en forme de T. Deux guirlandes de feuillages se déploient dans l'alignement des ressauts du cadre. Des couronnements pyramidés, chargés de guirlandes de fruits et de fleurs complètent cette élévation. Un fronton polygonal à trois pans, encadré de deux volutes et sommé de deux pots-à-feu rouges et d'une croix, viennent couronner le panneau central. Au centre de ce fronton, dans un cadre circulaire composé de feuillages,

figure le Père Éternel bénissant (fig. 6). Émergeant des nuages, il apparaît tenant dans la main gauche le globe du monde et levant les trois premiers doigts de la main droite en signe de bénédiction. Ce geste de bénédiction, suivant la formule latine fait allusion aux trois personnes divines. Ce retable s'inscrit parfaitement dans l'art religieux baroque de cette seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. Surcharge et profusion décorative, polychromie, composition pyramidante, iconographie classique, autant d'éléments qui en font une œuvre traditionnelle. Cependant dans le détail la composition se révèle à la fois plus complexe et plus variée : dans les motifs géométriques des tables du sous-bassement, dans la forme des niches des saints (rectangulaires ou cintrées) ou bien encore dans l'alternance des motifs floraux. L'utilisation des colonnes salomoniques, symboles des premiers temps du christianisme, remises à l'honneur par le Bernin au baldaquin de saint-Pierre de Rome entre 1624 et 1633, dénotent une connaissance du "goût du jour" de la part de l'artiste.

Berquin signe une belle œuvre, même si les figures demeurent quelques peu naïves, voire statique pour celle du Père Éternel. Néanmoins cette maladresse peut être imputée en partie à son ouvrier.

Le 18 mai 1668, le sculpteur signe un nouveau contrat, pour la réalisation d'un retable destiné à l'autel de Saint-Clair de l'église paroissiale de Saint-Léger de Balson<sup>7</sup>. De dimensions beaucoup plus modestes, cet ouvrage est adjugé moyennant la somme de cinq cents livres. Les bois employés à sa réalisation sont en tous points identiques à ceux utilisés à Canéjan. Cette petite église était le siège de plusieurs dévotions, dont deux revêtaient une importance toute particulière. La première rendait honneur à saint Mommollin, la seconde beaucoup plus importante, toujours pratiquée de nos jours, louait saint Clair, le premier dimanche de juin. Ce pèlerinage annuel, prenant parfois des allures de foire mercantile, où se rassemblaient trois à quatre mille personnes, garantissait des revenus importants à la fabrique de l'église. Cet argent permit à l'édifice de se doter d'une décoration extrêmement luxueuse ; en effet au XVII<sup>e</sup> siècle quatre autels, chacun décoré d'un retable baroque, ornaient l'église.

7. A.D.Gir. 3 E 10152, fol. 148.

8. Roudié Paul, "L'église Saint-Léger de Balson", *Cahier du Bazadais*, 1967, p 1-29. A.D.Gir. G 646, pièce 3.

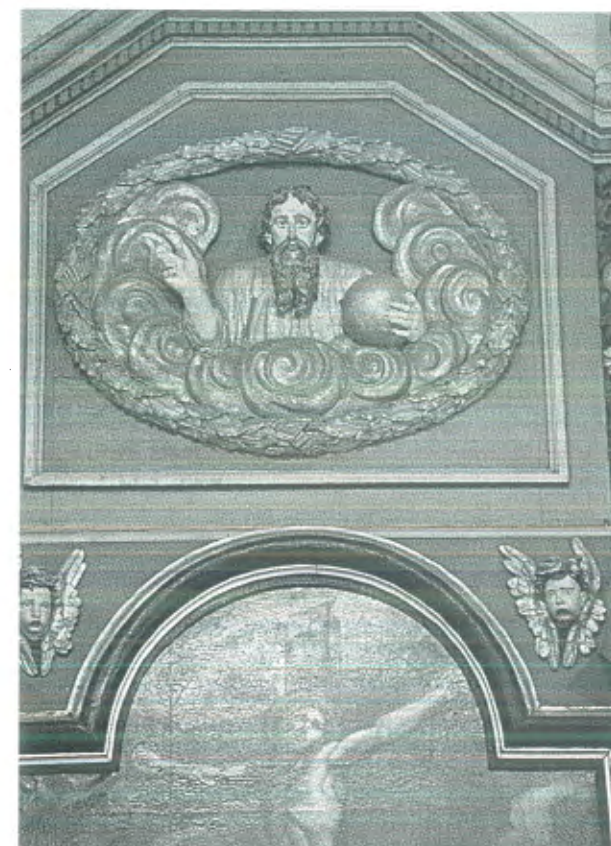


Fig. 6. — Dieu le Père bénissant, détail du retable de l'église paroissiale de Canéjan.



Fig. 7. — Retable dédié à saint Clair, église paroissiale de Saint-Léger de Balson.

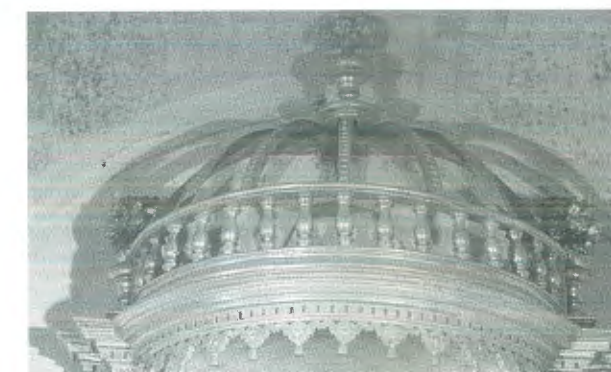


Fig. 8. — Couronnement du retable de saint Clair.

Fig. 9. — Retable dédié à Notre-Dame, église paroissiale de Saint-Léger de Balson.



Décrit successivement, en 1688<sup>8</sup> et au début du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup>, lors des visites de l'église, le retable dédié à saint Clair et saint Juin, s'est malheureusement effondré au début des années 1970. Cependant sa réplique exacte, réalisée à une date inconnue, dédiée à sainte Radegonde, en conserve le souvenir. Au tableau qui représentait cette sainte a été substituée une autre toile figurant précisément saint Clair.

Le retable observe une division tripartite. Trois tables horizontales, ornées de rinceaux incisés, encadrées par les piédestaux des colonnes parés de tables noires, forment le soubassement (fig. 7). Les colonnes torsées d'ordre composite, encadrent le tableau de saint Clair. Des feuilles de vigne et des grappes de raisins occupent le premier tiers des fûts des supports, alors que les deux tiers supérieurs, présentent des cannelures, roses, bleues et dorées, suivant le schéma précédemment observé à Canéjan. Saint Clair représenté en évêque, bénissant la source, ne correspond pas à la description originale du tableau, qui comportait deux personnages, saint Clair et saint Juin. Cette toile est probablement postérieure. Les colonnes supportent un entablement classique, architrave à fascies, frise agrémentée de fleurs et corniche à denticules. Sur cette dernière prend appui "la couronne", sorte de baldaquin ajouré, sommé de beaux bouquets et portant des lambrequins à sa partie inférieure (fig. 8).

L'ensemble est abondamment doré. La décoration reste similaire à celle du retable de Canéjan. On notera toutefois l'introduction de cet attique en forme de couronne, relativement proche de celui proposé par le Bernin pour le baldaquin du Val-de-Grâce en 1665.

Un second retable, pare toujours l'autel dédié à Notre-Dame, et semble dater de la même période (fig. 9). Mentionnée par le visiteur de 1688, cette œuvre peut-elle être pour autant attribuée à Berquin ? Faute de documents l'attribution de manière catégorique reste aléatoire, cependant des similitudes stylistiques entre les deux œuvres n'excluent pas l'hypothèse. Sa structure légèrement différente, adopte des colonnes plus classiques, mais toujours composites. Dans leur partie basse, le décor salomonique a laissé place à des motifs végétaux. De belles chutes de fleurs et de fruits, des bouquets opulents, une corniche denticulée, un fronton flanqué de pots à feu, un cadre travaillé, constituent pour le reste des éléments caractéristiques du répertoire décoratif de l'artiste.

Parallèlement à ces œuvres toujours en place, de nombreuses destructions empêchent la connaissance de retables connus seulement par les minutes notariales, mais qui sont la plupart du temps très imprécises. Toutefois ces documents permettent de mieux connaître la carrière de l'artiste. Le 26 juin 1668, la frairie des chapeliers, attendant toujours la mise en place de son retable, destiné à la chapelle de Notre-Dame-de-Pitié dans le couvent de l'Observance, adresse une sommation à l'artiste<sup>10</sup>.

Le 26 août de la même année, le sculpteur s'engage à réaliser un retable, pour l'église Notre-Dame de Valeyrac dans le Médoc<sup>11</sup>. Le contrat fournit quelques précisions sommaires ; le retable destiné au maître autel devait être accompagné d'un tabernacle, doré et décoré de trois figures, "sainte Catherine, sainte Magdeleine et une Vierge avec le petit Jésus entre les bras". La structure de l'œuvre, en bois de noyer devait présenter en son centre, un cadre de tilleul, peint en rouge et rehaussé d'un filet d'or. Cet ouvrage de grandes dimensions, dix neuf pieds de haut sur huit pieds quatre pouces de large, coûta sept cents livres à l'église. La reconstruction de l'église au XIX<sup>e</sup> siècle entraîna la perte de l'œuvre.

Au mois de janvier 1675, Berquin entreprit de nouveaux travaux pour la collégiale Saint-Seurin. Après avoir exécuté, entre 1659 et 1661 une chaire et une galerie "pour ouïr le sermon", ainsi qu'un buffet d'orgue, il réalisa un retable pour l'autel dédié à saint Fort, situé en dessous de l'orgue, moyennant la somme de trois cents livres<sup>12</sup>. Un contrat passé au mois de février, avec le peintre Pomeyrot<sup>13</sup>, indique le thème du tableau central. Sur une toile, de cinq pieds quatre pouces de hauteur sur quatre pieds quatre pouces de largeur, devait figurer saint Fort revêtu de ses habits pontificaux et saint Jacques le majeur. Ce morceau de sculpture et sa peinture furent détruits lors de l'effondrement des voûtes de l'église en 1698.

9. A.D.Gir. G 646, pièce 4.

10. A.D.Gir. 3 E 10152, fol. 810.

11. A.D.Gir. 3 E 10152, fol. 274.

12. A.D.Gir. 3 E 7056, fol 251.

13. A.D.Gir. 3 E 7056, fol 272.

Au vu de ces œuvres, Berquin montre un métier bien maîtrisé, et une carrière importante passée essentiellement au service de l'art religieux. Son style dépouillé des premières années, laisse place très vite aux goûts du jour. Comme de très nombreux sculpteurs de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, ses compositions associent la surcharge décorative, l'abondance des motifs floraux et végétaux, à une ordonnance classique, rythmée par un ordre. Ses retables sont architecturés, présentant au centre dans la plu-

part des cas un tableau, ou plus rarement comme à Cérons une figure en ronde-bosse, et dans ses compositions les plus ambitieuses, comme à Canéjan une association des deux. Ses décorations sont toujours très riches : niches, feuillages et rinceaux, guirlandes, auxquelles s'ajoutent toujours une polychromie abondante et variée. Cet artiste fut l'un des sculpteurs bordelais les plus appréciés de son temps, ouvrant une large voie à ses deux fils qui poursuivirent son œuvre.

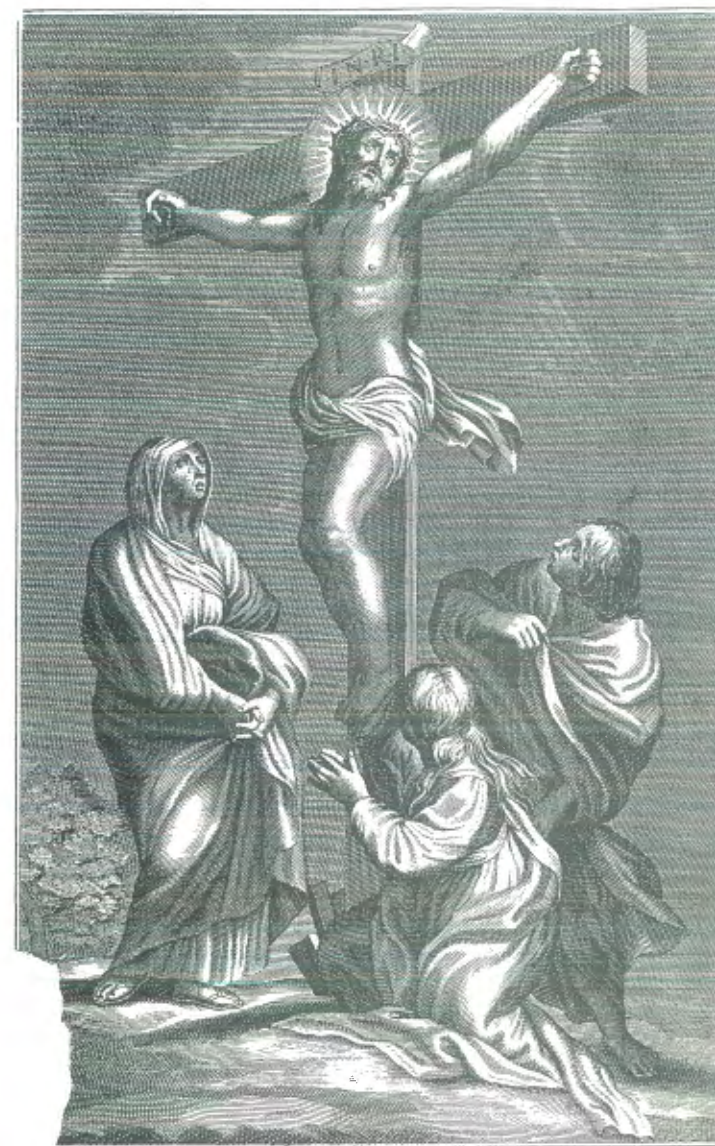


Fig. 10. — Cornelis Blommaert, d'après Ciro Ferri La Crucifixion.



## *L'hôtel de Ragueneau*

par Michèle Peyrissac \*

L'hôtel qui abrite aujourd'hui les archives municipales, longtemps appelé hôtel du Paty, fut construit à l'extrême fin du règne de Louis XIII par la famille de Ragueneau. C'est une plainte déposée par un voisin, soucieux de préserver l'eau de son puits et ses droits de mitoyenneté, qui permit à Georges Ducaunnès-Duval de retrouver avec le nom de la famille qui avait commandé l'ouvrage, celui de l'architecte et la date exacte de la construction. Un article, publié dans la Revue Historique de Bordeaux, présentait l'essentiel de ses découvertes et la longue histoire du bâtiment, les propriétaires qui s'y succédèrent comme ses différentes affectations<sup>1</sup>. La Chambre de l'Edit Guyenne y siégea de 1662 à 1679, puis le Service de l'Octroi à partir de 1847. En 1860 la ville de Bordeaux acheta l'immeuble sur adjudication. Le 7 Octobre 1636 le conseil municipal décidait d'y transférer les Archives de la Ville ; la Société Archéologique et l'Académie s'installèrent au premier étage.

L'hôtel de Ragueneau fait partie d'un petit nombre d'hôtels bordelais construits, ou bien transformés, dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle auquel nous avons consacré notre mémoire de maîtrise d'Histoire de l'Art<sup>2</sup>. Depuis, au cours de nos recherches en archives et de nos visites dans les quartiers anciens, notre documentation s'est enrichie de découvertes fortuites. En ce qui concerne l'hôtel de Ragueneau, nous

avons retrouvé le contrat passé entre Jeanne de Seurin et le maître-maçon Pierre Légise, le 5 Février 1643. Ce texte, apportant de précieux renseignements sur la façon dont l'édifice avait été conçu à l'origine, nous a permis de compléter notre travail et surtout de distinguer plus facilement la construction ancienne de ses adjonctions postérieures.

### **Constructeur et maître-maçon**

Par les titres de propriété nous savons que Pierre de Ragueneau avait acheté une maison rue du Loup pour 9.300 livres. L'arrêt du Parlement qui l'en déclarait adjudicataire, le 5 Septembre 1634, n'a pas été retrouvé mais la somme versée, relativement modeste, montre que la vente ne concernait pas l'hôtel actuel mais plutôt une construction antérieure à celui-ci.

Pierre de Ragueneau était conseiller au Parlement de Bordeaux ; il avait épousé Jeanne de Seurin qui lui avait donné plusieurs enfants. Il mourut quelques mois

\* DEA Histoire de l'Art, Bordeaux III, 1989.

1. Georges Ducaunnès-Duval, "L'hôtel de Ragueneau", *Revue Historique de Bordeaux*, 1939, tome XXXII.

2. Michèle Peyrissac, T.E.R. Histoire de l'Art, Bordeaux III, 1983.



après son acquisition, en janvier 1635, sans avoir eu le temps d'installer sa nouvelle demeure. Selon son désir, il fut inhumé dans l'église Saint-Projet et certains ordres religieux, notamment les Jésuites, reçurent des dons<sup>3</sup>. C'est sa veuve qui, quelques années plus tard, prit l'initiative de faire construire l'hôtel particulier qui subsiste aujourd'hui. Elle confia les travaux à Pierre Léglise, bourgeois et maître-maçon de Bordeaux. Comme beaucoup de gens de son art, en particulier son frère Etienne, son beau père Mathieu Gaborry dit l'Etoile qu'il retrouvait souvent sur les chantiers, il habitait paroisse Sainte Eulalie où il possédait une maison avec jardin<sup>4</sup>.

Nous connaissons mal la personnalité de cet homme qui apparaît pourtant à cette époque comme un des architectes les plus en vue de Bordeaux. Nommé intendant des œuvres publiques de la ville en novembre 1633<sup>5</sup>, il a collaboré en 1629-1630 à la construction de la voûte du Peugue et à la réparation de la fontaine Bouquière, également à celle de la fontaine de Figuereau, participé en 1637 à l'entretien des murailles de la cité<sup>6</sup>. Nous savons qu'il a souvent travaillé pour le clergé. En 1636 il bâtit une chapelle avec arceaux et piliers et deux portes pour agrandissement de l'église de la maison Professe ; en 1639 il s'engage à transformer la chapelle Saint Clair à Sainte Eulalie<sup>7</sup>. Nous pourrions citer bien d'autres documents prouvant son passage dans les différents couvents et églises de la ville, mais ce n'est pas ici notre propos. Nous avons retrouvé aussi de nombreux contrats passés avec des particuliers dans les années 1630-1660. Ses entreprises, comme sa clientèle, apparaissent des plus variées : cave à vin voûtée pour un bourgeois, petite maison avec arceau près de la Porte des Salinières pour le concierge de Puypaulin ou bien demeure plus cossue comme celle de l'avocat Jean Hugon, rue Arnaud Miqueu, dans laquelle il aménage coté sud deux galeries superposées ; celle du bas doit comporter des arcades, celle du haut, éclairée par des fenêtres, servir de bibliothèque. Et c'est encore lui que choisit Thibaut de la Vie, premier président au Parlement, pour construire son hôtel particulier de la rue du Cahernan, aujourd'hui rue Sainte Catherine<sup>8</sup>. Cet hôtel comprenait deux corps de logis, l'un sur la rue, l'autre à l'arrière bordant la cour intérieure.

## Situation et Plan d'ensemble

L'immeuble est bâti sur l'emplacement de deux anciennes maisons. L'une dépendant de Sainte-Croix, était située au coin de la rue du Loup et de la ruelle qui conduisait à l'église Saint-Projet, l'autre plus à l'ouest, appartenait aux bénéficiers de Saint-Projet. Une reconnaissance de fief consentie par Jeanne de Seurin en faveur de ces derniers nous donne quelques indications sur la maison achetée par son époux. Située rue du Loup, elle comprend l'entrée, courroir haut et bas, cave, cuysine, tourrette et jardin ; elle confronte à l'est la maison de la Chapellanerie, unie à Saint-Projet, et l'autre maison acquise par les Ragueneau, à l'ouest, la maison d'un chanoine et trésorier de Saint André. Au nord Jeanne de Seurin possède aussi une place vide avec un puits, mais elle ne dépend pas du même fief<sup>9</sup>.

Le terrain dont dispose l'architecte, de forme régulière, ne compte qu'environ 615 m<sup>2</sup><sup>10</sup>. La rue du Loup, étroite et sinueuse, a conservé encore son aspect du Moyen Âge ; c'est le chemin le plus court pour se rendre du quartier Saint-Pierre et du palais de l'Ombrière à la cathédrale Saint-André, et depuis des temps très anciens, une des plus fréquentées de la ville. Pour isoler la demeure de la rue passante et étroite, pour lui donner plus de lumière et de soleil, et la mettre

en valeur, Léglise organise les différents corps de bâtiment, simples en profondeur, autour d'une cour d'honneur fermée par un mur de clôture. Deux ailes en retour d'équerre sur le corps principal encadrent cette cour orthogonale, ou presque, et s'avancent jusqu'à la rue du Loup ; elles ne sont pas tout à fait symétriques. Au nord, désaxée par rapport à l'ensemble, une petite basse cour possède une issue sur la rue Tustal. Nous retrouvons ce plan d'ensemble, à peu de choses près inchangé, sur un plan de l'hôtel de l'Octroi établi en 1894<sup>11</sup> (fig. 1).

## Le contrat de maçonnerie

Le 5 Février 1643 le maître-maçon s'engageait auprès de Jeanne de Seurin à démolir toutes les murailles et fondations qui occupaient le terrain et à ne laisser sur pied que la muraille mitoyenne avec la maison des bénéficiers de Saint-Projet ; il pourrait toutefois réutiliser les matériaux provenant des démolitions. Il ferait creuser les nouvelles fondations et jeter les terres et les décombres hors la ville ; puis il construirait le nouveau bâtiment en la forme et manière qui est figurée dans le plan et élévation qui en a été fait et dressé par les parties et d'eux signé et paraffé de moy notaire. Comme dans la plupart des cas le document figuré n'a pas été conservé et seul subsiste l'acte notarié<sup>12</sup>.

Toutes les murailles du bâtiment devaient être bâties en moellon avec des chaînes d'angle en pierre dure de Taillebourg, de même que les appuis, les couvertures et les encadrements des portes et des fenêtres de la cour et le noyau de l'escalier. Pour les bandeaux, les corniches, les souches de cheminée, les entablements des portes intérieures et les embrasures des fenêtres, on utiliserait par contre de la pierre de Saint-Emilion ou de Saint-Laurent, ou bien la même pierre que celle de la maison de la présidente Daffis. La cour d'entrée, de mêmes dimensions que celles portées sur le plan, serait pavée de cailloux.

Afin de faciliter le service des domestiques, et surtout pour gagner de la place, les offices occuperaient le sous-sol de la maison. Comme le recommandait Le Muet<sup>13</sup>, une partie de leur hauteur se trouverait au dessus du niveau de la cour, une autre partie, soit 4 pieds et demi, sous la terre. Les fondations proprement dites du bâtiment auraient encore 3 à 4 pieds de

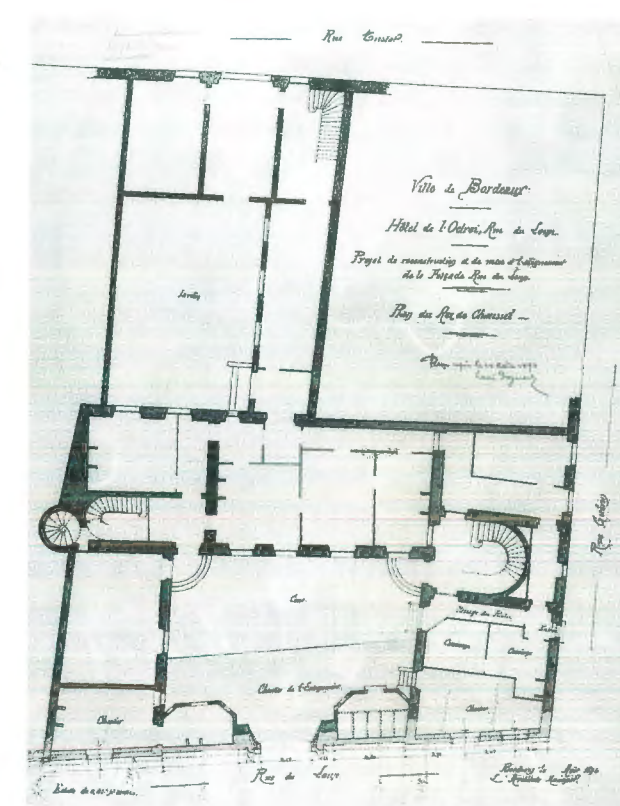


Fig. 1. — Plan du rez-de-chaussée de l'hôtel de l'Octroi, projet de reconstruction, 1894. (Cliché A.M.BX.)

hauteur et 4 pieds d'épaisseur jusqu'au sol de ces offices, 3 pieds d'épaisseur jusqu'au niveau de la cour. Au dessus les murailles entourant la cour n'auraient que 2 pieds d'épaisseur, et 18 pouces au dernier étage.

Les offices comporteraient une grande cuisine de 33 pieds de long sur 18 de large équipée d'une cheminée de 6 pieds de large, en pierre de Grézillac ou de Fronsac, prise dans l'épaisseur du mur ; cinq soupieraux, trois du côté de la cour et deux du côté du jardin, devaient l'éclairer. A côté de la cuisine, vers l'ouest, on prévoyait une souillarde avec un grand évier et au dessous une citerne pour recevoir les eaux usées. Au fond de cette souillarde le maître-maçon aménagerait

3. Ducaunnès-Duval, *op.cit.*, p. 159

4. A.D.Gir., H62 Jésuites Collège.

5. A. M. Fonds Braquehay, cahier 5, p. 93.

6. A.D.Gir., 3E 15229 f° 641 et 652 ; 3E 15230 f° 432, 473, 612, 719 ; 3E 15237, f° 253. actes inédits ; Inventaire Register Jurade, tome VI, p. 249.

7. Gabriel Loirette, "Les établissements des Jésuites en France", Enghien-Weteren, 1949, col 771 ; *Revue Historique de Bordeaux* t. XXXVI ; G. Ducaunnès-Duval, *La Chapelle des corps saints à Sainte-Eulalie*.

8. A.D.Gir., 3E 15239, f° 89, minute de 1939 ; 3E 5205, f° 52, minute de 1645 ; 3E 15248, f° 671, minute de 1648 ; 3E 15251, f° 622 et 633, minutes 1651. Actes inédits.

9. A.D.Gir., Abbaye Sainte-Croix, H 855, f° 22 ; Minute Sarrauste du 4 janvier 1636. Cf. Ducaunnès-Duval, *op.cit.*, p. 160

10. Selon l'état des lieux fait au moment de l'acquisition de l'hôtel par la ville en 1860. Cf. article Ducaunnès-Duval, p. 166.

11. A.M.BX., XI-P/85, plan de l'hôtel de l'Octroi, projet de reconstruction, rez-de-chaussée, 1894.

12. A.D.Gir., 3E 15243, f° 62, acte inédit.

13. Le Muet, *Manière de bastir pour toutes sortes de personnes* Paris, 1623.



un petit passage voûté pour accéder au puits et tirer directement l'eau nécessaire au service de la cuisine. Le reste de l'espace disponible jusqu'à la muraille commune avec la maison voisine serait occupé par une dépense éclairée comme la souillarde par deux soupiraux ouvrant au nord.

Sous l'aile gauche de l'hôtel, Léglise construirait une cave pour mettre le bois et sous l'aile droite une cave à vin qui, comme la précédente, s'avancerait jusqu'à la rue du Loup. Pour préserver sa fraîcheur, la cave à vin serait de 3 pieds plus profonde que les autres offices et sa voûte ne monterait que jusqu'au niveau de la cour ; du côté de la rue Saint Gemme, l'actuelle rue Guérin, une de ses deux lucarnes serait de largeur suffisante pour laisser passer une barrique de vin. De l'autre côté de l'escalier et contre la cuisine on installerait la boulangerie pourvue de deux fours. Des voûtes en anse de panier, de 7 pieds et demi de haut, couvriraient tous les offices.

Dans l'angle nord-est de la cour, un perron *en auvalle* permettrait l'accès à la salle basse et au grand escalier, placé à la jonction de l'aile droite et du corps de logis principal. Cet escalier à repos, formé de marches en pierre de Rauzan de 6 pieds de largeur et 6 pouces de hauteur, serait éclairé à chaque étage par une croisée ouvrant sur la cour et à chaque repos par deux demi-croisées donnant du côté de la rue Sainte Gemme ; il conduirait à la fois aux offices placés au sous-sol et aux chambres réparties dans les étages.

Dans le corps de logis principal, au rez-de-chaussée, la salle basse occuperait la plus grande surface possible et recevrait la lumière par deux croisées et deux demi-croisées percées côté cour et deux croisées côté jardin ; sa cheminée, avec jambages et claveaux en pierre de Taillebourg et le reste en pierre de Saint Laurent, devait être *de belle architecture* et ornée d'un cadre mouluré sur la hotte. A chaque bout de la salle Léglise faisait deux grandes chambres ; celle placée à l'ouest aurait issue sur le jardin auquel on pourrait descendre par un petit escalier.

Dans les ailes du bâtiment appelées *potences* dans l'acte <sup>14</sup>, Léglise aménagerait les appartements des maîtres de maison, chacun d'eux comprenant une chambre, une antichambre et un cabinet pour les lieux d'aisance. C'est d'ailleurs l'une des fosses de ces lieux d'aisance, prévue sous la cave à bois, qui provoqua les protestations du voisin des Ragueneau, l'avocat De-

nis de Vielbans. Bien éclairées par des croisées et des demi-croisées ouvrant sur la cour ou bien sur la rue du Loup, toutes ces pièces posséderaient une cheminée avec cadre et corniche de même pierre que celle de la salle basse ou bien de pierre de Rauzan. A l'extrémité des ailes, de chaque côté de la cour, deux petits perrons permettaient d'accéder directement à ces appartements. Un escalier secondaire était prévu à l'ouest du bâtiment ; il s'agissait d'un escalier à vis de 2 pieds et demi de large qui monterait de la réserve à bois jusqu'au dernier étage.

Au-dessus ce de premier niveau qui aurait 13 pieds de hauteur, le second présenterait la même disposition et le même nombre de pièces avec un nombre égal de croisées, de demi-croisées, de portes et de cheminées. Il serait simplement un peu moins haut (12 pieds) et ses cheminées seraient décorées de manière différente. Le dernier étage, de 7 pieds de haut, aurait lui aussi le même nombre de croisées et de demi-croisées mais qu'une seule cheminée en pierre de Rauzan.

En ce qui concerne le décor architectural, aucun détail ne nous est donné, Léglise suivrait en tous points le dessin conservé par le notaire. Il devrait avoir terminé son travail dans 15 mois, délai relativement court pour un chantier aussi important, et il fournirait les matériaux nécessaires. Il recevrait de la dame de Ragueneau la somme de 11. 500 livres, plus un tonneau de vin de son cru de Labatut après les vendanges prochaines. Durant les travaux le cheval de Léglise serait nourri de foin, et non d'avoine ni de son... Si les Ragueneau parvenaient à un accord avec Denis de Vielbans et voulaient agrandir leur maison vers l'ouest, le maître maçon serait tenu de démolir la muraille mitoyenne et de la rebâtir 3 pieds plus loin, à ses dépens <sup>15</sup>. Comme cela apparaît en marge de l'acte, Léglise, qui avait reçu 4. 500 livres d'avance, fut payé en plusieurs fois. Le 17 mars 1645 la dame de Ragueneau se déclarait *estre comptante et satisfaite dudit Léglise* ; le dernier paiement eut lieu le 30 avril suivant.

14. C'est ainsi que les désigne aussi Louis Savot. Cf. *Architecture Française des bastiments particuliers*, Paris, éd. de 1685, p. 45.

15. A la suite de la plainte de Denis de Vielbans effectivement Jeanne de Seurin et son fils Jean achetèrent à M. De Vielbans une bande de terrain d'un demi-pied de largeur dans son jardin, en plus de l'épaisseur de la muraille. (Grenier 14 novembre 1643 Cf. Ducaunnès-Duval, *op. cit.* p. 161.

Dans le même temps, Sanson Eyquem, maître charpentier de Saint Loubès, promettait de faire la menuiserie des croisées, demi-croisées et abat-jours nécessaires au bâtiment ; les croisées en bois de chêne comporteraient six panneaux de verre. Il réaliserait également toutes les portes de la maison, en bois de noyer ou de sapin, et la grande porte d'entrée de la rue de la façon qu'il plairait à Madame de Ragueneau. Il poserait des planchers doubles avec des soliveaux à cinq pouces l'un de l'autre et des tables passées à languette et blanchies que d'un côté ; poutres et lambourdes, avec corniche, seraient en bois de chêne. Il construirait enfin toute la charpente de l'édifice, destinée à recevoir des tuiles creuses, sans toutefois poser les lat-tes. L'artisan recevrait pour cette besogne 1.100 livres ; il devrait la commencer dès que les maçons auraient quitté un des corps de logis et la terminer en deux mois. Il ne fournirait pas le bois mais seulement les clous <sup>16</sup>.

Quelques années plus tard, en janvier 1656, Jeanne de Seurin passait un autre contrat avec Pierre Léglise pour la construction d'une écurie et d'un grenier à foin dans le jardin, derrière sa maison. Cet aménagement subsiste dans le plan de l'hôtel, dressé en 1894. Les communs se trouvaient ainsi éloignés des pièces d'habitation ; c'est là que l'on rangeait le carrosse dont un charron devait assurer l'entretien <sup>17</sup>.

## Le portail d'entrée

Au XVIIe siècle, comme déjà au temps de la Renaissance, le portail est le morceau d'apparat qui distingue l'hôtel particulier des maisons voisines. De même que la tour au Moyen Age, il revêt une importance sociale et signale la demeure d'un haut personnage ; propriétaires et architectes y accordent le plus grand soin.

Le contrat de besogne passé avec Léglise indique qu'il fera le grand portail d'entrée *de la même largeur hauteur façon qualitté et enrichissement qui est contenu dans un autre dessin trasse sur du parchemin signé de la dite dame et dudit Leglise*. Le portail et son décor architectural seront construits en pierre de Taillebourg et, de chaque côté, les murs fermant la cour en moellon garni de chaînes de même pierre. Au dessus de ces murs le maître-maçon posera *des cranaux avec ornements de pierre de Saint Emilion ou Saint Laurent et de*

*la même façon qui est portée par ledit dessin*. La présence d'un crénelage dans une maison de ville et à une date aussi avancée apparaît assez surprenante. Associé au portail dans le cas qui nous occupe, il perpétue de manière assez flagrante le rôle utilitaire et défensif qu'avait ce dernier dans les châteaux. A tort ou à raison, Georges Ducaunnès-Duval attribue à la dame de Ragueneau un caractère quelque peu difficile ; aussi le parti architectural adopté par Léglise traduit peut-être simplement le désir de sa cliente de se démarquer du commun et de s'isoler de la rue. Mais, d'autres exemples dans Bordeaux et la région le montrent, les créneaux, affranchis de leur fonction défensive, restent un élément de décor encore utilisé au XVIIe siècle. Lorsqu'il restaure sa maison en 1617 le Président Lalanne rehausse la muraille qui la sépare de la chapelle Sainte-Catherine et la garnit de créneaux ; de même à la fin du XVIIe siècle l'architecte Jacques Lannay, chargé de remodeler la façade nord-est du château de Vayres, la couronne d'un crénelage qui cohabite sans trop de désagrément avec la balustrade de pierre bordant la grande terrasse <sup>18</sup>.

Au XVIIe siècle un nouveau portail remplace celui construit par Léglise et modifie sensiblement l'aspect de la demeure. Il n'a pas subi de grandes transformations jusqu'à nos jours, mis à part les grilles posées au XXe siècle ; des photographies anciennes font apparaître des vantaux en bois, comme à l'origine de la construction <sup>19</sup>. Deux colonnes engagées d'ordre ionique, portées par des piédestaux, encadrent la baie en plein cintre que surmonte un balcon sur trompe onquée. La galerie, soutenue aussi du côté de la cour par des encorbellements, permet le passage d'une aile à l'autre ; conçue a posteriori, elle vient couper brusquement deux fenêtres à l'extrémité des ailes. L'élégante balustrade en fer forgé qui la borde, décorée de vases très stylisés, porte dans un médaillon central les

16. A.D.Gir., 3E 15243, f° 143, acte inédit.

17. Selon un document retrouvé par Ducaunnès-Duval Jeanne de Seurin avait envoyé une sommation à un charron qui ne s'acquittait pas de ses obligations.

18. M. Peyrissac, "Hôtels Bordelais de la première partie du XVIIe siècle", T.E.R. Histoire de l'art, Bordeaux III, 1983 ; Paul Roudié, "le château de Vayres", *Congrès archéologique de France, Bordelais et Bazadais*, 1987, p. 337.

19. A.M.BX., XI-P/5, photographie Terpereau





Fig. 2. — Le portail d'entrée.

initiales entrelacées de Joseph de Gillet, marquis de Lacaze (fig 2). Ce dernier qui avait acheté en 1700 la maison à la famille de Ragueneau, *l'avoit ornée superbement soit en trumeaux de glace, soit en autres meubles dont il a pour 60. 000 livres sans compter 25. 000 livres de vaisselle d'argent*. On disait qu'il était très riche et que ses rentes s'élevaient à 30. 000 livres<sup>20</sup>.

Ces chiffres sont-ils exacts ? Peu importe. Ils révèlent tout le faste dont se pare l'hôtel de la rue du Loup avec le marquis de Lacaze, nommé premier président au Parlement en 1714. A l'extérieur il fait supprimer les créneaux qui alourdissent les murs de clôture et reconstruire le portail au goût du jour. La légèreté de la balustrade, les mouvements de la galerie, prétexte à un bel ouvrage de stéréotomie, apportent grâce et fantaisie à la façade de l'hôtel, par ailleurs assez austère.

## Les élévations

Comme l'indiquait le contrat de 1643, l'édifice est entièrement bâti en moellon mais ses murs ont été recouverts d'un crépi qui en dissimule l'appareil ; par endroits, on peut voir que la pierre a été repiquée pour donner prise à l'enduit. Des chaînes en harpe marquent les angles du bâtiment. Les bandeaux horizontaux qui séparent les étages font saillie à la partie supérieure des fenêtres pour former une corniche et à leur partie inférieure pour servir d'appui. Au fond de la cour d'entrée, s'élève le corps de logis principal. L'élévation présente trois niveaux et cinq travées, le rez-de-chaussée étant un peu surélevé par rapport au niveau de la cour. A gauche, un petit perron de trois marches conduit à une porte qui a dû être ouverte ultérieurement. Dans la même travée, au premier et au second niveau, deux petites fenêtres ne semblent pas, elles non plus, avoir été percées au moment de la construction ; elles n'apparaissent pas sur le dessin de l'hôtel exécuté en 1885<sup>21</sup> (fig 3).

Puis, comme repoussées vers la droite de la façade, quatre travées de largeur inégale se répètent de façon pratiquement identique (fig. 4). Au rez-de-chaussée, quatre grandes fenêtres se succèdent encadrées par des bossages en harpe ; des petites tables de pierre recreusées d'une rainure, occupent l'emplacement de la clef. Au premier étage, les fenêtres présentent les mêmes chambranles à crossettes et le même décor, enrichi au niveau des allèges par des tables de pierre sculptées. Des têtes de lion, d'inspiration fantaisiste, portent des crinières feuillagées ; des rinceaux s'échappent de leurs gueules, il s'y mêle des grappes de fruits, de fleurs. Crocs menaçants, oreilles pointues, babines retroussées, yeux fendus ou bien exorbités, nous retrouvons là les monstres du répertoire antique introduit en France au temps de la Renaissance et source d'inspiration pour les artistes de Fontainebleau ; au XVII<sup>e</sup> siècle, ils ornent aussi bien les façades qu'à l'intérieur les cheminées, les lambris ou le mobilier (fig. 5).

20. Mémorial général de M. de Savignac ; cf. G. Ducaunès-Duval, *op.cit.*, p. 164.

21. A.M.BX., XI-P/73, Hôtel de la Direction de l'Octroi, dessin de 1885.

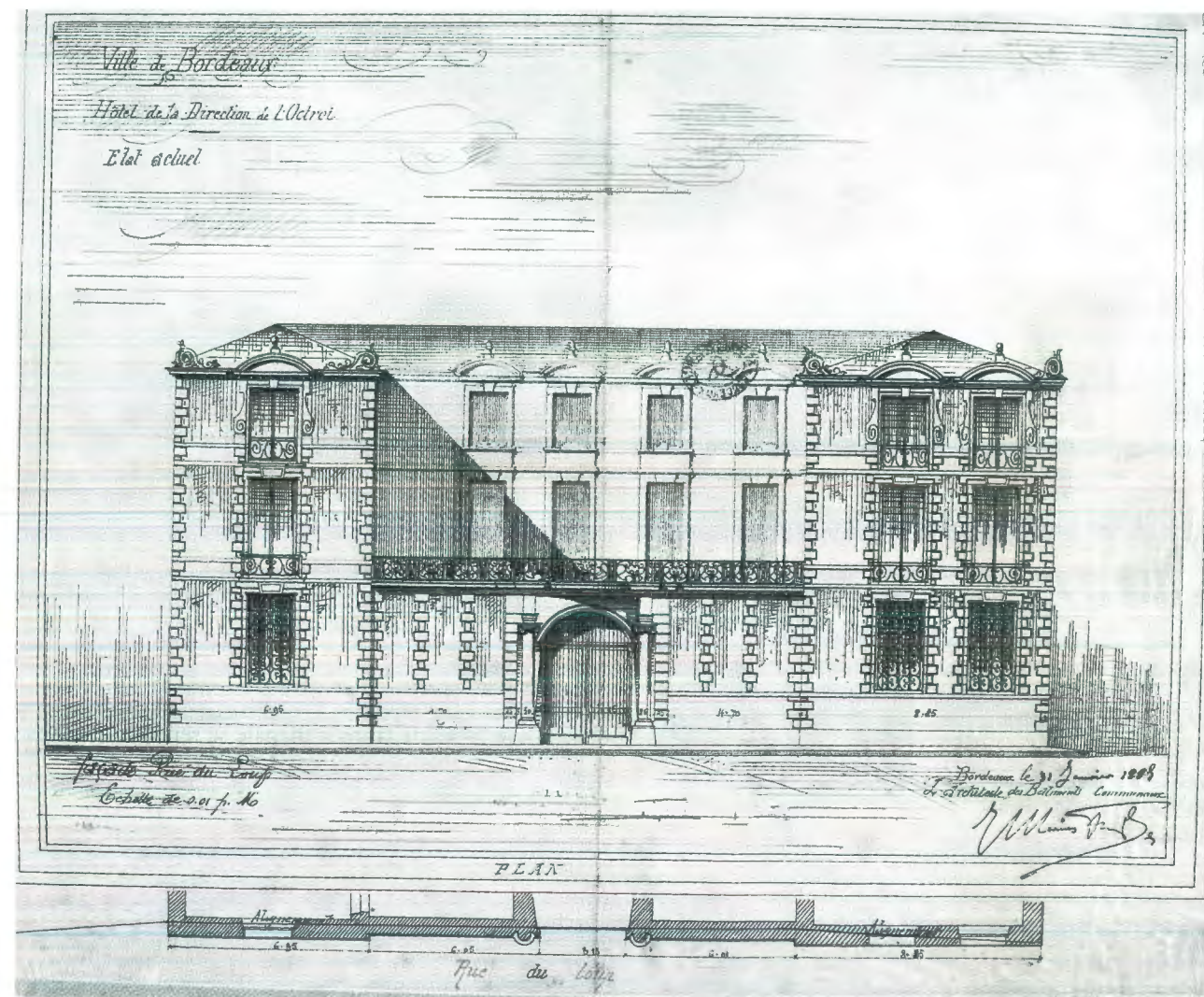


Fig. 3. — Elévation de l'hôtel de l'Octroi, 1885.



Fig. 4. — Le corps de logis, façade antérieure.



Fig. 5. — Allège d'une fenêtre, détail façade antérieure.





Fig. 7. — Aile gauche, façade sur la cour.

Au second étage des volutes viennent encadrer les ouvertures, elles enveloppent des motifs végétaux ; les clefs saillantes adoptent une forme plus simple. Les allèges s'ornent d'un décor de rinceaux feuillagés, étalés de façon symétrique de chaque côté d'un fleuron central. Chaque travée est couronnée par un fronton courbe qui porte à son sommet des pots à fleurs et à fruits et à ses extrémités des boules posées sur de petits socles ; éléments d'amortissement, éléments du décor, ces objets imités du réel se rencontrent fréquemment à cette époque, sur les façades d'église comme sur celles des maisons particulières ; ils jouent le même rôle que les candélabres au temps de la Renaissance.

L'élévation postérieure du corps principal, sur l'ancienne basse-cour, a été modifiée au cours des années. Les parties annexes qui ont été construites au XXe siècle la camouflent, entièrement.

Les ailes latérales présentent également trois niveaux, séparés par des bandeaux de pierre. L'aile droite



Fig. 6. — Aile droite, façade sur la cour.

comprend trois travées sur la cour d'honneur ; la première est placée à l'angle du bâtiment, et le fronton, la volute qui décorent la fenêtre du second étage sont interrompus faute d'espace libre (fig. 6).

Au rez-de-chaussée, ouvre la porte d'entrée qui permet d'accéder au grand escalier, un petit perron de trois marches y conduit. Au-dessus de la baie rectangulaire, ornée de moulures, des consoles supportent une corniche à fines denticules. Plus haut, des volutes encadrent un oculus ovale, fermé par une grille en fer forgé sans doute très ancienne ; un petit fronton courbe couronne l'ensemble. Ce type de porte n'est pas nouveau, on la rencontre en bien d'autres édifices, plus ou moins ornée, plus ou moins grande, par exemple à l'hôtel de Sully construit en 1624, par Androuet du Cerceau. La première et la seconde travée sont assez étroites et rapprochées l'une de l'autre ; les ouvertures également sont moins grandes que dans le corps de logis principal. La troisième travée apparaît plus large ; au rez-de-chaussée la fenêtre est tronquée par la ter-

rasse du porche d'entrée. On retrouve ici le même décor : bossages, tableaux sculptés, présentant des mufles de lion et des rinceaux, volutes au second étage.

Sur la rue du Loup, l'aile droite compte deux travées. Au-dessus du soubassement ouvrent de grandes fenêtres à encadrements de bossage et clefs saillantes ; elles sont pourvues de grilles robustes, rajoutées au XIXe siècle. Au premier étage, nous avons le même type de fenêtres ; les garde-fous en fer forgé sont postérieurs à la construction, ils datent du XVIIIe siècle. Au second étage, les baies sont encadrées par des volutes et garnies de grilles en fer forgé comme à l'étage inférieur ; des frontons courbes couronnent chaque travée. Cette aile donne également sur la rue Guérin. Une première travée est composée de demi-croisées, encadrées de bossage, surmontées de clefs saillantes ; au second étage, des volutes accompagnent la fenêtre, couronnée par un petit fronton, triangulaire cette fois. Plus loin, des demi-croisées jumelées et passantes éclairent la cage d'escalier ; enfin deux travées de grandes fenêtres complètent cette façade traitée plus sobrement que les autres.

Considérons maintenant l'aile gauche de l'édifice et sa façade sur la cour d'honneur. Seule la première travée correspond de façon symétrique à celle de l'aile droite : même porte d'entrée, même petit perron de trois marches. Au-dessus une grande fenêtre a perdu le tableau qui décorait l'allège ; au second étage, une demi-croisée, dépourvue également de tableau sculpté, s'accompagne de volutes qui semblent avoir été remaniées ; le fronton triangulaire qui la couronne porte un pot à fleurs et des boules comme dans les autres travées (fig. 7). La seconde travée est pourvue de grandes fenêtres qui ont conservé leurs tableaux sculptés ; elle a été restaurée en divers endroits. Vers la rue, au rez-de-chaussée, deux fenêtres assez étroites, jumelées, présentent une mouluration récente. Au second niveau, une grande porte-fenêtre donne sur la terrasse qui couvre le porche d'entrée ; elle a vraisemblablement été aménagée au XVIIIe siècle, comme celle qui lui fait face. Au troisième niveau, à peu près au centre du pan de mur laissé libre, une demi-croisée a conservé tout son décor d'origine : volutes, tableau sculpté, fronton triangulaire.

Sur la rue du Loup, l'aile gauche ne comprend qu'une seule travée. La taille, le décor des fenêtres sont les mêmes que dans l'aile droite.



Fig. 8. — Façade rue du Loup, détail.

## La couverture

Les toits de l'hôtel Ragueneau, reliés par des noues, forment un seul volume continu. Ce sont des toits à double rampants, couverts de tuiles creuses et aussi d'ardoise à certains endroits. En raison de leur pente douce, on ne les voit pas depuis la rue ou la cour d'entrée. A leur base, se succèdent les frontons et se dressent les acrotères d'angle aux formes mouvementées comme on en voyait aussi à l'hôtel Saige, rue Sainte-Catherine (fig. 8). Un bandeau continu constitue la corniche, soutenue par des modillons.

## La distribution intérieure

L'hôtel Ragueneau a été si souvent transformé, réaménagé pour de nouvelles fonctions, que sa visite pièce par pièce nous apporte peu d'indications sur la distribution intérieure au XVIIe siècle. D'après le contrat





Fig. 9. — Départ de l'escalier à vis.

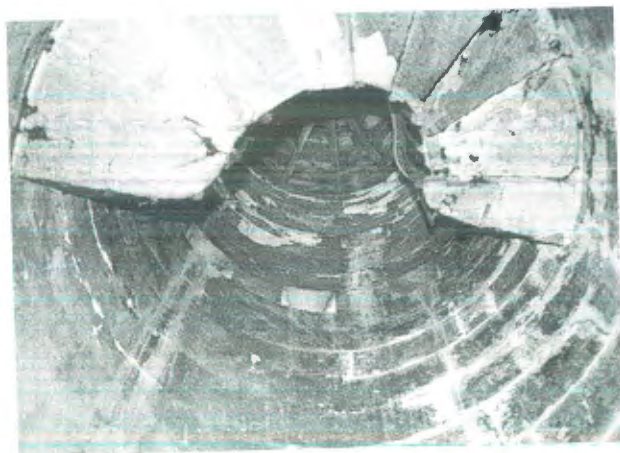


Fig. 10. — Tourelle de l'escalier.



Fig. 11. — Soupierail d'une des caves.

de 1643, la grande salle réservée à la vie commune et aux visiteurs, se trouvait située au rez-de-chaussée dans le corps de logis principal. L'actuelle salle de lecture de nos Archives municipales, bien éclairée par une succession de grandes fenêtres, occupe son emplacement. Le même texte nous apprend qu'un grand escalier permettait d'accéder aux chambres hautes. Il existe toujours, au même endroit, c'est à dire à la jonction de l'aile droite et du grand corps de logis. C'est là un usage qui se répandit surtout après 1620 et qui marque un progrès dans l'aménagement de la maison<sup>22</sup>. De cette façon, l'escalier n'interrompt pas l'enfilade des appartements, et laisse une plus grande place aux pièces de réception. La cage d'escalier, en revanche, n'a pas gardé son aspect original, elle a été entièrement remaniée à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe siècle. L'escalier à vis, installé lui aussi pour plus de commodité dans l'autre angle du bâtiment et fort délabré aujourd'hui, n'a gardé que quelques marches de pierre. La partie basse de cette tourelle demi-hors-œuvre est visible au sous-sol de l'immeuble ; l'appareil irrégulier qui la compose, tranche sur le reste de la construction (fig. 9 et 10).

Les fondations enferment l'étage de caves éclairé par des soupieraux et couvert de belles voûtes en anse de panier (fig. 11). Le plan du sous-sol dressé en 1935

22. J.-P. Babelon, *Demeures parisiennes sous Henri IV et Louis XIII*, Paris, édition de 1977, p. 188.

montre l'aménagement de ces caves, semblable grosso modo à celui prévu en 1643 et l'emplacement des deux anciens puits<sup>23</sup> (fig. 12). Nous avons retrouvé, intact, le passage voûté construit par L'église qui conduit directement au puits placé sous la basse-cour. Il est dessiné sur le plan.

L'hôtel de Ragueneau a été construit à la fin du règne de Louis XIII, sous bien des aspects, il reste tout à fait représentatif de ce règne finissant. Il perpétue le type de l'hôtel parisien entre cour et jardin, comportant deux ailes en retour d'équerre, et adopté dès 1608 par Henri Roche chez Raymond Martin. Les divers éléments qui composent l'édifice obéissent à un souci d'unité, se soudent pour former un ensemble harmonieux ; mais ce qui le distingue de ses homologues plus tardifs, c'est encore une certaine liberté par rapport à la parfaite symétrie, l'absence d'axe central sur la façade principale qui vient l'imposer, et quelques irrégularités contraires aux théories classiques. La composition des façades et l'emplacement des ouvertures correspondent surtout à la distribution intérieure des pièces.

A tous les niveaux, et sans doute par manque de place, le plan reste fidèle à la disposition en enfilade. La place de l'escalier, toutefois, de même que celle des deux portes d'entrée, nous apparaît assez nouvelle à Bordeaux et la recherche de la commodité évidente.

Sur les façades, on retrouve des éléments de décor déjà utilisés pendant la Renaissance, divulgués par les recueils de gravures, et repris avec une infinie variété par les artistes maniéristes : les bossages qui se détachent sur le crépi, les clefs saillantes, les frontons, les grotesques ; et d'autres motifs d'esprit plus baroque, comme les volutes, comme les enroulements compliqués qui ornent les angles de l'édifice, et les petites sphères posées sur des socles. A une époque où les réalisations parisiennes d'un François Mansart ou d'un Louis Le Vau font évoluer l'architecture française vers un style plus sobre et plus classique l'architecte manifeste ici le goût de l'ornement et du détail. Le décor,

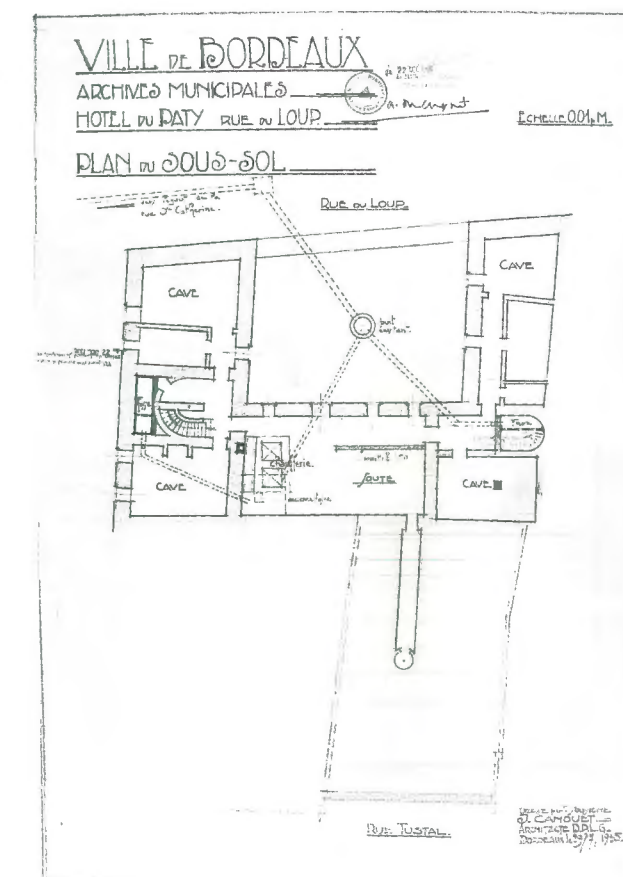


Fig. 12. — Plan de l'hôtel des Archives municipales, sous-sol, 1935.

un peu lourd, vient s'appliquer sur la façade, mais son œuvre garde malgré tout l'aspect robuste et sévère qui nous semble caractéristique de ce temps<sup>24</sup>.

23. A.M.BX., XI-P/96, Archives rue du Loup, projet d'aménagement des caves, juillet 1935.

24. Nous tenons à remercier ici M. Jean Paul Avisseau, conservateur en chef des Archives municipales, de son aimable accueil, ainsi que M. Rakotomanga qui a bien voulu nous guider au cours de notre visite du bâtiment.



## *L'Iris de Benech de Cantenac identifiée*

par Pierre Coudroy de Lille

Jean Benech de Cantenac, né vers 1630 et décédé en 1714 semble avoir été le principal poète bordelais du temps de Louis XIV. Ses œuvres imprimées sont de plusieurs types, des pièces galantes publiées en 1660, 1665, des «Satyres nouvelles» à la fin de sa vie, parues vers 1705, qui montrent chez l'auteur une évolution complète. Les œuvres principales sont des pièces de vers, les *Marguerites* de 1676 et les *Mercure dolant* de 1678.

Plusieurs chercheurs ont approfondi la connaissance de l'auteur et de ses œuvres à la lumière de découvertes récentes en matière de bibliophilie et d'une meilleure approche de la société bordelaise du temps. Le Professeur Turbet-Delof avait été le patron de la thèse de Doctorat soutenue par Madame Anne-Marie Clin-Lalande le 2 octobre 1982, le professeur Aulotte et divers «Dix-septiémistes» ont fait progresser la question.

Les *Marguerites* sont un thème bucolique léger, dédié à mademoiselle Mte F. où l'on trouve tout un badinage autour du mot et des fleurs qu'il représente en l'honneur d'une certaine Marguerite. Le *Mercure dolant* dédié à la mémoire d'illustre demoiselle M.D.F. par le Sieur D.C. est beaucoup lus émouvant : c'est l'histoire de l'auteur, sous le pseudonyme de Cléante, qui aime et qui correspond par petits vers avec une

héroïne parée de toutes les qualités de la nature, physiques et intellectuelles. Il y a l'évolution de sa maladie, sa mort cruelle à vingt ans, dont ne se console pas Cléante. Un des plus beaux morceaux de l'œuvre est une *Ode au Ciron* qui localise notre personnage à Preignac.

Effectivement, les recherches de madame Clin-Lalande ont prouvé que si la famille Benech fut peu de temps copropriétaire de la seigneurie de Cantenac en Médoc autour de 1640 avec la maison noble de La Salle de Cantenac, elle s'implanta plus solidement à Preignac par la suite avec les maisons nobles du Pick et de Solon, aussi propriétaires de vignobles réputés. Jean Benech de Cantenac eut une vie très agitée, d'abord protestant, capitaine de cavalerie dans les troupes du Duc de la Trémouille, converti, puis prêtre, pourvu d'un canonicat du chapitre de Saint André de Bordeaux en 1691, ce qui n'empêcha pas sa production littéraire des «Satyres nouvelles».

### **Etat des recherches antérieures aux découvertes**

Louis Desgraves en 1966, dans son chapitre sur la civilisation intellectuelle au XVII<sup>e</sup> siècle de l'Histoire de Bordeaux, sous la direction de Robert Boutruche,



# LE MERCURE DOLANT

DEDIE A LA MEMOIRE

D'ILLVSTRE DEMOISELLE

M. D. F.

PAR LE SIEVR D. C.

PREMIERE PARTIE.



Par JACQUES MONGIRON MILLANGES;  
Imprimeur ordinaire du Roy, 1678.

Fig. 1. — Page de titre de l'exemplaire du *Mercure dolant* pour la première partie, à la Bibliothèque municipale de Bordeaux.

reproduit l'analyse flatteuse de Cantenac à propos d'Iris : «...d'un esprit universel... tout l'air galant et modeste...»<sup>1</sup> mais il ne peut nommer cette demoiselle MDF.

Madame Clin-Lalande analysant le *Mercure dolant* n'a pu identifier cette Iris, mais donnait quelques indications qui nous ont mis sur la piste ; lors de la phase ultime de la maladie, Iris se réfugie à la campagne pour profiter du bon air, semble partir des environs de Libourne pour aller vers le Périgord chez une de ses parentes. La situation d'Iris paraît assez élevée dans la société bordelaise car elle participe aux bals, aux divertissements et aux grandes occasions privées.

Le professeur Paul Roudié s'était intéressé à ce *Mercure dolant*, et dans une de ses dernières conférences faites à la Société Archéologique de Bordeaux, le 19 décembre 1992, avait relevé des traits spécifiques de la vie sociale bordelaise du temps, les séjours à la

campagne jouant un grand rôle dans l'année ; le bon air rural, les plaisirs qu'on y trouvait, la surveillance des récoltes étaient autant de raisons pour fuir le port de Bordeaux. Il n'avait pu identifier Iris, et m'avait conseillé de poursuivre la recherche car l'ouvrage lui semblait être un reflet fidèle de son temps.

Nous sommes parvenus à faire cette identification. Quelques indications précieuses du *Mercure dolant* nous ont mis sur la voie : sa mère apparemment veuve, sous le pseudonyme de Bérite qui nous a semblé être un anagramme, son seul frère plus jeune qu'elle, l'habitation à Bordeaux et les personnes de la parenté à la campagne. Il semblait sûr que la Marguerite des *Marguerites* était la même qu'Iris, et que la lettre F était celle du début de son nom de famille.

Quelques familles bordelaises importantes portent la lettre F en tête, nous les avons étudiées successivement, et l'une a retenu notre attention car il y avait au XVII<sup>e</sup> siècle une alliance entre la famille de Ferron et une demoiselle de Briet, qui pouvait être un anagramme : Briet devenait «la Briète», d'où Bérite, selon des jeux de mots habituels de l'époque, d'autant plus qu'on féminisait à Bordeaux les noms de famille.

## Les preuves de l'identité

Les dernières pages de l'ouvrage donnaient la date du décès. On est en janvier 1678 : «le vingt et six sur le minuit elle appela son Directeur... elle rendit l'esprit entre ses mains sans convulsion...». La date était certaine, mais elle était décédée à la campagne, donc pas de référence dans les registres paroissiaux bordelais. Elle était allée «dans une autre province» ;

En étudiant tous les membres de la famille de Ferron une évidence m'apparut : une certaine Marguerite de Ferron était baptisée à la cathédrale Saint André de Bordeaux le 13 février 1655, fille de Jacques de Ferron et d'Olive de Briet ; elle ne semblait pas avoir été mariée. Une de ses tantes Marguerite de Ferron était l'épouse de Bertrand de Baylly, châtelain du château de Razac sur l'Isle, en Périgord. Il ne restait plus qu'à aller consulter les registres paroissiaux de Razac.

1. P. 420.

Voici ce qu'on y trouve : « le 28 janvier 1678 a été enterrée devant le grand autel dans l'église paroissiale de Notre Dame de Razac Marguerite de Ferron, demoiselle âgée de 22 ans ou environ, habitant en son vivant de la ville de Bourdeaux qui est décédée dans la ville de Périgueux. Fait en présence des soussignés et autres, moy vicaire officiant, ainsi signés à l'original, Casmond vicaire de Minsac, Camperon vicaire ».

L'âge était exact. La vieille famille noble de Baylly possédait un hôtel particulier dans Périgueux où Marguerite était décédée ; inhumée dans le caveau de famille, à trois lieues de la cité, aucune inscription de l'église de Razac ne rappelle un souvenir de sépulture. Le château de Razac fut reconstruit.

Ainsi nous sommes au nœud de l'affaire : les dates coïncident, le *Mercure dolant* est une plainte, qui relate un événement réel douloureux ; ce n'est pas un badinage, une composition littéraire, c'est un cri de douleur, un monument funéraire élevé à la mémoire de la muse de Cantenac. L'avis au lecteur annonçait le drame, les lettres et poésies, les demandes et les réponses, les interventions du médecin Dorime sont vraies. Après ce drame, Cantenac a collecté ces documents, les a classés chronologiquement, et cette même année 1678 il les a présentés à son imprimeur bordelais Jacques Mongiron-Millanges qui a fait paraître le livre en 1678, «à chaud». Les personnages de la société bordelaise devaient ainsi reconnaître cette histoire tragique.

Jean Benech de Cantenac était protestant quand il était jeune ; puis il s'était converti vers 1660. Ce chagrin le marqua profondément, mais on ne peut savoir si cette déception le poussa à entrer dans les ordres.

## Quelques éléments biographiques

Jean Benech de Cantenac nous décrit ainsi Iris : «Iris était une demoiselle de qualité, de l'âge de 20 ans, d'un esprit universel, d'une taille au-dessus des médiocres libre et dégagée, la tête bien plantée, les cheveux châtons, le teint clair-brun... la démarche noble et cavalière, portant en un mot tous les caractères d'une personne née pour se faire regarder... Sa plus forte inclination était de voir et d'être vue, de prendre et de donner tous les honnêtes divertissements, elle était l'Esprit de la conversation, le génie de la Ruelle, le ressort qui faisait mouvoir toutes les belles

parties de bal, de danse, de cours et de tournois». Ainsi sa disparition fut ressentie d'une manière cruelle : «une mère inconsolable, un frère abattu, une famille éplorée, un Cléandre consterné, une ville dans les regrets».

La famille de Ferron, de noblesse du XVI<sup>e</sup> siècle, était bien connue dans la paroisse Saint Michel où elle résidait. La chapelle de Ferron est à l'angle nord-est de l'église Saint Michel, elle possède une belle Mise au Tombeau financée en 1493 par le gros marchand Jean de Ferron ; la famille y avait sa sépulture. Dans l'ascendance on trouve des Conseillers au Parlement de Bordeaux, des capitaines, qui possédaient le célèbre château de Carbonnieux à Léognan. Marguerite de Ferron était cousine de Michel Le Tellier, chancelier de France, le père de Louvois ; par ce biais il est possible qu'elle ait eu des rapports littéraires avec Paris et la Cour.

Du côté maternel, dans la famille de Briet on trouve des avocats, un conseiller au parlement, un médecin réputé de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, Guillaume de Briet. Ainsi, des deux côtés une élite intellectuelle, sans appartenir aux principales maisons bordelaises. Un niveau social plus élevé que celui de Cantenac.

La jeunesse de Marguerite fut marquée par deux événements douloureux : l'un général, en 1675 la révolte des artisans contre une fiscalité abusive et contre les gabelous ; il y eut des morts, la répression royale fut très dure, peines capitales, rasement du quartier nord de Bordeaux, construction du château Trompette. L'autre événement familial : se rendant à une propriété rurale au nord de Bordeaux, aux Chartrons, du nom de « Pradet », fut assassiné par le Chevalier de Boucaud de trois coups d'épée<sup>2</sup>.

Le sac à procès est incomplet, on ne connaît ni les causes ni les suites de l'affaire, il y aurait eu intervention du Maréchal d'Albret, gouverneur de la province ; on peut penser que la sensibilité de l'adolescente de 18 ans vive et intelligente fut marquée fortement, et que dans son trop plein d'activités qui nous est décrit il y aurait une sorte de réaction contre un certain abattement, une morosité éventuelle. Se montrer serait prendre une revanche contre le mauvais sort.

2. Le procès figure dans les archives judiciaires sous cote B 1804 aux Archives Départementales de la Gironde.



## Quelques pistes de recherches

Tout est loin d'être trouvé, et si l'on veut mieux connaître les œuvres de Cantenac et la société bordelaise il faut chercher plus loin. Il faudrait identifier le médecin Dorime qui soigne avec beaucoup d'attentions la pauvre Iris malade, sans doute phthisique, qui écrit et parle latin avec la plus grande aisance. Dorime peut être un anagramme, et il y avait alors à Bordeaux un médecin réputé, Jean Eymeric dont le nom s'écrivait aussi Emeri, Demeri, qui pourrait bien faire en à-peu-près Dorime. C'était un protestant convaincu, réfractaire et ne voulant pas abjurer en 1685 lors de la Révocation de l'Edit de Nantes. Il avait le titre de « Conseiller-médecin ordinaire du Roi en 1675, et il est l'auteur d'une poésie inédite pittoresque, en vers : « pour une demoiselle qui mourut lorsqu'on voulut la saigner au pied », figurant dans les manuscrits de Jules Delpit<sup>1</sup>.

On pourrait aussi découvrir les lieux charmants où les amants allaient se reposer, le ruisseau et le rocher, la campagne proche de Bordeaux sur la rive droite de la Garonne où Iris allait refaire ses forces affaiblies. Ce sont peut-être des lieux réels, mais peut-être aussi des « loci amoeni », des lieux fictifs, mythiques. Le lieu de Pradet, aux Chartrons, pourrait convenir, comme le château Carbonnieux alors propriété de son oncle Charles-Asdrubal de Ferron.

On pourrait trouver aussi l'endroit qui figure sous le titre d'un sonnet ; « logement d'Iris à la vis sans fin Rue du Cancéra », car il s'agit d'une maison du quar-

tier Saint Pierre ; elle devait avoir un long escalier à vis du XVI<sup>e</sup> siècle, mais la maison a peut-être été détruite.

Et surtout, on pourrait peut-être trouver quelque pièce de vers de Marguerite de Ferron, lettre, ou mention dans des archives privées ou publiques bordelaises ; tout ceci nous permettrait de mieux connaître cette passionnée de belles lettres.

Pour conclure, Jean Benech de Cantenac laisse entrevoir de futurs développements à propos des activités littéraires bordelaises ; lorsqu'il nous dit qu'Iris était le génie de la ruelle, cela laisse entendre qu'il y avait des ruelles à Bordeaux, des lieux où l'on recevait des personnes aimant la littérature, comme à Paris. Les salons n'existaient pas encore sous ce nom, mais des Dames de la bonne société invitaient, recevaient. Cantenac devait être l'un de ces assidus.

Cela élargit considérablement notre idée trop souvent répétée d'un Bordeaux frileux dans ce domaine. Si aucun nom n'est encore fourni, il est possible que les auteurs du temps, Métivier, Guilleragues, Bétoulaud, entre autres se retrouvaient pour parler des Belles Lettres puisqu'ils étaient collègues, magistrats au Parlement et à la Cour des Aydes.

1. Un autre médecin bordelais réputé correspondrait mieux à l'anagramme de Dorime : Marc-Antoine Modery, 1625-1701, qui fut nommé Professeur royal de médecine à l'Université de Bordeaux en 1765, mais nous n'avons pas, semble-t-il, de texte de son cru.

## Bibliographie

*Histoire de Bordeaux*, tome IV, 1966, p. 420, art. Louis Desgraves.  
*Bulletin de la S.A.B.*, 1992, p. 204, article du professeur Paul Roudié.  
Catalogue de l'exposition «Entre Montaigne et Montesquieu», 1985.

*Le Mercure dolant*, Presses Universitaires de Bordeaux, 1984.  
Anne Marie Clin-Lalande, *Recherche sur le Mercure dolant*, thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, soutenue en 1982.  
Abbé d'Abbadie, *Razac des Fougères*.

## Un jeu de l'oie de la Guerre de Trente Ans

Par Jean-Yves Boscher \*

*Le jeu des Français et des Espagnols pour la Paix*<sup>1</sup>, édité en 1660 à Paris chez Antoine de Fer, marchand en taille-douce, relate les faits de guerre et prises de villes pendant la dernière phase de la guerre de Trente Ans (1635-1648) et l'affrontement franco-espagnol qui a suivi (1648-1659). Il est composé de 26 cases, chacune représentant une année de guerre, de 1635, date de l'intervention française, à 1660, année du mariage de Louis XIV et de l'infante Marie Thérèse à Saint-Jean-de-Luz, heureuse conclusion du conflit. Chaque case ovale bipartite représente les gains des Français d'une part, des Espagnols de l'autre. Une cartographie sommaire situe les villes, rappelle les gains et actions militaires, tous fronts confondus. L'on en distingue cinq : Flandres-Artois-Picardie (front principal), Roussillon-Catalogne, et plus accessoirement Italie, France du sud-ouest, Allemagne. Pendant cette guerre, France et Espagne ont pris, perdu et repris les mêmes villes, ce qui apparaît dans ce jeu. Neuf cases ou années privilégiées obligent le joueur soit d'avancer (de l'année 1643, première année du règne du jeune Louis XIV à 1658 prises de Dunkerque, bataille des Dunes et case non loin de la fin du jeu), soit de payer, et passer son tour (années 1638, où l'on demeure dans (Vieux-) Brisach, 1640 siège d'Arras, 1645, visite au monastère de Monserrat (aumônes) ; 1646 : voyage à Rome ; soit de payer et retourner au départ

(1656) ; ou de payer pour s'approprier aux réjouissances de la paix (1659). En 1644, on tire contribution des joueurs. Certaines cases glorifient Louis XIV lui-même : 1643, 1655 année de la première campagne (victorieuse, du jeune roi âgé de seize - dix-sept ans ; 1660 année de son mariage. On le voit : ce jeu, destiné probablement aux adultes, est un instrument de propagande pour la politique de Richelieu et de Mazarin et pour servir à la gloire du jeune roi. Il ne s'agit pas d'un jeu de stratégie, mais d'un classique jeu de l'oie ayant pour thème les seules hostilités franco-espagnoles (et non l'ensemble des belligérants de la Guerre de Trente Ans). En tant que tel, il n'est pas isolé. Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, un certain nombre de jeux de l'oie à thème ont été créés : à sujets politiques, militaires, et surtout religieux et de morale religieuse : autre jeu sur la guerre de Trente Ans ; jeux de l'Ancien Testament, de la Vie de N. S. Jésus Christ, de *l'Ecole de Vérité pour les nouveaux convertis* (au moment de la Révocation de l'Edit de Nantes, 1685), jeu des *récréations spirituelles*, jeu du point au point

\* Conservateur en Chef au Musée d'Aquitaine.

1. Collection au Musée d'Aquitaine, acquis en 1996-1997 avec participation du Fonds Régional des Acquisitions des Musées (FRAM) - Inv. 97.10.18.



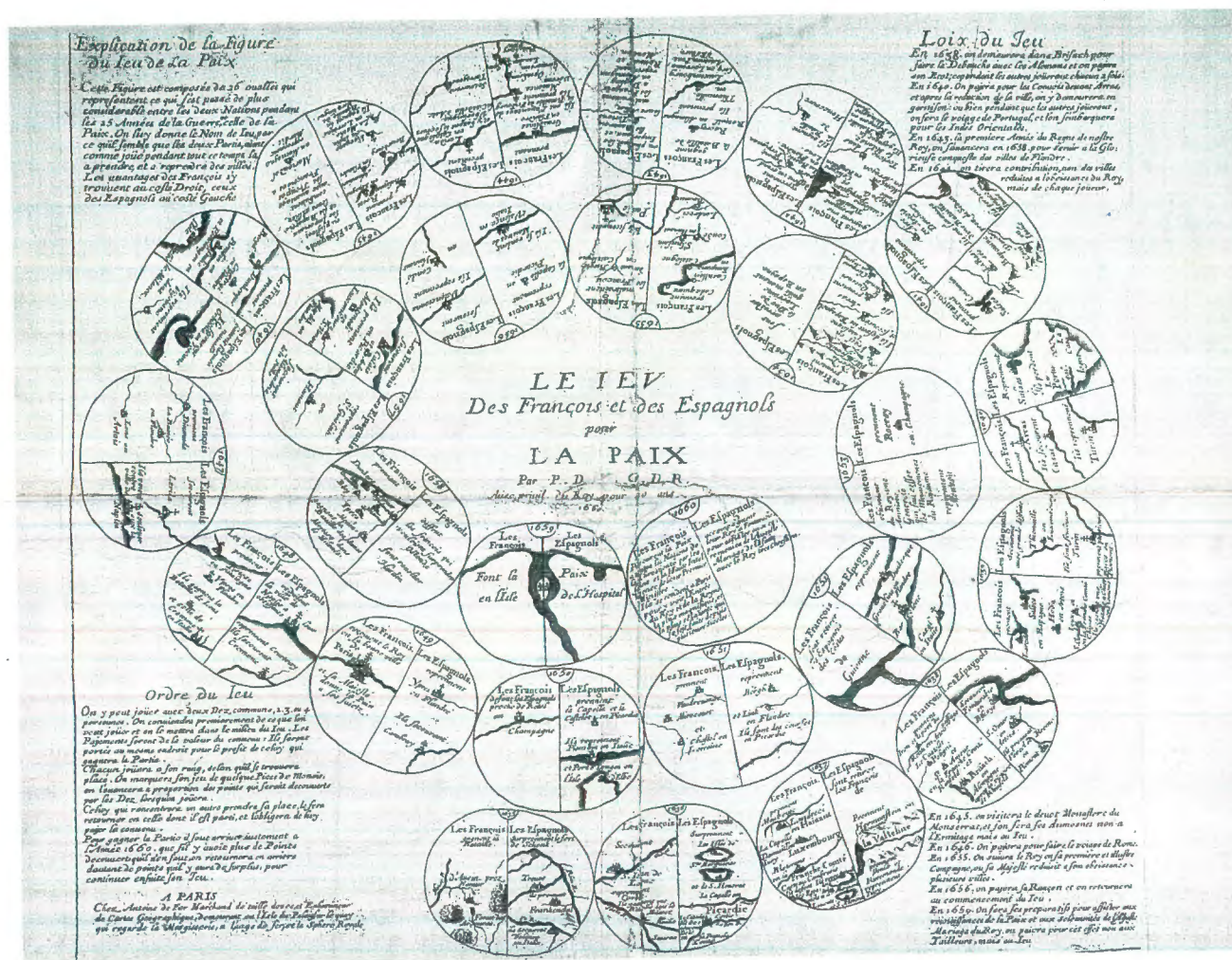


Fig. 1. — Jeu des Français et des Espagnols pour la Paix.  
Cliché Jean-Michel Arnaud, Musée d'Aquitaine, Bordeaux, tous droits réservés.

pour la fuite des vices et la pratique des vertus (première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle), jeu de la Constitution (1720), premier jeu de l'oe satirique, d'inspiration janséniste, fustigeant la Bulle Unigenitus, l'orthodoxie catholique, le pape et les évêques... etc.... L'on joue à 2, 3 ou 4 personnes. L'argent est déposé au milieu du jeu. L'exemplaire montré ici, en très bon état, semble ne pas compter trop de traces d'usure au centre, ce qui induirait qu'il n'aurait pas beaucoup servi (?). La date d'édition (1660) montre combien il était d'actualité à ce moment là. Il a dû occuper bien des personnes : nobles, bourgeois, officiers et peut être des soldats des armées de Louis XIV sachant lire, dans les années de

paix (1660-1667 ; 1668-1672) et les années de guerre qui ont suivi. Ce jeu a sa place dans les collections du Musée d'Aquitaine. Il rappelle certains faits (de guerre ou de paix) ayant eu lieu dans notre région ou à proximité : siège de Fontarabie (1637), avancée espagnole en Gironde (1652), c'est l'époque de Cyrano de Bergerac (siège d'Arras 1640), de la Fronde bordelaise, du séjour de Louis XIV à Libourne, Bordeaux et Blaye (1650), celle de la paix civile (1653), de la Paix des Pyrénées à la frontière de la Bidassoa (1659) et du mariage de Louis XIV à Saint-Jean-de-Luz (1660). Ces sujets sont directement évoqués dans le jeu présenté ici.

## Pierre Goyer de la Rochette, fontainier d'hospices

par Laurent Chavier

L'approvisionnement en eau potable de la ville de Bordeaux constitue depuis sa fondation l'une des pré-occupations majeures des pouvoirs municipaux. La domestication de l'eau relève de l'exploit technique malgré l'abondance des points d'eau potables avoisinants. Dans ce domaine le rôle joué par l'ingénieur Pierre Goyer de la Rochette, au cours des deux premières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle, fut de tout premier ordre.

Cet homme, qualifié du titre d'ingénieur du Roi lors de son arrivée à Bordeaux vraisemblablement en 1701<sup>1</sup>, possède déjà une solide expérience de fontainier, acquise en Italie et dans le Sud-Est de la France ; en Provence à Toulon ou bien encore à Marseille, où il réalisa "de forts belles conduites et réparé les anciens aqueducs fait par les romains".

Apparemment peu enclin à la modestie par nature, l'ingénieur se flatte d'avoir découvert à cette occasion "plusieurs fautes commises (par les Romains) lesquelles avaient causées la perte entière de leurs ouvrages"<sup>2</sup>.

Son premier chantier bordelais attesté par un document concerne les fontaines de l'Hôpital de la Manufacture. Cet établissement fondé en 1619 par Anne de Tauzia dans la paroisse de Sainte-Croix, accueillait

les pauvres et les enfants trouvés. Sa construction, réalisée en trois campagnes de travaux, s'étendit de 1639 à 1679, pour les bâtiments principaux.

Un puits édifié en 1658, alimenté par une source située sur les vignes avoisinantes, assure les besoins en eau potable de l'hôpital. Malheureusement la source se tarie rapidement, provoquant de graves problèmes de survie pour les malades. Le bureau de l'hôpital tente alors, de trouver une solution qu'il expose dans une lettre adressée au Parlement, le 18 août 1660. Par un circuit de canalisations, l'eau sera acheminée depuis une source voisine, située "dans l'enclos des vignes [...] joignant le Jardin dudit hospital"<sup>3</sup> appartenant à un dénommé Miremont, jusqu'à la cour de l'hôpital. Cette première fontaine, baptisée Saint-Vincent,

1. A.D.Gir. 3 E 5063, fol 1082 ; Le contrat passé entre la Rochette et l'Hôpital de la Manufacture, le 11 juillet 1701, indique que l'ingénieur résidant habituellement à Agen est logé à Bordeaux, à l'hôtel de "la Ville Neuve" rue de la Fusterie, pour les besoins des travaux.

2. Ricaut Théodore, "Historique de la Font de l'Or", Soc. Archéo. Bordeaux, 1924, t. 41, p 113 et suiv.

3. A.D.Gir. Archives Hospitalières B1 ; 18 août 1660



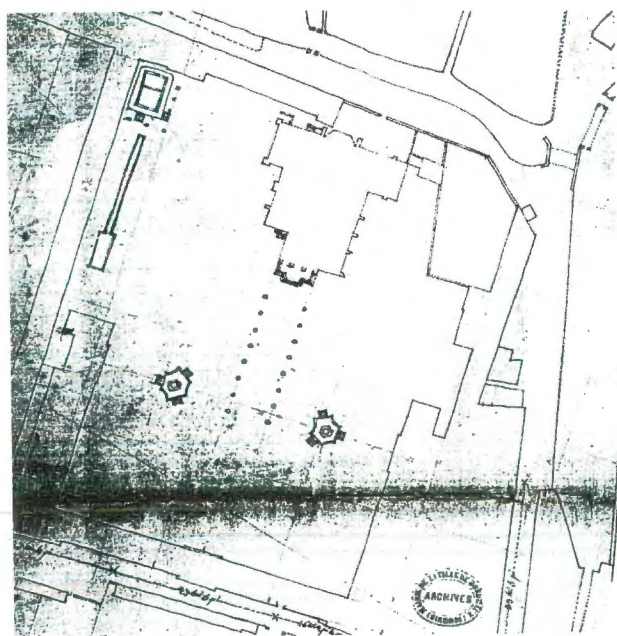


Fig. 1. — Plan de l'hôpital de la Manufacture.

en raison de la proximité de la source avec une chapelle dédiée à ce saint, semble subvenir aux besoins de l'établissement jusqu'en février 1701. A cette date, les registres des délibérations du bureau de la Manufacture, mentionnent l'insuffisance de l'approvisionnement en eau par l'ancien ouvrage et la nécessité de faire intervenir un fontainier pour le réparer.

Malgré l'urgence, l'affaire s'éternise jusqu'aux 9 et 10 juillet 1701, où intervient finalement un accord entre le Bureau et la Rochette. Le contrat définitif est signé le lendemain dans l'étude du notaire Dufau<sup>4</sup>. L'ingénieur s'engage à refaire l'ensemble du circuit hydraulique et à construire deux corps de fontaines ; en échange de quoi l'hôpital lui assurera logement et nourriture ainsi qu'une somme d'argent d'un montant de 1000 livres.

Ce dernier acte comporte quelques variantes par rapport au premier devis, fourni par l'ingénieur au Bureau. Dans la première version, le fontainier développe les raisons techniques qui empêchent la fontaine de fonctionner correctement. Selon lui, le simple fait que le cours d'eau d'origine "soit plus élevé que les plus hautes marées" aurait provoqué "l'engorgement et la perte de l'ouvrage"<sup>5</sup>. Il envisage également la construction d'un corps de fontaine unique, en forme de pyramide, surhaussé de trois pieds au-

dessus du niveau du sol, afin de pallier son obstruction. L'eau jaillira sur les quatre faces de la fontaine, par une petite "cannelle" de fonte d'un pouce de diamètre, et dont les eaux seront recueillies dans un petit bassin, placé au-dessous des conduites. Dans le contrat notarié, le nombre des corps de fontaine est porté à deux et la forme pyramidale abandonnée. L'idée des quatre faces est conservée, mais les quatre petits bassins se transforment en un bassin unique, dans une ordonnance proche de la réalisation finale.

Les travaux s'engagent rapidement, le 7 août 1701<sup>6</sup> Goyer de la Rochette passe commande à deux potiers du village de Sadirac<sup>7</sup> pour les canalisations des fontaines.

Ces tuyaux en terre cuite, vernis à l'intérieur, devaient présenter un diamètre de quatre pouces sur une longueur de deux pieds deux pouces, conformément au modèle fourni par l'ingénieur.

En juin 1702 le manque d'argent menace d'interrompre le chantier, le bureau a alors recours à un prêt, sollicité auprès des Carmélites, pour permettre la poursuite de l'ouvrage. Finalement, le chantier s'achève le 19 novembre 1702 et l'ingénieur reçoit l'entier paiement de son travail.

La destruction presque complète de l'Hôpital au XIX<sup>e</sup> siècle, empêche toute analyse détaillée de ces fontaines, seuls quelques plans et gravures en conservent le souvenir, malheureusement de manière imprécise. Le plan de ces fontaines, similaire à celui utilisé pour la fontaine de l'hôpital Saint-André, présente une base hexagonale, alternant un pan droit, précédé d'un degré de quelques marches et un pan incurvé (fig. 1).

4. A.D.Gir. 3 E 5063, fol. 1082.

5. A.D.Gir. Archives Hospitalières B1 ; 4 juin 1701, Devis estimatif des réparations à faire à la fontaine de l'Hôpital de la Manufacture.

6. A.D.Gir. 3 E 5063, fol. 1271 ; Marché passé entre Raymond Boucher et Nicolas Nouguey associés marchands potiers de terre et le Sr. De la Rochette ingénieur du Roi, au nom de l'Hôpital de la Manufacture.

7. Sadirac, petite bourgade de l'entre-deux-mers abritait depuis le Moyen Âge un centre important de production de poteries.

Les représentations gravées de la cour intérieure de l'hôpital rendent difficile la description précise de l'élévation des fontaines. Le seul élément clairement lisible consiste en leur couronnement en forme de dôme sommé d'une boule d'amortissement, vraisemblablement proche de celui employé à la fontaine de la Font de l'or par l'ingénieur en 1712.

A la suite de cette réalisation Goyer de la Rochette va multiplier les ouvrages. Théodore Ricaud dans un ouvrage consacré aux anciennes fontaines de Bordeaux<sup>8</sup> a mis en lumière l'importance de la carrière de cet ingénieur ; le 28 juin 1708 il passa un marché relatif à l'établissement des fontaines de la Grave et du Pont-Saint-Jean, en 1711 les Jurats bordelais toujours insatisfaits de l'approvisionnement en eau de la ville, insistent auprès du roi sur la nécessité de faire construire de nouvelles fontaines, un mois après cette supplique le Roi autorise la construction de plusieurs fontaines, l'acte définitif est passé le 1<sup>er</sup> juillet 1711, La Rochette s'engage à réaliser toute une série d'ouvrages ; rétablir les fontaines rue Bouquière, amener l'eau à la place Saint-Projet et à la Croix du Chapeau Rouge et édifier les fontaines à ces endroits.

La totalité de ces fontaines a malheureusement disparue, cependant la description donnée par Louis Desgraves dans son ouvrage "Evocation du vieux Bordeaux" permet de se faire une idée de celle qui avait été édifiée place Saint-Projet et achevée vers 1715 : elle comportait un grand bassin de grès auquel plusieurs marches permettaient d'accéder. Au milieu s'élevait une colonne surmontée d'une figure allégorique représentant le Temps. En 1777, la Jurade décida de modifier cet ensemble et la fontaine fut alors reconstruite telle quelle se présente encore de nos jours.

Sa structure devait être relativement proche, de celle de l'hôpital de la Manufacture pour le bassin, et de celle de l'hôpital Saint-André pour l'élévation.

L'hôpital Saint-André fondé à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, par le testament du grand Chantre Vital Carles, agrandi au XVI<sup>e</sup> siècle par le legs du président Bohier, accueillait pauvres, enfants trouvés et malades. Sa clientèle fut réduite, par les ouvertures de l'hôpital de la Manufacture au XVII<sup>e</sup>, et de l'hôpital Saint-Louis en 1715, aux seuls malades et blessés<sup>9</sup>.

Alors que la Manufacture s'achevait, l'hôpital Saint-André rasait en 1672 les premiers bâtiments de

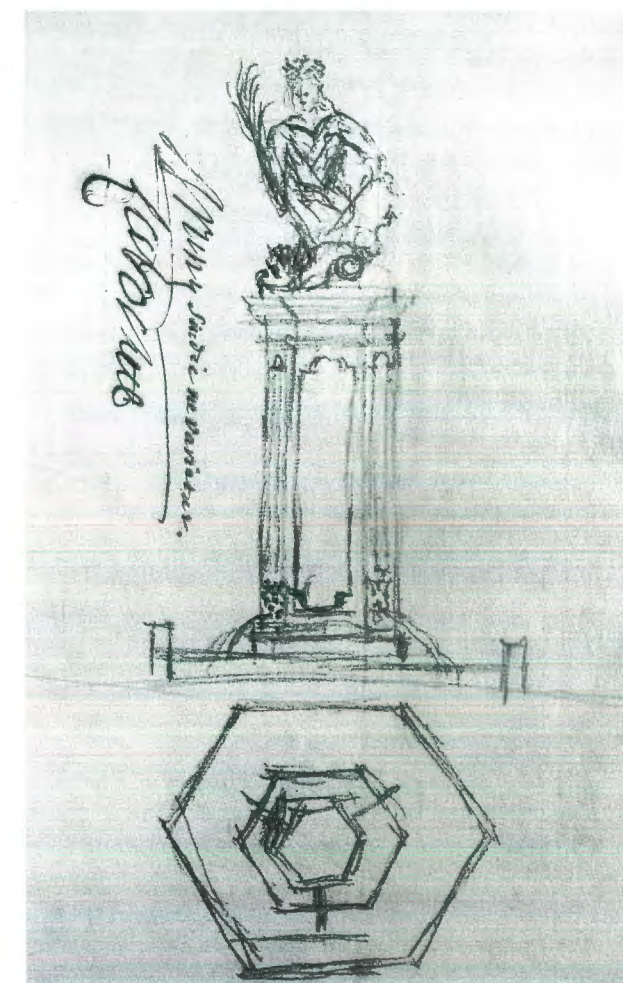


Fig. 2. — Dessin de Goyer de la Rochette pour la fontaine de l'hôpital Saint-André.

Vital Carles pour édifier deux nouveaux corps de logis, donnant à l'ensemble sa forme définitive, de vaste quadrilatère irrégulier entourant une cour.

De la même façon dix ans après la construction des fontaines de la Manufacture, l'hôpital Saint-André fait appel à Goyer de la Rochette pour la construction d'une fontaine qui devra se dresser au centre de sa cour.

8. Ricaud Théodore, "Bordeaux d'antan. Eaux de consommation". Bordeaux, 1933-1934.

9. Courteault Paul, "Le Vieil Hôpital Saint-André de Bordeaux", Bordeaux : Raymond Picquot, 1944.





Fig. 3. — Figures allégoriques de la Rochette et de la Célérité du traité de César Ripa.

Le marché passé le 14 décembre 1711<sup>10</sup>, entre l'ingénieur et le syndic de l'hôpital Saint-André, semble beaucoup plus ambitieux. Bien que la nature des travaux demeure identique, la qualité de l'ouvrage projeté et son prix en sont bien différents.

Le devis très précis s'accompagne — chose beaucoup trop rare malheureusement pour le chercheur — du croquis sommaire du plan et de l'élévation dressé par le fontainier (fig. 2).

Le plan du bassin reprend la forme hexagonale, expérimentée à l'hôpital de la Manufacture. Le devis précise les dimensions et les matériaux de gros œuvre : le bassin édifié en pierre de taille de Barsac mesure huit pieds de diamètre pour une profondeur de quinze pouces, la partie centrale d'un diamètre de deux pieds s'élève sur une hauteur de dix pieds, ses premières assises sont en pierre de Barsac et le reste en pierre de Bourg.

Chaque face du corps de fontaine s'orne d'une table, cintrée à son sommet et à sa base, une sur deux permettant l'écoulement de l'eau par un tuyau de fonte jaillissant d'un mufler de lion. Un entablement complète cette élévation, sur lequel vient trôner une figure allégorique de cinq pieds de haut.



Cour intérieure de l'hôpital transformé en caserne.  
D'après un dessin d'A. Bordes.



Voûte d'entrée et cour de l'hôpital transformé en caserne.  
D'après un dessin de Colin.

Fig. 4. — Elévation de la cour de l'hôpital Saint-André au XIXe siècle.

Le délai de construction de un an, mentionné à la signature du contrat de 1711, fut largement dépassé ; en 1715 Bertrand Mondon, représentant du syndic de l'hôpital réitère une sommation à Larochette exigeant qu'il achève son ouvrage car l'eau ne coule alors toujours pas à la fontaine, et ce malgré les deux mille cinq cents livres versées par l'hôpital à l'ingénieur, constituant la moitié de la somme promise.

L'entrepreneur peu scrupuleux, surchargé de travail, ne semble pas avoir achevé son ouvrage. Les représentations gravées de la cour de l'hôpital tendent à montrer que la fontaine réalisée est bien loin du projet initial, notamment la statue qui fut remplacée par une croix de pierre sculptée des armoiries de l'hôpital et du monogramme IHS dans une couronne d'épines (fig. 4).

Larochette fut l'un des ingénieurs les plus actifs de ce début du XVIIIe siècle, fontainier, mais également entrepreneur, dont l'œuvre la plus importante reste le lotissement des maisons à façades uniformes du cours Victor-Hugo, proche de la porte de Bourgogne, édifié à partir de 1712. Les plaintes déposées par les propriétaires de ces maisons, tout comme celles du syndic de l'hôpital Saint-André, démontrent que cet homme avait bien du mal à honorer ses engagements. Malhonnête ou dépassé par le travail, l'ingénieur quitta Bordeaux pour Saint-Sébastien, où il mourut en 1724, laissant sa veuve et son fils aux prises avec la justice bordelaise.

10. A.D.Gir. 3 E 5980 ; 14 décembre 1711

11. Ripa César, "Iconologia", Padoue, 1618.



## *L'hôtel Leberthon, un chef-d'œuvre de l'architecture privée du XVIIIe siècle à Bordeaux*

par Hervé Tokpassi \*

La ville de Bordeaux renferme de nombreux hôtels particuliers du XVIIIe siècle qui constituent des fleurons de son patrimoine architectural. Parmi ces somptueuses demeures dont elle peut s'enorgueillir figure l'hôtel Leberthon situé au n° 29 de la rue du Mirail, actuellement siège du Crédit Municipal de Bordeaux. Si cet ensemble architectural construit entre 1742 et 1747 pour le Premier Président au Parlement de Bordeaux André-François-Benoît Leberthon n'avait fait auparavant l'objet d'aucune étude spécifique, il n'en demeure pas moins qu'il constitue un remarquable exemple de l'architecture privée de parlementaires à Bordeaux au XVIIIe siècle.

### **La dynastie parlementaire des Leberthon**

Originaire de la Saintonge, la famille Leberthon a fortement marqué l'histoire de la Guyenne et celle de Bordeaux en particulier. Elle est l'une des plus anciennes et des plus illustres dynasties parlementaires de Bordeaux. Pourtant elle semble aujourd'hui être un peu méconnue et daigne à être reconnue au même titre que les Tourny, les Saige et autres grandes familles de notre ville.

Cette célèbre famille qui appartient à la Noblesse Bordelaise et Saintongeaise compte d'éminentes personnalités dans ses rangs dont deux Premiers Présidents au Parlement de Bordeaux, des Présidents à Mortier, des Présidents au Sénéchal de Saintes, des Conseillers au Parlement, des Jurats, un Commandant des Armées au Château Trompette et un Contrôleur général des finances en Guyenne. Mais c'est au Parlement de Bordeaux que les Leberthon doivent surtout leur renommée. En 1544, ils font leur entrée au sein de cette institution avec Jean Leberthon, Chevalier-Seigneur d'Aiguille et Flojagues, Baron de Bonnemie et Mornac, Conseiller au Présidial de Guyenne et Conseiller du Roi en la Cour du Parlement de Bordeaux, et ils s'y maintiendront jusqu'à sa suppression en 1790<sup>1</sup>.

Dans un environnement familial très imprégné des traditions et des structures parlementaires, André-François-Benoît Leberthon deviendra le premier membre de cette famille à occuper la plus haute fonction du Parlement qui est celle de Premier Président.

\* Etudiant en Doctorat d'Histoire de L'Art.

Cet article est un résumé partiel des recherches de Maîtrise effectuées en 1996 à l'Université Bordeaux III, sous la direction de M. Christian Taillard que je remercie pour son encadrement.

1. A.D.Gir. 1B - 10 f° 184.



Nommé d'abord Conseiller le 8 Juin 1704 en remplacement de son grand-père maternel André d'Andrault, puis Président à Mortier en remplacement de son père, il est investi le 15 Août 1735 de la charge de Premier Président au Parlement de Bordeaux<sup>2</sup>. Il succède ainsi au Président Gillet de Lacaze avec le soutien de l'Archevêque de Bordeaux, du Duc de Duras et du Maréchal de Belle-Isle<sup>3</sup>, tant la succession était disputée entre lui-même et les Présidents d'Augeard et de Gascq. C'est en cette qualité qu'il fut un acteur et un témoin privilégié de tous les grands événements liés à la province de Guyenne. Par ses qualités vertueuses de Magistrat loyal et d'homme généreux, il était très admiré de ses contemporains.

Son fils André-Jacques-Hyacinthe Leberthon lui succédera dans la charge de Premier Président et eut à assumer très jeune des responsabilités importantes au sein de ce Parlement où il mènera une brillante carrière. En effet, il fut nommé à 19 ans et demi Conseiller au Parlement le 29 Juin 1732<sup>4</sup> avec une double dispense d'âge et de parenté, puis Président en la Deuxième Chambre des Enquêtes le 22 Novembre 1735 et Président à Mortier en 1748. C'est le 13 Juillet 1753 qu'il devient Premier Président du Parlement de Bordeaux en survivance de son père et n'entra réellement dans ses fonctions que le 20 Août 1766. Ce fait apparaît important à souligner car il est rare de voir plusieurs membres d'une même famille reçus dans la charge de Premier Président, d'autant plus qu'ici ils se succèdent. André-Jacques-Hyacinthe Leberthon dirigera le Parlement pendant 25 ans jusqu'à sa suppression décrétée en 1790 et en aura été le dernier Premier Président. La famille Leberthon aura donc été pendant les trois derniers quarts du XVIIIe siècle à la tête de l'une des plus anciennes et plus illustres institutions. Elle avait les honneurs et le respect du peuple bordelais qui eut à le lui manifester à plusieurs reprises notamment lors des obsèques de Mme et M. Leberthon Père mais surtout lors de la réintégration du Parlement de Bordeaux après sa suppression de 1771. André-Jacques-Hyacinthe Leberthon reçut pour l'occasion dans son hôtel de la rue du Mirail, une ovation sans précédent dans l'histoire de Bordeaux. Son entrée à Bordeaux le 28 Février 1775 depuis son Château d'Aiguille souleva des démonstrations d'une joie universelle<sup>5</sup>. L'œuvre la plus remarquable et très significative de cet événement fut l'arc de triomphe qu'élevèrent en son honneur les Francs-maçons près de la Chapelle du Becquet. Malheureusement disparu

de nos jours, cet arc aux dimensions honorables présentait des attributs symboliques forts avec les armes des Leberthon au frontispice<sup>6</sup>. Les arcs de triomphe généralement réservés aux héros et aux souverains, donnent bien ici la mesure de toute l'importance qu'on accordait à cet homme qui a su faire preuve de courage en tenant tête au pouvoir royal. Le Musée des Arts Décoratifs conserve une représentation peinte de cet arc exécutée par Gonzalès. Signalons enfin que la notoriété de ce magistrat était telle qu'en 1771 on donna son nom à un navire de la rade de Bordeaux.

A l'image des parlementaires qui représentaient l'élite sociale, économique et intellectuelle du Bordeaux des Lumières, les Leberthon jouissaient d'un prestige extrême auprès de leurs concitoyens de par leur fonction, leur fortune et leurs divers titres de noblesse. Ils faisaient partie de cette micro-société qui dominait le sommet de la hiérarchie sociale provinciale. Epris de culture, André-François-Benoît Leberthon fut d'ailleurs l'un des fondateurs en 1712 de l'Académie Royale des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux restée exclusivement «parlementaire» jusqu'en 1750 et André-Jacques-Hyacinthe Leberthon en fut également membre et y fit quelques communications<sup>7</sup>.

Cette famille possédait une fortune considérable qui permettait à ses membres d'entretenir un train de vie luxueux. Puissants propriétaires fonciers, les Leberthon tiraient principalement leur richesse des revenus viticoles. Ils possédaient en effet de nombreux vignobles et les nombreux titres de noblesse qu'ils portaient étaient autant de domaines et fiefs qu'ils possédaient à travers toute la Guyenne. Ils étaient Vicomtes de Virelade et de Castillon ; Barons de Podensac, Bonnemie, Noaillon et Seigneurs d'Aiguille,

2. A.D.Gir. 1B - 45 F° 94 v.

3. A. Communay. *Le Parlement de Bordeaux. Notes biographiques sur ses principaux officiers*. p. 142.

4. A.D.Gir. 1B - 43 F° 207 et F° 207 v.

5. *Récit des effets de la joie publique à l'occasion de l'arrivée de M. le Comte de Noailles... et du rétablissement du Parlement Bordeaux*. 1775.

6. *Extrait d'un ouvrage des Francs-maçons de la loge Française de Bordeaux contenant la relation d'une fête... après le rappel de son exil*.

7. E. Feret. *Statistique générale, topographique... et biographique du Département de la Gironde*. p. 395.

Flojagues, La Pievrière, Sainte Colombe, Corbin, St Seurin, La Tour, Camblanes, La Barde-Fagneux, Léoville, Saint Médard et autres lieux...

La famille Leberthon compte donc parmi les plus illustres de Bordeaux et leur nom est indissociable de l'histoire de la Guyenne, notamment celle du XVIIIe siècle qu'elle a fortement marqué.

## Historique de l'hôtel

Propriété de la famille Leberthon depuis 1573, l'hôtel Leberthon doit surtout son nom à André-François-Benoît Leberthon, Premier Président au Parlement de Bordeaux. L'édifice actuel a remplacé un premier bâtiment qui fut entièrement détruit dans un incendie survenu «le 30 Mars 1741 sur les 3 heures de la nuit» dans lequel les pertes furent considérables car tout y a disparu. Les Jurats lui témoignèrent leur respect et leur sympathie en l'accueillant à la Mairie où il fut logé dès le lendemain aux frais de la ville<sup>8</sup>. L'attachement du Roi à ce Magistrat digne et loyal le conduisit à contribuer à la reconstruction de son hôtel en lui octroyant la somme de 100000 livres. Un extrait des registres du Conseil d'Etat du 21 Mai 1741 confirme ce fait où il est stipulé qu'il est «accordé au Premier Président Leberthon pour le dédommager d'un incendie survenu chez lui, 100000 livres à prendre sur le produit des 3 sols pour livre qui se perçoivent à Bordeaux sur les marchandises à l'entrée, en 4 années consécutives et par égales portions»<sup>9</sup>. Il s'agit d'un fait majeur car cet hôtel offre l'exemple d'un édifice financé «indirectement» par le Roi et plus précisément par le biais des octrois de la ville. Le Roi manifestera par ailleurs son affection à André-François-Benoît Leberthon en lui offrant en 1751 le poste de Chancelier de France devenu vacant par la démission de M. d'Aguesseau mais il refusa modestement et préféra la charge qu'il avait à Bordeaux. Tout ceci témoigne de l'importance qu'on lui accordait et la place qu'il occupait au sein de la vie politique et sociale Française au XVIIIe siècle.

## Une demeure de prestige pour un parlementaire de haut rang

L'hôtel Leberthon sis au n° 29 de la rue du Mirail occupait un parcellaire important. L'architecte dis-

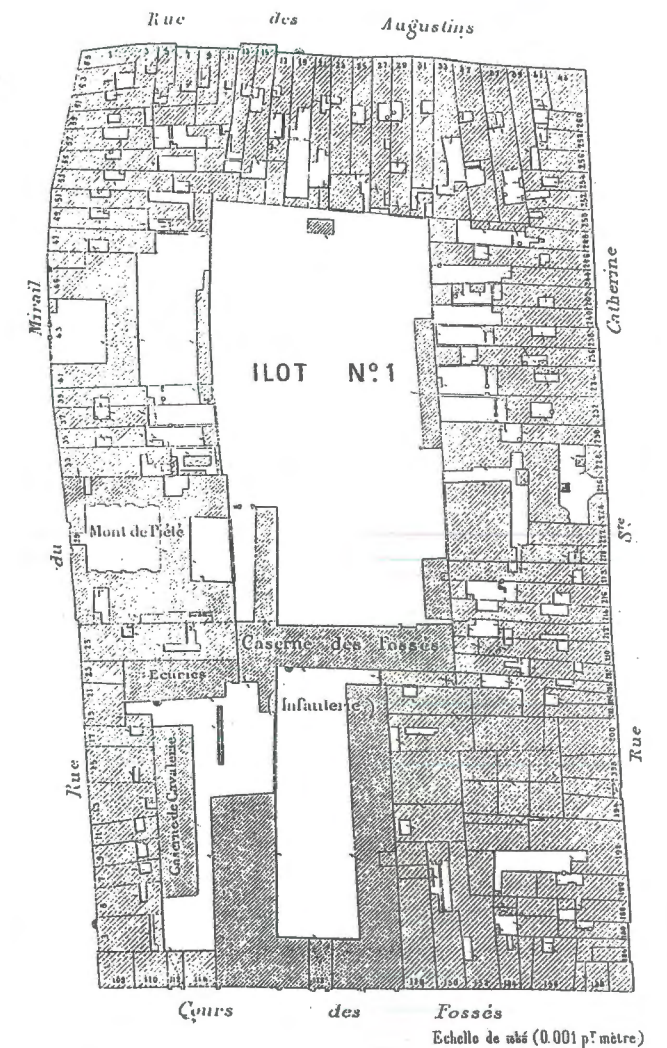


Fig. 1. — Plan cadastral de la ville de Bordeaux. 1872. (A.M. Bordeaux).

posait d'un terrain assez vaste et de forme plus ou moins régulière malgré la configuration étroite et sinueuse de la rue qui a un peu gardé son tracé moyenâgeux (fig. 1). L'élaboration du plan reste classique et reprend celui habituel de l'hôtel urbain entre cour et jardin et présente ici un corps de logis principal avec deux ailes basses en retour d'équerre, le tout disposé autour d'une cour carrée. Celle-ci est fermée sur la rue du Mirail par un haut mur dans lequel s'ouvre un portail monumental.

8. A. M Bordeaux. BB-110 F° 36 r.

9. A.D.Gir. C-4492.





Fig. 2. — Hôtel Leberthon. Façades sur cour.  
(Cliché M. Figeac).

L'architecte a probablement élevé les nouveaux bâtiments sur les fondations de l'hôtel primitif détruit lors de l'incendie de 1741 et qui présentait déjà les mêmes dispositions. Il est possible également que certains murs, reconsolidés furent réutilisés. Ce qui expliquerait la différence de largeur des ailes en façade sur la rue du Mirail. Il s'agit là donc d'un archaïsme remis au goût du jour.

Si l'hôtel Leberthon est resté quasiment intact malgré les transformations mineures qu'ont subies ses façades, il a malheureusement perdu son jardin et les deux pavillons qui encadraient ce dernier suite à des travaux d'agrandissement du Lycée Michel de Montaigne et qui ont nécessité des achats de terrains mitoyens.

Construit entièrement en pierre de taille dans un bel appareil laissé apparent, l'édifice s'élève sur trois niveaux présentant ainsi une division tripartite : un rez-de-chaussée surélevé par un perron de trois marches, un premier étage et un étage de combles (fig. 2). Ses fondations renferment un niveau de caves couvertes de belles voûtes en berceau et éclairées par des soupiraux. Il s'agit probablement ici de la partie la plus ancienne de l'édifice et constitue donc un vestige de l'hôtel primitif.

Le corps de logis principal orienté à l'ouest, s'organise autour de la travée centrale soulignée par la porte d'entrée. Il présente au rez-de-chaussée, une façade sur cour rythmée par cinq portes séparées par des pilastres à bossages. Celles-ci sont inscrites dans un chambranle mouluré en arc segmentaire, à l'exception des deux portes d'angle plus larges et inscrites dans un chambranle rectangulaire. Ce qui laisse présager une transformation postérieure. Séparé du rez-de-chaussée par un bandeau nu doublé d'une mou-

lure, l'étage noble de même proportion que le premier niveau présente des baies de belle facture rythmées par des pilastres à refends. Comme au rez-de-chaussée, ses portes-fenêtres sont inscrites dans un chambranle mouluré en arc segmentaire rehaussé d'une agrafe sculptée à la clef et munies d'un garde-corps en fer forgé à la base. Ce soin décoratif vient démarquer l'étage noble des autres niveaux. Enfin, au-dessus de la corniche moulurée en saillie, se développe le deuxième étage de proportion 1/2 pourvu de cinq lucarnes se détachant en arbalète sur le brisis du toit en ardoise.

Le corps de logis principal est cantonné par deux ailes en retour d'équerre formant pavillons et prolongés par les ailes latérales basses. Conçus symétriquement, ces pavillons à deux travées régulières présentent une élévation identique à celle du corps de logis principal. Seul leur rez-de-chaussée se différencie de celui du corps de logis par ses deux ouvertures en plein cintre retombant sur les impostes des pilastres. Inscrites dans un chambranle mouluré, elles sont ornées à la clef d'une belle agrafe sculptée. Un soin particulier est donc apporté à cette partie qui renferme les entrées principales de l'hôtel : les portes d'entrée du pavillon Nord donnent accès au vestibule et à l'escalier d'honneur et répondent symétriquement à celles du pavillon Sud qui abrite l'escalier secondaire dont une des baies du premier étage est aujourd'hui obturée.

Reliées au corps de logis par un pilastre à refends, les deux ailes latérales basses conçues symétriquement se dressent sur deux niveaux. Le rez-de-chaussée entièrement orné de refends et de claveaux, présente trois travées régulières rythmées par des pilastres à bossages. Il abritait d'un côté, les cuisines et de l'autre les remises et les écuries. Les travées se composent de trois grandes arcades en arc légèrement surbaissé, dans lesquelles s'ouvrent les baies du rez-de-chaussée et de l'entresol. Une quatrième travée plus étroite apparaît à l'angle, interrompue par le mur de clôture et présente au rez-de-chaussée une porte en arc segmentaire surmontée d'une petite baie. Il s'agit ici d'une travée d'amortissement qui permet à l'architecte de maintenir la régularité et la symétrie de la construction malgré la configuration oblique de la rue du Mirail (ceci apparaît plus flagrant sur les plans de l'hôtel que sur les élévations).



Le premier étage séparé du rez-de-chaussée par une moulure continue, présente une façade ornée de cinq baies rythmées par des pilastres à refends. Celles-ci s'ouvrent dans un chambranle mouluré en arc segmentaire, retenues à la clef par une agrafe sculptée et garnies d'un garde-corps en fer forgé, à l'exception de la dernière baie qui s'ouvre dans un chambranle simple en plein cintre. Cette porte s'ouvre sur la terrasse au-dessus du portail d'entrée qui sert de jonction entre les deux ailes latérales et permet ainsi de passer d'une aile à l'autre sans descendre dans la cour. Cette terrasse est fermée sur la cour par un balcon en fer forgé.

Sur la cour d'honneur, le mur de clôture présente quatre travées régulières et reprend les mêmes dispositions ornementales que les ailes basses avec les refends, les claveaux et les grandes arcades dans lesquelles s'ouvrent des baies. Cette partie de l'édifice renferme les logements du portier et du cocher.

Signalons au passage que les façades du corps de logis sur cour et sur jardin sont désaxées l'une par rapport à l'autre comme ce fut déjà le cas à l'hôtel Lecomte de Latresne, rue Cheverus (siège du Journal Sud-Ouest) et à l'hôtel de Saint-Savin, rue du Temple et de Grassi. Ceci étant dû à la forme irrégulière du parcellaire.

L'hôtel Leberthon développe sur la rue du Mirail une majestueuse façade homogène dressée sur deux niveaux et rythmée par des travées régulières (fig. 3). Au rez-de-chaussée surélevé par un haut soubassement, s'ouvrent de hautes et larges baies en plein cintre, à encadrements de bossages et surmontées de claveaux. Celles-ci sont fermées par une grille. Au-dessus d'une corniche en saillie qui le sépare du rez-de-chaussée, se



Fig. 4. — Dessin du Mont-de-piété par E. Cabillet extrait de l'Album des édifices et maisons remarquables de Bordeaux. Bordeaux. 1830 (B.M. Bordeaux).

Fig. 3. — Hôtel Leberthon.  
Façade sur la rue du Mirail.  
(Cliché Hervé Tokpassi).

développe l'étage encadré de pilastres à refends et rythmé par des baies moins hautes que celles du niveau inférieur. Ces portes-fenêtres disposées de manière régulière sont inscrites dans un chambranle mouluré en arc segmentaire, ornées d'un mascarons à la clef et munies d'un garde-corps en ferronnerie.

Cette immense façade qui compte six travées sur l'aile Sud et dix sur l'aile Nord n'a quasiment pas subi de modifications à l'exception de deux baies obturées de nos jours (sur l'aile Nord). Cependant les façades des ailes Sud et Nord comptaient respectivement à l'origine trois et six travées sur la rue du Mirail (fig. 4). Cette transformation intervient suite à l'acquisition de l'hôtel Leberthon par l'Administration du Mont-de-piété de Bordeaux le 3 Septembre 1866<sup>10</sup>. Dans le souci de s'agrandir, cette institution va acquérir les deux maisons contiguës à l'hôtel. La première acquisition fut faite suivant le contrat de vente du 5 Janvier 1875 passé devant Me François Martin moyennant 80000 francs<sup>11</sup> et la seconde fut effectuée suivant le contrat de vente du 5 Juillet 1881 passé devant Me Lafont et moyennant 112500 francs<sup>12</sup>. C'est donc vers la fin du XIXe siècle qu'eurent lieu les travaux d'homogénéisation de cette façade sur la rue du Mirail, ramenant ainsi l'aile Sud à six travées et l'aile Nord à dix travées. Cette uniformisation de la façade reste d'ailleurs très saisissante car il est très difficile même

10. A.D.Gir. (Annexe. Voûtes Poyennes). Minutes de Me Grangeneuve. Sept. 1866 feuillet n° 600.

11. A.D.Gir. (Annexe. Voûtes Poyennes). Minutes de Me Martin. Janv. 1875 feuillet n° 5.

12. A.D.Gir. 3Q 1360 f° 30 v.



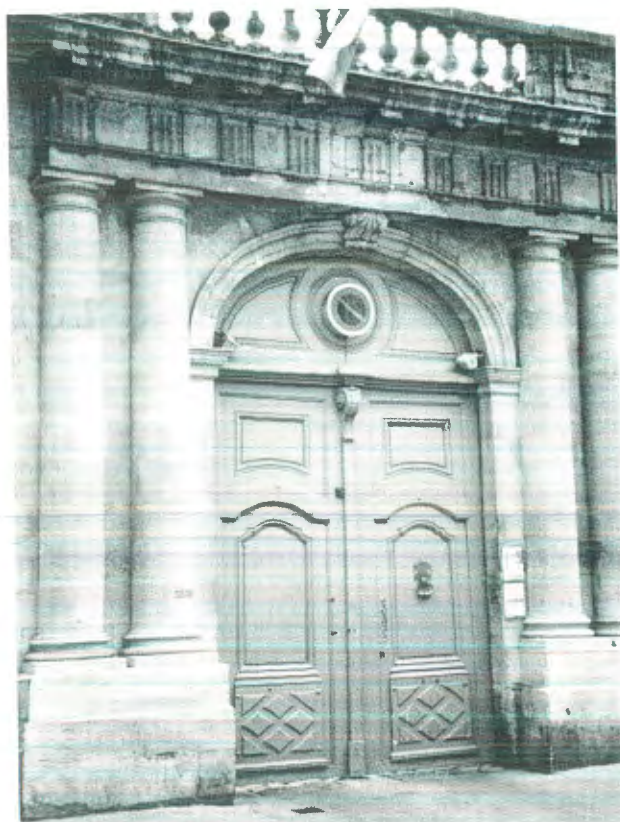


Fig. 5. — Hôtel Leberthon. Portail d'entrée.  
(Cliché H. Tokpassi).

pour un œil averti de distinguer la façade d'origine de celle qui a été rajoutée. Toutefois, la porte à deux vantaux ouverte au niveau de la sixième travée de l'aile Nord n'appartenait pas à l'hôtel originel. On peut remarquer également un subtil et léger décrochement (pas très flagrant tout de même) de la corniche au niveau de cette même sixième travée qui est sans aucun doute la travée de jonction.

Il est important de préciser que la différence de largeur des ailes Sud et Nord sur la rue du Mirail s'explique par le fait que lors de la reconstruction de l'hôtel après l'incendie de 1741, l'architecte eut à rebâtir sur les anciennes fondations. Cette asymétrie ne nuit en aucun cas à l'équilibre et à la régularité de l'ensemble.

Le grand portail de l'hôtel Leberthon s'ouvre majestueusement au milieu du mur de clôture dans une demie lune pour faciliter la manœuvre des carrosses (fig. 5). L'entrée est constituée d'une baie en plein cintre légèrement surbaissée, retombant sur les impos-



Fig. 6. — Hôtel Leberthon.  
Agrafes des façades sur cour.  
(Cliché H. Tokpassi).

tes des piédroits et rehaussée à la clef par une console-agrafe. Elle est cantonnée par de puissantes colonnes accouplées engagées, à fûts lisses et à chapiteaux doriques reposant sur de hauts piédestaux. L'ensemble est surmonté d'un entablement composé d'une architrave nue et d'une frise de triglyphes et métopes. Le tout est coiffé d'une large corniche moulurée en saillie soutenue par des modillons et supportant la terrasse au-dessus avec son couronnement à balustre. La porte d'entrée à deux vantaux s'ouvre sur la cour d'honneur à laquelle on accède par un passage voûté entre les logis du cocher et du suisse. Cet imposant portail est véritablement conçu comme une entrée monumentale qui n'est pas sans rappeler les portes d'entrée de ville, mais plus à échelle humaine et aux dimensions d'une construction privée. La facture et la monumentalité de cette porte cochère mettent bien en évidence le rang social et la fonction du commanditaire qui doivent être affichés. Il en est de même pour l'ordre architectural viril utilisé ici pour souligner la puissance du propriétaire.

Cet hôtel doit beaucoup son allure au décor architectural indissociable de la structure et qui confère une certaine homogénéité à l'ensemble. Le décor ici n'est nullement ostentatoire. Bien qu'assez sobre, il n'en demeure pas moins d'un grand raffinement et il existe un réel équilibre entre les bandeaux nus doublés d'une moulure continue qui soulignent l'horizontalité de l'édifice et le jeu des pilastres à bossages qui marquent sa verticalité. La hiérarchisation des étages est mise en valeur ici non pas par la hauteur des baies mais par le soin décoratif qui leur est apporté. C'est ainsi que l'étage noble se démarque des autres niveaux avec ses baies inscrites dans un chambranle mouluré rehaussé à la clef par des agrafes sculptées (fig. 6), ses garde-corps en fer forgé dont les motifs d'entrelacs sobres sont d'inspiration classique<sup>13</sup> (fig. 7). Si un soin particulier est apporté au corps de logis, les ailes latérales ne manquent pas non plus de noblesse avec les refends et les claveaux qui ornent leurs façades. Aux agrafes sculptées à la clef des baies des façades sur cour, sont substitués des mascarons sur les façades de la rue du Mirail. Il est difficile de dater avec précision ces mascarons qui sont pour la plupart probablement des créations du XIX<sup>e</sup> siècle (fig. 8). Quant au portail d'entrée, il constitue en lui-même un véritable décor architectural. L'agrafe à motif de palmette ou de lotus qu'il présente à la clef (et qui



Fig. 7. — Hôtel Leberthon. Garde-corps en fer forgé.  
(Cliché H. Tokpassi).

sert de fausse console) et le bel heurtoir finement ciselé qui ornent la porte d'entrée témoignent du soin décoratif qui lui est accordé.

Selon M. Boscher Conservateur au Musée d'Aquitaine, les deux têtes de lion qui se trouvent actuellement dans la cour Mably à Bordeaux et deux autres conservées dans les dépôts du Musée proviendraient de l'hôtel primitif qui a été détruit dans l'incendie de 1741. Il s'agit donc de sculptures léonines qui dateraient du XVII<sup>e</sup> siècle. Nous ignorons l'emplacement qu'elles occupaient sur l'édifice mais il semble qu'elles servaient probablement de consoles (fig. 9).

Si les façades des hôtels particuliers du XVIII<sup>e</sup> ont plus ou moins subsisté et ont relativement peu changé, il en est pas de même de leur cadre intérieur souvent modifié. De nombreuses modifications ont affecté la distribution intérieure de l'hôtel Leberthon qui comptait de nombreux appartements assurant ainsi un cadre de vie agréable à toute la famille. L'édifice renfermait les pièces de réception au rez-de-chaussée, les pièces d'apparat à l'étage tandis que les services de la cuisine et de l'entretien étaient cantonnés dans les communs des ailes latérales dotés d'entresols dans lesquels étaient aménagés des logements pour les domestiques. Une description sommaire de l'aménagement intérieur nous fournit de précieux renseigne-

13. M-F Lacoue-Labarthe. *L'art du fer forgé en pays Bordelais, de Louis XIV à la Révolution*. Bordeaux. 1993.





Fig. 8. — Hôtel Leberthon. Mascarons des façades sur la rue du Mirail.  
(Clichés H. Tokpassi).



Fig. 9. — Têtes de lion du XVII<sup>e</sup> qui proviendraient de l'hôtel primitif des Leberthon.  
(Clichés Jérôme Marian).

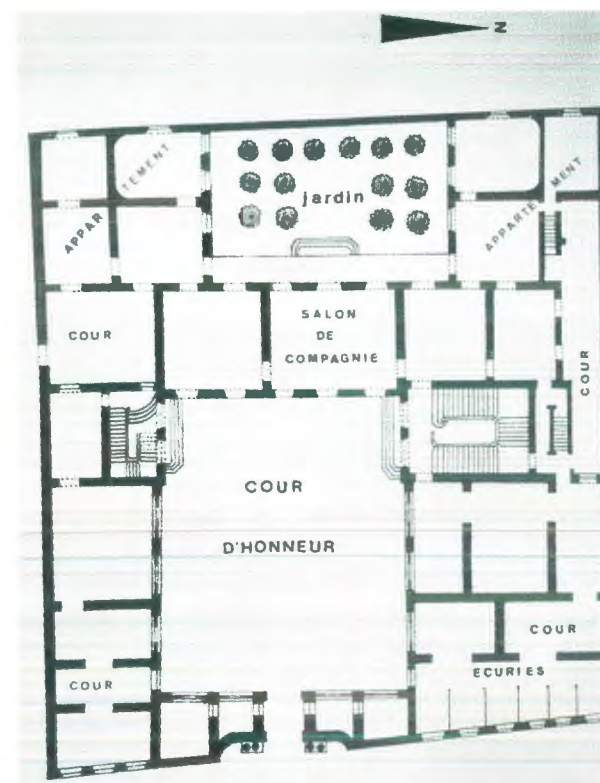


Fig. 10. — Hôtel Leberthon. Restitutions du plan du rez-de-chaussée. (Établies par H. Tokpassi).

ments complémentaires. Elle indique en outre la présence de parterres et de nombreuses cours et basses-cours qui sont autant de puits de jour destinés à un meilleur éclairage des pièces mal orientées. La distribution des pièces s'organisait autour du grand salon de compagnie et des deux escaliers principaux (fig. 10). Point central de l'ensemble, ce salon se développait au rez-de-chaussée du corps de logis où il prenait jour sur le jardin. C'était la plus grande pièce de l'édifice et sans doute la plus richement décorée. Le corps de logis principal simple en profondeur, permettait aux pièces de bénéficier d'une double exposition sur la cour et le jardin. Les appartements de commodité liés exclusivement à la vie privée, se dressaient à l'étage du corps de logis. Ceux-ci selon la règle se composaient de quatre pièces aux fonctions complémentaires : l'antichambre qui fait suite à la chambre à coucher, le garde-robe et le cabinet (fig. 11). Les appartements de Leberthon père et de son épouse étaient certainement abrités dans les pavillons qui encadraient le jardin et jouissaient ainsi de l'agrément qu'il est convenu d'apporter aux propriétaires. Ces pavillons sur

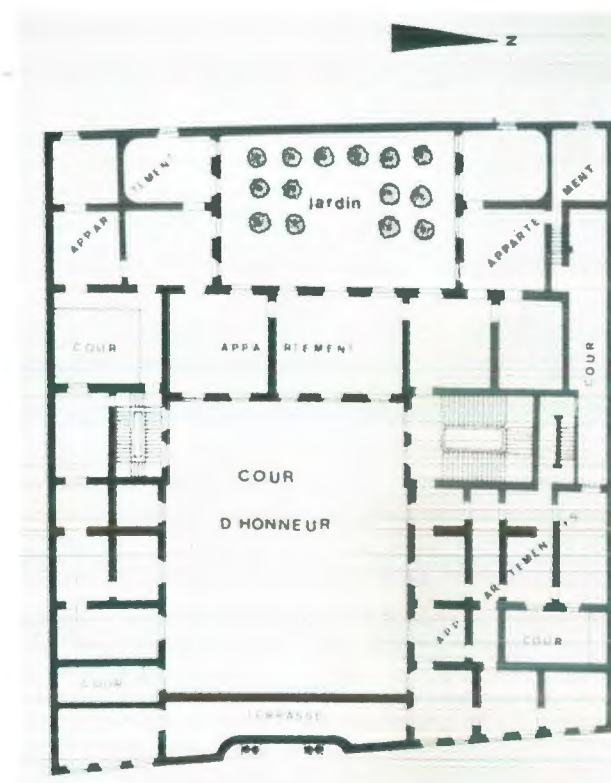


Fig. 11. — Hôtel Leberthon. Restitutions du plan du 1er étage. (Établies par H. Tokpassi).

jardin qui renfermaient probablement les plus belles pièces ont malheureusement été détruits comme nous l'avons mentionné et seules les restitutions que nous avons pu établir nous en donnent une certaine idée. Il s'agit ici du plus gros avatar qu'ait connu l'hôtel Leberthon. Soulignons tout de même l'habileté de l'architecte qui a su disposer sur un corps de logis simple en profondeur toutes les pièces nécessaires aux fonctions et au rang social du commanditaire. Aussi, en plaçant les escaliers principaux aux angles du corps de logis, il a pu en conserver le milieu pour mieux y disposer les appartements de parade. Si peu d'éléments subsistent de la distribution primitive, ces deux escaliers en constituent un vrai témoignage. L'escalier d'honneur établi à l'angle droit du corps de logis suscite un réel intérêt. On y accède par un vestibule qui contribue lui aussi à sa mise en valeur. Inscrit dans une vaste cage rectangulaire, ce monumental escalier d'honneur de pierre de taille, tournant à droite, ne dessert que le premier étage selon la règle classique (fig. 12). Il est composé de trois volées droites soulignées par une belle rampe en fer forgé aux motifs



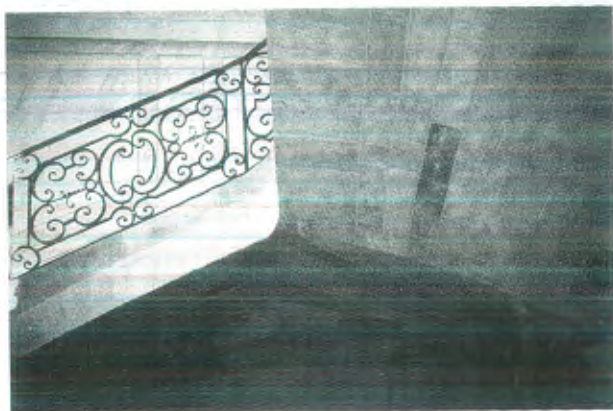


Fig. 12. — Hôtel Leberthon. Escalier d'honneur.  
(Cliché H. Tokpassi).

d'entrelacs croisés. Cet escalier se développe majestueusement dans l'espace et traduit ici tout le savoir-faire des maîtres-maçons du XVIII<sup>e</sup> siècle car sa construction fait appel à de savantes notions stéréotomiques. En effet, couvert de voûtes en ber-

ceau rampant réunies aux retours par une trompe plate sur le coin et par un arc de cloître au palier qui lui permet de soutenir celui-ci aux angles, l'escalier apparaît suspendu aux murs de la cage. Son éclairage est assuré par un jour central et les baies ouvertes au niveau des paliers. Toutes ces caractéristiques techniques conjuguées à sa décoration, font de cet escalier une belle œuvre architecturale. Il constitue un élément d'apparat et de prestige qui souligne la fortune du propriétaire. Le second escalier conçu en pendant à l'escalier d'honneur occupe une cage de forme carrée. Avec ses dimensions plus modestes et son décor un peu plus sobre, il ne présente pas moins d'intérêt avec sa belle voûte et sa rampe en fer forgé (fig. 13).

A l'image de sa distribution intérieure, les décors de l'hôtel Leberthon ont dans une large mesure disparu. Il présentait sans aucun doute une richesse décorative importante à l'égale de la somptuosité de ses façades et le luxe s'étendait à toutes les pièces. L'estimation de quelques meubles et garnitures de cette demeure établie lors de la vente de l'hôtel à la famille Raba<sup>14</sup> confirme son luxe décoratif notamment avec le lustre en cristal qui ornait le grand salon de compagnie. Lambris et tapisseries garnissaient les murs et les trumeaux resplendissaient au-dessus des cheminées de marbre. Les meubles les plus luxueux réalisés dans des bois précieux ne manquaient pas dans l'ameublement des pièces.

L'hôtel Leberthon est véritablement une demeure de parlementaire de haut rang qui répondait aux exigences de sa fonction et lui permettait d'entretenir un train de vie luxueux. Cette résidence réclamait un personnel considérable et le Président Leberthon avait à ses côtés un personnel important de juristes et de commis nécessaires à son activité et une nombreuse domesticité. Il employait dans son hôtel treize domestiques à savoir un maître d'hôtel, un cuisinier, un valet de chambre, une femme de chambre, un cocher, un officier, cinq laquais et deux servantes<sup>15</sup>.

14. A.D.Gir.. 3E - 24300 28 Août 1793.

15. A. Rèche. *Naissance et vie des quartiers de Bordeaux. 1000 ans de vie quotidienne*. p. 169 ou A. Nicolai. *Essai statistique sur le clergé, les communautés religieuses, la noblesse... et le mouvement de la population à Bordeaux au XVIII<sup>e</sup> (1700-1800)*. p. 75.



Fig. 13. — Hôtel Leberthon. Escalier secondaire.  
(Cliché H. Tokpassi).

### Datation et attribution de l'édifice

L'hôtel Leberthon fut construit entre 1742 et 1747. Lors de l'incendie du 30 Mars 1741 qui ravagea l'hôtel primitif, le Président Leberthon fut logé à l'hôtel de la Mairie. Les registres de trésorerie de la ville de Bordeaux mentionnèrent que les dépenses effectuées par la ville pour son hébergement prirent fin en Novembre 1747<sup>16</sup>.

Tout laisse à croire que le gros œuvre fut terminé à ce moment là et que le Président Leberthon intégra sa nouvelle demeure enfin achevée. Cet ensemble architectural fut exécuté donc entre 1742 et 1747.

Par sa régularité et son harmonie, l'hôtel Leberthon fut sans aucun doute l'œuvre d'un architecte de talent et de renom. Par son classicisme affirmé, certains éru-

ditions locales y avaient vu le style de Gabriel ou de son école. D'une part, l'hôtel présente des apparentés stylistiques avec certaines demeures Bordelaises du XVIII<sup>e</sup> siècle, notamment celles du programme de l'Intendant Tourny. Il en est de même des hôtels de Lecomte de Latresne et de Saint-Savin attribués à André Portier<sup>17</sup>, où leur traité structural et décoratif est très proche de celui de l'hôtel Leberthon. D'autre part, son monumental portail par ses diverses caractéristiques, apparaît véritablement comme une manière réduite de la porte de Bourgogne ou des Salinières (côté quai) avec ses hauts piédestaux, les fûts lisses des colonnes accouplées engagées et sa frise de triglyphes et métopes. Tous ces éléments nous conduisent à attribuer la construction de l'hôtel Leberthon à André Portier, Inspecteur des travaux de la Place Royale de Bordeaux et Architecte de l'Intendant Tourny. Cette attribution ne se base pas seulement sur des comparaisons stylistiques mais également sur des sources écrites qui nous confortent. Dans les fonds anciens de l'Administration Municipale de Bordeaux, nous apprenons que "la ville ayant besoin de l'appartement qu'occupe actuellement M. Brion, Fontainier de la ville dans le manège pour y loger Portier qui a esté obligé de vider celui qu'il occupait dans l'hôtel de la Mairie où M. les Jurats ont logé M. Leberthon depuis l'incendie arrivé chez luy"<sup>18</sup>. Ce fait apparaît important car il révèle que Portier et Leberthon ne se méconnaissaient pas et qu'il y ait pu avoir un arrangement. L'affirmation de Laboubée selon laquelle «c'est d'après ses dessins (Portier) qu'on a bâti l'hôtel Leberthon, l'hôtel Latresne et celui de l'Intendance»<sup>19</sup> nous conforte une fois encore dans l'attribution de la construction de cet hôtel à Portier.

### Les successions et les différents propriétaires

Pour échapper probablement à la confiscation de ses biens dans la tourmente révolutionnaire, André-Jacques-Hyacinthe Leberthon installé depuis à Paris, vendit son hôtel aux frères Raba suivant l'acte de vente

16. A.M. Bordeaux. CC - 193-195-197-199-201.

17. C. Taillard. *Bordeaux à l'âge classique*. Bordeaux. 1997.

18. A.M. Bordeaux. BB -110 f° 43 r. 21 Avril 1741.

19. B.M. Bordeaux. Fonds Laboubée MS - 712/10. Feuillet n° 20 f° 1 r.



du 28 Août 1793 passé devant Me Collignan, notaire à Bordeaux <sup>20</sup>. Cette vente fut faite moyennant la somme de 316000 livres (dont 16000 livres pour la vente de quelques meubles et garnitures). Par le jeu des héritages et des dots, l'hôtel connu de nombreux propriétaires chez les descendants Raba. C'est ainsi que Félicité Virginie Elodie épouse de Gères, fille de Daniel Hippolyte Raba le donne en dot à sa fille Marie Berthe Joséphine de Gères épouse de Bannes-Gardonne suivant son contrat de mariage du 5 Août 1862 passé devant Me Castéja, notaire à Bordeaux <sup>21</sup>. L'hôtel fut occupé ensuite à titre de location par l'Administration du Mont-de-piété de Bordeaux qui s'y installa dès sa fondation le 1er Décembre 1801. Elle en devient finalement propriétaire après l'avoir acquis de Mme de Bannes-Gardonne moyennant 190000 francs, suivant l'acte de vente du 3 Septembre 1866 passé devant Me Maurice Grangeneuve, notaire à Bordeaux <sup>22</sup>. Enfin, c'est par un décret du 24 Octobre 1918 relatif aux Monts-de-piété que l'hôtel Leberthon devient Caisse de Crédit Municipal <sup>23</sup> à qui appartient l'hôtel aujourd'hui.

## Conclusion

L'hôtel Leberthon reste un ensemble harmonieux et constitue indiscutablement un chef d'œuvre de l'architecture Bordelaise. Il séduit par sa monumentalité

mais aussi par le raffinement de son décor, un bon équilibre entre les pleins et les vides et par l'ingéniosité de son auteur. Cet édifice met bien en évidence la fonction, le rang social et la fortune du propriétaire. Il constitue en outre le symbole même de la puissance de cette illustre famille qui, à travers la reconstruction de son hôtel sur les anciennes fondations de l'hôtel primitif, a certainement voulu assurer la continuité et affirmer ainsi sa pérennité. C'est également une manière pour cette famille noble d'extraction ancienne de se différencier de la nouvelle classe parlementaire des «parvenus» qui elle, s'était lancée dans des constructions nouvelles et coûteuses dans les nouveaux quartiers bordelais. L'hôtel Leberthon apparaît comme l'une des plus majestueuses demeures du XVIIIe siècle. Il reste représentatif de l'évolution du goût et demeure l'un des plus beaux exemples de l'architecture privée à Bordeaux.

20. A.D.Gir. 3E - 24300. 28 Août 1793.

21. A.D.Gir. 3E - 40593. Août 1862.

22. A.D.Gir. (Annexe. Voûtes Poyennes). Minutes de Me Grangeneuve. Sept. 1866 feuillet n° 600.

23. R. Bourcier. *La Caisse du Crédit Municipal de Bordeaux* Bordeaux. 1935.

# “Découverte” d'un hôtel particulier du XVIIIe siècle l'hôtel Mel de Fontenay 23, rue Montbazon à Bordeaux

par Jean Pinçon \*

Injustement accusé d'être né sous le Second Empire parce que le baron Laurent Juste de Malet l'avait, par des travaux, rendu plus confortable, l'hôtel situé 23 rue Montbazon fut construit à la fin du XVIIIe siècle, avant la Révolution.

Voici son histoire.

Dès le milieu du XVIIIe siècle, Bordeaux devient une ville en pleine expansion. Elle est remodelée grâce à l'œuvre d'intendants parisiens dépêchés par le Roi : Boucher puis Tourny.

En 1771, pour participer à l'embellissement de notre ville, le prince archevêque Mériadeck de Rohan désire faire édifier un vaste palais archiepiscopal. Afin d'assurer le financement de la construction, il met en vente des terrains dépendants de l'archevêché. Au nord et à l'ouest de la Cathédrale Saint-André.

À la même époque, à Paris, Gaspard-Barnabé Mel, seigneur de Fontenay et de Saint-Céran secrétaire et conseiller du Roi <sup>1</sup>, connaît l'essor de notre ville, et décide de s'y installer avec sa famille. En effet il vient d'être nommé receveur des tailles pour la Guyenne. Il s'était allié à une ancienne famille du bordelais en épousant Marie Dumas de la Roque en 1764. De ce mariage naquirent deux enfants Jean-André et Anne-Thérèse.

Un terrain de l'archevêché, dans le prolongement de la rue des Trois Conils, plaît particulièrement aux Fontenay. Sa situation est exceptionnelle, sans vis-à-vis, face aux frondaisons du jardin du palais Rohan que l'architecte parisien Joseph Etienne commence à édifier et que l'architecte bordelais Richard-François Bonfin terminera <sup>2</sup>. Le seigneur de Fontenay l'achète au prince archevêque le 17 avril 1775.

\* Mes remerciements pour tous ceux qui m'ont aimablement aidé : La comtesse François d'Arlet de Saint-Saud. Madame Jean-Paul Avisseau et le personnel des Archives Départementales. Le président Jean-Paul Avisseau et le personnel des Archives Municipales. Madame Marie-Dominique Bardon. La vicomtesse Jean-Pierre de Baritault. Le président Jacques Charon. Le professeur émérite Robert Coustet. Monsieur Pierre Coudroy de Lille. Monsieur Patrice Dumas de la Roque. La baronne Jean-Louis de Fontenay et des descendants de Gaspard-Barnabé Mel de Fontenay et de Saint-Céran. Monsieur Philippe Maffre. Le baron Bertrand de Malet et des descendants du baron Bertrand-Henry. Le comte de Malet Roquefort. Monsieur Jean-Marie Planes. Monsieur Xavier Roborel de Climens. Madame Jean du Vignau.

1. Armorial du Bordelais. Pierre Meller. Nobiliaire de Guyenne et Gascogne. M. O'Gilvy. A.M.Bx.

2. Richard François Bonfin construisit aussi l'élégant Hôtel de Lisleferme dans l'actuel Jardin Public.



"Le très haut très puissant et très illustre Prince son Altesse Monseigneur Ferdinand Maximilien Mériadeck de Rohan Archevêque de Bordeaux ... conjointement avec le Sieur Etienne ... ont volontairement vendu ... à Messire Pierre Henry Dumas de la Roque (frère de Marie) Conseiller du Roy à la cour du Parlement de Bordeaux ... un emplacement situé en cette ville à la prolongation de la rue des Trois Conils ... confrontant le dit emplacement du levant ... à l'emplacement du sieur Guérin, ... à la prolongation de la rue des Trois Conils, du couchant à un emplacement qui va être vendu à Monsieur Mel de Fontenay et du Nord à la rue Boulan ..." <sup>3</sup>.

Pour avoir les moyens de faire bâtir son hôtel, Mel de Fontenay emprunte à Jean de Laguehay, avocat à Clairac en Lot et Garonne, 43.000 livres remboursables en cinq ans par un acte passé le 15 mai 1779.

"Aujourd'hui ... Bernard Delalande bourgeois de Bordeaux agissant pour Mr Gaspard Barnabé Mel de Fontenay ... lequel reconnaît devoir à Mr Jean Delaguehay ... la somme de quarante trois mille livres. Déclare Mr sieur Delalande au nom que M Mel de Fontenay veus employer la somme de quarante trois mille livres à la construction d'une maison sur l'emplacement qu'il a acquis ... qu'il retrira (sic) les entrepreneurs et architecte ..." <sup>4</sup>.

L'hôtel a du être construit à partir de cette date.

Mel est peut-être un homme trop ambitieux, car à l'échéance, le remboursement prévu en 1784 n'a pas lieu.

Commencent alors les premiers troubles qui vont agiter le Royaume. Les problèmes financiers de la France empirent et se terminent par la déconfiture des finances royales. Elle rend la vie plus difficile aux personnalités proches de la Cour. Probablement à cause de la Révolution, la dette n'est toujours pas remboursée.

Gaspard-Barnabé Mel de Fontenay échappe aux "justiciers" de la Terreur, mais de tels bouleversements aggravent ses difficultés financières. Sous le Directoire, le 4 Fructidor An III (22 août 1795), afin de liquider les dettes qu'il a envers onze créanciers dont le "citoyen" Laguehay, il vend son hôtel. L'acte de vente est signé avec le "citoyen" Jean-Jacques Genelle en participation avec le "citoyen" Liot et la "citoyenne" Martin, à savoir : "une grande maison à porte cochère contenant plusieurs pièces et grande cour au rez-de-

chausée, deux étages de chambres, appartements et greniers au-dessus, les appartenances et dépendances". La description de l'immeuble correspond au plan de notre hôtel. Le prix est fixé à 800.000 livres <sup>5</sup>.

Après y avoir demeuré environ quatorze ans, la famille de Fontenay quitte sa maison et rejoint à Paris Gaspard-Barnabé qui réside boulevard Saint-Antoine dans le Marais.

Un des acquéreurs, le "citoyen" Liot s'installe dans l'hôtel en dépit de l'opposition pour hypothèque qu'a faite Monsieur de Laguehay.

Malgré cette vente, les durs ennuis pécuniaires de monsieur de Fontenay l'empêchent de rendre ce qu'il doit encore à monsieur de Laguehay.

Cet hôtel, à cheval sur deux rues, est situé rue Montbazan, du nom de l'un des duchés qui appartenaient aux seigneurs de Rohan, et rue Boulan, du nom du ferronnier qui y habita jusqu'en 1780. Ces rues sont plaisamment rebaptisées : "rue j'adore l'égalité" et "rue de la frugalité" !

Le II Ventose An VII (1er mars 1799), Gaspard-Barnabé n'a toujours pas remboursé sa dette à Jean de Laguehay. Un jugement met en demeure les nouveaux propriétaires de l'hôtel, soit de rembourser Jean de Laguehay, soit de se désister de la maison en sa faveur. Les citoyens Bast et Plassard s'étaient mêlés à l'acquisition.

Ces "citoyens" la préfèrent se désister. Peu scrupuleux, ils sont tous condamnés aux dépens et Jean de Laguehay devient propriétaire <sup>6</sup>.

3. 17 avril 1775. Acte de Maître Banchereau Notaire à Bordeaux. A.D.Gir 3E 26596. Vente du terrain par l'Archevêque de Rohan.

4. 15 mai 1779. Acte de Maître Duprat Notaire à Bordeaux. A.D.Gir. Ex 1444-3 E 5597. Emprunt de Mel de Fontenay représenté par Monsieur Bernard Delalande à Monsieur Jean de Laguehay.

5. 4 Fructidor An III (22 Août 1795). Acte de Maître Rauzan Notaire à Bordeaux. A.D.Gir. 3 E 21742. Gaspard Barnabé Mel vend l'hôtel aux citoyens Jean Genelle, Liot et à la citoyenne Martin.

6. II Ventose An VII (1er mars 1799). Acte de Maître Mathieu Notaire à Bordeaux. A.D.Gir. 3 E 24109. Désistat de l'hôtel en faveur de Jean de Laguehay.



Fig. 1. — Hôtel Mel de Fontenay. Papier à en-tête de la société Desaphy.

Fig. 2. — Cadastre 1820-1830. Rue Montbazan, on voit le terrain vide contre l'hôtel de Fontenay dont l'avancement figure le balcon central.

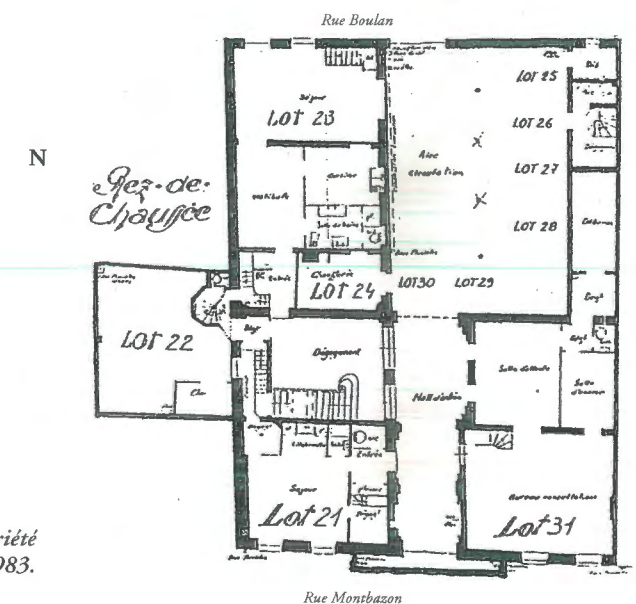
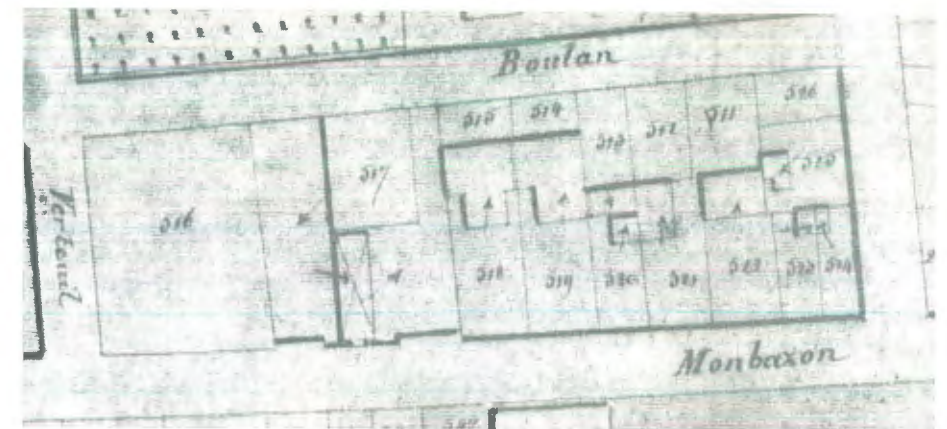


Fig. 3. — Plan de co-propriété 1983.



Le 15 décembre 1809, à la mort de Jean de Laguehay, un acte de partage sous-seing privé entre ses enfants attribue l'hôtel à sa fille Jeanne-Sophie-Henriette. Elle devient l'épouse du capitaine de Bécays de Lacaussade, chevalier de l'Ordre Royal<sup>7</sup>.

A partir de 1820, sous la Restauration, le premier cadastre est établi. Sur ce plan, l'hôtel figure tel qu'il est aujourd'hui si on le compare au plan de co-propriété de 1983<sup>8</sup>. La construction est en forme de U, avec une étroite aile Est et une large aile Ouest, de part et d'autre de la cour.

Le 23 juillet 1831, madame de Lacaussade qui ne paraît pas avoir habité l'hôtel, le vend pour 60.000 Francs au Baron Bertrand-Henry de Malet qui s'y installe<sup>9</sup>.

Bertrand-Henry fut aussi conseiller à la Cour de Bordeaux, redevenue Royale sous la Restauration. Il fut Sous-Préfet de la Dordogne. Il avait épousé en 1820<sup>10</sup> Jeanne-Léontine, fille du comte Laurent de Lafaurie de Monbadon maire de Bordeaux de 1805 à 1809 et page de l'Empereur.

Le 13 janvier 1836, Bertrand-Henry de Malet dont l'hôtel est situé au n° 23 de la rue Montbazan achète le terrain voisin, n° 25 qui jouxte son hôtel et donne aussi sur la rue Boulan. Très avisé, Bertrand-Henry comprend qu'il est indispensable de protéger la vue et la lumière qui éclairent les baies de sa cage d'escalier car elles sont ouvertes sur le terrain n° 25. La vente est faite au prix de 8.000 Francs<sup>11</sup>.

Le 22 avril 1844, il vend ce terrain pour 10 000 Francs à son beau-frère Philippe-Armand de Vassal qui habite au n° 23 avec sa femme, sœur de Madame de Malet.

Pour préserver l'éclairage de son escalier il se réserve la jouissance d'une petite cour qui séparera son hôtel de celui de son beau-frère<sup>12</sup>.

Le nouveau cadastre de 1850 montre l'hôtel de Vassal construit. Bertrand-Henry de Malet bâtit dans sa cour un petit bâtiment qui s'appuie sur la conciergerie des Vassal. Il dalle cette cour de galets. Dans le mur mitoyen, les beaux-frères créent une porte "secrète" qui permet aux familiers des deux ménages de passer du 23 au 25 sans sortir dans la rue<sup>13</sup>.

Le 2 mai 1863, Bertrand-Henry de Malet et sa femme, vendent l'hôtel dans lequel ils demeurent, à

leur gendre Henri-Laurent Ubald d'Abbadie pour 150.000 Francs<sup>14</sup>. Ce dernier avait épousé Alix, une de leurs filles en 1847.

Le 23 avril 1870, après avoir habité pendant sept ans dans cet immeuble, Alix Ubald d'Abbadie et son mari se retirent dans leur propriété de Saint-Palais près de Mauléon, au château d'Ithorrotz.

Ils cèdent l'hôtel pour 150.000 Francs à leur belle-sœur Robertine de Bouillé femme de Laurent-Juste, frère d'Alix. Un troisième ménage Malet s'installe donc au 23, à la fin du Second Empire<sup>15</sup>.

L'hôtel, malgré les feux de ses douze cheminées, est mal chauffé l'hiver. Sa cage d'escalier qui n'a ni croisée ni porte, est traversée de courants d'air qui s'engouffrent par ses baies sur la petite cour, traversent le passage carrossable de l'entrée qui est un porche sans séparation avec la cour de l'écurie.

Les Laurent-Juste rendent alors l'hôtel plus confortable. Ce sont ces aménagements qui seront plus tard la cause de la méprise sur sa date de construction :

- installation de vitraux dans les baies de l'escalier. Les armes représentées sont celles des Malet et celles des Bouillé ;

7. Traité sous seing privé qui attribue l'hôtel à Jeanne Sophie Henriette de Laguehay. Cf. notes 1 et 9.

8. Cadastre 1820. Archives Municipales.

9. 23 Juillet 1831. Acte de Maître Mathieu, Notaire à Bordeaux. A.D.Gir. 3 E 24215.

10. 27 Juin 1820. Acte de Maître Mathieu, Notaire à Bordeaux. Archives Départementales rue Poyenne. Hors cote. Acte de mariage de Monsieur le Chevalier de Malet et de Mademoiselle de Monbadon.

11. 13 Janvier 1836. Acte de Maître Grangeneuve, Notaire à Bordeaux. Archives Départementales rue Poyenne. Cote 3 E 24157. Vente d'un terrain par Monsieur Jean Marie Carayon Latour au Baron Bertrand Henry de Malet. Origine de propriété. Acte de Maître Mathieu du 25 février 1817.

12. 28 avril 1844. Acte de Maître Delaville, Notaire à Bordeaux. Archives Départementales rue Poyenne. Hors cote. Vente d'un terrain par Bertrand Henry de Malet et par sa femme née Jeanne Léontine Lafaurie de Monbadon à Philippe Armand de Vassal.

13. 1850 Cadastre.

14. 2 mai 1863. Acte de Maître Rabion, Notaire à Bordeaux. Archives Départementales rue Poyenne. Non coté. Vente par Monsieur et Madame de Malet à Monsieur d'Abbadie.

15. 23 avril 1870. Acte de Maître Rabion Notaire à Bordeaux. Archives Départementales rue Poyenne. Non coté. Vente par Monsieur et Madame d'Abbadie à Madame la Baronne de Malet.

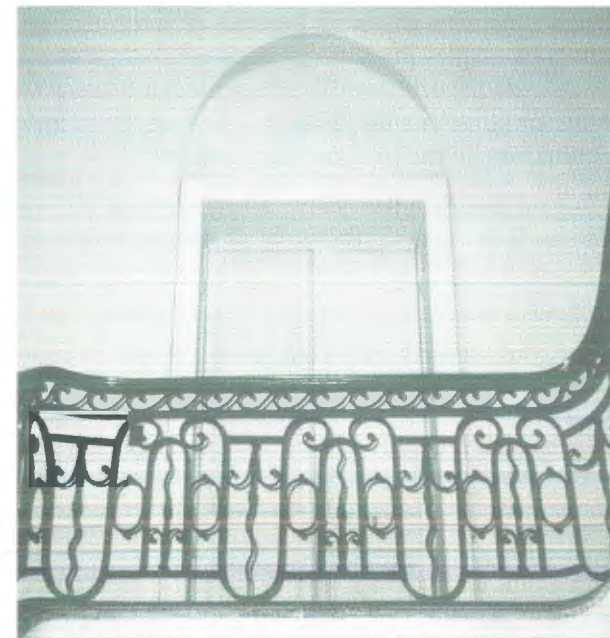


Fig. 4. — Le palier du premier étage.

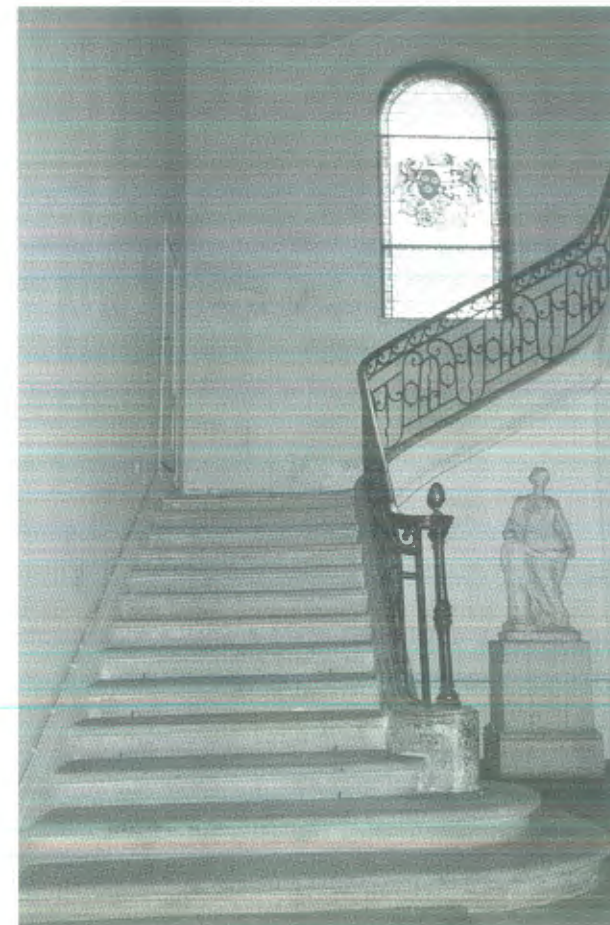


Fig. 5. — Le grand escalier.

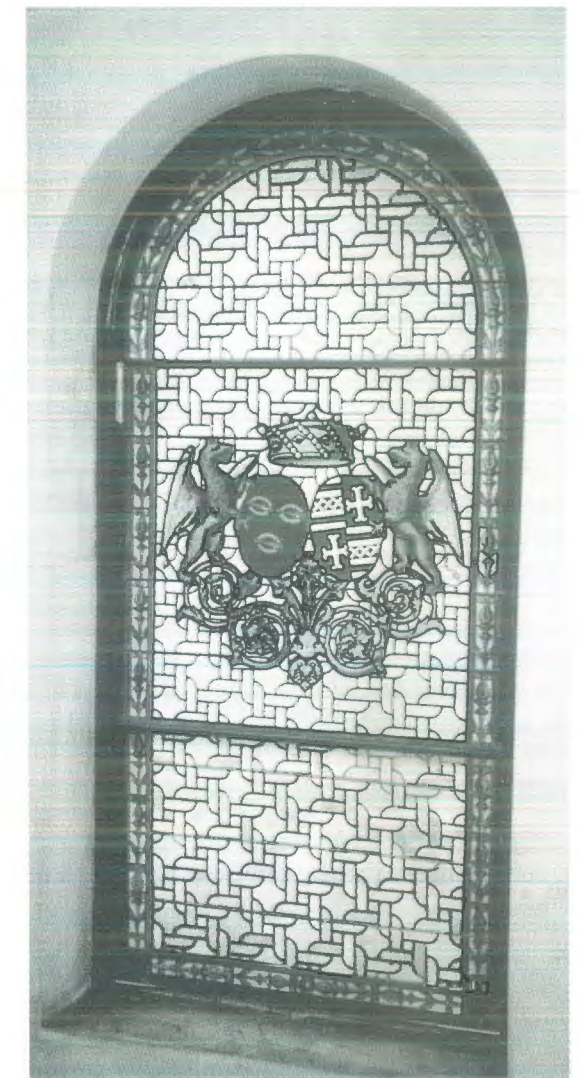


Fig. 6. — Vitrail aux armes des Malet et des Bouillé.



- décoration des fenêtres du rez-de-chaussée par des grilles comportant des arabesques <sup>16</sup> ;
- remplacement des fenêtres et des portes-fenêtres à petits bois par des fenêtres aux vitres plus grandes <sup>17</sup> ;
- fermeture de l'entrée carrossable après la porte cochère par des portes vitrées qui donnent sur l'escalier et sur la cour des écuries.

Ces travaux achevés on peut imaginer Robertine de Malet descendant l'escalier, appréciant le confort moderne de la main courant en bois ajoutée sur la rampe d'escalier, ou le bien être apporté par l'épais tapis de Smyrne fixé sur les marches.

A la rigueur des murs unis de la cage d'escaliers, les Laurent-Juste préfèrent un décor de faux marbre gris, sable et corail, réchauffé encore par des doubles portes capitonnées de cuir <sup>17</sup>. Elles maintiennent la chaleur dans les salons car le chauffage à bouches d'air vient d'être installé.

Un mur de la cour des écuries est agrémenté d'un fronton en rocaille où nichent des plantes vertes. Dans la petite cour, depuis le rez-de-chaussée jusqu'au troisième étage, un escalier de bois en pas de vis est construit pour le service. Il dessert plus directement les appartements que les huit petits escaliers qui relient encore aujourd'hui les niveaux deux par deux.

Quand, le 28 avril 1890, pour 132 000 Francs, le baron et la baronne Laurent-Juste de Malet vendent l'hôtel à monsieur Eugène Desaphy, voilà dix ans que depuis le balcon des salons, la vue sur le jardin du palais Rohan est remplacée par celle d'une aile du "Musée de Peinture et de Sculpture" que l'architecte Burguet a construit.

La lignée des Malet aura vécu plus de soixante ans dans cette demeure car ils y restent quelque temps encore locataires.

Les aménagements entrepris par les Bertrand-Henry et par les Laurent-Juste demeurent de nos jours. Et dans la petite cour, la porte de communication "secrète" avec l'hôtel de Vassal, murée depuis longtemps, ne laisse plus passer que les fantômes de deux familles amies.

Monsieur Desaphy, négociant, installe une distillerie dans la cour de l'écurie. Il fait appel à l'architecte Paul Minvielle qui couvre cette cour d'une verrière entourée d'un large passage en voûtes de briques soutenu par une armature métallique. Le petit loge-

ment les cochers, la cuisine voûtée et son puits deviennent aveugles. Leur destination est changée ainsi que celle de l'écurie dont il reste seulement l'anneau auquel on attachait les rênes des chevaux. Le temps des calèches est maintenant bien terminé <sup>18</sup>.

Sur un angle du passage en briques, cet architecte crée une liaison en arc de cercle qui réunit les pièces de façade à celles de l'aile Ouest, sans passer par le grand escalier.

Au cours des travaux Paul Minvielle fait la connaissance de la fille des Desaphy et l'épouse. Quelques temps plus tard la distillerie cesse son activité.

Les Minvielle eurent une fille, Marie-Marguerite. Cette jeune fille d'une altière beauté blonde, hérite cet hôtel en 1920 et y demeure quand elle épouse Gabriel Bardon qui sera chirurgien des Hôpitaux. En 1927, ils transforment la toiture de l'ancienne distillerie en terrasse et construisent au-dessus un petit bâtiment crépi.

Le 18 février 1959, monsieur et madame Bardon divisent leur hôtel en co-propriété. Ils vendent le rez-de-chaussée et le premier étage à monsieur et madame Jean Pinçon <sup>19</sup>. Ceux-ci transforment la terrasse en jardin. Le petit bâtiment crépi est voilé par un treillage. L'ancienne distillerie devient un garage <sup>20</sup>.

Cet hôtel fait partie des beaux immeubles qui sont édifiés sur les terres de l'archevêché, dont l'hôtel de Lalande et les hôtels du cours d'Albret, Basquiat et Poissac.

La plupart des immeubles fin XVIIIe à Bordeaux, ont une façade équilibrée comportant trois travées. Celui-ci en présente sept sur vingt mètres de long. Sa profondeur de vingt huit mètres donne une emprise au sol de 560 mètres carrés.

16. On voit encore la trace d'anciennes grilles verticales dans l'appui de pierre de la fenêtre sud-ouest, au rez-de-chaussée.

17. Il y a des traces d'anciens petits bois sur la fenêtre sud-ouest au premier étage sur la rue Montbazon.

18. Le plafond de faux magh nb rbre existe encore.

19. 18 février 1959. Acte de Maître Landeroin, Notaire à Bordeaux. Vente par Monsieur et Madame Bardon à Monsieur et Madame Pinçon.

20. 19 février 1927. Plan de Voirie. A.M. 50 01 180. Terrasse et bâtiment.

L'ampleur du passage carrossable et celle de la cage d'escalier le classe parmi les grandes demeures du XVIIIe siècle.

En façade, l'architecte utilise des motifs néo-classiques. Les bossages continus de la pierre assoient le rez-de-chaussée. Deux oculi circulaires sont coiffés de guirlandes de chêne. Les vantaux de la porte cochère sont ornés d'une grecque. Le heurtoir est encore dans le style Louis XV que perpétuent les ferronniers bordelais. De part et d'autre de la porte cochère, des écoinçons de feuilles d'acanthé garnissent les angles formés par l'arc surbaissé de la porte. Les cannelures des consoles du balcon sont sculptées d'asperges, ses balustres se poursuivent de chaque côté sous les quatre fenêtres. Au-dessus des ouvertures du premier étage, les tableaux plats, simplement moulurés sont surmontés d'un entablement dorique. Le deuxième étage est abrité par une large corniche ionique à modillons nets.

A l'intérieur, l'entrée carrossable, à voûte surbaissée, est en pierre appareillées. Cinq pilastres et quatre arcades en plein cintre, sans ornement, rythment chaque côté.

La cour de l'écurie présente les mêmes bossages continus et ses fenêtres, le même décor que celui de la façade. Elle s'ouvre rue Boulan par une porte cochère identique de proportions à celle de la rue Montbazon.

Dans l'escalier au dallage de pierres, la rampe de fer forgé présente des motifs de poignards ondulés surmontés d'une frise de volutes. La cage est éclairée par deux baies en plein cintre. Les piliers sont en terre cuite. Au premier il est enrichi de marbre noir.

A l'étage noble, les boiseries Louis XVI des salons sont sculptées simplement, soit de cannelures, soit de rosaces. Deux cheminées sont en marbre blanc, une troisième est en brocatelle du Jura. Les parquets sont rustiques sauf un, celui d'un grand salon, qui est en chêne "à la Versailles".

Au troisième étage, au-dessus et de même surface que celle de la cage d'escalier, se trouve une vaste salle aux fenêtres élevées. Elle avait encore en 1959 un plafond de plâtre en forme de dôme décoré au pochoir de motifs religieux. On y accédait facilement depuis que les Laurent-Juste de Malet avaient créé l'escalier en pas de vis.

Inspirés par leur grande piété, ils promurent cette salle au rang de chapelle réchauffée par une cheminée de pierre.

Les souvenirs de famille de Marie Dominique Bardon évoquent le temps où un chapelain en assurait la charge. Il avait aussi la responsabilité de l'éducation des enfants. Les Malet le logeaient au dessus de la chapelle dans la pièce belvédère. De la haut, à travers les fenêtres ouvertes sur les quatre points cardinaux, il devait être réconforté par la vue du ciel, par celles du palais de l'archevêque de Rohan, des flèches de la cathédrale Saint-André, de tous les clochers de la ville et des vignes du Médoc.

Il y a quelques années, une dame propriétaire de cette chapelle, inconditionnelle des pierres et des poutres apparentes supprima le dôme. On voit maintenant dans la pierre des murs, les tristes saignées verticales sur lesquelles s'appuyaient les poutrelles cintrées du plafond voûté, et la charpente avec son cadre à un mètre des murs. Il est fait de lourdes poutres de 30 cm x 30 cm de section. Il laissait passer le haut de la coupole à base rectangulaire.

La charpente paraît être du XVIIIe siècle. Probablement, alors, le plancher de cette pièce n'existait pas et un dôme intérieur coiffait la cage d'escalier.

L'hôtel de Fontenay date donc du XVIIIe siècle. Il a été construit après l'emprunt que Gaspard de Fontenay a obtenu de Jean de Laguehay le 15 mai 1779.

Il est difficile de savoir par quel architecte il fut construit. Qui de Laclotte, Lhôte ou Bonfin l'ont dessiné ? Ces architectes bordelais utilisent le même répertoire néoclassique et sont influencé par Victor Louis.

Si nous comparons les galeries ouvertes des côtés du Grand-Théâtre (Victor Louis de 1774-1780), avec l'entrée de cet hôtel, nous pouvons remarquer que les proportions sont identiques. On retrouve la même absence de décor sculpté, le soubassement net sans plate bande, les pilastres, les moulures encadrant les pleins cintres des arcades, la voûte en arc surbaissé divisée par des anses qui partent des pilastres.

La comparaison vaut également pour le balcon de l'hôtel Saige (Victor Louis 1774-1780) avec que celui de notre immeuble. Là nous retrouvons les mêmes motifs décoratifs : denticules cernant les consoles, tableaux en relief du dessous, type de feuilles de chêne et d'acanthes des consoles.



Pour connaître le nom de l'architecte qui imagina cette construction, nous avons réalisé une enquête auprès des descendants des familles Fontenay, Saint-Céran et Malet afin de savoir s'ils possédaient des documents d'archives ou quelques souvenirs de famille permettant d'apporter une réponse à cette question. A ce jour aucune indication n'a pu nous éclairer sur ce point.

Cependant, un petit neveu de Marie Dumas de la Roque, Patrice, nous a écrit : "Mon ancêtre Pierre-Henri, frère de Marie était un ami d'Etienne Laclotte, qui aurait tracé les jardins de la Roque, peut-être fait les plans... Aurait-il travaillé pour son beau-frère Fontenay?"

Par ailleurs, dans l'acte de l'emprunt du 15 mai 1779, Mel de Fontenay est représenté par le "sieur Bernard Delalande" bourgeois de Bordeaux de-

meurant "hot Lalande" à Bordeaux rue du Loup paroisse Saint-Projet. C'est troublant, mais nous n'avons su trouver de parenté avec Pierre de Raymond baron de Lalande dont l'hôtel est de Laclotte rue Bouffard.

Malgré nos différentes recherches, même dans les "sacs à procès" de l'époque, conservés aux Archives Départementales nous n'avons pu découvrir le nom de l'architecte. En éliminant Louis qui dirigeait seulement de très grands travaux, monsieur Philippe Maffre de la Direction des Affaires Culturelles à Bordeaux, spécialiste de l'architecture bordelaise de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, évoque la possibilité d'une attribution à Richard François Bonfin.

C'est une hypothèse intéressante si l'on se rappelle que Bonfin travaillant au palais Rohan a pu participer à la construction d'immeubles dans ce quartier.

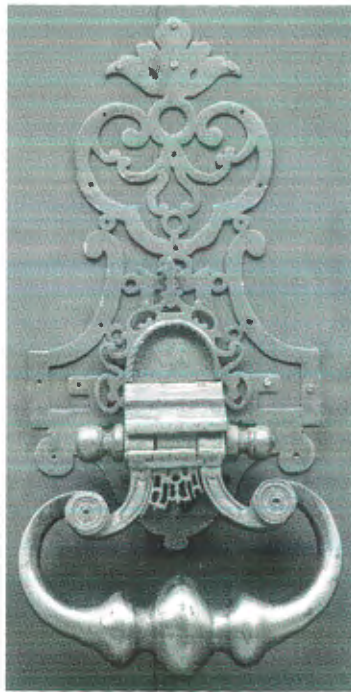


Fig. 7. — Hôtel Mel de Fontenay. Détail.  
Cliché X. Roborel de Climens.

## *Un document contemporain pour servir à l'histoire médiévale*

### *Le plan de situation des tombeaux de la cathédrale Saint-André de Bordeaux dressé par Henri de Marquessac*

par Philippe Maffre \*

Henri de Marquessac, né en 1832, entreprit sous le second Empire une dense mais brève carrière militaire qu'il interrompit à l'issue de la campagne d'Italie. Il mit alors ses capacités intellectuelles mais aussi ses talents de dessinateur au service de l'histoire ; sa contribution la plus remarquable et la mieux connue à cette science reste son ouvrage concernant les établissements des Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem en Guyenne, paru en 1866. Sa biographie, sa personnalité, son goût pour l'archéologie sont mieux connus depuis la publication de l'étude que lui consacra Bernard Larrieu en 1987<sup>1</sup>.

C'est vraisemblablement alors qu'il occupait le poste d'archiviste du diocèse que le baron de Marquessac entreprit la transcription des deux obituaires manuscrits du chapitre de Saint-André, tirés des archives de cette compagnie que conservent les Archives départementales de la Gironde. De ces obituaires le premier peut être considéré comme fragmentaire, il concerne une époque située à la charnière des treizième et quatorzième siècles, le second couvre une période allant du milieu du quatorzième siècle à celui du seizième siècle. Ces deux registres rappellent les fondations pieuses instituées par des fidèles ou leur famille à l'occasion de leur inhuma-

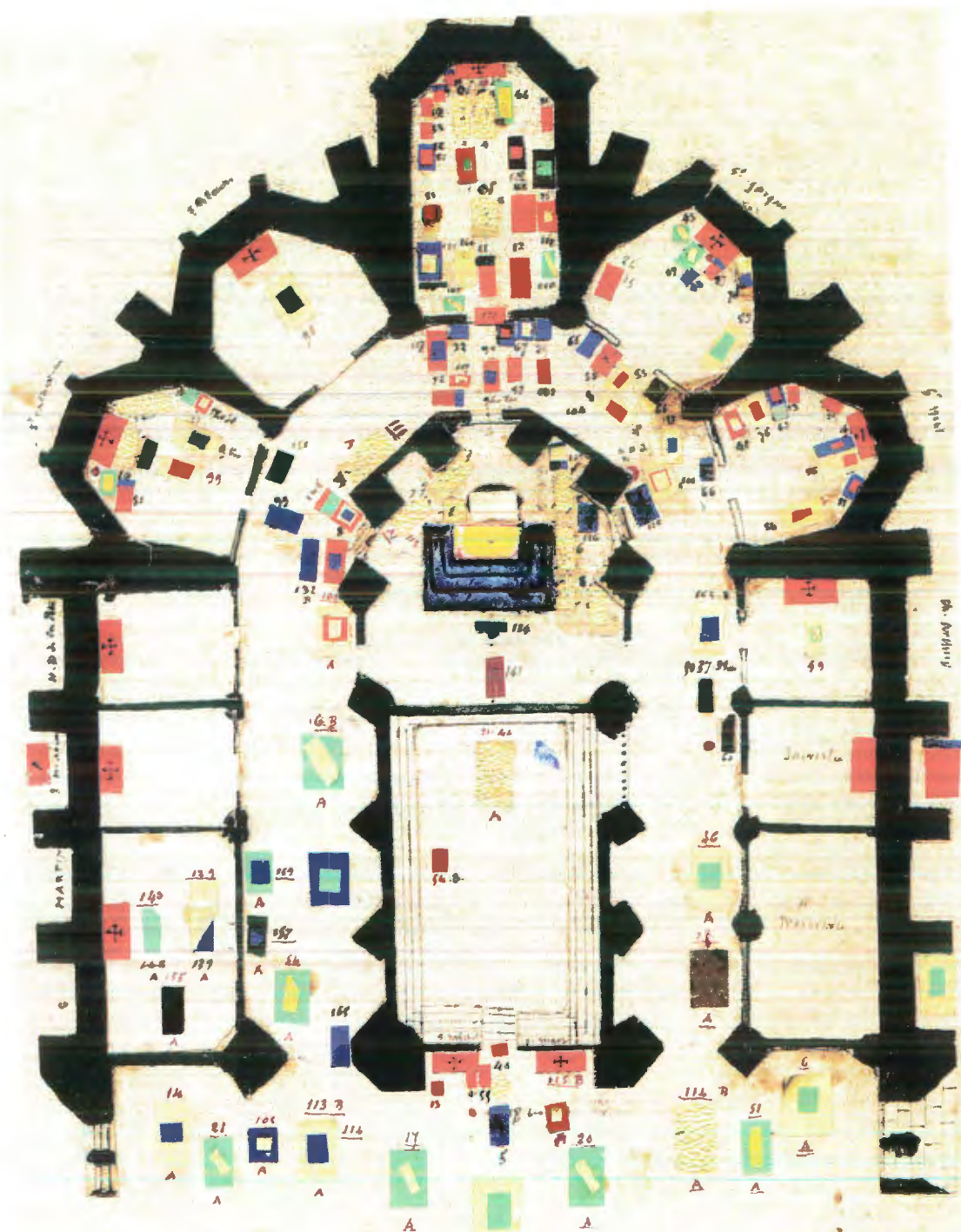
tion dans la cathédrale. Ces fondations consistaient pratiquement toutes en messes, dites chaque année à la date anniversaire de la fondation, ou en chapelles ; leur grand nombre justifiait l'existence de ces obituaires.

Henri de Marquessac présenta ses premiers travaux sur ces textes difficiles en 1868, au cours d'une séance de la Société des archives historiques de la Gironde. Il résolut alors de restituer sur un plan de la cathédrale flanquée de son cloître les emplacements approximatifs où se situaient les tombeaux dont le souvenir était connu grâce aux textes concernant les seuls anniversaires dans les obituaires. Il est vraisemblable que la maladie qui précéda sa mort survenue en 1870 l'empêcha de mener à son terme cette entreprise. Il l'avait d'ailleurs voulue trop ambitieuse, ne se contentant pas de dresser une "géographie sépulcrale" de la cathédrale.

\* Service régional de l'Inventaire.

1. Sur la vie de Marquessac lire : Bernard Larrieu, Un pionnier bien méconnu de l'archéologie en Entre-deux-Mers, le baron Henri de Marquessac. *Mémoires du Pays de Branne*, 1987, 2<sup>e</sup> livraison, p. 7-26.






	Archevêque		Chanoine et grand seigneur archiprêtre		Grand seigneur
	Chanoine		Archiprêtre chanoine		Grande dame
	Prêtre		Archidiacre		Bourgeois de Bordeaux gentilhomme
	Chanoine trésorier		Prêtre fabricien et chanoine		Bourgeois de Bordeaux drapier
	Prêtre et chanoine		Prêtre		Receveur des monnaies du roi
	Chantre et chanoine camérier		Licencié en droit		Clerc
	Prêtre et seigneur		Sous-chantre grand. seigneur chanoine		Chantre grand seigneur
	Prêtre et chanoine roturier		Sous-chantre chanoine		Grand seigneur chanoine et Prêtre grand seigneur
	Bourgeois de Bordeaux		Archidiacre grand seigneur		Grand seigneur chevalier
	Prêtre prébendier		Aumônier grand seigneur		Grand seigneur dignitaire de chapelle
	Sous-chantre				Non lu
	Frère mineur				

Ce plan nous est parvenu, il consiste en deux feuilles de carton de trente-deux centimètres sur vingt-sept centimètres pour l'une et vingt-quatre pour l'autre, elles figurent la première les parties orientales de l'église : chœur, chapelles rayonnantes et transept, et la seconde ses parties occidentales : nef et cloître du chapitre.

Les quelque cent soixante-dix tombeaux repérés sont représentés par de petits rectangles collés sur ces plans à l'emplacement identifié par l'auteur de ce travail. En fonction de la dignité ecclésiastique de l'occupant du tombeau, de l'ordre auquel il appartenait, ou encore de son métier, le baron de Marquessac a assigné une couleur à la représentation de la sépulture ; il reste assez malaisé de deviner quels critères lui

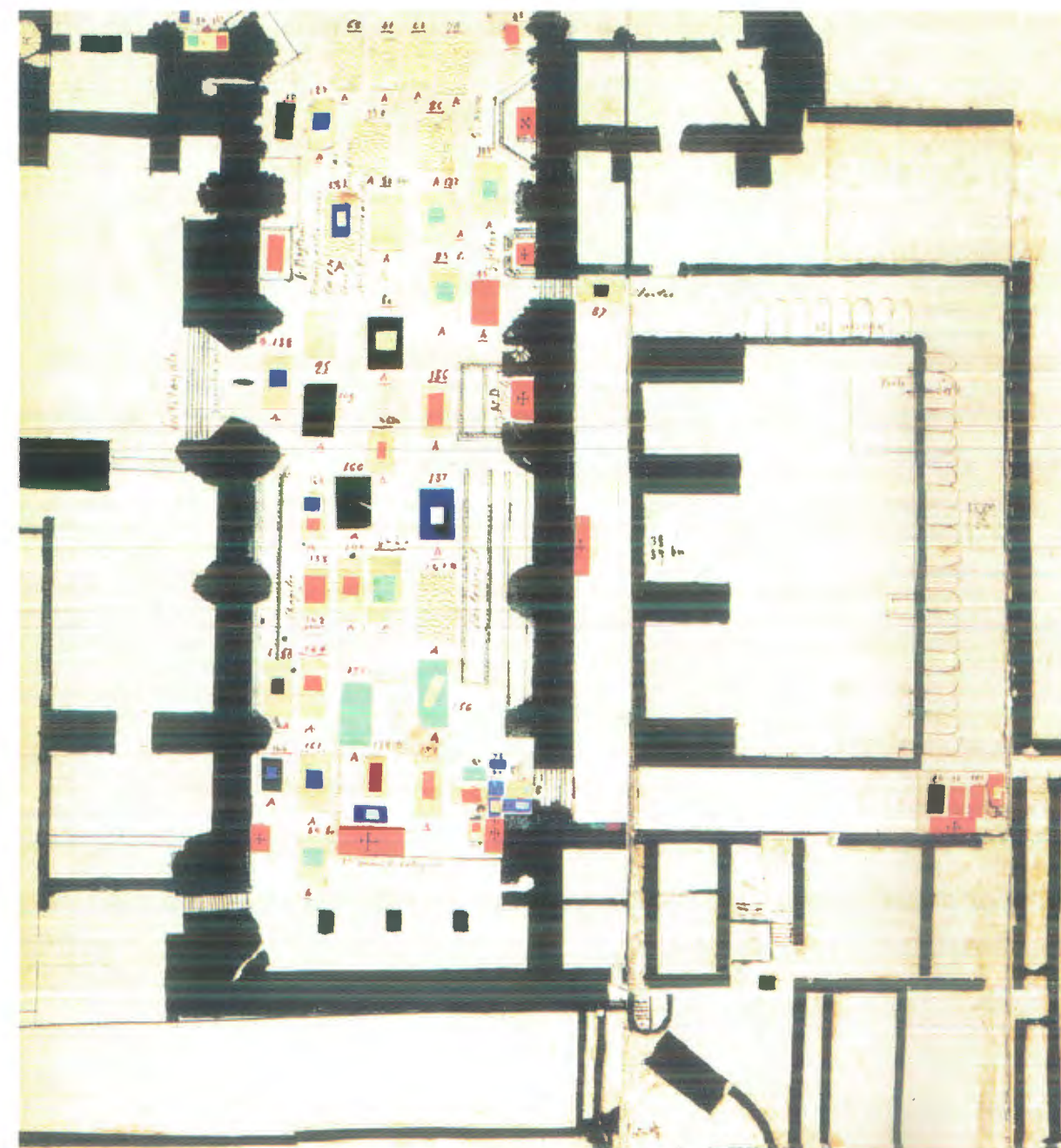


	Archevêque		Chanoine et grand seigneur archiprêtre		Grand seigneur
	Chanoine		Archiprêtre chanoine		Grande dame
	Prêtre		Archidiacre		Bourgeois de Bordeaux gentilhomme
	Chanoine trésorier		Prêtre fabricien et chanoine		Bourgeois de Bordeaux drapier
	Prêtre et chanoine		Prêtre		Receveur des monnaies du roi
	Chantre et chanoine camérier		Licencié en droit		Clerc
	Prêtre et seigneur		Sous-chantre grand. seigneur chanoine		Chantre grand seigneur
	Prêtre et chanoine roturier		Sous-chantre chanoine		Grand seigneur chanoine et Prêtre grand seigneur
	Bourgeois de Bordeaux		Archidiacre grand seigneur		Grand seigneur chevalier
	Prêtre prébendier		Aumônier grand seigneur		Grand seigneur dignitaire de chapelle
	Sous-chantre				Non lu
	Frère mineur				

ont permis de distinguer pas moins de trente-huit "classes" de défunts, dont certaines ne sont représentées que par un individu. Comme en héraldique les couleurs et figures sont hiérarchisées. Un rectangle doré et brillant représente un tombeau d'archevêque, un rectangle doré et mat correspond à celui d'un sénéchal, un rectangle orange à celui d'un chanoine, un rectangle vert à un sous-chantre, un rectangle vert barré d'or à un bourgeois de Bordeaux, etc<sup>2</sup>. A chaque tombeau est attribué un numéro qui renvoie à un

registre. Dans ce registre dont certaines des feuilles qui le composent portent l'en-tête de l'archevêché de Bordeaux, Marquessac a tenté de recopier et de trans-

2. Bien que dans un état de conservation excellent le plan a souffert quelques malheureuses altérations. Trois petits rectangles de couleur qui étaient collés sur de plus grands rectangles dorés se sont détachés de leur support. Leur perte ne permet plus d'identifier les catégories de défunts à laquelle correspondaient ces symboles.



crire, les anniversaires mentionnés sur les obituaires. Cette tâche a été accomplie au prix de nombreuses difficultés ; on rencontre fréquemment plusieurs tentatives pour lire et traduire un même texte, les ratures sont nombreuses.

Quoi qu'il en soit des défauts de ce travail il fut vraisemblablement à l'origine de la publication par Léo Drouyn et Théobald de Puifferrat des fameux obituaires du chapitre par la Société des Archives historiques de la Gironde, en 1878, huit ans après la disparition prématurée de Marquessac. Tout comme



ce dernier les auteurs s'intéressent essentiellement aux anniversaires, ne publiant que les textes de deux ou trois fondations de chapelles. Ils choisissent de publier ces textes d'anniversaires selon une chronologie annuelle. Curieusement le nom de Marquessac n'est même pas évoqué dans l'introduction de cette publication<sup>3</sup>.

Paul Courteault a publié en 1925 dans la Revue historique de Bordeaux une étude consacrée aux tombeaux construits entre les XIII<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles dans la primatiale d'Aquitaine, étude intitulée *Les Sépultures anciennes de la cathédrale Saint-André*<sup>4</sup>. Le savant successeur de Camille Jullian ne négligea pas de mentionner que le baron de Marquessac avait été le premier à dresser un plan des sépultures contenues jusqu'à la Révolution dans la cathédrale et à tenter de transcrire les obituaires du chapitre. Il considérait cependant ce travail avec une certaine condescendance, relevant les erreurs commises par celui auquel il refusait la qualité d'historien, le reconnaissant juste comme un "érudit". L'historien de la cathédrale, Jacques Gardelles, ne manqua pourtant pas de remarquer que Courteault s'était abondamment servi des travaux de Marquessac. A la décharge de Courteault il faut cependant noter qu'il signala, une fois de plus le premier, la présence dans la série G des Archives départementales du plan réalisé par Marquessac et du registre sur lequel il avait réalisé ses transcriptions.

La date et les circonstances de l'intégration de ces documents ne sont pas connues. Elle n'a pu être réalisée qu'entre 1892, année de la publication du premier tome du répertoire de la série G dans lequel leur existence n'est pas mentionnée, et 1925, date à laquelle Courteault les mentionne dans son article. Sont-ils parvenus aux Archives départementales en même temps que les archives diocésaines qui furent "versées" consécutivement à la loi de

1905<sup>5</sup>? Auquel cas ce serait Jean-Auguste Brutails lui-même qui les aurait jugés assez intéressants pour figurer à la suite des obituaires de la série G, qu'ils venaient compléter utilement. Le jugement du grand archéologue constituerait une reconnaissance sans appel de la qualité du travail de Monsieur de Marquessac.

3. Léo Drouyn, Théobald de Puifferrat, Obituaires de l'église Saint-André de Bordeaux. *Archives historiques du département de la Gironde*, 1878, t. 18, p. 1-260.

4. Courteault Paul, Les sépultures anciennes de la cathédrale Saint-André. *Rev. hist. Bordeaux*, 1925, p. 113-131, 176-189, 241-250.

5. Gardelles Jacques, La cathédrale Saint-André de Bordeaux. Sa place dans l'évolution de l'architecture et de la sculpture. Bordeaux : *Delmas*, 1963, p. 183.

## Recherche biographique sur les peintres-verriers bordelais à l'époque contemporaine

par le docteur Jean-Jacques Michaud\*

Si le vitrail religieux au XIX<sup>e</sup> siècle a intéressé quelques chercheurs dans les années 1980 et a fait l'objet d'assez nombreuses publications à cette époque, il semble que cette curiosité se soit éteinte ou qu'elle soit mise en veilleuse<sup>1</sup>. Pourquoi? Se serait-on aperçu tardivement de l'aspect pour le moins conventionnel de cette production ou au contraire aurait-on méconnu l'originalité des formules techniques déployées? Ou les deux, se résignant à cette évidence que : «*Les problèmes du vitrail n'étant pas de ceux dont on aime généralement à se mêler*»<sup>2</sup>.

Pendant longtemps il n'y a eu de vitrail que religieux et celui-ci passait pour un art mineur dépendant de l'architecture.

Sa spécificité n'a émergé qu'au XIX<sup>e</sup> siècle s'accompagnant alors d'une abondante littérature couronnée au siècle suivant avec les travaux de Marcel Aubert et d'Emile Mâle, puis par ceux de Louis Grodecki, tous artisans du monumental mais inachevé «*Corpus Vitrearum*». L'historien Jean Laffond fut le premier à s'intéresser au vitrail civil ancien et Catherine Brissac, disparue prématurément, comprit l'intérêt de ce décor Fin de Siècle. En fait, le vitrail d'appartement a toujours été effacé par la splendeur du vitrail monumental religieux. Devant l'œuvre spirituelle, il était trop ouvertement futile et mercantile. Son destin fut scellé : être celui que l'on tait, que l'on oublie, que l'on détruit.

Son étude est pourtant nécessaire à toute approche de ce milieu professionnel puisque au XIX<sup>e</sup> siècle, un tiers des peintres-verriers rencontrés n'ont aucune activité dans le domaine du vitrail religieux.

La région aquitaine est pauvre en vitraux anciens, la littérature à ce sujet est donc rare. Seuls les *veyriniers* de l'époque moderne ont fait l'objet de quelques études. La première est celle de Charles Braquehay<sup>3</sup>. Ensuite c'est Paul Roudié qui dans le cadre de sa thèse sur l'art régional à la fin du Moyen Age aborde le sujet<sup>4</sup>. Enfin, la direction régionale de l'Inventaire fera paraître en 1986 une liste des verriers bordelais au XIX<sup>e</sup> siècle mise à jour en 1994 dans laquelle douze noms sont cités parfois sans prénom et toujours sans

\* Membre correspondant de la commission départementale des objets mobiliers de la Gironde.

1. *Revue de L'Art*, n° 72, 1986.

2. J. Lafond, *Le vitrail*, Paris, Fayard, 1966, p. 20.

3. C. Braquehay, "Les peintres de l'Hôtel de Ville de Bordeaux et des entrées royales depuis 1525" dans *Documents pour servir l'histoire des arts en Guienne*, Bordeaux, 1898, p. 3 à 4.

4. P. Roudié, "Peintres et verriers à la fin du XV<sup>e</sup> siècle et au début du XVI<sup>e</sup> siècle" dans *Bulletins et mémoires de la Société Archéologique de Bordeaux*, 1958, t. LIX, p. 122 à 132. *L'activité artistique à Bordeaux, en Bordelais et en Bazadais de 1453 à 1550*, Bordeaux, 1975, p. 429 à 441.



aucun état-civil<sup>4b</sup>. Dans cette étude qui en trouve près du double, sont réunis des renseignements épars ainsi que les résultats d'enquêtes effectuées auprès des descendants de ces peintres-verriers, dans les services d'archives et dans les ateliers. Il s'agit de constituer, dans le meilleur des cas, un bref résumé biographique.

Pourquoi le XIXe siècle est-il un grand producteur de vitraux ? Tout commence peut-être avec Alexandre Lenoir (1761-1839) ce « *Terre-neuve de l'art français en péril de mort* »<sup>5</sup>, fondateur de l'éphémère musée des Monuments français pendant la Révolution. C'est lui qui attire l'attention sur la valeur des vitraux anciens et qui sauve de nombreuses pièces dont plusieurs à caractères laïcs, comme celles provenant du château d'Ecouen<sup>5b</sup>, vingt-deux tableaux peints sur verre d'après les cartons de Raphaël représentant l'histoire de Cupidon et de Psyché et attribués à Bernard Palissy<sup>6</sup>. Lenoir connaît et apprécie la valeur de ces témoignages, il note à propos des vitraux de Passy dont l'un représente le connétable Anne de Bretagne : « *Les passants se faisaient un plaisir de lancer des pierres dans ces chefs-d'œuvres* »<sup>7</sup>. Il montre aussi son intérêt pour le sujet en publiant dès 1796 une *Histoire de la peinture sur verre*, deux ans avant l'institution d'expositions publiques et périodiques des produits de l'industrie française qui se continueront avec les Expositions universelles. Ces manifestations seront emblématiques des riches péripéties du monde du vitrail au XIXe siècle. Elles verront s'y refléter constamment ses mutations, ses piétinements, ses conflits.

Dans les églises, à partir des années 1830, la question se pose de dépasser le sauvetage et la réparation pour aborder la restauration puis, dès 1835, la création. La vague de mise en place des vitreries de couleurs tourne court, car on veut de vrais vitraux avec des images saintes comme au Moyen Âge. Pour cela, il faut former des hommes et créer des ateliers. Ce sera le rôle de deux novateurs dont on peut imaginer que, malgré leurs différences et leurs divergences, ils tendaient vers un même but : « *Le siècle eut donc une double tâche : reformer le goût du public et rétablir des centres d'étude, ce qui ne pouvait être l'affaire d'un jour* »<sup>8</sup>.

Tout d'abord, il faut perfectionner les techniques de la peinture sur verre : « *Ce bel Art, qui fait parler aux yeux le verre par les émaux et le fourneau* »<sup>9</sup>. Ce sera le rôle de l'atelier de peinture sur verre de la manufacture royale de Sèvres (1800-1854) créée par Alexandre Brongniart (1770-1847)<sup>10</sup>. En 1802 dans un mémoire adressé à

l'Institut, Brongniart pose clairement tel qu'il le conçoit, le problème de l'art de peindre sur le verre : « *Sa pratique a été portée dans ces derniers temps à un haut degré de perfection, mais sa théorie a été négligée* »<sup>11</sup>. Pour lui la période empirique des « *recettes* » est terminée et si l'on veut faire des progrès dans ce domaine, il faut passer à la phase scientifique, établir dans ce domaine de nouveaux principes issus de la nouvelle chimie. Les premières peintures sur verre effectuées tout au début du XIXe siècle jusqu'au « *Sapho jouant de la lyre* », peinture sur glace de Le Guay en 1809<sup>12</sup>, sont de l'avis même de Brongniart des essais. Ceux-ci vont durer une vingtaine d'années, période qu'il consacra à résoudre les problèmes complexes posés par le passage des dernières techniques de la peinture sur céramique au verre. D'autant qu'il va en améliorer les résultats : une palette plus large des émaux vitrifiables et des feuilles de verre plus grandes à la cuisson. En fait cette mise au point de la peinture sur verre blanc seul, à la manière anglaise, ne parait pas avoir eu le succès escompté et c'est seulement dans les années 1820 que la commercialisation commence grâce à l'emploi mixte des verres peints et teints.

Mais d'où viennent les verres teints ou colorés dans la masse ? De la verrerie et cristallerie de Choisy-le Roi (1820-1855) créée par Georges Bontemps (1801-

4b. Cf. note 1.

5. L. Réau, *Histoire du vandalisme*, Paris, Laffond, rééd 1994, p. 514.

5b. C. Bouchon, Une approche du vitrail (1800-1850), *Le vitrail au XIXe siècle et les ateliers manceaux*, Le Mans, Cénomane, 1999, p. 21-37.

6. A. Lenoir, *Description historique et chronologique des Monuments de sculpture, réunis au musée des Monuments français, suivie d'un traité de la peinture sur verre*, p. 368-370. Les vitraux d'Ecouen sont maintenant à Chantilly.

7. *Ibid.*, p. 384 et « La peinture sur verre au XVIIIe siècle » dans *Bulletin de la Société de l'Histoire de l'Art Français*, 1926, p. 96-107.

8. A. Racinet, *L'ornement polychrome*, Paris, Booking International, rééd 1996, p. 69.

9. P. Le Viel, *L'art de la peinture sur verre et de la vitrerie*, Genève, Minkoff Reprint, rééd. 1973, p.vij.

10. T. Préaud et K. Bezut, *The Sèvres Porcelain Manufactory. Alexandre Brongniart and the triumph of art and industry*, New-York, Derek, 1997, p. 97-111.

11. A. Brongniart, *Essai sur les couleurs obtenues des oxydes métalliques, et fixées par la fusion sur les différents corps vitreux* Journal des Mines, vol. XII, n° 67, p. 58.

12. A. Brongniart, *Description méthodique du musée céramique de la manufacture royale de porcelaine de Sèvres* 1845, n° V/253



Chauffrey, 1899.

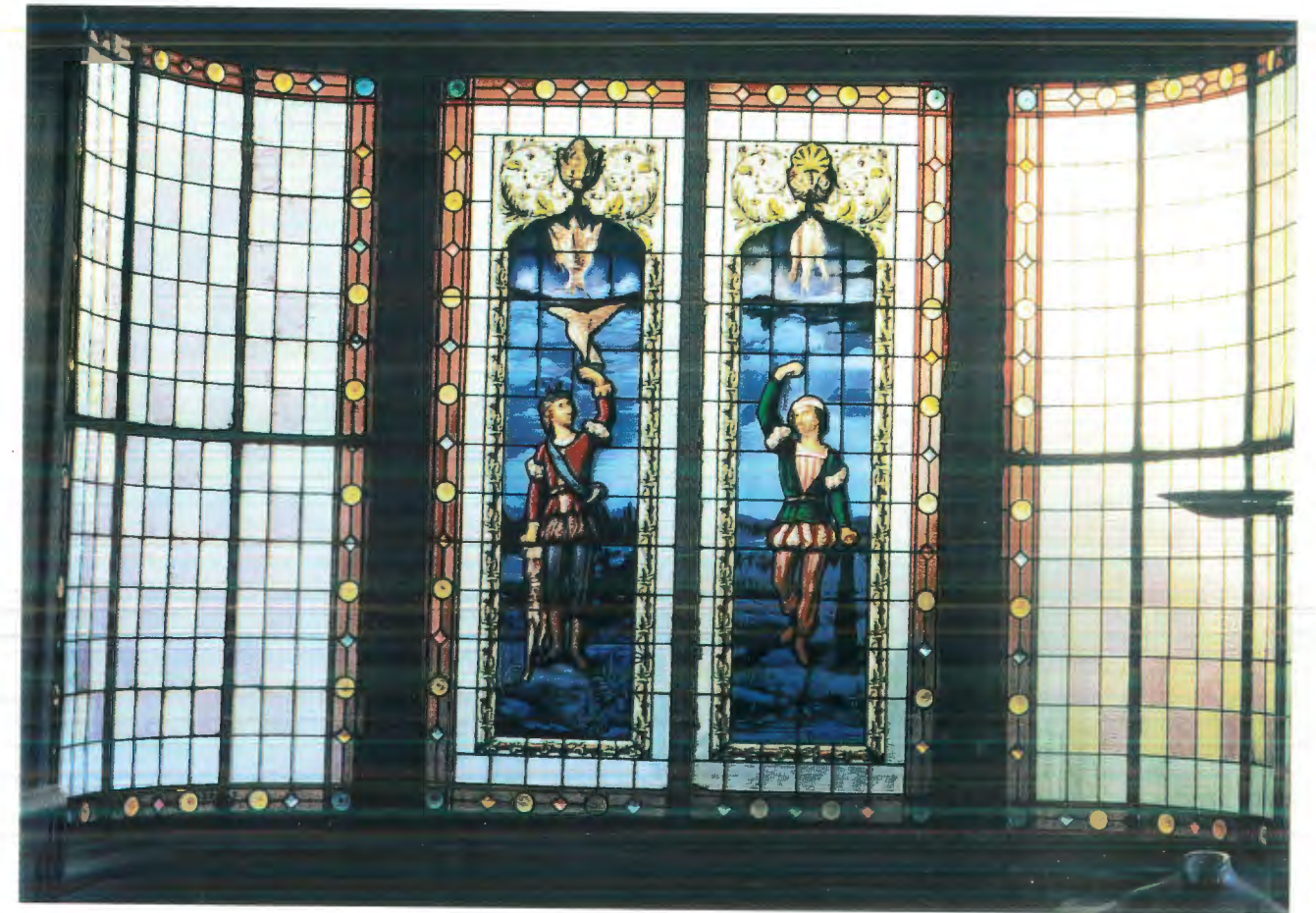


Dagrant, 1886.





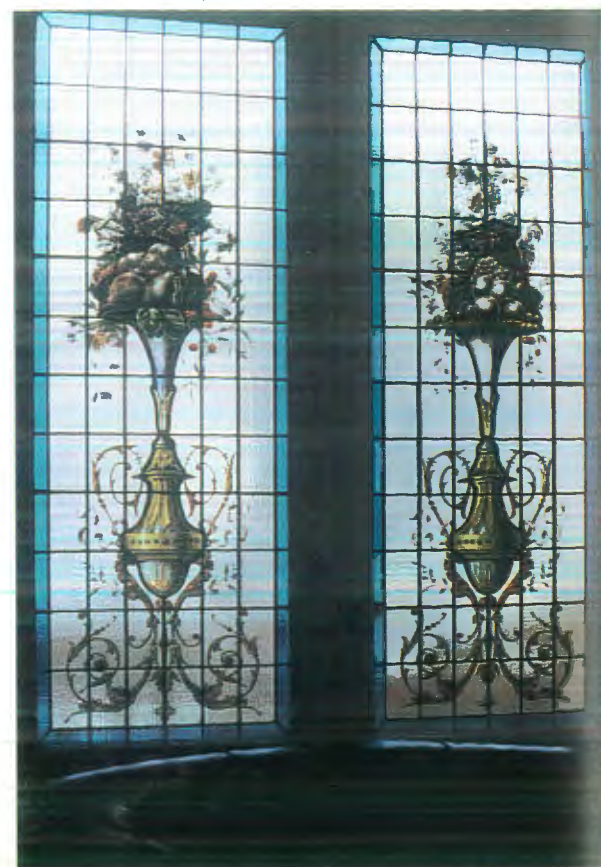
*Delmas, 1904.*



*Bruzaud, vers 1890.*



*Chaufrey, 1909.*



*Bruzaud, vers 1890.*



*Delmas, 1908.*





Delmas, 1903.

Bruzaud,  
vers 1890.

Dagrand, 1886.

Curcier,  
vers 1895.

1882)<sup>13</sup>. On y fabrique des verres teintés dans la masse à l'aide d'oxydes métalliques, la coloration est effectuée alors que le verre est en pleine fusion. Au début le choix est limité : les trois primaires : bleu, rouge, jaune, deux binaires, vert et violet et du rose. En 1827, Bontemps présente aussi un verre rouge doublé coloré par le protoxyde de cuivre : «*Le tour de main pour faire prendre à une masse vitrée fondue dans un creuset de verrerie, la teinte purpurine que lui donne le protoxyde de cuivre et pour la lui faire conserver lorsqu'elle a été soufflée et étendue en vitre, est difficile à atteindre*»<sup>14</sup>. Il s'agit d'un verre incolore sur lequel est collé une très mince feuille de verre rouge. Ces verres doublés se feront aussi dans d'autres teintes ; ils atteindront une grande perfection et seront très prisés des verriers français. En 1845 les couleurs sont nombreuses et les teintes variées, il existe plus d'une centaine de nuances différentes : «*Certes, si on n'arrive pas à produire des vitraux remarquables, ce ne sera pas par défaut de richesse de la palette*»<sup>15</sup>.

Entre temps, les ateliers se sont multipliés et là aussi Bontemps aura son mot à dire. Car si cet homme issu de la Révolution souhaite, comme Brongniart, le progrès scientifique, il veut plus encore s'occuper des hommes qui font cette évolution. Faire naître une véritable corporation de maîtres-verriers bien différente des anciens vitriers, et créer un centre de formation où passeront des futurs artistes comme : Antoine Lusson, Laurent Maréchal, Emile Thibault : «*La verrerie de Choisy le Roi, dirigée par M. Bontemps, est en quelque sorte l'école des progrès et des perfectionnements*»<sup>16</sup>.

Les vitraux de Sèvres et les verres de Choisy-le-Roi ont un inconvénient majeur ; ils sont chers. Les commandes viendront donc principalement des plus fortunés. L'acheteur le plus éminent sera la famille royale, car Louis Philippe et sa fille sont attachés à cet art ; ils embellissent châteaux et chapelles, la princesse Marie dessinant des maquettes pour Fontainebleau. Ce renouveau du vitrail dans les familles princières d'Orléans et de Berry entre 1820 et 1860 resta cantonné là où il avait pris naissance : les appartements royaux puisqu'il était né au Louvre sous Charles V<sup>17</sup>. Sa diffusion en fut impossible et peut être même freinée par l'explosion du vitrail religieux lié au renouveau spirituel qui l'accompagnait et faisait apparaître cette branche comme une déviation peu honorable de la profession.

En effet, à partir de 1840 tout est en place pour la vague du vitrail religieux des chantiers diocésains. Les hommes et les techniques sont là au moment où le romantisme associé au courant artistique anticlassique met à la mode le néogothique dans une ambiance de nouvelle ferveur catholique. Il ne manque plus que les élites pour venir légitimer cette mode. Ce sera le rôle de Didron l'aîné (1806-1867) avec la publication des *Annales Archéologiques* en 1844 et de Viollet-le-Duc (1814-1879) avec ses théories sur le goût médiéval de la couleur et la publication de son *Dictionnaire raisonné de l'architecture française du XI<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle* à partir de 1854.

En même temps apparaît le grand débat du siècle dans la profession<sup>18</sup>, le vitrail archéologique représenté par un Etienne Thévenot (1797-1862) contre le vitrail tableau dont l'un des précurseurs est Laurent Maréchal (1801-1887). En fait si les divergences surgissent devant des moyens totalement nouveaux : la palette des émaux pour moufle, le travail de dégradé à l'acide fluorhydrique, les verres à couches multiples, la stylistique différente des maquettes, l'unanimité se fait autour de deux idées. D'une part, le peintre verrier et le peintre sur toile ne peuvent être le même homme et d'autre part, ce n'est pas la technique qui est défectueuse mais le sens chrétien qui manque. La première contradiction sera vite résolue par la création de vitraux mixtes associant au montage en plomb verres teints et verres peints. En Aquitaine, il ne manque ni la technique avec l'expérience des nombreuses faïenceries régionales et surtout celle de la manufacture Vieillard chez qui seront formés certains verriers, ni la ferveur religieuse avec une personnalité comme Mgr Donnet.

13. C. Bouchon, *La fabrique de Choisy-Le-Roi*, Communication du G.R.I.M.C.O., 1992, à paraître.

14. A. Brongniart, *Description...*, p. 10.

15. G. Bontemps, *Rapport présenté au jury de l'Exposition des produits de l'industrie de 1844*, p. 7.

16. *Exposition de l'Industrie Française*, Année 1844, Application des beaux-arts, p. 20.

17. L. Hauteceur, *Histoire du Louvre*, Paris, 1950, p. 10. E. Levy, *Histoire de la peinture sur verre en Europe*, Bruxelles, 1860, p. 92 et 93.

18. J.F. Luneau, *Vitrail archéologique vitrail tableau*, *Revue de l'Art*, n° 124, 1999, p. 67-78.



On produira abondamment des vitraux néo-médiévaux mais aussi néo-renaissance, ces derniers étant toutefois moins nombreux. Cet historicisme naissant aura des conséquences inattendues : la réhabilitation du vitrail Renaissance tant sur le plan technique qu'iconographique, donc laïc. Ce nouveau regard sur le vitrail d'appartement, les verriers des années 1880 sauront s'en rappeler, ils mettront à la disposition de leur client des vitraux suisses aussi bien vrais que faux !

Dans le diocèse, la vague du vitrail religieux s'esouffle un peu moins vite qu'ailleurs et joue les prolongations jusqu'à la veille des lois de Séparation, probablement grâce à Mgr Lecot. Il n'empêche, au début de la troisième République les ateliers auront vite à leur disposition une étonnante liste de styles couvrant toutes les époques. Ainsi pour le XVI<sup>e</sup> siècle : la Renaissance allemande, italienne ou française et dans cette dernière un choix allant de François I<sup>er</sup> à Henri IV en passant par l'inévitable Henri II, et même le Louis XII ou le Henri III. Et bien sûr tous les orientalismes jusqu'au style Sauvage<sup>19</sup> ! Une sévère concurrence va s'installer dans ce marché avec déjà le choix sur catalogues et la vente par correspondance. Il faut calmer la fièvre qui gagne les premiers venus sur l'insolite et naissant bazar de la consommation artistique. Pleine d'avenir, c'est l'application naissante de la joyeuse formule de l'Art pour Tous.

Cette clientèle issue de la classe moyenne va occuper la ville récente qui s'étend avec les quartiers des Chartrons, de Saint-Seurin, de Saint-Genès, du Sacré-Cœur, les grands axes qui se prolongent jusqu'aux boulevards : rue de Turenne, rue Mandel, rue Judaïque, rue de Pessac, rue Saint-Genès, rue de Bègles, cours de la Somme, l'avenue Carnot et la rue du Bocage. Des petites rues où l'on retrouve une forte présence du décor vitré : rue Mazarin, rue Gardère, rue Calvé, rue de la Course, et bien sûr la rue Soula où, paraît-il, logeaient quelques demi-mondaines qui devaient apprécier si ce n'est le style Grévy, au moins le style Cocotte !

Le cadre de ce décor intérieur renouvelé est fait d'un éclectisme raisonné qui distribue les styles suivant les pièces en harmonisant entre eux chaque élément : papiers peints, lambris, tentures, rideaux, cheminées, meubles et miroirs. Il donnera sa place aux vitraux : «*Prévoyant que le verre lui laisserait voir des lignes et des formes déplaisantes, il s'est ménagé une vue selon son goût. Il a coloré les rayons qui entraient dans sa*

*demeure ; il a cannelé ses vitres, il les a déployées par places, émaillées en parties, brodées comme des rideaux ; il les a peintes enfin pour interposer entre le soleil et lui des figures et des images infiniment variées*»<sup>20</sup>. Ceux-ci vont se disperser dans la maison : plafond lumineux, verrière de cage d'escalier, fenêtres de salle de bain, de fumoir, de cabinet de travail, de salon, de salle à manger, de chambre, porte de vestibule, de couloir, d'entrée, véranda sur jardin et bow-window sur rue, sans oublier le water-closet !

Nouvelle clientèle et nouveau décor, il ne manque plus que le principal : les nouveaux verres. En effet, les progrès effectués dans l'industrie verrière sont décisifs d'autant qu'ils s'accompagnent d'une baisse des prix de tous ses dérivés. La plupart de ces innovations sont dues à la nouvelle chimie. Amélioration de la qualité de la substance vitreuse sans bulles ni stries donc complètement transparente, fabrication d'une feuille de verre à vitre mince, grande et parfaitement plane, création des verres coulés ou luminescents dits cathédrales qui laissent passer la lumière non le regard, variété des couleurs et des teintes proposées, en particulier apparition des tons pastels avec les verres anglais ou cathédrales minces colorés. Très vite, à partir des années 1900 viendront se joindre les verres américains plans et à reliefs ainsi que dans les bordures, employés en petite quantité, les verres imprimés de Saint-Gobain.

Hélas ce décor original à peine né, sera presque passé de mode. Sa grande période, ou tout au moins ce qui en reste, tourne autour de 1900 où ils sont dix peintres-verriers installés à Bordeaux alors qu'ils ne seront plus que quatre en 1920. Le XX<sup>e</sup> siècle, avec son effrayant corollaire la vitesse, viendra, précipitamment, changer les goûts des acheteurs devant un métier qui demande avant tout du temps. Finalement après les Lois de Séparation, la Grande Guerre et la crise économique des années 1930, la profession sera pratiquement mise à genoux.

19. J.A. Ponsin, *Vitraux*, 1891, Centre International du Vitrail, 80 Bi 126.

20. C. Blanc, *Grammaire des arts décoratifs*, Paris, 1882, p. 233.

## Peintres-verriers bordelais de l'époque contemporaine

N.B. : Les peintres-verriers qui suivent sont présentés par ordre chronologique de leur année de naissance, avec leurs enfants lorsque ceux-ci sont représentatifs d'une filiation professionnelle.

### Pierre-Honoré Boudon de Saint-Amans<sup>21</sup>

Il est né à Agen le 9 mai 1774. Il passe pour être un de ceux qui introduisent en France la faïence fine dite anglaise. Il se marie en Angleterre en 1799 avec Anna Beack qui lui fait connaître les manufactures de céramique des comtés de Stafford, Tunstall et Caulden. Il joue un rôle important dans cette industrie bordelaise à partir de 1829 et il est médaillé d'or à l'exposition de Bordeaux de 1830. Entre 1830 et 1831, Pierre Honoré essaie aussi la peinture sur verre dans la manufacture de Lahens et Rateau<sup>22</sup>. En 1837, il se retire dans sa propriété de Lamarque en Agenais où il continue son activité dans les arts du feu en particulier avec ses célèbres sulfures sur verre. Il y décède le 1 mars 1858. Le musée des beaux-arts d'Agen possède de cette époque, deux exemplaires de peinture sur glace en émaux à relief polychrome cerné<sup>23</sup>. Ces pièces étonnantes autorisent à s'interroger sur l'habituelle attribution de ce procédé à Eugène Collinot en 1867<sup>24</sup>.

### Pierre Helle

Il est né à Bordeaux le 29 septembre 1794<sup>25</sup>, l'année où Alexandre Lenoir crée son musée des monuments français. Il est peintre-vitrier de la cathédrale Saint-André dès 1835<sup>26</sup>. Il y fait des travaux de restauration en 1838, 1839 et en 1840 il y pose des vitraux de couleurs<sup>27</sup>. Il est domicilié rue du Loup mais change souvent de numéro. En 1835 il est nommé comme vitrier, en 1850 comme peintre vitrier puis en 1860 comme peintre verrier<sup>28</sup>. En 1866, il est veuf et vit toujours rue du Loup avec son frère Jean<sup>29</sup>. Il part à Paris vers 1870 après le décès de ce dernier<sup>30</sup>.

### Georges Holland Jones<sup>31</sup>

Il apparaît à Bordeaux en 1831 comme peintre-décorateur, venu d'Angleterre et peut-être de l'atelier de Sèvres sur la demande de Boudon de Saint-Amans quand celui-ci prend la direction de la faïencerie bordelaise Lahens et Rateau.

La vie de cette entreprise sera brève puisqu'elle sera reprise par David Johnston en 1834. On peut supposer que Jones qui était personnellement attaché à Boudon de Saint-Amans, a quitté comme lui la manufacture en 1837<sup>32</sup>. Comme Audoynaud, on le retrouve en 1841 à la IV<sup>e</sup> exposition de la Société philomatique où il obtient une médaille

d'argent, il est domicilié au n° 26 de la rue Paulin : «*Les vitraux de M. Jones sont un des produits les plus remarquables de l'Exposition ; ils sont composés avec goût et l'application des couleurs est heureusement réussie.... Le trait est presque toujours pur, ferme, sans dureté.... Le jury doit les mêmes éloges aux cadres qui représentent des fleurs...*»<sup>33</sup>. Il s'agit de seize cadres de vitraux peints, rosaces variées, bordures, ornements, fleurs, fruits, armoiries, têtes et figures, deux portes garnies de vitraux et de quinze dessins colorisés pour vitraux : «*Avant de quitter la peinture, n'oublions pas les superbes vitraux de MM. Audoynaud et Jones*»<sup>34</sup>. En 1843, il

21. P. Lauzun, *Les Manuscrits de la Bibliothèque de Saint-Amans*, Agen, 1889. E. Labadie, "Un céramiste agenais à Bordeaux, Pierre Honoré Boudon de Saint-Amans" dans *Revue de l'Agenais* 1915, p. 158 à 178, p. 238 à 255, p. 321 à 333. Y. Perotin, "Qui était Saint-Amans", dans *Revue de l'Agenais*, 1956, p. 73-80.

22. A.M. Labit, *Pierre Honoré Boudon de Saint-Amans*, Musée d'Agen, 1968, p. 16.

23. Musée d'Agen, n° 3353 et 3572.

24. J. Du Pasquier, *J. Vieillard et Cie. Eclectisme et Japonisme*, Bordeaux, 1986, p. 18.

25. A.M.Bx. 1 E 6 n° 1.000.

26. Archives diocésaines, Bordeaux, Saint-André.

27. D. Alliou, *Etude des vitraux retrouvés de la cathédrale Saint-André*, Direction régionale des affaires culturelles, Aquitaine, 1996, p. 16.

28. A.M.Bx. 26. Ca 30bis, 26. Ca 37 et 105. Ca 1.

29. A.M.Bx. 1 F 67.

30. A.M.Bx. 2 K 40.

31. Il existe un doute quand au patronyme exact, il pourrait s'agir non de Jones mais de Holland et dans ce cas il convient de noter la présence d'un Holland and Sons, exposant de vitraux à l'exposition universelle de Londres de 1851. Dans le cas contraire un autre problème surgit : c'est l'existence de Edward Jones (voir Vollmer, *Lexique général pour les arts appliqués*, tome XIX, p. 117-118) peintre verrier anglais qui vient à Choisy-le-Roi pour collaborer avec Georges Bontemps entre 1826 et 1829. Serait-ce un parent ou le même individu ?

32. M. Méaudre de Lapouyade, *Essai d'histoire des faïenceries de Bordeaux, du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Bordeaux, 1926, p. 71 à 74. A. Nicolai, *Histoire des faïenceries de Bordeaux au XIX<sup>e</sup> siècle*, Bordeaux, 1932, p. 37 à 38.

33. Catalogue officiel de l'Exposition de 1841, p. 115.

34. *La Guyenne*, 30 juillet 1841.



achète au faïencier Lamothe une maison au n° 49 de la rue Paulin qui fait le coin avec la rue de la Franchise<sup>35</sup>. Parallèlement il s'occupe d'un atelier de céramique à Saintes : la faïencerie Villard entre 1845 et 1850<sup>36</sup>. En 1851, il est recensé à Saintes comme anglais, veuf de 48 ans ce qui le fait naître en 1803<sup>37</sup>. En 1859 il est médaille d'or à la Xe exposition de la société philomatique : «*M. Jones fait à bon marché des vitraux de couleur pour portes, croisées et lanternes. On remarque du goût dans le choix des couleurs et dans leurs arrangements ; il s'y trouve, de plus, une variété de genres qui prouve que cet industriel est en mesure de satisfaire aux demandes que les habitants de Bordeaux peuvent lui faire*»<sup>38</sup>. Un autre témoignage : «*Les vitraux de M. Jones sont bons et d'un goût assez pur ; ils présentent une grande variété.... Maintenant que les vitraux peints sont de plus en plus employés dans les constructions civiles, au lieu d'être comme autrefois réservés aux églises, il faut féliciter M. Jones d'avoir importé à Bordeaux une industrie qui ne rendra plus cette ville tributaire des fabriques étrangères*»<sup>39</sup>. En 1860 il demande une autorisation pour mettre en exploitation un four au n° 12 de la rue de la Franchise<sup>40</sup>. Il est présent à la XIe exposition de la société philomatique de 1865 où il présente des portes et des vitres en verres peints<sup>41</sup> : «*M. Jones est un peintre sur verre de notre ville, et son talent incontestable méritait que ses travaux fussent mis plus en vue. Il a des fleurs d'une admirable délicatesse ; on dirait qu'elles frémissent sur leurs tiges. Il a des oiseaux d'une légèreté extrême ; il semble qu'ils vont s'envoler*»<sup>42</sup>. En 1866, Jones est recensé rue des Remparts comme anglais, veuf et peintre de 65 ans ce qui cette fois lui donne une naissance en 1801<sup>43</sup>. En 1869, on le retrouve sur l'annuaire sur les trois listes : alphabétique, par rue et par profession où il vend des papiers peints<sup>44</sup>. Il disparaît de Bordeaux en 1870.

### Henry Audoynaud

Né à Limoges le 18 août 1811<sup>45</sup>, il entre jeune dans l'atelier d'un peintre sur porcelaine de cette ville (Alluaud ou Tharaud ?) et il fait à Paris ses premiers essais de peinture sur verre en 1839 (Sèvres ou Choisy-le-Roi ?)<sup>46</sup>. En 1838 il est présent à la IIIe exposition de la société philomatique dans la catégorie porcelaine, pendules et vases et domicilié au 14 place Puy-Paulin à Bordeaux : «*Je n'ai pas encore grand'chose à dire de l'Exposition, à moins que mes lecteurs ne veuillent se contenter du premier coup d'œil.... Les peintures sur porcelaine de M. Audoynaud méritent aussi mes éloges*»<sup>47</sup>. Il se marie le 2 mai 1838 avec Marie Barriol<sup>48</sup>. Son séjour à Paris lui fait choisir la peinture sur verre et en 1840 il dépose un projet pour les baies du chœur de la cathédrale Saint-André. Il est effectivement domicilié au n° 14 de la place Puy-Paulin<sup>49</sup>. Cette étude n'est pas retenue bien que son auteur soit «*protégé par les plus hautes autorités*», si l'on en croit son concurrent Helle<sup>50</sup>.

En 1841 il obtient une médaille de bronze à la Ve exposition de la société philomatique : «*Les vitraux moyen-âge de M. Audoynaud ont été remarqués par le Jury et méritent ses éloges ; mais ils laissent encore beaucoup à désirer relativement au dessin et à l'application des couleurs*». Il ne s'agit pas que de vitraux religieux : le n° 193 est un sujet tiré de la fable, le n° 194 un paysage avec figures, seul le n° 196 est un portrait de Mgr de Cheverus. Les journaux sont plus élogieux que le rapporteur du jury : «*Avant de quitter la peinture, n'oublions pas les superbes vitraux de MM. Audoynaud et Jones*»<sup>51</sup>. L'originalité de cet artiste est remarquée par Jules Delpit sur deux articles du *Courrier de Bordeaux* de la même année : «*L'art de peindre sur cette matière transparente des sujets auxquels la lumière, en la pénétrant, ajoute un éclat que ne saurait présenter les fresques et les tableaux à l'huile, est sans contre dit beaucoup plus moderne... Aussi, pouvons-nous aujourd'hui signaler, même dans notre ville, la présence d'un de ces hommes, jaloux de faire revivre un art aussi gracieux*». Le journaliste cite les œuvres du salon en exemple et demande qu'on lui donne à restau-

### Les Lieuzère

Jean-Baptiste Lieuzère est né le 19 juillet 1817 à Narbonne d'un père peintre demeurant à Gruissan<sup>64</sup>. Il fait partie de ces «veyriniers» si typiques de la France des XVIIe et XVIIIe siècles qui sont en voie de disparition<sup>65</sup>. Lorsque, le 21 août 1841, à l'âge de vingt-quatre ans, il se marie à Bordeaux avec Marguerite Bertet<sup>66</sup>, son tour de France était-il fini ? Ou les charmes de cette jeune fille de seize ans sont-ils assez convaincants pour décider «*Lieuzère dit de Narbonne Lille Damour Compagnon vitrier le 8 août 1839*»<sup>67</sup> à se fixer au n° 43 rue du Peugue. Il ne semble pas avoir hérité des qualités artistiques de son père, puisque l'architecte Adolphe Thiac note dans un rapport que «*ne sachant pas peindre, Lieuzère et Lefresne ont su avec dextérité couper les verres et créer une verrière*»<sup>68</sup>. Son premier fils Pierre (1844-1915) travaillera avec son père. Jean-Baptiste expose dès 1850 au VIIe salon de la société philomatique : «*M. Lieuzère a composé un grand vitrail pour fenêtre d'église, dont la figure laisse à désirer, mais qui a des draperies bien faites et des couleurs bien venues. C'est un débutant plein d'avenir auquel le jury a décerné avec plaisir la mention honorable. Ses portraits peints sur verre produisent un effet assez agréable*»<sup>69</sup>. Il figure sur l'annuaire à partir de 1850 comme peintre puis à partir de 1859 en liste alphabétique comme peintre de vitraux d'églises, et il passe du n° 2 de la rue

rer les vitraux de Saint-André, et de lui confier la création de ceux de la future église Saint-Martial et de ceux destinés au nouveau Palais de Justice<sup>52</sup>. Même éloge dans le second article, après un long préambule sur les inventions mercantiles dans ce domaine : «*Nous avons vu dans les ateliers de ce jeune artiste, différentes figures,.... et il n'en est pas une qui ne témoigne de l'excellence de sa méthode*». L'auteur souligne que les couleurs sont d'un éclat extrême, que les chairs sont très roses, et que les verres employés sont parfois de très forte dimension, c'est le cas pour le portrait du cardinal de Cheverus en une seule pièce. Il ajoute : «*Il s'occupe dans ce moment de terminer une copie de -L'Assemblée évangélique- de Raphaël, qu'il destine à la Reine. Lorsqu'il alla à Paris il y a quelques mois, la Reine le reçut avec une affabilité parfaite : c'est donc une œuvre de reconnaissance qu'il accomplit aujourd'hui*»<sup>53</sup>.

En 1844, il est présent à Paris à l'exposition de l'Industrie Française<sup>54</sup>. On le retrouve en 1847 pour la VIIe exposition de la société philomatique, avec le n° 145 et toujours place Puy Paulin. Il présente dix vitraux, dont : «*Intérieurs, Silènes, Sujets pastoraux, Clair de lune en Afrique, Enlèvement de Déjanire, Sybilles, 3 sujets religieux (Sainte Famille, Fuite en Egypte, Sainte Catherine)*». Il obtient une médaille de Bronze (il n'y a pas de médaille d'or) et il est dit «*Peintre sur verre de S. A. R. la duchesse d'Orléans*»<sup>55</sup>. Malgré les encouragements d'un quotidien<sup>56</sup>, mais vraisemblablement en difficulté car «*sans profession*» en 1849, il met en vente publique une collection de faïences et de porcelaines<sup>57</sup>. En 1852, il est présent sur les listes électorales comme peintre de 40 ans domicilié place Puy-Paulin, mais il quitte Bordeaux peu à près pour Périgueux<sup>58</sup>. Il participe en 1855 à l'Exposition Universelle de Paris : «*Audoynaud Henry de Périgueux a exposé plusieurs vitraux-tableaux, entre autres un intérieur d'église d'un assez brillant effet. Ces vitres, de dimension moyenne, ne peuvent être utilisés que pour des oratoires ou des appartements ; ce n'est nullement de la grande peinture*»<sup>59</sup>. Limoges lui rend hommage en 1858 à l'exposition du centre de la France : «*Trois descentes de Croix, grisailles. Les Titans foudroyés, grisaille colorée. Armoiries de Limoges et Bordeaux. Deux médaillons avec entourages. Deux intérieurs peints. Divers objets d'ornementations fleurs et décors pour salon par un procédé nouveau*»<sup>60</sup>. Les deux autres exposants Thévenot et Thibault n'exposent que des vitraux religieux. En 1872, Audoynaud est domicilié au n° 1 de la rue Bacharettie à Périgueux<sup>61</sup>. Membre fondateur de la Société Historique et Archéologique du Périgord en 1874, il y dépose des notes sur l'art du peintre-verrier qui seront présentées un an plus tard<sup>62</sup>. Il décède dans cette ville le 13 janvier 1878<sup>63</sup>.

35. A.D. Gir. 3 E 30.140 n° 136. Les témoins sont : Hypolite Petit verrier 11 rue du Four et Gérard Domec verrier 61 quai Bacalan.

36. E. Labadie, "Quelques notes d'état civil pour servir à l'histoire des faïenceries de la Saintonge et de l'Aunis" dans *Revue de Saintonge et d'Aunis*, t. XXXV, 1915, p. 226 à 228. M. Clouet, "Courbiac et sa poterie" dans *Recueil de la commission des arts et documents de la Charente Maritime* t. XXIV, 1964, p. 126 à 129.

37. A.D. Charente-Maritime, 8 M 2/21.

38. Catalogue officiel de la VIIIe exposition de la Société Philomatique, p.211/212.

39. B.M.Bx. CCI 41809, Revue de l'exposition générale de Bordeaux de 1859, p. 48.

40. A.D.Gir. 5 M 249.

41. Catalogue officiel de la IXe exposition de la Société Philomatique, n° 1489. Il est domicilié au n° 73 de la rue des Remparts.

42. *La Gironde*, 31 octobre 1865.

43. A.M.Bx. 1 F 67.

44. A.M.Bx. 90. Ca 1.

45. A.D. Haute-Vienne, 3E 85/74.

46. *Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord* 1878, t. V, p. 151.

47. *Courrier de Bordeaux*, 12 août 1838.

48. A.M.Bx. 2 E 167 n° 165.

49. A.M.Bx. 26. Ca 35.

50. A.D.Gir. 162 T 30 I.

51. *La Guyenne*, 30 juillet 1841.

52. Fonds Delpit, Carton V 1: *De la peinture sur verre. A propos des travaux en ce genre de M. Henri Audoynaud de Bordeaux.*

53. *Ibid*, Carton V 2: *De la peinture sur verre et des nouveaux procédés de M. Henri Audoynaud.*

54. Exposition de l'Industrie Française, Année 1844, Application des beaux-arts, p.24.

55. Catalogue officiel de l'Exposition de 1847, p. 86.

56. *Mémorial Bordelais*, 17 juillet 1847.

57. A.M.Bx. Fonds Barincou, n° 2109.

58. A.M.Bx. 2 K 10.

59. E. Lévy, *Histoire de la peinture sur verre en Europe*, Bruxelles, 1860, p. 241.

60. Catalogue officiel de l'Exposition de 1858, p.111.

61. A.D. Dordogne, 6 M 219.

62. *B.S.H.A.P.*, 1874, t. I, p. 161 et 1875, t. II, p. 54 à 56.

63. A.D. Dordogne, 5 E 218 n° 17.

64. A.D. Aude, 5 E 262/108 n° 167.

65. J.L. Ménétrel, *Journal de ma vie*, Paris, Montalba, 1982.

66. A.M.Bx. 2 E 174 n° 330.

67. D. Alliou, *Etude...*, p. 19 et 26.

68. A.D.Gir. 162 T 30 I.

69. Catalogue officiel de l'Exposition de 1850, p.17.



Pèlerin au n° 1 de la place Saint-André<sup>70</sup>. Il expose encore au salon de 1854, puis à celui de 1859 où il obtient de nouveau une mention honorable pour une rosace représentant saint Pierre et pour l'ensemble de ses travaux d'églises. Il figure une dernière fois au Salon de 1865.

La production des Lieuzère est abondante, on peut citer quelques exemples datés de leurs travaux : Talence (1860), Riocaud (1861), Grézillac (1862), Tizac-de-Curton et Mourens (1864).

Le chantier de Grézillac confirme les propos de Thiac : Lieuzère se fait aider de peintres-dessinateurs et, de plus, il casse les prix. Ainsi dans cette commune en mai 1858, Eugène Thévenot a posé un vitrail représentant Notre-Dame de l'Assomption. En janvier 1862, comme prévu dans son contrat initial, il demande de poser les trois autres vitraux pour une somme de 1370 F. Mais les années ont passé, et depuis : «*M. Villiet a diablement grandi*», aussi le prêtre de la paroisse, l'abbé Lugand, sensible à la notoriété du maître lui demande un devis. Joseph Villiet<sup>71</sup> propose de faire les trois vitraux pour 1500 F..... Embarras de l'abbé, soucieux de ne pas trop solliciter son archevêque qui a déjà offert le premier vitrail. Par chance, Notre-Dame, la patronne de l'église le tire de ce mauvais pas. Trois paroissiens donnent chacun trois cents francs et, comme un bonheur n'arrive jamais seul, on lui fait connaître un verrier qui propose de faire les trois vitraux pour 900 F. C'est Lieuzère, qui s'engage à des conditions défiant toute concurrence : «*M. Lieuzère qui est chargé de faire les trois verrières destinées aux fenêtres de l'église de Grézillac nouvellement restaurée a pris l'engagement formel de faire au moins aussi bien que M. Thévenot. Ce n'est qu'à cette condition que son offre a été acceptée, si elle n'est pas remplie, les vitraux, vus en place, pourraient être refusés sans aucune indemnité. Nous savons qu'il fait faire les dessins par un bon maître*»<sup>72</sup>. Ces modalités auraient-elles laissé des traces ? Les vitraux de Lieuzère ont mauvaise réputation chez nos restaurateurs actuels ; ils auraient mal vieilli. Il est vrai que souvent la grisaille et la carnation des visages ont disparu, ce qui n'est pas le cas des productions des ateliers de Villiet.

A partir de 1866, les Lieuzère sont installés au n° 13 du cours d'Albret et en 1872 son fils Pierre est qualifié de peintre sur verre<sup>73</sup>. De cette époque on peut citer : Ambarès (1867), Mauriac (1869), Lestiac (1870), Le Verdon (1872), Cantois et Saint-Pierre de Bat (1873), Saint-Genès de Blaye (1876). De 1877 à 1884, ils se déplacent vers la place Pey-Berland avec une activité qui doit être très réduite<sup>74</sup>. Ils sont toujours nommés comme peintres-verriers lorsqu'ils déménagent au n° 8 du cours d'Aquitaine. Jean-Baptiste décède le 31 août 1889 à l'âge de 72 ans<sup>75</sup>. Pierre abandonne la profession et quitte Bordeaux pour Paris la même année.

### Louis Hutrel

Il serait né vers 1820. Il apparaît sur l'annuaire de la Gironde en 1856 comme peintre sur verre au n° 170 de la rue Fondaudège<sup>76</sup>. Il change souvent d'adresse et passe des allées Damour (nos 21 et 41) à l'avenue d'Arès (nos 49 et 127) de 1860 à 1867 où il est dit peintre en décors et sur verre<sup>77</sup>. Il est connu pour avoir fait, en 1860, le vitrail de l'église Notre-Dame représentant l'Immaculée Conception<sup>78</sup>. Il fait également des vitraux peints pour Comps, Baurech, Landiras et Saint-Quentin de Baron. Il disparaît de l'annuaire en 1868.

### Alfred Jaudouin

Guillaume Alfred est né à Bordeaux le 6 mars 1823<sup>79</sup>. Il apparaît sur l'annuaire en 1859 comme peintre sur verre jusqu'en 1869 au n° 13 de la rue des Herbes puis au n° 9 de la rue Bouquière<sup>80</sup>. En 1870 il passe sous la rubrique peintre en décors. Il est l'auteur d'un recueil de dessins conservé aux Archives municipales : *Bordeaux divers 1886-1891*<sup>81</sup>. Il décède dans cette ville le 7 novembre 1896<sup>82</sup>. Un fils, Bernard Alphonse, sera aussi peintre (1848).

### Joseph Villiet<sup>83</sup>

Il est né le 27 août 1823 à Ebreuil dans l'Allier, il est le fils de Catherine Fourgerel et d'Amable Villiet<sup>84</sup>. Ce dernier était secrétaire à la sous-préfecture de Gannat dont l'architecte était Joseph Bonneton. Villiet fera un court

70. A.M.Bx. 26. Ca 37 et 46.

71. Voir note 83.

72. Archives diocésaines, Grézillac.

73. A.M.Bdx. 105. Ca 5.

74. A.M.Bdx. 105. Ca 16 et 23.

75. A.M.Bdx. 3 E 305 n° 1586.

76. A.M.Bx. 26. Ca 43.

77. A.M.Bx. 105. Ca 1 et 6.

78. L. Ruetsch, *Inventaire du mobilier de l'église Notre-Dame Bordeaux*, Maîtrise 1996, p. 52.

79. A.M.Bx. 1 E 117 n° 249.

80. A.M.Bx. 26. Ca 46 et 90 Ca 1.

81. A.M.Bx. Recueil 36.

82. A.M.Bx. 3 E 326 n° 2093.

83. E. Feret, *Statistique générale du département de la Gironde*, t. III, p. 618.

84. A.D. Allier, 2 E 98/7 n° 42.

séjour chez ce dernier qui entretient des liens d'affaires avec le maître-verrier montferrandais, Emile Thibaud. Villiet entre en mars 1841 dans le troisième atelier français fondé en 1835, après Sèvres et Choisy-le-Roi. Il y restera dix ans, des années de formations difficiles qu'il n'oubliera pas. On dispose en effet des lettres que le père a envoyées à son fils pendant cette longue période<sup>85</sup>. Il n'y a pas les réponses, mais celles-ci étaient probablement irrégulières, ce dont se plaindra souvent son père : «*Ecris moi donc plus souvent paresseux, archiparesseux ! est-ce qu'une plume te fait mal au doigt !*» (novembre 1842).

Evidemment, Villiet est loin de correspondre à ce portrait, c'est un travailleur, un dessinateur doué et un observateur hors-pair comme le montrent les dessins qu'il fait au cours de ses différents voyages en France. Mais ces déplacements qui lui permettent parfois de voir sa famille, n'empêchent pas son isolement, il reste loin de ses parents auxquels il est très attaché, incertain de son avenir, et vraisemblablement mal payé. En août 1842, il reste trois mois à Gannat pour y poser les vitraux de l'église. Il touche la somme de 90 F., le père est stupéfait : «*C'est une fortune pour toi qui n'aime pas trop l'argent*» (août 1842). Villiet est homme pieux ; le 30 avril 1843 il adhère à une société religieuse et rend visite à l'évêque de Clermont en octobre. Son père voit ces démarches avec un amusement un peu agacé : «*Je crois réellement qu'on finira par faire un capucin de toi*» (avril 1844). La même année, il est nommé chef d'atelier et continue à se déplacer pour son patron : à Lyon et à Bourges, où l'on peut imaginer son émerveillement devant les vitraux. Comme ses contemporains, c'est un amoureux de ce passé médiéval à la mode et il va dessiner les verrières, reprenant les tracés des mises en plomb et notant soigneusement les différentes couleurs. Mais la solitude doit être de plus en plus pesante à ce jeune homme de 22 ans. Après une visite faite à son fils en 1845, le père s'inquiète : «*... Nous ayant tous laissés sous la pénible impression de ton aspect mélancolique*». En mai 1849, le père envisage néanmoins, un peu amèrement le futur mariage : «*Je sais bien que tu n'es pas assez fortuné pour espérer prendre une femme qui ait beaucoup de bien*». Il se marie avec Virginie Burin le 6 août 1850 dont il aura une première fille Marie, née en juin 1851, qu'il chérira particulièrement. A défaut de la fortune, cette union lui donnera vraisemblablement l'équilibre qu'il cherchait et la force de quitter cet atelier où son avenir est au pire incertain et au mieux médiocre. En mai 1851, il écrit à Maréchal de Metz pour lui proposer ses services, un ami l'encourage : «*Il faut que M. Maréchal sache bien que réellement vous savez quelque chose en peinture, et que vous avez encore pour vous et en vous, l'avenir et l'étoffe d'un artiste*». Celui-ci refuse poliment sans justification, mais l'on sait que Thibault n'avait pas une bonne réputation chez le verrier mosellan. Finalement avec une recommandation de l'évêque de Clermont-Ferrand

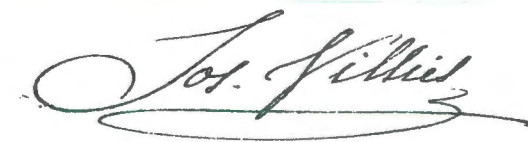


Fig. 1. —

En-tête de l'atelier Villiet, 1865.

Signature de Joseph Villiet

pour Mgr Donnet, Villiet part pour Bordeaux : «*...sujet digne d'intérêt, surtout pour ses sentiments religieux, et sa piété exemplaire... artiste d'une rare intelligence... trop délicat pour faire concurrence à M. Thibault, il a choisi la ville de Bordeaux pour y fixer son domicile et y exercer son utile profession*»<sup>86</sup>. L'une de ses premières commandes est un vitrail pour la chapelle Saint-Joseph de l'église Saint-Michel où il y fait aussi des restaurations en octobre et novembre 1852 : «*Le jeune artiste est de Gannat où il a fait de brillantes études classiques et puisé les premiers éléments du dessin sous la direction d'un maître habile, M. Fournier fils*»<sup>87</sup>. Villiet amène des dessins de toute pureté et des techniques de vitrification à l'épreuve du temps, comme on peut encore le constater. De plus, il arrive au moment de la vague de construction des églises due à l'énergique épiscopat de Mgr Donnet. Ce dernier a dû rapidement accorder sa confiance à cet homme pieux, honnête et rigoureux dont il a pu apprécier les qualités artistiques et qu'il «*affectionnait tout particuliè-*

85. Archives Denoix de Saint-Marc.

86. Archives diocésaines Bordeaux, Correspondance de Mgr. Donnet, E V1.

87. *Le Glaneur*, 11 novembre 1852.



rements<sup>88</sup>. En 1854, Villiet est présent à la IXe exposition de la société philomatique avec des « vitraux peints représentant une Descente du Saint Esprit sur les Apôtres (Saint-Michel), l'Adoration des Rois Mages (Talence) et le travail des champs »<sup>89</sup>. Il sera également présent à l'exposition de 1855, dans la catégorie : « Peinture sur verre XXXVIII 1e section » sous le n° 105 sans autre précision.

Il est probable que ces manifestations trop apparemment mercantiles n'étaient pas à son goût car il n'y figurera plus jamais. Il sera néanmoins membre fondateur de la société des Amis des Arts de Bordeaux en 1860. Pourtant, ses affaires marchent bien : en 1853 son chiffre d'affaires est de 24 741 F. et, cinq ans plus tard, de 60 250 F<sup>90</sup>. Car si Villiet ne se veut pas marchand, il ne se pose pas non plus en technicien. Ce n'est pas son genre d'écrire des traités sur la peinture sur verre, il laisse cette besogne à son ex-employeur Thibault ou au toulousain Lami de Nozan : « C'est qu'en matière d'art, les procédés et l'habileté de main ne suffisent pas : il faut le sentiment »<sup>91</sup>. Comme son archevêque, Villiet est un homme de culture et un amoureux respectueux du passé. Écrit-il sur l'église de Soulac, il s'attarde longuement sur l'histoire du sanctuaire et sur la légende de sainte Véronique avant d'aborder l'étude archéologique proprement dite. Il est aussi profondément attaché à la nature ; voici comment ce peintre-verrier décrit une petite cité agenaise où il va voir les fresques de l'église récemment mis à jour : « Une petite route y conduit : il faut la suivre longtemps au milieu des bois avant d'apercevoir la silhouette blanche de la vieille cité se découpant sur la sombre verdure des pins. Le sommet aiguë des toits s'élève à peine au-dessus d'une haute et longue muraille crénelée, percée d'étroites meurtrières, et coupée ça et là par trois ou quatre tours dressant assez fièrement encore leur tête ébréchée et couverte de lierre »<sup>92</sup>. Puis, lorsqu'il est devant les peintures, c'est un respectueux hommage à ceux qui l'ont précédé : « Je retrouvais presque intacte l'œuvre d'un de ces artistes d'autrefois, d'un de ces hommes de génie simple et croyant qui oubliaient de signer leurs productions »<sup>93</sup>. Dans son court essai sur l'histoire de la peinture murale, il s'explique sur ce choix : « En étudiant, pour les imiter, les vitraux du moyen-âge, j'ai été bien souvent frappé de l'étroite analogie qui existe entre les verrières et les peintures murales »<sup>94</sup>. Ce qui le fascine dans cette technique, c'est l'alliance réussie de l'effet dramatique et de l'aspect décoratif aussi bien à Soulac qu'à Saint-Macaire : « Il y a dans cet ensemble des trésors inappréciables d'ornements que les peintres décorateurs de nos jours devraient relever et étudier sans cesse »<sup>95</sup>. Sa piété, son amour du passé médiéval, son goût pour la fresque, on reconnaît les principaux traits des peintres nazaréens, et c'est le président de l'Académie qui dans sa réponse au discours de Villiet, nomme : « Votre maître inspirateur, le légendaire Overbeck »<sup>96</sup>. On comprend qu'un tel homme devait tenir en piètre estime le vitrail civil et ses fabricants. Lui-même en a-t-il fait ? C'est plus que

vraisemblable en particulier des armoiries et des portraits. Très rapidement Villiet par ses écrits, ses titres et ses réalisations deviendra un élément essentiel des équipes qui avec les architectes et les marbriers-sculpteurs, réalisent les nouveaux chantiers diocésains. Depuis le 1er juillet 1852, il habite comme locataire au n° 61 du cours de l'Espagne (cours de l'Yser), une maison qu'il achète pour 10 000 F. en avril 1855<sup>97</sup>. Puis en 1858, il fait l'acquisition des bâtiments situés à coté au n° 63, étendant l'atelier jusqu'à la rue Kléber située derrière (rue Saint-Jacques) par des constructions complémentaires en 1862<sup>98</sup>. Sa famille s'est agrandie, il a eu un fils Paul (1853) puis deux autres filles, Marthe (1857) et Louise (1859).

La disparition du Second Empire l'obligera, comme beaucoup de ses contemporains, à une adaptation difficile, d'autant que la République naît sous ses yeux à Bordeaux. Au début de la guerre de 1870 son atelier fonctionne au ralenti puis ferme et ne rouvre qu'en mai 1871 : « Je suis presque seul chez moi et malgré cela je travaille constamment avec cette différence que je ne gagne plus rien »<sup>99</sup>. Car à ces difficultés d'ordre public, s'ajoutent certainement des problèmes professionnels. Les rapports avec son collaborateur et futur successeur Henri Feur sont difficiles, les tempéraments étant très différents. D'autre part, dès 1865 un concurrent sérieux lui aussi ancien élève apparaît : Gustave Pierre Dagrand qui utilise ce nouveau et puissant moteur commercial qu'est la publicité. De plus un drame vient bouleverser sa vie, sa fille cadette meurt à l'âge de 12 ans. Villiet tout en relativisant sa tristesse au vu des circonstances générales, se plaint amèrement à un ami : « C'est la galère d'autrefois qui recommence avec quelques ennuis de plus et quelques consolations de moins »<sup>100</sup>. Il décède le 9 juillet

88. B.M.Bx. Fonds Marionneau, n° 2047.

89. Rapport Général sur l'Exposition, n° 455, p.55.

90. Archives Denoix de Saint-Marc, cahier manuscrit, travaux exécutés de 1852 à 1858.

91. Actes de l'Académie de Bordeaux, 1859, discours de réception, p. 448.

92. Ibid, 1860, La Grange de Durance, p. 240.

93. Ibid, p. 251.

94. Ibid, 1859, p. 50.

95. Ibid, p. 39.

96. Ibid, 1859, p. 457.

97. A.D.Gir. 3 E 42786 n°119.

98. Ibid, 3 E 42797 n° 224.

99. Archives Denoix de Saint-Marc, lettre à M. Huet, 29 novembre 1870.

100. Ibid, 24 mai 1871.

1877 à l'âge de 54 ans<sup>101</sup>. Jusqu'à la fin, il garde une haute idée de sa profession alors que certains portent sur lui un jugement sévère : « En résumé Villiet était un artiste instruit, intelligent, médiocre dessinateur et n'ayant point le sentiment de la couleur, ni même de l'harmonie ; il eut certainement beaucoup mieux fait si les commandes n'avaient pas été si nombreuses, mais, comme tant d'autres, le succès l'enivra et lui fit négliger l'étude sérieuse pour arriver plus tôt à la fortune »<sup>102</sup>. Pourtant, lorsqu'il rédige peu de temps avant sa mort la notice qui doit figurer sur le Férét, il raye de sa main, l'énumération des médailles obtenues qu'il vient pourtant d'ajouter en fin de liste comme si les vrais récompenses étaient les œuvres énumérées précédemment<sup>103</sup>.

### Les Dupont

Jean René Dupont est né à La Chapelle-sur-Oudon dans le Maine-et-Loire en 1824<sup>104</sup>. Il apparaît sur l'annuaire à Bordeaux en 1862 au n° 49 de la rue des Remparts comme fabricant de vitraux d'églises<sup>105</sup>. De 1873 à 1877, il est au n° 3 de la rue de l'Hôtel de Ville puis au n° 24 de la rue Vital-Carles jusqu'en 1882 toujours dans la même rubrique<sup>106</sup>. En 1884 il est trésorier de la chambre syndicale des peintres verriers<sup>107</sup>. Il décède à Bordeaux le 25 décembre 1889<sup>108</sup>. Son fils Jean Georges (1857-1901) prend sa succession en 1883 au n° 56 de la rue Bouffard, puis en 1892 au n° 66 du cours d'Albret avec la qualification de décors et vitraux d'églises<sup>109</sup>.

### Auguste Pagnier

Auguste Joseph Pagnier serait né à Vaux dans le Doubs en 1830. Il apparaît en 1879 au n° 47 bis de la rue Chauffour sous l'intitulé de peinture sur verre<sup>110</sup>. Il est qualifié de peintre en 1881<sup>111</sup>. Il reste à cette adresse jusqu'en 1900 où il passe rue Sullivan aux n° 1 puis au n° 3 toujours comme peintre sur verre<sup>112</sup>. Il décède à Bordeaux le 1er septembre 1908<sup>113</sup>.

### Les Pomès

Isidore Pomès est un enfant naturel déclaré à Condom dans le Gers par Jeanne Pomès le 26 mars 1833<sup>114</sup>. Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, se développe autour de la cathédrale Saint-Pierre, une industrie du vitrail dirigée par les frères Goussard, dont l'un est abbé. On peut supposer qu'Isidore Pomès est passé par cette école puisqu'il est peintre-verrier lors d'un second mariage le 28 juillet 1859 avec la fille d'un orfèvre, Augustine Dizot<sup>115</sup>. Il est toujours dans cette ville en 1866, où il habite avec son épouse, sa mère, Adrien (1853)<sup>116</sup> et ses deux filles Marie Louise (1859) et Joséphine (1865)<sup>117</sup>. Peut-être a-t-il participé à l'un des



Fig. 2. — En-tête de l'atelier Pomès, 1874.

101. A.M.Bx. 3 E 269 n° 1105.

102. B.M.Bx. Fonds Marionneau, n° 2047.

103. Archives Denoix de Saint-Marc, document manuscrit, ni daté ni signé.

104. A.M.Bx. 1 F 67.

105. A.M.Bx. 26. Ca 48.

106. A.M.Bx. 46. Ca 1 et 105. Ca 21.

107. A.D.Gir. 10 M 164.

108. A.M.Bx. 3 E 304 n° 1521.

109. A.M.Bx. 105. Ca 22 et 31.

110. A.M.Bx. 105. Ca 18.

111. A.M.Bx. 1 F 96.

112. A.M.Bx. 105. Ca 39.

113. E.C.Bx. 1908, n° 1754.

114. A.D. Gers 5 E 26152 n° 40.

115. Ibid, 5 E 26163 n°148.

116. Ibid, 5 E 26160 n°111. Adrien est également un enfant né de père inconnu dont la mère est une Marie Pomès.

117. Ibid, 6 M 219.



chantiers bordelais de l'abbé Goussard comme celui des vitraux de la nef de l'église Saint-Eloi en 1858<sup>118</sup>. Il a certainement rencontré l'un des peintres-verriers bordelais comme Villiet qui fait les vitraux de l'église Saint-Gervais de Lectoure en 1861<sup>119</sup> ainsi que ceux d'Eauze et de La Sauvetat ou Lieuzère qui expose à la foire de Condom en 1862<sup>120</sup>. Toujours est-il, qu'il s'installe à Bordeaux où naît une dernière fille Victoire (1869)<sup>121</sup>.

Il apparaît sur l'annuaire en 1870 sous l'intitulé vitraux peints au n° 18 de la rue du Portail jusqu'en 1872 puis passe au n° 3 de la place Saint-Projet<sup>122</sup>. Sur l'en-tête d'un devis de 1874 pour l'église Saint-Martial, on peut lire : «*Gravure décorative sur verres et sur glace pour vestibule, salle à manger, vérandas*». A partir de 1876, les époux Pomès sont tous les deux «*artistes peintres*» comme Adrien et ils sont domiciliés au n° 11 de la rue de Cheverus<sup>123</sup>, ce sont donc les voisins et peut-être les locataires, des Sœurs de la Charité Saint-Vincent de Paul installées au n° 13, où siège le Bureau de Bienfaisance. C'est peut-être de cette époque que datent les seules œuvres connues et signées du nom de cette famille, les vitraux provenant de la Chapelle<sup>124</sup> dont l'un représente l'Apparition de la Vierge à Catherine Labouré et la fondation des Enfants de Marie<sup>125</sup>. En 1878, à l'exposition universelle de Paris, il est le seul bordelais présent et est nommé dans la liste des principaux fabricants de vitraux d'appartement. Toutefois il expose un vitrail représentant le Cardinal Donnet : «*Un remarquable portrait d'une exécution très habile*»<sup>126</sup>. En 1882, Marie Louise participe à la XII<sup>e</sup> exposition de la société philomatique en présentant des glaces et verres gravés<sup>127</sup>. La même année, toute la famille s'installe boulevard de Caudéran au n° 72 (1891) où Isidore et Adrien sont qualifiés «*artiste peintre établi*» et les deux filles Marie Louise et Joséphine simplement de *peintre* puis au n° 74 (1896)<sup>128</sup>. Marie Louise déjà spécialisée dans la gravure sur verre, obtient une médaille de bronze dans la catégorie du dessin à la XII<sup>e</sup> exposition de la société philomatique en 1895<sup>129</sup>. Isidore décède le 30 avril 1896<sup>130</sup>. Sa fille aînée continue d'exercer jusqu'en 1902 sous la rubrique «gravure artistique et décorative sur verres et glaces, vitraux artistiques et d'appartements»<sup>131</sup>. Signée et datée de 1900, une de ses réalisations a été retrouvée récemment dans une maison du quartier de la Croix Blanche.

### Jacques Cabanne

Il est né le 11 février 1838 au Vigeau, à Eysines (Gironde), où son père Thomas est cultivateur<sup>132</sup>. De 1887 à 1919, il est installé au n° 73 du cours Balguerie sous l'intitulé «peintre en vitraux, vitraux et faïences d'art»<sup>133</sup>. En 1896, il est désigné comme peintre travaillant à son compte sans ouvriers<sup>134</sup>.

### Les Feur

Pierre Henri Feur<sup>135</sup> est né le 18 juillet 1837 à Bordeaux d'un père marchand<sup>136</sup>. Il habite chez ses parents au n° 171 de la rue de Pessac lorsqu'il se marie avec Marie Bazanac le 21 mars 1868<sup>137</sup>. Il déménage et va habiter chez ses beaux-parents au n° 18 de la rue Saint-François. Dans le contrat, Henri apporte à la communauté «*divers livres relatifs à sa profession et un piano*», tandis que son épouse donne un modeste mobilier dont la valeur est estimée à 1200 F<sup>138</sup>. Il est alors l'élève puis le collaborateur de Joseph Villiet et, à la mort de ce dernier, il en devient le successeur, le 15 août 1877. Il a 40 ans et déménage cours d'Espagne (cours de l'Yser) au n° 61, l'atelier s'étendant derrière au n° 66 de la rue Saint-Jacques (rue Kléber). Le contrat est établi entre lui et la veuve Villiet ainsi que ses enfants. «*Il devient à partir de ce jour, propriétaire du nom, des cartons, des ustensiles et documents nécessaires à la peinture sur verre, se trouvant dans le dit atelier sis route d'Espagne n° 61*». Il s'engage à partager les bénéfices et les créances de l'entre-

118. O. Laroza, *Guide...*, p. 134.

119. *Bulletin historique et archéologique du Gers* 1862, t. III, p. 440.

120. *Revue agricole du Gers* 1862, p. 18.

121. A.M.Bx. 1 E 284 n° 1296.

122. A.M.Bx. 105. Ca 9 et 11.

123. A.M.Bx. 1 F 81.

124. Musée d'Aquitaine, n° 83. 8. 4.

125. Catherine Labourée, par ses visions mariales en 1830 dans la chapelle du couvent des Filles de la Charité de la rue du Bac à Paris, est à l'origine de la dévotion à Notre-Dame de la Médaille Miraculeuse.

126. *La Gironde*, 14 août 1878. On peut lire Gomès mais il s'agit selon toute vraisemblance d'une erreur, compte tenu du sujet.

127. Notice formant complément au catalogue officiel de la XII<sup>e</sup> exposition de la société philomatique, Classe 58, n° 1853, p. 135.

128. A.M.Bx. 1 F 133.

129. A.M.Bx. VI e 78, p. 115.

130. A.M.Bx. 3 E 325 n° 469.

131. A.M.Bx. 105. Ca 41.

132. A.D.Gir. 4 E 7016 n° 8.

133. A.M.Bx. 105. Ca 26 et 58.

134. A.M.Bx. 1 F 131.

135. E. Feret, *Statistique...*t.III, p. 247.

136. A.M.Bx. 1 E 181 n° 848.

137. A.M.Bx. 2 E 236 n° 144.

138. Dépôt Le bail, non coté.



Fig. 3. — Henri Feur.

prise avec les héritiers Villiet jusqu'au 15 août 1882. Il a pour les locaux, logement et atelier un bail de 5 ans avec des loyers annuels respectifs de 800 F. et 2000 F. Il se réserve le droit de résilier cet accord «*dans le cas où pendant une année les bénéfices n'auraient pas atteint en totalité le chiffre de dix mille francs*»<sup>139</sup>. On le voit, Henri Feur est avant tout un homme d'affaires qui a des objectifs et qui s'y tient. Il se présente constamment comme l'unique successeur de Villiet, devant Dagrant évidemment avec lequel les rapports sont dominés par la concurrence et par des procès. Comme lui mais un peu plus tard en 1884, il est membre souscripteur de la Société des Amis de Arts de Bordeaux.

En 1903, Feur est choisi pour restaurer les vitraux de Saint-Ferdinand qu'il a lui-même posés en 1866 quand il travaillait chez Villiet comme contremaître. La maison aura une grosse production de vitrail religieux, le civil restant une activité accessoire<sup>140</sup>. Un cinquième des travaux effectués lui est consacré sur un carnet de commande couvrant une période allant de juin 1891 à juin 1905, soit 62 chantiers en 14 ans, c'est peu. A partir de 1908, Henri laisse la direction à son fils Marcel né le 9 janvier 1872 (1872-1934)<sup>141</sup>. Celui-ci est peut-être plus que son père, un pas-

sionné du travail du verre que ce soit la coupe ou le dessin. Malheureusement la Grande Guerre arrive, la maison ferme car une partie du personnel est mobilisée et Marcel fait 4 ans de campagne avec un passage par Verdun<sup>142</sup>. Il revient Chevalier de la Légion d'honneur et reprend la gestion de l'atelier aidé de son épouse Marcelle. Sur une publicité de cette époque, la maison se réclame d'avoir équipé en vitraux plus d'une centaine d'églises auxquelles on peut ajouter celles de très nombreuses petites paroisses de toute la région du Midi occidental. Il explore quelques voies nouvelles notamment en collaborant pour les cartons avec différents artistes, par exemple en 1920 avec William Laparra pour le vitrail de la chapelle du lycée Montaigne de Bordeaux. Marcel est membre fondateur de la Société des Arts décoratifs de Bordeaux et du Sud-Ouest, constituée le 23 janvier 1922. Il est aussi secrétaire du jury du salon et expose hors concours, trois années consécutives des paysages décoratifs. Henri Feur décède le 18 mai 1926 à l'âge de 83 ans<sup>143</sup>. Huit ans plus tard, le 28 septembre 1934 c'est son fils Marcel qui disparaît<sup>144</sup> et l'entreprise cesse d'exister légalement le 13 juillet 1935<sup>145</sup>. Sa veuve Marcelle revient rue Saint-François avec le stock des verres et s'occupe alors exclusivement d'entretien et de restauration avec quelques ouvriers jusqu'en 1943.

### Les Dagrant<sup>146</sup>

Pierre Gustave Dagrant<sup>147</sup> est né le 15 septembre 1839 à Bordeaux d'un père plâtrier et d'une mère originaire de Bayonne, Jeanne Sallette<sup>148</sup>. Après avoir étudié à l'école des beaux-arts de cette ville, il revient à Bordeaux où il passe pour avoir été un élève de Villiet. Il se marie le 3 octobre 1863 avec Jeanne Eugénie Chartier, également originaire de Bayonne, dont le père Maurice est marin<sup>149</sup>. La communauté est réduite aux acquêts et son épouse ap-

139. Archives Denoix de Saint-Marc.

140. Archives Bernard Fournier.

141. A.M.Bx. 4 E 1513 n° 54.

142. A.D.Gir. 1 R 1078 n° 2101.

143. E.C.Bx. 1926, n° 807.

144. E.C.Bx. 1934, n° 1140.

145. Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux, n° 3291 A.

146. Par jugement du tribunal d'instance de Bordeaux le 19 juillet 1889, Gustave Pierre obtient que son nom se termine par un T et non un D (A.M.Bx. 1 E 346 n° 1043 bis). Le fonds Dagrant est actuellement étudié par son propriétaire, J.-C. Lasserre, conservateur régional de l'Inventaire.

147. E. Feret, *Statistique...*t. III, p. 163.

148. A.M.Bx. 1 E 188 n° 1078.

149. A.M.Bx. 2 E 223 n° 380.





Fig. 4. — Gustave Pierre Dagrant (Dessin de Roganeau).

porte un modeste mobilier évalué à 1600 F. A cette date, il est «ouvrier peintre-verrier, domicilié dans la ville de Bordeaux rue Saint-Nicolas 24»<sup>150</sup>. C'est donc bien de cette époque que date son passage chez Villiet puisque l'entrée de l'atelier par la rue Saint-Jacques est à environ 300 mètres. Après son mariage, il retourne dans le pays basque et s'installe à Biarritz route de Bayonne jusqu'en 1872. Le couple a déjà trois enfants lorsqu'il revient à Bordeaux et achète un immeuble de deux étages au n° 7 cours Saint-Jean (cours de la Marne). C'est sa belle-mère, Madame Chartier qui est la nouvelle propriétaire pour la somme de 20 000 F. Ne sachant pas lire, elle fait signer l'acte par son fils Jean Georges lui aussi peintre-verrier<sup>151</sup>. Gustave Pierre aura pour collaborateurs ses fils : tout d'abord Maurice (1870-1959), puis Charles (1876-1939). Travailleront également avec lui son dernier fils Victor (1879-1925), son beau-frère Jean Georges Chartier et surtout l'homme de confiance : son gendre Albert Borel qui est marié à sa première fille Marthe Marie. A l'étroit cours Saint-Jean, le 23 février 1884 il achète, à son nom cette fois, pour 18 000 F. un vaste terrain à bâtir et un immeuble, l'ensemble jouxtant au Sud son domicile et donnant sur la rue Tiffonet au n°s 12, 14 et 16<sup>152</sup>. La même année, il y fait construire un bâtiment en rez-de-chaussée par Prévôt et en 1890 une élévation d'un étage est effectuée par Paul Minvielle<sup>153</sup>. A la fin du XIXe siècle l'entreprise est à son apogée et elle occupe une cinquantaine de personnes<sup>154</sup>. On fait aussi bien du vitrail civil que du vitrail religieux, toutefois si cette dernière production est considérable, s'étendant sur plusieurs continents, elle reste très conventionnelle. Environ 3000 édifices religieux en France et à l'étranger sont équipés ainsi que de très nombreux appartements et châteaux aussi bien en Europe qu'en Amérique du Sud. Mais quel homme a mis sur pied une telle entreprise ? Quand il décrit un ami dans une lettre au préfet, n'est-ce pas son



Fig. 5. — Publicité de l'atelier Dagrant, 1880 (A. M. Bx. Ca. 105 20).

portrait qu'il fait ? «Cette réunion était composée d'hommes sérieux et honnêtes, appartenant à cette petite bourgeoisie de l'industrie, à ces travailleurs tenaces, justes et droits, qui font l'honneur de notre pays»<sup>155</sup>. Et si c'est certainement «un esprit pondéré et pénétrant»<sup>156</sup>, sa réussite le prouve, c'est également un homme fier et dominateur ayant conscience de sa valeur, celle-ci étant parfaitement reconnue par ses contemporains. Gustave Pierre est en effet, un notable dans le milieu artistique académique de la ville.

Il est pendant vingt-cinq années, trésorier de la Société Archéologique de Bordeaux. Il est membre du jury à l'école municipale des Beaux-Arts à partir de 1890 et du Conseil de perfectionnement en 1896. Il siège à la Société philomatique, et à ce titre, il fait pratiquement constamment partie du jury des expositions où il est souvent médaillé hors concours. Il est conseiller municipal dès 1895 et maintes fois la charge du budget des Beaux-Arts. A cette époque où la République se cherche, son éducation, ses convictions et son travail le situent naturellement : «Il est dans une situation de fortune aisée et ne fréquente que de brave gens sans distinctions de partis, néanmoins, les opinions politiques sont cléricales»<sup>157</sup>. Il est membre fondateur du Cercle Ozanam et travaille régulièrement en Italie et à

150. A.D.Gir. 3 E 33860 n° 452.

151. A.D.Gir. 3 E 29852 n° 422.

152. A.D.Gir. 3 E 29909 n° 150.

153. A.M.Bx. 50 O n° 1.672.

154. M. Vachon, *Enquêtes...*, p.83.

155. A.D.Gir. 1 M 857.

156. R.S.A.B., t. XXXVII, 1915, p. LXXVI.

157. A.D.Gir. 1 M 690.

Rome, où le pape lui décerne la croix de Chevalier de Saint-Sylvestre. Les lois de Séparation, puis la Grande Guerre arrêtent net cette progression mais la chute est vraisemblablement ralentie par l'absorption d'autres ateliers qui ferment. Mais l'évolution est irréversible, les affaires s'effondrent, c'est ce que confirme de façon pudique et émouvante Gustave-Pierre peu de temps avant sa disparition : «Je n'ai pas recueilli de fortune dans les successions de mes parents et n'ai par conséquent pas à remettre aux miens de fortune familiale et je n'ai pas d'excuses à présenter à mes enfants si je ne leur laisse pas une situation plus brillante : elle est celle que j'ai pu constituer par une vie de travail»<sup>158</sup>.

En effet, à son décès le 21 septembre 1915 à Bordeaux<sup>159</sup>, les comptes de l'entreprise sont débiteurs<sup>160</sup>. En 1919, Charles et Maurice ne dirigent plus que 9 ouvriers<sup>161</sup>. La crise économique de 1930 vient aggraver la situation d'autant que l'on éprouve des difficultés à trouver des voies nouvelles et la restauration commence à devenir la principale activité. Néanmoins, cet atelier reste un creuset par lequel passent beaucoup d'ouvriers, de dessinateurs ou de peintres qui essaieront de continuer la tradition du vitrail<sup>162</sup>. Après la disparition de Charles le 5 juillet 1938<sup>163</sup>, la Seconde Guerre Mondiale donne un coup fatal à cette ancienne maison. Elle ne fait que survivre jusqu'à la mort de Maurice le 28 décembre 1951<sup>164</sup>. «G. -P.», les initiales du prénom de son fondateur resteront jusqu'à la fin, bien après la mort de cet homme énergique et talentueux, comme un hommage à ce dernier et l'emblème d'un atelier dont le rayonnement il y a 100 ans est difficile à imaginer maintenant<sup>165</sup>.

### Léon Bizot

Léon Bizot serait né le 10 octobre 1842 à Paris. De 1883 à 1896 il est installé au n° 48 de la rue Bouffard sous l'intitulé vitraux, mise en plomb, gravure sur verre, vitraux émaillés, faïences décoratives<sup>166</sup>. En 1886 il est désigné comme peintre décorateur et comme peintre artiste en 1891 ; il vit alors avec un autre peintre de 26 ans, Léon Fouché<sup>167</sup>. Il quitte Bordeaux pour Versailles en 1896<sup>168</sup>.

### Amédée de Caranza

Cette énigmatique étoile filante du ciel artistique bordelais a beaucoup fait parler d'elle ; elle fascine d'autant plus que les certitudes à son sujet sont minces. On est certain de sa collaboration avec Vieillard chez qui il obtient comme chef d'atelier une médaille d'argent à l'exposition philomatique de 1882<sup>170</sup>. En 1883 il dépose un premier brevet pour l'application des émaux vitrifiables à l'usage décoratif<sup>171</sup>. Il aurait été médaille d'or à l'exposition inter-

nationale de Paris des arts industriels en 1886<sup>172</sup>. Son bref séjour à Bordeaux coïncide avec un recensement : il est qualifié d'artiste céramiste âgé de 43 ans né en Turquie (1843). Son épouse Louise, âgée de 40 ans, est née à Rouen ; ils ont deux enfants nés à Paris, Charles 13 ans et Madeleine 9 ans<sup>173</sup>. Caranza figure dans la liste alphabétique de l'annuaire de la Gironde sous l'intitulé vitraux et faïences d'art aux n°s 143 et 145 du cours Balguerie-Stuttenberg de 1886 à 1887<sup>174</sup>. Il est important de noter que c'est avec lui qu'apparaît cette nouvelle rubrique professionnelle dans laquelle il est d'ailleurs le seul à figurer<sup>175</sup>. L'année suivante, il est rejoint par Bizot et Dagrant, ce dernier s'offrant immédiatement une large vignette publicitaire et en 1888 par Bruzard et Malécot. Il a donc bien joué dans ce domaine, le rôle novateur qu'on lui prête ordinairement : il applique au verre plat la technique d'émaux à relief polychrome cerné d'Eugène Collinot<sup>176</sup>. Il laisse quelques

158. Testament olographe, dépôt Coste, 5 octobre 1915.

159. E.C.Bx. 1915, n° 229.

160. Dépôt Coste, n° 428.

161. A.M.Bx. 2 G 16.

162. En particulier: Christian Guibert, Martial Guittard, Michel Marty

163. E.C. Talence, 1938, n° 217.

164. E.C. Marmande, 1951, n° 240.

165. Fermeture de l'entreprise au registre du commerce le 12 décembre 1972, n° 6255.

166. A.M.Bx. 105. Ca 22 et 35.

167. A.M.Bx. 1 F 109 et 121.

168. A.M.Bx. 2 K 218.

169. J. Du Pasquier, "A Bordeaux, Un fou de céramique: A. de Caranza" dans *Antiquités brochantes curiosités*, juillet août 1977, n° 153-154, p. 58 à 64. J. Vieillard.....p. 21 à 22. Amédée de Caranza, Arts et histoires en Aquitaine, Conférence du 25 septembre 1997. J. Peiffer, *Emaux d'Istanbul à Longwy, l'Europe de la faïence*, Paris, Klopp, 1996, p. 294 à 299.

170. Catalogue général officiel de la XIIe exposition de la société philomatique, section IV, Classe 57, p. 97.

171. INPI, 26 mai 1883, n°155657. Il est déjà domicilié au 43 du cours Balguerie. Il déposera un second brevet le 10 mars 1902, n° 319454.

172. B.M.Bx. Fonds Marionneau, n° 2097.

173. A.M.Bx. 1 F 105.

174. A.M.Bx. 105. Ca 25 et 26.

175. De 1859 à 1886, les peintres-verriers sont regroupés dans la catégorie peintres-artistes pour décorations d'églises, monuments et peintures de vitraux.

176. Voir note 24.



œuvres signées où étincelle le célèbre bleu turquoise. Les couleurs obtenues seront d'autant plus appréciées qu'elles sont plus lumineuses et lisibles des deux côtés puisqu'il s'agit d'émaux semi-opaques. Comme le confirme la publicité d'un commerçant bordelais, ceux-ci sont : «*Décoratifs par transparence et du meilleur effet par réflexion à la lumière*»<sup>177</sup>.

### Les Chauffrey

Edmond Charles Chauffrey est né le 27 février 1843 à Bordeaux<sup>178</sup>. Son livret d'ouvrier montre qu'il entre à l'âge de 13 ans à la manufacture Vieillard le 11 février 1856 où il est qualifié de peintre en porcelaine le 9 avril 1862<sup>179</sup>. Il habite alors chez ses parents au n° 5 de la rue de la Pomme d'Or. Il se marie le 23 juin 1874 avec une couturière de 29 ans : Jeanne Céline Sals dite Zélie, les époux ne font pas de contrat<sup>180</sup>. Jacques Sals, le père de Zélie est verrier demeurant au n° 71 du quai Bacalan, or on sait que depuis 1834 la manufacture David-Johnston est au n° 77<sup>181</sup>. Au moment du mariage, ils reconnaissent leur première fille Alice (1872-1950). De cette union naissent : Edouard (1874-1950), Noëlie (1876), Louis (1881-1969). De 1876 à 1883, les époux sont installés au n° 8 de la rue Lagrange, Edmond

y figure sous l'étiquette de peintre sur porcelaine donnant des leçons de peinture sur porcelaine<sup>182</sup>. Jusqu'à cette date, il ne fait donc probablement pas de vitraux. Il expose une série d'études pour des faïences, au salon des artistes bordelais de 1883<sup>183</sup>.

A partir de cette année, il s'installe comme locataire au n° 55 du cours Champion (cours de la Libération) dans une maison qui ouvre derrière dans la rue de Saintonge au n° 11. Edouard et Louis font l'école des Beaux-Arts de Bordeaux. Le premier obtient des accessits en dessin en 1889 et 1894, ainsi que le second en 1895 et en 1900<sup>184</sup>. Alice ainsi qu'Arycie leur troisième fille (1879), suivront les cours de dessin de la société philomatique, la première ayant un prix d'honneur en 1892. Les Chauffrey auront deux autres filles, Louise (1883) et Marguerite (1885) mais seule l'aînée Alice, sera connue comme professeur de peinture sur porcelaine. Elle aura comme son père le goût et le don d'enseigner et elle donnera ses leçons dans tout le sud-ouest, se déplaçant en train jusque dans les communes les plus isolées de la région. Elle enseignera aussi à l'Institut des Sourds et Muets, rue l'Abbé de l'Épée.

177. *La Gironde*, 12 mars-1 avril-21 mai 1886.

178. A.M.Bx. 1 E 199 n° 255.

179. Archives Jacques Chauffrey.

180. A.M.Bx. 2 E 256 n° 293.

181. J. Du Pasquier, *J. Vieillard*... p. 14.

182. A.M.Bx. 105. Ca 15 et 22.

183. A.M.Bx. Varia B 6/2, p. 316-317.

184. Archives, Ecole des beaux-arts, Bordeaux.



Fig. 7. — Publicité de l'atelier Chauffrey (Annuaire du Tout Bordeaux, 1897)

Fig. 6. — Edmond Charles Chauffrey (vers 1885).

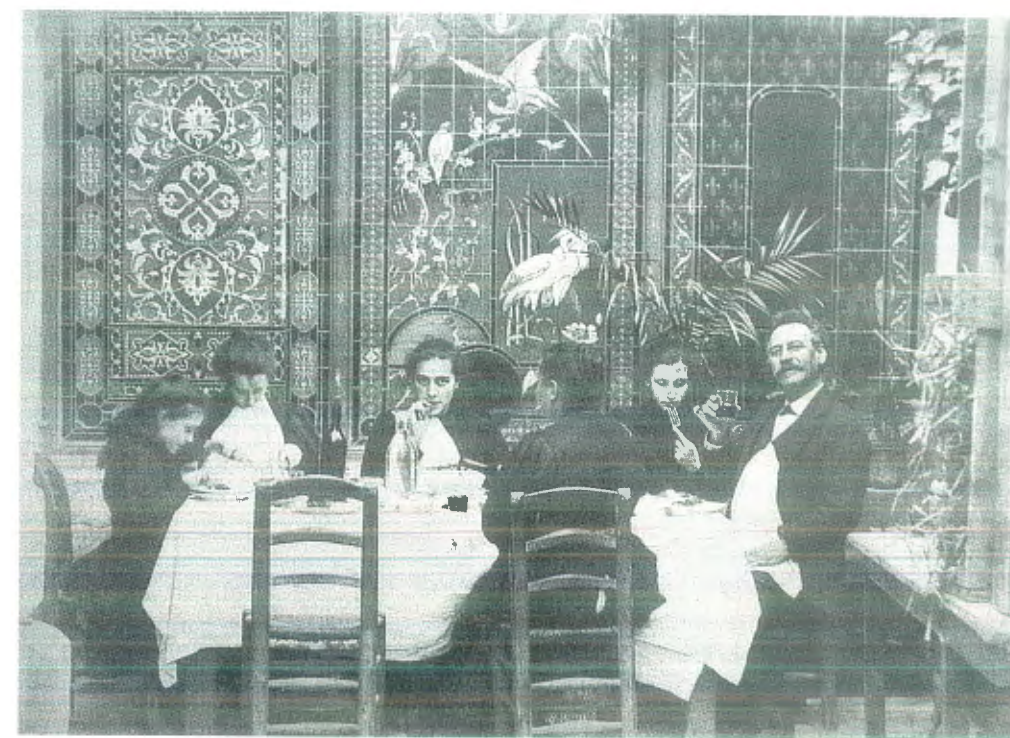


Fig. 8. — Les Chauffrey en famille au 55 du cours Champion (vers 1900).

En 1890, Edmond apparaît dans l'annuaire à la nouvelle rubrique professionnelle vitraux et faïences d'art toujours au n° 55 du cours Champion<sup>185</sup>. En 1895, il obtient une médaille d'argent dans la classe céramique et émaux à la XIII<sup>e</sup> exposition de la Société philomatique<sup>186</sup>. Cette famille est connue pour être protestante. Il est vraisemblable que c'est une des causes de leur abondante production dans le vitrail d'appartement, le marché du vitrail religieux étant pris par les verriers plus proche du clergé comme Dagrant et Feu. Mais une autre raison est leur virtuosité à utiliser la technique des émaux reliefs particulièrement adaptée pour les vitraux destinés à être vus de près. C'est ce que confirme en 1897, une publicité : «*Vitraux et faïences d'art. Décoration d'appartements de châteaux et villas. Procédés de Caranza*»<sup>187</sup>. Si l'on peut supposer que le long passage d'Edmond chez les Vieillard a été déterminant pour son expérience de l'émail, il a comme d'autres, profité des connaissances amenées par de Caranza à Bordeaux. Les Chauffrey seront les créateurs de ces imposantes compositions japonisantes à cartouches dont l'inspiration est puisée dans la faïence bordelaise mais qui prendront alors une ampleur incomparable et une forme originale avec un emploi généreux des verres granulés<sup>188</sup>.

Le 6 mai 1903, ils deviennent propriétaires de l'atelier-domicile du 55 cours Champion où ils vivent avec leurs six enfants<sup>189</sup>. Il s'agit d'un immeuble en pierre dont l'entrée principale est au n° 11 de la rue de Saintonge. A gauche du couloir en façade sur cette rue, l'atelier de céramique puis

l'atelier des vitraux donnant sur la cour. A l'étage, il a cinq pièces : une cuisine, la salle à manger et trois chambres. Dans la cour, dont une porte ouvre sur le cours Champion, un ancien chais où sont situés le four et le bureau. La superficie de l'espace de travail au rez-de-chaussée est d'environ 100 m<sup>2</sup> avec la cour<sup>190</sup>. Il n'y a pas de barème, les prix sont souvent établis compte tenu de la difficulté technique et de la surface à couvrir. Les Chauffrey ne courent ni les salons ni les expositions et restent peu sensibles aux prix et aux récompenses, effet peut-être de leur éducation à l'Eglise réformée. Ils travaillent généralement sans ouvriers ou ceux-ci sont engagés de façon occasionnelle venant alors parfois de chez Dagrant. Les fils mènent un mode de vie simple, sortant rarement de leur atelier et voyageant peu au contraire d'Alice dont les déplacements s'accompagnent d'un goût certain pour la vie mondaine. Officier d'académie pour son rôle pédagogique, elle exposera au salon d'automne de

185. A.M.Bx. 105. Ca 29.

186. A.M.Bx. VI e 78, p. 110.

187. *Annuaire du Tout Bordeaux*, 1897.

188. Le vitrail japonisant fera l'objet d'une prochaine communication.

189. Direction générale des impôts, service des hypothèques, 2e bureau, vol. 87, n° 45.

190. T.G.I.Bx. Adjudication, 24.04.67. Tous ces bâtiments ont été détruits en 1975.



1904 un panneau décoratif en faïence «*Les cygnes*». Elle et sa sœur Arycie<sup>191</sup> font partie de la Société des Femmes Artistes dès sa fondation en 1907 et elles exposeront régulièrement aux salons de cette société. Les Chauffrey vont s'intégrer dans le courant de l'Art Nouveau tout en gardant une certaine réserve avec des créations marquées par leur sobriété.

Pendant la Grande Guerre, l'atelier reste ouvert avec quelques ouvriers pendant que les deux fils Edouard et Louis font respectivement cinq et quatre ans de campagne<sup>192</sup>. Edmond décède le 26 juillet 1926<sup>193</sup>. A cette époque, les fils adoptent avec aisance la nouvelle esthétique et font des créations originales dans le style art décoratif. Elles sont dues à Louis, le plus doué, un être raffiné et sensible, réceptif aux courants artistiques venus de la capitale. Il reste bien peu de traces des œuvres de cette époque dont on peut se faire une idée avec le plafond de l'ancien salon de thé Demund cours de l'Intendance dont les vitraux datent de 1930.

L'atelier ferme pendant la seconde Guerre Mondiale et après la Libération, l'activité est très réduite. On leur doit les vitraux de l'église Saint-Victor et Louis participe à la restauration de ceux de l'église Saint-Michel. Cette modeste entreprise presque centenaire qui a produit une impressionnante surface de vitraux d'appartements et dont le four fonctionne toujours au bois, ferme le 1 janvier 1959<sup>194</sup>. Edouard est décédé le 26 novembre 1950<sup>195</sup>, l'un de ses fils Marcel (1909) fera l'école des beaux-arts de Bordeaux en 1927 imité à la même époque par Jacques et Colette les enfants de Louis, qui disparaît le 1er mars 1969<sup>196</sup>. Le frère d'Edmond, qui s'appelait Edouard (1849) comme son neveu, fait carrière dans la capitale où il crée une maison de

restauration de tableaux. Son fils Gaston (1883-1955) marié à sa cousine Louise, et son petit fils Jean (1901) seront inscrits à l'école des beaux-arts de Paris, le premier en 1902 et le second en 1929.

Emile Danglade

Emile Danglade (1845-1873) fait des vitraux de 1872 à 1873, au n° 18 de la rue du Portail, puis au n° 12 de la rue Lalande<sup>197</sup>.

Henri Joseph Bruzaud

Fils de cultivateur, il est né à Bugard dans les Hautes-Pyrénées, dans le canton de Trie, le 11 mars 1846<sup>198</sup>. Quand il se marie, le 12 février 1876, lui et ses parents

191. Arycie s'est mariée le 24 septembre 1901 avec Marcel Faget, fils de Marius Faget, célèbre architecte de la ville de Bordeaux et ancien président de la Société des Architectes.  
192. A.D.Gir. 1 R 1099 et 1169.  
193. E.C.Bx. 1926, n° 1084.  
194. Registre du Commerce et des Sociétés de Bx, n° 20.885 A.  
195. E.C.Bx. 1950, n° 1105.  
196. E.C. Eysines 1969, n° 1513.  
197. A.M. Bx. 105. Ca 11 et 13.  
198. A.D. Hautes-Pyrénées 2 E 3 n° 1279.

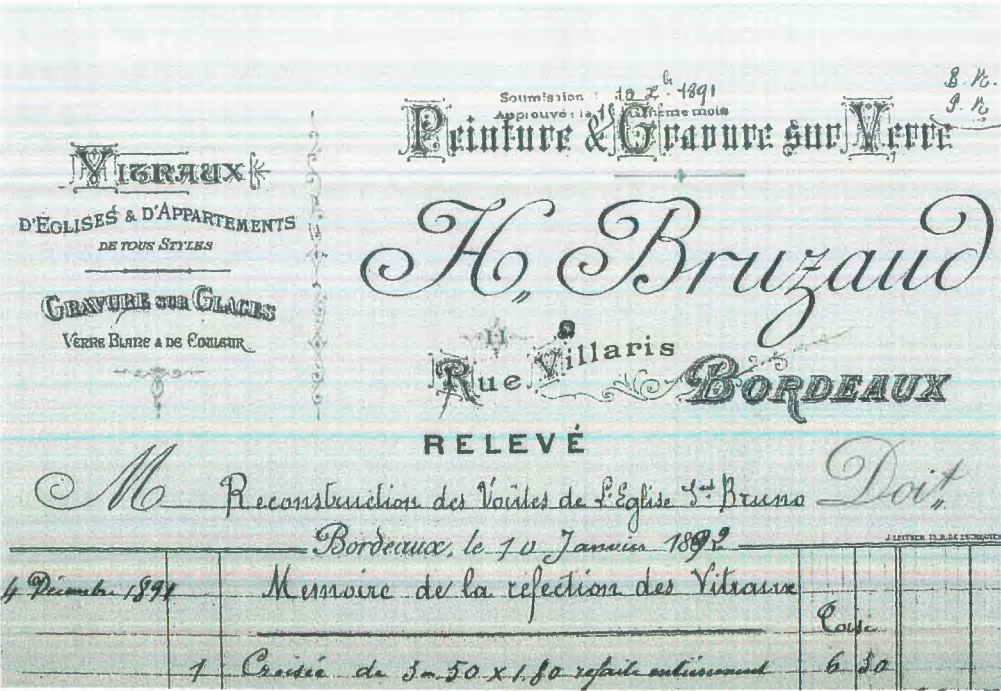


Fig. 9. — En-tête de l'atelier Bruzaud, 1892.

habitent à Bordeaux au n° 37 de la rue Cadroin<sup>199</sup>. Son père est devenu polisseur et lui même est désigné comme metteur en plomb sur l'acte de mariage et de peintre sur verre sur le contrat. La jeune épouse, Pétronille Céline Coculet, est tailleur née à Bordeaux le 17 février 1855<sup>200</sup>. Henri Joseph est absent des annuaires mais c'est vraisemblablement à cette époque qu'il se serait installé au n° 39 de la rue des Facultés, adresse retrouvée sur un vitrail signé. En 1882, les parents de son épouse habitent au n° 11 de la rue Vilaris<sup>201</sup>, c'est là que Henri Joseph ouvre, à partir de 1886, un atelier où il est qualifié de peintre sur verre, vitraux artistiques, spécialités pour appartements<sup>202</sup>. Un an plus tard, il occupe également un magasin au n° 19 de la rue Vital Carles<sup>203</sup>. Compte tenu de cette date clef qui correspond au passage dans le domaine public des procédés de Caranza, on comprend mieux son abondante production en émail relief. Peut-être même a-t-il travaillé chez Vieillard comme Chauffrey et Malécot. Il restaure les vitraux de l'église Saint-Bruno en janvier 1892<sup>204</sup> et ceux de Saint-Eloi en 1897<sup>205</sup>. En 1895, l'intitulé sur l'annuaire est vitraux d'églises, d'appartements de tous styles, vérandas en verre colorié<sup>206</sup>. Deux ans après, le texte est plus long : «manufacture de vitraux, maison fondée en 1883, vitraux d'églises et d'appartements de tous styles, émaux reliefs, décoration sur faïence, vitrage de vérandas en verre colorié, vente de plomb laminé»<sup>207</sup>. Les Bruzaud auront sept enfants : Jeanne (1880), Louise (1882), Léona (1883), Adrienne (1889), Madeleine (1891), Henri (1900) et Pierre (?). De 1895 à 1900, Céline Bruzaud prend la direction de l'entreprise ; Henri Joseph décède le 26 décembre 1899<sup>208</sup>.

Jean Pascal Malécot

Il est né d'un père tailleur de pierre le 31 mars 1861 à Libourne<sup>209</sup>. Dans un premier temps, il aurait travaillé chez Vieillard puis il s'installe comme peintre-verrier une dizaine d'années avant la fermeture de la faïencerie en 1895. Il change souvent d'adresse ; à partir de 1887 il est au n° 20 de la rue Perey, puis passe à Talence au n° 15 de la rue Duprat. En 1889, on le retrouve au n° 60 du cours d'Aquitaine où il vit avec sa mère. Il se marie tard le 8 août 1896 à l'âge de 35 ans avec Marguerite Arnaud<sup>210</sup>. Il aura un fils et deux filles, l'une deviendra dessinatrice. En 1902, il figure à la rubrique artiste peintre, faïences d'arts, céramiques vitrifiées sur opale<sup>211</sup>. Il reste cours d'Aquitaine jus-

199. A.M.Bx. 2 E 260 n° 69.  
200. A.D.Gir. 1 E 49146.  
201. A.D.Gir. matrice cadastrale.  
202. A.M.Bx. 105. Ca 25.  
203. A.M.Bx. 105. Ca 26.  
204. A.M.Bx. 8 M 4014.  
205. A.M.Bx. 13 M 4006.  
206. A.M.Bx. 105. Ca 34.  
207. A.M.Bx. 105. Ca 36.  
208. A.M.Bx. 3 E 692 n° 1701.  
209. A.M. Libourne, n° 77.  
210. A.M.Bx. 2 E 331 n° 455.  
211. A.M.Bx. 105 Ca 41.



Fig. 10. — En-tête de l'atelier Malécot, 1907.



qu'en 1906 puis on le retrouve au n° 25 de la rue de Cheverus où il semble avoir occasionnellement travaillé pour Dagrand. On ne lui connaît aucun vitrail religieux ; comme les Chauffrey, il ne fera que des vitraux civils. Le style de Malécot est particulier, qu'il s'agisse des compositions à oiseaux et fleurs, du japonisme ou de l'historicisme, on retrouve souvent des motifs en émail relief mince et fin qui ont mal vieilli et perdu leurs couleurs. De plus, il utilise fréquemment les verres imprimés dans les bordures. Comme d'autre à la même époque, il abandonne cette profession et entre comme agent commercial dans une entreprise de matériel électrique. Il décède à Bordeaux le 9 janvier 1925<sup>212</sup>.

### Emile Perriat

Emile Perriat est né à Orthez le 22 mai 1867<sup>213</sup>. De 1903 à 1909 il est au n° 6 de la rue Duffour-Dubergier sous la qualification de peintre verrier, vitraux et faïences d'arts<sup>214</sup>. En 1906, il est désigné comme peintre-verrier patron<sup>215</sup>. Il est déclaré en faillite le 29 juillet 1909 et réapparaît au n° 23 de la place Pey Berland de 1910 à 1919<sup>216</sup>. On possède quelques vitraux signés de cet artiste. Il décède à Bordeaux le 20 septembre 1935<sup>217</sup>.

### François Henri Curcier

C'est un enfant naturel né le 24 mars 1868 à Bordeaux<sup>218</sup>. Les Curcier étaient une vieille famille de Ladaux dans la Bénauge qui descendait par les femmes de Jean de Verdery, vitrier à La Réole au XVI<sup>e</sup> siècle. Ils s'installent à

Bordeaux à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle après être passés de la condition de meunier à celle de négociant<sup>219</sup>. Il est reconnu et légitimé par le mariage de ses parents le 27 août 1874 : François Henri Curcier (1832-1878) avec Dominique Virginie Bruzard (1842-1877)<sup>220</sup>. Le frère de cette dernière, Henry Joseph Bruzard est peintre-verrier à Bordeaux. Le jeune François Henri sera élevé par cet oncle et tuteur, chez qui il apprend la mise en plomb, le dessin et la gravure sur verre. Le 2 février 1892 il épouse une jeune institutrice Marie Alice Lestonnat dont les pa-

212. E.C. Bx. 1925, n° 49.

213. A.D. Pyrénées-Atlantiques, 4 E 430/9 n° 69.

214. A.M.Bx. 105. Ca 42 et 48.

215. A.M.Bx. 1 F 167.

216. A.M.Bx. 105. Ca 49 et 58.

217. E.C.Bx. 1935, n° 1214.

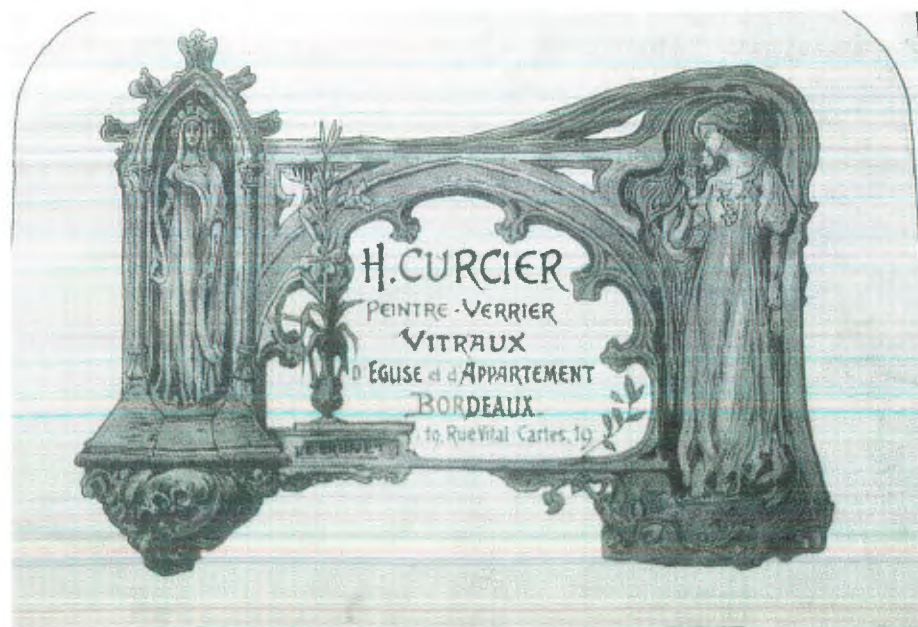
218. A.M.Bx. 1 E 280 n° 380.

219. Renseignements aimablement fournis par Mademoiselle Clavel.

220. A.M.Bx. 2 E 254 n° 395.

Fig. 11. —  
François Henri Curcier.

Fig. 12. — Publicité  
de l'atelier Curcier, 1900  
(gravé par Brunet).



### Jean Léon Delmas

Il est né le 27 novembre 1877 à Bétaille, une petite commune du département du Lot, située à l'ouest de Souillac au bord de la Dordogne. Son père Michel, âgé de 27 ans, est propriétaire cultivateur et sa mère Marie Lavergne est fille d'aubergiste de 24 ans<sup>234</sup>. Ils sont tous les deux nés dans ce village où, à leur mariage en 1872, on dénombre 1500 habitants, dont un tiers ne savent ni lire ni écrire ! Jean Léon est fils et petit-fils de cultivateurs qui subiront la crise économique provoquant dans le Quercy un important exode rural. Ses parents s'installent à Bordeaux vers 1885 et son père se reconvertisse dans les Chemins de Fer du Midi. Dans cette ville, Léon fait l'école municipale des beaux-arts où il obtient deux accessits en dessin dans la classe d'Auguste Piganeau en 1892 et en 1894, années où ses condisciples sont Edouard Chauffrey et Charles Dagrand<sup>235</sup>. En 1896, il habite chez ses parents au n° 49 de la rue Bauducheu, avec son frère aîné Paul et un autre peintre-verrier de son âge, Louis Chipel un français né à Chicago<sup>236</sup>. Cette adresse est à 800 mètres de l'atelier Curcier de la rue Malbec où l'on peut supposer qu'il fait ses débuts. Entre 1897 et 1899, il effectue un long séjour à Paris avec son frère Paul. Puis on le retrouve au salon de la société d'Art Moderne de Bordeaux en 1900 comme auteur de maquettes de l'atelier Curcier chez qui il apporte ses qualités de dessinateur<sup>237</sup>. Il est installé à son compte lorsqu'il épouse le 20 août 1904 Marie Marguerite Farcilly, une institutrice née à Bordeaux<sup>238</sup>. Jean Léon nous a laissé d'elle,

rents sont négociants et armateurs<sup>221</sup>. Elle apporte dans la communauté un mobilier de chambre à coucher et de salle à manger de style Henri II ainsi qu'un piano, le tout évalué à 4710 F. alors que Henri Curcier ne dispose de rien<sup>222</sup>. En 1895, il reprend le magasin ouvert par son oncle en plein centre ville au n° 19 de la rue Vital-Carles sous l'intitulé peinture et gravure sur verre alors que son atelier est au n° 35 de la rue Saint-François<sup>223</sup>. La même année, il obtient une médaille de bronze à la dernière exposition de la société philomatique pour les vitraux de l'aquarium et pour une Assomption dans le bâtiment des arts religieux<sup>224</sup>. En 1899 et 1900, il fait construire un atelier-domicile aux n°s 240 et 242 de la rue Malbec dont l'entrepreneur Vigneau est son propriétaire et voisin<sup>225</sup>. Sa période d'activité est brève mais prolifique et créative dans des styles très divers. C'est l'historicisme renaissance ou régence avec médaillons et une parfaite maîtrise de la technique de l'émail relief. C'est aussi le naturalisme japonisant comme tous ces concurrents. Plus que ceux-ci, il brillera dans l'Art Nouveau dont on peut se faire une idée principalement par les maquettes conservées dans différentes collections et non par les œuvres pratiquement inexistantes. Il fait moins de vitrail religieux pour lequel il emploie souvent, au niveau des fonds et des bordures, le verre mousseline damassé en variant les couleurs et les motifs. On lui doit dans la région, les vitraux des églises de Tresses (1893), de Pujols sur Ciron (1894), du Tourne (1893 et 1899), de Saint-Sulpice d'Izon (1895), de Budos (1896 et 1903), de Martignas (1898), de Puybarban (1900), ceux d'Anglade. Malgré cette activité tournée essentiellement vers le vitrail civil, comme la plupart des ateliers, il est probablement touché brutalement par la crise engendrée par les lois de Séparation. En 1904, il disparaît de la rue Vital-Carles dont le n° 19 est alors occupé par Dagrand, puis l'année d'après de la rue Malbec<sup>226</sup>. Marie Alice décède le 23 mars 1907<sup>227</sup>. Aidé vraisemblablement par ses beaux-parents, il se retrouve employé de la société Maurel et Prom en Afrique Occidentale au comptoir de Sikasso en 1909<sup>228</sup>. Il décède le 9 décembre 1919 à Bamako (Mali)<sup>229</sup>.

### Georges Bocquiaux

Louis Georges Bocquiaux serait né le 3 avril 1869 à Bressuire dans les Deux-Sèvres. A partir de 1897, il succède à Léon Bizot au n° 42 de la rue Bouffard sous l'étiquette vitraux artistiques pour églises, châteaux, appartements<sup>230</sup>. Il peint les armoiries de la ville de Bordeaux pour le congrès de l'Art Public à l'occasion de l'exposition universelle de 1900<sup>231</sup>. En 1901 et 1906, il est désigné comme peintre<sup>232</sup>. Il disparaît de l'annuaire en 1907<sup>233</sup>.

221. A.M.Bx. 2 E 316 n° 52.

222. A.D.Gir. 3 E 42477.

223. A.M.Bx. 105. Ca 34.

224. A.M.Bx., VI e 78, p. 113.

225. A.M.Bx. 50.O.1071.

226. A.M.Bx. 105. Ca 43.

227. A.M.Bx. 3 E 10214 n° 957.

228. *Annuaire du Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale et Equatoriale*, 1909.

229. E.C. Nantes, Ministères des affaires étrangères, n° 41.

230. A.M.Bx. 105. Ca 36.

231. A.M.Bx. 400-F 7.

232. A.M.Bx. 1 F 147 et 163.

233. A.M.Bx. 105. Ca 46.

234. E.C. Bétaille (Lot), 1877, n° 28.

235. Archives, Ecole des beaux-arts, Bordeaux.

236. A.M.Bx. 1 F 140.

237. *La Gironde*, 27 décembre 1900.

238. A.M.Bx. 2 E 1012 n° 418.



un portrait au fusain, où l'on voit le profil florentin d'une belle jeune fille dont la famille était originaire de Fiesole près de Florence. Ses ancêtres avaient donné à Bordeaux un consul d'Italie. Marie Farcilly apporte dans la communauté un mobilier évalué à 2150 F. et une somme de 1000 F. tandis que Jean Léon offre le fond de commerce de peinture sur verre qu'il exploite à Bordeaux au n° 13 de la rue Lefol, consistant en tables, chevalets, fours, pinceaux et outils divers<sup>239</sup>. Les témoins sont Paul Descant verrier et son beau-frère Louis Blanc (1868-1936), important miroitier de Béziers lui aussi marié à une Farcilly, Jeanne Alice. Delmas qui figure dans l'annuaire à partir de 1905 sous l'intitulé vitraux d'Art<sup>240</sup>, est un cas particulier puisque c'est le seul à s'installer quand plusieurs de ses confrères disparaissent (Curcier dont il prend la succession, Malécot, Pagnier, Pomès). Il déménage en juillet 1907 au n° 10 de la rue des Frères Bonie près de la cathédrale Saint-André dans un immeuble de 4 étages avec cour et cave. Pour un loyer de 2000 F. par an, le ménage habite le premier étage tandis que l'atelier et la boutique sont au rez-de-chaussée<sup>241</sup>. La même année, Delmas est le seul peintre-verrier présent à l'exposition maritime internationale de Bordeaux



Fig. 13. — Jean Léon Delmas dans son atelier (vers 1900).

**VITRAUX D'ÉGLISES ET D'APPARTEMENTS**

*Spécialité*  
DE  
**Vitraux Modernes**  
Émaux relief sur Verre  
OPALINES DÉCORÉES  
MOSAÏQUES  
FAÏENCES D'ART  
CÉRAMIQUE DÉCORATIVE  
Chemins de Croix sur Laves  
Envoi de Maquettes et Échantillons  
gratuitement, sur Demande

**Léon Delmas**  
Peintre-Verrier  
10, Rue des Frères-Bonie, 10  
PRÈS DE LA CATHÉDRALE

TÉLÉPH. 27-91

Bordeaux, le 22 Mai 1920

Mesdames Alice & Farcilly.

Fig. 14. — Entête de l'atelier Delmas, 1920.



Fig. 15. — Delmas devant sa boutique avec quelques ouvriers au 10 rue des Frères Bonie (vers 1910) ; c'est le deuxième en partant de la droite.

avec «un vitrail représentant une japonaise»<sup>242</sup> dont le carton est conservé au musée d'Aquitaine. Comme on peut le constater sur deux photographies de cette époque, il emploie de 5 à 6 personnes, 2 apprentis et 2 à 3 ouvriers dont l'un est Elie Caillaud qui prendra sa succession. C'est Léon Delmas qui peint ses maquettes et dessine ses cartons, les premières étant souvent cachetées et signées. Le soin et la méticulosité de celles-ci donnent une idée du talent d'aquarelliste de cet artiste. Tous les styles sont abordés avec aisance. On peut signaler l'originalité de ses compositions florales légères et naturelles à motifs renouvelés avec un retour au verre transparent qui tend à remplacer le verre translucide. Une stylistique Art Nouveau sobre comme celle des Chaffrey ou parfois au contraire plus typique et proche de celle d'Hector Guimard. Sa production religieuse est peu connue, on peut citer les vitraux de Conchez-de-Béarn (Pyrénées-Atlantiques) et de Saint-Sozy (Lot) en 1907. Il fait également en 1912 des maquettes pour Saint-Ferdinand d'Arcachon. D'après le souvenir qu'il a pu laisser à ses proches, Delmas était un homme passionné par son métier, ouvert aux échanges, idéaliste et rêveur mais aussi ombrageux et orgueilleux voire dans certaines circonstances obstiné et vulnérable.

En février 1915, son épouse meurt à 32 ans d'une maladie d'Addison qui dure depuis dix ans, suites lointaines de l'accouchement provoqué de leur fils Marcel (1905). La période difficile continue, Léon fait 9 mois de campagne contre l'Allemagne de septembre 1915 à juin 1916<sup>243</sup>. A

son retour, il reprend son activité rue des Frères Bonie et se remarie le 17 avril 1920 avec Fernande Castel une divorcée de 35 ans, fille de viticulteur biterrois. Malheureux de cette seconde union arrangée par son ex-belle famille, il décède brusquement à l'âge de 42 ans le 17 août 1920<sup>244</sup>. Le 21 décembre 1921 sur l'inventaire après décès les biens mobiliers sont évalués à 1000 F., l'atelier est pratiquement vide<sup>245</sup>.

### Marcel Salles

Roger Marcel Salles est né à Bordeaux, le 31 août 1878<sup>246</sup>. De 1906 à 1913 il habite au n° 74 de la rue du Loup où il fait de la vitrauphanie<sup>247</sup>. Il décède dans cette même ville à l'âge de 92 ans le 5 janvier 1970<sup>248</sup>.

242. Catalogue général officiel de l'Exposition Maritime Internationale de Bordeaux en 1907, groupe XV, p. 321.

243. A.D.Gir. 1 R 1129.

244. E.C.Bx. 1920, n° 1317.

245. Dépôt Gaussel, non coté.

246. A.M.Bx. 1 E 311 n° 1140.

247. A.M.Bx. 105. Ca 45 et 52.

248. E.C.Bx. 1970, n° 76.



## Elie Caillaud

Il est né le 5 juin 1883 à Comprégnac petite commune située à une vingtaine de kilomètres au nord de Limoges<sup>249</sup>. Il appartient à la même génération que les fils Chauffrey et Dagrant. Il aurait travaillé chez ces derniers, puis on le retrouve chez Delmas où il figure sur les deux photographies prises devant l'atelier de la rue des Frères Bonie. C'est un contemporain du verrier limougeaud Francis Chigot, du nancéen Jacques Gruber et des frères Mauméjean de Pau. Quand il prend la succession de Delmas en 1920, comme eux il sera à la recherche d'une harmonie fortement colorée en revenant aux sources du vitrail : emploi des verres teintés dans la masse, disparition des bordures historiées, affirmation du tracé des plombs, utilisation avec parcimonie de la grisaille et de l'émail. Elie Caillaud fait partie de la tradition des monteuses plus que des dessinateurs, il sera particulièrement à l'aise avec les verres américains, difficiles à couper. De 1921 à 1933 il est installé au n° 27 rue du quai Bourgeois<sup>250</sup>. En 1937 à l'exposition internationale des arts et techniques de Paris, il expose un vitrail représentant une Chimère<sup>251</sup>. En 1943, il est primé hors concours à l'exposition régionale artisanale de Bordeaux<sup>252</sup>. Il s'installe ensuite au 44 rue Saint-



Fig. 16. — Elie Caillaud dans son atelier rue Saint-François, vers 1950.

François jusqu'en 1959<sup>253</sup>. C'est par cette dernière adresse que beaucoup des acteurs actuels de ce métier sont passés. Elie Caillaud est l'auteur des vitraux de l'église de Langon, représentant le martyr de Louis Beaulieu, en 1950, et de ceux de Fargues-Saint-Hilaire. Il décède le 1er décembre 1965 à Bordeaux<sup>254</sup>.

## Conclusion

Sans prétendre à l'exhaustivité, ce travail est la première synthèse sur le milieu professionnel des peintres-verriers bordelais à l'époque contemporaine. En tirer des conclusions plus précises sera le but d'une étude en cours sur leurs réalisations dans le vitrail civil privé. Il conviendra alors de faire la synthèse de la totalité des productions tant religieuses que civiles pour avoir une idée juste de ce monde. On peut cependant faire un certain nombre de remarques. La majorité d'entre eux sont nés en Aquitaine et tous sont de condition modeste, souvent issus du milieu rural. Au début il y a comme une convergence des vitriers et des faïenciers. En effet, les premières générations ont été formées dans les ateliers-vitriers où viennent des faïenceries, d'ailleurs la plupart garderont une activité dans cette branche. Il convient de noter qu'on ne connaît aucun vitrail des premiers de leurs représentants comme Jones et Audouynaud. De plus la filière des vitriers donnera plus facilement les fabricants de vitraux religieux, alors que les faïenciers feront d'emblée du vitrail civil.

La seconde génération née après 1870, passe plus facilement par l'école municipale des beaux-arts de Bordeaux ou les cours de la société philomatique. Les ateliers sont des structures de petite taille et c'est une organisation familiale qui prédomine. Les fortunes sont diverses généralement sans excès et sans lende-mains. Beaucoup abandonneront cette profession qu'ils qualifieront eux-mêmes de «*métier de seigneur, vie d'esclave*».

249. A.D. Haute-Vienne, 3 E 47/7 n° 19.

250. A.M.Bx. 105. Ca 60 et 72.

251. A.M.Bx. VI-e 114.

252. A.M.Bx. VI-e 127.

253. A.M.Bx. 105. Ca 98.

254. E.C.Bx. 1965, n° 1304. L'entreprise dont l'inscription au registre du commerce cesse le 1 janvier 1959, sera reprise par son élève Jacques Dupuy qui reprendra également les établissements Dagrant en 1967. À partir de 1986, il sera secondé par l'actuel directeur Bernard Fournier.

# Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeaux en 1998

## Cours public d'Archéologie XXXVIe année

### Arts funéraires en bordelais

M. Dany Barraud, *Origines chrétiennes de la nécropole Saint Seurin*.

M. Louis Maurin, *Terre Nègre*.

Mme Anne Zieglé, *Stèles funéraires du Musée d'Aquitaine*.

M. Philippe Araguas, *Le Moyen Age et ses tombeaux*.

M. Philippe Maffre, *La cathédrale Saint André et ses tombeaux*.

Mme Délie Muller, *Cimetières des Protestants, des Juifs et des Etrangers*.

M. Pierre Coudroy de Lille, *Le cimetière de la Char treuse*.

M. Robert Coustet, *Monuments aux morts de la Guerre de 1914-1918*.

## Archéologie générale

- 10 janvier : M. Jean-Bernard Faivre, *La reconstruction de l'église de Gensac*.
- 14 février : Mme Michelle Peyrissac, *L'hôtel Ragueneau*.
- 22 mars : M. Fabien Peydelaborde, *L'aménagement du Palais Gallien : la machine à rêve !*
- 4 avril : M. Hervé Topkassi, *L'hôtel Leberthon, rue du Mirail*.
- 16 mai : Mme Sophie Dutheil, *Les sculpteurs Prévot et Coeffard de Mazerolles*.
- 13 juin : M. Michel Lenoir, *L'abri Lespaux, le paléolithique supérieur de Gironde*.
- 10 octobre : Mme Danielle Thomas, *Diaporama : bronze et marbre racontent Bordeaux au XIXe siècle*.
- 14 novembre : MM. Régis Singer et Jean-Bernard Faivre, *Une cloche du XVIe siècle de Saint Michel de Bordeaux retrouvée à Paris*.
- 19 décembre : M. Pierre Régardo-Saint Blancard, *Sondages archéologiques à Bordeaux en 1998*.



## Groupe Jules Delpit : études de manuscrits et documents inédits

- 24 janvier : M. Laurent Chavier, *Estampe représentant la fontaine du vieil hôpital Saint André*.
- 28 février : M. Jean-François Fournier, *Découverte d'une peinture de Pieter de Jode I représentant un épisode de la vie de Saint Louis*.
- 28 mars : M. Pierre Coudroy de Lille, *Présentation de livres bordelais anciens*.
- 25 avril : M. Sylvain Nadau, *L'architecture civile sous la Révolution, la Convention, le Directoire, le Consulat et l'Empire*.
- 23 mai :  
Mme Danielle Thomas, *Présentation d'une mallette de voyage*.  
Dr Comte, *Un scarificateur*.  
MM. Jacques Labarthe Pons et Pierre Vivez, *Briquets dans l'histoire, du médiéval au XIXe siècle*.

### Dr Charon, Moulage en bronze de la main de Rachel.

Au cours de la séance du 23 mai 1998, le Docteur Charon présente un moulage en bronze de la main de la grande tragédienne, Elisa Félix, connue sous le nom de "Mademoiselle Rachel". Née à Münf, canton suisse d'Argovie, en 1820, elle était l'un des nombreux enfants d'un colporteur juif alsacien.

A dix ans, elle chantait dans les rues de Lyon, lorsqu'elle fut remarquée par Choron, le célèbre



professeur de chant, qui l'admit à son Ecole de musique religieuse. Changeant d'orientation, pour atteindre de sa voix, elle apprit le métier de comédienne. Après des débuts modestes, elle entre au Conservatoire, puis au Théâtre-Français où elle débute en 1838, bouleversant le public par son interprétation de Camille dans *Horace* de Corneille.

Dès lors, toutes ses apparitions sont des triomphes : Emilie, Herminione, Esther, Pauline, Chimène, Phèdre, Athalie, Agrippine, et tant d'autres ! Son talent dramatique remet au goût du jour la tragédie classique, mais elle brille aussi dans les rôles d'œuvres contemporaines, comme "Adrienne Lecouvreur", de Scribe et Legouvé ou la "Lucrèce" de Ponsard.

Le seul reproche qu'on lui fit était un certain manque de tendresse, une dureté de ton, qu'elle devait sans doute à sa misérable enfance, mais sa faculté inouïe de manifester tour à tour la haine, la colère, la jalousie, le mépris, l'ironie ou le remords, la sévère beauté de son visage et de sa voix, l'expressivité de ses gestes firent d'elle jusqu'en 1855 l'idole du Théâtre-Français.

Alors, objet d'une cabale bien parisienne, elle partit en tournée pour l'Amérique, sous la conduite de son frère, directeur de troupe. Nombre de déboires et de fatigues l'y attendaient qui minèrent sa santé déjà fragile. Malade, elle entreprit un voyage en Egypte, puis se fixa au Cannet, en Provence, pour y mourir deux ans après, en 1858, à l'âge de 38 ans.

Cette représentation de la main gauche de Rachel a été donnée au Docteur Charon par une cliente, veuve de l'arrière-petit-fils du Docteur Caton. Celui-ci installé au début du XIXe siècle rue des Augustins, à Paris, était médecin et admirateur de la tragédienne. Ce bronze précieusement conservé par la famille, fut donné au praticien par Rachel, comme honoraires, ainsi qu'en témoigne la lettre de la cliente : "Cette main, qui a plus de cent ans est la main de la grande actrice Rachel... Elle l'a fait mouler et l'a offerte au Docteur Caton en remerciement des soins qu'il lui avait donnés lors d'un panaris et qui n'avait laissé aucune trace. Moi, veuve Caton, j'ai donné ce souvenir au Docteur Charon, à Bordeaux, le 19 septembre 1969." La donatrice n'avait aucun renseignement sur l'ar-

tiste et le bronzier qui avaient œuvré, mais la qualité de la pièce dénote leur maîtrise. On regrette qu'il n'existe ni signature, ni marque permettant de les identifier.

Ce moulage en bronze, à la belle patine brune, est une pièce de 22 cm de long qui reproduit la main gauche et l'extrémité de l'avant-bras de Rachel.

D'emblée, on est frappé par la pureté des formes, la finesse du poignet, le caractère fuselé des doigts et des ongles. C'est une vraie main d'artiste, hypersensible, très soignée, peu encline aux tâches matérielles. Le choix du côté gauche, inhabituel, confirme les précisions de la donatrice. De plus, on remarque une légère raideur de l'auriculaire, qui ne se sépare pas, à sa base, de l'annulaire et ne suit pas la courbe harmonieuse du métacarpe sur le carpe. Il s'agit là, sans doute, d'une discrète séquelle de l'intervention du Docteur Caton. La texture de la peau, les lignes de la main, les plis articulaires et les moindres striures sont représentés avec une admirable précision, mais on ne note pas de trace de cicatrice.

Plus encore que ses qualités plastiques, ce qui frappe, au vu de ce bronze, c'est qu'à l'inverse de tant de moulages faits sur ce sujet mort, il saute aux yeux que celui-ci fut pris sur le vif. Le membre a une attitude dynamique, on sent la musculature tendue pour une expression, peut-être familière, peut-être recherchée, mais qui signifiait à son médecin que Rachel, grâce à lui conservait la pureté de ses formes et de ses gestes tant admirés.

Le malencontreux panaris d'une vedette, la réussite d'un praticien ami des arts, le talent d'un fondeur anonyme, la reconnaissance raffinée de l'opérée, la fidélité d'une famille, la générosité d'une vieille dame sans enfant ni héritier, tout cela s'enchaîne pour ramener dans le giron médical cet exceptionnel souvenir. Le présenter à ceux qui apprécient, lui laisser communiquer son charme et sa beauté, c'est ajouter des maillons à la vie mystérieuse de l'objet d'art.

### • 27 juin :

Dr Jacques Charon, *Document sur la soutenance d'une thèse philosophique au Collège de la Madeleine au XVIIIe siècle*.

Dr Lacoste Lagrange, *Procès Tandonnet à Civrac en 1714*.

### • 24 octobre : M. Patrick Lemaître, *Le portail nord de la cathédrale Saint André de Bordeaux*.

### • 28 novembre :

M. Pierre Coudroy de Lille, *Histoire d'une jeune demoiselle de Bordeaux sous Louis XIV, qui avait de grands talents littéraires et qui est morte à l'âge de 22 ans*.

### M. Jean-François Fournier, *Un autoportrait inédit de Théophile Lacaze (1799-1846)*.



Le présent portrait, exécuté au crayon avec des rehauts de pastel et des touches de gouache, me fut vendu en juin dernier au marché aux puces de la place Meynard par un brocanteur qui le considérait comme l'effigie d'un inconnu fait par un anonyme. C'est en réalité un autoportrait de Théophile Lacaze (Libourne 1799-Libourne 1846) <sup>1</sup>.

1. On lira aussi J.-F. Fournier, *Un peintre romantique oublié Théophile Lacaze*. Bordeaux, Samie, 1969.

J.-F. Fournier, «Nouvelles précisions sur la vie du peintre libournais Théophile Lacaze», *Revue Historique et archéologique du libournais*. T. XL, n° 143, 1er trimestre 1972, p. 26-30. ill.

J.-F. Fournier, «Encore du nouveau sur la vie du peintre libournais Théophile Lacaze», *Revue Historique et archéologique du libournais*. T. XLVI, n° 167, 1er trimestre 1978, p. 2-8. ill.



On connaît plusieurs autoportraits de cet artiste ; deux d'entre eux figurent au Musée de Libourne (L'autoportrait au bonnet rouge, peinture sur toile, datée de juin 1834 et l'autoportrait au porte-crayon, pastel signé et daté de 1839). Notre œuvre n'est ni signé, ni datée, ce qui est courant chez Lacaze, mais les traits de son visage sont bien reconnaissables de même que sa technique. Outre son intérêt iconographique et artistique, cette œuvre présente une particularité notable : elle est le seul autoportrait où l'artiste s'est représenté avec le ruban de la Légion d'Honneur à la boutonnière ; cette décoration lui ayant été attribuée le 25 septembre 1845 et comme il mourût le 5 septembre 1846, c'est obligatoirement dans ce laps de temps qu'elle fut exécutée. Elle mesure 0,345 m de haut sur 0,275 m de large et doit constituer son dernier autoportrait.

M. Jean-François Fournier, *Note relative à une plaque de cuivre gravée du XVII<sup>e</sup> siècle de l'école Flamande*

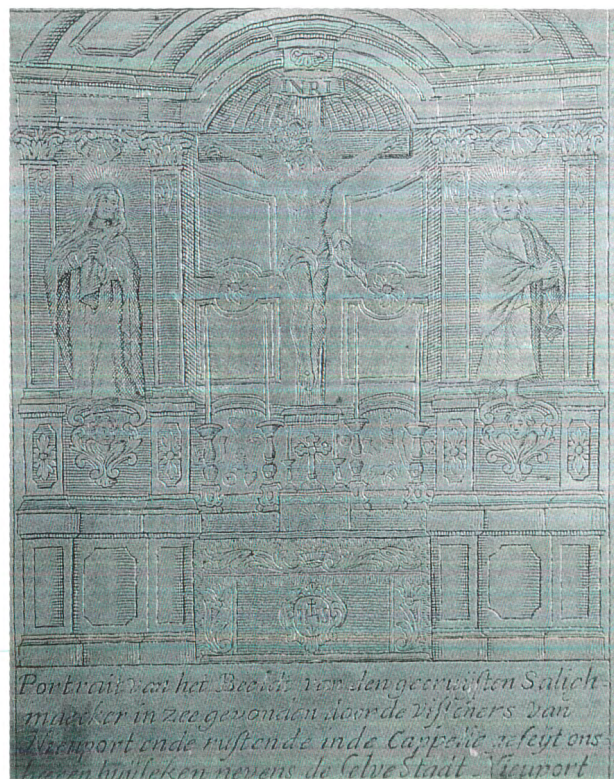


Fig. 1. — Plaque de cuivre gravée représentant l'intérieur de la chapelle Ons Heeren Huyseken à Nieuport (Belgique).

Flâner chez les brocanteurs est un plaisir qui permet de voir des objets intéressants, parfois insolites mais bien rarement des chefs d'œuvres ; ce fut cependant le cas, un matin de 1995, où je découvris dans un magasin une petite (H 12,5 x L 9,5 cm) mais très épaisse plaque de cuivre dont l'état de saleté assez extraordinaire laissait à peine entrevoir qu'elle avait été gravée à l'eau forte. On ne distinguait vaguement qu'un autel et deux statues et, au-dessous quatre lignes d'un texte écrit à l'envers, preuve que la plaque était destinée à l'impression.

Après avoir acquis cet objet, mon premier soin fut de le nettoyer délicatement, ce qui ne présenta pas de difficultés notables, la couche de crasse n'étant, en définitive, que superficielle. La gravure apparut alors dans toute sa beauté et je pus constater qu'il s'agissait de la représentation de l'intérieur d'une chapelle ; le texte, gravé au-dessous, s'avéra être écrit en néerlandais. Reproduisons-le :

*Portrait von het beeldt van den Gecrujsten saligh  
maeker in zee gevonden door de visschers van  
Nieuport ende rustende inde cappelle geseijt ons  
heeren huijseken nevens de selve stadt Nieuport*

Ne connaissant pas cette langue, mais comprenant quand même qu'il s'agissait de la ville belge de Nieuport, je demandais au Consulat de Belgique qu'on voulut bien me traduire ces quelques lignes. Cette traduction la voici :

*Portrait de la statue du Crucifié rédempteur  
découverte en mer par les pêcheurs de  
Nieuport et reposée dans la chapelle des Jésuites  
La petite maison de Notre Seigneur près de la ville de  
Nieuport*

Le traducteur me fit observer qu'il s'agissait bien de néerlandais mais d'un néerlandais très ancien, ce qui confirma mon premier sentiment : nous nous trouvions là devant un cuivre gravé de l'école Flamande du XVII<sup>e</sup> siècle. Par le graphisme et le style, tout indique cette époque. Notons aussi la curieuse couronne impériale dont le graveur coiffa le Christ.

Désirant en savoir un peu plus relativement à cette chapelle et au Christ qu'elle abritait, j'entrepris quelques recherches et pus constater alors avec un certain étonnement que la plupart des livres qui évoquaient l'histoire de cette petite cité et de ses monuments ne parlaient de la chapelle qu'au passé. Voulant enfin

connaître la vérité, j'écrivis à la Bibliothèque Municipale de Nieuport comptant bien en avoir des précisions sur l'édifice, la gravure et, peut-être, le nom de son auteur. Je reçus une fort aimable lettre de Monsieur Van Hoore Yeghe, échevin de la ville, m'informant que la chapelle, construite en 1574, avait été détruite par les troupes françaises en 1793 et que malgré toutes les recherches effectuées par Monsieur Paul Bourgeois, l'archiviste municipale, ma gravure était totalement inconnue ; elle semble même de la plus insigne rareté car, sauf erreur de ma part, elle ne figure sur aucun répertoire et parmi les marchands d'estampes chez qui nous nous sommes renseignés à son sujet, pas un n'a pu nous fournir la moindre précision. On peut donc légitimement se demander si le cuivre, bien qu'achevé (mais non signé) a vraiment fait l'objet d'un tirage.

Les Jésuites qui desservait la chapelle était déjà très nombreux sur le territoire de l'actuelle Belgique dès le XVI<sup>e</sup> siècle ; au XVII<sup>e</sup>, ils avaient acquis une puissance peu commune<sup>1</sup>. Il n'est pas impossible que notre petite gravure ait été destinée à illustrer une de leurs innombrables brochures de propagande. Nous ne formulons aucune hypothèse quant à son attribution mais nous soulignerons cependant son étroite parenté stylistique avec la gravure exécutée sur la porte en laiton provenant d'une tourelle du Saint Sacrement de l'église Saint Nicolas de Gan, œuvre du sculpteur Liévin Flumion<sup>2</sup>, conservée au Musée de cette ville<sup>3</sup>. A titre indicatif, précisons que Nieuport et Gand ne sont distants que d'une soixantaine de kilomètres.

Il ne reste rien aujourd'hui des œuvres figurant sur la gravure car en 1793, après la destruction de la chapelle par les français, le Christ qui avait pu être sauvé, puis caché pendant neuf ans, fut transféré à l'église

Notre Dame de Nieuport près des Fonts Baptismaux où, en 1834, il fut incorporé à l'autel de la Sainte Croix. Il brûla dans l'incendie survenu lors des combats du 19 octobre 1914. La première guerre mondiale devait d'ailleurs laisser la ville de Nieuport presque totalement détruite ; notre plaque gravée a donc, outre sa beauté intrinsèque, une valeur documentaire et iconographique de la plus haute importance.

• 22 décembre : M. Jean-Claude Lasserre, *A propos d'un tome consacré à Bordeaux (1849), de l'Atlas des Bâtiments militaires des Places de France*.

## Visites-Excursions

- 14 mars : Visite de l'exposition : *L'Esprit de la Forêt, terre du Gabon, au Musée d'Aquitaine*.
- 24 mai : *Voyage d'étude en Périgord, autour de l'Abbaye de Chancelade, de Brantôme, Bourdeilles, Sorges, Hautefort et Richement*, sous la conduite de M. Pierre Coudroy de Lille.
- 8 novembre : *Promenade archéologique, vieilles églises et vieux châteaux dans les Graves de Pessac-Léognan*, sous la conduite du Dr Charon.

1. Henri Pirenne, « Histoire de Belgique des origines à nos jours », *La reconnaissance du Livre*, Bruxelles, 1949, tome II, p. 458 et ss.

2. Liévin Plumion (ou Plumioen), Sculpteur à Gand, mort en 1617, il eut deux fils Liévin II et Pierre, eux aussi sculpteurs (voir Dictionnaire de Bénézit).

3. L'art Flamand des origines à nos jours. Albin-Michel, Paris, 1985, p. 338.



---

# *Société archéologique de Bordeaux*

## *Cercle Bertrand-Andrieu : numismatique*

### *Procès-verbaux des séances de l'année 1998*

---

#### Abréviations bibliographiques

- Boudeau : E. Boudeau, *Monnaies françaises provinciales*, 2e éd., Paris, 1905.  
Bruck : G. Bruck, *Die Spättrömische Kupferprägung* Graz, 1961.  
C : H. Cohen, *Description historique des monnaies frappées sous l'Empire romain* 2e éd., Paris, 1880-1892, 8 vol.  
CD : J. Cougoul et J. Dugros, "Les jetons de Bordeaux, du mariage de Louis XIII à nos jours" dans *Bull. et mém. de la Soc. archéol. de Bordeaux*, t. 72, 1979-1981.  
Ci : Ciani, *Les monnaies royales françaises de Hugues Capet à Louis XII* Paris, 1926.  
Gad : V. Gadoury (et F. Droulers) *Monnaies royales françaises 1610-1792* Monte-Carlo, 1978 ; 2e éd. 1986.  
GC : V. Gadoury et G. Cousinié, *Monnaies coloniales françaises 1670-1980* Monte-Carlo, 2e éd., 1670-1988, 1988.  
Hill-Kent : P.V. Hill et J. P. C. Kent, *Late Roman Bronze Coinage, I. The Bronze Coinage of the House of Constantine, AD 324-346* Londres, 1960.  
KM : C. L. Krause et C. Mishler, *Standard Catalog of World Coins, 1901 to date* Iola, 11e éd. 1985 ; 19e éd. compl. 1991, 2 vol. ; 24e éd. 1996.  
Laf : J. Lafaurie et P. Prieur, *Les monnaies des rois de France, Hugues Capet à Henri IV* Paris-Bâle, 1951-1956, 2 vol.  
PA : F. Poey d'Avant, *Monnaies féodales de France*, Paris, 1858-1862, 4 vol.  
RIC : *The Roman Imperial Coinage*, Londres, 1923-1981, 9 t. en 12 vol.  
RN : *Revue numismatique*, Paris, 1836→  
Sear : D. R. Sear, *Greek Coins and their Values* Londres, t. 1. *Europa*, 1978 ; t. 2. *Asia and Africa*, 1979.  
SNG ANS : *Sylloge nummorum graecorum, American series, Collection of the American Numismatic Society* New-York, 1969-1989, 7 vol.  
VG : V. Guilloteau, *Monnaies françaises, colonies 1670-1942, métropole 1774-1942* Paris, 1943.

#### Liste des membres de la Société archéologique ayant participé aux travaux du Cercle

MM. Bardet, Bénusiglio, Bernard, Chalmin, Charon, Coudroy de Lille, Debruge, Delpit, Mlle Delplanque,  
MM. Dugros, Dumas, Lecœur, Marchand, Pujo, Sénac, Ursy, Vivez, Wiedemann.

#### Composition du bureau pour l'année 1998

Président : Dr Debruge.

Vice-présidents : MM. Bardet et Pujo.

Archiviste-bibliothécaire : M. Lecœur.

Conseiller et trésorier : M. Wiedemann.

Secrétaire : M. Sénac.



## Annexe aux procès-verbaux des séances de l'année 1997

### Séance du 25 mai 1997

#### Communication :

**M. Bardet** : "Les monnaies de nécessité françaises".

Comme celle des monnaies de siège ou obsidionales, l'apparition des monnaies de nécessité, comme leur nom l'indique, a été provoquée par une contrainte, la disparition, à l'occasion de troubles ou de conflits, de la petite monnaie. Celle-ci, en raison de sa rareté, ne suffit plus à assurer les échanges journaliers lors des petites transactions. Des monnaies d'urgence doivent prendre le relais, étant entendu que la valeur affichée serait remboursée en espèces légales.

En France, les premières monnaies de nécessité apparaissent à l'époque révolutionnaire.

Sous la Convention, la disette de numéraire entraîne la production de jetons de bronze, de cuivre, d'étain même, pour servir aux paiements des petites sommes. Ces pièces dites "de confiance" sont frappées par l'industrie privée. Les plus connues sont celles frappées par les frères Monneron (5 sols, 2 sols en cuivre ou en bronze). D'autres industriels frappent aussi des monnaies de confiance : la maison Clémanson à Lyon, la Société Leclech et Cie à Clermont-Ferrand, Lefevre-Lesage et Cie à Paris, etc. Ces monnaies de confiance furent abolies en septembre 1792.

C'est surtout pendant la première guerre mondiale (1914-1918) et les années qui suivirent la fin des hostilités que de grandes quantités de monnaies de nécessité furent frappées tant en France qu'en Allemagne.

Dès les premières semaines de la guerre, les monnaies divisionnaires se raréfient sérieusement et les petites transactions courantes posent problème. Les pièces d'argent disparaissent de la circulation et la monnaie de billon manque. Sont alors analysées les causes de cette rarefaction (thésaurisation, spéculation, besoin de la trésorerie aux armées). Aussi de 1916 à 1923 apparaissent, en France, des jetons en zinc, en aluminium, en tombac, en papier, plus rarement en fer ou en cuivre. Ils sont de formes variées (ronds, carrés, hexagonaux, festonnés). Ils sont émis pour les

besoins locaux, par les chambres de commerce, les unions de commerçants, les coopératives, les municipalités, aussi bien celles des grandes villes que celles de communes modestes, par de simples particuliers, aussi (commerçants). Le nombre de frappes, en France, de 1914 à 1926, n'est pas connu et les émissions les plus importantes se situent entre 1918 et 1926. Elles ne se limitent pas à la France métropolitaine.

Doit-on considérer ces pièces d'appoint comme des monnaies véritables ? Cela semble impossible ; car l'État n'a jamais délégué aux organismes émetteurs le droit de battre monnaie, ni même accordé une autorisation officielle. Le gouvernement, compte tenu de la situation, a feint de les ignorer, fermant les yeux sur ce qui, malgré tout, portait atteinte à son droit régalien.

Suit une évocation des monnaies communément appelées "jaunets", en raison de la couleur du bronze d'aluminium qui les constituait et qui ont été émises, elles aussi, par une chambre de commerce (Paris) de 1921 à 1929. Ces pièces d'une valeur de 2 fr, 1 fr et 0,50 fr ne portent aucune référence à la République française, mais ont été frappées aux ateliers monétaires officiels, soit de Paris, soit de Vincennes. L'État garantit leur pouvoir libératoire et les protège de la contrefaçon : il s'agit donc bien de monnaies véritables dont le gouvernement a assuré la frappe tout en déléguant la responsabilité de l'émission à un organisme privé. Les dernières frappes ont eu lieu en 1929 et ces monnaies ont été démonétisées le 1er septembre 1949.

La communication est illustrée par une présentation de pièces.

1. - Période révolutionnaire. Monneron de 5 sols "au serment", br., VG 289. Variante, VG 293. Monneron de 2 sols "la Liberté", br., VG 299. Monneron de 5 sols "à l'Hercule", br., VG 295. 2 sols de Clémanson "Vivre libre ou mourir", cu., VG 302B. 10 sols de la porcelaine Potter à Paris, arg., VG 320.

2. - Période de 1914 à 1926. Bayonne : Chambre de commerce, 25 c, 1920, alu., octogonal. 10 c, 1920, alu., octogonal. Cadillac : Union des commerçants, 25 c, 1922, alu., octogonal. Carcassonne : Union des commerçants, 25 c, 1917, alu., octogonal. 10 c, 1917, alu., rond. Cognac : Épicerie Dalidet, 25 c, 1922, alu., rond. Dunkerque : Sté des commerçants, 10 c,

1922, cu., rond. Épernay : Union des commerçants détaillants, 25 c, 1922, alu., rond. Eure-et-Loir : Chambre de commerce, 10 c, 1922, alu., rond. Évreux : Chambre de commerce, 25 c, 1921, alu., rond. 5 c, 1921, alu., rond. Gard : Groupes commerciaux du Gard, 25 c, 1917-1918, alu., rond. 10 c, 1917-1918, alu., rond. Grande-Comore (Sté anonyme de) : 2 fr, 1915, alu., carré aux coins arrondis. 1 fr, 1915, alu., octogonal. 0, 50 fr, 1915, alu., rond. 25 c, 1915, alu., rond. Lot : Chambre de commerce, 5 c, 1922, alu., rond. Oran : Chambre de commerce, 25 c, 1922, alu., rond. La Rochelle : Société du commerce, 10 c, 1922, alu., rond. Royan : Société des commerçants, 10 c, 1922, alu., rond. 5 c, 1922, alu., rond. Tarbes : Ville de Tarbes, 10 c, 1917, fer, rond. Toulouse : Union latine, Comité du Sud-Ouest, 25 c, 1927, alu., rond. 10 c, 1927, alu., rond. 10 c, 1922-1930, alu., rond.

3. - Période 1921-1929. Paris : Chambre de commerce, 2 fr Mercure de Domard, br. alu., VG 4931. 1 fr même type, br. alu., VG 4932. 50 c même type, br. alu., VG 4939.

### Séance du 18 janvier 1998

*Présidence du Dr Debruge, président*

#### Communication :

**M. Pujo** : "Les statères d'Elis".

Le monnayage d'Elis caractérisé par la légende FA, digamma alpha, n'a pu être attribué qu'à la fin du XIXe siècle à cette cité du nord-est du Péloponnèse, qui contrôlait les sanctuaires d'Olympie et les jeux panhelléniques qui s'y déroulaient tous les quatre ans.

Le début de ce monnayage coïncide avec la création de cette cité en 471 avant J.-C. La particularité de ce monnayage éléen est qu'il se compose essentiellement dès le Ve siècle d'abondantes séries de statères d'argent, à l'étalon éginétique. Il faut souligner d'autre part l'excellence artistique d'émissions où l'on retrouve constamment les thèmes du culte de Zeus auxquels s'ajoutent ceux du culte d'Héra à la fin du Ve siècle. Ce monnayage a été frappé à l'occasion des olympiades, à Olympie, dans des ateliers dépendant du temple de Zeus et du temple d'Héra, chacun des deux temples ayant ses types propres. Pour celui de Zeus,

on retrouve l'aigle, le foudre et Zeus lui-même. Pour celui d'Héra, Héra, le foudre, l'aigle (le type de revers étant toujours dans une couronne d'olivier).

Le monnayage d'Elis devait par la suite inspirer divers graveurs de monnaies dans le Péloponnèse, en Grèce continentale, comme en Crète.

La communication est illustrée par la présentation de deux monnaies, dont un statère d'Elis.

#### Présentations :

**M. Bernard** : petit bronze, 13 mm, 1, 64 g. Trouvé à Périgueux en 1984.

**M. Ursy** : France. Louis XV (1715-1774). Écu au bandeau, 1762 L, arg., Gad 322. 1/10 écu aux lauriers, 1750 D, arg., Gad 292 non répertorié. 1/20 écu aux lauriers, 1750 D, arg., Gad 284.

**Mlle Delplanque** : Empire ottoman, Régence de Tunis. Sultan Mustafa IV (1757-1774) et bey Mohammed I b. Hussein (1756 x 1759). Fals (ou bourbe), 1172H (1758-1759) Tunis, br., 20 x 18 mm, 4,35 g, 3 h, KM 52.1.

**M. Dugros** : Famille Bonaparte-Napoléon. Consulat (an 11-an 12). 5 fr, an 12 Limoges, VG 1246. Empire (an 12-1814). 5 fr, an 13 Toulouse, VG 1269. 5 fr, 1814 La Rochelle, VG 2343. Royaume d'Italie (1806-1814). 5 lire, 1812 Venise, VG 1457. Naples-Deux Siciles (1808-1815). Joachim Napoléon, 12 carlini, 1810, VG 2222. Royaume d'Espagne (1808-1813). Joseph Napoléon. 20 réaux, 1810 Madrid, VG 2066. Hollande (1806-1810). Louis Napoléon. 50 stubers, 1810, VG 1575. Royaume de Westphalie (1807-1813). Jérôme Napoléon. 5 frank, 1809, VG 2018. X Eine feine Mark, 1812 Cassel, VG 1962. Lucques et Piombino (1805-1814). Félix et Élis. 5 franchi, 1805, VG 1470.

### Séance du 15 février 1998

*Présidence du Dr Debruge, président*

#### Communication :

**M. Ursy** : "Les monnaies d'or de Louis XIV".

La communication est illustrée par la présentation de reproductions et de monnaies par



**M. Ursy :** 1/12 écu mèche longue, 1657 Aix, Gad 112. 1/2 écu mèche longue, 1652 K, Gad 169. Écu mèche longue 1649 K, Gad 202. Liard de France, 16 ?? Paris, Gad 80. 1/12 écu buste juvénile, 1663 A, Gad 115. 1/2 écu buste juvénile, 1661 9, Gad 174. 4 sols des traitants, 1677 A, Gad 103. 4 sols aux 2 L, 1692 X, Gad 106. 1/2 écu 8 L 1er type, 1691 A ref., Gad 184. 1/12 écu aux palmes, 1693 A ref., Gad 119. 1/2 écu aux insignes, 1702 A ref., Gad 189. Écu aux insignes, 1702 A ref., Gad 220. 5 sols aux insignes, 1703 BB, Gad 108. 10 sols aux insignes, 1704 A, Gad 133. 20 sols aux insignes, 1707 A, Gad 164. 1/2 écu aux 8 L 2e type, 1704 P ref., Gad 194.

**M. Chalmin :** 1/12 écu à la mèche courte, 1643 Paris, Ci 1836. 1/12 écu au buste juvénile lauré, 1662 Lyon, Ci 1865. 4 sols des traitants, 1675 D, Gad 103. Liard de France, 1694 Lyon.

**M. Debruge :** Monnaies d'argent. Écu à la mèche longue, 1649 N Montpellier, Ci 1849. 1/2 écu à la mèche longue, 1658 9 Rennes, Ci 1850. 1/12 écu à la mèche courte, 1644 A Paris, ----. Écu aux 8 L 1er type, 1691 X Amiens, Ci 1889. 1/2 écu aux 8 L 1er type, 1690 D Lyon, Ci 1890. 1/12 écu aux 8 L 1er type, 1691 A Paris, Ci 1892. Écu aux palmes (fl. neuf) 1694 A Paris, Ci 1894. 1/2 écu aux palmes (réf. s/ 8 L), 1694 A Paris, Ci 1895. 1/2 écu aux palmes (réf. s/ 8 L), 1693 S Reims, Ci 1895. 1/2 écu aux palmes (réf. s/ 8 L) 1694 - ? -, Ci 1895. Écu aux 3 couronnes, 1709 X Amiens, Ci 1937. Écu aux 3 couronnes, 1710 D Lyon, Ci 1937. 1/2 écu de Strasbourg, 1694 BB, Ci 2055. 1/4 écu aux insignes, 1701 E Tours, Ci 1909. 1/12 écu aux insignes, 1703 A Paris, Ci 1910. 5 sols argent, 1707 BB Strasbourg, Ci 1965.

**M. Dugros :** Demi-écus. 1/2 écu France-Navarre-Béarn juvénile 2e type, 1678 BD Pau, Ci 1868. Trésor de Valenciennes (1949) : 1/2 écu à la cravate 2e type, 1680 A Paris, Ci 1874. 1/2 écu aux palmes (réformation), 1694 E Tours, Ci 1895. 1/2 écu 8 L 2e type (réformation), 1704 X Amiens, Ci 1925. 1/2 écu de Flandre (tranche inscrite), 1686 A Paris, Ci 1885. 1/2 écu de Flandre aux palmes (réformation), 1694 W Lille, Ci 1903. 1/2 écu de Flandre aux insignes, 1701 W Lille, Ci 1912.

#### Présentation :

**M. Lecœur :** France. 2 F Guynemer, 1997, ni., 26,5 mm, 7,50 g, tranche cannelée.

## Séance du 15 mars 1998

*Présidence du Dr Debruge, président*

### Communication :

**M. Bernard :** "Un trésor de sesterces découvert dans les Pyrénées-Atlantiques".

La communication est illustrée par la projection de diapositives réalisées sur les monnaies du trésor et par la présentation de dix-sept monnaies semblables, en meilleur état, du fonds O. Miller.

#### Présentations :

**M. Dugros :** Ville de Bordeaux. Médaille en bronze relative à la mise en distribution des eaux de Budos (1887). Fayolle 107.

**Mlle Delplanque :** "Euro de Bordeaux" (contre-valeur de 6,50 F), gravure par Gérard Buquoy, cu.-ni., 30 mm, 11 g. A circulé en centre-ville du 2 au 22 mars 1998.

## Séance du 19 avril 1998

*Présidence du Dr Debruge, président*

### Communication :

**M. Lecœur :** "Les didrachmes de Bambyké".

Bambyké est le nom grec de la ville de Manbog en Syrie du Nord, centre commercial et religieux, qui appartient à l'Empire perse. Un important sanctuaire oraculaire s'y trouve, consacré au dieu Hadad et à sa parèdre 'Atar'Ateh (Atergatis en grec), desservi par un clergé dont le grand-prêtre est toujours désigné Abdhadad, serviteur de Hadad.

En 331 avant J.-C., Alexandre le Grand, parti de Tyr vers l'Euphrate puis la Babylonie, fait avec le gros de ses troupes étape à Bambyké dans les derniers jours de juillet. C'est apparemment de cette circonstance, de conquête, que procèdent de brèves émissions monétaires qui sont le fait de l'autorité sacerdotale locale. Il s'agit de rares didrachmes d'argent, au poids de Tyr, libellés en araméen, et offrant une douzaine de types. Les uns se réfèrent uniquement aux divinités civiques ; d'autres, tout en figurant la déesse, incluent des représentations reprises d'espèces phéniciennes ou ciliciennes ; certains enfin se rapportent à Alexandre lui-même.

Maintes difficultés d'interprétation subsistent de ce monnayage, intéressant témoignage d'un moment, vécu avec intensité, de l'une des grandes fractures de l'Histoire.

La communication est illustrée par la présentation de planches de monnaies connues et d'une espèce montrant au droit le buste drapé et couronné d' 'Atar'Ateh, et au revers le grand-prêtre allant sacrifier à l'intérieur d'un temple, 18 x 21 mm, 8,40 g, 10 h, Sear 5846 var ; H. Seyrig, *RN*, 1971, p. 18 et pl. I, 3b var.

#### Présentations :

**M. Dugros :** Jetons de Bordeaux. Tribunal civil : Justice ailée, R/ Chambre des avoués, 1839, arg., octogonal, CD 85. Balance-Livres de Loi, R/ Chambre des avoués, ----, arg., octogonal, CD 84a. Conseil des prud'hommes : L'Équité assise, R/ Armes de Bordeaux, ----, arg., rond, CD 86. Marché aux bestiaux : Armes de Bordeaux, R/ Conseil de surveillance, ----, arg., octogonal, CD 157.

**M. Wiedemann :** Fédération de Russie. 5 monnaies actuelles frappées en conséquence de la réforme monétaire, mise en place au 1er janvier 1997, par laquelle le nouveau rouble équivaut à 1 000 anciens roubles.

## Séance du 18 mai 1998

*Présidence du Dr Debruge, président*

### Communication :

**M. Wiedemann :** "De la licorne en onomastique, héraldique et numismatique".

*[Texte en Annexe].*

La communication est illustrée par la projection de diapositives.

En complément, **M. Dugros** présente six monnaies où la licorne figure comme élément héraldique. Grande-Bretagne. Penny piece, 1812, br. Georges VI. Crown, 1937, arg., KM 92. Élisabeth II. Pound, 1983, br. -alu., KM 157. Hanovre. Georges V. Vereinstaler, 1861, arg., KM 97. Canada. Élisabeth II. 50 cent, 1964, arg., KM 56. Sierra-Leone. Dollar, 1997. Il présente également un timbre postal où la licorne figure dans les armoiries de la ville de Saint-Lô.

## Séance foraine du 21 juin 1998 à Générac (Gironde)

*Présidence du Dr Debruge, président*

### Présentations :

**M. Lecœur :** "Monnaies macédoniennes contemporaines et antiques".

République de Macédoine. 1 dinar, emblème national repris de la Macédoine antique (demi cercle de 16 rayons), R/ chien debout à gauche sur sol, 1993, 23 mm. 2 dinars, emblème national, R/ poisson nageant à gauche, 1993, 25 mm. 2 dinars, Fiat Panis F.A.O. 3 épis 1945-1995, R/ poisson nageant à gauche, 1995, 25 mm. 5 dinars, emblème national, R/ lynx allant à gauche sur sol herbu, tête de face, 1993, 28 mm. Royaume de Péonie (situé, dans l'Antiquité, sur le territoire de la Macédoine actuelle). Lykkeios (env. 359-340). Tétradrachme, env. 350-340, 23 mm, 12,88 g, 6 h, Sear 1518 ; SNG ANS 1019.

**M. Debruge :** "A propos d'un tétradrachme de Mendé (milieu Ve s. av. J.-C.)".

Tétradrachme. Silène (ou Dionysos lui-même) assis, presque étendu sur son âne s'avancant non bridé, en liberté. Il est torse nu, mais en partie enveloppé dans une sorte de draperie. Le dieu a la tête droite, tournée vers l'arrière de l'âne et porte une longue barbe. De la main droite, il tient un canthare incliné. Il s'appuie du bras gauche sur le cou et l'épaule de l'animal. Devant l'âne, un corbeau perché sur un cep de vigne. R/ dans un carré creux, un autre carré présentant un cep de vigne portant feuillage et cinq grappes. Entre les deux carrés creux, l'inscription ΜΕΝΔΑΙΟΝ. Arg., 27 mm, 16,04 g, 3 h, Sear 1407-1409-Dif.

Une comparaison de cette monnaie est faite avec d'autres analogues décrites dans l'étude d'Ernest Babelon de 1922 concernant la trouvaille de Caliantra puis dans celle de Kraay de 1976 concernant ce monnayage. Les nombreux et différents types sont passés en revue en essayant d'interpréter les divers motifs ou symboles qui ornent les deux faces de cette monnaie. Leur variété assez grande permet souvent d'y rattacher certaines légendes archaïques concernant l'âne et le corbeau, certains récits relatifs à la vigne et peut-être même certains concepts publicitaires concernant le vin réputé de cette cité. Des modifications certainement volontaires de ces éléments décoratifs



pourraient même être rattachés à des faits historiques portant principalement sur les relations de tutelle de cette ville avec Athènes. Une petite étude chronologique de ce monnayage est effectuée en rapport avec l'histoire de la cité et les variations de l'étalon monétaire passant du système euboïco-attique au système milesio-phénicien marqué d'une importante réduction de poids. L'origine de ce type monétaire au silène pourrait, selon Kraay, être bien antérieure (vers 460) à ce que la plupart des auteurs envisageaient jusqu'alors.

Afin d'illustrer un peu plus largement l'étude de cette pièce, d'autres monnaies des régions du nord de la Grèce (Macédoine, Thrace, etc.) sont présentées comme évoquant également les thèmes dionysiaques du vin et de l'ivresse, des satyres et de la débauche sexuelle qui semblent bien, selon Hérodote et Platon, caractériser le comportement de ces peuples primitifs considérés alors, de l'avis même de Glotz, comme de vrais barbares par la population de la Grèce classique.

**M. Wiedemann** : "Animaux curieux et monnaie (lion impérial anglais, élan et castor)".

**M. Ursy** : "Pièces royales de Louis XVI".

France. Liard, 1784 L Bayonne, Gad 348. 1/2 sol, 1788 MA Marseille, Gad 349. Sol, 1791 A 2e semestre, Gad 350. 1/10 écu, 1778 A 1er semestre, Gad 353. 1/2 écu aux lauriers, 1790 A, Gad 355. Écu aux lauriers du Béarn, 1783 Pau, Gad 356a. Louis au buste nu, 1786 A, Gad 361. Double louis au buste nu, 1786 T, Gad 363. 2 sous de Cayenne, 1782 A, GC Guyane 5.

## Séance du 18 octobre 1998

*Présidence du Dr Debruge, président*

### Communication :

**M. Ursy** : "Le système monétaire sous Henri III".

La communication est illustrée par la présentation de monnaies du fonds O. Miller.

En complément, **M. Dugros** présente six autres monnaies : Henri III (1574-1589). Franc col plat, 1576 A Paris, arg., Ci 1427. Teston, 1576 A Paris, arg., Ci 1435. 1/4 franc col plat, ---- K Bordeaux, Ci 1436. 1/4 écu, 1574 9 Rennes, arg., Ci 1438. 1/8 écu,

1570 T Nantes, arg., Ci 1440. Double tournois, 1585 A Paris, br., Ci 1465.

### Présentations :

**M. Sénac** : Empire romain. Constance II (337-361). 1/2 centenionalis ?, 348 x 350 Constantinople, br., 17 x 15 mm (AE 3), 2,31 g, 6 h., RIC 93 var ; Bruck, p. 22 ; Hill-Kent 2021 ; C 57. Trouvé près de Tarse (Turquie) vers 1985.

**M. Dugros** : Plaque de garde particulier des propriétés de l'île Cazeau (commune Bayon sur Gironde). Cuivre jaune repoussé, XIXe siècle, 82 x 102 mm, CD 24.

## Séance du 15 novembre 1998

*Présidence du Dr Debruge, président*

### Communication :

**M. Sénac** : "Aperçu de recherche à propos d'une fausse pièce de monnaie attribuée à Pépin II d'Aquitaine".

### Présentations :

**M. Ursy** : Aquitaine. Comte de Poitou, obole, 980-1020 Melle, 15 mm, 0,50 g, PA 2431.

**M. Delpit** : Aquitaine. Guillaume X (1127-1137), denier, arg., 18 mm, 0,80 g, 1 h, Boudeau 462.

**M. Dugros** : France. Ligue, Charles X (1589-1590). 1/4 écu, 1590 Paris, arg., Ci 1487. 1/4 écu, 1596 T Nantes, arg., Ci 1487. 1/8 écu, 1590 T Nantes, arg., Ci 1490. Double tournois, 1590 P Dijon, Ci 1496.

**M. Ursy** : France. 2 monnaies d'Henri IV.

## Séance du 20 décembre 1998

*Présidence du Dr Debruge, président*

### Diaporama :

**M. Debruge** : "Monnaies et histoire, 1<sup>re</sup> partie : l'Antiquité".

Ce diaporama intitulé "Monnaies et histoire" est conçu pour répondre à toutes demandes d'exposé sur la numismatique formulées par des établissements scolaires ou des associations culturelles.

Pour traiter de façon pédagogique et attrayante un tel sujet, la présentation (voire la manipulation) de monnaies peut à première vue paraître indispensable. Elle n'est cependant pas compatible avec un auditoire relativement important et généralement peu averti, en raison de la dimension et parfois de la valeur des exemplaires monétaires choisis. Seules les images portées à l'écran peuvent illustrer parfaitement une telle conférence grâce à l'agrandissement considérable des objets photographiés et en raison des risques de pertes ou de détérioration de ceux-ci.

Vingt ans après un premier essai qui avait la prétention de survoler en une heure toute la numismatique, cette dernière présentation, réduite volontairement à l'Antiquité paraît plus satisfaisante en permettant une meilleure approche de l'histoire des monnaies, des techniques de fabrication et de la description sommaire des créations monétaires des principales civilisations anciennes. Cette étude peut également évoquer les

différences ou similitudes qui caractérisent ces innombrables productions et surtout les témoignages authentiques particulièrement émouvants qui rappellent si souvent les moindres événements historiques de ce lointain passé.

Cette première partie relative aux monnaies antiques doit être suivie prochainement d'une deuxième partie portant sur la numismatique des périodes ultérieures.

### Présentations :

**M. Ursy** : Empire romain. Petit bronze.

**M. Lecœur** : France. Henri III. Piéfort du double tournois, 1577 Paris, cu., 22 mm, 12,82 g, 12 h, Laf 992a. Libye. 100 dirhams, 1395H (1975), cu.-ni., KM Libye 17. 100 dirhams, 1399H (1979), cu.-ni., KM Libye 23. 50 dirhams, cu.-ni., KM Libye 16. 50 dirhams, cu.-ni., KM Libye 22.



## De la licorne en onomastique, héraldique et numismatique

par Michel Wiedemann \*

La licorne est un animal imaginaire qui porte un nom dérivé de l'italien *alicorno*, lequel remonte au latin *unicornis*, lequel est un calque du grec *monocéros*. Notre propos n'est pas de faire une revue de l'énorme littérature déjà consacrée à cet animal et examinée en dernier par Odell Shepard (1930), Jürgen W. Einhorn (1976) et Jean-Pierre Jossua (1985). Nous allons exposer les principaux éléments de ce mythe à partir des textes fondateurs, en voir les développements iconographiques dans l'héraldique et la numismatique d'Ecosse, d'Angleterre et du Canada, en observer les développements dans un nombre réduit de textes dérivant des armoiries du Royaume Uni et nous interroger sur la dégradation du sens dans le va-et-vient entre l'image et le texte.

### Les origines du mythe

#### Monocéros et rhinocéros

Les Grecs avaient sur le monocéros, censé vivre en Inde, des renseignements venus des *Indika* de Ctésias, médecin grec du roi des Perses. Ses données sont reprises par Aristote, par le géographe Strabon, par Pline l'Ancien au VIII<sup>e</sup> tome de son *Histoire Naturelle* <sup>1</sup>, par Elien au III<sup>e</sup> siècle après J.-C., par Philès, par

l'auteur chrétien anonyme du *Physiologus* grec, bestiaire alexandrin datant au plus tard du IV<sup>e</sup> siècle après J.-C., par Isidore de Séville au XII<sup>e</sup> livre des *Etymologies* et ensuite par tous les encyclopédistes médiévaux, tels Thomas de Cantimpré dans son *De natura rerum* (1228-1244) et Barthélémy l'Anglais, auteur du *De Proprietatibus rerum* [*Des Propriétés des choses*] (1230-1240). Tantôt ces auteurs distinguent, tantôt ils confondent les animaux évoqués sous les noms de rhinocéros, de monocéros, d'âne indien ou de cheval indien, lesquels ont pour trait commun d'avoir une corne unique sur le front.

\* Université de Bordeaux III.

1. § XXX : "Indicos boues unicornes tricornesque", § XXXI "In India et boues solidis ungulis, unicornes... Asperrimam autem feram monocerotem, reliquo corpore equo similem, capite ceruo, pedibus elephantis, cauda apro, mugitu graui, uno cornu nigro media fronte cubitorum duorum eminente. Hanc feram negant uiuam negant capi : Dans l'Inde on trouve encore des bœufs au sabot d'une seule pièce, à une seule corne... Mais la bête la plus sauvage de l'Inde est le monocéros ou unicorne ; il a le corps du cheval, la tête du cerf, les pieds de l'éléphant, la queue du sanglier ; une seule corne noire, haute de deux coudées, qui se dresse au milieu du front. On dit qu'on ne le prend pas vivant. Livre XI, § CVI : "unicorne asinus tantum indicus, unicorne et bisulcum oryx" : l'âne indien est seulement unicorne, l'oryx unicorne et bisulque. [Trad. A. Ernout.]

Ctésias, le premier auteur à parler du monocéros, signale déjà que les princes indiens se servaient de sa corne pour en faire des hanaps et que d'y boire protégés des convulsions du mal caduc et des atteintes du poison.

Le *Physiologus* grec indique déjà l'épisode de la purification de l'eau ainsi que le mode de capture au moyen d'une fille ou d'une femme, en attirant la bête par l'odeur.

Il y a un animal nommé unicorne. Dans les endroits (où il vit), il y a un grand étang et les bêtes sauvages s'y rassemblent pour boire, mais, avant qu'elles ne soient rassemblées, le serpent s'avance et lance son venin dans l'eau. Dans ces conditions, les bêtes sauvages, qui perçoivent le poison, n'osent pas boire. Elles attendent l'unicorne. Il vient et aussitôt qu'il est venu, il entre dans l'étang, dessine une croix avec sa corne, ôte la puissance du poison, boit de l'eau, et toutes les bêtes sauvages boivent aussi <sup>2</sup>.

Il suggère aussi une relation sexuelle entre l'animal et la fille : l'animal couche dans le giron de la fille, se frotte à elle, s'apaise et s'endort... Post coitum omne animal triste ? Cette relation sexuelle bestiale est évacuée par les auteurs ecclésiastiques, qui donnent à l'épisode un autre sens.

### Le monocéros biblique

Par ailleurs, le monocéros, absent de la Bible hébraïque, est introduit dans la Bible grecque des Septante, achevée en 130 avant J.-C., traduisant ainsi *re'em*, *remim*, "buffle", qui apparaît huit fois dans le texte hébreu <sup>3</sup>. La Vulgate latine traduit à son tour *monocéros* soit par *rhinocéros*, soit par *unicornium*. Le *Physiologus* latin présente cet animal comme une figure du Sauveur :

*Sic et dominus noster Iesus Christus, spiritalis unicornis, descendens in uterum uirginis, per carnem ex ea sumptam, captus a Iudaeis, morte crucis damnatus est* <sup>4</sup>.

Thomas de Cantimpré, dans ses deux livres de miracles, reprend un peu différemment le même thème :

### De la licorne et de sa nature <sup>5</sup>

Ce fait est marqué fort ouvertement dans le livre de la nature, où l'on dit qu'une fille vierge est laissée dans le désert où la licorne, cet animal très féroce, se repaît de

la mort des hommes et des bêtes. La licorne arrivant quitte toute férocité et vénère dans la vierge la pudicité d'un corps chaste. et baissant la tête, s'endort dans le sein de la vierge. Sa corne, à ce que nous avons vu dans l'église de Bruges en Flandres, a sept pieds de longueur. La vierge, l'ayant prise en main, rend la bête douce et modérée dans ses humeurs, au point que quelquefois on la prend et on la tue, ou on l'exhibe en spectacle.

### Sa propriété expliquée mystiquement

Qu'entendons-nous par là, sinon que la licorne, cet animal très féroce, signifie le Christ, qui a une puissance unique, parce qu'il n'y a pas de puissance qui lui soit comparable ; et que sa puissance est une puissance éternelle, qui ne lui sera pas enlevée. Car lui, avant son incarnation, sévissait en punissant les anges dans le ciel pour leur orgueil, les hommes sur terre pour leur désobéissance, les Sodomites pour leur luxure, et les fils d'Israël à cause de leurs murmures ou de leurs beuveries. Nul n'osant de ce fait s'opposer à celui qui punit, Isaïe se plaint en criant : "Il n'est personne qui se lève et qui te résiste", dit-il. Et voyez comme il a raison de se plaindre. En effet ni l'ange dans le ciel, ni le saint sur terre ne l'ont osé. Mais la plus belle des femmes, Marie, de la tige de David, fut trouvée dans le désert du monde, par l'intermédiaire de l'ange garçon d'honneur, par le fils de Dieu : et ayant vénéré la beauté de ses vertus, sa sagesse et la pudicité de son chaste corps, il en fut séduit et inclina humblement dans le sein virginal la tête de sa très haute divinité. Y ayant dormi neuf mois, il fut détourné de sa férocité et son âme calmée au point qu'il se laissa prendre et tuer par les mains des Juifs. Et en ressuscitant ensuite et en montant au ciel, en présence du visage paternel et

2. Dans Jossua (1985), p. 20. Texte allemand de la version B dans Einhorn (1976), p. 55.

3. J.-P. Jossua (1985) énumère ces passages : Nb 23,22 ; Nb 24, 81 ; Deut 33,17 ; Job 39,9 ; Ps 21,22 ; 28,6 ; 77,69. La huitième occurrence est traduite par *adroi* "les princes".

4. *Physiologus latin*, version B, XVI : Unicornis, cité dans Einhorn (1976), *Spiritalis Unicornis, Das Einhorn als Bedeutungsträger in Literatur und Kunst des Mittelalters*. München, Wilhelm Fink Verlag.- Münstersche Mittelalterschriften, Band 13.- 527 p. et 174 ill. à la p. 275. [Ainsi notre Seigneur Jésus-Christ, unicorne spirituel, descendant dans le sein d'une vierge, par la chair prise en elle, fut arrêté par les Juifs et condamné à la mort sur la croix]. Trad. M. W.

5. Traduit du latin par M. W.



des habitants d'en haut, dans la gloire de la victoire solennelle où il a triomphé des démons, il voulut être montré en un étonnant spectacle. Et de là vient que Jésus, notre licorne, n'a plus frappé de notre temps comme elle frappait autrefois ; bien qu'il y ait actuellement de plus grands pécheurs qu'alors, c'est prouvé<sup>6</sup>.

## La chasse mystique

A partir de la capture de la licorne par une vierge se développe le thème de la chasse mystique, qui en donne une interprétation christologique : dans un jardin clos où sont réunis des attributs tels que la toison de Gédéon, la tour de David, la fontaine scellée, etc, la vierge Marie, assise, caresse une licorne blanche qui symbolise le Christ, tandis qu'un archange menant en laisse tantôt trois chiens de chasse personnifiant des vertus, (Castitas, Veritas et Humilitas), tantôt quatre (Misericordia, Justitia, Pax, Veritas), sonne du cor à l'extérieur de l'enclos ou à l'intérieur. On peut en donner pour exemples un retable peint vers 1480-90 par l'atelier de Schongauer pour les dominicains de Colmar, conservé aujourd'hui au musée d'Unterlinden, et une gravure en criblé du même sujet<sup>7</sup>.

## La licorne dans les arts

### Les traits de la licorne selon les textes

Certains auteurs, tel Barthélémy de Glanville, traduit en français par Jean Corbichon, ont voulu résoudre le problème des contradictions entre les descriptions des divers auteurs en scindant les licornes en trois espèces :

*Il est troys manieres de licornes dont lune a tout le corps de cheval et la teste de cerf et les piedz de liphant et la queue de senglier. / Et a une corne noire en my le front de deux couldées de long et ne la peut-on prendre vive / e est appelée ceste beste monoceron. lautre est appelée eglicerone qui est a dire chievre cornue et est une petite beste semblable à un chevreau et si a au front mais une corne tres ague / L'autre est semblable à ung beuf et est tachée de blanches taches et a les ongles fermes comme un cheval et a une corne emmy le front derechief dit plinius qu'en ynde y a des asnes qui ont une corne au front, mais ils ne sont pas si fors comme sont les licornes si comme dit aristote et avicenne<sup>8</sup>.*

D'autres, hésitant entre les images possibles, présentent alternativement l'un et l'autre type, par exemple dans les tapisseries de la dame à la licorne.

La licorne a l'air d'un objet imaginaire par sa composition qui est celle d'une chimère : pattes d'éléphant, sabots fendus et barbiche de chèvre, queue de sanglier, corps de cheval, corne unique sur le front comme le rhinocéros. Mais Bacci, déjà conscient de cette analogie, la refuse et tient la licorne pour un animal vrai :

*Le Ninfe, i Fauni, & Satiri siluestri, Centauri, & Chimere, tutte son superstitioni, ò pœsie, fatte però non senza giuditio, ò per insegnar sotto quelle figure à gli animi semplici, ò per dilettere. Si che queste inuentioni non meritano esser biasimate totalmente per chimere, ne manco han paragone alcuno con l'Alicorno : perche quel, che si troua scritto dell'Alicorno, non è posto per fauola, ne finzione, ma veramente è historia di cosa, per istrana, & oscura ch'ella sia, realmente esistente & accettata, & tenuta per verissima da ogni buono scrittore<sup>9</sup>.*

6. Thoma Cantipratani S. Th. Doctoris, ordinis S. Dominici et episcopi suffraganei Cameracensis *Miraculorum et exemplorum memorabilium sui temporis libri duo. In quibus prateria, ex mirifica APUM repub. universa uita bene & Christiane instituenda ratio (quo uetus, BONI UNIVERSALIS, alludit inscriptio) traditur et artificiose pertractatur.* Ad exemplaria complura cum mss. tum excusa, collati, ab innumeris mendis expurgati, aucti, & notis illustrati. Opera & Studio Georgii COLVENERII Alostensis S.Th.Licent. & Professoris, ac librorum in Academia Duacensi Visitatoris. Duaci, ex typographia Baltazaris Belleri, sub Circino aureo, anno 1605. Permissu superiorum. B.M.Bx T6663 (1-2), pp. 313-315

7. Criblé du maître d vers 1470-80, Hollstein, 12, p. 137, Paris, B.N. & Londres, B.M., fig. 110 dans Einhorn (1976).

8. *Le propriétaire des choses très utile et proufiable aux corps humains avec aucunes additions* (A la main sur la page de titre :) par Barth. Glanvilla, traduit par le frère J. Corbichon...

A la dernière page, explicit :

Translaté par Jehan Corbichon de latin en françoys en 1377 par le commandement de Charles le quint... Imprimé à Paris 1518, le 8<sup>e</sup> jour de janvier pour Jehan Petit et Michel le noir libraires jurez en l'université de Paris demourans en la rue Saint Jaques. XVIII. livre : Des Bestes. C.LXXXVIII La licorne.

9. Bacci (1573)(1587), *L'Alicorno dell'eccellente medico et filosofo M. Andrea Bacci.* In Roma, Appresso Giovanni Martinelli, p. 51. [Les nymphes, les faunes, les satyres sauvages, les centaures & chimères, tous sont des superstitions, ou des fictions, faites cependant non sans jugement, ou pour instruire sous quelque figure les âmes simples ou pour divertir. De sorte que ces inven

Appuyée sur le texte biblique, l'existence de la licorne ne peut être mise en doute, même par les plus sceptiques, tel le protestant Ambroise Paré :

*Et certes n'estoit l'autorité de l'Escriture Saincte, à laquelle nous sommes tenus d'adiouster foy, ie ne croirois pas qu'il fust des licornes... Il faut donc croire qu'il est des licornes, mais elles ne ont les vertus qu'on leur attribue<sup>10</sup>.*

## Le type iconographique

L'animal est représenté par des artistes qui retiennent seulement une partie des traits distinctifs donnés par les textes. On ne montre guères les pattes d'éléphant, la queue de sanglier, la corne tricolore que mentionnent les auteurs des textes. Les artistes retiennent les traits suivants :

- corps blanc, le plus souvent, aux dépens des autres couleurs. Mais sa couleur d'origine est jaune, les licornes bâloises peuvent aussi être pommelées ou franchement bleues.
- soit de la taille d'un chevreau, soit de la taille d'un petit cheval
- ayant les pieds fendus comme un caprin
- ayant une corne toute blanche, jamais tricolore
- ayant une barbiche comme une chèvre.

Les licornes médiévales ont souvent une corne découpée d'un côté comme une scie (serra) et une miniature présente une horde de 25 licornes chargeant l'armée du roi Alexandre, la corne en avant<sup>11</sup>. Mais les différences entre les textes et les réalisations plastiques amènent à se demander si les artistes savaient lire ou s'ils suivaient bien les instructions iconographiques des clercs qui en étaient capables. D'autres voies de transmission des modèles leur ont servi. Mais il est clair que les textes ont précédé les images.

## La licorne motif héraldique

La vigueur attribuée à la licorne explique son utilisation comme emblème personnel ou familial.

Absente de la mythologie germanique, elle apparaît dans les armoiries dès le XIV<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>. Il y a des sceaux à la licorne dès 1300, mais la licorne apparaît dans les sources littéraires avant de le faire dans les

monuments figurés. La première apparition de la licorne comme nom de personne se trouve dans une charte de Bopfingen du 29 mars 1283 où est cité comme témoin *Sifridus officialis in Nordelingen dictus Einkürne*<sup>13</sup>. Pourquoi ce nom ? Le philosophe Abélard est appelé par un de ses adversaires, l'abbé Goswin, mort en 1165, *rhinoceros indomitus*, "rhinocéros indompté"<sup>14</sup>. Cette appellation péjorative peut expliquer l'emploi du nom de la licorne comme anthroponyme.

La licorne est employée en héraldique dans toutes les positions :

- en figure de l'écu et en cimier du heaume, dans les armoriaux les plus anciens,
- en tenant des armoiries complètes dans les compositions plus complexes et tardives. Elles figurent à ce titre dans les armoiries de Le Viste, qui associent lion et licorne, comme dans celles d'Angleterre. Celles de Colbert sont tenues par deux licornes blanches.

L'examen d'un armorial inverse<sup>15</sup> montre que la licorne est un motif assez répandu pour orner les armes de dizaines de familles. On la trouve :

tions ne méritent pas d'être dénoncées totalement pour des chimères, elles n'en ont pas moins un rapport avec la licorne, parce que tout ce qui se trouve écrit sur la licorne n'est pas posé comme une fable ni une fiction, mais vraiment comme une histoire réelle, pour obscure et étrange qu'elle soit, réellement existante, acceptée et tenue pour tout à fait vraie par tout bon auteur.]

10. Ambroise Paré, *Discours de la Licorne*, ch. XIV, § ajouté en 1585.

11. Roman d'Alexandre en prose française, illustration de l'école flamande, Berlin, Kupferstichkabinett, St Pr Kult Bes, Ms 78 C1, fol. 68, cité et reproduit par Einhorn (1976), p.405 et fig. 149. *Comment le roi Alixandres se batailla as bestes sauvages qui auoient une corne trenchant comme espee fait comme serre.*

12. Michel Pastoureau, *Traité d'héraldique*, Paris, Picard, 1993 (2e éd.), p. 156. La plus ancienne est celle du minnesänger Dietmar von Aist, figurant dans la Manessische Liederhandschrift, vers 1300-1315, Ms. pal. germ. 848, fol. 64, à la bibliothèque universitaire de Heidelberg, selon J. Einhorn, *op. cit.*, p. 247.

13. Cité par Einhorn (1976), p. 254.

14. Dans la *Beati Gosvini Vita, celeberrimi monasterii abbatis septimi a duobus monachis exarata*, Editeur Richardus Gibbons, Douai, 1620, I, 18, p. 79, cité par Einhorn (1976) p. 255.

15. Renesse (Comte Théodore de), *Dictionnaire des Figures héraldiques*, Bruxelles, 1894 ; Société belge de Librairie, s. v. Licorne.



- dans les couleurs blanche, noire et jaune,
- dans toutes les postures et avec pas mal d'attributs : arrêtée, assise, colletée, couchée, passante, rampante, saillante, sur terrasse, sur tertre, accompagnée d'arbre, de rose, de muguet, de trèfle, de rochers, de soleil, d'étoiles, de comète, d'épée, de deux diamants et d'un melon, de besants, issante d'un rang de 10 peupliers (Hagenbach), d'une haie d'osier (Fracastoro) et naissante, mouvant d'une couronne, d'un tertre (Manfroni, Mertzner), d'un puits (Tinelli), d'une tour (Praidlohn, Castellvi),
- coupée (Poppelau, Feurer, Joham de Mundolsheim)
- réduite à une tête (d'innombrables familles en portent 1, 2, ou 3).

On trouve d'une part des allusions directes à des épisodes du mythe :

- la corne retournée en arrière (Zierenberg) (selon Aristote & Thévet, il y a des cornes mobiles et tournées vers l'arrière chez le rhinocéros et l'abada, licorne africaine),
- regardant dans un puits (de Siegers), trempant sa corne dans une fontaine (Zafont), allusion à son rôle de purification des eaux infectées par le serpent,
- portant un collier avec chaîne (Cornaz), colletée d'un ruban (Hutter de Hutteren, Stehelin, Merzgrüber de Brettenhofen, von Rheder, Renner), état final : après sa capture par la vierge, elle est menée au roi ou montrée en spectacle,
- le col percé d'une flèche (Dacsö et Luka de Luka-Nyénye) (variante de l'épisode final de la chasse).

On la trouve d'autre part avec des éléments étrangers au mythe, issus de développements proprement héraldiques :

- marinée (Weiher de Nimptsch), c'est-à-dire terminée par une queue de poisson, comme un cheval marin
- affrontée à un cerf (Fok)
- empoignée par un dextrochère (Lenyel)
- couronnée (Gall de Gallenstein, Meichsner d'Einhorn),
- ailée (Grubissich, Pierron)
- tenant une épée (Schobel von Schobelen), un maillet (Pavier), un rameau d'olivier (Pirckel), un lis de jardin (Rada).

Il en est qui sont armes parlantes de familles nommées

“licorne” : Eynern, Enhorning, van Eenhoren, Ainkürn, Meichsner d'Einhorn, Alicorni.

“corne” : Le Cornier, Cornac, Corne, Malicorne, Le Cornu du Plessis, Horn, Hornig, Hörnigk, Hornung, Horn de Pasterwitz, Horn de Pleissenburg,

“chèvre” : Geissler, Stichenbock, Capra.

Il existe des familles nommées Schott, Schotte qui ont pu choisir des armes à la licorne en souvenir d'une origine écossaise ou d'un surnom attribué en vertu d'un voyage, d'un service militaire ou d'une particularité ethnique des Écossais, puisque l'Écosse a une licorne dans ses armoiries.

En tout cas, les armoiries à la licorne sont d'une fréquence élevée jusqu'à l'époque moderne pour les particuliers, les personnes morales et les villes. On peut même trouver la licorne dans les armoiries imaginaires attribuées au Christ, chevalier spirituel : les *arma Christi*, écu contenant les instruments de la passion, sont tenus par la licorne à dextre, l'agneau pascal à sénestre<sup>16</sup>.

De la fortune de la licorne en héraldique dérivent encore les nombreuses marques typographiques à la licorne ainsi qu'une grande quantité de filigranes de papier répartis en 7 types différents<sup>17</sup>.

On a tressé vers l'avant les poils de la crinière de chevaux réels de façon à les transformer en licornes. C'est le cas du cheval blanc<sup>18</sup> de Godefroy de Bouillon, soldat du Christ, tel qu'il est figuré à Gand sur le retable de l'adoration de l'Agneau dû aux frères Van Eyck (1432). On pouvait aussi fixer sur le front du cheval une corne de métal : portrait de Battista Sforza, duchesse d'Urbino, vers 1459, par Piero della Francesca. Au dos du tableau, la duchesse est représentée tirée sur un char attelé de deux chevaux pourvus chacun d'une corne frontale dorée<sup>19</sup>.

16. Cité par Einhorn (1976) p. 248 et fig. 163, D643 A.

17. Références dans Einhorn (1976), p. 249.

18. Cité par Einhorn (1976), p. 411, D574.

19. Cité par Einhorn (1976), p. 248, D220 A.

## Les armoiries du Royaume Uni, leur origine et leur postérité

### Le lion

Le lion des armes d'Angleterre date de Henri VIII qui portait comme tenants “A lion imperially crowned Gold together with a red dragon”<sup>20</sup>. Son pendant, le dragon de Cadwallader, est un symbole gallois. Le lion couronné impérialement se voit comme sommet de la couronne royale d'Angleterre sur les pièces d'argent de 6 pence émises de 1826 à 1829 par George IV (W. D. Craig 60), puis de 1911 à 1927 par George V (W. D. Craig 66, 66a1, 66a2, 66a3). On le trouve aussi sur les shillings d'argent de 1825 à 1829 et de 1902 à 1951. Le lion à couronne impériale, devenu motif central, séparé de sa couronne, se voit encore au centre de la pièce de 10 new pence émise depuis 1968 par Elisabeth II (R. S. Yeoman 144). Le lion sans sa couronne, étendu au naturel, figure à partir de 1969 comme attribut de Britannia armée d'un trident sur les pièces de 50 new pence (R. S. Yeoman 144). Cette représentation reprend la figure allégorique assise, armée d'une pique et d'un écu, mais tendant un rameau, présente depuis George II en 1730 sur le farthing (Craig 1). À partir de 1799 et jusqu'en 1807, puis de 1860 à 1895, armée d'un trident, elle regardait au loin un vaisseau sur la mer, seule et sans lion. La pièce de 50 new pence remploie donc une figure de lion, ancien tenant héraldique médiéval, dans une composition allégorique qui accumule les symboles de l'histoire anglaise.

### La licorne

La licorne est seule en fonction de tenant sur les armes d'Écosse<sup>21</sup> depuis 1440. L'origine de la licorne comme emblème de l'Écosse est incertaine. Elle est passante plutôt que rampante sur une pièce dite justement *unicorn* où elle tient les armes d'Écosse au lion de gueules<sup>22</sup>. Il faut encore noter que la licorne d'Écosse est, comme bien d'autres, colletée d'un collier qui porte aussi une chaîne et que sur des versions plus récentes datant du XVIII<sup>e</sup> siècle, ce collier s'est transformé en couronne à feuille d'aches. La chaîne et le collier sont bien sûr un rappel de l'un des épisodes terminaux possibles du mythe de la licorne : captive, elle est livrée au roi pour être montrée en spectacle.

Elle apparaît donc sur les monnaies d'Écosse avant l'union de ce royaume avec l'Angleterre qui est réalisée en 1603 en la personne de Jacques VI d'Écosse qui devient Jacques I<sup>er</sup> d'Angleterre. Ensuite les deux tenants traditionnels des royaumes unis sont placés de part et d'autre de l'écu, composé de trois léopards pour l'Angleterre, du trescheur fleurdelysé autour du lion d'Écosse, de la harpe celtique dorée pour l'Irlande, des trois lys pour la France, revendiquée depuis la guerre de Cent ans.

Mais les places autour de l'écu sont inégales en dignité. La dextre est plus haut dans la hiérarchie. Aussi le lion d'Angleterre est-il à dextre sur les armes portées en Angleterre, et à senestre sur celles qu'on porte en Écosse, où la première place revient à la licorne<sup>23</sup>. La licorne d'Écosse est rampante, c'est-à-dire dressée sur les pattes postérieures, mais elle peut être passante comme elle l'est sur les armoiries du casque royal en ivoire conservé au musée de Castres. Sur cette magnifique pièce d'apparat, elle sort de derrière l'écu en passant comme si elle se cachait derrière les armes, qu'elle ne supporte aucunement.

### Les récits dérivant des armoiries

Avant l'union des deux royaumes prévalait la loi de la guerre entre lion et licorne, évoquée dans le poème de Spenser :

“The hostility which existed between the English lion and the Scottish unicorn before the two realms came under one crown is referred to by Spenser in *The Faerie Queene* <sup>24</sup> :

*Like as a Lyon, whose imperial powre*

20. Stephen Friar, *Heraldry*, History Handbooks, p. 236.

21. *Ibid.*, p. 236.

22. Figure n° 203 Unicorn de Jacques III d'Écosse (1460-1488) s.d., sans doute vers 1484-88, or, 3,75 gr, ø 24,5 mm dans Elvira E. & Vladimir Clain-Stefanelli, *Monnaies européennes et monnaies coloniales américaines entre 1450 et 1789*, Paris, Bibliothèque des arts, Fribourg, Office du Livre, 1978, pp. 87 et 92, fig 203-204. La licorne valait 18 shillings, pesait 3,83 g et pour 21 carats de fin. Sous Jacques V, la licorne d'or valait 23 shillings.

23. *Ibid.*, p. 236 : “since 1603, the lion and unicorn in the English arms have remained constant, though their positions are reversed in the royal arms of Scotland”.

24. C. Wilfrid Scott-Giles, *The Romance of Heraldry*, p. 65.



*A proud rebellious Unicorn defyes,  
T'avoide the rash assault and wrathful stowre  
Of his fiers foe, him to a tree applies.  
And when him running in full course he spies  
He slips aside ; the whiles that furious beast  
His precious horne, sought of his enimyes,  
Strikes in the stroke, ne thence can be released,  
But the Victor yields a bounteous feast.  
[Comme un lion, dont un unicorne rebelle  
défie avec arrogance le pouvoir impérial,  
pour éviter l'impétueux assaut et le tumulte courroucé  
de son féroce adversaire, s'adosse à un arbre.  
Et quand il le voit qui court à toute vitesse,  
Il l'esquive, cependant cette bête furieuse  
Y plante du coup sa précieuse corne, recherchée de ses  
ennemis,  
Et ne peut l'en libérer,  
Mais au vainqueur rapporte un abondant festin.*

Spenser, *The Faerie Queene*.]

Cette petite histoire est bien une histoire, c'est-à-dire qu'elle raconte une succession de faits entre un état initial et un état final différent, mais elle représente aussi allégoriquement l'histoire politique au moyen de figures héraldiques. On voit que le lion use de la même tactique que le vaillant petit tailleur du conte de Grimm<sup>25</sup>. Il lui fallait venir à bout de deux géants et il parvient à les faire s'entretuer. Mais quand il s'agit d'avoir la fille du roi, celui-ci se repent de sa promesse et impose une épreuve de plus :

*“Avant d'obtenir ma fille et la moitié de mon royaume, tu dois encore accomplir un exploit. Dans la forêt court une licorne qui fait de grands dommages. Tu dois l'attraper. - Je n'ai pas peur d'une licorne, pas plus que de deux géants ; sept d'un coup, j'en fais mon affaire”. Il prit une corde et une hache, sortit dans la forêt et ordonna à son escorte de l'attendre à l'extérieur. Il n'eut pas à chercher longtemps, la licorne arriva bientôt et se précipita sur le tailleur comme si elle voulait l'embrocher sans attendre. “Tout doux, tout doux, dit-il, cela ne se passera pas si vite”. Il resta immobile et attendit que la bête fût toute proche, puis sauta lestement derrière un arbre. La licorne se cogna de toute sa force contre l'arbre et enfonça ainsi sa corne si profondément dans le tronc qu'elle n'eut pas la force de la retirer et demeura ainsi prisonnière. “Voilà l'oiseau pris” dit le tailleur, qui sortit de derrière l'arbre. Il mit un nœud coulant au cou de*

*la licorne, fit sortir la corne de l'arbre à coup de hache et quand tout fut en ordre, il emmena la bête et la livra au roi”.*

Mais chez Spenser, le lion mange la licorne, c'est-à-dire que l'Ecosse est conquise et sert de pâture à l'Angleterre.

La même rivalité est évoquée dans une comptine bien connue dans les nurseries anglaises :

*The lion and the Unicorn were fighting for the crown,  
The Lion beat the Unicorn all round about the town.*<sup>26</sup>

Enfin un midrash juif, cité par Carl Gustav Jung, semble couler de la même source, puisque la licorne y est nommée non pas *reem*, comme dans la Bible hébraïque, mais *ha-unicorius* [sic], nom qui est formé à partir de la dénomination latine, puis anglaise de la licorne.

*Et dans notre pays il y a aussi la licorne [ha-unicorius] qui a une grande corne sur le front. Et il y aussi beaucoup de lions. Et quand une licorne voit un lion, elle l'entraîne près d'un arbre et la licorne veut tuer le lion. Mais le lion change de place et la licorne frappe l'arbre de sa corne et sa corne s'enfoncé si profondément dans l'arbre qu'elle ne peut plus l'en retirer, et alors le lion vient et la tue, et parfois c'est l'inverse qui se produit*<sup>27</sup>.

On dirait bien que l'auteur a lu Spenser ou le conte du vaillant petit tailleur ou leur source commune<sup>28</sup>. Cette licorne héraldique a du moins bien peu de choses à voir avec la licorne géante de la tradition rabbinique, trop grande pour entrer dans l'arche de Noé et attachée à son bastingage, évoquée par Jung au même endroit.

25. *Kinder- und Hausmärchen gesammelt durch die Brüder Grimm* Mit den Zeichnungen von Otto Ubbelohde und einem Vorwort von Ingeborg Weber-Kellermann. - Inselverlag, (1812-1815) 1976, Erster Teil, p. 144. La publication des Contes des frères Grimm est postérieure de deux siècles à la constitution du couple lion-licorne et au poème de Spenser, mort en 1599, mais les contes populaires sont sans âge.

26. Cité comme le passage de Spenser par Cyril G. E. Bunt, *The Lion and the Unicorn*, dans *Antiquity*, 1930, vol. 4, pp. 425-437. Le lion et la licorne se disputaient la couronne. Le lion a battu la licorne en faisant tout le tour de la ville.

27. Jung (1944), p. 586.

28. Jung indique sa source : *The Ten Tribes*, p. 468b dans Eisenstein (Judah David) éd. : *Ozar Midrashim*. New York, 1915, mais pas la date du texte cité.

## Dérivés héraldiques

Les armoiries où le lion et la licorne sont réunis et qui commencent avec les Stuart, subsistent lorsque d'autres dynasties, (Orange-Nassau, Hanovre) montent sur le trône de Grande-Bretagne. Elles ont donc cours en Allemagne dans le royaume de Hanovre durant le temps de l'union personnelle. George Ier (1714-1727) frappe à Hanovre un thaler<sup>29</sup> qui présente à l'avers les armes d'Angleterre, de France, d'Irlande et de Brunswick, tenues par le lion et par la licorne, au revers un cheval libre galopant à gauche, avec la légende : GEORGIUS D. G. MAG. BRIT. FR. ET. HIB. REX - F. D. / BRVNS. ET LVN. DVX - S. R. I. A. THES. ET. ELECT. Des monnaies de ce style ont circulé jusqu'à l'annexion du royaume de Hanovre par la Prusse en 1866.

Ces armoiries sont exportées aux colonies anglaises et en particulier au Canada, qui porte depuis sa création les armes de France et de Grande-Bretagne réunies, flanquées de deux tenants qui sont le lion et la licorne des armes de Grande Bretagne. On a donné l'Union Jack à porter au lion et le drapeau fleurdelysé de la province française à la licorne. Cela ne veut pas dire que la licorne soit française, mais que deux systèmes binaires (lion-licorne, drapeau anglais et français) se sont superposés dans les deux seules places disponibles autour des armes du Canada.

Cette composition est homonyme d'une autre scène qui réunit le lion et un autre animal, licorne ou taureau vu de profil qui devient de ce fait unicorne<sup>30</sup>. Cette lutte qui tourne toujours à l'avantage du lion et qui est quelquefois observée du haut d'un arbre par une colombe, est représentée sur une série de documents abondante où se trouvent les monnaies de Crésus, l'escalier du palais de Persépolis, manuscrits, bannières et bas-reliefs, et reçoit de Cyril G. E. Bunt une interprétation astrale qui est peut-être valable dans les domaines où régnait le culte de la déesse-mère et de Shamash, le dieu-soleil qui avait un avatar vivifiant et un avatar destructeur.

*“L'oiseau était le signe ancien des Pléiades et sa signification est expliquée qu'à l'époque où le Taureau était le signe équinoxial du printemps, le soleil se levait avec les Pléiades. Comment ce détail a franchi les siècles est montré par les colombes sur le trône d'ivoire d'Ivan III (XVe s.) et par l'une des bannières portées par Ermak à*

*la conquête de la Sibérie, en même temps que d'autres bannières portant le lion et la licorne (1581)”, “There would seem little doubt that on the gaming board of Ur, where the Lion and Unicorn or Lion and Gazelle occur, we have a symbolized allusion to the traditionary antagonism of the Sun-god of Spring in Taurus, and the Sun-god of Summer which rose in the sign of Leo. And the Sun in Leo is invariably the victor”*<sup>31</sup>.

Nous laissons à de plus experts le soin de discuter cette interprétation astrale des combats entre lions et taureaux unicornes, mais elle n'a qu'une ressemblance fortuite avec la paire de tenants qui encadre les armoiries de Grande-Bretagne et qui s'est constituée par l'addition des symboles choisis séparément par l'Angleterre et par l'Ecosse.

## Conclusion

La licorne sur les monnaies n'est qu'un élément figé par sa fonction officielle de la licorne héraldique en général. Parmi les figures héraldiques déployées sur les écus et les bannières ou tenant les armoiries, elle est peut-être de tous les chimères la plus riche en histoire humaine. On voit souvent dans l'iconographie des images dériver de textes. C'est bien d'après des textes grecs antiques, réinterprétés par le Physiologus et par Isidore de Séville que se forme l'image de la licorne. Mais il ressort de notre parcours que les images ne suivent pas en tout point les sources savantes et que, justement parce qu'elles sont visibles de tous, des images se transmettent sans passer par les circuits lettrés et donnent lieu à de nouvelles histoires. Nous en avons aussi réuni qui dérivent des armoiries du Royaume Uni et qui transforment ces figures inertes en récits. Nous pouvons y observer la dégradation que Lévi-Strauss a décrite dans les migrations du

29. J. Davenport, *World crowns and Talers (1484- 1968)*, 1982, n° 2072.

30. Voir par ex. les statères de Sybaris au taureau incus, p. 216, BMC 1.

31. “Il y aurait peu de doute que sur la planche de jeu d'Ur, où apparaissent le lion et la licorne ou le lion et la gazelle, nous avons une allusion symbolique au traditionnel antagonisme du dieu solaire du Printemps, croissant dans le signe du Taureau et le dieu solaire de l'été, qui s'élève dans le signe du Lion. Et le soleil dans le signe du lion est invariablement vainqueur”, *ibid.* p. 437.



mythe, lequel subit "une atténuation et celle-ci affecte d'une part la longueur et la richesse du récit, d'autre part l'intensité dramatique des motifs, comme si l'intrigue s'affaissait et se contractait en même temps"<sup>32</sup>. La source sanscrite de notre mythe, l'histoire indienne de l'ermite unicorne Corne de gazelle, que nous n'avons pas citée ici, est un récit complexe<sup>33</sup>, s'étirant sur deux générations et comportant une signification morale. Le Physiologus et Isidore de Séville n'en gardent qu'une scène avec trois ou quatre actants, la bête, la vierge, le (s) chasseur (s), et éventuellement le roi, sans antécédents et avec deux suites possibles. Fragment déjà énigmatique. La licorne hé-

raldique, avec sa chaîne et son collier incompris, aboutissement de cette dégradation et de cet oubli du sens, est de plus en plus muette. Sur le silence de l'image d'autres spectateurs construisent de nouveaux sens.

32. Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale deux*, ch. XIV, Paris, Plon, 1973 et 1996, coll. Agora, ch. XIV, p. 301-315, paru d'abord en 1971 dans *Science et conscience de la société. Mélanges en l'honneur de Raymond Aron*. Paris, Calmann-Lévy, 1971, vol. 1, p. 131-143.

33. J. Einhorn, (1976), pp. 35-37.

## Bibliographie

Bacci 1573-1587 : Andrea Bacci, *L'Alicorno dell'eccellente medico et filosofo M. Andrea Bacci*. In Roma, Appresso Giovanni Martinelli. M. D. LXXXVII., pp. 39-110 à la suite de *Le XII pietre pretiose lequali per ordine di Dio nella santa legge adornauano i vestimenti del sommo sacerdote*.

Cyril G. E. Bunt, *The Lion and the Unicorn*, in *Antiquity*, 1930, vol. 4, pp. 425-437.

Clain-Stefanelli 1978 : Elvira E. & Vladimir Clain-Stefanelli, *Monnaies européennes et monnaies coloniales américaines en tre 1450 et 1789*. Paris, Bibliothèque des arts, Fribourg, Office du Livre.

Einhorn 1976 : Jürgen Werinhard Einhorn, *Spiritualis Unicornis, Das Einhorn als Bedeutungsträger in Literatur und Kunst des Mittelalters*. München, Wilhelm Fink Verlag. - Münstersche Mittelalter-Schriften, Band 13. - 527 p. et 174 ill.

Stephen Friar, *Heraldry*, History Handbooks.

Glanville (de) (trad. Jean Corbichon) 1377 : Barthélémy de Glanville, *Le propriétaire des choses très utile et profitable aux corps humains avec aucunes additions* Explicit : Translaté par Jehan Corbichon de latin en françois en 1377 par le commandement de Charles le quint... Imprimé à Paris 1518, le 8e jour de janvier pour Jehan Petit et Michel le noir libraires jurez en l'université de Paris demourans en la rue Saint Jaques.

Grimm 1812-1815-1976 : Jacob & Wilhelm Grimm, *Kinder- und Hausmärchen gesammelt durch die Brüder Grimm* Mit den Zeichnungen von Otto Ubbelhode und einem Vorwort von Ingeborg Weber-Kellermann. - Inselverlag, Erster Teil.

Jossua 1985 : Jean Pierre Jossua, *La licorne, histoire d'un couple* Paris, Les éditions du Cerf, 131 p.

Jung 1944-trad. 1970 : Carl Gustav Jung, *Psychologie et alchimie*. Traduit de l'allemand et annoté par Henry Pernet et le docteur Roland Cahen. - Paris, Editions Buchet - Chastel, 705 p. avec 270 ill.

Lévi-Strauss 1971-73-96 : Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale deux*, ch. XIV, Paris, Plon, 1996, coll. Agora, ch. XIV, p. 301-315, paru d'abord en 1971 in *Science et conscience de la société. Mélanges en l'honneur de Raymond Aron*. Paris, Calmann-Lévy, 1971, vol. 1, p. 131-143.

Paré 1580 : Ambroise Paré, *Discours de la Mumie et de la Licorne*, in *Animaux, Monstres et Prodiges* Le Club Français du Livre, s. l., 1954, pp. 291-344.

Pastoureau 1993 : Michel Pastoureau *Traité d'héraldique*, Paris, Picard, (2e éd.).

Renesse (de) 1894 : Comte Théodore de Renesse, *Dictionnaire des Figures héraldiques*, Bruxelles, Société belge de Librairie.

C. Wilfrid Scott-Giles, *The Romance of Heraldry*.

Shepard 1930 : Odell Shepard, *The Lore of Unicorn*. Boston and New York, Houghton Mifflin Company, 312 p. ill.

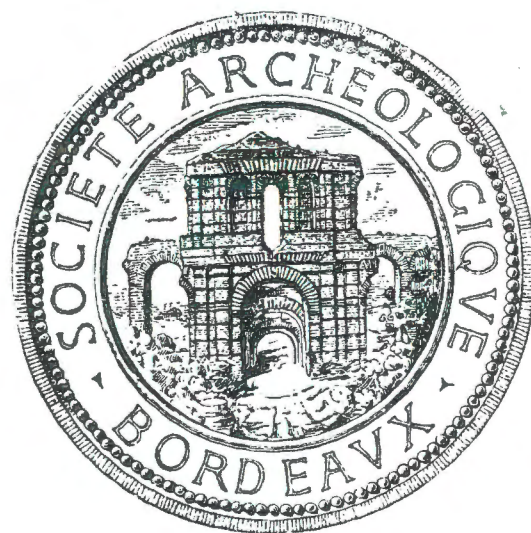
# Revue archéologique de Bordeaux tome LXXXIX, année 1998 Sommaire

L'archéologie girondine en 1998 .....	3
Yovan KRTOLITZA et Michel LENOIR <i>Un gisement du Gravettien à burins de Noailles en Gironde,     l'abri Lespaux à Saint-Quentin-de-Baron Observations préliminaires</i> .....	47
Pierre RÉGALDO-SAINT BLANCARD <i>Fort Louis</i> .....	69
Stéphane BARRY <i>La peste à Bordeaux aux XVIe et XVIIe siècles</i> .....	143
Jean-François FOURNIER <i>Découverte d'une peinture de Pieter de Jode I représentant un épisode de la vie de saint Louis</i> .....	175
Jean-Bernard FAIVRE, Régis SINGER <i>Eglise Saint-Michel de Bordeaux : deux cloches anciennes retrouvées</i> .....	181
L.aurent CHAVIER <i>Pierre Berquin, et l'art du retable au XVIIe siècle</i> .....	193
Michèle PEYRISSAC <i>L'hôtel de Ragueneau</i> .....	201
Pierre COUDROY de LILLE <i>L'Iris de Benech de Cantenac identifiée</i> .....	213
Jean-Yves BOSCHER <i>Un jeu de l'oie de la Guerre de Trente Ans</i> .....	217
Laurent CHAVIER <i>Pierre Goyer de la Rochette, fontainier d'hospices</i> .....	219
Hervé TOKPASSI <i>L'hôtel Leberthon, un chef-d'œuvre de l'architecture privée du XVIIIe siècle à Bordeaux</i> .....	225
Jean PINÇON <i>"Découverte" d'un hôtel particulier du XVIIIe siècle, l'hôtel Mel de Fontenay, 23 rue Montbazou à Bordeaux</i> .....	237
Philippe MAFFRE <i>Un document contemporain pour servir à l'histoire médiévale, le plan de situation des tombeaux de la cathédrale Saint-André de Bordeaux dressé par Henri de Marquessac</i> .....	245
Jean-Jacques MICHAUD <i>Recherche biographique sur les peintres-verriers bordelais à l'époque contemporaine</i> .....	251









*Pour le comité directeur des publications*  
Jean-Bernard Faivre, Pierre Régaldo-Saint Blancard, Xavier Roborel de Climens

Maquette de la couverture :  
*Presse-Papiers*

Maquette intérieure et composition :  
*Concept 99*  
1 rue Charles Boubès  
33700 Mérignac

Impression : 12-5120  
*La Nef-Chastrusse*  
87 quai de Brazza  
33015 Bordeaux cedex



<i>L'archéologie girondine en 1998</i> .....	3
Yovan KRTOLITZA et Michel LENOIR, <i>Un gisement du Gravettien à burins de Noailles en Gironde, l'abri Lespaux à Saint-Quentin-de-Baron</i> .....	47
Pierre RÉGALDO-SAINT BLANCARD, <i>Fort Louis</i> .....	69
Stéphane BARRY, <i>La peste à Bordeaux aux XVIe et XVIIe siècles</i> .....	143
Jean-François FOURNIER, <i>Découverte d'une peinture de Pieter de Jode I représentant un épisode de la vie de saint Louis</i> .....	175
Jean-Bernard FAIVRE, Régis SINGER, <i>Eglise Saint-Michel de Bordeaux : deux cloches anciennes retrouvées</i> .....	181
Laurent CHAVIER, <i>Pierre Berquin, et l'art du retable au XVIIe siècle</i> .....	193
Michèle PEYRISSAC, <i>L'hôtel de Ragueneau</i> .....	201
Pierre COUDROY DE LILLE, <i>L'Iris de Benech de Cantenac identifiée</i> .....	213
Jean-Yves BOSCHER, <i>Un jeu de l'oie de la Guerre de Trente Ans</i> .....	217
Laurent CHAVIER, <i>Pierre Goyer de la Rochette, fontainier d'hospices</i> .....	219
Hervé TOKPASSI, <i>L'hôtel Leberthon, un chef-d'œuvre de l'architecture privée du XVIIIe siècle à Bordeaux</i> .....	225
Jean PINÇON, <i>"Découverte" d'un hôtel particulier du XVIIIe siècle, l'hôtel Mel de Fontenay, 23 rue Montbazou à Bordeaux</i> .....	237
Philippe MAFFRE, <i>Un document contemporain pour servir à l'histoire médiévale, le plan de situation des tombeaux de la cathédrale Saint-André de Bordeaux dressé par Henri de Marquessac</i> .....	245
Jean-Jacques MICHAUD, <i>Recherche biographique sur les peintres-verriers bordelais à l'époque contemporaine</i> .....	251
Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeaux en 1998 .....	279
Cercle Bertrand-Andrieu : numismatique Procès-verbaux des séances de l'année 1998 .....	285
Michel WIEDEMANN, <i>De la licorne en onomastique, héraldique et numismatique</i> .....	292